



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2012

Volume II

Détails des
charges et des
revenus

Canada^{ca}

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2012

En vente au Canada chez
votre libraire local
ou par la poste auprès de
Éditions et Services de dépôt
TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

Téléphone: 1-613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Copie papier : N° de catalogue P51-1/2012-2F

ISBN 978-0-660-97474-3

Copie PDF : N° de catalogue P51-1/2012-2F-PDF

ISBN 978-1-100-98859-7

Erratum

Suite au dépôt des *Comptes publics du Canada*, des corrections ont été effectuées à la section 22, Ressources humaines et Développement des compétences, Activités de programme, Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme, page 22.15 et à la section 20, Patrimoine Canadien, Activités de programme, le Ministère et Bibliothèque et Archives du Canada, pages 20.19 et 20.20. Les informations révisées sont surlignées.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

VOLUME II

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Table des matières

Section

- Introduction
- 1. Tableaux sommaires et Appendices
- 2. Affaires étrangères et Commerce international
- 3. Affaires indiennes et du Nord canadien
- 4. Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
- 5. Agence de promotion économique du Canada atlantique
- 6. Agence du revenu du Canada
- 7. Agriculture et Agroalimentaire
- 8. Anciens Combattants
- 9. Citoyenneté et Immigration
- 10. Conseil du Trésor
- 11. Conseil privé
- 12. Défense nationale
- 13. Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
- 14. Environnement
- 15. Finances
- 16. Gouverneur général
- 17. Industrie
- 18. Justice
- 19. Parlement
- 20. Patrimoine canadien
- 21. Pêches et Océans
- 22. Ressources humaines et Développement des compétences
- 23. Ressources naturelles
- 24. Santé
- 25. Sécurité publique et Protection civile
- 26. Transports
- 27. Travaux publics et Services gouvernementaux
- 28. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

INTRODUCTION AUX *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes.

Le volume I présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le volume II présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le volume III présente des informations et analyses supplémentaires.

Le contenu du volume II se résume comme suit :

Tableaux sommaires et Appendices (section 1)

La section 1 comprend des tableaux sommaires qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles.

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

Sections ministérielles (sections 2 à 27)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les programmes du ministère et des organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des résultats stratégiques et des descriptions des activités de programme. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

- *Sommaire du portefeuille ministériel*
Présente par ministère et organismes la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.
- *Activités de programme*
Présente par ministère et organismes le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque activité de programme sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).
- *Paiements de transfert*
Présente par ministère et organismes la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.
- *Détail des montants disponibles pour être dépensés*
Présente par ministère et organismes la nature des revenus et rentrées lesquels augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.
- *Revenus*
Présente par ministère et organismes la nature des revenus sous chaque catégorie principale de revenus.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux Tableaux sommaires

de la section 1 (e.g. les données de l'état des *Paie-ments de transfert* peuvent être retracées à l'état des Activités de programme, lesquelles peuvent ensuite être retracées au *Sommaire du portefeuille ministériel*; les données du *Sommaire du portefeuille ministériel* peuvent être retracées aux *Tableaux sommaires* (5, 6 et 7) de la section 1.

Le volume II est conçu de façon à refléter d'aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget principal des dépenses. Certains Tableaux sommaires et Appendices et le *Sommaire du portefeuille ministériel* des sections ministérielles montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

- **Provenance des autorisations**

- *Disponibles des exercices antérieurs*
Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les revenus et les rentrées. Ces crédits représentent généralement soit des autorisations relatives à des fonds renouvelables, au produit de la vente de biens excédentaires de l'État ou à des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.
- *Budget principal des dépenses et budgets supplémentaires des dépenses*
Comprennent les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses

ainsi que les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.

- *Redressements, mandats et virements*
Comprennent :
 - les virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5, 10, 15, 25, 30 et 33 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles;
 - les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire) ou entre paiements de transfert;
 - les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État;
 - les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice et le produit de la vente de biens excédentaires de l'État;
 - les mandats spéciaux du gouverneur général pour couvrir les paiements requis lorsque le Parlement est dissous pour une élection générale.
- *Total disponible pour emploi*
Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des revenus et rentrées disponibles pour être dépensés).

- **Utilisation des autorisations**

- *Employées au cours de l'exercice*
Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés).
- *Annulées (écart positif)*
Le montant des autorisations annulées correspond au total des autorisations disponibles pour l'emploi au cours de l'exercice moins le total a) des autorisations employées au cours de l'exercice et b) des autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs.
- *Dépassées (écart négatif)*
Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.
- *Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs*
Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.
- *Employées au cours de l'exercice précédent*
Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés). Pour les crédits ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul, en ligne avec l'énoncé « Crédits (éléments) non requis pour l'exercice en cours ».

SECTION 1

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Tableaux sommaires et Appendices

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Tableaux sommaires —	
Tableau 1 — État consolidé des revenus et charges	1.3
Tableau 2 — Dépenses ministérielles par catégorie	1.4
Tableau 2a — Récapitulation des charges externes par catégorie . . .	1.10
Tableau 2b — Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel	1.11
Tableau 2c — Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels	1.12
Tableau 3 — Dépenses ministérielles par article courant	1.13
Tableau 3a — Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges	1.22
Tableau 4 — Revenus ministériels	1.23
Tableau 4a — Récapitulation des revenus externes par provenance .	1.29
Tableau 4b — Ventes de biens et de services	1.31
Tableau 5 — Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel	1.35
Tableau 6 — Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel	1.42
Tableau 7 — Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)	1.44
Appendices —	
Appendice 1 — Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice	1.50
Appendice 2 — Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits	1.89
Appendice 3 — Autorisations disponibles des exercices antérieurs .	1.103
Appendice 4 — Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice	1.111
Appendice 5 — Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1.113

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

TABLEAU 1

État consolidé des revenus et charges

Le tableau 1 présente les revenus et les charges pour l'exercice financier 2011-2012. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I des *Comptes publics du Canada*.

(en milliers de dollars)

REVENUS	2011-2012	CHARGES	2011-2012
REVENUS FISCAUX—		Paiements de transfert—	
Revenus d'impôt sur le revenu—		Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	38 044 644
Particuliers	119 268 567	Principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement—	
Sociétés	31 701 858	Transfert canadien en matière de santé	27 173 831
Non-résidents	5 300 927	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	11 514 064
	<i>156 271 352</i>	Accords fiscaux	19 187 877
Autres taxes et droits—		Abattement du Québec	(3 929 322)
Taxe sur les produits et services	28 370 119	Autres principaux transferts	2 847 236
Taxes sur l'énergie—			<i>56 793 686</i>
Taxe d'accise—Essence	4 202 930	Prestations d'assurance-emploi	17 647 567
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	1 125 419	Prestations pour enfants	12 725 842
	<i>5 328 349</i>	Autres paiements de transfert	34 512 670
Droits de douane à l'importation	3 861 607		
Autres taxes et droits d'accise—		Total des paiements de transfert	159 724 409
Droits d'accise	4 482 308		
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	631 003	Autres charges de programmes—	
Diverses taxes et droits d'accise	432 363	Sociétés d'État	8 198 198
	<i>5 545 674</i>	Affaires étrangères et Commerce international	2 345 566
	<i>43 105 749</i>	Affaires indiennes et du Nord canadien	1 267 840
TOTAL DES REVENUS FISCAUX	199 377 101	Agence du revenu du Canada	7 939 465
COTISATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI	18 556 080	Agriculture et Agroalimentaire	1 672 597
AUTRES REVENUS—		Conseil du Trésor	2 554 126
Sociétés d'État—		Défense nationale	22 783 420
Sociétés d'État consolidées	4 040 807	Environnement	1 632 021
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques—		Industrie	2 585 973
Quote-part des bénéfices annuels	5 349 980	Justice	1 134 805
Intérêt et autres	2 633 187	Pêches et Océans	1 737 506
	<i>12 023 974</i>	Ressources humaines et Développement des compétences	3 462 006
Autres programmes—		Ressources naturelles	999 506
Revenus de placements	1 174 832	Santé	2 723 551
Ventes de biens et de services	8 382 189	Sécurité publique et Protection civile	9 410 633
Revenus divers	4 020 628	Travaux publics et Services gouvernementaux	3 186 999
	<i>13 577 649</i>	Autres portefeuilles ministériels	7 038 059
Nets des opérations en devises—		Total des autres charges de programmes	80 672 271
Compte du fonds des changes	1 672 438	Total des charges de programmes	240 396 680
Fonds monétaire international	552	Frais de la dette publique	31 026 188
Autres	(4 308)	TOTAL DES CHARGES	271 422 868
	<i>1 668 682</i>		
TOTAL DES AUTRES REVENUS	27 270 305	DÉFICIT ANNUEL	(26 219 382)
TOTAL DES REVENUS	245 203 486		

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses nettes rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paielements de transfert ⁽¹⁾					Total des paielements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes	
		Prestations de la vieillesse ⁽²⁾	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Abattement du Québec					Autres ⁽³⁾
2	Affaires étrangères et Commerce international										
	Ministère	...	...	...	...	...	781 937	781 937	1 700 529	...	2 482 466
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	15 481	...	15 481
	Agence canadienne de développement international	...	...	...	...	...	3 587 097	3 587 097	340 166	...	3 927 263
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	...	...	...	...	...	47 285	47 285	7 053	...	54 338
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	237 908	...	237 908
	Commission mixte internationale (section canadienne)	...	...	...	...	...	...	...	8 051	...	8 051
	Commission de la capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	107 486	...	107 486
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	4 416 319	4 416 319	2 416 674	...	6 832 993
3	Affaires indiennes et du Nord canadien										
	Ministère	...	...	...	...	...	6 453 896	6 453 896	1 426 987	...	7 880 883
	Commission canadienne des affaires polaires	...	...	...	...	...	10	10	1 253	...	1 263
	Institut de la statistique des Premières nations	...	...	...	...	...	...	...	3 957	...	3 957
	Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	...	...	...	...	...	...	...	19 245	...	19 245
	Grefe du Tribunal des revendications particulières	...	...	...	...	...	...	...	2 435	...	2 435
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	6 453 906	6 453 906	1 453 877	...	7 907 783
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	...	...	...	...	...	252 576	252 576	53 345	...	305 921
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique										
	Ministère	...	...	...	...	...	236 470	236 470	93 984	...	330 454
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	77 191	...	77 191
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	236 470	236 470	171 175	...	407 645

6	Agence du revenu du Canada	...	...	...	...	...	439 829	439 829	3 911 463	...	4 351 292
7	Agriculture et Agroalimentaire										
	Ministère	...	...	...	...	...	1 739 823	1 739 823	817 832	...	2 557 655
	Commission canadienne du lait	...	...	...	...	...	...	...	4 480	...	4 480
	Agence canadienne d'inspection des aliments	...	...	...	...	...	5 402	5 402	732 294	...	737 696
	Commission canadienne des grains	...	...	...	...	...	...	...	34 820	...	34 820
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	1 745 225	1 745 225	1 589 426	...	3 334 651
8	Anciens Combattants										
	Ministère	...	...	...	...	...	2 511 674	2 511 674	985 413	...	3 497 087
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	...	...	...	...	...	...	...	12 747	...	12 747
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	2 511 674	2 511 674	998 160	...	3 509 834
9	Citoyenneté et Immigration										
	Ministère	...	...	...	...	...	948 590	948 590	634 901	...	1 583 491
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	...	...	...	...	...	140 808	...	140 808
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	948 590	948 590	775 709	...	1 724 299
10	Conseil du Trésor										
	Secrétariat	...	...	...	...	...	759	759	2 503 749	...	2 504 508
	École de la fonction publique du Canada	...	...	...	...	...	170	170	125 771	...	125 941
	Commissariat au lobbying	...	...	...	...	...	...	...	4 861	...	4 861
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	...	...	...	...	...	15	15	5 651	...	5 666
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	944	944	2 640 032	...	2 640 976
11	Conseil privé										
	Ministère	...	...	...	...	...	2 773	2 773	152 657	...	155 430
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	...	...	...	5 561	...	5 561
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	...	...	...	...	...	31 794	...	31 794
	Directeur général des élections	...	...	...	...	...	89 790	89 790	259 562	...	349 352
	Commissariat aux langues officielles	...	...	...	...	...	...	...	22 355	...	22 355
	Secrétariat de la Commission des nominations publiques	...	...	...	...	...	...	...	135	...	135
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	2 833	...	2 833
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	92 563	92 563	474 897	...	567 460
12	Défense nationale										
	Ministère	...	...	...	...	...	209 746	209 746	20 009 012	...	20 218 758
	Comité des griefs des Forces canadiennes	...	...	...	...	...	...	...	6 397	...	6 397
	Centre de la sécurité des télécommunications	...	...	...	...	...	...	...	251 857	...	251 857
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	...	...	...	...	...	...	...	4 923	...	4 923

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie—Suite
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paielements de transfert ⁽¹⁾					Total des paiements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes	
		Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽²⁾	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Paielements de remplacement pour programmes permanents					Autres ⁽³⁾
	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	...	...	...	...	...	...	1 942	...	1 942	
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	209 746	209 746	20 274 131	...	20 483 877	
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	...	...	...	...	140 346	140 346	54 937	...	195 283	
14	Environnement	...	...	...	...	106 167	106 167	902 309	...	1 008 476	
	Ministère	...	...	...	...	106 167	106 167	902 309	...	1 008 476	
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	...	...	3 063	3 063	26 495	...	29 558	
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	...	...	...	...	5 364	...	5 364	
	Agence Parcs Canada	...	...	...	...	13 652	13 652	664 360	...	678 012	
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	122 882	122 882	1 598 528	...	1 721 410	
15	Finances	...	27 173 831	11 514 064	19 171 403	(3 929 322)	2 061 114	55 991 090	269 508	27 881 332	84 141 930
	Ministère	...	27 173 831	11 514 064	19 171 403	(3 929 322)	2 061 114	55 991 090	269 508	27 881 332	84 141 930
	Vérificateur général	...	...	...	...	...	...	...	89 812	...	89 812
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	...	...	...	...	...	10 529	...	10 529
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	...	...	...	...	...	...	12 282	...	12 282
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	...	...	...	...	...	...	...	59 228	...	59 228
	Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	...	...	...	...	...	(12 605)	...	(12 605)
	PPP Canada Inc.	...	...	...	...	...	...	...	287 700	...	287 700
	Total du portefeuille ministériel	...	27 173 831	11 514 064	19 171 403	(3 929 322)	2 061 114	55 991 090	716 454	27 881 332	84 588 876
16	Gouverneur général	...	...	...	...	...	523	523	21 204	...	21 727
17	Industrie	...	...	...	...	...	973 040	973 040	473 670	...	1 446 710
	Ministère	...	...	...	...	...	973 040	973 040	473 670	...	1 446 710
	Agence spatiale canadienne	...	...	...	...	...	47 041	47 041	362 094	...	409 135
	Commission canadienne du tourisme	...	...	...	...	...	...	...	82 034	...	82 034
	Commission du droit d'auteur	...	...	...	...	...	...	...	2 541	...	2 541

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	...	...	...	...	...	200 105	200 105	30 355	...	230 460
Conseil national de recherches du Canada	...	...	...	...	...	148 001	148 001	550 502	...	698 503
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	...	...	...	1 036 165	1 036 165	49 573	...	1 085 738
Grefe du Tribunal de la concurrence	...	...	...	...	...	...	...	1 589	...	1 589
Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	...	...	...	670 999	670 999	26 855	...	697 854
Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	...	8 059	...	8 059
Statistique Canada	...	...	...	...	...	561	561	743 551	...	744 112
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	3 075 912	3 075 912	2 330 823	...	5 406 735
18 Justice										
Ministère	...	...	...	...	...	381 614	381 614	363 394	...	745 008
Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	...	...	...	24 262	...	24 262
Tribunal canadien des droits de la personne	...	...	...	...	...	...	...	5 240	...	5 240
Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	...	...	...	...	471 183	...	471 183
Service administratif des tribunaux judiciaires	...	...	...	...	...	...	...	73 222	...	73 222
Bureau du directeur des poursuites pénales	...	...	...	...	...	...	...	156 444	...	156 444
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	...	...	...	...	433	433	38 358	...	38 791
Cour suprême du Canada	...	...	...	...	...	...	...	31 455	...	31 455
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	382 047	382 047	1 163 558	...	1 545 605
19 Parlement										
Sénat	...	...	...	...	...	422	422	89 558	...	89 980
Chambre des communes	...	...	...	...	...	886	886	426 349	...	427 235
Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	...	...	...	41 308	...	41 308
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	...	...	...	...	...	...	...	6 638	...	6 638
Conseiller sénatorial en éthique	...	...	...	...	...	...	...	799	...	799
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	1 308	1 308	564 652	...	565 960
20 Patrimoine canadien										
Ministère	...	...	...	...	...	1 072 931	1 072 931	235 561	...	1 308 492
Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	181 418	...	181 418
Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	1 134 319	...	1 134 319
Musée canadien des droits de la personne	...	...	...	...	...	...	...	21 799	...	21 799
Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	...	...	65 198	...	65 198
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	...	...	...	...	...	...	...	13 825	...	13 825
Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	...	...	28 592	...	28 592
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	...	...	...	...	...	15 683	...	15 683
Bibliothèque et Archives du Canada	...	...	...	...	...	1 777	1 777	110 244	...	112 021
Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	...	35 781	...	35 781
Commission des champs de bataille nationaux	...	...	...	...	...	...	...	9 804	...	9 804
Office national du film	...	...	...	...	...	250	250	66 602	...	66 852
Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	49 586	...	49 586
Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	...	...	30 304	...	30 304
Commission de la fonction publique	...	...	...	...	...	...	...	105 606	...	105 606
Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	...	...	...	...	...	13 447	...	13 447

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie—Fin
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert ⁽¹⁾					Total des paiements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽²⁾	Transfert canadien en matière de santé	Transfert canadien en matière de programmes sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents					Autres ^{(3)}
	Tribunal de la dotation de la fonction publique	...	...	...	...	...	4 936	...	4 936
	Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	...	...	...	...	...	1 687	...	1 687
	Téléfilm Canada	...	...	...	...	...	105 667	...	105 667
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	1 074 958	1 074 958	2 230 059	3 305 017
21	Pêches et Océans	...	...	...	...	128 647	128 647	1 752 236	1 880 883
22	Ressources humaines et Développement des compétences									
	Ministère	38 062 821	...	...	...	6 421 243	44 484 064	1 469 388	45 953 452
	Conseil canadien des relations industrielles	...	...	...	...	...	...	13 699	13 699
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	...	2 048 259	2 048 259
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	...	...	...	...	...	...	1 283	1 283
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	...	...	5 290	5 290
	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	...	...	...	...	18 285	18 285	11 150	29 435
	Total du portefeuille ministériel	38 062 821	...	...	...	6 439 528	44 502 349	3 549 069	48 051 418
23	Ressources naturelles									
	Ministère	...	...	...	...	2 508 639	2 508 639	843 534	3 352 173
	Énergie atomique du Canada limitée	...	...	...	...	...	...	719 031	719 031
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	...	...	...	...	1 163	1 163	134 906	136 069
	Office national de l'énergie	...	...	...	...	202	202	64 173	64 375
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	672	672	1 436	2 108
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	2 510 676	2 510 676	1 763 080	4 273 756
24	Santé									
	Ministère	...	...	...	...	1 599 762	1 599 762	2 186 538	3 786 300
	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	...	...	...	...	...	...	3 464	3 464
	Instituts de recherche en santé du Canada	...	...	...	...	950 730	950 730	58 361	1 009 091

Agence canadienne de développement économique du Nord	...	...	...	...	...	31 993	31 993	16 607	...	48 600
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	...	...	...	4 531	...	4 531
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	...	...	...	11 754	...	11 754
Agence de la santé publique du Canada	...	...	...	...	...	193 291	193 291	443 209	...	636 500
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	2 775 776	2 775 776	2 724 464	...	5 500 240
25 Sécurité publique et Protection civile										
Ministère	...	...	...	...	...	244 162	244 162	157 403	...	401 565
Agence des services frontaliers du Canada	...	...	...	...	...	...	...	1 835 297	...	1 835 297
Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	539 886	...	539 886
Service correctionnel du Canada	...	...	...	...	...	1 484	1 484	2 665 370	...	2 666 854
Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	...	...	...	...	52 188	...	52 188
Bureau de l'enquêteur correctionnel	...	...	...	...	...	...	...	4 936	...	4 936
Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	137 973	137 973	2 836 603	...	2 974 576
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	...	...	1 692	...	1 692
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	...	...	7 881	...	7 881
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	383 619	383 619	8 101 256	...	8 484 875
26 Transports										
Ministère	...	...	...	...	...	426 683	426 683	854 508	...	1 281 191
Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	...	22 210	...	22 210
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	...	...	...	...	...	...	...	515 006	...	515 006
Office des transports du Canada	...	...	...	...	...	...	...	29 308	...	29 308
La Société des ponts fédéraux limitée	...	...	...	...	...	...	...	13 994	...	13 994
Marine Atlantique SCC	...	...	...	...	...	...	...	183 291	...	183 291
Bureau de l'infrastructure du Canada	...	...	...	...	...	4 476 415	4 476 415	63 695	...	4 540 110
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	...	...	...	...	...	...	...	97 330	...	97 330
Tribunal d'appel des transports du Canada	...	...	...	...	...	...	...	1 856	...	1 856
VIA Rail Canada Inc.	...	...	...	...	...	...	...	493 795	...	493 795
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	4 903 098	4 903 098	2 274 993	...	7 178 091
27 Travaux publics et Services gouvernementaux										
Ministère	...	...	...	...	...	5 212	5 212	2 788 297	...	2 793 509
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	...	...	...	...	...	...	...	30 373	...	30 373
Services partagés Canada	...	...	...	...	...	...	...	622 344	...	622 344
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	5 212	5 212	3 441 014	...	3 446 226
Total des dépenses ministérielles nettes	38 062 821	27 173 831	11 514 064	19 171 403	(3 929 322)	41 313 488	133 306 285	67 045 216	27 881 332	228 232 833

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Les paiements de transfert pour les prestations d'assurance-emploi sont présentés au tableau 2a.

(2) Comprend le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

(3) Les paiements de transfert pour la prestation fiscale canadienne pour enfants sont présentés au tableau 2a.

TABLEAU 2a

Récapitulation des charges externes par catégorie

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les redressements courus et autres, les charges des sociétés d'État et autres entités consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes. (en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et rembour- sements fiscaux	Charges internes	CHARGES EXTERNES TOTALES
Paielements de transfert—							
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	38 062 821	...	(18 177)	...	...	...	38 044 644
<i>Principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement—</i>							
Transfert canadien en matière de santé	27 173 831	...	...	...	...	...	27 173 831
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	11 514 064	...	...	...	...	...	11 514 064
Accords fiscaux	19 171 403	...	16 474	...	...	...	19 187 877
Abattement du Québec	(3 929 322)	...	...	...	...	...	(3 929 322)
Autres principaux transferts	3 766 048	...	(918 812)	...	...	...	2 847 236
<i>Total des principaux paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement</i>	<i>57 696 024</i>	...	<i>(902 338)</i>	...	...	...	<i>56 793 686</i>
Prestations d'assurance-emploi	...	17 647 567	...	...	...	...	17 647 567
Prestations pour enfants	2 691 017	...	(14 156)	...	10 048 981	...	12 725 842
Autres paiements de transfert ⁽¹⁾	34 856 423	206 233	(920 347)	370 361	...	...	34 512 670
Total des paiements de transfert	133 306 285	17 853 800	(1 855 018)	370 361	10 048 981	...	159 724 409
Autres charges de programmes—							
Sociétés d'État	...	...	...	8 198 198	...	...	8 198 198
Affaires étrangères et Commerce international	2 416 674	...	311 870	(360 875)	...	(22 103)	2 345 566
Affaires indiennes et du Nord canadien	1 453 877	2 172	(156 258)	(3 957)	...	(27 994)	1 267 840
Agence du revenu du Canada	3 911 463	...	4 096 953	...	...	(68 951)	7 939 465
Agriculture et Agroalimentaire	1 589 426	...	103 445	(4 479)	...	(15 795)	1 672 597
Conseil du Trésor	2 640 032	...	(80 394)	...	...	(5 512)	2 554 126
Défense nationale	20 274 131	(105 976)	2 708 084	...	...	(92 819)	22 783 420
Environnement	1 598 528	8 671	46 720	...	...	(21 898)	1 632 021
Industrie	2 330 823	...	352 106	(90 093)	...	(6 863)	2 585 973
Justice	1 163 558	...	(20 270)	...	...	(8 483)	1 134 805
Pêches et Océans	1 752 236	125	17 560	...	...	(32 415)	1 737 506
Ressources humaines et Développement des compétences	3 549 069	1 825 589	(1 723 145)	...	...	(189 507)	3 462 006
Ressources naturelles	1 763 080	669	(30 114)	(719 031)	...	(15 098)	999 506
Santé	2 724 464	...	23 318	...	...	(24 231)	2 723 551
Sécurité publique et Protection civile	8 101 256	...	1 459 845	...	...	(150 468)	9 410 633
Travaux publics et Services gouvernementaux	3 441 014	30 919	(84 712)	(30 373)	...	(169 849)	3 186 999
Autres portefeuilles ministériels ⁽²⁾	8 335 585	(272 671)	2 300 837	(3 284 470)	...	(41 222)	7 038 059
Total des autres charges de programmes	67 045 216	1 489 498	9 325 845	3 704 920	...	(893 208)	80 672 271
Total des charges de programmes	200 351 501	19 343 298	7 470 827	4 075 281	10 048 981	(893 208)	240 396 680
Frais de la dette publique	27 881 332	(6 752)	3 151 608	...	...	...	31 026 188
TOTAL DES CHARGES	228 232 833	19 336 546	10 622 435	4 075 281	10 048 981	(893 208)	271 422 868

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

⁽¹⁾ Le détail des autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.

⁽²⁾ Le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels est présenté au tableau 2c.

TABLEAU 2b

Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert rapportés au tableau 2a.
(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et rembour- sements fiscaux	Charges internes	CHARGES EXTERNES TOTALES
Affaires étrangères et Commerce international	4 416 319	...	(94 934)	...	...	...	4 321 385
Affaires indiennes et du Nord canadien	6 453 906	...	(514 642)	...	...	...	5 939 264
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	252 576	...	(83 305)	...	...	...	169 271
Agence de promotion économique du Canada atlantique	236 470	...	(64 796)	...	...	...	171 674
Agence du revenu du Canada	439 829	...	9	...	...	...	439 838
Agriculture et Agroalimentaire	1 745 225	377	(74 921)	...	...	...	1 670 681
Anciens Combattants	2 511 674	...	(2 442 871)	...	...	...	68 803
Citoyenneté et Immigration	948 590	...	(8 821)	...	...	...	939 769
Conseil du Trésor	944	...	(307)	...	...	...	637
Conseil privé	92 563	...	...	...	...	...	92 563
Défense nationale	209 746	...	(320)	...	...	...	209 426
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	140 346	...	(1 583)	...	...	...	138 763
Environnement	122 882	...	(35 931)	...	...	...	86 951
Finances	500 914	...	20 565	...	...	...	521 479
Gouverneur général	523	...	(523)	...	...	...	...
Industrie	3 075 912	...	(302 008)	(177 000)	...	...	2 596 904
Justice	382 047	...	(10 888)	...	...	...	371 159
Parlement	1 308	...	(45)	...	...	...	1 263
Patrimoine canadien	1 074 958	...	(5 031)	...	...	...	1 069 927
Pêches et Océans	128 647	...	...	...	...	...	128 647
Ressources humaines et Développement des compétences	3 748 511	205 856	2 309 777	...	...	...	6 264 144
Ressources naturelles	2 510 676	...	62 515	...	...	...	2 573 191
Santé	2 775 776	...	(107 227)	...	...	...	2 668 549
Sécurité publique et Protection civile	383 619	...	631 150	...	...	...	1 014 769
Transports	2 697 250	...	(196 162)	...	...	...	2 501 088
Travaux publics et Services gouvernementaux	5 212	...	(48)	...	...	...	5 164
Total partiel	34 856 423	206 233	(920 347)	(177 000)	...	...	33 965 309
Provision pour évaluation et autres éléments	...	...	...	547 361	...	...	547 361
Total des autres paiements de transfert	34 856 423	206 233	(920 347)	370 361	...	...	34 512 670

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 2c

Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels

Le tableau 2c présente le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels rapportées au tableau 2a.
(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements cours et autres	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et rembourse- ments fiscaux	Charges internes	CHARGES EXTERNES TOTALES
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	53 345	...	12 940	...	...	(254)	66 031
Agence de promotion économique du Canada atlantique	171 175	...	16 393	(77 191)	...	(674)	109 703
Anciens Combattants	998 160	...	32 155	...	...	(2 821)	1 027 494
Citoyenneté et Immigration	775 709	...	(48 791)	...	...	(5 642)	721 276
Conseil privé	474 897	...	(2 546)	...	...	(598)	471 753
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	54 937	...	1 987	...	...	(328)	56 596
Finances	716 454	...	91 861	(287 700)	...	(4 813)	515 802
Gouverneur général	21 204	...	(405)	...	...	(75)	20 724
Parlement	564 652	...	2 285	...	...	(1 542)	565 395
Patrimoine canadien	2 230 059	90	11 541	(1 666 489)	...	(5 955)	569 246
Transports	2 274 993	3 470	162 337	(1 373 452)	...	(18 520)	1 048 828
Total partiel	8 335 585	3 560	279 757	(3 404 832)	...	(41 222)	5 172 848
Provision pour évaluation et autres éléments	...	(276 231)	2 021 080	120 362	...	...	1 865 211
Total des autres charges de programmes	8 335 585	(272 671)	2 300 837	(3 284 470)	...	(41 222)	7 038 059

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 3
Dépenses ministérielles par article courant

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les revenus affectés aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne « Total des dépenses brutes » représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des revenus affectés aux dépenses. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (1)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (2)	Acquisition de matériel et d'outillage (3)	Paiements de transfert (4)	Frais de la dette publique (5)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes		Total
2	Affaires étrangères et Commerce international																	
	Ministère	1 145 477	180 954	16 716	247 322	193 982	48 718	65 765	52 104	83 016	781 937	...	6 049	2 822 040	324 449	15 125	339 574	2 482 466
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	15 481	15 481	...	...	...	15 481
	Agence canadienne de développement international	201 012	9 570	245	20 459	2 411	2 802	980	...	823	3 587 097	...	101 864	3 927 263	...	...	...	3 927 263
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	...	...	...	7 054	...	...	...	...	...	47 285	...	(1)	54 338	...	...	...	54 338
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	237 908	237 908	...	...	...	237 908
	Commission mixte internationale (section canadienne)	3 768	791	71	2 270	415	48	72	...	593	...	...	23	8 051	...	...	...	8 051
	Commission de la capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	107 486	107 486	...	...	...	107 486
	Total du portefeuille ministériel	1 350 257	191 315	17 032	277 105	196 808	51 568	66 817	52 104	84 432	4 416 319	...	468 810	7 172 567	324 449	15 125	339 574	6 832 993
3	Affaires indiennes et du Nord canadien																	
	Ministère	537 755	40 814	17 778	315 789	10 489	3 531	7 330	184	16 304	6 453 896	...	477 657	7 881 527	...	644	644	7 880 883
	Commission canadienne des affaires polaires	835	71	35	172	121	1	5	...	12	10	...	1	1 263	...	...	...	1 263
	Institut de la statistique des Premières nations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 957	3 957	...	...	...	3 957
	Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	5 929	2 028	5 371	4 345	891	9	74	...	594	...	...	4	19 245	...	...	...	19 245

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—Suite
 (en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette pu- blique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes	
	Greffé du Tribunal des reven- dications particulières	807	361	32	361	549	35	18	147	125	...	...	...	2 435	...	...	...	2 435	...	...	...	2 435
	Total du portefeuille ministériel	545 326	43 274	23 216	320 667	12 050	3 576	7 427	331	17 035	6 453 906	...	481 619	7 908 427	...	644	644	7 907 783				
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	44 799	1 356	407	4 948	614	37	211	...	880	252 576	...	93	305 921	...	...	...	305 921				
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique																					
	Ministère	75 361	4 453	475	10 211	2 070	213	419	...	1 467	236 470	...	(685)	330 454	...	...	...	330 454				
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	77 191	77 191	...	...	...	77 191				
	Total du portefeuille ministériel	75 361	4 453	475	10 211	2 070	213	419	...	1 467	236 470	...	76 506	407 645	...	...	...	407 645				
6	Agence du revenu du Canada	3 189 923	161 754	8 932	332 570	298 437	119 872	26 631	...	85 448	439 829	...	3 080	4 666 476	138 829	176 355	315 184	4 351 292				
7	Agriculture et Agro- alimentaire																					
	Ministère	582 718	22 928	7 805	118 264	4 655	25 932	44 304	8 513	42 584	1 739 823	...	12 178	2 609 704	44 625	7 424	52 049	2 557 655				
	Commission canadienne du lait	6 143	409	54	1 256	349	69	19	...	50	...	...	(3 869)	4 480	...	...	...	4 480				
	Agence canadienne d'inspec- tion des aliments	583 997	25 047	1 424	62 240	7 796	16 692	17 513	...	14 012	5 402	...	3 573	737 696	...	...	...	737 696				
	Commission canadienne des grains	65 988	4 259	218	2 131	4 184	1 321	952	...	2 854	...	...	(13)	81 894	47 074	...	47 074	34 820				
	Total du portefeuille ministériel	1 238 846	52 643	9 501	183 891	16 984	44 014	62 788	8 513	59 500	1 745 225	...	11 869	3 433 774	91 699	7 424	99 123	3 334 651				

8 Anciens Combattants																		
Ministère	333 645	30 578	4 408	357 973	7 897	8 283	200 462	4 341	4 336	2 511 674	...	33 490	3 497 087	...	...	...	3 497 087
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	11 072	1 015	2	448	31	39	93	...	47	...	...	...	12 747	...	...	...	12 747
Total du portefeuille ministériel	344 717	31 593	4 410	358 421	7 928	8 322	200 555	4 341	4 383	2 511 674	...	33 490	3 509 834	...	...	...	3 509 834
9 Citoyenneté et Immigration																		
Ministère	431 669	19 559	6 407	143 580	8 719	4 924	5 805	...	5 529	948 590	...	8 709	1 583 491	...	...	...	1 583 491
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	108 866	3 856	166	21 423	416	3 414	736	...	1 763	...	...	168	140 808	...	...	...	140 808
Total du portefeuille ministériel	540 535	23 415	6 573	165 003	9 135	8 338	6 541	...	7 292	948 590	...	8 877	1 724 299	...	...	...	1 724 299
10 Conseil du Trésor																		
Secrétariat	2 821 864	4 361	602	101 896	962	1 485	1 292	...	10 705	759	...	(677)	2 943 249	6 047	432 694	438 741	2 504 508	
École de la fonction publique du Canada	87 565	3 209	885	27 085	2 515	958	1 181	...	1 204	170	...	1 169	125 941	...	...	...	125 941
Commissariat au lobbying	3 084	105	16	1 279	15	53	48	1	260	...	...	...	4 861	...	...	...	4 861
Commissariat à l'intégrité du secteur public	3 628	73	101	1 322	36	44	65	152	230	15	...	...	5 666	...	...	...	5 666
Total du portefeuille ministériel	2 916 141	7 748	1 604	131 582	3 528	2 540	2 586	153	12 399	944	...	492	3 079 717	6 047	432 694	438 741	2 640 976	
11 Conseil privé																		
Ministère	119 437	5 111	1 624	17 066	1 926	2 037	1 100	...	4 353	2 773	...	3	155 430	...	...	...	155 430
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2 947	712	72	1 138	407	19	35	...	231	...	...	...	5 561	...	...	...	5 561
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	25 052	1 980	190	2 498	291	480	316	77	907	...	...	3	31 794	...	...	...	31 794
Directeur général des élections	146 821	28 980	18 133	35 425	21 980	4 543	1 081	658	1 906	89 790	...	35	349 352	...	...	...	349 352
Commissariat aux langues officielles	17 778	891	116	2 800	87	323	140	...	219	...	...	1	22 355	...	...	...	22 355
Secrétariat de la Commission des nominations publiques	111	...	...	24	...	...	...	...	...	...	...	...	135	...	...	...	135
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	2 103	149	40	414	13	36	21	...	57	...	...	...	2 833	...	...	...	2 833
Total du portefeuille ministériel	314 249	37 823	20 175	59 365	24 704	7 438	2 693	735	7 673	92 563	...	42	567 460	...	...	...	567 460

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux ⁽¹⁾ Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette publique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes		
													Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes		Total	
12	Défense nationale																	
	Ministère	9 758 533	852 650	15 966	3 243 210	598 509	1 140 086	427 615	2 637 311	209 746	...	215 170	20 607 366	373 900	14 708	388 608	20 218 758	
	Comité des griefs des Forces canadiennes	4 520	207	28	877	599	34	25	107	...	...	...	6 397	...	...	...	6 397
	Centre de la sécurité des télécommunications	79 780	...	...	...	...	...	...	...	...	...	172 077	251 857	...	...	...	251 857
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	1 813	217	56	2 427	263	2	66	76	...	...	3	4 923	...	...	...	4 923
	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	1 018	16	12	387	168	...	12	195	130	...	4	1 942	...	...	...	1 942
	Total du portefeuille ministériel	9 845 664	853 090	16 062	3 246 901	599 539	1 140 189	427 810	2 637 624	209 746	...	387 254	20 872 485	373 900	14 708	388 608	20 483 877	
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	44 694	2 755	251	5 104	878	146	450	658	140 346	...	1	195 283	...	...	...	195 283
14	Environnement																	
	Ministère	640 074	47 025	2 690	126 097	22 314	21 566	34 674	1 800	60 451	106 167	...	4 072	1 066 930	36 940	21 514	58 454	1 008 476
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	23 897	1 367	385	3 788	334	40	79	...	309	3 063	...	16	33 278	3 392	328	3 720	29 558
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	3 595	320	214	1 043	31	61	29	...	66	...	5	5 364	...	...	...	5 364
	Agence Parcs Canada	383 317	20 333	10 695	88 829	14 349	62 018	39 500	10 108	20 697	13 652	...	14 514	678 012	678 012
	Total du portefeuille ministériel	1 050 883	69 045	13 984	219 757	37 028	83 685	74 282	11 908	81 523	122 882	...	18 607	1 783 584	40 332	21 842	62 174	1 721 410
15	Finances																	
	Ministère	92 304	3 591	9 699	13 893	398	422	115 284	...	8 026	55 991 090	27 881 332	26 076	84 142 115	...	185	185	84 141 930
	Vérificateur général	78 158	4 071	485	5 441	348	939	549	...	666	2	90 659	847	...	847	89 812
	Tribunal canadien du commerce extérieur	8 983	238	65	645	31	282	78	...	207	...	...	10 529	...	...	...	10 529
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	7 231	395	195	2 849	795	57	83	261	351	...	...	12 282	...	...	...	12 282
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	42 765	1 592	178	4 218	4 020	3 298	429	...	2 722	...	...	59 228	...	...	...	59 228

Bureau du surintendant des institutions financières	90 737	4 260	896	12 132	6 781	1 524	406	541	7 227	...	...	319	124 823	130 161	7 267	137 428	(12 605)
PPP Canada Inc.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	287 700	287 700	...	...	...	287 700
Total du portefeuille ministériel	320 178	14 147	11 518	39 178	12 373	6 522	116 829	802	19 199	55 991 090	27 881 332	314 168	84 727 336	131 008	7 452	138 460	84 588 876
16 Gouverneur général	16 635	1 080	385	1 514	99	322	830	...	304	523	...	35	21 727	...	...	...	21 727
17 Industrie																	
Ministère	535 423	18 659	3 511	85 112	10 332	12 812	6 632	307	16 425	973 040	...	2 669	1 664 922	203 675	14 537	218 212	1 446 710
Agence spatiale canadienne	83 398	7 051	2 331	206 161	3 940	3 179	4 065	...	48 138	47 041	...	3 831	409 135	...	...	...	409 135
Commission canadienne du tourisme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	82 034	82 034	...	...	...	82 034
Commission du droit d'auteur	1 799	172	64	397	67	1	33	...	8	...	...	...	2 541	...	...	...	2 541
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	21 582	1 204	209	5 994	789	161	187	...	221	200 105	...	8	230 460	...	...	...	230 460
Conseil national de recherches du Canada	405 465	15 000	2 049	38 352	3 998	18 122	43 172	16 967	52 985	148 001	...	(45 608)	698 503	...	...	...	698 503
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	37 335	3 625	335	5 821	431	130	282	...	1 963	1 036 165	...	(349)	1 085 738	...	...	...	1 085 738
Grefe du Tribunal de la concurrence	939	161	89	331	13	...	40	...	16	...	...	...	1 589	...	...	...	1 589
Conseil de recherches en sciences humaines	20 909	1 103	287	3 136	135	65	126	...	1 096	670 999	...	(2)	697 854	...	...	...	697 854
Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	8 059	8 059	...	...	...	8 059
Statistique Canada	594 999	54 529	14 108	162 517	9 380	9 422	6 639	...	6 319	561	...	83	858 557	28 653	85 792	114 445	744 112
Total du portefeuille ministériel	1 701 849	101 504	22 983	507 821	29 085	43 892	61 176	17 274	127 171	3 075 912	...	50 725	5 739 392	232 328	100 329	332 657	5 406 735
18 Justice																	
Ministère	577 302	14 108	3 119	42 445	5 167	10 667	5 280	...	12 218	381 614	...	2 227	1 054 147	650	308 489	309 139	745 008
Commission canadienne des droits de la personne	20 598	1 108	217	2 413	220	129	160	8	287	...	...	(205)	24 935	...	673	673	24 262
Tribunal canadien des droits de la personne	2 484	295	32	1 965	44	47	36	...	62	...	...	275	5 240	...	...	...	5 240
Commissaire à la magistrature fédérale	431 593	29 715	174	3 843	115	146	99	...	172	...	...	5 535	471 392	...	209	209	471 183
Service administratif des tribunaux judiciaires	54 800	2 558	131	8 849	1 023	747	2 064	616	2 433	...	...	1	73 222	...	...	...	73 222
Bureau du directeur des poursuites pénales	109 772	6 892	761	41 836	1 456	2 549	1 547	...	1 457	...	...	6 613	172 883	211	16 228	16 439	156 444
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	27 256	1 077	751	7 197	167	549	316	...	1 021	433	...	24	38 791	...	...	...	38 791
Cour suprême du Canada	24 762	1 279	212	2 491	146	138	1 385	...	700	...	...	342	31 455	...	...	...	31 455
Total du portefeuille ministériel	1 248 567	57 032	5 397	111 039	8 338	14 972	10 887	624	18 350	382 047	...	14 812	1 872 065	861	325 599	326 460	1 545 605

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette pu- blique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses ministérielles nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes		Total
19	Parlement																	
	Sénat	71 012	10 520	665	3 242	267	1 106	740	...	1 969	422	...	37	89 980	...	...	...	89 980
	Chambre des communes	323 957	44 727	5 959	17 537	10 718	6 578	6 757	...	10 565	886	...	313	427 997	775	(13)	762	427 235
	Bibliothèque du Parlement	34 459	667	523	2 653	206	537	2 656	...	447	...	...	...	42 148	840	...	840	41 308
	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	5 198	53	14	1 097	21	63	41	...	151	...	...	...	6 638	...	...	...	6 638
	Conseiller sénatorial en éthique	700	30	28	24	1	10	6	...	...	...	...	...	799	...	...	...	799
	Total du portefeuille ministériel	435 326	55 997	7 189	24 553	11 213	8 294	10 200	...	13 132	1 308	...	350	567 562	1 615	(13)	1 602	565 960
20	Patrimoine canadien																	
	Ministère	197 519	5 683	9 534	21 116	1 674	1 493	2 413	...	1 991	1 072 931	...	559	1 314 913	4 429	1 992	6 421	1 308 492
	Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	181 418	181 418	...	...	...	181 418
	Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 134 319	1 134 319	...	...	...	1 134 319
	Musée canadien des droits de la personne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	21 799	21 799	...	...	...	21 799
	Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	65 198	65 198	...	...	...	65 198
	Musée canadien de l'immi- gration du Quai 21	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	13 825	13 825	...	...	...	13 825
	Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	28 592	28 592	...	...	...	28 592
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	46 677	2 249	1 035	5 254	383	1 196	442	...	1 401	...	...	1	58 638	42 955	...	42 955	15 683
	Bibliothèque et Archives du Canada	90 344	1 913	243	9 001	2 649	1 504	1 408	755	2 466	1 777	...	267	112 327	306	...	306	112 021
	Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	35 781	35 781	...	...	...	35 781
	Commission des champs de bataille nationaux	3 952	131	314	703	69	783	714	639	287	...	...	2 212	9 804	...	...	...	9 804
	Office national du film	39 105	3 137	1 454	14 520	8 037	1 383	1 121	...	2 948	250	...	848	72 803	5 890	61	5 951	66 852
	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	49 586	49 586	...	...	...	49 586
	Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	30 304	30 304	...	...	...	30 304
	Commission de la fonction publique	98 559	1 481	371	9 584	1 363	1 418	599	...	2 671	...	...	439	116 485	85	10 794	10 879	105 606

Commission des relations de travail dans la fonction publique	9 590	778	53	2 031	520	80	177	...	360	...	...	(142)	13 447	...	...	...	13 447
Tribunal de la dotation de la fonction publique	4 127	227	51	249	141	5	18	...	11	...	...	107	4 936	...	...	...	4 936
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	993	21	7	328	18	211	25	...	83	...	...	1	1 687	...	...	...	1 687
Téléfilm Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	105 667	105 667	...	...	...	105 667
Total du portefeuille ministériel	490 866	15 620	13 062	62 786	14 854	8 073	6 917	1 394	12 218	1 074 958	...	1 670 781	3 371 529	53 665	12 847	66 512	3 305 017
21 Pêches et Océans	1 005 426	70 621	2 858	221 076	15 018	195 499	102 422	40 349	123 181	128 647	...	16 018	1 921 115	40 211	21	40 232	1 880 883
22 Ressources humaines et Développement des compétences																	
Ministère	2 096 953	108 494	20 807	609 706	202 324	24 075	10 146	...	33 382	44 484 064	...	304 427	47 894 378	407 780	1 533 146	1 940 926	45 953 452
Conseil canadien des relations industrielles	11 071	933	16	802	161	112	167	...	375	...	...	62	13 699	...	...	...	13 699
Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 048 259	2 048 259	...	...	...	2 048 259
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	907	55	18	261	4	...	18	...	6	...	...	14	1 283	...	...	...	1 283
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	7 755	148	86	962	31	158	83	...	80	...	...	...	9 303	3 641	372	4 013	5 290
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	9 361	455	126	939	56	59	46	...	108	18 285	...	...	29 435	...	...	...	29 435
Total du portefeuille ministériel	2 126 047	110 085	21 053	612 670	202 576	24 404	10 460	...	33 951	44 502 349	...	2 352 762	49 996 357	411 421	1 533 518	1 944 939	48 051 418
23 Ressources naturelles																	
Ministère	461 059	24 210	10 769	266 430	19 022	6 549	19 803	12 860	26 945	2 508 639	...	20 951	3 377 237	22 428	2 636	25 064	3 352 173
Énergie atomique du Canada limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	719 031	719 031	...	...	...	719 031
Commission canadienne de sûreté nucléaire	101 365	5 439	852	15 933	3 133	2 516	1 072	...	4 444	1 163	...	152	136 069	...	...	...	136 069
Office national de l'énergie	50 148	3 581	408	6 550	585	539	546	26	1 769	202	...	21	64 375	...	...	...	64 375
Administration du pipe-line du Nord	1 027	123	1	232	42	...	4	...	7	672	...	...	2 108	...	...	...	2 108
Total du portefeuille ministériel	613 599	33 353	12 030	289 145	22 782	9 604	21 425	12 886	33 165	2 510 676	...	740 155	4 298 820	22 428	2 636	25 064	4 273 756
24 Santé																	
Ministère	976 448	235 396	15 867	482 270	12 946	40 862	456 551	3 608	61 934	1 599 762	...	(5 070)	3 880 574	85 247	9 027	94 274	3 786 300
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	1 833	223	54	1 219	118	2	12	...	2	...	...	1	3 464	...	...	...	3 464

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—Fin
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette pu- blique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : revenus affectés aux dépenses			Total des dépenses brutes (1)-(12)	Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes	
	Instituts de recherche en santé du Canada	48 110	3 929	1 058	3 583	368	700	277	...	316	950 730	...	20	1 009 091	...	...	...	1 009 091				
	Agence canadienne de déve- loppement économique du Nord	9 841	1 447	39	1 171	1 220	7	49	...	90	31 993	...	2 743	48 600	...	...	...	48 600				
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	4 181	62	32	170	19	3	63	...	1	...	...	...	4 531	...	...	...	4 531				
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	7 030	170	27	1 505	12	139	262	...	49	...	...	2 560	11 754	...	...	...	11 754				
	Agence de la santé publique du Canada	265 356	14 326	3 808	83 447	7 074	6 000	14 428	20 380	14 623	193 291	...	13 770	636 503	...	3	3	636 500				
	Total du portefeuille ministériel	1 312 799	255 553	20 885	573 365	21 757	47 713	471 642	23 988	77 015	2 775 776	...	14 024	5 594 517	85 247	9 030	94 277	5 500 240				
25	Sécurité publique et Protection civile																					
	Ministère	117 340	5 407	2 664	20 786	5 329	2 101	1 004	1 265	2 976	244 162	...	127	403 161	...	1 596	1 596	401 565				
	Agence des services fronta- liers du Canada	1 344 066	60 697	1 283	265 152	8 691	24 086	20 006	91 436	23 851	...	...	8 160	1 847 428	12 131	...	12 131	1 835 297				
	Service canadien du rensei- gnement de sécurité	357 811	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	182 075	539 886	...	...	...	539 886				
	Service correctionnel du Canada	1 769 669	55 184	1 752	323 036	15 429	41 913	135 975	258 719	75 462	1 484	...	76 629	2 755 252	6 717	81 681	88 398	2 666 854				
	Commission nationale des libérations conditionnelles	46 695	3 291	117	3 081	195	90	325	...	708	...	...	36	54 538	2 350	...	2 350	52 188				
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	3 973	299	37	481	34	14	22	...	76	...	...	...	4 936	...	...	...	4 936				
	Gendarmerie royale du Canada	3 133 954	211 803	5 144	443 188	89 307	86 765	124 651	88 756	260 222	137 973	...	79 466	4 661 229	1 686 201	452	1 686 653	2 974 576				
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 077	25	21	528	4	...	17	...	20	...	...	...	1 692	...	...	...	1 692				
	Commission des plaintes du public contre la Gendar- merie royale du Canada	5 604	221	19	1 237	104	470	87	...	139	...	...	...	7 881	...	...	...	7 881				
	Total du portefeuille ministériel	6 780 189	336 927	11 037	1 057 489	119 093	155 439	282 087	440 176	363 454	383 619	...	346 493	10 276 003	1 707 399	83 729	1 791 128	8 484 875				

26 Transports																	
Ministère	542 805	34 002	2 510	150 492	8 402	18 188	19 260	30 272	20 535	426 683	...	116 269	1 369 418	52 701	35 526	88 227	1 281 191
Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	22 210	22 210	...	...	...	22 210
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	515 006	515 006	...	...	...	515 006
Office des transports du Canada	25 303	528	345	1 600	228	378	235	...	548	...	...	143	29 308	...	...	...	29 308
La Société des ponts fédéraux limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	13 994	13 994	...	...	...	13 994
Marine Atlantique SCC	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	183 291	183 291	...	...	...	183 291
Bureau de l'infrastructure du Canada	37 500	683	323	17 086	3 869	795	105	...	408	4 476 415	...	2 926	4 540 110	...	...	...	4 540 110
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	97 330	97 330	...	...	...	97 330
Tribunal d'appel des transports du Canada	952	186	13	639	36	1	18	...	11	...	...	...	1 856	...	...	...	1 856
VIA Rail Canada Inc.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	493 795	493 795	...	...	...	493 795
Total du portefeuille ministériel	606 560	35 399	3 191	169 817	12 535	19 362	19 618	30 272	21 502	4 903 098	...	1 444 964	7 266 318	52 701	35 526	88 227	7 178 091
27 Travaux publics et Services gouvernementaux																	
Ministère	1 247 721	126 224	11 420	1 531 381	1 123 792	1 040 643	231 924	363 684	69 721	5 212	...	545 372	6 297 094	376 477	3 127 108	3 503 585	2 793 509
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	30 373	30 373	...	...	...	30 373
Services partagés Canada	255 541	286 624	908	196 605	8 417	109 259	3 275	46	149 992	...	...	1 498	1 012 165	10 155	379 666	389 821	622 344
Total du portefeuille ministériel	1 503 262	412 848	12 328	1 727 986	1 132 209	1 149 902	235 199	363 730	219 713	5 212	...	577 243	7 339 632	386 632	3 506 774	3 893 406	3 446 226
Total des dépenses ministérielles nettes	39 662 698	2 980 430	266 538	10 713 964	2 811 635	3 522 353	2 941 281	1 437 390	4 062 669	133 306 285	27 881 332	9 033 270	238 619 845	4 100 772	6 286 240	10 387 012	228 232 833

Notes : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 3 du volume III.

(2) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 4 du volume III.

(3) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume III.

(4) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume III.

(5) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume III.

TABLEAU 3a

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec le total des charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les redressements courus et autres, les charges des sociétés d'État et autres entités consolidées, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes et des revenus internes affectés aux charges.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État et autres entités consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	Moins :		TOTAL DES CHARGES EXTERNES
						Charges internes	Revenus internes affectés aux charges	
Paiements de transfert	133 306 285	17 853 800	(1 855 018)	370 361	10 048 981	...	...	159 724 409
Sociétés d'État	...	...	...	7 739 504	...	...	...	7 739 504
Personnel	39 662 698	(382 207)	4 557 182	...	...	...	...	43 837 673
Transports et communications	2 980 430	...	(5 820)	...	...	24 373	153 944	2 796 293
Information	266 538	...	(490)	...	...	2 854	18 027	245 167
Services professionnels et spéciaux	10 713 964	...	(79 344)	...	...	360 406	2 276 396	7 997 818
Location	2 811 635	...	(169 152)	...	...	117 684	743 318	1 781 481
Réparation et entretien	3 522 353	...	(82 854)	...	...	53 093	335 347	3 051 059
Services publics, fournitures et approvisionnements	2 941 281	...	(35 084)	...	...	7 338	46 347	2 852 512
Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	1 437 390	...	(1 437 390)	...	...	...	...	...
Acquisition de matériel et d'outillage	4 062 669	...	(4 062 669)	...	...	...	...	...
Frais de la dette publique	27 881 332	(6 752)	3 151 608	...	...	...	...	31 026 188
Autres subventions et paiements	9 033 270	169 036	1 936 142	(4 493 278)	...	182 834	1 154 818	5 307 518
Amortissement des immobilisations corporelles	...	...	4 434 671	423 833	...	...	...	4 858 504
Perte nette sur cession de biens	...	...	169 881	34 861	...	...	...	204 742
Total brut	238 619 845	17 633 877	6 521 663	4 075 281	10 048 981	748 582	4 728 197	271 422 868
Autres éléments :								
Frais d'administration—								
Compte des opérations de l'assurance-emploi	...	1 702 669	...	...	...	144 626	1 558 043	...
Revenus affectés aux dépenses—								
Revenus externes	(4 100 772)	...	4 100 772	...	...	...	...	...
Revenus internes	(6 286 240)	...	...	...	...	...	(6 286 240)	...
	(10 387 012)	1 702 669	4 100 772	...	...	144 626	(4 728 197)	...
Total des charges	228 232 833	19 336 546	10 622 435	4 075 281	10 048 981	893 208	...	271 422 868

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 4

Revenus ministériels

Le tableau 4 présente les revenus pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des revenus ministériels » représente les revenus provenant de toutes sources. Elle représente les revenus fiscaux et les autres revenus de sources externes et internes. Elle présente le total des revenus ministériels rapporté à l'état des « Revenus » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus					Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
		Revenus fiscaux	Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ⁽²⁾	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Divers ^{(3)}
2	Affaires étrangères et Commerce international							
	Ministère	...	500 551	20 759	436 961	2 183	87 017	1 047 471
	Agence canadienne de développement international	...	2 710	7 790	...	7	22 364	32 871
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	...	217 328	...	...	...	104 267	321 595
	Commission mixte internationale (section canadienne)	...	...	523	...	...	459	982
	Total du portefeuille ministériel	...	720 589	29 072	436 961	2 190	214 107	1 402 919
3	Affaires indiennes et du Nord canadien							
	Ministère	...	104 176	61 614	144 486	371	28 076	338 723
	Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	...	...	74	...	...	74	74
	Greffe du Tribunal des revendications particulières	...	...	1	...	...	1	1
	Total du portefeuille ministériel	...	104 176	61 689	144 486	371	28 076	338 798
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	...	...	51 009	...	12	857	51 878
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique							
	Ministère	...	...	16 194	...	36	43 301	59 531
	Total du portefeuille ministériel	...	...	16 194	...	36	43 301	59 531
6	Agence du revenu du Canada	164 310 752	...	6 085	575 800	165	3 013 947	3 595 997
								167 906 749

TABLEAU 4

Revenus ministériels—Suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Autres revenus				Total des autres revenus	Total des revenus ministériels	
			Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ⁽²⁾	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État			Divers ⁽³⁾
7	Agriculture et Agroalimentaire								
	Ministère	...	20 329	23 537	59 831	4 699	10 157	118 553	118 553
	Agence canadienne d'inspection des aliments	...	...	2 434	56 570	317	944	60 265	60 265
	Commission canadienne des grains	...	...	...	47 408	58	...	47 466	47 466
	Total du portefeuille ministériel	...	20 329	25 971	163 809	5 074	11 101	226 284	226 284
8	Anciens Combattants								
	Ministère	...	...	16 617	18 814	21	2 025	37 477	37 477
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	...	...	29	...	...	...	29	29
	Total du portefeuille ministériel	...	...	16 646	18 814	21	2 025	37 506	37 506
9	Citoyenneté et Immigration								
	Ministère	...	451	6 569	450 886	24	87	458 017	458 017
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	404	...	2	14	420	420
	Total du portefeuille ministériel	...	451	6 973	450 886	26	101	458 437	458 437
10	Conseil du Trésor								
	Secrétariat	...	...	62 742	12 784	24	8 571	84 121	84 121
	École de la fonction publique du Canada	...	...	569	72 912	1	16	73 498	73 498
	Commissariat au lobbying	...	...	9	...	...	...	9	9
	Commissariat à l'intégrité du secteur public	...	...	19	...	...	1	20	20
	Total du portefeuille ministériel	...	...	63 339	85 696	25	8 588	157 648	157 648
11	Conseil privé								
	Ministère	...	...	882	...	49	78	1 009	1 009
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	9	...	...	1 082	1 091	1 091
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	19	36	20	...	75	75

Directeur général des élections	...	...	17	...	1	295	313	313
Commissariat aux langues officielles	...	...	10	...	2	...	12	12
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	6	...	...	...	6	6
Total du portefeuille ministériel	...	...	943	36	72	1 455	2 506	2 506
12 Défense nationale								
Ministère	...	(9)	145 472	401 023	26 316	16 828	589 630	589 630
Comité des griefs des Forces canadiennes	...	...	58	...	...	...	58	58
Centre de la sécurité des télécommunications	...	...	...	560	6	25	591	591
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	...	...	114	...	...	...	114	114
Total du portefeuille ministériel	...	(9)	145 644	401 583	26 322	16 853	590 393	590 393
13 Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	...	...	3 367	...	13	7 669	11 049	11 049
14 Environnement								
Ministère	...	...	5 101	67 832	878	1 378	75 189	75 189
Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	63	2 878	...	...	2 941	2 941
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	12	...	...	3	15	15
Agence Parcs Canada	...	...	2 019	114 490	...	46	116 555	116 555
Total du portefeuille ministériel	...	...	7 195	185 200	878	1 427	194 700	194 700
15 Finances								
Ministère	...	5 522 393	216	253	...	264 143	5 787 005	5 787 005
Vérificateur général	...	...	150	...	2	817	969	969
Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	73	...	...	1	74	74
Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	...	...	10 633	...	...	10 633	10 633
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	...	...	75	...	...	91	166	166
Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	...	123 233	3	...	123 236	123 236
Total du portefeuille ministériel	...	5 522 393	514	134 119	5	265 052	5 922 083	5 922 083
16 Gouverneur général	...	...	5	...	12	81	98	98
17 Industrie								
Ministère	...	54 612	28 362	584 118	220	184 317	851 629	851 629
Agence spatiale canadienne	...	...	1 080	6 025	31	507	7 643	7 643
Commission du droit d'auteur	...	...	6	...	...	...	6	6
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	...	...	10 355	...	3	3 034	13 392	13 392
Conseil national de recherches du Canada	...	...	2 580	105 791	695	...	109 066	109 066

TABLEAU 4

Revenus ministériels—Suite

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus						Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
		Revenus fiscaux	Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ⁽²⁾	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers ⁽³⁾		
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	1 523	...	1	3	1 527	1 527
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	1 128	...	...	2	1 130	1 130
	Statistique Canada	...	...	1 083	112 656	56	80	113 875	113 875
	Total du portefeuille ministériel	...	54 612	46 117	808 590	1 006	187 943	1 098 268	1 098 268
18	Justice								
	Ministère	...	...	14 055	363 551	3	684	378 293	378 293
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	12	673	...	...	685	685
	Tribunal canadien des droits de la personne	...	...	75	...	...	...	75	75
	Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	5	209	...	13 628	13 842	13 842
	Service administratif des tribunaux judiciaires	...	...	48	1 745	8	2 642	4 443	4 443
	Bureau du directeur des poursuites pénales	...	...	70	18 618	...	1 576	20 264	20 264
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	...	124	...	...	...	124	124
	Cour suprême du Canada	...	...	58	150	1	34	243	243
	Total du portefeuille ministériel	...	...	14 447	384 946	12	18 564	417 969	417 969
19	Parlement								
	Sénat	...	...	393	...	21	1	415	415
	Chambre des communes	...	...	340	734	29	...	1 103	1 103
	Bibliothèque du Parlement	...	...	54	858	...	...	912	912
	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	...	...	6	...	...	1	7	7
	Total du portefeuille ministériel	...	...	793	1 592	50	2	2 437	2 437
20	Patrimoine canadien								
	Ministère	...	...	12 054	6 416	285	68 512	87 267	87 267
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	31	162 307	4	464	162 806	162 806
	Bibliothèque et Archives du Canada	...	...	58	310	219	32	619	619
	Commission des champs de bataille nationaux	...	...	...	2 116	...	...	2 116	2 116
	Office national du film	...	...	...	6 015	...	...	6 015	6 015
	Commission de la fonction publique	...	...	92	10 899	2	2 341	13 334	13 334

Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	49	...	...	...	49	49
Tribunal de la dotation de la fonction publique	...	...	6	...	...	...	6	6
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	...	...	7	...	...	...	7	7
Total du portefeuille ministériel	...	...	12 297	188 063	510	71 349	272 219	272 219
21 Pêches et Océans	...	...	5 705	87 439	4 452	6 015	103 611	103 611
22 Ressources humaines et Développement des compétences								
Ministère	...	519 314	36 071	15 717	156	2 086 230	2 657 488	2 657 488
Conseil canadien des relations industrielles	...	...	24	...	...	...	24	24
Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	338 537	...	...	...	30 331	368 868	368 868
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	3 881	...	...	3 881	3 881
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	...	...	83	...	...	...	83	83
Total du portefeuille ministériel	...	857 851	36 178	19 598	156	2 116 561	3 030 344	3 030 344
23 Ressources naturelles								
Ministère	...	...	21 942	1 760 708	444	114	1 783 208	1 783 208
Commission canadienne de sûreté nucléaire	...	...	228	104 621	13	3	104 865	104 865
Office national de l'énergie	...	...	54	64 944	...	...	64 998	64 998
Administration du pipeline du Nord	...	...	3	1 759	...	...	1 762	1 762
Total du portefeuille ministériel	...	...	22 227	1 932 032	457	117	1 954 833	1 954 833
24 Santé								
Ministère	...	...	36 831	118 643	332	2 307	158 113	158 113
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	...	...	2	...	...	...	2	2
Instituts de recherche en santé du Canada	...	...	6 008	...	...	...	6 008	6 008
Agence canadienne de développement économique du Nord	...	...	3 050	...	...	2	3 052	3 052
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	1	640	...	...	641	641
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	19	13 708	...	...	13 727	13 727
Agence de la santé publique du Canada	...	...	3 304	73	62	790	4 229	4 229
Total du portefeuille ministériel	...	...	49 215	133 064	394	3 099	185 772	185 772
25 Sécurité publique et Protection civile								
Ministère	...	...	14 652	1 596	...	89	16 337	16 337
Agence des services frontaliers du Canada	25 113 359	...	684	15 310	213	24 938	41 145	25 154 504
Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	587	2 456	316	18	3 377	3 377
Service correctionnel du Canada	...	...	9 063	91 911	1 393	500	102 867	102 867
Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	126	3 148	52	10	3 336	3 336
Bureau de l'enquêteur correctionnel	...	...	6	...	...	...	6	6

TABLEAU 4

Revenus ministériels—Fin

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Autres revenus							
		Revenus fiscaux	Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services ⁽²⁾	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers ⁽³⁾	Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
	Gendarmerie royale du Canada	...	15	18 399	1 850 777	7 007	...	1 876 198	1 876 198
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	...	...	96	...	...	...	96	96
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	...	...	78	...	...	8	86	86
	Total du portefeuille ministériel	25 113 359	15	43 691	1 965 198	8 981	25 563	2 043 448	27 156 807
26	Transports								
	Ministère	...	27 093	20 148	377 671	4 347	11 471	440 730	440 730
	Office des transports du Canada	...	...	64	...	...	19	83	83
	Bureau de l'infrastructure du Canada	...	...	125 793	1	...	...	125 794	125 794
	Tribunal d'appel des transports du Canada	...	...	31	...	...	...	31	31
	Total du portefeuille ministériel	...	27 093	146 036	377 672	4 347	11 490	566 638	566 638
27	Travaux publics et Services gouvernementaux								
	Ministère	...	20 800	17 417	3 502 233	353	61 472	3 602 275	3 602 275
	Services partagés Canada	...	...	...	388 313	...	2 354	390 667	390 667
	Total du portefeuille ministériel	...	20 800	17 417	3 890 546	353	63 826	3 992 942	3 992 942
	Total des revenus ministériels	189 424 111	7 328 300	828 769	12 386 130	55 940	6 119 169	26 718 308	216 142 419

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

⁽¹⁾ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 10 du volume III. Le montant total comprend 967 415 \$ pour les revenus de placement, 1 683 278 \$ qui se rapporte aux comptes des opérations en devises (1 672 216 \$ pour le compte du fonds des changes et 11 062 \$ pour le Fonds monétaire international), et 4 677 607 \$ pour les sociétés d'État entreprises. Les montants qui se rapportent aux revenus des opérations en devises et aux revenus des sociétés d'État ont été respectivement reclassifiés au tableau 4a de ce volume.

⁽²⁾ Le détail des ventes de biens et de services est présenté au tableau 4b de ce volume.

⁽³⁾ Inclut les pièces de monnaie canadienne de 106 722 \$ et le gain net de change de 99 845 \$. Le montant de 99 845 \$ a été reclassifié aux revenus des opérations en devises au tableau 4a de ce volume.

TABLEAU 4a
Récapitulation des revenus externes par provenance

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels (tableau 4) avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état consolidé des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les revenus des comptes à fins déterminées consolidés, des débiteurs courus et le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les autres revenus courus et reportés, les revenus des sociétés d'État et autres entités, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des revenus internes.

(en milliers de dollars)

	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État et autres entités	Crédits et remboursements fiscaux	Revenus internes ⁽¹⁾	TOTAL DES REVENUS EXTERNES
REVENUS FISCAUX—							
Revenus d'impôt sur le revenu—							
Particuliers	109 315 577	...	9	...	10 048 981	(96 000)	119 268 567
Sociétés	31 701 858	...	...	...	...	...	31 701 858
Non-résidents	5 300 927	...	...	...	...	...	5 300 927
	146 318 362	...	9	...	10 048 981	(96 000)	156 271 352
Autres taxes et droits—							
Taxe sur les produits et services	28 370 119	...	...	...	...	...	28 370 119
Taxes sur l'énergie—							
Taxe d'accise—Essence	4 202 930	...	...	...	...	...	4 202 930
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	1 125 419	...	...	...	...	...	1 125 419
	5 328 349	...	...	...	...	...	5 328 349
Droits de douane à l'importation	3 861 607	...	...	...	...	...	3 861 607
Autres taxes et droits d'accise—							
Droits d'accise	4 482 308	...	...	...	...	...	4 482 308
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	631 003	...	...	...	...	...	631 003
Diverses taxes et droits d'accise	432 363	...	...	...	...	...	432 363
	5 545 674	...	...	...	...	...	5 545 674
	43 105 749	...	...	...	...	...	43 105 749
TOTAL DES REVENUS FISCAUX	189 424 111	...	9	...	10 048 981	(96 000)	199 377 101
COTISATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI	...	18 938 287	...	...	...	(382 207)	18 556 080

TABLEAU 4a

Récapitulation des revenus externes par provenance—Fin

(en milliers de dollars)

	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements coursus et autres	Sociétés d'État et autres entités	Crédits et remboursements fiscaux	Revenus internes ⁽¹⁾	TOTAL DES REVENUS EXTERNES
AUTRES REVENUS—							
Sociétés d'État—							
Sociétés d'État consolidées	...	...	...	4 040 807	...	...	4 040 807
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques—							
Quote-part des bénéfices annuels	1 506 755	...	520 572	3 322 653	...	...	5 349 980
Intérêt et autres	3 170 852	...	(537 665)	...	...	...	2 633 187
	4 677 607	...	(17 093)	7 363 460	...	...	12 023 974
Autres programmes—							
Revenus de placements	967 415	...	230 568	...	...	(23 151)	1 174 832
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	828 769	...	(781 342)	...	...	(47 427)	...
Ventes de biens et de services—							
Droits et privilèges	2 108 353	...	746 584	...	...	(8 107)	2 846 830
Location et utilisation de biens publics	1 368 168	...	30 466	...	...	(810 831)	587 803
Services de nature réglementaire	1 614 747	...	35 156	...	...	(443 970)	1 205 933
Services de nature non réglementaire	4 166 512	...	509 425	...	...	(1 729 080)	2 946 857
Ventes de biens et de produits d'information	1 700 534	...	1 549	...	...	(1 472 965)	229 118
Autres frais et droits	1 427 816	...	(499 282)	...	...	(362 886)	565 648
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	55 940	...	(48 870)	...	...	(7 070)	...
Revenus divers—							
Intérêt et pénalités	2 980 610	...	(433)	...	...	...	2 980 177
Autres	3 038 714	(241 042)	51 700	...	...	(1 808 921)	1 040 451
	20 257 578	(241 042)	275 521	...	...	(6 714 408)	13 577 649
Nets des opérations en devises—							
Compte du fonds des changes	1 672 216	...	222	...	...	...	1 672 438
Fonds monétaire international	11 062	...	(10 510)	...	...	...	552
Autres	99 845	...	(104 153)	...	...	...	(4 308)
	1 783 123	...	(114 441)	...	...	...	1 668 682
TOTAL DES AUTRES REVENUS	26 718 308	(241 042)	143 987	7 363 460	...	(6 714 408)	27 270 305
TOTAL DES REVENUS	216 142 419	18 697 245	143 996	7 363 460	10 048 981	(7 192 615)	245 203 486

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

⁽¹⁾ Le montant total des revenus internes réduit de 6 714 408 \$ le montant total des autres revenus. Ce montant comprend 893 208 \$ qui représente des charges internes, tel que détaillé au tableau 2a de ce volume et 5 821 200 \$ de revenus disponibles pour être dépensés.

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services

Le tableau 4b présente le détail des revenus provenant de la vente de biens et de services pour chaque portefeuille ministériel. Ils comprennent ceux provenant des sources internes et externes.

(en milliers de dollars)

	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
2 Affaires étrangères et Commerce international							
Ministère	293 288	21 665	101 050	11 159	...	9 799	436 961
Total du portefeuille ministériel	293 288	21 665	101 050	11 159	...	9 799	436 961
3 Affaires indiennes et du Nord canadien							
Ministère	143 738	...	...	104	...	644	144 486
Total du portefeuille ministériel	143 738	...	...	104	...	644	144 486
6 Agence du revenu du Canada	130	...	317 028	242 399	46	16 197	575 800
7 Agriculture et Agroalimentaire							
Ministère	4 561	6 472	23 551	15 277	7 801	2 169	59 831
Agence canadienne d'inspection des aliments	2	78	56 488	...	...	2	56 570
Commission canadienne des grains	...	...	43 804	3 602	...	2	47 408
Total du portefeuille ministériel	4 563	6 550	123 843	18 879	7 801	2 173	163 809
8 Anciens Combattants							
Ministère	...	...	...	18 814	...	...	18 814
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	18 814	...	...	18 814
9 Citoyenneté et Immigration							
Ministère	103 414	...	347 224	...	81	167	450 886
Total du portefeuille ministériel	103 414	...	347 224	...	81	167	450 886

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services—Suite
(en milliers de dollars)

	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
10 Conseil du Trésor							
Secrétariat	...	...	...	...	...	12 784	12 784
École de la fonction publique du Canada	...	...	72 912	...	...	...	72 912
Total du portefeuille ministériel	...	...	72 912	...	...	12 784	85 696
11 Conseil privé							
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	...	...	...	36	36
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	36	36
12 Défense nationale							
Ministère	...	121 474	6	165 681	103 460	10 402	401 023
Centre de la sécurité des télécommunications	...	...	...	321	...	239	560
Total du portefeuille ministériel	...	121 474	6	166 002	103 460	10 641	401 583
14 Environnement							
Ministère	...	1 439	5 522	16 690	39 705	4 476	67 832
Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	...	2 878	...	...	2 878
Agence Parcs Canada	...	22 875	...	84 670	774	6 171	114 490
Total du portefeuille ministériel	...	24 314	5 522	104 238	40 479	10 647	185 200
15 Finances							
Ministère	64	...	...	...	...	189	253
Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	...	10 421	...	...	212	10 633
Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	115 671	7 195	2	365	123 233
Total du portefeuille ministériel	64	...	126 092	7 195	2	766	134 119
17 Industrie							
Ministère	207 887	...	55 264	17 429	291	303 247	584 118
Agence spatiale canadienne	715	...	...	5 310	...	...	6 025
Conseil national de recherches du Canada	8 660	5 032	...	...	5 139	86 960	105 791

Statistique Canada	...	...	...	...	112 656	...	112 656
Total du portefeuille ministériel	217 262	5 032	55 264	22 739	118 086	390 207	808 590
18 Justice							
Ministère	...	...	7 654	355 897	...	...	363 551
Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	...	673	673
Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	209	...	...	209
Service administratif des tribunaux judiciaires	...	...	1 643	...	102	...	1 745
Bureau du directeur des poursuites pénales	...	...	...	18 618	...	...	18 618
Cour suprême du Canada	...	9	...	...	...	141	150
Total du portefeuille ministériel	...	9	9 297	374 724	102	814	384 946
19 Parlement							
Chambre des communes	...	...	...	...	667	67	734
Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	858	...	858
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	1 525	67	1 592
20 Patrimoine canadien							
Ministère	...	...	...	6 004	45	367	6 416
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	101 800	...	59 096	...	...	1 411	162 307
Bibliothèque et Archives du Canada	...	...	...	...	292	18	310
Commission des champs de bataille nationaux	...	...	...	...	...	2 116	2 116
Office national du film	1 759	...	...	...	4 174	82	6 015
Commission de la fonction publique	...	...	...	10 899	...	...	10 899
Total du portefeuille ministériel	103 559	...	59 096	16 903	4 511	3 994	188 063
21 Pêches et Océans	42 003	...	...	44 029	1 407	...	87 439
22 Ressources humaines et Développement des compétences							
Ministère	...	...	...	15 713	...	4	15 717
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	3 809	72	3 881
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	15 713	3 809	76	19 598
23 Ressources naturelles							
Ministère	1 151 186	126	1 370	20 192	2 773	585 061	1 760 708
Commission canadienne de sûreté nucléaire	...	...	104 621	...	...	...	104 621
Office national de l'énergie	1	...	64 926	...	...	17	64 944
Administration du pipe-line du Nord	28	...	...	1 731	...	...	1 759
Total du portefeuille ministériel	1 151 215	126	170 917	21 923	2 773	585 078	1 932 032

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services—Fin
(en milliers de dollars)

	Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
24 Santé							
Ministère	41 027	181	37 563	21 048	1 687	17 137	118 643
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	...	640	640
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	...	13 708	13 708
Agence de la santé publique du Canada	21	22	...	28	...	2	73
Total du portefeuille ministériel	41 048	203	37 563	21 076	1 687	31 487	133 064
25 Sécurité publique et Protection civile							
Ministère	...	...	...	1 596	...	...	1 596
Agence des services frontaliers du Canada	1 240	...	8 908	4 847	...	315	15 310
Service canadien du renseignement de sécurité	...	62	1 581	...	...	813	2 456
Service correctionnel du Canada	...	889	...	21 294	69 180	548	91 911
Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	3 148	...	...	3 148
Gendarmerie royale du Canada	...	...	7 436	1 821 929	...	21 412	1 850 777
Total du portefeuille ministériel	1 240	951	17 925	1 852 814	69 180	23 088	1 965 198
26 Transports							
Ministère	6 829	294 578	19 802	51 201	1 554	3 707	377 671
Bureau de l'infrastructure du Canada	...	...	...	...	...	1	1
Total du portefeuille ministériel	6 829	294 578	19 802	51 201	1 554	3 708	377 672
27 Travaux publics et Services gouvernementaux							
Ministère	...	893 250	151 186	791 597	1 342 624	323 576	3 502 233
Services partagés Canada	...	16	20	385 003	1 407	1 867	388 313
Total du portefeuille ministériel	...	893 266	151 206	1 176 600	1 344 031	325 443	3 890 546
Total des revenus ministériels	2 108 353	1 368 168	1 614 747	4 166 512	1 700 534	1 427 816	12 386 130

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun revenu n'a été rapporté.

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ⁽¹⁾
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
					2	Affaires étrangères et Commerce international					
32 141	2 615 048	13 914	245 742	2 906 845		Ministère	2 482 466	285 397	...	138 982	2 705 552
...	15 481	...	...	15 481		Corporation commerciale canadienne	15 481	...	...	...	15 482
384 594	3 434 290	420 978	39 490	4 279 352		Agence canadienne de développement international	3 927 263	49 040	...	303 049	3 638 716
...	500	...	53 838	54 338		Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	54 338	...	...	...	136 236
...	207 370	28 362	2 176	237 908		Centre de recherches pour le développement international	237 908	...	...	...	195 917
...	8 271	...	536	8 807		Commission mixte internationale (section canadienne)	8 051	756	...	...	8 603
...	...	3 300	112 437	115 737		Commission de la capitale nationale	107 486	8 251	...	...	158 315
416 735	6 280 960	466 554	454 219	7 618 468		Total du portefeuille ministériel	6 832 993	343 444	...	442 031	6 858 821
					3	Affaires indiennes et du Nord canadien					
32 110	7 290 532	599 049	72 938	7 994 629		Ministère	7 880 883	80 884	...	32 862	8 177 007
...	44 179	...	(44 179)	...		Agence canadienne de développement économique du Nord	...	...	...	...	...
...	1 015	...	298	1 313		Commission canadienne des affaires polaires	1 263	50	...	...	1 017
...	5 000	...	...	5 000		Institut de la statistique des Premières nations	3 957	1 043	...	...	2 615
...	12 430	...	21 822	34 252		Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	19 245	15 007	...	...	10 633
...	2 852	...	45	2 897		Greffé du Tribunal des revendications particulières	2 435	462	...	...	2 165
32 110	7 356 008	599 049	50 924	8 038 091		Total du portefeuille ministériel	7 907 783	97 446	...	32 862	8 193 437
6	296 549	21 288	5 641	323 484	4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	305 921	17 551	...	12	480 006

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—Suite
(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ⁽¹⁾
	Indiquées dans	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements			Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées			Dépassées
					5	Agence de promotion économique du Canada atlantique					
2	317 945	12 428	12 510	342 885		Ministère	330 454	12 408	...	23	408 459
...	65 026	15 097	...	80 123		Société d'expansion du Cap-Breton	77 191	2 932	...	...	83 070
2	382 971	27 525	12 510	423 008		Total du portefeuille ministériel	407 645	15 340	...	23	491 529
178 007	4 293 046	26 275	112 813	4 610 141	6	Agence du revenu du Canada	4 351 292	10 532	...	248 317	4 418 566
					7	Agriculture et Agroalimentaire					
4 941	2 571 509	346 376	(201 966)	2 720 860		Ministère	2 557 655	156 252	...	6 953	2 674 772
...	3 930	...	550	4 480		Commission canadienne du lait	4 480	...	...	...	4 147
145	719 058	6 927	68 275	794 405		Agence canadienne d'inspection des aliments	737 696	56 460	...	249	721 791
38 607	35 532	...	386	74 525		Commission canadienne des grains	34 820	...	...	39 705	33 326
43 693	3 330 029	353 303	(132 755)	3 594 270		Total du portefeuille ministériel	3 334 651	212 712	...	46 907	3 434 036
					8	Anciens Combattants					
...	3 523 195	101 638	43 752	3 668 585		Ministère	3 497 087	171 492	...	6	3 503 304
...	11 537	...	1 380	12 917		Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	12 747	170	...	...	12 091
...	3 534 732	101 638	45 132	3 681 502		Total du portefeuille ministériel	3 509 834	171 662	...	6	3 515 395
					9	Citoyenneté et Immigration					
11	1 490 742	68 703	77 156	1 636 612		Ministère	1 583 491	53 106	...	15	1 590 068
...	153 000	...	12 865	165 865		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	140 808	25 057	...	...	125 559
11	1 643 742	68 703	90 021	1 802 477		Total du portefeuille ministériel	1 724 299	78 163	...	15	1 715 627
					10	Conseil du Trésor					
...	5 878 118	1 377 593	(3 166 973)	4 088 738		Secrétariat	2 504 508	1 584 206	...	24	2 253 980
17 896	104 949	...	37 285	160 130		École de la fonction publique du Canada	125 941	6 435	...	27 754	128 634
...	4 636	...	446	5 082		Commissariat au lobbying	4 861	221	...	...	4 686
...	6 868	...	510	7 378		Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 666	1 712	...	...	5 324
17 896	5 994 571	1 377 593	(3 128 732)	4 261 328		Total du portefeuille ministériel	2 640 976	1 592 574	...	27 778	2 392 624

63	140 689	12 504	14 705	167 961	11	Conseil privé						
						Ministère	155 430	12 482	...	49	159 931	
1	6 624	...	348	6 973		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 561	1 412	...	...	5 263	
37	30 376	...	2 749	33 162		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	31 794	1 353	...	15	30 697	
...	122 350	232 928	(3 140)	352 138		Directeur général des élections	349 352	2 786	...	...	147 018	
...	20 659	...	2 657	23 316		Commissariat aux langues officielles	22 355	961	...	...	21 478	
...	28 373	...	(28 373)	...		Société du Vieux-Port de Montréal inc.	...	...	...	...	...
...	1 071	...	(63)	1 008		Secrétariat de la Commission des nominations publiques	135	873	...	...	294	
...	3 013	...	374	3 387		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	2 833	554	...	...	2 683	
101	353 155	245 432	(10 743)	587 945		Total du portefeuille ministériel	567 460	20 421	...	64	367 364	
10 906	21 293 330	5 428	408 461	21 718 125	12	Défense nationale						
...	6 683	...	827	7 510		Ministère	20 218 758	1 482 643	...	16 724	20 298 257	
...	...	...	284 599	284 599		Comité des griefs des Forces canadiennes	6 397	1 113	...	...	5 526	
...	3 508	2 300	227	6 035		Centre de la sécurité des télécommunications	251 857	32 736	...	6	...	
...	2 108	...	255	2 363		Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 923	1 112	...	...	4 423	
...	...	...	...	...		Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	1 942	421	...	...	1 606	
10 906	21 305 629	7 728	694 369	22 018 632		Total du portefeuille ministériel	20 483 877	1 518 025	...	16 730	20 309 812	
...	195 530	16 353	6 194	218 077	13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	195 283	22 783	...	11	466 491	
1 373	872 114	169 328	56 155	1 098 970	14	Environnement						
1	30 007	2 100	2 984	35 092		Ministère	1 008 476	89 855	...	639	1 088 891	
...	5 249	...	419	5 668		Agence canadienne d'évaluation environnementale	29 558	5 534	...	...	29 034	
44 438	690 536	22 212	20 240	777 426		Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	5 364	304	...	...	5 152	
...	...	...	...	...		Agence Parcs Canada	678 012	...	...	99 414	885 716	
45 812	1 597 906	193 640	79 798	1 917 156		Total du portefeuille ministériel	1 721 410	95 693	...	100 053	2 008 793	
68 572	85 636 775	(253 300)	(1 086 585)	84 365 462	15	Finances						
...	84 948	...	10 188	95 136		Ministère	84 141 930	154 960	...	68 572	83 761 969	
...	11 474	...	1 099	12 573		Vérificateur général	89 812	5 324	...	...	86 667	
...	...	...	12 282	12 282		Tribunal canadien du commerce extérieur	10 529	2 044	...	...	10 922	
...	40 209	14 670	7 065	61 944		Agence de la consommation en matière financière du Canada	12 282	...	...	...	11 629	
67 116	910	...	3	68 029		Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	59 228	2 716	...	...	50 928	
...	287 700	...	...	287 700		Bureau du surintendant des institutions financières	(12 605)	...	...	80 634	15 748	
135 688	86 062 016	(238 630)	(1 055 948)	84 903 126		Total du portefeuille ministériel	84 588 876	165 044	...	149 206	84 191 363	

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—*Suite*

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
	Indiquées dans				Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ⁽¹⁾
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements									
...	19 824	...	2 802	22 626	16	Gouverneur général	21 727	887	...	12	20 224	
					17	Industrie						
158 427	1 215 471	423 306	(51 709)	1 745 495		Ministère	1 446 710	135 425	...	163 360	2 054 997	
9	424 617	832	16 560	442 018		Agence spatiale canadienne	409 135	32 872	...	11	372 836	
...	76 033	5 000	1 001	82 034		Commission canadienne du tourisme	82 034	...	...	...	108 565
...	3 125	...	(60)	3 065		Commission du droit d'auteur	2 541	524	...	...	2 566
...	220 323	56 011	2 391	278 725		Agence fédérale de développement écono- mique pour le Sud de l'Ontario	230 460	48 262	...	3	405 603	
48 316	690 836	64 701	17 085	820 938		Conseil national de recherches du Canada	698 503	25 707	...	96 728	903 298	
...	1 050 120	35 925	3 233	1 089 279		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 085 738	3 540	...	1	1 075 944	
...	2 329	...	189	2 518		Grefe du Tribunal de la concurrence	1 589	929	...	...	1 526
...	677 548	20 299	1 159	699 006		Conseil de recherches en sciences humaines	697 854	1 152	...	...	689 096
...	7 129	500	793	8 422		Conseil canadien des normes	8 059	363	...	...	7 789
...	741 561	6 034	48 397	795 992		Statistique Canada	744 112	51 880	...	...	575 209
206 753	5 109 092	612 608	39 039	5 967 492		Total du portefeuille ministériel	5 406 735	300 654	...	260 103	6 197 429	
					18	Justice						
16	737 543	14 865	45 267	797 691		Ministère	745 008	52 680	...	3	761 483	
...	23 036	...	2 664	25 700		Commission canadienne des droits de la personne	24 262	1 438	...	...	23 067
...	4 517	...	1 059	5 576		Tribunal canadien des droits de la personne	5 240	336	...	...	4 436
1	462 583	...	9 265	471 849		Commissaire à la magistrature fédérale	471 183	666	...	...	453 586
4	65 378	5 236	8 058	78 676		Service administratif des tribunaux judiciaires	73 222	5 446	...	8	63 644	
...	172 171	4 739	9 707	186 617		Bureau du directeur des poursuites pénales	156 444	30 173	...	...	146 336
...	36 664	...	3 416	40 080		Commissariats à l'information et à la protec- tion de la vie privée du Canada	38 791	1 289	...	...	35 438
7	29 715	277	2 771	32 770		Cour suprême du Canada	31 455	1 314	...	1	30 296	
28	1 531 607	25 117	82 207	1 638 959		Total du portefeuille ministériel	1 545 605	93 342	...	12	1 518 286	

					19	Parlement					
...	93 957	...	(1 280)	92 677		Sénat	89 980	2 697	...	...	88 377
...	441 648	11 733	(6 959)	446 422		Chambre des communes	427 235	19 187	...	...	424 264
...	42 748	...	(314)	42 434		Bibliothèque du Parlement	41 308	1 126	...	...	41 921
...	7 150	...	(68)	7 082		Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 638	444	...	...	6 016
...	829	...	(20)	809		Conseiller sénatorial en éthique	799	10	...	...	776
...	586 332	11 733	(8 641)	589 424		Total du portefeuille ministériel	565 960	23 464	...	...	561 354
					20	Patrimoine canadien					
2 464	1 143 302	165 884	31 661	1 343 311		Ministère	1 308 492	34 807	...	12	1 313 632
...	181 761	...	157	181 918		Conseil des Arts du Canada	181 418	500	...	...	181 638
...	1 074 319	60 000	...	1 134 319		Société Radio-Canada	1 134 319	...	...	...	1 137 145
...	31 700	...	99	31 799		Musée canadien des droits de la personne	21 799	10 000	...	...	56 073
...	63 379	665	1 154	65 198		Musée canadien des civilisations	65 198	...	...	...	71 218
...	...	9 975	3 850	13 825		Musée canadien de l'immigration du Quai 21	13 825	...	...	...	4 576
...	28 555	...	37	28 592		Musée canadien de la nature	28 592	...	...	...	33 282
...	11 175	2 554	11 515	25 244		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	15 683	9 558	...	3	11 521
89	112 959	...	12 325	125 373		Bibliothèque et Archives du Canada	112 021	13 132	...	220	111 866
...	35 631	...	150	35 781		Société du Centre national des Arts	35 781	...	...	...	36 131
...	9 254	...	908	10 162		Commission des champs de bataille nationaux	9 804	358	...	...	9 889
6 304	66 782	...	2 003	75 089		Office national du film	66 852	1 882	...	6 355	67 407
...	48 606	...	1 060	49 666		Musée des beaux-arts du Canada	49 586	80	...	...	51 102
...	29 041	...	1 263	30 304		Musée national des sciences et de la technologie	30 304	...	...	...	35 371
...	29 473	...	(29 473)	...		Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	...	...	...	...	...
...	97 345	...	13 518	110 863		Commission de la fonction publique	105 606	5 257	...	...	100 975
...	13 749	...	1 584	15 333		Commission des relations de travail dans la fonction publique	13 447	1 886	...	...	11 889
...	5 482	...	506	5 988		Tribunal de la dotation de la fonction publique	4 936	1 052	...	...	4 747
...	1 838	...	116	1 954		Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	1 687	267	...	...	940
...	105 667	...	...	105 667		Téléfilm Canada	105 667	...	...	...	105 667
8 857	3 090 018	239 078	52 433	3 390 386		Total du portefeuille ministériel	3 305 017	78 779	...	6 590	3 345 069
4 432	1 822 685	69 441	128 384	2 024 942	21	Pêches et Océans	1 880 883	140 267	...	3 792	1 992 899
					22	Ressources humaines et Développement des compétences					
127	45 464 367	382 558	351 907	46 198 959		Ministère	45 953 452	244 921	...	586	46 306 192
1	13 027	...	1 513	14 541		Conseil canadien des relations industrielles	13 699	842	...	...	13 287
...	1 907 423	255 408	(702)	2 162 129		Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 048 259	113 870	...	...	2 963 436
...	2 064	...	92	2 156		Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1 283	873	...	...	1 200

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—Fin

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ⁽¹⁾
	Indiquées dans	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements			Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées			Dépassées
...	5 009	...	1 318	6 327		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	5 290	1 037	...	...	5 438
...	...	...	30 761	30 761		Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	29 435	1 326	...	...	30 242
128	47 391 890	637 966	384 889	48 414 873		Total du portefeuille ministériel	48 051 418	362 869	...	586	49 319 795
					23	Ressources naturelles					
7 861	3 524 048	282 071	67 896	3 881 876		Ministère	3 352 173	522 150	...	7 553	4 357 029
...	102 143	655 368	41 632	799 143		Énergie atomique du Canada limitée	719 031	80 112	...	...	771 452
12	118 264	13 107	10 536	141 919		Commission canadienne de sûreté nucléaire	136 069	5 837	...	13	136 239
...	59 829	...	8 125	67 954		Office national de l'énergie	64 375	3 579	...	...	58 852
...	1 328	1 700	47	3 075		Administration du pipe-line du Nord	2 108	967	...	...	1 124
7 873	3 805 612	952 246	128 236	4 893 967		Total du portefeuille ministériel	4 273 756	612 645	...	7 566	5 324 696
					24	Santé					
162	3 343 787	344 095	239 337	3 927 381		Ministère	3 786 300	140 749	...	332	3 752 575
...	10 555	...	119	10 674		Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	3 464	7 210	...	...	5 176
11	983 364	24 949	6 905	1 015 229		Instituts de recherche en santé du Canada	1 009 091	6 138	...	...	1 026 871
...	...	4 006	47 194	51 200		Agence canadienne de développement économique du Nord	48 600	2 600	...	...	64 261
...	4 535	...	269	4 804		Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	4 531	273	...	...	6 066
...	11 855	...	3 394	15 249		Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	11 754	3 495	...	...	9 471
16	622 659	29 874	41 248	693 797		Agence de la santé publique du Canada	636 500	57 295	...	2	618 120
189	4 976 755	402 924	338 466	5 718 334		Total du portefeuille ministériel	5 500 240	217 760	...	334	5 482 540
					25	Sécurité publique et Protection civile					
...	414 637	24 772	(25 452)	413 957		Ministère	401 565	12 392	...	...	532 597
178 688	1 846 456	40 997	42 411	2 108 552		Agence des services frontaliers du Canada	1 835 297	393	...	272 862	1 695 552
214	509 033	4 376	58 992	572 615		Service canadien de renseignement de sécurité	539 886	32 457	...	272	515 223
16 101	2 981 856	...	196 561	3 194 518		Service correctionnel du Canada	2 666 854	519 607	...	8 057	2 375 009
...	...	...	...	...		Commission nationale des libérations conditionnelles	52 188	4 880	...	52	45 995
16	49 235	440	7 429	57 120		Bureau de l'enquêteur correctionnel	4 936	75	...	...	4 079
...	4 318	...	693	5 011							

5 785	2 882 990	62 328	222 304	3 173 407	Gendarmerie royale du Canada	2 974 576	193 245	...	5 586	3 107 411
...	1 469	...	565	2 034	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 692	342	...	...	1 784
...	5 412	2 660	612	8 684	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	7 881	803	...	...	7 464
200 804	8 695 406	135 573	504 115	9 535 898	Total du portefeuille ministériel	8 484 875	764 194	...	286 829	8 285 114
26 Transports										
4 683	1 530 458	100 715	57 829	1 693 685	Ministère	1 281 191	412 494	...	...	1 287 997
...	22 210	...	...	22 210	Société canadienne des postes	22 210	...	...	...	22 210
...	582 727	...	...	582 727	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	515 006	67 721	...	...	573 146
1	27 372	...	3 109	30 482	Office des transports du Canada	29 308	1 174	...	...	28 790
...	64 699	...	...	64 699	La Société des ponts fédéraux Limitée	13 994	50 705	...	...	417
...	200 585	1 500	...	202 085	Marine Atlantique SCC	183 291	18 794	...	...	210 927
...	106 872	3 490	(110 362)	...	Commission de la capitale nationale	...	...	...	...	...
...	4 881 172	1 454 871	(31 658)	6 304 385	Bureau de l'infrastructure du Canada	4 540 110	1 764 275	...	...	6 251 791
...	98 944	54 943	...	153 887	Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	97 330	56 557	...	...	89 999
...	1 414	...	442	1 856	Tribunal d'appel des transports du Canada	1 856	...	...	...	1 732
...	458 309	98 000	...	556 309	VIA Rail Canada Inc.	493 795	62 514	...	...	527 200
4 684	7 974 762	1 713 519	(80 640)	9 612 325	Total du portefeuille ministériel	7 178 091	2 434 234	...	...	8 994 209
27 Travaux publics et Services gouvernementaux										
587 837	2 581 746	179 214	(79 441)	3 269 356	Ministère	2 793 509	110 847	...	365 000	3 080 567
...	...	2 000	28 373	30 373	Société du Vieux-Port de Montréal inc.	30 373	...	...	...	28 987
...	...	...	682 947	682 947	Services partagés Canada	622 344	60 603	...	...	...
587 837	2 581 746	181 214	631 879	3 982 676	Total du portefeuille ministériel	3 446 226	171 450	...	365 000	3 109 554
1 902 552	230 212 573	8 247 870	(573 388)	239 789 607	Total du gouvernement	228 232 833	9 561 935	...	1 994 839	232 995 033

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

TABLEAU 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ⁽¹⁾
	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées		
					2	Affaires étrangères et Commerce international					
101 180 043	...	...	(926 014)	100 254 029		Ministère	1 856	...	...	100 252 173	13 714
10 000	...	...	...	10 000		Corporation commerciale canadienne	...	...	...	10 000	...
19 830 783	84 280	28 652	(1 851 952)	18 091 763		Agence canadienne de développement international	107 870	5 061	...	17 978 832	280 973
14 606 022	363 300	(1 594 000)	1 294 359	14 669 681		Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	(1 785 449)	...	...	16 455 130	(1 587 759)
135 626 848	447 580	(1 565 348)	(1 483 607)	133 025 473		Total du portefeuille ministériel	(1 675 723)	5 061	...	134 696 135	(1 293 072)
					3	Affaires indiennes et du Nord canadien					
60 374	77 803	...	...	138 177		Ministère	49 165	28 638	...	60 374	57 857
60 374	77 803	...	...	138 177		Total du portefeuille ministériel	49 165	28 638	...	60 374	57 857
					7	Agriculture et Agroalimentaire					
264 777	...	...	...	264 777		Commission canadienne du lait	4 246	...	...	260 531	(53 812)
13 912 412	...	...	2 459 805	16 372 217		Financement agricole Canada	...	...	...	16 372 217	...
14 177 189	...	...	2 459 805	16 636 994		Total du portefeuille ministériel	4 246	...	...	16 632 748	(53 812)
					8	Anciens Combattants					
604 992	...	...	...	604 992		Ministère	1	...	...	604 991	(4)
604 992	...	...	...	604 992		Total du portefeuille ministériel	1	...	...	604 991	(4)
					9	Citoyenneté et Immigration					
70 914	...	...	...	70 914		Ministère	2 723	...	...	68 191	1 098
70 914	...	...	...	70 914		Total du portefeuille ministériel	2 723	...	...	68 191	1 098

78 849	...	...	...	78 849	12	Défense nationale								
						Ministère	(6 970)	...	...	85 819	(3 769)			
78 849	...	...	...	78 849		Total du portefeuille ministériel	(6 970)	...	...	85 819	(3 769)			
...	20 610	207 065	63 784 278	64 011 953	15	Finances								
15 000 000	...	...	...	15 000 000		Ministère	64 011 953	...	...	...	77 073 800			
						Société d'assurance-dépôts du Canada	...	...	...	15 000 000	...			
15 000 000	20 610	207 065	63 784 278	79 011 953		Total du portefeuille ministériel	64 011 953	...	...	15 000 000	77 073 800			
1 950	800	...	...	2 750	17	Industrie								
						Ministère	...	800	...	1 950	...			
1 950	800	...	...	2 750		Total du portefeuille ministériel	...	800	...	1 950	...			
50 000	...	...	...	50 000	21	Pêches et Océans								
						Office de commercialisation du poisson d'eau douce	...	...	...	50 000	...			
50 000	...	...	...	50 000		Total du portefeuille ministériel	...	...	...	50 000	...			
...	816 141	157 375	(75 260)	898 256	22	Ressources humaines et Développement des compétences								
						Ministère	898 256	...	...	...	1 043 988			
...	(1 951 342)	...	...	(1 951 342)		Société canadienne d'hypothèques et de logement	(2 973 307)	1 021 965	...	...	(2 424 896)			
...	(1 135 201)	157 375	(75 260)	(1 053 086)		Total du portefeuille ministériel	(2 075 051)	1 021 965	...	...	(1 380 908)			
46	...	...	...	46	25	Sécurité publique et Protection civile								
						Service correctionnel du Canada	...	...	...	46	1			
46	...	...	...	46		Total du portefeuille ministériel	...	...	...	46	1			
500 000	...	...	...	500 000	26	Transports								
75 000	...	...	...	75 000		Société canadienne des postes	...	...	...	500 000	...			
						Monnaie royale canadienne	...	...	...	75 000	...			
575 000	...	...	...	575 000		Total du portefeuille ministériel	...	...	...	575 000	...			
62 976	...	...	...	62 976	27	Travaux publics et Services gouvernementaux								
						Ministère	(7 870)	...	...	70 846	(10 845)			
62 976	...	...	...	62 976		Total du portefeuille ministériel	(7 870)	...	...	70 846	(10 845)			
166 309 138	(588 408)	(1 200 908)	64 685 216	229 205 038		Total du gouvernement	60 302 474	1 056 464	...	167 846 100	74 390 346			

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le « Budget principal des dépenses », et les demandes additionnelles sont intitulées « Budget(s) supplémentaire(s) des dépenses ». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations « annuelles » ou « votées ». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations « législatives » pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui « ne s'annulent pas ».

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, placements et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices antérieurs sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements ⁽¹⁾	Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ⁽²⁾
2 Affaires étrangères et Commerce international											
...	5 865 803	406 128	297 469	6 569 400		Budgétaires—Votées	6 225 956	343 444	...	...	6 230 117
416 735	415 157	60 426	156 750	1 049 068		Législatives	607 037	...	...	442 031	628 704
416 735	6 280 960	466 554	454 219	7 618 468			6 832 993	343 444	...	442 031	6 858 821
27 891	...	...	...	27 891		Non budgétaires—Votées	1 855	...	...	26 036	259 190
135 598 957	447 580	(1 565 348)	(1 483 607)	132 997 582		Législatives	(1 677 578)	5 061	...	134 670 099	(1 552 262)
135 626 848	447 580	(1 565 348)	(1 483 607)	133 025 473			(1 675 723)	5 061	...	134 696 135	(1 293 072)

					3	Affaires indiennes et du Nord canadien							
...	7 168 463	599 049	39 338	7 806 850		Budgétaires—Votées	7 709 425	97 425	...	...	...	8 019 294	
32 110	187 545	...	11 586	231 241		Législatives	198 358	21	...	32 862	...	174 143	
32 110	7 356 008	599 049	50 924	8 038 091			7 907 783	97 446	...	32 862	...	8 193 437	
60 374	77 803	...	...	138 177		Non budgétaires—Votées	49 165	28 638	...	60 374	...	57 857	
					4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec							
...	290 990	21 288	5 402	317 680		Budgétaires—Votées	300 135	17 545	...	...	...	467 907	
6	5 559	...	239	5 804		Législatives	5 786	6	...	12	...	12 099	
6	296 549	21 288	5 641	323 484			305 921	17 551	...	12	...	480 006	
					5	Agence de promotion économique du Canada atlantique							
...	374 150	27 523	10 902	412 575		Budgétaires—Votées	397 235	15 340	...	...	...	476 434	
2	8 821	2	1 608	10 433		Législatives	10 410	...	...	23	...	15 095	
2	382 971	27 525	12 510	423 008			407 645	15 340	...	23	...	491 529	
					6	Agence du revenu du Canada							
178 007	3 235 252	26 275	29 006	3 468 540		Budgétaires—Votées	3 209 691	10 532	...	248 317	...	3 260 136	
...	1 057 794	...	83 807	1 141 601		Législatives	1 141 601	...	...	...	...	1 158 430	
178 007	4 293 046	26 275	112 813	4 610 141			4 351 292	10 532	...	248 317	...	4 418 566	
					7	Agriculture et Agroalimentaire							
...	1 777 467	53 261	105 413	1 936 141		Budgétaires—Votées	1 726 412	209 729	...	...	...	1 845 416	
43 693	1 552 562	300 042	(238 168)	1 658 129		Législatives	1 608 239	2 983	...	46 907	...	1 588 620	
43 693	3 330 029	353 303	(132 755)	3 594 270			3 334 651	212 712	...	46 907	...	3 434 036	
14 177 189	...	...	2 459 805	16 636 994		Non budgétaires—Législatives	4 246	...	...	16 632 748	...	(53 812)	
					8	Anciens Combattants							
...	3 490 933	101 638	43 375	3 635 946		Budgétaires—Votées	3 464 284	171 662	...	...	...	3 469 133	
...	43 799	...	1 757	45 556		Législatives	45 550	...	...	6	...	46 262	
...	3 534 732	101 638	45 132	3 681 502			3 509 834	171 662	...	6	...	3 515 395	
604 992	...	...	...	604 992		Non budgétaires—Législatives	1	...	...	604 991	...	(4)	
					9	Citoyenneté et Immigration							
...	1 574 043	68 703	81 590	1 724 336		Budgétaires—Votées	1 646 173	78 163	...	...	...	1 636 258	
11	69 699	...	8 431	78 141		Législatives	78 126	...	...	15	...	79 369	
11	1 643 742	68 703	90 021	1 802 477			1 724 299	78 163	...	15	...	1 715 627	
70 914	...	...	...	70 914		Non budgétaires—Législatives	2 723	...	...	68 191	...	1 098	

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—*Suite*

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Portefeuille ministériel	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements ⁽¹⁾	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ⁽²⁾
...	5 904 953	1 377 593	(3 163 866)	4 118 680	10	Conseil du Trésor	2 526 115	1 592 565	...	...	2 278 397
17 896	89 618	...	35 134	142 648		Budgétaires—Votées	114 861	9	...	27 778	114 227
						Législatives					
17 896	5 994 571	1 377 593	(3 128 732)	4 261 328			2 640 976	1 592 574	...	27 778	2 392 624
...	237 868	12 504	(4 710)	245 662	11	Conseil privé	225 241	20 421	...	...	227 507
101	115 287	232 928	(6 033)	342 283		Budgétaires—Votées	342 219	...	...	64	139 857
						Législatives					
101	353 155	245 432	(10 743)	587 945			567 460	20 421	...	64	367 364
...	19 881 552	7 650	380 230	20 269 432	12	Défense nationale	18 751 407	1 518 025	...	...	18 838 381
10 906	1 424 077	78	314 139	1 749 200		Budgétaires—Votées	1 732 470	...	...	16 730	1 471 431
						Législatives					
10 906	21 305 629	7 728	694 369	22 018 632			20 483 877	1 518 025	...	16 730	20 309 812
78 849	...	...	...	78 849		Non budgétaires—Votées	(6 970)	...	...	85 819	(3 769)
...	185 857	16 353	5 170	207 380	13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	184 597	22 783	...	...	441 832
...	9 673	...	1 024	10 697		Budgétaires—Votées	10 686	...	...	11	24 659
						Législatives					
...	195 530	16 353	6 194	218 077			195 283	22 783	...	11	466 491
44 438	1 351 079	159 945	57 784	1 613 246	14	Environnement	1 418 140	95 692	...	99 414	1 717 018
1 374	246 827	33 695	22 014	303 910		Budgétaires—Votées	303 270	1	...	639	291 775
						Législatives					
45 812	1 597 906	193 640	79 798	1 917 156			1 721 410	95 693	...	100 053	2 008 793
...	691 730	26 611	28 514	746 855	15	Finances	581 811	165 044	...	...	592 213
135 688	85 370 286	(265 241)	(1 084 462)	84 156 271		Budgétaires—Votées	84 007 065	...	...	149 206	83 599 150
						Législatives					
135 688	86 062 016	(238 630)	(1 055 948)	84 903 126			84 588 876	165 044	...	149 206	84 191 363

...	20 610	...	421 010	441 620	Non budgétaires—Votées	441 620	...	...	...	384 280
15 000 000	...	207 065	63 363 268	78 570 333	Législatives	63 570 333	...	...	15 000 000	76 689 520
15 000 000	20 610	207 065	63 784 278	79 011 953		64 011 953	...	...	15 000 000	77 073 800
<hr/>										
...	17 015	...	2 771	19 786	16 Gouverneur général					
...	2 809	...	31	2 840	Budgétaires—Votées	18 899	887	...	...	17 447
...		...			Législatives	2 828	...	...	12	2 777
...	19 824	...	2 802	22 626		21 727	887	...	12	20 224
<hr/>										
...	4 635 491	347 760	129 142	5 112 393	17 Industrie					
206 753	473 601	264 848	(90 103)	855 099	Budgétaires—Votées	4 811 850	300 543	...	...	5 422 546
					Législatives	594 885	111	...	260 103	774 883
206 753	5 109 092	612 608	39 039	5 967 492		5 406 735	300 654	...	260 103	6 197 429
1 950	800	...	...	2 750	Non budgétaires—Votées	...	800	...	1 950	...
<hr/>										
...	955 520	24 839	82 080	1 062 439	18 Justice					
28	576 087	278	127	576 520	Budgétaires—Votées	969 122	93 317	...	...	959 588
					Législatives	576 483	25	...	12	558 698
28	1 531 607	25 117	82 207	1 638 959		1 545 605	93 342	...	12	1 518 286
<hr/>										
...	394 341	2 734	1 138	398 213	19 Parlement					
...	191 991	8 999	(9 779)	191 211	Budgétaires—Votées	374 749	23 464	...	...	370 906
					Législatives	191 211	...	...	...	190 448
...	586 332	11 733	(8 641)	589 424		565 960	23 464	...	...	561 354
<hr/>										
...	3 029 395	239 078	43 630	3 312 103	20 Patrimoine canadien					
8 857	60 623	...	8 803	78 283	Budgétaires—Votées	3 233 324	78 779	...	...	3 274 607
					Législatives	71 693	...	...	6 590	70 462
8 857	3 090 018	239 078	52 433	3 390 386		3 305 017	78 779	...	6 590	3 345 069
<hr/>										
...	1 684 766	69 441	127 889	1 882 096	21 Pêches et Océans					
4 432	137 919	...	495	142 846	Budgétaires—Votées	1 741 829	140 267	...	...	1 855 964
					Législatives	139 054	...	...	3 792	136 935
4 432	1 822 685	69 441	128 384	2 024 942		1 880 883	140 267	...	3 792	1 992 899
50 000	...	...	...	50 000	Non budgétaires—Votées	...	...	...	50 000	...
<hr/>										
...	4 424 985	639 311	111 543	5 175 839	22 Ressources humaines et Développement des compétences					
128	42 966 905	(1 345)	273 346	43 239 034	Budgétaires—Votées	4 812 971	362 868	...	...	5 687 709
					Législatives	43 238 447	1	...	586	43 632 086
128	47 391 890	637 966	384 889	48 414 873		48 051 418	362 869	...	586	49 319 795
...	(1 135 201)	157 375	(75 260)	(1 053 086)	Non budgétaires—Législatives	(2 075 051)	1 021 965	...	...	(1 380 908)

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—Fin

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements ⁽¹⁾	Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent ⁽²⁾
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
					23	Ressources naturelles					
...	2 033 891	1 071 017	204 146	3 309 054		Budgétaires—Votées	2 698 679	610 375	...	...	3 055 384
7 873	1 771 721	(118 771)	(75 910)	1 584 913		Législatives	1 575 077	2 270	...	7 566	2 269 312
7 873	3 805 612	952 246	128 236	4 893 967			4 273 756	612 645	...	7 566	5 324 696
					24	Santé					
...	4 800 706	402 924	240 202	5 443 832		Budgétaires—Votées	5 226 139	217 693	...	...	5 209 633
189	176 049	...	98 264	274 502		Législatives	274 101	67	...	334	272 907
189	4 976 755	402 924	338 466	5 718 334			5 500 240	217 760	...	334	5 482 540
					25	Sécurité publique et Protection civile					
178 547	7 713 869	135 573	527 337	8 555 326		Budgétaires—Votées	7 518 438	764 194	...	272 694	7 365 447
22 257	981 537	...	(23 222)	980 572		Législatives	966 437	...	...	14 135	919 667
200 804	8 695 406	135 573	504 115	9 535 898			8 484 875	764 194	...	286 829	8 285 114
46	...	...	...	46		Non budgétaires—Votées	...	...	...	46	1
					26	Transports					
...	7 616 931	1 531 604	(53 860)	9 094 675		Budgétaires—Votées	6 660 442	2 434 233	...	...	6 906 967
4 684	357 831	181 915	(26 780)	517 650		Législatives	517 649	1	...	...	2 087 242
4 684	7 974 762	1 713 519	(80 640)	9 612 325			7 178 091	2 434 234	...	...	8 994 209
575 000	...	...	...	575 000		Non budgétaires—Législatives	...	...	...	575 000	...
					27	Travaux publics et Services gouvernementaux					
...	2 467 568	181 214	807 476	3 456 258		Budgétaires—Votées	3 284 808	171 450	...	...	3 009 930
587 837	114 178	...	(175 597)	526 418		Législatives	161 418	...	...	365 000	99 624
587 837	2 581 746	181 214	631 879	3 982 676			3 446 226	171 450	...	365 000	3 109 554
5 917	...	...	...	5 917		Non budgétaires—Votées	1 780	...	...	4 137	(472)
57 059	...	...	...	57 059		Législatives	(9 650)	...	...	66 709	(10 373)
62 976	...	...	...	62 976			(7 870)	...	...	70 846	(10 845)

400 992	91 804 618	7 550 016	139 111	99 894 737	Total du gouvernement					
1 501 560	138 407 955	697 854	(712 499)	139 894 870	Budgétaires—Votées	89 717 872	9 556 440	...	620 425	92 636 171
					Législatives	138 514 961	5 495	...	1 374 414	140 358 862
1 902 552	230 212 573	8 247 870	(573 388)	239 789 607		228 232 833	9 561 935	...	1 994 839	232 995 033
225 027	99 213	...	421 010	745 250	Non budgétaires—Votées	487 450	29 438	...	228 362	697 087
166 084 111	(687 621)	(1 200 908)	64 264 206	228 459 788	Législatives	59 815 024	1 027 026	...	167 617 738	73 693 259
166 309 138	(588 408)	(1 200 908)	64 685 216	229 205 038		60 302 474	1 056 464	...	167 846 100	74 390 346
626 019	91 903 831	7 550 016	560 121	100 639 987	Votées	90 205 322	9 585 878	...	848 787	93 333 258
167 585 671	137 720 334	(503 054)	63 551 707	368 354 658	Législatives	198 329 985	1 032 521	...	168 992 152	214 052 121
168 211 690	229 624 165	7 046 962	64 111 828	468 994 645	Total du gouvernement	288 535 307	10 618 399	...	169 840 939	307 385 379

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun montant n'a été rapporté.

(1) Les redressements, mandats et virements comprennent des éléments tels que :

- a) les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des Crédeurs de l'exercice précédent;
- b) les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles; et,
- c) les augmentations aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits.

(2) Certaines données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la structure gouvernementale actuelle. Des informations supplémentaires sont fournies dans les sections ministérielles de ce volume.

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
2		Affaires étrangères et Commerce international		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 385 027 770	
	1b	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 532 311 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 111 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 891 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 587 700 \$ du		

	crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 328 200 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 138 800 \$ du crédit 1 (Conseil privé), de 118 600 \$ du crédit 20 (Agriculture et Agroalimentaire), de 106 900 \$ du crédit 1 (Santé), de 94 756 \$ du crédit 1 (Transport), de 30 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) et de 6 000 \$ du crédit 1 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		6 353 680
1c	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 222 873 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 94 200 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 46 320 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
5	Dépenses en capital	211 368 121	
5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 175 000 \$ du crédit 15 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de promouvoir la sécurité internationale à l'échelle mondiale; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, des versements en espèces ou sous forme de produit et services fournis aux fins de l'aide antiterroriste et à la lutte contre la criminalité aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité ainsi que autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2010	879 829 814	
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de promouvoir la sécurité internationale à l'échelle mondiale; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, des versements en espèces ou sous forme de produits et services fournis aux fins de l'aide antiterroriste et à la lutte contre la criminalité aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité ainsi que l'autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2010—Pour autoriser le virement au présent crédit de 420 047 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 530 921 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 66 968 \$ du crédit 10 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		7 561 132

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial G8) du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, du programme de lutte contre la drogue en Afghanistan, du programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, sous forme de paiements monétaires ou sous forme de produits ou de services; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes, et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2010—Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 750 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 300 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	15	En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , pour modifier le paragraphe 4(3) de cette loi afin d'augmenter de 4 000 000 \$ à 131 204 000 \$, à compter du 1er avril 2011, et jusqu'au 31 mars 2012, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes pour Passeport Canada	1	
	15b	En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , pour modifier le paragraphe 4(3) de cette loi afin d'augmenter de 4 000 000 \$ à 131 204 000 \$, à compter du 1er avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes pour Passeport Canada		1
	17b	Paiement au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions, incluant les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera—Pour autoriser le virement au présent crédit de 70 140 000 \$ du crédit 20 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
		Corporation commerciale canadienne		
	20	Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 481 540	
		Agence canadienne de développement international		
	25	Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au Règlement sur l'assistance technique, pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : (i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition	200 901 545	
	25c	Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;		

	b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au Règlement sur l'assistance technique, pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :		
	(i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,		
	(ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,		
	(iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition—Pour autoriser le virement au présent crédit de 30 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		22 418
30	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	2 958 149 605	
30b	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services		5 000 000
30c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements monétaires ou de fourniture de biens ou service—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 029 700 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		355 529 000
L35	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 248 113 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales		1
L35c	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 285 613 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales		1
L40	Conformément à l'alinéa 3 c) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne la participation à l'augmentation générale du capital des institutions financières internationales en vue de surmonter la crise économique mondiale et de répondre aux besoins à long terme de développement en Afrique, dans les Amériques, en Asie et dans les Caraïbes, ne doit pas être supérieur, pour la période commençant le 1er avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, à 82 176 248 \$US, soit un montant équivalent, en date du 24 septembre 2010, à 84 279 960 \$CAN		1
L40c	Conformément à l'alinéa 3 c) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne la participation à l'augmentation générale du capital des institutions financières internationales en vue de surmonter la crise économique mondiale et de répondre aux besoins à long terme de développement en Afrique, dans les Amériques, en Asie et dans les Caraïbes, ne doit pas être supérieur, pour la période commençant le 1er avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, à 110 411 457 \$US, soit un montant équivalent à 112 931 558 \$CAN		1
	Centre de recherches pour le développement international		
45	Versements au Centre de recherches pour le développement international	207 370 244	
45b	Versements au Centre de recherches pour le développement international—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 200 000 \$ du crédit 25 (Santé), de 925 926 \$ du crédit 80 (Industrie), de 648 148 \$ du crédit 95 (Industrie), de 175 705 \$ du crédit 40 (Santé), de 74 074 \$ du crédit 75 (Industrie) et de 51 852 \$ du crédit 90 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		861 700
45c	Paiements au Centre de recherches pour le développement international		27 500 000
	Commission mixte international (section canadienne)		
50	Dépenses du programme—Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs		7 674 349

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Commission de la capitale nationale ⁽¹⁾		
	52b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 65 157 730 \$ du crédit 40 (Transports), de 450 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 330 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 070 000
	52c	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 807 000 \$ du crédit 54 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 3 pour 2011-2012</i> et de 100 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	54b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 27 778 875 \$ du crédit 45 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		230 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	5 865 802 989	406 127 936
		Non budgétaire	2	2
3		Affaires indiennes et du Nord canadien		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et : <ul style="list-style-type: none"> a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an 	1 042 799 123	
	1b	Dépenses de fonctionnement et: <ul style="list-style-type: none"> a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 125 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de 		

1c	Dépenses de fonctionnement et:		
	a) conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice;		
	b) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
	c) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et matériel;		
	d) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
	e) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 167 500 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
5	Dépenses en capital et :		
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes	12 194 000	
5b	Dépenses en capital et:		
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes		2 783 054
5c	Dépenses en capital et:		
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes —Pour autoriser le virement au présent crédit de 207 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	6 049 915 235	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		17 773 440
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 765 959 \$ du crédit 10 (Santé), de 230 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 163 520 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 40 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		251 238 851
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 875 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 3 406 131 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 465 162 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 20 571 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		39 585 765
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	47 403 000	
L20	Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	30 400 000	
	Agence canadienne de développement économique du Nord ⁽²⁾		
25	Dépenses de fonctionnement	12 935 925	
30	Contributions	30 057 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Commission canadienne des affaires polaires		
	35	Dépenses du Programme et contributions	936 747	
		Institut de la statistique des Premières nations		
	40	Paielements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	5 000 000	
		Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens		
	45	Dépenses du Programme	11 980 000	
		Grefe du tribunal des revendications particulières		
	50	Dépenses du Programme	2 644 830	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	7 168 462 860	599 048 570
		Non budgétaire	77 803 000	...
4		Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
	1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	43 952 638	
	1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		1 621 125
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	247 037 301	
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		19 667 156
	5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 150 000 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	290 989 939	21 288 282
		Non budgétaire	...	...
5		Agence de promotion économique du Canada atlantique		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	82 340 144	
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	226 783 293	
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions— Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 343 674 \$ du crédit 1 (Agences de promotion économique du Canada atlantique) et de 1 917 315 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		12 425 838

	Société d'expansion du Cap-Breton		
10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	65 026 000	
10b	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>		15 097 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	374 149 437	27 522 838
	Non budgétaire	...	...
6	Agence du revenu du Canada		
1	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	3 083 906 257	
1b	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> —Pour autoriser le virement au présent crédit de 115 942 486 \$ du crédit 5 (Agence du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		24 392 657
5	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	151 346 470	
5b	Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pension du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		1 882 288
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 235 252 727	26 274 945
	Non budgétaire	...	...
7	Agriculture et Agroalimentaire		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	716 925 822	
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 208 900 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		21 437 422
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, de l'administration du Programme Agri-stabilité et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 440 000 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
5	Dépenses en capital	28 150 200	
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	409 425 666	
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		24 171 425
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 26 261 078 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		725 033
	Commission canadienne du lait		
15	Dépenses du Programme	3 930 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Agence canadienne d'inspection des aliments		
	20	Dépenses de fonctionnement et contributions	563 048 652	
	20b	Dépenses de fonctionnement et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 215 136 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	20c	Dépenses de fonctionnement et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 920 953 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 475 100 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		6 903 635
	25	Dépenses en capital	20 956 600	
	25b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 634 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	25c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 232 788 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		23 143
		Commission canadienne des grains		
	30	Dépenses du Programme	35 029 788	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 777 466 728	53 260 661
		Non budgétaire	...	...
8		Anciens Combattants		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	924 832 275	
	1b	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		33 051 286
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	2 556 168 000	

5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor—Pour autoriser le virement au présent crédit de 175 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		31 050 000
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		37 537 000
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
10	Dépenses du Programme	9 932 780	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 490 933 055	101 638 286
	Non budgétaire	...	...
9	Citoyenneté et Immigration		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	492 532 197	
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 099 700 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		51 749 542
1c	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 887 200 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 196 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	944 970 969	
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 061 840 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et prévoir un montant supplémentaire de		15 253 390
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 4 726 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 1 709 358 \$ dont 1 700 056 \$ pour 2011-2012 relativement à des prêts versés à des immigrants aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> afin de radier des prêts liés au Programme des prêts aux immigrants—Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 302 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 700 056
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
10	Dépenses du Programme	136 540 730	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 574 043 896	68 702 989
	Non budgétaire	...	...
10	Conseil du Trésor		
	Secrétariat		
1	Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	235 502 149	
1b	Dépenses du programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor—Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) et de 74 805 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 70 000 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		27 742 039
1c		Dépenses du programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice et des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor—Pour autoriser le virement au présent crédit de 40 912 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		7 936 301
5		Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	
10		Initiatives pangouvernementales—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	8 510 893	
15b		Rajustements à la rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>		11 474 853
15c		Rajustements à la rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustement effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>		30 440 035
20		Assurances de la fonction publique—Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 452 205 200	
25		Report du budget de fonctionnement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent	1 200 000 000	
30		Besoins en matière de rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	600 000 000	
30a		Besoins en matière de rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustement à la rémunération		1 300 000 000

33	Report du budget d'immobilisations—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits aux fins du report du budget d'immobilisations de l'exercice précédent	600 000 000	
	École de la fonction publique du Canada		
40	Dépenses du Programme	48 209 571	
	Commissariat au lobbying		
45	Dépenses du Programme	4 191 717	
	Commissariat à l'intégrité du secteur public		
50	Dépenses du Programme	6 333 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	5 904 952 530	1 377 593 228
	Non budgétaire	...	...
11	Conseil privé		
	Ministère		
1	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	125 175 315	
1b	Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		11 620 963
1c	Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice		883 395
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
5	Dépenses du Programme	6 157 901	
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
10	Dépenses du Programme	26 683 020	
	Directeur général des élections		
15	Dépenses du Programme	29 467 503	
	Commissariat aux langues officielles		
20	Dépenses du Programme	18 358 105	
	Société du Vieux-Port de Montréal inc.⁽³⁾		
25	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	28 373 000	
	Secrétariat de la Commission des nominations publiques		
30	Dépenses du Programme	945 000	
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
35	Dépenses du Programme	2 708 429	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	237 868 273	12 504 358
	Non budgétaire	...	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
12		Défense nationale		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 29 736 337 360 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 9 430 224 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	14 964 971 433	
	1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 29 736 337 360 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 9 430 224 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations et autorisation de verser des paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada ou pour l'administration de tels programmes ou de telles ententes, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera et le versement, à chacun des membres du conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 46 007 824 \$ du crédit 5 (Défense nationale), 3 181 825 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), 1 200 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), 868 358 \$ (Industrie), 868 825 \$ du crédit 95 (Conseil de recherches en sciences humaines) 655 588 \$ du crédit 20 (Conseil du trésor) et 468 000 \$ du crédit 80 (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie) de la , <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 350 225
	1c	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 29 736 337 360 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 9 430 224 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		

	tères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et autorisation de verser des paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada ou pour l'administration de tels programmes ou de telles ententes, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera et le versement, à chacun des membres du conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 156 566 571 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 222 300 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
5	Dépenses en capital	4 663 662 924	
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense	241 678 000	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense		1
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des paiements monétaire ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense		1
	Comité des griefs des Forces canadiennes		
15	Dépenses du programme	6 059 621	
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
20	Dépenses du programme	3 208 939	
20b	Dépenses du programme		2 299 803
	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications		
25	Dépenses du programme	1 970 519	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	19 881 551 436	7 650 031
	Non budgétaire	...	...
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	44 994 894	
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		2 117 932
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	140 862 000	
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		14 235 519
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	185 856 894	16 353 451
	Non budgétaire	...	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
14		Environnement		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et : <ul style="list-style-type: none"> a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit; g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an 	652 480 455	
	1b	Dépenses de fonctionnement et : <ul style="list-style-type: none"> a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit; g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 81 500 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de 		126 155 164
	1c	Dépenses de fonctionnement et : <ul style="list-style-type: none"> a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; 		

	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;		
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;		
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;		
	g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 353 378 \$ du crédit 10 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	41 662 400	
5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral—Pour autoriser le virement au présent crédit de 325 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		7 117 500
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services	93 398 106	
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fournitures de biens, équipements ou services—Pour autoriser le virement au présent crédit de 605 175 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 360 000
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal sous forme de paiements monétaires ou de fourniture de biens, équipement ou services—Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	Agence canadienne d'évaluation environnementale		
15	Dépenses du programme, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale	27 134 473	
15b	Dépenses du programme, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale		2 100 000
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
20	Dépenses du programme	4 809 974	
	Agence Parcs Canada		
25	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières	531 093 209	
25b	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières—Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 10 (Environnement), de 200 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 73 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		22 212 165

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	30	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	500 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 351 078 617	159 944 831
		Non budgétaire	...	...
15		Finances		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	100 883 435	
	1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice		4 940 846
	1c	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice—Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 221 937 \$ du crédit 5 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	181 416 000	
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		7 000 000
	7c	Autorisation de verser des paiements, entre le 1er avril 2011 et le 31 mars 2012, conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture d'un montant ne devant pas excéder 9 000 000 \$		1
	L10	Conformément à l'alinéa 8(1)c) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances pour l'achat, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, d'actions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne doit pas excéder 98 141 398 \$ US pour la période couvrant les années 2011-2012 à 2015-2016 et, en ce qui concerne la période commençant le 1er avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, 20 082 471 \$ US, et ce, que le montant excède de 20 610 640 \$ CAN de ou non son équivalent terminé le 24 septembre 2010	20 610 640	
	L10c	Conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , le montant de l'aide financière fournie le ministre des Finances pour l'achat d'actions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne doit pas excéder 98 141 398 \$ US pour la période couvrant les années 2011-2012 à 2015-2016		1
	L15	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	
	L15b	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 441 620 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement		1

L17c	Conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances pour l'achat d'actions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne doit pas excéder 1 537 548 567 \$US, qui reste assujéti à un appel sur une période indéfinie		1
	Vérificateur général		
20	Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes obtenues pour compenser les dépenses engagées afin d'assurer pendant l'exercice des services professionnels d'audit aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) ainsi que les audits annuels des états financiers et de gestion et les audits des accords de contribution de l'Organisation internationale du Travail (OIT)	74 508 869	
	Tribunal canadien du commerce extérieur		
25	Dépenses du programme	9 995 878	
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
30	Dépenses du Programme	36 315 817	
30a	Dépenses du Programme		14 670 000
	Bureau du surintendant des institutions financières		
35	Dépenses du Programme	910 226	
	PPP Canada Inc.		
40	Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	12 700 000	
45	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3	275 000 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	691 730 225	26 610 848
	Non budgétaire	20 610 641	3
16	Gouverneur général		
1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	17 014 933	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	17 014 933	...
	Non budgétaire	...	...
17	Industrie		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	349 132 946	
1a	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		23 798 446
1b	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 990 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n°1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		33 478 715
	1c	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice à la compensation de ses dépenses, relatives à la prestation qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 000 \$ du crédit 25 (Industrie), de 15 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 15 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 15 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 15 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n°1 pour 2011-2012</i>		1
	5	Dépenses en capital	5 949 465	
	5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 641 539 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		582 155
	5c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 300 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	616 187 125	
	10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		94 427 704
	10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		40 670 908
	L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	
	L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	
		Agence spatiale canadienne		
	25	Dépenses de fonctionnement	242 733 744	
	25b	Dépenses de fonctionnement		391 362
	25c	Dépenses de fonctionnement		440 899
	30	Dépenses en capital	114 159 000	
	35	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	56 223 000	
	35b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 936 000 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
		Commission canadienne du tourisme		
	40	Paiements à la Commission canadienne du tourisme	76 032 802	
	40b	Paiements à la Commission canadienne du tourisme		5 000 000
	40c	Paiements à la Commission canadienne du tourisme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 001 173 \$ du crédit 20 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>		1

	Commission du droit d'auteur		
45	Dépenses du Programme	2 815 245	
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
50	Dépenses de fonctionnement	25 538 566	
50a	Dépenses de fonctionnement		1 683 507
50b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 64 860 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 403 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 431 537
55	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	191 671 310	
55a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		45 396 000
55b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		7 500 000
	Conseil national de recherches du Canada		
60	Dépenses de fonctionnement	387 214 851	
60b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 600 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 112 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		9 549 600
60c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
65	Dépenses en capital	38 016 775	
65b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 248 100 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 45 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		567 000
65c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
70	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	139 650 480	
70b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 800 000 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		20 085 000
70c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 60 (Industrie) et de 590 000 \$ du crédit 10 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
75	Dépenses de fonctionnement	42 744 681	
75b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 30 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		464 112
80	Subventions inscrites au Budget des dépenses	1 002 065 627	
80b	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) et de 35 000 \$ du crédit 20 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		35 461 091
80c	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	Greffe du tribunal de la concurrence		
85	Dépenses du Programme	2 159 832	
	Conseil de recherches en sciences humaines		
90	Dépenses de fonctionnement	22 934 361	
90b	Dépenses de fonctionnement		239 284
95	Subventions inscrites au Budget des dépenses	651 684 666	
95b	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 437 292 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) du crédit 80 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		20 059 260
95c	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 197 002 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	Conseil canadien des normes		
100	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	7 129 000	
100b	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>		500 000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Statistique Canada		
	105	Dépenses du Programme, contribution et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	661 447 755	
	105b	Dépenses du programme, contribution et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice		6 034 092
	105c	Dépenses du programme, contribution et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice—Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 635 491 231	347 760 682
		Non budgétaire	800 000	...
18		Justice		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	266 546 996	
	1a	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		7 264 163
	1c	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère, et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		1
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	388 098 536	
	5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		7 600 000

	Commission canadienne des droits de la personne		
10	Dépenses du Programme	20 466 259	
10c	Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice		1
	Tribunal canadien des droits de la personne		
15	Dépenses du Programme	4 102 340	
15c	Dépenses du Programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 778 338 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	Commissaire à la magistrature fédérale		
20	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	8 271 542	
25	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	1 508 971	
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
30	Dépenses du Programme	58 231 458	
30a	Dépenses du Programme		2 754 928
30b	Dépenses du Programme		2 481 139
	Bureau du directeur des poursuites pénales		
35	Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice	153 833 631	
35b	Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice—Pour autoriser le virement au présent crédit de 127 190 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 738 905
35c	Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes et par la prestation de services de soutien internes aux ministères et organismes fédéraux, ainsi que par la prestation de services facultatifs aux sociétés d'État, aux organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales, et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice—Pour autoriser le virement au présent crédit de 640 622 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
40	Commissariat à l'information du Canada—Dépenses du Programme	10 615 324	
45	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada—Dépenses du Programme	22 128 733	
	Cour suprême du Canada		
50	Dépenses du Programme	21 716 101	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	955 519 891	24 839 139
	Non budgétaire	...	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
19		Parlement		
		Sénat		
	1	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice	59 490 350	
		Chambre des communes		
	5	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	290 297 302	
	5c	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes		2 733 651
		Bibliothèque du Parlement		
	10	Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	37 496 080	
		Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
	15	Dépenses du Programme	6 338 000	
		Conseiller sénatorial en éthique		
	20	Dépenses du Programme	719 500	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	394 341 232	2 733 651
		Non budgétaire	...	...
20		Patrimoine canadien		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	187 611 938	
	1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		7 953 692

1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			1
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	932 804 044		
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 207 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		157 930 630	
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>			1
Conseil des Arts du Canada				
10	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	181 760 816		
10b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi—Pour autoriser le virement au présent crédit de 177 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>			1
Société Radio-Canada				
15	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	968 047 060		
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement		60 000 000	
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000		
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital	102 272 000		
Musée canadien des droits de la personne				
30	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	31 700 000		
Musée canadien des civilisations				
35	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	63 378 730		
35b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		665 000	
Musée canadien de l'immigration du Quai 21				
37a	Paiements au Musée canadien de l'immigration du Quai 21 à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital			9 974 440
Musée canadien de la nature				
40	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	28 554 904		
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
45	Dépenses du programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication, du Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion, et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	4 701 852		
45a	Dépenses du programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication, du Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion, et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor			2 553 902
Bibliothèque et Archives du Canada				
50	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction	90 855 167		
50b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction—Pour autoriser le virement au présent crédit de 445 804 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>			1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	50c	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction—Pour autoriser le virement au présent crédit de 121 137 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	55	Dépenses en capital	10 350 000	
		Société du Centre national des Arts		
	60	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement	35 631 174	
	60b	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
		Commission des champs de bataille nationaux		
	65	Dépenses du programme	7 146 451	
		Office national du film		
	70	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	66 782 204	
		Musée des beaux-arts du Canada		
	75	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	40 606 120	
	80	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection et des frais connexes découlant de cette activité	8 000 000	
		Musée national des sciences et de la technologie		
	85	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	29 041 340	
		Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme ⁽⁴⁾		
	90	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	9 269 784	
	95	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	18 950 000	
		Commission de la fonction publique		
	100	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice pour la prestation des produits et services d'évaluation et de counselling	83 296 528	
	100b	Dépenses du programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice pour la prestation des produits et services d'évaluation et de counselling—Pour autoriser le virement au présent crédit provenant du crédit 102, une affectation réputée en vertu de l'article 31.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>		1
		Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	105	Dépenses du Programme	12 418 768	
	105c	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice		1

	Tribunal de la dotation de la fonction publique		
110	Dépenses du Programme	4 905 102	
	Greffes du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles		
115	Dépenses du Programme	1 644 000	
	Téléfilm Canada		
120	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	105 667 144	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 029 395 126	239 077 672
	Non budgétaire	...	...
21	Pêches et Océans		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et :		
	a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;		
	b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;		
	c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;		
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 229 050 480	
1b	Dépenses de fonctionnement et :		
	a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;		
	b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;		
	c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;		
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 720 300 \$ du crédit 1 (Environnement), de 101 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 30 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 22 750 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		40 051 864
1c	Dépenses de fonctionnement et :		
	a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;		
	b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;		
		d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 194 900 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		6 516 935
	5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	328 062 395	
	5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale		22 872 500
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	127 653 239	
	10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 055 205 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 499 087 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 684 766 114	69 441 301
		Non budgétaire	...	...
22		Ressources humaines et Développement des compétences		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l'assurance-emploi et au Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire; b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent : (i) des services du Secteur des programmes d'accès public; (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail; (iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral; (iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'article 14b) de <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; (v) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamations auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ; c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		639 109 252

1b	Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l'assurance-emploi et au Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire; b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent : (i) des services du Secteur des programmes d'accès public; (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail; (iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral; (iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'article 14b) de <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; (v) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamations auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ; c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	9 684 803
1c	Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l'assurance-emploi et au Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire; b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent : (i) des services du Secteur des programmes d'accès public; (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail; (iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral; (iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'article 14b) de <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; (v) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamations auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ; c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	56 360 000
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 861 298 806
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 46 100 \$ du crédit 10 (Santé) et de 46 100 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	6 997 705
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 497 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>	1
7b	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 61 791 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 149 541 766 \$ relativement à des comptes de prêts canadiens aux étudiants	149 541 766
7c	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 98 448 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 311 768 275 \$ relativement à des comptes de prêts canadiens aux étudiants	162 226 509
Conseil canadien des relations industrielles		
10	Dépenses du Programme	11 421 923

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
	15	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	1 907 423 000	
	15a	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>		254 500 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
	20	Dépenses du Programme	1 878 673	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
	25	Dépenses du Programme	3 853 172	
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme ⁽⁴⁾				
	26b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 857 151 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	28b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 456 422 \$ du crédit 95 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire			4 424 984 826	639 310 787
Non budgétaire			...	...
23 Ressources naturelles				
Ministère				
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au Règlement sur les explosifs; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	569 941 887	
	1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au Règlement sur les explosifs; et de la		

	perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		129 400 000
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au Règlement sur les explosifs; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 111 289 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		100 432 549
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au Règlement sur les explosifs; de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère; et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 25 (Ressources naturelles) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
5	Dépenses en capital	13 892 000	
5a	Dépenses en capital		6 000 000
5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 700 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 3 057 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
5c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 267 522 960	
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		449 865 000
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 25 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	Énergie atomique du Canada limitée		
15	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	102 143 000	
15b	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		275 511 917
15c	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		95 000 000
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
20	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	26 457 136	
20b	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 290 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		13 107 396
	Office national de l'énergie		
25	Dépenses du Programme	52 730 832	
25b	Dépenses du Programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Administration du pipe-line du Nord		
	30	Dépenses du Programme	1 203 000	
	30b	Dépenses du Programme		1 700 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 033 890 815	1 071 016 867
		Non budgétaire	...	...
24		Santé		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 734 817 376	
	1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 825 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		279 992 776
	1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux, et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 575 000 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	5	Dépenses en capital	30 043 000	
	5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 394 800 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 600 000
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 444 698 166	
	10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		38 252 373
	10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 30 000 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 50 000 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		22 250 000
		Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée		
	15	Dépenses du Programme	9 925 968	

	Instituts de recherche en santé du Canada		
20	Dépenses de fonctionnement	50 007 434	
20b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 000 \$ du crédit 40 (Santé) et de 900 000 \$ du crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		909 250
25	Subventions inscrites au Budget des dépenses	928 064 897	
25b	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 10 (Santé), de 50 000 \$ du crédit 40 (Santé), de 300 000 \$ du crédit 50 (Santé), de 220 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 58 438 \$ du crédit 80 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		24 040 000
25c	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 514 000 \$ du crédit 50 (Santé) et de 400 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	Agence canadienne de développement économique du Nord ⁽²⁾		
27b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 541 212 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 299 300 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		308 094
27c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 000 000
29b	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 30 057 000 \$ du crédit 30 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 697 756
29c	Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
30	Dépenses du Programme	3 925 209	
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
35	Dépenses du Programme	10 778 476	
	Agence de la santé publique du Canada		
40	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits	369 225 667	
40b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits—Pour autoriser le virement au présent crédit de 305 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		27 276 580
40c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits—Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
45	Dépenses en capital	22 898 787	
45b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 597 412
50	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	196 320 663	
50b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 575 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 000 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 800 705 643	402 924 245
	Non budgétaire	...	...
25	Sécurité publique et Protection civile		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	136 709 360	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 452 034 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 090 567
	1c	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien interne à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice, ainsi que le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		1
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	263 561 791	
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		22 682 000
	5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 700 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) et de 100 000 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
		Agence des services frontaliers du Canada		
	10	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	1 551 632 149	
	10b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence—Pour autoriser le virement au présent crédit de 246 486 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		37 546 624
	10c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence—Pour autoriser le virement au présent crédit de 478 846 \$ du crédit 15 (Sécurité publique et Protection civile), de 1 700 000 \$ du crédit 45 (Sécurité du crédit 1 publique et Protection civile), de 154 000 \$ (Transports) et de 80 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	15	Dépenses en capital	113 930 488	
	15b	Dépenses en capital		3 449 709
	15c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
		Service canadien du renseignement de sécurité		
	20	Dépenses du Programme	460 353 651	
	20b	Dépenses du Programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 483 435 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 211 400 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 376 260

	Service correctionnel du Canada		
25	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et		
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;		
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;		
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;		
	d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	2 207 945 939	
25b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et:		
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;		
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;		
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;		
	d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements		1
30	Dépenses en capital, y compris les paiements :		
	a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;		
	b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	517 519 000	
	Commission nationale des libérations conditionnelles		
35	Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice	43 219 791	
35b	Dépenses du programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice		440 000
	Bureau de l'enquêteur correctionnel		
40	Dépenses du Programme	3 780 465	
	Gendarmerie royale du Canada		
45	Dépenses de fonctionnement, et conformément au paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	2 009 383 982	
45b	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice—Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 2 681 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 549 776 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		38 988 891

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
	45c	Dépenses de fonctionnement, et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues, y compris les recettes pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations—Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 000 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 46 960 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	50	Dépenses en capital	279 359 403	
	50b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 49 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		15 264 248
	50c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	55	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	120 362 517	
	55b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		8 074 272
		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	60	Dépenses du Programme	1 287 893	
	60b	Dépenses du Programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 480 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	65	Dépenses du Programme	4 822 531	
	65a	Dépenses du Programme		2 660 673
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	7 713 868 960	135 573 252
		Non budgétaire	...	...
26		Transports		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) au termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	549 895 362	
	1b	Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;		

	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 700 000 \$ du crédit 5 (Transports) et de 16 667 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		29 901 128
1c	Dépenses de fonctionnement et :		
	a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;		
	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;		
	c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice, y compris celles provenant de la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations;		
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		1
5	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	95 157 250	
5b	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés—Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 347 329
5c	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés—Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	669 077 485	
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 400 000 \$ du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		45 820 034
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		1
17a	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , renoncer à certaines dettes et à certains intérêts courus dus à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 22 646 108 \$ à l'égard de l'Administration du pont du port de Saint John		22 646 108
	Société canadienne des postes		
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	22 210 000	
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien		
20	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	582 727 000	
	Office des transports du Canada		
25	Dépenses du programme	23 806 376	
	La Société des ponts fédéraux Limitée		
30	Paiements à La Société des ponts fédéraux Limitée	64 699 000	
	Marine Atlantique SCC		
35	Paiements à Marine Atlantique SCC relativement :		
	a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;		
	b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service	200 585 000	
35b	Paiements à Marine Atlantique SCC relativement :		
	a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service		1 500 000
		Commission de la capitale nationale ⁽¹⁾		
	40	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	78 398 834	
	45	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	28 473 000	
	45a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital		3 490 000
		Bureau de l'infrastructure du Canada		
	50	Dépenses de fonctionnement	50 031 062	
	50b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 687 732 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	50c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 959 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	55	Contributions	4 693 333 359	
	55b	Contributions		990 810 218
	55c	Contributions		282 146 000
		Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée		
	60	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	98 944 000	
	60a	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal		31 808 000
	60b	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal		23 135 000
		Tribunal d'appel des transports du Canada		
	65	Dépenses du Programme	1 284 898	
	65b	Dépenses du Programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 310 698 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
		VIA Rail Canada Inc.		
	70	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	458 309 000	
	70a	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>		48 000 000

70b	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>		50 000 000
-----	---	--	------------

Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		7 616 931 626	1 531 603 823
Non budgétaire		...	...

27	Travaux publics et Services gouvernementaux		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	2 117 845 756	
1b	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 353 724 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		84 521 441
1c	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , de services de soutien internes à d'autres organisations; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 171 418 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 146 532 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 81 898 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 51 717 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 40 889 \$ du crédit 10 (Citoyenneté et Immigration), de 13 786 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile), de 2 723 \$ du crédit 65 (Sécurité publique et Protection civile), de 1 341 \$ du crédit 40 (Sécurité publique et Protection civile) et de 431 \$ du crédit 60 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		35 632 641
5	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	344 511 826	
5b	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux— Pour autoriser le virement au présent crédit de 42 318 625 \$ du crédit 1 (Travaux publics et des Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		46 849 389
5c	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		12 210 116
6a	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—En vertu de l'article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour augmenter de 10 000 000 \$ à 20 000 000 \$, à compter du 1er avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds, établi aux termes du crédit 23d, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> , peut excéder les recettes		1
7c	En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , pour abroger l'article 5.4 de la même loi, à compter du 31 mars 2012		1
10	Contributions	5 210 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
			\$	\$
		Société du Vieux-Port de Montréal Inc. ⁽³⁾		
	13b	Paiements à la société du Vieux-Port de Montréal Inc. Pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 24 826 375 \$ du crédit 25 (Conseil Privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2011-2012</i>		1
	13c	Paiements à la société du Vieux-Port de Montréal Inc. Pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		2 000 000
		Services partagés Canada		
	17c	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de services de technologie de l'information		1
	21c	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , pour abroger l'article 5.2 de la même loi, à compter du 31 mars 2012		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 467 567 582	181 213 592
		Non budgétaire	...	...
		Total du gouvernement—Budgétaire	91 804 617 585	7 550 016 265
		Non budgétaire	99 213 643	5

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Au cours de l'exercice, la Commission de la capitale nationale a été transférée de Transports à Affaires étrangères et Commerce international.

(2) Au cours de l'exercice, l'Agence canadienne de développement économique du Nord a été transférée d'Affaires indiennes et du Nord canadien à Santé.

(3) Au cours de l'exercice, la Société du Vieux-Port de Montréal inc. a été transférée du Conseil privé à Travaux Publics et Services gouvernementaux.

(4) Au cours de l'exercice, le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme a été transféré de Patrimoine canadien à Ressources humaines et Développement des compétences.

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾

L'appendice 2 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
2	Affaires étrangères et Commerce international		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	92 990 473	
	Ministre des Affaires étrangères—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Ministre du Commerce international—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Ministre d'État—Allocation pour automobile	2 000	
	Fonds renouvelable du Bureau des passeports <i>Loi sur les fonds renouvelables</i>	45 424 000	
	Paievements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250 000	
	Agence canadienne de développement international		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27 047 538	
	Ministre de la Coopération internationale—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	248 113 000	37 500 000
	En vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique</i> de 2007, un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1er avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, d'un montant ne devant pas dépasser 22 926 021 \$		22 926 021
	(L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales—Souscription au capital	84 279 960	28 651 598
	Exportation et développement Canada (Compte du Canada)		
	Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays	500 000	
	(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays	363 300 000	(1 594 000 000)
	Commission mixte internationale (section canadienne)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	596 943	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	415 156 502	60 426 021
	Non budgétaire	447 579 960	(1 565 348 402)
3	Affaires indiennes et du Nord canadien		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 154 285	
	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord—Traitement et allocation pour automobile	77 516	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—*Suite*

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	90 415 879	
	Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	
	Paievements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	2 574 713	
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2 000 000	
	Rentes versées aux Indiens—Paievements en vertu de traités	1 400 000	
	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington <i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i>	15 000	
	Agence canadienne de développement économique du Nord ⁽²⁾		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 185 632	
	Commission canadienne des affaires polaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 542	
	Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	450 000	
	Greffe du Tribunal des revendications particulières		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	206 823	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	187 545 390	...
	Non budgétaire	...	...
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 556 981	
	Ministère d'État—Allocation pour automobile	2 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	5 558 981	...
	Non budgétaire	...	...
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 821 343	
	Ministère d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie)—Allocation pour automobile		2 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	8 821 343	2 000
	Non budgétaire	...	...

6	Agence du revenu du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	460 028 178	
	Ministre du Revenu national, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	230 687 768	
	Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>)	227 000 000	
	Versements aux provinces en vertu de la (<i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>)	140 000 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 057 793 462	...
	Non budgétaire	...	...
7	Agriculture et Agroalimentaire		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	84 309 446	
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Paievements de contributions pour le programme Agri-stabilité	500 964 000	
	Paievements de contributions pour le programme Agri-protection	452 000 000	
	Paievements de subventions pour le programme Agri-investissement	139 400 000	
	Paievements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	106 000 000	
	Paievements de subventions pour le programme Agri-stabilité	95 452 000	
	Paievements de contributions pour le programme Agri-investissement	20 089 000	
	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	13 111 013	
	Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	5 000 000	
	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	404 500	
	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200 000	
	Paievements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole - Agri-relance		300 042 000
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 394 985	
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	52 158 156	
	Paievements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	1 500 000	
	Commission canadienne des grains		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	622 222	
	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (<i>Lois de crédits n° 4, 1994-95</i>)	(120 001)	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 552 562 837	300 042 000
	Non budgétaire	...	...
8	Anciens Combattants		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	41 919 908	
	Ministre des Anciens Combattants et ministre d'État (Agriculture)—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>)	175 000	
	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	10 000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour</i>)	10 000	
	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i>	2 000	
	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 604 300	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	43 798 724	...
	Non budgétaire	...	...

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
9	Citoyenneté et Immigration		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	53 161 503	
	Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	1	
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 459 481	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	69 698 500	...
	Non budgétaire	1	...
10	Conseil du Trésor		
	Secrétariat		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31 801 533	
	Président du Conseil du Trésor et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	20 000	
	École de la fonction publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 739 546	
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	50 000 000	
	Commissariat au lobbying		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	444 909	
	Commissariat à l'intégrité du secteur public		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	534 960	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	89 618 464	...
	Non budgétaire	...	...
11	Conseil privé		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 116 746	
	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	159 731	
	Ministre des Affaires intergouvernementales, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Leader du gouvernement à la Chambre des communes—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Ministre d'État (Réforme démocratique)—Allocation pour automobile	2 000	
	Ministre d'État et whip en chef du gouvernement—Allocation pour automobile	2 000	

	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	466 182	
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 692 884	
	Directeur général des élections		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 304 151	
	Dépenses d'élections (<i>Loi électorale du Canada, Loi sur les Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982 et Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>)	87 304 411	232 927 709
	Traitement du directeur général des élections	274 700	
	Commissariat aux langues officielles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 301 139	
	Secrétariat de la Commission des nominations publiques		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125 460	
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	305 330	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	115 287 282	232 927 709
	Non budgétaire	...	...
12	Défense nationale		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Membres militaires	1 063 531 774	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	353 304 026	
	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	5 005 914	
	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	1 054 026	
	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	44 400	
	Ministère associé de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile		77 516
	Comité des griefs des Forces canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	623 452	
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	298 969	
	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	137 124	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 424 077 201	77 516
	Non budgétaire	...	...
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 171 123	
	Ministre d'État—Allocation pour automobile	2 000	
	Contributions à la Fondation Rick Hansen	4 500 000	...
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	9 673 123	...
	Non budgétaire	...	...

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
14	Environnement		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	84 495 565	
	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Conservation de la nature Canada		33 695 148
	Agence canadienne d'évaluation environnementale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 872 435	
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	439 195	
	Agence Parcs Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	47 942 197	
	Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	111 000 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	246 826 908	33 695 148
	Non budgétaire	...	...
15	Finances		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 789 809	
	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Frais d'intérêt et autres coûts (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	30 251 000 000	(1 858 000 000)
	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	26 951 863 000	
	Péréquation fiscale (Partie I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	14 658 570 000	
	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	11 514 064 000	
	Financement des territoires (Partie I.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	2 876 083 006	
	Aide transitoire aux provinces qui adhèrent à un cadre de taxe à valeur ajoutée pleinement harmonisée (Partie III.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	1 880 000 000	
	Paievements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	384 280 000	
	Transfert visant la réduction des temps d'attente (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	250 000 000	
	Mise sur pied d'un régime canadien et d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	150 000 000	
	Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>)	130 000 000	
	Paievement de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	51 200 000	
	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 148 683	
	Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i>)	11 000 000	
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(685 644 000)	(7 953 000)

	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(3 112 956 000)	(34 591 000)
	Ministre d'État—Allocation pour automobile		2 000
	Paiement de péréquation additionnel—Protection sur les transferts totaux (Partie I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)		952 107 000
	Paiement de transition—Terre-Neuve-et-Labrador (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>)		536 121 000
	Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV — <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)		86 390 000
	Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire—Nouvelle-Écosse (Partie I— <i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>)		33 695 000
	Paiement de péréquation supplémentaire—Nouvelle-Écosse (Partie I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)		17 988 000
	Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)		9 000 000
	(L) Paiement à l'Ontario et à l'Île-du-Prince-Édouard (Partie I.01— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)		151 454 000
	(L) Paiement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement		55 610 640
	Vérificateur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 439 256	
	Tribunal canadien du commerce extérieur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 477 598	
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 892 779	
	Bureau du surintendant des institutions financières		
	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>		1
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	85 370 285 648	(265 241 000)
	Non budgétaire	...	207 064 640
16	Gouverneur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 154 455	
	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	520 000	
	Traitement du gouverneur général (<i>Loi sur le gouverneur général</i>)	134 970	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 809 425	...
	Non budgétaire	...	...
17	Industrie		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 641 597	
	Ministre de l'Industrie—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	110 000 000	(20 000 000)
	Subvention à Génome Canada	37 400 000	(12 900 000)
	Contribution à Génome Canada	22 500 000	9 400 000
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	16 518 713	
	Subvention à l'institut Perimeter for Theoretical Physics	1 010 400	
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	50 000	
	Ministre d'État (Petite entreprise et tourisme)—Allocation pour automobile	2 000	
	Ministre d'État (Sciences et technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)—Allocation pour automobile	2 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—*Suite*

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Contributions dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir		243 848 052
	Contributions à la Fondation Canadienne des Jeunes Entrepreneurs		10 000 000
	Agence spatiale canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 500 638	
	Commission du droit d'auteur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	309 644	
	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 113 369	
	Conseil national de recherches du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50 953 970	
	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	75 000 000	34 500 000
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 310 000	
	Greffe du Tribunal de la concurrence		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	168 810	
	Conseil de recherches en sciences humaines		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 929 471	
	Statistique Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 112 761	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	473 600 889	264 848 052
	Non budgétaire	...	...
18	Justice		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	82 819 986	
	Ministre de la Justice et procureur général du Canada—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Commission canadienne des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 570 167	
	Tribunal canadien des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	414 781	
	Commissaire à la magistrature fédérale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 032 882	
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (<i>Loi sur les juges</i>)	451 769 500	

	Service administratif des tribunaux judiciaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 146 980	
	Bureau du directeur des poursuites pénales		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 336 721	
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 919 752	
	Cour suprême du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 430 614	
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (<i>Loi sur les juges</i>)	5 568 300	277 339
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	576 087 199	277 339
	Non budgétaire	...	...
19	Parlement		
	Sénat		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 810 632	
	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	26 655 200	
	Chambre des communes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	37 909 083	
	Députés—Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	113 441 704	8 999 417
	Bibliothèque du Parlement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 251 680	
	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	812 340	
	Conseiller sénatorial en éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	109 800	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	191 990 439	8 999 417
	Non budgétaire	...	...
20	Patrimoine canadien		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 790 904	
	Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Ministre d'État (Sports)—Allocation pour automobile	2 000	
	Traitements des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les traitements</i>)	1 196 000	
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	637 000	
	Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	182 000	
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 473 124	
	Bibliothèque et Archives du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 754 666	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—*Suite*

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Commission des champs de bataille nationaux		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	407 061	
	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 700 000	
	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme ⁽³⁾		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 253 340	
	Commission de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 048 074	
	Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 330 189	
	Tribunal de la dotation de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	576 919	
	Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	194 400	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	60 623 193	...
	Non budgétaire	...	...
21	Pêches et Océans		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	137 841 622	
	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	137 919 138	...
	Non budgétaire	...	...
22	Ressources humaines et Développement des compétences		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	249 272 705	
	Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Ministre d'État (Aînés)—Allocation pour automobile	2 000	
	Versements de la Sécurité de la vieillesse (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	29 162 214 653	(410 337 733)
	Versements du Supplément de revenu garanti (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	8 429 823 187	98 621 446
	Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	2 660 000 000	36 000 000
	Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	660 000 000	40 000 000

Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	554 315 000	74 360 209
Versements d'allocations (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	534 282 332	27 807 405
Paievements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	450 356 813	56 190 821
Paievements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régime enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	76 000 000	4 000 000
Paievements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paievements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (<i>Loi sur le Programme de protection des salariés</i>)	56 200 000	
Paievements d'indemnités à des agents de l'État (<i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>) et à des marins marchands (<i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>)	51 000 000	
Paievements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	45 300 000	17 500 000
Paievements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	37 700 000	43 800 000
Financement pluriannuel initial à Passeport pour ma réussite Canada afin d'appuyer ses programmes d'intervention précoce communautaires qui aideront les jeunes défavorisés à accéder aux études postsecondaires au Canada	6 000 000	
Paievements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	5 218 598	5 855 167
Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	
Prestations de retraite supplémentaires—Pensions pour les agents des rentes sur l'État (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>)	35 000	
Paievements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	4 231	94 047
Paievements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(14 065 514)	3 856 070
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	816 141 015	157 375 526
Conseil canadien des relations industrielles		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 604 867	
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Logements des Premières nations		908 000
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	(1 951 342 000)	
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	184 981	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 156 531	
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	42 966 905 416	(1 344 568)
Non budgétaire	(1 135 200 985)	157 375 526

23

Ressources naturelles**Ministère**

Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 743 067	
Ministère des Ressources naturelles—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
Paievements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>)	1 423 982 000	(415 758 000)
Paievements au compte des recettes extracôtrières de la Nouvelle-Écosse (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	179 663 000	12 131 000
Contribution à l'Office Canada—Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve</i>)	6 825 000	
Contribution à l'Office Canada—Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	3 400 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—*Suite*

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 488 454	
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	88 317 988	
	Office national de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 098 618	
	Administration du pipe-line du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125 100	
	Énergie atomique du Canada limitée		
	Conformément à l'article 2146 de la <i>Loi sur l'emploi et la croissance, pour la dissolution d'Énergie atomique du Canada limitée</i>		284 856 355
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 771 720 743	(118 770 645)
	Non budgétaire	...	...
24	Santé		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	134 150 561	
	Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	628 554	
	Instituts de recherche en santé du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 291 861	
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	609 984	
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 076 486	
	Agence de la santé publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 214 206	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	176 049 168	...
	Non budgétaire	...	...
25	Sécurité publique et Protection civile		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 287 847	
	Ministre de la Sécurité publique—Traitement et allocation pour automobile	77 516	

	Agence des services frontaliers du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	180 893 014	
	Service canadien du renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 678 991	
	Service correctionnel du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	256 391 677	
	Commission nationale des libérations conditionnelles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 014 876	
	Bureau de l'enquêteur correctionnel		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	537 427	
	Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	91 276 888	
	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la GRC	365 107 552	
	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	17 500 000	
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	181 574	
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	589 215	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	981 536 577	...
	Non budgétaire	...	...
26	Transports		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 380 197	
	Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Ministre d'État—Allocation pour automobile	2 000	
	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>	79 593 000	
	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	58 974 669	
	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i>)	3 300 000	
	Office des transports du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 565 688	
	Bureau de l'infrastructure du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 038 042	
	Fonds pour l'infrastructure verte	70 117 555	(4 982 622)
	Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	62 652 000	94 856 000
	Fonds de stimulation de l'infrastructure		92 041 502
	Tribunal d'appel des transports du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 762	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	357 830 429	181 914 880
	Non budgétaire	...	...

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Fin

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		\$	\$
27	Travaux publics et Services gouvernementaux		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	99 871 902	
	Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux—Traitement et allocation pour automobile	77 516	
	Fonds renouvelable des Services immobiliers	10 000 000	
	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	6 200 000	
	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	3 082 000	
	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(198 850)	
	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(4 854 000)	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	114 178 568	...
	Non budgétaire	...	...
	Total du gouvernement—Budgétaire	138 407 955 549	697 853 869
	Non budgétaire	(687 621 024)	(1 200 908 236)

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Le détail des autorisations législatives non présentées dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

(2) Au cours de l'exercice, l'Agence canadienne de développement économique du Nord a été transférée d'Affaires indiennes et du Nord canadien à Santé.

(3) Au cours de l'exercice, le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme a été transféré de Patrimoine canadien à Ressources humaines et Développement des compétences.

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs

L'appendice 3 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
2		Affaires étrangères et Commerce international	
		Ministère	
	(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 4 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 000 000 \$ en aucun temps	31 145 186
	L11	<i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> Le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger ne doit pas dépasser 22 500 000 \$, établi par le crédit L12c de la <i>Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits</i> , et modifié par le crédit L11 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> (Net)	16 388 659
	L12	<i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> Le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger ne doit pas dépasser 50 000 000 \$, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1954</i> , et modifié par le crédit L12 de la <i>Loi de crédits n° 3 de 1989-1990</i> (Net)	11 502 987
	(S)	(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 11 Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société a augmenté de 1 500 000 000 \$ à 3 000 000 000 \$ (Brut) Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14; L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : a) au capital payé de la Société, et b) le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis, établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net)	1 666 800 000
	(S)	(L) <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , article 23 Autorité selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 20 000 000 000 \$ (Net), augmentés de 13 000 000 000 \$ (Conformément aux articles 10, 23 et 24 de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> , l'autorisation maximale de 20 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.)	14 606 022 092
	(S)	Corporation commerciale canadienne (L) <i>Loi sur la Corporation commerciale canadienne</i> , article 11 Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix millions de dollars, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net)	10 000 000

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
		Agence canadienne de développement international	
(S)	<i>Loi de crédits n° 5 pour 2009-2010</i>	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 \$ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan	384 594 510
(S)	(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque africaine de développement	Autorisation de souscrire pour 73 473 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	5 844 821 136
(S)	(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque de développement des Caraïbes	Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	118 686 924
(S)	(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque asiatique de développement	Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement (Brut)	6 240 199 681
(S)	(L) <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> —Banque interaméricaine de développement	Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	7 627 075 936
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	415 739 696
		Non budgétaire	135 626 848 094
3		Affaires indiennes et du Nord canadien	
		Ministère	
(S)	<i>Loi de crédits n° 4 de 1987-1988</i> (crédit 5c)	Paiement du Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens. L'autorisation maximale est de 60 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 2008-2009 au montant de 28 264 108 \$	31 735 892
L20	<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i>	Prêts consentis, au cours du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation de garantir des prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> , ne doit pas dépasser 48 550 835 \$ (Net)	48 517 156
L40	<i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i>	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> . Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 \$ (Brut)	305 503
L55	<i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i>	Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Inuits duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Inuit afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> . Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> , ne doit pas dépasser 6 633 697 \$ (Net)	6 550 860

L81a		<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon :	
		a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et	
		b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser 5 000 000 \$ (Net)	5 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	31 735 892
		Non budgétaire	60 373 519
6		Agence du revenu du Canada	
	1	Dépenses de fonctionnement; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	126 259 844
	5	Dépenses en capital; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	51 747 299
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	178 007 143
		Non budgétaire	...
7		Agriculture et Agroalimentaire	
		Ministère	
	(S)	<i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> , article 28 Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la Loi est de 1 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1993-1994 au montant de 400 000 \$	600 000
	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 2 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 \$ en aucun temps	3 419 399
		Commission canadienne du lait	
	(L)	<i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 300 000 000 \$ (Net)	264 776 926
		Commission canadienne des grains	
	(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Dépenser pour les besoins du Fonds, tous les revenus que ce dernier générera; l'ensemble des dépenses faites pour les besoins du Fonds ne devra jamais dépasser les revenus générés par le Fonds de plus de 2 000 000 \$; diminution de l'autorité en vertu du crédit 36b, <i>Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002</i>	38 606 742

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
		Financement agricole Canada	
	(S)	(L) <i>Loi sur le financement agricole Canada</i> Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 1 250 000 000 \$, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Net) Paragraphe 12(3). La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances, peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement, qui lui ont été consentis, ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	6 667 000
			13 905 745 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	42 626 141
		Non budgétaire	14 177 188 926
8		Anciens Combattants	
	(S)	(L) <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> , ne doit pas dépasser 605 000 000 \$ (Net)	604 992 046
			604 992 046
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	604 992 046
9		Citoyenneté et Immigration	
		Ministère	
	(S)	(L) <i>Loi sur l'immigration</i> , article 119 Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport, ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 et en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> ne pourra à aucun moment dépasser 110 000 000 \$ (Net)	70 913 894
			70 913 894
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	70 913 894
10		Conseil du Trésor	
		École de la fonction publique du Canada	
	(S)	<i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> , paragraphe 18(2) Conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> et sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, l'École peut, au cours de deux exercices consécutifs, dépenser à ses fins les recettes tirées de ses redevances d'exploitation perçues durant le premier de ceux-ci.	17 885 131
			17 885 131
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	17 885 131
		Non budgétaire	...

12	Défense nationale			
	Ministère			
L11c	<i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> , établi par le crédit L20b	Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps telle que modifiée par le crédit L16c, <i>Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits</i> , le crédit L11c de 1991, et le crédit L11b, <i>Loi de crédits n° 4 pour 2002</i>		78 849 313
		ne devant pas dépasser 120 000 000 \$ (Net)		
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire			...
	Non budgétaire			78 849 313
14	Environnement			
	Agence Parcs Canada			
30	Dépenses du programme; la partie non utilisée des crédits affectés dans le cadre du paragraphe (1) aux dépenses de fonctionnement de l'Agence est annulée à la fin de l'exercice suivant celui au cours duquel ceux-ci ont été votés ou de tout exercice ultérieur précisé par la loi fédérale qui fait l'affectation, en vertu de l'article 19 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>			44 438 248
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire			44 438 248
	Non budgétaire			...
15	Finances			
	Ministère			
(S)	<i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i> , article 16	Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi 875 000 000 \$ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins		68 571 831
	Société d'assurance-dépôts du Canada			
(S)	(L) <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1	Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Trésor, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder 6 000 000 000 \$ (Net)		15 000 000 000
	Bureau du surintendant des institutions financières			
(S)	<i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> , articles 16 et 17	Le Ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 \$, le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor		67 115 918
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire			135 687 749
	Non budgétaire			15 000 000 000
17	Industrie			
	Ministère			
(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada— <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> (crédit 2b)	Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 15 000 000 \$ à 5 000 000 \$ en vertu du crédit 2b, <i>Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002</i>		158 152 609
L97b	<i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i>	Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 \$ (Net)		1 950 000

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	<i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> , alinéa 5(1)e) Montant non dépensé rapporté de l'exercice précédent en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	48 046 806
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	206 199 415
		Non budgétaire	1 950 000
20		Patrimoine canadien	
		Office national du film	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 12 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 15 000 000 \$ en aucun temps. Diminution de l'autorisation en vertu du crédit 86b, <i>Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002</i>	6 303 761
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	6 303 761
		Non budgétaire	...
21		Pêches et Océans	
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
	L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> , 1968-1969, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créer l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux : a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office Le crédit L30b, <i>Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits</i> et modifié en 2006. Le total non remboursé des montants ayant été, d'une part, empruntés par l'Office au titre de l'alinéa 7g) et, d'autre part, prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> ne peut, à aucun moment, dépasser 50 000 000 \$ (Net)	50 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	50 000 000
22		Ressources humaines et Développement des compétences	
		Ministère	
	(S)	<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i> , paragraphe 12(4) Le ministre peut, avec l'approbation du ministre des Finances, conclure des accords avec tout gouvernement provincial en vue de l'administration de programmes provinciaux compatibles avec l'objet de la présente loi. Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, le ministre peut affecter à l'administration des programmes provinciaux visés au paragraphe (1) les sommes perçues pour la prestation des services	51 751
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	51 751
		Non budgétaire	...

23	Ressources naturelles		
	Ministère		
(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada— <i>Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994</i> Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 5 000 000 \$ en aucun temps; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 3b, <i>Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002</i>		7 557 416
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		7 557 416
	Non budgétaire		...
25	Sécurité publique et Protection civile		
	Agence des services frontaliers du Canada		
10	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence		57 080 992
15	Dépenses en capital		121 466 064
	Service correctionnel		
(S)	Fonds renouvelable CORCAN— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992</i> (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 5 000 000 \$ en aucun temps; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 16b, <i>Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002</i>		14 844 679
L14b	<i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la <i>Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits</i> : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 \$ à 50 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, <i>Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits</i> (Net)		46 057
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		193 391 735
	Non budgétaire		46 057
26	Transports		
	Société canadienne des postes		
(S)	(L) <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30 Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 \$ (Net)		500 000 000
	Monnaie royale canadienne		
(S)	(L) <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> , paragraphe 20(1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources, à des emprunts d'un montant global maximal de 75 000 000 \$ ou d'un montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net)		75 000 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		...
	Non budgétaire		575 000 000

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
27		Travaux publics et Services gouvernementaux	
(S)		Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour l'aliénation des biens immobiliers, le montant total ne peut excéder 5 000 000 \$ en aucun temps	6 454 852
(S)		Fonds renouvelable des services optionnels— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 35 000 000 \$ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 6b de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002</i>	40 900 918
(S)		Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 25 100 163 \$ à 20 000 000\$ en vertu de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002</i>	22 500 972
(S)		Fonds renouvelable du Bureau de la traduction— <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> Engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour la prestation des services de traduction et de services connexes, et autoriser le Ministre à dépenser aux fins du Fonds les revenus reçus à ces fins; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser 10 000 000 \$ les revenus reçus en fonction des objectifs du Fonds; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 12b, <i>Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002</i> ; radier un montant de 13 606 000 \$ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance tel que modifié par le crédit 22b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i>	27 244 493
(S)		Fonds renouvelable des Services immobiliers— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 5 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le montant total ne peut excéder 150 000 000 \$ en aucun temps	328 455 825
(S)		Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique— <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , article 3 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, diminution de l'autorisation de 45 000 000 \$ à 20 000 000\$, telle que modifiée par le crédit 9b, <i>Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002</i>	62 017 209
(S)		Fonds renouvelable de la production de défense— <i>Loi sur la production de défense</i> , article 15 Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 \$ moins les prêts et avances du Compte de prêts de la production de défense	100 000 000
L15b		<i>Loi de crédits n° 3 pour 1990-1991</i> Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la <i>Loi des subsides n° 2 de 1967</i> : a) remplacer les mots « des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables » suivant immédiatement « ministères et organismes » par les mots suivants : « des caisses d'avances fixe, des avances à justifier et des avances recouvrables »; et b) accroître de 17 000 000 \$ à 22 000 000 \$ le montant qui peut être dû à n'importe quel moment aux fins du présent crédit (Net)	5 916 824
(S)		(L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	57 059 556
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	587 574 269
		Non budgétaire	62 976 380
		Total du gouvernement—Budgétaire	1 867 198 347
		Non budgétaire	166 309 138 229

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

APPENDICE 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes lesquelles ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ⁽¹⁾
			\$
2		Affaires étrangères et commerce international	
		Ministère	
	(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada Augmentation du montant duquel la totalité des dépenses peut excéder les recettes	127 204 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	127 204 000
		Non budgétaire	...
6		Agence du revenu du Canada	
	1	Dépenses du programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> (loi) et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> ; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	220 350 585
	5	Dépenses en capital; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	27 966 963
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	248 317 548
		Non budgétaire	...
10		Conseil du Trésor	
		École de la fonction publique du Canada	
	(S)	Dépenses des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	73 118 897
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	73 118 897
		Non budgétaire	...
14		Environnement	
		Agence Parcs Canada	
	25	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	99 413 865
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	99 413 865
		Non budgétaire	...
17		Industrie	
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	Dépenses des revenus en vertu de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	98 912 295
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	98 912 295
		Non budgétaire	...

APPENDICE 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice—Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ⁽¹⁾
			\$
25		Sécurité publique et Protection civile	
		Agence des services frontaliers du Canada	
	10	Dépenses de fonctionnement, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	156 284 674
	15	Dépenses en capital; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	116 409 290
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	272 693 964
		Non budgétaire	...
27		Travaux publics et Services gouvernementaux	
		Ministère	
	(S)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers Transfert de l'excédent du surplus accumulé	(5 990 404)
	(S)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada Limite d'autorisation abrogée	(20 000 000)
	(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction Augmentation du montant duquel la totalité des dépenses peut excéder les recettes Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 30 (Conseil du Trésor)	10 000 000 555 380
	(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers Diminution du montant duquel la totalité des dépenses peut excéder les recettes Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 30 (Conseil du Trésor)	(150 000 000) 11 577 378
		Services partagés Canada	
	(S)	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique Limite d'autorisation abrogée	(40 000 000)
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	(193 857 646)
		Non budgétaire	...
		Total du gouvernement—Budgétaire	725 802 923
		Non budgétaire	...

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (excluant la Chambre des communes, le Sénat, la Bibliothèque du Parlement, le Commissariat aux conflits d'intérêt et à l'éthique, le Conseiller sénatorial en éthique et la Commission mixte internationale) ont le pouvoir d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de l'État. Les produits reçus dans un exercice et qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur, pour emploi dans cet exercice seulement. Le montant reporté est toutefois sujet à une limite maximale.

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
2	Affaires étrangères et Commerce international						
	Ministère	995 908	2 183 372	3 179 280	3 017 379	...	161 901
	Agence canadienne de développement international	...	6 874	6 874	6 874	...	...
	Total du portefeuille ministériel	995 908	2 190 246	3 186 154	3 024 253	...	161 901
3	Affaires indiennes et du Nord canadien						
	Ministère	373 964	371 145	745 109	352 846	21 118	371 145
	Greffe du Tribunal des revendications particulières	114	...	114	...	114	...
	Total du portefeuille ministériel	374 078	371 145	745 223	352 846	21 232	371 145
4	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	6 072	12 010	18 082	...	6 072	12 010
5	Agence de promotion économique du Canada atlantique						
	Ministère	2 339	35 491	37 830	14 151	...	23 679
	Total du portefeuille ministériel	2 339	35 491	37 830	14 151	...	23 679
6	Agence du revenu du Canada	...	165 406	165 406	165 406	...	...
7	Agriculture et Agroalimentaire						
	Ministère	921 700	4 699 393	5 621 093	3 443 918	...	2 177 175
	Agence canadienne d'inspection des aliments	144 774	316 879	461 653	212 539	...	249 114
	Commission canadienne des grains	...	58 224	58 224	58 224	...	...
	Total du portefeuille ministériel	1 066 474	5 074 496	6 140 970	3 714 681	...	2 426 289

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État—*Suite*

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
8	Anciens Combattants						
	Ministère	...	21 257	21 257	15 257	...	6 000
	Total du portefeuille ministériel	...	21 257	21 257	15 257	...	6 000
9	Citoyenneté et Immigration						
	Ministère	11 041	24 295	35 336	20 785	...	14 551
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	1 615	1 615	1 615	...	...
	Total du portefeuille ministériel	11 041	25 910	36 951	22 400	...	14 551
10	Conseil du Trésor						
	Secrétariat	302	24 107	24 409	...	302	24 107
	École de la fonction publique du Canada	10 197	1 300	11 497	1 300	8 897	1 300
	Total du portefeuille ministériel	10 499	25 407	35 906	1 300	9 199	25 407
11	Conseil privé						
	Ministère	63 303	48 630	111 933	63 303	...	48 630
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	143	...	143	...	143	...
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	36 779	20 572	57 351	42 009	...	15 342
	Directeur général des élections	1	1 174	1 175	1 174	1	...
	Commissariat aux langues officielles	192	1 500	1 692	1 692	...	...
	Total du portefeuille ministériel	100 418	71 876	172 294	108 178	144	63 972
12	Défense nationale						
	Ministère	10 906 009	26 316 208	37 222 217	20 497 864	...	16 724 353
	Centre de la sécurité des télécommunications	...	5 860	5 860	...	...	5 860
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	66	27	93	...	66	27
	Total du portefeuille ministériel	10 906 075	26 322 095	37 228 170	20 497 864	66	16 730 240
13	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	...	12 747	12 747	1 471	...	11 276
14	Environnement						
	Ministère	1 373 297	877 611	2 250 908	1 612 320	...	638 588
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	663	300	963	...	963	...
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	25	25	...	...	25
	Total du portefeuille ministériel	1 373 960	877 936	2 251 896	1 612 320	963	638 613

15	Finances						
	Vérificateur général	...	1 886	1 886	1 886	...	...
	Tribunal canadien du commerce extérieur	192	142	334	...	192	142
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	...	37	37	37	...	...
	Bureau du surintendant des institutions financières	1	2 655	2 656	2 655	...	1
	Total du portefeuille ministériel	193	4 720	4 913	4 578	192	143
16	Gouverneur général	35	11 770	11 805	...	35	11 770
17	Industrie						
	Ministère	274 270	219 898	494 168	164 354	109 916	219 898
	Agence spatiale canadienne	8 972	31 393	40 365	29 817	...	10 548
	Agence fédérale de développement économique pour le sud de l'Ontario	...	2 875	2 875	...	...	2 875
	Conseil national de recherches du Canada	268 899	694 702	963 601	602 558	...	361 043
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	574	1 177	1 751	...	574	1 177
	Greffe du Tribunal de la concurrence	493	...	493	...	493	...
	Statistique Canada	...	56 055	56 055	56 055	...	...
	Total du portefeuille ministériel	553 208	1 006 100	1 559 308	852 784	110 983	595 541
18	Justice						
	Ministère	16 347	2 767	19 114	...	16 347	2 767
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	...	...
	Commissaire à la magistrature fédérale	452	...	452	...	452	...
	Service administratif des tribunaux judiciaires	4 074	7 935	12 009	4 074	...	7 935
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	321	361	682	...	321	361
	Cour suprême du Canada	7 065	937	8 002	...	7 065	937
	Total du portefeuille ministériel	28 259	12 000	40 259	4 074	24 185	12 000
20	Patrimoine canadien						
	Ministère	2 464 435	285 000	2 749 435	2 737 806	...	11 629
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	3 822	3 822	387	...	3 435
	Bibliothèque et Archives du Canada	88 599	219 606	308 205	88 599	...	219 606
	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	218	(218)	...	...	...	...
	Commission de la fonction publique	...	1 532	1 532	1 532	...	...
	Total du portefeuille ministériel	2 553 252	509 742	3 062 994	2 828 324	...	234 670
21	Pêches et Océans	4 432 068	4 452 045	8 884 113	5 091 255	...	3 792 858
22	Ressources humaines et Développement des compétences						
	Ministère	75 010	155 498	230 508	79 657	...	150 851
	Conseil canadien des relations industrielles	891	28	919	...	891	28
	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	...	268	268	...	218	50
	Total du portefeuille ministériel	75 901	155 794	231 695	79 657	1 109	150 929

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État—Fin

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
23	Ressources naturelles						
	Ministère	304 072	444 202	748 274	304 742	...	443 532
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	11 498	12 504	24 002	11 498	...	12 504
	Office national de l'énergie	...	52	52	...	...	52
	Total du portefeuille ministériel	315 570	456 758	772 328	316 240	...	456 088
24	Santé						
	Ministère	162 672	332 235	494 907	122 594	40 078	332 235
	Instituts de recherche en santé du Canada	10 692	...	10 692	...	10 692	...
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	46	46	46	...	...
	Agence de la santé publique du Canada	15 669	61 573	77 242	59 686	15 669	1 887
	Total du portefeuille ministériel	189 033	393 854	582 887	182 326	66 439	334 122
25	Sécurité publique et Protection civile						
	Agence des services frontaliers du Canada	141 409	213 177	354 586	186 724	...	167 862
	Service canadien du renseignement de sécurité	213 625	315 917	529 542	257 619	...	271 923
	Service correctionnel du Canada	1 256 455	1 392 643	2 649 098	1 332 226	...	1 316 872
	Commission nationale des libérations conditionnelles	15 681	51 458	67 139	15 680	1	51 458
	Gendarmerie royale du Canada	5 785 130	7 007 738	12 792 868	7 206 149	...	5 586 719
	Total du portefeuille ministériel	7 412 300	8 980 933	16 393 233	8 998 398	1	7 394 834
26	Transports						
	Ministère	4 683 162	4 347 004	9 030 166	9 030 166	...	...
	Office des transports du Canada	768	164	932	164	768	...
	Bureau de l'infrastructure du Canada	125	83	208	...	125	83
	Total du portefeuille ministériel	4 684 055	4 347 251	9 031 306	9 030 330	893	83
27	Travaux publics et Services gouvernementaux						
	Ministère	263 257	352 851	616 108	371 855	...	244 253
	Services partagés Canada	...	329	329	...	329	...
	Total du portefeuille ministériel	263 257	353 180	616 437	371 855	329	244 253
	Total du gouvernement	35 353 995	55 890 169	91 244 164	57 289 948	241 842	33 712 374

SECTION 2

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Affaires étrangères et Commerce international

Ministère

Corporation commerciale canadienne

**Agence canadienne de développement
international**

**Exportation et développement Canada
(Compte du Canada)**

**Centre de recherches pour le
développement international**

**Commission mixte internationale (section
canadienne)**

Commission de la capitale nationale

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	2.2
Sommaire du portefeuille ministériel	2.7
Activités de programme	2.17
Paievements de transfert	2.19
Détail des montants disponibles pour être dépensés	2.24
Revenus	2.25

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Le programme international du Canada est modelé sur les bénéfices et les avantages du Canada, conformément aux valeurs et aux intérêts du pays.

Description des activités de programme*Diplomatie et défense des intérêts*

Cette activité de programme permet d'exercer une influence auprès d'acteurs internationaux et d'exécuter des programmes et des fonctions diplomatiques sur la scène internationale. Elle permet au Canada de faire valoir ses politiques internationales auprès d'interlocuteurs étrangers, au Canada et à l'extérieur du pays, et ainsi de s'acquitter des rôles et responsabilités que comportent le mandat et les fonctions diplomatiques d'un ministère des Affaires étrangères et du Commerce

international. Ce travail est effectué en établissant des liens avec des décideurs à tous les niveaux dans d'autres pays et en étant l'hôte d'activités propres à permettre de communiquer des messages clés. La présente activité de programme permet également de mettre à profit l'expertise des provinces dans des domaines où elles ont un intérêt particulier afin de favoriser l'exécution de la politique internationale du Canada dans son ensemble. En outre, elle comporte des activités promotionnelles stratégiques, y compris la diplomatie ouverte, comme outils pour faire valoir les positions canadiennes sur des questions qui préoccupent les Canadiens. Enfin, elle inclut un certain nombre de programmes discrétionnaires de subventions et de contributions pour promouvoir les intérêts du Canada à l'étranger. Les principaux groupes cibles sont les décideurs étrangers au Canada et à l'extérieur du pays, les publics étrangers, les autres ordres de gouvernement au Canada, les publics clés d'autres pays (p. ex., les milieux de la sécurité et de la défense) et les législateurs.

Conseils stratégiques et intégration des politiques internationales

Cette activité de programme vise à fournir des orientations stratégiques, des renseignements et des conseils, y compris l'intégration et la coordination de la politique du Canada au chapitre des affaires étrangères et de l'économie internationale. Elle permet au Ministère de planifier et de coordonner stratégiquement ses activités internationales en vue d'intégrer la politique étrangère et la politique économique internationale du Canada. Ce travail est effectué en travaillant à accroître la coordination au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), avec d'autres ministères et des intervenants pertinents, ainsi qu'en utilisant les conseils fournis par les missions pour l'élaboration d'approches pangouvernementales qui intègrent les divers mandats et points de vue organisationnels pour promouvoir les intérêts et les valeurs du Canada. Les principaux groupes cibles sont d'autres

organisations gouvernementales, les groupes chargés des politiques et des programmes au sein du MAECI, les chefs de mission et le personnel clé des missions.

Résultat stratégique

Les Canadiens sont satisfaits des services commerciaux, consulaires et de passeport.

Description des activités de programme*Commerce international*

Cette activité de programme permet de gérer et de fournir des conseils et des services commerciaux aux entreprises canadiennes. Elle aide les entreprises canadiennes à réussir sur les marchés internationaux grâce à des services d'expert-conseil et des avis, ainsi qu'à la gestion et à l'offre de services à valeur ajoutée aux entreprises canadiennes à la recherche de débouchés internationaux. Ce travail est effectué en soutenant les entreprises clientes qualifiées. Le principal groupe cible est constitué d'entreprises canadiennes clientes qui exercent des activités à l'étranger ou qui ont démontré une capacité à le faire.

Affaires consulaires et gestion des urgences

Cette activité de programme permet de gérer et de donner des conseils et des services consulaires aux Canadiens, et de fournir une réponse coordonnée du gouvernement du Canada lors de situations d'urgence à l'étranger touchant des Canadiens. Ce travail est effectué par l'entremise des agents consulaires travaillant dans les missions à l'étranger et grâce à l'utilisation du site Web Voyage.gc.ca. La présente activité de programme existe, car des Canadiens voyagent, travaillent, vivent et meurent à l'étranger. Elle permet aux Canadiens de se préparer à voyager dans d'autres pays en leur donnant de l'information sur des habitudes de voyage sûres et en leur fournissant des renseignements et des conseils crédibles et opportuns leur permettant de prendre des décisions responsables en ce qui a trait

aux voyages à l'étranger. En plus d'aider les Canadiens à se préparer à voyager hors du pays, cette activité de programme vient en aide, à toute heure du jour ou de la nuit, aux Canadiens à l'étranger qui se trouvent en situation de détresse ou qui font des demandes de service habituelles. De même, en collaboration avec les partenaires et les missions, elle permet d'offrir une réponse coordonnée du gouvernement du Canada lors de situations d'urgence (p.ex., les catastrophes naturelles) qui touchent les Canadiens à l'étranger. Les principaux groupes cibles sont les Canadiens à l'étranger et les Canadiens prévoyant voyager ou vivre à l'étranger.

Passport Canada – Organisme de service spécial (Fonds renouvelable)

Cette activité de programme permet de gérer et de fournir des services de passeport par l'intermédiaire du Fonds renouvelable de Passport Canada. Elle permet de délivrer aux Canadiens des documents de voyage sécuritaires qui facilitent leurs déplacements et qui contribuent à la sécurité nationale et internationale. Ce travail est réalisé grâce à l'authentification de l'identité et du droit du requérant de présenter une demande par l'entremise d'un vaste réseau de services et à la production de documents de voyage sécuritaires. Le principal groupe cible est constitué de voyageurs canadiens.

Résultat stratégique

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international entretient un réseau de missions offrant une infrastructure et des services qui permettent au gouvernement du Canada d'atteindre ses priorités sur le plan international.

Description des activités de programme

Gouvernance, orientations stratégiques et prestation de services communs

Cette activité de programme vise à assurer la gouvernance, à fournir des orientations stratégiques et du lea-

dership, à gérer le changement, à assurer la prestation de services et à fournir l'infrastructure pour la plateforme des missions. Ce travail est effectué de concert avec les différents secteurs, directions générales et directions du MAECI, ainsi qu'avec les ministères et organismes fédéraux et provinciaux (31 partenaires en 2009-2010) présents dans des missions à l'étranger. Les principaux groupes cibles sont les secteurs, les directions générales et les directions du MAECI, les missions du gouvernement du Canada à l'étranger et les partenaires fédéraux et autres actifs dans des missions à l'étranger.

Prestations du gouvernement du Canada

Cette activité de programme représente le mécanisme qui permet à la Plateforme internationale et aux organismes centraux d'assurer la gestion des paiements prévus par la loi à l'échelle du gouvernement au nom de l'État. Ces paiements sont effectués au nom des employés locaux et canadiens. Le MAECI assure la gestion et les paiements en vertu des Directives sur le service extérieur ainsi que des régimes de retraite des employés recrutés sur place. Ce travail est réalisé grâce à l'émission rapide de paiements de prestations aux employés recrutés sur place et aux employés canadiens. Le principal groupe cible est constitué des employés du gouvernement du Canada dans les missions à l'étranger.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Corporation commerciale canadienne

Résultat stratégique

Un meilleur accès aux marchés pour les exportateurs canadiens en ce qui concerne les marchés complexes du secteur public international.

Description des activités de programme

Défense

Cette activité de programme comprend des ventes à l'exportation pour les secteurs de l'aérospatiale, de la défense et de la sécurité. Elle inclut également les ventes à tous les ordres de gouvernement.

Marchés émergents et en développement

Ce sont des activités commerciales qui ne sont pas régies par l'Accord sur le partage de la production de défense (APPD) et qui ne comprennent pas les industries de l'aérospatiale, de la défense et de la sécurité qui ont trait à l'approvisionnement et à des projets de construction dans divers autres secteurs et pouvant inclure des ventes à tous les ordres de gouvernement, soit fédéral, d'État et municipal.

Agence canadienne de développement international

Résultat stratégique

Réduction de la pauvreté pour les gens qui vivent dans les pays où l'Agence canadienne de développement international intervient en matière de développement international.

Description des activités de programme

Engagement à l'échelle mondiale et politique stratégique

Cette activité de programme définit la politique de développement international au Canada et dans le monde à l'appui des orientations stratégiques de l'Agence canadienne de développement international, ainsi que les objectifs et les engagements du Canada en matière d'aide internationale. Par ailleurs, elle favorise la coopération avec des organisations multilatérales et internationales afin d'atteindre deux objectifs : contribuer efficacement à l'obtention des résultats de développement, et influencer sur les politiques, la planification, les orientations stratégiques et la gouvernance organisationnelle, dans le but d'obtenir des résultats de développement plus importants.

Pays à faible revenu

Cette activité de programme vise à réduire la pauvreté chronique des pays ayant un revenu national brut (NRB) annuel par habitant équivalent ou inférieur à 935 \$ US (données de 2007). Elle nécessite une aide au développement à long terme, à l'appui des priorités nationales d'un certain nombre de pays à faible revenu, et la mise en œuvre de programmes en collaboration avec des institutions qui s'intéressent aux problèmes transfrontaliers. Le soutien de l'Agence canadienne de développement international vise à aider ces pays à atteindre leurs objectifs prioritaires en matière de développement, qui diffèrent d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre. La programmation vise à réduire la pauvreté et à multiplier les débouchés économiques. Elle se concentre dans des domaines comme les soins de santé et l'éducation de base, l'agriculture/la sécurité alimentaire, la production de revenus et les fondements d'une saine gouvernance.

Pays fragiles et collectivités touchées par les crises

Cette activité de programme vise à aborder les problèmes de développement dans certains pays jugés fragiles. Les pays fragiles sont ceux qui ont des problèmes particulièrement graves au chapitre du développement, dont la situation est complexe à l'échelle nationale et régionale, dont les capacités institutionnelles sont insuffisantes, dont la gouvernance laisse à désirer, où règne l'instabilité politique et un climat de violence, ou qui vivent avec les conséquences d'un conflit passé. L'amélioration de la situation dans ces pays est souvent considérée comme une démarche stratégique permettant d'atteindre les objectifs de la politique étrangère canadienne. Les programmes que gère l'Agence canadienne de développement international dans ces pays visent à favoriser le développement à long terme, en améliorant l'efficacité des institutions publiques et de la société, en favorisant la stabilité et la sécurité, et en appuyant la prestation de services clés. Cette activité de programme comprend également l'aide humanitaire apportée en réponse à des crises provoquées par l'homme ou à des catastrophes naturelles, qui consiste à garantir l'accès des populations touchées par la crise à des services d'urgence essentiels. Dans les deux cas, divers partenariats offrent la flexibilité et l'expertise nécessaires à une réponse la plus efficace possible.

Pays à revenu intermédiaire

Cette activité de programme vise à aborder les problèmes propres aux pays cherchant à devenir autonomes et ayant un revenu national brut (RNB) annuel par habitant équivalent ou supérieur à 935 \$ US, mais inférieur à 11 455 \$ US (données de 2007). Elle consiste à offrir une aide stratégique à un certain nombre de pays à revenu intermédiaire, et à mettre en œuvre des programmes en collaboration avec les institutions régionales afin de régler les problèmes transfrontaliers. Les besoins de chacun de ces pays varient considérablement, et les programmes de l'Agence canadienne de développement international sont adaptés en conséquence, mais consistent principalement à intervenir dans les secteurs

stratégiques associés aux priorités nationales, afin d'améliorer de façon durable la croissance économique, d'offrir des services sociaux et de créer des institutions démocratiques et imputables.

Engagement canadien

Cette activité de programme vise à appuyer les initiatives de développement international d'organisations canadiennes, à promouvoir le développement au Canada et à informer la population canadienne. Pour ce faire, l'Agence canadienne de développement international co-investit en utilisant différents mécanismes de prestation de services, de concert avec diverses organisations de la société civile canadienne et d'autres partenaires. À leur tour, ces organisations s'associent à des organisations de la société civile, à des gouvernements et au secteur privé dans les pays en développement, afin de renforcer leur capacité à offrir des programmes et des services qui appuient les résultats stratégiques de l'Agence canadienne de développement international. Au Canada, l'engagement du public se traduit par des activités d'éducation et de sensibilisation menées par des organisations non gouvernementales, des universités, des syndicats et des associations professionnelles du pays et par l'Agence canadienne de développement international elle-même en vue d'atteindre le grand public.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre de recherches pour le développement international

Résultat stratégique

Faire en sorte que les pays en développement accroissent leurs capacités de recherche et de proposer des solutions afin d'appuyer le développement durable et équitable, ainsi que la lutte contre la pauvreté.

Description des activités de programme

Recherche sur les défis en matière de développement

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) appuie des travaux de recherche dans les pays en développement afin d'en favoriser la croissance et le développement. Dans le domaine du développement international, les défis sont aussi variés que complexes, et la recherche et l'innovation constituent une part fondamentale de la solution. En vertu de son Cadre stratégique 2010-2015, le CRDI met l'accent sur les thèmes de recherche suivants : agriculture et environnement, science, technologie et innovation, politique sociale et économique, et santé et systèmes de santé. Chaque thème englobe des programmes qui cernent des problèmes de développement bien précis et qui en déterminent les solutions les plus prometteuses. Ces programmes appuient des travaux de recherche appliquée et des activités qui viennent consolider les champs de recherche concernés. Le CRDI réévalue continuellement le bien-fondé, le lieu et les modalités de son intervention afin d'en maximiser l'incidence. Les fonds sont octroyés aux programmes chaque année en fonction de ces priorités changeantes. Le CRDI travaille avec des chercheurs et des innovateurs de pays en développement, souvent en collaboration avec des chercheurs du Canada et d'ailleurs. La plupart des projets sont dirigés par des établissements de pays en développement, notamment des universités et des organismes de recherche et de la société civile. Le CRDI veille aussi à promouvoir la diffusion des

connaissances ainsi acquises auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions locales, novatrices et durables, qui offrent des choix aux personnes qui en ont le plus besoin et font changer les choses.

Capacité d'exécution, d'utilisation et de gestion de la recherche

Le CRDI investit aussi dans des travaux de recherche conçus pour aider les pays en développement à surmonter leurs difficultés. Pour contribuer à leur société, les chercheurs et les innovateurs des pays en développement ont besoin d'accéder au savoir mondial, de dialoguer avec leurs pairs et de faire connaître leur travail. Bref, ils ont besoin d'occasions de renforcer leur capacité d'exécution, d'utilisation et de gestion de la recherche. Ce programme soutient des projets et une assistance technique en ce qui concerne la conception et la méthodologie de la recherche, les communications et l'évaluation. De la formation et des spécialistes aident les chercheurs à concevoir leurs propres projets de recherche, à communiquer les résultats de leurs travaux et à contribuer aux efforts globaux de réduction de la pauvreté. Le CRDI travaille également à la création d'outils et de méthodes d'évaluation et appuie les milieux professionnels de l'évaluation dans les pays en développement. Ce programme met à contribution des professionnels de la recherche, des médias et de l'évaluation de pays en développement. Pour ce faire, il adopte une approche de « subventions à valeur ajoutée » visant à soutenir les travaux de recherche en matière de développement. Cette approche regroupe l'aide financière visant à créer de nouvelles possibilités, l'engagement des bénéficiaires au processus de recherche et les services d'intermédiaires qui contribuent à renforcer les liens entre la recherche et l'élaboration des politiques. Le travail du CRDI s'inscrit dans le cadre de l'aide internationale du Canada et est orienté par la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission mixte internationale (section canadienne)

Résultat stratégique

Prévention et/ou résolution prompte et efficace des différends possibles sous le régime du Traité des eaux limitrophes et de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs pour éviter et prévenir des répercussions nuisibles aux relations canado-américaines.

Description des activités de programme

Traité des eaux limitrophes

Émettre des ordonnances en réponse à des demandes d'approbation concernant l'utilisation, l'obstruction ou la dérivation des eaux coulant le long de la frontière ou qui la traversent, si les utilisations envisagées doivent influencer sur les niveaux ou les débits naturels de ces eaux de l'autre côté de la frontière; à la demande des gouvernements, des enquêtes peuvent être faites sur des questions particulières (renvois); et selon les dispositions du traité, prendre une décision exécutoire relativement à ces questions.

Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs

Évaluer les progrès vers la restauration et la conservation de l'intégrité chimique, physique et biologique des eaux de l'écosystème du bassin des Grands Lacs.

Commission de la capitale nationale

Résultat stratégique

Maximiser l'apport des terrains fédéraux et la programmation publique en développant une capitale qui est une source de fierté d'importance nationale.

Description des activités de programme

Gestion des biens immobiliers

La CCN gère et protège les biens physiques d'importance nationale dans la RCC, au bénéfice des générations futures de Canadiens. L'objectif consiste à améliorer le riche patrimoine culturel et l'excellent environnement naturel de la capitale du Canada, et à optimiser la contribution des nombreux terrains et bâtiments de la CCN, à l'appui des programmes et du mandat de cette dernière, tout en veillant à ce que ses biens soient dûment accessibles au public. L'actif et le passif environnementaux sont gérés de manière durable et responsable. La CCN possède plus de 470 kilomètres carrés de terrain, soit 10 p. 100 de la RCC, ainsi que 27 chemins et promenades, 570 kilomètres de sentiers, 1 639 bâtiments et 110 ponts. Elle gère aussi près de 650 baux ainsi que les opérations sur le terrain pour la plupart des organismes fédéraux de la RCC. Elle administre ses biens en appliquant des politiques et règlements pertinents et en utilisant un programme d'entretien et de remise en état fondé sur le cycle de vie. Voici ses fonctions relatives aux biens immobiliers : conserver et préserver les biens patrimoniaux, culturels et naturels les plus précieux de la capitale (y compris les résidences officielles); promouvoir et réglementer les activités publiques menées sur les terrains fédéraux; protéger et gérer les ressources naturelles; assurer la gestion environnementale; enfin, exécuter les services et programmes à caractère récréatif ou destinés aux visiteurs. Le cas échéant, les biens servent à générer un revenu s'ajoutant aux crédits fédéraux, à l'appui du travail de la CCN (p. ex., location à bail, permis d'utilisation de terrains). Des projets d'aménagement foncier

visent à mettre en valeur la capitale pour les générations futures. Cette activité englobe aussi l'acquisition de propriétés d'intérêt national et l'aliénation des biens excédentaires. Ces tâches sont menées en étroite collaboration avec les villes d'Ottawa et de Gatineau ainsi qu'avec des organismes fédéraux (p. ex., Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et la Gendarmerie royale du Canada). La CCN verse aussi des paiements tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et aux commissions scolaires au Québec. Les clients comprennent des personnalités politiques de marque (pour les résidences officielles), des organismes gouvernementaux à tous les niveaux, les visiteurs de la capitale, les résidents locaux et tous les Canadiens qui bénéficient d'une capitale intéressante.

Animation et promotion de la capitale

L'objectif consiste à susciter la fierté et à promouvoir l'unité, grâce à la programmation dans la capitale. Les principaux produits sont une série d'événements marquants (notamment la fête du Canada et le Bal de neige), des programmes d'interprétation et des activités commémoratives. De même, cette activité vise à mieux faire connaître la capitale partout au Canada, au moyen de campagnes nationales de marketing et de communications présentant la capitale comme un lieu où les Canadiens peuvent admirer le patrimoine, la culture et les réalisations de leur pays.

Planification, design et utilisation des sols

Cette activité guide l'utilisation et l'aménagement physique des terrains fédéraux, coordonne l'aménagement et assure l'excellence en design et en planification des terrains fédéraux, à la mesure du rôle et de l'importance de la capitale. Les produits comprennent des plans visionnaires à long terme, établis en consultation avec d'autres domaines de compétence et services chargés de la planification, pour guider l'utilisation, l'aménagement et la gestion des terrains de la capitale ainsi que la détermination de la masse des terrains d'intérêt national à préserver pour les générations futures. En vertu

de la *Loi sur la capitale nationale*, la CCN examine et approuve toutes les propositions de changements à l'utilisation des terrains et au design, de même que les cessions de terrains fédéraux dans la RCC, selon leur importance, l'environnement naturel et le patrimoine. La CCN élabore des stratégies et facilite la participation fédérale aux projets en matière de transport urbain et de transport en commun dans la RCC; elle participe aussi à des études conjointes menées avec des partenaires provinciaux et municipaux, pour résoudre les problèmes visant le transport interprovincial et urbain. Aussi, dans le cadre de ses programmes, elle gère les constructions à valeur patrimoniale, le paysage culturel et les biens et collections archéologiques et elle approuve les désignations des édifices patrimoniaux de la capitale. La clientèle visée par cette activité regroupe l'ensemble de la CCN, tous les organismes gouvernementaux intéressés à la RCC, les Canadiens et les autres visiteurs, ainsi que les organismes internationaux et privés qui bénéficient tous des avantages d'une capitale intéressante de calibre international.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	1 385 027 770	...	...	1 385 027 770	1				
					1b				
...	...	6 353 680	...	6 353 680	1c				
...	...		1	1					
...	...		6 000	6 000					
...	...		106 900	106 900					
...	...		587 700	587 700					
...	...		2 111 700	2 111 700					
...	...		94 200	94 200					
...	...		141 076	141 076					
...	...		138 800	138 800					
...	...		328 200	328 200					
...	...		9 222 873	9 222 873					
...	...		891 200	891 200					
...	...		118 600	118 600					
...	...		2 532 311	2 532 311					
...	...		30 000	30 000					
...	...		133 480	133 480					
...	...		48 990 816	48 990 816					
...	...		44 746 633	44 746 633					
...	...		(208 900)	(208 900)					
...	...		(10 295 700)	(10 295 700)					
...	...		(15 000)	(15 000)					
...	...		(222 300)	(222 300)					
...	...		(150 000)	(150 000)					

Ministère

Dépenses de fonctionnement

Virement de 2 532 000 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 111 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 891 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 587 700 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 328 200 \$ de crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 138 800 \$ du crédit 1 (Conseil privé), de 118 600 \$ du crédit 20 (Agriculture et Agroalimentaire), de 106 900 \$ du crédit 1 (Santé), de 94 756 \$ du crédit 1 (Transports), de 30 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), et de 6 000 \$ du crédit 1 (Finances)

Virement de 9 222 873 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 94 200 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 46 320 \$ du crédit 1 (Transports)

Virement du :

crédit 1 (Finances)
 crédit 1 (Santé)
 crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)
 crédit 1 (Défense nationale)
 crédit 1 (Ressources naturelles)
 crédit 1 (Transports)
 crédit 1 (Conseil privé)
 crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)
 crédit 5
 crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)
 crédit 20 (Agriculture et Agroalimentaire)
 crédit 30
 crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile)
 CT, crédit 15 ⁽¹⁾
 CT, crédit 25 ⁽¹⁾
 CT, crédit 30 ⁽¹⁾

Virement au :

crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)
 crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)
 crédit 1 (Industrie)
 crédit 1 (Défense nationale)
 crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)

...	1	...	...	1	15	Fond renouvelable du Bureau des passeports—En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.C. (1985), ch. R-8), pour modifier le paragraphe 4(3) de cette Loi afin d'augmenter de 4 000 000 \$ à 131 204 000 \$, à compter du 1 ^{er} avril 2011 et jusqu'au 31 mars 2012, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes pour Passeport Canada				
...	...	1	...	1	15b	Fond renouvelable du Bureau des passeports—En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.C. (1985), ch. R-8), pour modifier le paragraphe 4(3) de cette Loi afin d'augmenter de 4 000 000 \$ à 131 204 000 \$, à compter du 1 ^{er} avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes pour Passeport Canada				
...	1	1	...	2		Total—Crédit 15	...	2	...	...
...	...	1	...	1	17b	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada—Virement de 70 140 000 \$ du crédit 20 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	70 140 000	70 140 000		Virement du crédit 20 (Conseil du Trésor)				
...	...	1	70 140 000	70 140 001		Total—Crédit 17b	59 841 306	10 298 695	...	...
...	92 990 473	...	(2 948 818)	90 041 655	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	90 041 655	...	...	92 907 500
...	77 516	...	334	77 850	(S)	Ministre des Affaires étrangères—Traitement et allocation pour automobile	77 850	...	...	77 638
...	77 516	...	(293)	77 223	(S)	Ministre du Commerce international—Traitement et allocation pour automobile	77 223	...	...	77 638
...	2 000	...	20	2 020	(S)	Ministre d'État—Allocation pour automobile	2 020	...	...	2 122
...	250 000	...	(162 226)	87 774	(S)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	87 774	...	...	83 466
31 145 186	45 424 000	...	(45 424 000)	31 145 186	(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada				
...	...	...	127 204 000	127 204 000		Augmentation du montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes				
31 145 186	45 424 000	...	81 780 000	158 349 186		Total	19 528 819	...	138 820 367	16 791 745
...	...	...	189	189	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	189	...	...	3 216
995 908	...	...	2 183 372	3 179 280	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 017 379	...	161 901	938 591
...	...	...	2 206 688	2 206 688	(S)	Pertes sur opérations de change	2 206 688	...	...	3 355 047
...	...	...	2 434	2 434	(S)	Montants adjugés par une cour	2 434	...	...	10 937
...	...	...	...	...	(S)	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	104 163
32 141 094	2 615 047 211	13 914 817	245 742 292	2 906 845 414		Total budgétaire	2 482 465 566	285 397 580	138 982 268	2 705 551 600

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
					L11	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits. Limite 38 200 000 \$ (Net)				
16 388 659	...	...	...	16 388 659			291 125	...	16 097 534	1 267 431
					L12	Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la Loi des subsides n° 2 de 1954, modifié par le crédit L12 de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990. Limite 50 000 000 \$ (Net)				
11 502 987	...	...	...	11 502 987			1 564 333	...	9 938 654	12 446 293
					(S)	(L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la Loi sur le développement des exportations, article 11. Limite 3 000 000 000 \$ (Brut)	...	...	1 666 800 000	...
1 666 800 000	...	...	...	1 666 800 000			...	...	1 666 800 000	...
					(S)	(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net)	...	...	98 559 337 372	...
99 485 350 679	...	...	(926 013 307)	98 559 337 372			...	...	98 559 337 372	...
101 180 042 325	...	...	(926 013 307)	100 254 029 018		Total non budgétaire	1 855 458	...	100 252 173 560	13 713 724
						Total du ministère—				
						Budgétaire	2 482 465 566	285 397 580	138 982 268	2 705 551 600⁽⁵⁾
32 141 094	2 615 047 211	13 914 817	245 742 292	2 906 845 414		Non budgétaire	1 855 458	...	100 252 173 560	13 713 724⁽⁵⁾
101 180 042 325	...	...	(926 013 307)	100 254 029 018						
						Corporation commerciale canadienne				
...	15 481 540	...	...	15 481 540	20	Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 481 540	...	...	15 481 541
					(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, article 11. Limite 10 000 000 \$ (Net)	...	...	10 000 000	...
10 000 000	...	...	...	10 000 000			...	...	10 000 000	...
						Total de l'organisme—				
						Budgétaire	15 481 540	...	...	15 481 541
10 000 000	15 481 540	...	...	15 481 540		Non budgétaire	...	...	10 000 000	...
						Agence canadienne de développement international				
...	200 901 545	...	...	200 901 545	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	22 418	...	22 418	25c	Virement de 30 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	30 000	30 000		Virement du : crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	88 859	88 859		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	4 124 233	4 124 233		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	19 704 883	19 704 883		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				

...	...	...	(4 908 565)	(4 908 565)	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	200 901 545	22 418	19 039 410	219 963 373	Total—Crédit 25	211 491 438	8 471 935	...	217 227 267
...	2 958 149 605	...	...	2 958 149 605	30 Subventions et contributions				
...	...	5 000 000	...	5 000 000	30b Subventions et contributions				
...	...	355 529 000	...	355 529 000	30c Virement de 4 029 700 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	4 029 700	4 029 700	Virement du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(2 532 311)	(2 532 311)	Virement au : crédit 1				
...	...	...	(600 000)	(600 000)	crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)				
...	...	...	(420 047)	(420 047)	crédit 10				
...	2 958 149 605	360 529 000	477 342	3 319 155 947	Total—Crédit 30	3 278 588 220	40 567 727	...	3 043 827 527
384 594 510	...	...	...	384 594 510	(S) ⁽³⁾ Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 \$ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan	81 546 151	...	303 048 359	48 790 835
...	27 047 538	...	(91 650)	26 955 888	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	26 955 888	...	...	27 365 616
...	77 516	...	20	77 536	(S) Ministre de la Coopération internationale—Traitement et allocation pour automobile	77 536	...	...	77 638
...	248 113 000	37 500 000	(30 574)	285 582 426	(S) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>	285 582 426	...	...	249 133 809
...	...	22 926 021	...	22 926 021	(S) En vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i> , un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, d'un montant ne devant pas dépasser 22 926 021 \$	22 926 021	...	...	20 258 857
...	...	...	6 874	6 874	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 874	...	...	6 097
...	...	...	20 088 735	20 088 735	(S) Pertes sur opérations de change	20 088 735	...	...	32 026 657
...	...	...	258	258	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	258	...	...	1 691
384 594 510	3 434 289 204	420 977 439	39 490 415	4 279 351 568	Total budgétaire	3 927 263 547	49 039 662	303 048 359	3 638 715 994
					Fonds d'institutions financières internationales				
...	1	...	...	1	L35 Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 248 113 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du Fonds d'institutions financières internationales				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
					L35c	Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 285 613 000 \$ (248 113 000 \$ + \$37 500 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du Fonds d'institutions financières internationales					
...	...	1	...	1							
...	1	1	...	2							
					Total—Crédit L35	...	2	...	...
					L40	Conformément à l'alinéa 3 c) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne la participation à l'augmentation générale du capital des institutions financières internationales en vue de surmonter la crise économique mondiale et de répondre aux besoins à long terme de développement en Afrique, dans les Amériques, en Asie et dans les Caraïbes, ne doit pas être supérieur, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, à 82 176 248 \$US soit un montant équivalent, en date du 24 septembre 2010, à 84 279 960 \$CAN					
...	1	...	...	1					
					L40c	Conformément à l'alinéa 3 c) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, en ce qui concerne la participation à l'augmentation générale du capital des institutions financières internationales en vue de surmonter la crise économique mondiale et de répondre aux besoins à long terme de développement en Afrique, dans les Amériques, en Asie et dans les Caraïbes, ne doit pas être supérieur, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, à 110 411 457 \$US (82 176 248 \$US + 28 235 209 \$US), soit un montant équivalent à 112 931 558 \$CAN (84 279 960 \$CAN + 28 651 598 \$CAN)					
...	...	1	...	1							
...	1	1	...	2							
					Total—Crédit L40	...	2	...	...

...	84 279 960	28 651 598	...	112 931 558	(S) (L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales—Souscription au capital	107 870 472	5 061 086	...	35 496 210
					Banque africaine de développement				
5 844 821 136	...	...	(2 367 419 889)	3 477 401 247	(S) (L) Autorisation de souscrire pour 227 656 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
...	...	...	90 415 270	90 415 270	Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
5 844 821 136	...	...	(2 277 004 619)	3 567 816 517	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
					Total ⁽⁴⁾	3 567 816 517	...
					Banque de développement des Caraïbes				
118 686 924	...	...	...	118 686 924	(S) (L) Autorisation de souscrire pour 20 294 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
...	...	...	3 415 187	3 415 187	Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
118 686 924	...	...	3 415 187	122 102 111	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
					Total ⁽⁴⁾	122 102 111	...
					Banque asiatique de développement				
6 240 199 681	...	...	...	6 240 199 681	(S) (L) Autorisation de souscrire pour 527 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
...	...	...	162 382 357	162 382 357	Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
6 240 199 681	...	...	162 382 357	6 402 582 038	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
					Total ⁽⁴⁾	6 402 582 038	...
					Banque interaméricaine de développement				
7 627 075 936	...	...	...	7 627 075 936	(S) (L) Autorisation de souscrire pour 655 377 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
					Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	259 254 947	259 254 947					
7 627 075 936	...	...	259 254 947	7 886 330 883	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
...	...	...	...	...	Total ⁽⁴⁾	7 886 330 883	...
19 830 783 677	84 279 962	28 651 600	(1 851 952 128)	18 091 763 111	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	245 476 248
					Total non budgétaire	107 870 472	5 061 090	17 978 831 549	280 972 458
					Total de l'organisme—				
384 594 510	3 434 289 204	420 977 439	39 490 415	4 279 351 568	Budgétaire	3 927 263 547	49 039 662	303 048 359	3 638 715 994
19 830 783 677	84 279 962	28 651 600	(1 851 952 128)	18 091 763 111	Non budgétaire	107 870 472	5 061 090	17 978 831 549	280 972 458
					Exportation et développement Canada (Compte du Canada) ⁽⁵⁾				
					(S) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch.33) ⁽⁶⁾				
...	500 000	...	(500 000)	...	Virement de l'autorisation non budgétaire ⁽⁶⁾				
...	...	...	47 284 811	47 284 811	Total de l'autorisation budgétaire reliée à l'article 24 (Net) ⁽⁶⁾	47 284 811	...	...	(50 952 799)
...	...	...	7 053 101	7 053 101	(S) Frais administratif	7 053 101	...	...	7 127 601
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	180 061 061
...	500 000	...	53 837 912	54 337 912	Total budgétaire	54 337 912	...	...	136 235 863
					(S) (L) L'autorisation maximale de 20 000 000 000 \$ en vertu de l'article 24 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23 ⁽⁶⁾				
14 606 022 092	363 300 000	(1 594 000 000)	1 341 643 594	14 716 965 686	Moins : partie budgétaire de l'autorisation (voir ci-dessus) ⁽⁶⁾				
...	...	...	(47 284 811)	(47 284 811)	Total de l'autorisation non budgétaire reliée à l'article 24 (Net) ⁽⁶⁾	(1 785 449 376)	...	16 455 130 251	(1 587 758 683)
14 606 022 092	363 300 000	(1 594 000 000)	1 294 358 783	14 669 680 875	Total de l'organisme—				
...	500 000	...	53 837 912	54 337 912	Budgétaire	54 337 912	...	...	136 235 863 ⁽⁵⁾
14 606 022 092	363 300 000	(1 594 000 000)	1 294 358 783	14 669 680 875	Non budgétaire	(1 785 449 376)	...	16 455 130 251	(1 587 758 683) ⁽⁵⁾

					Centre de recherches pour le développement international					
...	207 370 244	...	...	207 370 244	45	Versements au Centre de recherches pour le développement international				
...	...	861 700	...	861 700	45b	Virement de 1 200 000 \$ du crédit 25 (Santé), de 925 926 \$ du crédit 80 (Industrie), de 648 148 \$ du crédit 95 (Industrie), de 175 705 \$ du crédit 40 (Santé), de 74 074 \$ du crédit 75 (Industrie) et de 51 852 \$ du crédit 90 (Industrie)				
...	...	27 500 000	...	27 500 000	45c	Versements au Centre de recherches pour le développement international				
...	...	...	1 200 000	1 200 000		Virement du : crédit 25 (Santé)				
...	...	...	175 705	175 705		crédit 40 (Santé)				
...	...	...	74 074	74 074		crédit 75 (Industrie)				
...	...	...	925 926	925 926		crédit 80 (Industrie)				
...	...	...	51 852	51 852		crédit 90 (Industrie)				
...	...	...	648 148	648 148		crédit 95 (Industrie)				
...	...	...	(900 000)	(900 000)		Virement au crédit 20 (Santé)				
...	207 370 244	28 361 700	2 175 705	237 907 649		Total—Crédit 45	237 907 649	...	...	195 917 432
...	207 370 244	28 361 700	2 175 705	237 907 649		Total de l'organisme—Budgétaire	237 907 649	...	...	195 917 432
Commission mixte internationale (section canadienne)										
...	7 674 349	...	...	7 674 349	50	Dépenses du programme				
...	...	...	2 332	2 332		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	390 268	390 268		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	266 084	266 084		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	7 674 349	...	658 684	8 333 033		Total—Crédit 50	7 577 459	755 574	...	8 148 135
...	596 943	...	(123 306)	473 637	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	473 637	...	...	454 935
...	8 271 292	...	535 378	8 806 670		Total de l'organisme—Budgétaire	8 051 096	755 574	...	8 603 070
Commission de la capitale nationale ⁽⁷⁾										
...	...	3 070 000	...	3 070 000	52b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement—Virement de 65 157 730 \$ du crédit 40 (Transports), de 450 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 330 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	1	...	1	52c	Virement de 807 000 \$ du crédit 54 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 100 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	450 000	450 000		Virement du : crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	100 000	100 000		crédit 5				
...	...	...	330 000	330 000		crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	65 157 730	65 157 730		crédit 40 (Transports)				
...	...	...	807 000	807 000		crédit 54				
...	...	...	1 195 175	1 195 175		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	13 241 104	13 241 104		Virement de Transports pour fins de présentation				
...	...	3 070 001	81 281 009	84 351 010		Total—Crédit 52	84 289 995	61 015	...	83 467 313

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
					54b					
...	...	230 000	...	230 000	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital—Virement de 27 778 875 \$ du crédit 45 (Transports)					
...	...	...	27 778 875	27 778 875	Virement du crédit 45 (Transports)				
...	...	...	(807 000)	(807 000)	Virement au crédit 52				
...	...	...	4 184 125	4 184 125	Virement de Transports pour fins de présentation				
...	...	230 000	31 156 000	31 386 000	Total—Crédit 54	23 196 101	8 189 899	...	74 848 001	
...	...	3 300 001	112 437 009	115 737 010	Total de l'organisme—Budgétaire	107 486 096	8 250 914	...	158 315 314⁽⁷⁾	
416 735 604	6 280 959 491	466 553 957	454 218 711	7 618 467 763	Total du portefeuille ministériel—	6 832 993 406	343 443 730	442 030 627	6 858 820 814⁽⁷⁾	
135 626 848 094	447 579 962	(1 565 348 400)	(1 483 606 652)	133 025 473 004	Budgétaire	(1 675 723 446)	5 061 090	134 696 135 360	(1 293 072 501)	
					Non budgétaire					

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

(3) Le crédit 32c sous l'Agence canadienne de développement international a été approuvé par le Parlement dans la *Loi de crédits n° 5 pour 2009-2010*. Ce crédit octroyait l'autorité législative, conformément à l'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044 \$ dans les exercices ultérieurs.

(4) Comprend le montant équivalent en dollars canadiens du nombre total d'actions remboursables sur demande de toutes les ententes originales.

(5) Exportation et développement Canada (Compte du Canada) a été incluse au sein des Affaires étrangères et Commerce international lorsque le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce international ont été fusionnés en 2006. Exportation et développement Canada (Compte du Canada) aurait dû être une organisation distincte; par conséquent, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 136 235 863 \$ (budgétaire) et de (1 587 758 683) \$ (non budgétaire).

(6) Conformément aux articles 23 et 24 de la *Loi sur le développement des exportations*, l'autorisation maximale de 20 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer le développement des exportations. Cette augmentation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est présentée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.

(7) En vertu du décret C.P. 2011-0583, le ministre des Affaires étrangères, membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été désigné ministre responsable de la *Loi sur la capitale nationale*, à compter du 18 mai 2011. Avant le transfert, des dépenses de 17 425 229 \$ ont été approuvées par le ministre des Transports. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 158 315 314 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Diplomatie et défense des intérêts	350 867 849	316 536 412	719 536	712 010	872 296 335	755 913 683	13 000 000	9 572 360	...	...	1 210 883 720	1 063 589 745
Conseils stratégiques et intégration des politiques internationales	86 149 265	80 188 826	938 895	886 572	19 150 185	18 224 762	...	...	...	...	106 238 345	99 300 160
Gouvernance, orientations stratégiques et prestation de services communs—												
Budgétaire	586 341 400	538 061 299	208 278 782	149 328 202	...	25 000	38 100 000	32 823 386	...	...	756 520 182	654 591 115
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	27 891 646	1 855 458	27 891 646	1 855 458
Prestations du gouvernement du Canada	223 854 480	211 928 150	...	...	87 774	87 774	...	...	...	...	223 942 254	212 015 924
Commerce international—												
Budgétaire	166 741 242	159 125 875	660 024	642 740	7 987 363	7 686 020	3 050 000	...	...	...	172 338 629	167 454 635
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	100 226 137 372	...	100 226 137 372	...
Affaires consulaires et gestion des urgences	67 346 585	65 142 053	6 372 269	6 354 777	...	...	4 250 000	3 537 033	...	...	69 468 854	67 959 797
Passeport Canada—Organisme de service spécial (Fonds renouvelable)	442 046 568	313 170 152	...	...	...	...	283 697 380	293 641 333	...	...	158 349 188	19 528 819
Services internes	198 308 651	188 667 271	10 770 591	9 358 100	25 000	...	...	...	...	...	209 104 242	198 025 371
Sous-total—												
Budgétaire	2 121 656 040	1 872 820 038	227 740 097	167 282 401	899 546 657	781 937 239	342 097 380	339 574 112	...	...	2 906 845 414	2 482 465 566
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	100 254 029 018	1 855 458	100 254 029 018	1 855 458
Revenus affectés aux dépenses	(342 097 380)	(339 574 112)	...	...	...	...	(342 097 380)	(339 574 112)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	1 779 558 660	1 533 245 926	227 740 097	167 282 401	899 546 657	781 937 239	...	...	...	...	2 906 845 414	2 482 465 566
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	100 254 029 018	1 855 458	100 254 029 018	1 855 458
Corporation commerciale canadienne—												
Budgétaire	15 481 540	15 481 540	...	...	...	...	...	...	...	...	15 481 540	15 481 540
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000 000	...	10 000 000	...
Agence canadienne de développement international												
Engagement à l'échelle mondiale et politique stratégique—												
Budgétaire	45 648 318	44 539 062	...	...	1 534 068 609	1 534 068 609	...	...	...	...	1 579 716 927	1 578 607 671
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	18 091 763 111	107 870 472	18 091 763 111	107 870 472
Pays à faible revenu	432 283 130	126 094 363	...	...	772 307 647	747 292 333	...	...	...	...	1 204 590 777	873 386 696

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Pays fragiles et collectivités touchées par les crises	23 395 388	22 826 879	...	...	780 374 442	765 374 442	...	...	...	...	803 769 830	788 201 321
Pays à revenu intermédiaire	23 623 706	23 049 649	...	...	274 034 139	274 034 139	...	...	...	...	297 657 845	297 083 788
Engagement canadien	16 392 797	15 994 451	...	...	266 879 557	266 327 144	...	...	...	...	283 272 354	282 321 595
Services internes	110 343 835	107 662 476	...	...	...	...	...	...	...	...	110 343 835	107 662 476
Total de l'organisme—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Budgétaire	651 687 174	340 166 880	...	...	3 627 664 394	3 587 096 667	...	...	...	...	4 279 351 568	3 927 263 547
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	18 091 763 111	107 870 472	18 091 763 111	107 870 472
Exportation et développement												
Canada (Compte du Canada)—												
Budgétaire	7 053 101	7 053 101	...	...	47 284 811	47 284 811	...	...	...	...	54 337 912	54 337 912
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	14 669 680 875	(1 785 449 376)	14 669 680 875	(1 785 449 376)
Centre de recherches pour le développement international—												
Budgétaire	237 907 649	237 907 649	...	...	...	...	...	...	...	...	237 907 649	237 907 649
Commission mixte internationale (section canadienne)												
Traité des eaux limitrophes	6 607 158	6 084 112	...	...	...	...	...	...	...	...	6 607 158	6 084 112
Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	2 199 512	1 966 984	...	...	...	...	...	...	...	...	2 199 512	1 966 984
Total de l'organisme—Budgétaire	8 806 670	8 051 096	...	...	...	...	...	...	...	...	8 806 670	8 051 096
Commission de la capitale nationale—												
Budgétaire	84 351 010	107 486 096	31 386 000	...	...	...	...	...	...	...	115 737 010	107 486 096
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	2 784 845 804	2 249 392 288	259 126 097	167 282 401	4 574 495 862	4 416 318 717	...	...	...	...	7 618 467 763	6 832 993 406
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	133 025 473 004	(1 675 723 446)	133 025 473 004	(1 675 723 446)

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
...	30 000 000	...	(10 169 045)	19 830 955	Subventions à l'appui du Fonds pour la paix mondiale et la sécurité et de ses sous-programmes	13 113 337	6 717 618	...	25 987 677
...	13 516 000	...	...	13 516 000	Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	13 378 864	137 136	...	12 611 308
...	9 910 000	...	(3 000 000)	6 910 000	Subventions dans le domaine des relations avec les universités	5 083 956	1 826 044	...	7 629 778
...	7 970 000	...	...	7 970 000	Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	7 970 000	...	...	4 878 525
...	7 000 000	3 500 000	(286 714)	10 213 286	Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	10 213 286	...	...	6 999 010
...	4 873 000	...	...	4 873 000	Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	4 873 000	...	...	4 873 000
...	250 000	...	(162 226)	87 774	(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	87 774	...	...	83 466
...	125 000	...	...	125 000	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour aider les États en développement à préparer leurs demandes à la Commission des limites du plateau continental	...	125 000	...	...
...	76 000	...	1 017 936	1 093 936	Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	956 265	137 671	...	907 744
...	60 000	...	...	60 000	Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	59 832	168	...	60 000
...	30 000	...	...	30 000	Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	30 000	...	...	30 000
...	25 000	...	...	25 000	Association de la communauté du service extérieur	25 000	...	...	25 000
...	...	...	...	...	Subvention au gouvernement d'Haïti	...	...	...	620 412
...	73 835 000	3 500 000	(12 600 049)	64 734 951	Total—Subventions	55 791 314	8 943 637	...	64 705 920
Contributions									
Paiements de quote-parts aux organisations internationales :									
...	271 507 364	...	(593 719)	270 913 645	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (256 235 715 \$US)	227 422 089	43 491 556	...	251 638 452
...	118 065 937	...	(6 018 697)	112 047 240	Organisation des Nations Unies (111 425 007 \$US)	83 512 244	28 534 996	...	93 321 799
...	26 892 585	...	...	26 892 585	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)—Administration civile (19 755 076 euros)	23 891 889	3 000 696	...	18 094 945
...	16 652 070	...	(50 122)	16 601 948	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (15 715 430 \$US)	16 560 365	41 583	...	14 639 249
...	15 781 285	...	...	15 781 285	Organisation mondiale de la santé (14 893 625 \$US)	15 225 546	555 739	...	14 736 994

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs			Employées au cours de l'exercice	Écart	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	14 037 527	...	...	14 037 527	Agence internationale de l'énergie atomique (8 455 611 euros) (2 384 527 \$US)	13 739 122	298 405	...	13 215 480
...	13 726 002	...	...	13 726 002	Organisation internationale du travail (13 091 833 francs suisses)	12 456 949	1 269 053	...	12 142 707
...	13 390 663	...	72 238	13 462 901	Organisation internationale de la Francophonie (9 836 673 euros)	13 436 602	26 299	...	14 410 272	
...	11 894 444	...	5 653 297	17 547 741	Organisation des états américains (11 225 409 \$US)	17 484 284	63 457	...	10 720 433	
...	11 847 523	...	...	11 847 523	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (4 508 145 \$US) (5 194 073 euros)	11 702 264	145 259	...	9 961 696
...	11 541 811	...	...	11 541 811	Organisation de coopération et de développement économiques (8 478 522 euros)	11 523 208	18 603	...	11 757 951
...	11 395 496	...	...	11 395 496	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (8 371 040 euros)	10 774 261	621 235	...	10 735 425
...	7 075 717	...	...	7 075 717	Organisation mondiale du commerce (6 748 805 francs suisses)	6 255 525	820 192	...	6 029 321
...	6 457 043	...	418 247	6 875 290	Cour pénale internationale (4 743 292 euros)	6 836 241	39 049	...	6 379 183	
...	5 106 170	...	28 500	5 134 670	Secrétariat du Commonwealth (3 118 462 livres sterling)	5 012 428	122 242	...	4 957 962	
...	4 011 354	...	...	4 011 354	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (3 785 725 \$US)	3 322 281	689 073	...	3 736 636
...	3 808 971	...	63 580	3 872 551	Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (1 405 545 \$US) (1 704 000 euros)	3 861 281	11 270	...	3 641 689	
...	3 342 168	...	(63 580)	3 278 588	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (3 455 130 euros)	2 806 435	472 153	...	2 633 291	
...	1 858 000	...	275 000	2 133 000	Organisation de l'aviation civile internationale	2 132 459	541	...	2 068 694	
...	1 581 067	...	...	1 581 067	Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 492 136 \$US)	1 480 512	100 555	...	1 352 746
...	1 334 079	...	(95 789)	1 238 290	Programme du Commonwealth pour la jeunesse (814 754 livres sterling)	967 093	271 197	...	1 278 680	
...	1 322 687	...	...	1 322 687	Agence internationale de l'énergie (971 635 euros)	1 122 615	200 072	...	1 148 005
...	1 235 006	...	(48 500)	1 186 506	Fondation du Commonwealth (754 248 livres sterling)	1 130 988	55 518	...	1 184 412	
...	1 141 310	...	(53 297)	1 088 013	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto (838 397 euros)	1 037 258	50 755	...	900 463	
...	559 651	...	...	559 651	Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (411 115 euros)	523 550	36 101	...	547 415
...	538 126	...	31 000	569 126	Tribunal international du droit de la mer (395 303 euros)	558 889	10 237	...	473 261	
...	535 532	...	45 772	581 304	Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (505 409 \$US)	535 532	45 772	...	568 095	
...	503 188	...	1 351	504 539	Organisation mondiale des douanes (369 638 euros)	504 539	...	...	493 565
...	485 749	...	5 255	491 004	Convention sur la diversité biologique (458 427 \$US)	487 120	3 884	...	415 736	
...	477 767	...	18 898	496 665	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (455 693 francs suisses)	493 666	2 999	...	482 864	
...	433 047	...	...	433 047	Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (408 689 \$US)	190 146	242 901	...	1 499

...	412 049	...	(1 351)	410 698	Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (302 688 euros)	396 952	13 746	...	382 146
...	348 295	...	...	348 295	Organisation maritime internationale (212 712 livres sterling)	322 385	25 910	...	325 674
...	295 241	...	...	295 241	Autorité internationale des fonds marins (278 634 \$US)	274 371	20 870	...	265 940
...	184 912	...	5 333	190 245	Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements trans-frontières de déchets dangereux et de leur élimination (174 511 \$US)	186 698	3 547	...	174 709
...	182 039	...	53	182 092	Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (171 800 \$US)	181 390	702	...	176 035
...	179 876	...	...	179 876	Organisation de coopération et de développement économique—Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (132 135 euros)	179 822	54	...	190 030
...	164 481	...	150 000	314 481	La convention de Vienne et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (155 229 \$US)	292 208	22 273	...	17 843
...	88 123	...	88 629	176 752	Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (83 1 \$US)	88 629	88 123	...	84 204
...	70 192	...	20 000	90 192	Entente de Wassenaar (51 562 euros)	88 195	1 997	...	85 548
...	69 074	...	...	69 074	Cour permanente d'arbitrage (50 741 euros)	56 453	12 621	...	41 565
...	64 810	...	43 552	108 362	Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (31 771 184 CFA)	108 362	...	...	115 960
...	29 367	...	4 350	33 717	Organisations internationales de produits de base (21 573 euros)	33 351	366	...	31 393
...	15 244	...	...	15 244	Commission internationale d'établissement des faits (14 539 francs suisses)	10 609	4 635	...	12 591
...	87 480 000	...	5 388 496	92 868 496	Contributions, dans le cadre du Programme de partenariat mondial visant la destruction, l'élimination et la mise en sécurité des armes et des matières de destruction massive, ainsi que l'expertise connexe	92 865 815	2 681	...	111 459 907
...	78 396 000	...	(12 501 863)	65 894 137	Fonds pour la paix mondiale et la sécurité	50 715 967	15 178 170	...	99 723 020
...	20 000 000	...	(5 440 392)	14 559 608	Programme d'investissements coopératifs	3 780 281	10 779 327	...	5 950 612
...	8 851 782	2 061 132	15 427 355	26 340 269	Contributions au Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	26 145 282	194 987	...	19 836 463
...	8 007 627	...	7 425 000	15 432 627	Contributions dans le domaine des relations avec les universités	15 360 197	72 430	...	9 963 328
...	8 000 000	...	600 000	8 600 000	Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	8 263 318	336 682	...	8 499 971
...	7 300 000	...	1 807 163	9 107 163	Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	8 949 056	158 107	...	13 179 994
...	6 037 363	...	(52 140)	5 985 223	Programme de soutien au commerce mondial	5 683 880	301 343	...	5 442 501
...	1 000 000	...	(300 000)	700 000	Volet nordique de la politique étrangère du Canada	495 062	204 938	...	689 989
...	529 000	1	150 000	679 001	Accords environnementaux internationaux	678 121	880	...	985 286
...	...	...	12 000 000	12 000 000	Programme de lutte contre la drogue en Afghanistan	12 000 000	...	...	...
...	...	2 000 000	2 140	2 002 140	Programme de partenariats internationaux en science et technologie	2 002 140	...	...	1 000 000
...	806 244 814	4 061 133	24 505 759	834 811 706	Total—Contributions	726 145 925	108 665 781	...	792 303 629
...	880 079 814	7 561 133	11 905 710	899 546 657	Total du ministère	781 937 239	117 609 418	...	857 009 549⁽¹⁾

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses						
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Agence canadienne de développement international								
Subventions								
Subventions pour la programmation multilatérale :								
Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition								
...	1 743 427 100	345 269 000	(111 186 878)	1 977 509 222	1 962 509 222	15 000 000	...	1 892 610 109
Subventions pour la programmation de partenariat :								
Subventions pour les programmes, les projets et les activités d'aide au développement destinés à appuyer des initiatives liées au développement et à la participation du public ou visant à augmenter la sensibilisation, la compréhension et l'engagement des Canadiens à l'égard du développement, et subventions pour les programmes, les projets et les activités d'éducation et de formation au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition								
...	23 900 000	...	(9 672 188)	14 227 812	14 227 812	...	...	9 577 500
Subventions pour la programmation bilatérale :								
Subventions pour la coopération avec d'autres pays donateurs au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition								
...	8 700 000	5 000 000	(9 026 806)	4 673 194	4 673 194	...	...	4 863 184
...	1 776 027 100	350 269 000	(129 885 872)	1 996 410 228	1 981 410 228	15 000 000	...	1 907 050 793
Total—Subventions								
Contributions								
Contributions pour la programmation bilatérale :								
Contributions pour l'aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées en vertu d'une autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, contributions pour la coopération avec les pays en transition et contributions à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition								
...	911 267 922	(289 740 000)	143 413 542	764 941 464	739 926 150	25 015 314	...	891 030 467

					Contributions pour la programmation de partenariat :				
					Contributions pour les programmes, les projets et les activités d'aide au développement destinés à appuyer des initiatives liées au développement et à la participation du public ou visant à augmenter la sensibilisation, la compréhension et l'engagement des Canadiens à l'égard du développement, et contributions pour les programmes, les projets et les activités d'éducation et de formation au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition	250 518 510	552 413	...	225 515 509
...	267 191 789	...	(16 120 866)	251 070 923					
					Contributions pour la programmation multilatérale :				
					Contributions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes, de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition	306 733 332	...	...	20 230 758
...	3 662 794	300 000 000	3 070 538	306 733 332					
...	1 182 122 505	10 260 000	130 363 214	1 322 745 719	Total—Contributions	1 297 177 992	25 567 727	...	1 136 776 734
Autres paiements de transfert									
					(S) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>	285 582 426	...	...	249 133 809
...	248 113 000	37 500 000	(30 574)	285 582 426					
					(S) Paiements à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, en vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i>	22 926 021	...	...	20 258 857
...	...	22 926 021	...	22 926 021					
...	248 113 000	60 426 021	(30 574)	308 508 447	Total—Autres paiements de transfert	308 508 447	...	...	269 392 666
...	3 206 262 605	420 955 021	446 768	3 627 664 394	Total de l'organisme	3 587 096 667	40 567 727	...	3 313 220 193
Exportation et développement Canada (Compte du Canada) ⁽¹⁾									
Autres paiements de transfert									
					(S) Versement de prêts à des conditions de faveur pour faciliter et développer le commerce entre le Canada et les pays étrangers	(6 272 696)	...	...	(50 952 799)
...	500 000	...	(6 772 696)	(6 272 696)					
					(S) Renonciation de prêts non-budgétaires en vertu de l'article 23 (6) de la Loi sur le développement des exportations	53 557 507	...	...	...
...	...	...	53 557 507	53 557 507					
...	500 000	...	46 784 811	47 284 811	Total de l'organisme	47 284 811	...	...	(50 952 799) ⁽¹⁾
...	4 086 842 419	428 516 154	59 137 289	4 574 495 862	Total du portefeuille ministériel	4 416 318 717	158 177 145	...	4 119 276 943

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés puisque Exportation et développement Canada (Compte du Canada) est désormais présentée séparément.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère				Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Commerce international			
Diplomatie et défense des intérêts				Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger	...	11 123 370	10 380 063
Programme d'échanges internationaux visant la jeunesse	13 000 000	9 572 360	8 033 098	Total du ministère—			
Gouvernance, orientations stratégiques et prestation de services communs				Budgétaire	342 097 380	339 574 112	308 585 703
Services immobiliers à l'étranger (co-location)	24 000 000	21 188 974	17 108 181	Non budgétaire	...	11 123 370	10 380 063
Services internationaux de télécommunication	5 000 000	5 157 858	3 893 390	Exportation et développement Canada (Compte du Canada) ⁽¹⁾			
Services de formation par l'Institut canadien du service extérieur	8 000 000	6 000 300	6 368 771	Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Services immobiliers à l'étranger	1 100 000	476 254	13 640	Remboursements de prêts	...	1 303 310 373	1 034 794 182
	38 100 000	32 823 386	27 383 982	Total de l'organisme—Non budgétaire	...	1 303 310 373	1 034 794 182 ⁽¹⁾
Commerce international				Total du portefeuille ministériel—			
Foires commerciales et missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement	3 050 000	...	18 339	Budgétaire	342 097 380	339 574 112	308 585 703
Affaires consulaires et gestion des urgences				Non budgétaire	...	1 314 433 743	1 045 174 245
Droits consulaires spécialisés	4 250 000	3 537 033	3 608 647				
Passeport Canada—Organisme de service spécial (Fonds renouvelable)							
Frais de passeports	283 697 380	293 641 333	269 541 637				
Total budgétaire	342 097 380	339 574 112	308 585 703				

⁽¹⁾ Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés puisque Exportation et développement Canada (Compte du Canada) est désormais présentée séparément.

Revenus

	Exercice en cours		Exercice précédent	
	\$	\$	\$	\$
Ministère				
Autres revenus—				
Revenus de placements— ⁽¹⁾				
Prêts, placements et avances—				
Exportation et développement Canada—Dividende	500 000 000	350 000 000		
Employés affectés à l'étranger	470 968	...		
Autres comptes—				
Intérêt sur les comptes de banque des délégations	80 461	81 581		
Incitatif pour investissement durable pour l'immobilisation	...	135 842		
	500 551 429	350 217 423		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—				
Autres subventions et contributions	9 055 613	589 159		
Avances comptables	65 541	4 179 121		
Capital	3 994	2 123		
Fonctionnement	4 620 868	1 543 461		
Divers	146 934	1 074 264		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	6 865 652	6 854 138		
	20 758 602	14 242 266		
Ventes de biens et de services—				
Droits et privilèges—				
Ventes de passeports	293 288 482	268 952 855		
Location et utilisation de biens publics—				
Co-location	21 665 228	17 121 820		
Services de nature réglementaire—				
Droits consulaires spéciaux	3 543 552	3 639 973		
Droits consulaires—Achat de passeports	97 506 165	88 845 320		
	101 049 717	92 485 293		
Services de nature non réglementaire—				
Revenus tirés d'une activité de crédit net—				
Services divers	6 000 920	6 462 540		
Revenus tirés d'une activité de crédit net—				
Services de télécommunications	5 157 858	3 921 340		
	11 158 778	10 383 880		
Autres frais et droits—				
Programme d'échanges internationaux visant la jeunesse	9 572 225	8 070 819		
Revenus divers de Passeport Canada	1 095	1 365		
Dépôt et chèques non touchés	(46 295)	(20 156)		
Divers	271 797	539 940		
	9 798 822	8 591 968		
	436 961 027	397 535 816		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 183 372	1 504 506		
Revenus divers—				
Gain net de change	2 490 813	1 325 323		
Produits de la vente d'éléments d'actifs capitalisés—				
Biens immobiliers	55 163 807	13 299 763		
Intérêt sur les comptes débiteurs non fiscaux en souffrance	175 520	751 199		
Autres frais et droits	5 991	898 637		
Autres permis d'importation/exportation	2 504 937	6 759 650		
Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions	...	34 892		
Revenus de locations	21 690 161	21 747 853		
Vente de publications	5 829	4 025		
Services rendus à Passeport Canada	4 333 964	4 544 362		
Revenus reportés	(262 610)	262 610		
Divers	907 828	6 466		
	87 016 240	49 634 780		
Total du ministère	1 047 470 670	813 134 791⁽²⁾		
Agence canadienne de développement international				
Autres revenus—				
Revenus de placements— ⁽¹⁾				
Prêts, placements et avances—				
Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique—				
Intérêt	448 982	765 314		
Aide au développement international—Prêts aux pays en développement	2 248 851	2 249 370		
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	12 127	15 497		
	2 709 960	3 030 181		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—				
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 772 538	15 559 539		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 017 414	1 663 692		
	7 789 952	17 223 231		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 874	6 097		
Revenus divers—				
Gain net de change	22 057 431	259 270 422		
Divers	306 623	255 286		
	22 364 054	259 525 708		
Total de l'organisme	32 870 840	279 785 217		

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Exportation et développement Canada (Compte du Canada) ⁽²⁾		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances—		
Expansion du commerce d'exportation—Intérêt	217 327 815	276 849 489
Revenus divers—		
Gain net de change	100 039 124	21 238 838
Revenus de locations	4 045 478	4 594 847
Divers	182 972	7 641 931
	104 267 574	33 475 616
Total de l'organisme	321 595 389	310 325 105 ⁽²⁾
Commission mixte internationale (section canadienne)		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	458 501	283 244
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	65 167	1 083
	523 668	284 327
Revenus divers—		
Quote-part des États-Unis aux dépenses du Bureau régional de Windsor	458 579	175 672
Total de l'organisme	982 247	459 999
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	720 589 204	630 097 093
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	29 072 222	31 749 824
Ventes de biens et de services	436 961 027	397 535 816
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 190 246	1 510 603
Revenus divers	214 106 447	342 811 776
Total du portefeuille ministériel	1 402 919 146	1 403 705 112

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés puisque Exportation et développement Canada (Compte du Canada) est désormais présentée séparément.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère

**Commission canadienne des affaires
polaires**

**Institut de la statistique des Premières
nations**

**Commission de vérité et de réconciliation
relative aux pensionnats indiens**

**Greffe du Tribunal des revendications
particulières**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	3.2
Sommaire du portefeuille ministériel	3.7
Activités de programme	3.12
Paiements de transfert	3.14
Détail des montants disponibles pour être dépensé	3.18
Revenus	3.18

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Les gens – Bien-être des personnes, des familles et des collectivités des Premières nations et des Inuits.

Description des activités de programme*Éducation*

Cette activité de programme qui fournit aux membres des collectivités des Premières nations et aux Inuits les outils nécessaires pour atteindre des résultats en matière d'éducation comparables à ceux des autres Canadiens. Affaires indiennes et du Nord canadien (AINC) est le principal responsable, en vertu de la *Loi sur les Indiens*, de l'éducation élémentaire et secondaire des Indiens inscrits vivant dans les réserves. Le ministère a aussi comme politique sociale d'appuyer les étudiants indiens inscrits vivant dans les réserves et les étudiants

inuits qui font des études postsecondaires. Le soutien assuré par le programme d'éducation comprend des dispositions relatives aux services d'éducation spéciaux, de même que des projets ciblés destinés à améliorer la gestion de l'éducation des Premières nations, à améliorer le recrutement et à maintenir en poste des enseignants, et à favoriser la participation des parents et des collectivités. De nouveaux fonds récemment alloués ciblent la prestation de services d'éducation élémentaire et secondaire dans le cadre d'un partenariat et d'un programme de réussite des étudiants.

Développement social

Cette activité de programme assure un soutien à la prestation d'aide au revenu pour combler les besoins fondamentaux que sont la nourriture, les vêtements et le logement, pour assurer la sécurité et le bien-être des personnes et des familles conformément aux normes et aux programmes provinciaux; aux Services à l'enfance et à la famille des Premières nations, pour améliorer leur bien-être et leur sécurité; à l'aide à la vie autonome pour les services de soutien social de nature non médicale comme les soins à domicile, les soins de relève à court terme, le placement familial et les soins en établissement, en vue d'améliorer le bien-être et la sécurité; au Programme pour la prévention de la violence familiale pour améliorer la sécurité et la sûreté, surtout des femmes et des enfants à risque; au programme de réinvestissement de la prestation nationale pour enfants, pour soutenir les familles à faible revenu avec enfants et prévenir ou réduire la pauvreté chez les enfants; et à d'autres services sociaux afin de forger des collectivités de Premières nations qui soient autonomes, viables, saines et stables.

Résolution des questions des pensionnats

Les pensionnats indiens étaient pour l'essentiel administrés par quatre congrégations religieuses et financés par le gouvernement fédéral depuis avant la Confédération et jusqu'en 1996. Dans chaque territoire de compétence, les tribunaux ont approuvé la Conven-

tion de règlement relative aux pensionnats indiens (CRRPI), qui a été mise en oeuvre le 19 septembre 2007 et qui prévoit des produits livrables finaux jusqu'en 2017. L'administration de la CRRPI vise à favoriser la réconciliation avec les anciens élèves des pensionnats indiens, leurs familles et leurs collectivités au moyen d'une contrepartie financière (à la suite d'une validation de leur fréquentation du pensionnat et d'une évaluation indépendante des torts plus graves qu'ils ont pu subir), d'un forum de divulgation, et de services de guérison et de commémoration.

Gestion des affaires des particuliers

L'activité de programme de la Gestion des affaires des particuliers assure la gestion responsable par le fédéral des dispositions de la *Loi sur les Indiens* concernant les successions, les fonds des bandes, l'inscription et l'appartenance à la bande au moyen de services-clients directs ainsi que des partenariats avec les Premières nations pour offrir une sélection de services, notamment l'administration des successions et le Programme d'inscription des Indiens. L'activité de programme est également responsable de l'administration des parties de la *Loi sur la gestion du pétrole et du gaz et des fonds des Premières nations qui concernent les fonds des Indiens*.

Résultat stratégique

Le gouvernement – Bonne gouvernance et relations de coopération pour les Premières nations, les Inuits et les résidents du Nord.

Description des activités de programme*Gestion des traités*

En travaillant en partenariat, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, ainsi que les parties autochtones peuvent créer et maintenir les structures nécessaires (éducation, garde d'enfants, etc.) pour faciliter les relations actuelles et en évolution qui existent

dans un contexte à la fois historique et moderne. Les activités clés comprennent la mise en oeuvre des revendications territoriales et les ententes d'autonomie gouvernementale; les revendications spéciales; le transfert des revendications territoriales globales; les tables et la Commission des traités. La Commission des traités verse des fonds aux bénéficiaires sous forme de contributions. Bien que tous les Canadiens espèrent bénéficier du règlement et de la mise en oeuvre des ententes sur les revendications territoriales globales, les principaux bénéficiaires devraient être les collectivités des Premières nations et des Inuits, qui seront plus aptes à exprimer leurs intérêts, à participer (le cas échéant) au développement et à la gestion des terres et des ressources, et à montrer l'importance des traités et la relation y afférente entre la Couronne et les Autochtones. Des fonds sont versés aux bénéficiaires sous forme de subventions, conformément à l'entente.

Relations de coopération

Cette activité de programme exécute les obligations constitutionnelles et historiques, apaise les conflits grâce à la négociation et permet à toutes les parties de collaborer en vue de se réconcilier. Les relations de coopération, axées sur le respect mutuel, engendrent un climat de confiance, de responsabilité et de partenariats respectueux entre les gouvernements, les Premières nations et les Inuits. À son tour, ce climat stimule la croissance sociale, économique et culturelle des collectivités des Premières nations et des Inuits et favorise l'autonomie. Les relations de coopération constituent la base d'un règlement des revendications et autres questions de nature juridique, par entente mutuelle. C'est grâce à ces relations de coopération que des fonds sont consentis aux Premières nations et aux Inuits pour la réalisation d'activités dans le cadre des activités de programme, parmi lesquelles la négociation des revendications et les ententes sur l'autonomie gouvernemen-

tale, et qu'une certitude est acquise quant à la propriété, l'utilisation et la gestion des terres et des ressources. Les Premières nations et les Inuits sont représentés d'une manière efficace dans la prise des décisions en matière de politiques fédérales, ce qui encourage le devoir de consultation de la Couronne. Des fonds sont transférés aux bénéficiaires autochtones sous la forme de contributions et d'ententes en matière de prêts. Les niveaux de financement sont déterminés en fonction des propositions soumises aux Autochtones et sont fondés sur les lignes directrices du programme et les conditions générales.

Gouvernance et institutions gouvernementales

Le travail qui se rattache à cette activité de programme contribue au dynamisme social et économique des collectivités des Premières nations et des Inuits. Il apporte un soutien à chaque collectivité, aux administrations groupées et aux systèmes de gouvernance, en les aidant à mettre en place une gouvernance efficace, avec les capacités, processus et mécanismes qui s'y rattachent (pouvoirs d'adoption de règlements administratifs, processus électoraux, etc.). Ce soutien vise en particulier les gouvernements des Premières nations et des Inuits, aussi bien que leurs institutions gouvernementales respectives – entre autres, celles qui assurent la prestation de services dans le domaine de la gouvernance, les organismes de revendications territoriales et les associations professionnelles. Cette activité de programme fournit également un soutien aux organisations représentatives en ce qui a trait à l'élaboration d'une législation des politiques.

Résultat stratégique

Les terres et l'économie – Participation entière des personnes et des collectivités des Premières nations, des Inuits et des Métis à l'économie.

Description des activités de programme

Infrastructure communautaire

Cette activité de programme soutient l'allocation de fonds pour l'acquisition, la construction, l'exploitation et l'entretien des installations de la collectivité, comme les routes, les ponts, les systèmes d'eau potable et d'égout ainsi que les bureaux administratifs; et les installations éducatives comme les écoles et les résidences pour enseignants et les logements dans les réserves.

Développement économique des Autochtones.

Cette activité de programme permet de reconnaître l'existence de synergies entre le développement économique, les activités territoriales et le développement des entreprises. Elle permet de reconnaître que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans la création de conditions favorables au développement économique des Autochtones. Comme AINC ne commande pas tous les leviers économiques, il doit établir des partenariats stratégiques avec les autres ordres de gouvernement, le secteur privé, les organisations autochtones et les autres parties intéressées s'il veut réussir à accroître la participation à l'économie des Canadiens autochtones. Les sous-activités et sous-sous-activités de la présente activité de programme contribuent à l'atteinte des résultats escomptés, soit des entreprises autochtones viables et des collectivités prêtes à saisir les occasions. En renforçant les outils favorisant la capacité de développement des entreprises, on encouragera les Canadiens d'origine autochtone à créer ou à développer leur propre entreprise et, du même coup, à contribuer à la viabilité des entreprises autochtones. En rehaussant l'accès aux terres autochtones et aux ressources naturelles et en développant la capacité des collectivités et des institutions, on permettra aux collectivités autochtones d'utiliser la totalité leurs actifs pour le développement économique et on contribuera par la même

occasion à l'instauration de collectivités prêtes à saisir les occasions. La base croissante des terres et des ressources accroîtra le nombre d'occasions économiques à saisir pour les collectivités autochtones, ce qui contribuera à l'accroissement du nombre d'entreprises autochtones en démarrage.

Gestion fédérale des terres de réserve

L'activité de programme « Gestion fédérale des terres de réserve » englobe les obligations statutaires et fiduciaires de la Couronne en tant qu'administrateur des terres de réserve détenues en fiducie à l'usage et au profit des Indiens. Ces obligations sont assumées par l'entremise d'une réponse en temps opportun aux demandes de transactions foncières et d'activation des biens fonciers et des ressources, des ajouts aux réserves, et de la protection environnementale qui, assurée avec la diligence voulue, préserve les principes d'usage et de profit communaux tout en répondant aux aspirations des Premières nations qui consistent à bâtir des collectivités sûres, saines et prospères.

Résultat stratégique

Le Nord – Autonomie, prospérité et bien-être des gens et des collectivités du Nord.

Description des activités de programme

Gouvernance et gens du Nord

Cette activité de programme renforce les peuples et les collectivités du Nord en accordant aux peuples du Nord des responsabilités semblables à celles provinciales en ce qui a trait aux ressources foncières et naturelles; en réduisant les coûts de transport des denrées périssables nutritives et des autres produits indispensables destinés aux collectivités isolées du Nord; en accordant des subventions aux gouvernements territoriaux pour la prestation de services hospitaliers et médicaux; en travaillant en collaboration avec les collectivités du

Nord pour cerner les risques et les défis que pose le changement climatique; et en faisant avancer les intérêts des Canadiens et des habitants du Nord au moyen de forums circumpolaires.

Gestion des terres, des ressources et de l'environnement du Nord

Cette activité de programme favorise la gestion, le développement durable et la surveillance réglementaire des terres, de l'eau, de l'environnement et des ressources naturelles du Nord. L'exploitation des ressources minières et pétrolières, qui inclut les projets extracôtiers, est coordonnée; la gestion et l'administration environnementale est promue grâce à des initiatives telles que la Stratégie des zones protégées, le Programme de surveillance des répercussions cumulatives et l'exploitation et l'amélioration continues des régimes de réglementation dans le Nord; la gestion des ressources est assurée par l'élaboration de lois, règlements et politiques afférentes, ainsi par la collaboration et le soutien des offices du Nord; les sites contaminés sont repérés et nettoyés; et les terres et les ressources du Nord sont gérées au bénéfice des peuples du Nord actuels et des générations à venir.

Science et technologies du Nord

Cette activité de programme appuie la recherche scientifique et la technologie dans le Nord. La recherche et la surveillance inhérente aux contaminants de longue portée et à leurs effets sur l'écosystème et la chaîne alimentaire traditionnelle ou la campagne est assurée grâce au Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord. Elle soutient en outre la réalisation de travaux menés dans le cadre de l'Année polaire internationale, notamment les efforts déployés pour faciliter la délivrance de permis de recherche scientifique, ainsi que l'établissement et la gestion de données scientifiques. La création de la station de recherche dans l'Arctique canadien renforcera la position du Canada comme chef de file international dans le domaine des sciences et des technologies arctiques.

Résultat stratégique

Le Bureau de l'interlocuteur fédéral – Bien-être socioéconomique des Métis, des Indiens non inscrits et des Autochtones vivant en milieu urbain.

Description des activités de programme

Développement des capacités organisationnelles des Métis et des Indiens non inscrits

Cette activité de programme est exécutée par le Bureau de l'interlocuteur fédéral, principal point de contact du gouvernement du Canada pour les organisations de Métis et d'Indiens non inscrits, et vise à défendre les principaux intérêts de ces personnes au sein du gouvernement. Le Bureau a surtout pour mandat d'appuyer (financièrement et par d'autres moyens) le travail de ces organisations, et de contribuer à trouver des moyens pratiques de réduire la dépendance et d'améliorer l'autonomie, ainsi que les conditions socioéconomiques des Métis, des Indiens non inscrits et des Autochtones hors réserve. Le Bureau s'acquitte de ce mandat en aidant les organisations de Métis et d'Indiens non inscrits à renforcer leurs capacités organisationnelles et professionnelles, afin de conclure des partenariats efficaces avec les gouvernements fédéral et provinciaux ainsi qu'avec le secteur privé.

Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain

Cette activité de programme vise à répondre aux besoins des Autochtones habitant les centres urbains. Elle encourage l'autonomie et la participation économique des Autochtones en milieu urbain et multiplie leurs choix de vie. Grâce à la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain, le gouvernement – en partenariat avec d'autres gouvernements, des organisations communautaires et des peuples autochtones – appuie financièrement et par d'autres moyens des projets qui répondent aux priorités locales. La Stratégie améliore la capacité du gouvernement fédéral d'adapter les dé-

penses destinées aux Autochtones des grands centres urbains aux programmes provinciaux et municipaux, de manière à progresser vers les objectifs fédéraux tout en réagissant efficacement aux défis et aux perspectives qui se présentent à l'échelle locale.

Gestion des droits des Métis

Cette activité de programme est la réponse du gouvernement fédéral à la décision Powley prise en 2003 par la Cour suprême du Canada, affirmant que les Métis détiennent les droits conférés aux Autochtones par l'article 35 de la Constitution canadienne. Le programme bénéficie d'un soutien (financier et autre) de la part d'organisations autochtones représentatives sans but lucratif, au sein desquelles oeuvrent un grand nombre de Métis, afin d'établir des systèmes de vérification objective de leurs listes de membres et d'exploitants métis, conformément aux instructions données par la Cour suprême.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne des affaires polaires

Résultat stratégique

Accroissement des connaissances sur les régions polaires du Canada.

Description des activités de programme

Facilitation de la recherche et communications

Facilitation de la recherche et communications.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Institut de la statistique des Premières nations

Résultat stratégique

Les Premières nations, les gouvernements et les autres intervenants profiteront de renseignements et d'analyses statistiques précis et pertinents sur les conditions financières, économiques et sociales des Premières nations.

Description des activités de programme

Collecte et analyse des données

Fournir des statistiques et des analyses sur les conditions socioéconomiques des Indiens, des Premières nations, des groupes autochtones et d'autres groupes habitant dans des réserves ou sur des terres autochtones.

Bonne qualité et pratiques efficaces

Promouvoir la qualité, la cohérence et la compatibilité des statistiques des Premières nations par rapport aux normes admises, en collaborant avec les Premières na-

tions et d'autres organisations, et développer les capacités statistiques au sein des gouvernements des Premières nations.

Action d'information

Travailler avec les Premières nations, les ministères et les organismes fédéraux ainsi que les ministères et les organismes provinciaux et leur donner des conseils en ce qui concerne les statistiques des Premières nations.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens

Résultat stratégique

Divulguer et reconnaître la vérité concernant les pensionnats indiens afin de favoriser la guérison et la réconciliation parmi les personnes et les communautés touchées.

Description des activités de programme

Vérité et réconciliation

Le programme appuie les activités de recherche, de vérité, de guérison et de commémoration entreprises par la Commission de vérité et de réconciliation. Le programme, qui compte parmi les obligations du Canada en vertu de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, comprendra la constitution d'un dossier historique portant sur le système et les séquelles des pensionnats indiens, la consignation de déclarations ainsi que des activités de guérison et de commémoration. Le programme dispose d'un financement réparti sur cinq ans, après quoi il mettra fin à ses activités.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Greffe du Tribunal des revendications particulières

Résultat stratégique

Administration efficace du Tribunal des revendications particulières.

Description des activités de programme

Services de greffe

Faciliter l'accès en temps opportun au Tribunal des revendications particulières au moyen du service à la clientèle, de la qualité des avis, du traitement efficace et rapide des revendications, et de la prestation de services impartiaux.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	1 042 799 123	...	...	1 042 799 123					
...	...	287 667 458	...	287 667 458					
...	...	1	...	1					
...	...	...	167 500	167 500					
...	...	...	1 125 000	1 125 000					
...	...	...	513 927	513 927					
...	...	...	13 383 010	13 383 010					
...	...	...	55 174 054	55 174 054					
...	...	...	(171 418)	(171 418)					
...	...	...	(207 000)	(207 000)					
...	...	...	(3 406 131)	(3 406 131)					
...	...	...	(150 000)	(150 000)					
...	...	...	(9 606 251)	(9 606 251)					
...	1 042 799 123	287 667 459	56 822 691	1 387 289 273					
...	12 194 000	...	...	12 194 000					
...	...	2 783 054	...	2 783 054					
...	...	1	...	1					
...	...	...	207 000	207 000					
...	...	...	(207 000)	(207 000)					
...	...	...	(9 875 000)	(9 875 000)					
...	12 194 000	2 783 055	(9 875 000)	5 102 055					
...	6 049 915 235	...	...	6 049 915 235					
...	...	17 773 440	...	17 773 440					
...	...	251 238 851	...	251 238 851					
...	...	39 585 765	...	39 585 765					
Ministère									
1	Dépenses de fonctionnement								
1b	Virement de 1 125 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)								
1c	Virement de 167 500 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor)								
	Virement du : crédit 1 (Conseil du Trésor)								
	crédit 10								
	CT, crédit 15 ⁽¹⁾								
	CT, crédit 25 ⁽¹⁾								
	CT, crédit 30 ⁽¹⁾								
	Virement au : crédit 1 (Travaux publics et Services Gouvernementaux)								
	crédit 5								
	crédit 10								
	Vote 27 (Santé)								
	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾								
	Total—Crédit 1					1 343 312 841	43 976 432	...	1 351 027 909
5	Dépenses en capital								
5b	Dépenses en capital								
5c	Virement de 207 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)								
	Virement du crédit 1								
	Virement au : crédit 5 (Patrimoine Canadien)								
	crédit 10								
	Total—Crédit 5					2 054 014	3 048 041	...	23 000
10	Subventions et contributions								
10a	Subventions et contributions								
10b	Virement de 1 765 959 \$ du crédit 10 (Santé), 230 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), 163 520 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et 40 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans)								
10c	Virement de 9 875 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), 3 406 131 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) 465 162 \$ du crédit 5 (Patrimoine Canadien) et 20 571 \$ du crédit 10 (Santé)								

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	...	...	3 406 131	3 406 131	Virement du : crédit 1				
...	...	...	163 520	163 520	crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	40 000	40 000	crédit 1 (Pêches et Océans)				
...	...	...	9 875 000	9 875 000	crédit 5				
...	...	...	465 162	465 162	crédit 5 (Patrimoine Canadien)				
...	...	...	230 000	230 000	crédit 10 (Pêches et Océans)				
...	...	...	1 786 530	1 786 530	crédit 10 (Santé)				
...	...	...	(1 125 000)	(1 125 000)	Virement au : crédit 1				
...	...	...	(497 000)	(497 000)	crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
...	...	...	(1 000 000)	(1 000 000)	crédit 29 (Santé)				
...	6 049 915 235	308 598 056	13 344 343	6 371 857 634	Total—Crédit 10	6 338 019 045	33 838 589	...	6 554 975 289
...	71 154 285	...	871 396	72 025 681	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 025 681	...	...	69 017 460
...	77 516	...	20	77 536	(S) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord—Traitement et allocation pour automobile	77 536	...	...	76 594
...	90 415 879	...	(13 121 451)	77 294 428	(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	77 294 428	...	...	53 931 818
...	17 987 000	...	18 728 426	36 715 426	(S) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador	36 715 426	...	...	36 715 426
...	2 000 000	...	(1 911 377)	88 623	(S) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (Loi sur les Indiens)	88 623	...	...	1 354 364
31 735 892	...	...	754 904	32 490 796	(S) Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 \$)	...	...	32 490 796	...
...	2 574 713	...	4 978 491	7 553 204	(S) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	7 553 204	...	...	7 334 275
...	1 400 000	...	466 646	1 866 646	(S) Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités (Loi sur les Indiens)	1 866 646	...	...	1 523 476
...	15 000	...	(15 000)	...	(S) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	...	...	...	...
...	...	...	299 565	299 565	(S) Montants adjugés par une cour	299 565	...	...	464 611

...	...	...	1 223 282	1 223 282	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	1 223 282	...	...	2 085 177
373 964	...	...	371 145	745 109	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	352 846	21 118	371 145	180 995
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	98 296 238
32 109 856	7 290 532 751	599 048 570	72 938 081	7 994 629 258	Total budgétaire	7 880 883 137	80 884 180	32 861 941	8 177 006 632
...	47 403 000	...	...	47 403 000	L15 Prêts à des revendicateurs autochtones (Brut)	24 390 714	23 012 286	...	32 621 634
48 517 156	...	...	...	48 517 156	L20 Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997</i> . Limite 48 550 835 \$ (Net)	...	...	48 517 156	...
...	30 400 000	...	...	30 400 000	L20 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique (Brut)	24 774 348	5 625 652	...	25 235 812
305 503	...	...	...	305 503	L40 Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et de la <i>Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 320 000 \$ (Brut)	...	...	305 503	...
6 550 860	...	...	...	6 550 860	L55 Provision à la Caisse de prêts aux Inuits pour les prêts consentis aux Inuits afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la <i>Loi des subsides n° 3 de 1953</i> et telle que modifiée par le crédit 37b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996</i> . Limite 6 633 697 \$ (Net)	...	...	6 550 860	...
5 000 000	...	...	...	5 000 000	L81a Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite 5 000 000 \$ (<i>Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits</i>) (Net)	...	...	5 000 000	...
60 373 519	77 803 000	...	...	138 176 519	Total non budgétaire	49 165 062	28 637 938	60 373 519	57 857 446
32 109 856	7 290 532 751	599 048 570	72 938 081	7 994 629 258	Total du ministère—	7 880 883 137	80 884 180	32 861 941	8 177 006 632
60 373 519	77 803 000	...	...	138 176 519	Budgétaire	49 165 062	28 637 938	60 373 519	57 857 446
					Non budgétaire				
					Agence canadienne de développement économique du Nord ⁽³⁾				
...	12 935 925	...	...	12 935 925	25 Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	685 501	685 501	Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	246 240	246 240	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(12 541 212)	(12 541 212)	Virement au crédit 27 (Santé)				
...	...	...	(1 326 454)	(1 326 454)	Reclassé sous Santé pour fins de présentation				
...	12 935 925	...	(12 935 925)	...	Total—Crédit 25	...	...	...	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	30 057 000	...	...	30 057 000	30	Contributions			
...	...	...	(30 057 000)	(30 057 000)		Virement au crédit 29 (Santé)			
...	30 057 000	...	(30 057 000)	...		Total—Crédit 30	...	...	...
...	1 185 632	...	(1 185 632)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...
...	44 178 557	...	(44 178 557)	...		Total de l'organisme—Budgétaire ⁽³⁾	
Commission canadienne des affaires polaires										
...	936 747	...	...	936 747	35	Dépenses du programme			
...	...	...	33 194	33 194		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	221 693	221 693		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	936 747	...	254 887	1 191 634		Total—Crédit 35	1 141 951	49 683	...	
...	78 542	...	42 717	121 259	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	121 259	...	...
...	1 015 289	...	297 604	1 312 893		Total de l'organisme—Budgétaire	1 263 210	49 683	...	
Institut de la statistique des Premières nations										
...	5 000 000	...	...	5 000 000	40	Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	3 957 000	1 043 000	...
...	5 000 000	...	...	5 000 000		Total de l'organisme—Budgétaire	3 957 000	1 043 000	...
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens										
...	11 980 000	...	...	11 980 000	45	Dépenses du programme			
...	...	...	21 582 282	21 582 282		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	66 170	66 170		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	11 980 000	...	21 648 452	33 628 452		Total—Crédit 45	18 621 980	15 006 472	...	
...	450 000	...	173 173	623 173	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	623 173	...	...
...	12 430 000	...	21 821 625	34 251 625		Total de l'organisme—Budgétaire	19 245 153	15 006 472	...	

					Greffes du Tribunal des revendications particulières					
...	2 644 830	...	...	2 644 830	50	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	132 242	132 242		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	3 555	3 555		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	2 644 830	...	135 797	2 780 627		Total—Crédit 50	2 317 774	462 853	...	2 058 036
...	206 823	...	(90 321)	116 502	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	116 502	...	...	107 236
114	...	...	...	114	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	114	...	...
114	2 851 653	...	45 476	2 897 243		Total de l'organisme—Budgétaire	2 434 276	462 967	...	2 165 272
					Total du portefeuille ministériel—					
32 109 970	7 356 008 250	599 048 570	50 924 229	8 038 091 019		Budgétaire	7 907 782 776	97 446 302	32 861 941	8 193 437 047 ⁽³⁾
60 373 519	77 803 000	...	...	138 176 519		Non budgétaire	49 165 062	28 637 938	60 373 519	57 857 446

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

⁽²⁾ Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

⁽³⁾ En vertu du décret C.P. 2011-0586, la ministre de Santé, a été nommée à titre de ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord ministre responsable en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à compter du 18 mai 2011. Avant le transfert, des dépenses non législatives de 1 326 454 \$ ont été approuvées par le ministre des Affaires indiennes et du Nord Canadien. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 64 260 553 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Éducation	42 824 963	41 770 896	...	...	1 634 770 051	1 633 261 676	...	...	...	...	1 677 595 014	1 675 032 572
Développement social	16 411 916	16 411 916	...	...	1 661 737 229	1 661 621 212	...	...	...	...	1 678 149 145	1 678 033 128
Résolution des questions des pensionnats	552 370 761	552 370 761	...	...	15 379 816	7 924 112	...	...	...	...	567 750 577	560 294 873
Gestion des affaires des particuliers	34 796 179	33 924 269	...	...	9 391 110	9 391 109	...	...	...	...	44 187 289	43 315 378
Gestion des traités	17 428 406	17 428 406	...	...	718 519 972	718 281 472	...	...	...	...	735 948 378	735 709 878
Relations de coopération—												
Budgétaire	55 268 617	55 268 617	1 000 000	...	385 703 779	368 081 807	...	...	...	...	441 972 396	423 350 424
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	138 176 519	49 165 062	138 176 519	49 165 062
Gouvernance et institutions gouvernementales	53 341 744	53 341 744	...	...	442 876 458	442 767 410	185 067	185 067	...	...	496 033 135	495 924 087
Infrastructure communautaire	35 315 858	35 315 858	125 000	113 251	1 064 441 933	1 061 455 791	...	...	...	...	1 099 882 791	1 096 884 900
Développement économique des Autochtones	92 792 779	60 301 982	45 000	43 516	179 008 505	178 856 182	...	...	...	...	271 846 284	239 201 680
Gestion fédérale des terres de réserve	25 258 055	25 258 055	631 008	960	182 116 701	182 031 917	...	...	...	...	208 005 764	207 290 932
Gouvernance et gens du Nord	12 284 600	12 284 600	...	...	117 632 069	114 300 667	...	...	...	...	129 916 669	126 585 267
Gestion des terres, des ressources et de l'environnement du Nord	152 079 891	141 006 740	...	...	38 896 781	38 846 925	...	...	...	...	190 976 672	179 853 665
Science et technologies du Nord	7 143 150	7 143 150	2 589 153	1 896 287	7 019 490	6 956 771	...	...	...	...	16 751 793	15 996 208
Développement des capacités organisationnelles des Métis et des Indiens non inscrits	3 730 444	3 730 444	...	...	12 722 968	12 612 891	...	...	...	...	16 453 412	16 343 335
Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain	4 671 123	4 671 123	...	...	10 240 115	10 228 446	...	...	...	...	14 911 238	14 899 569
Gestion des droits des Métis	2 227 176	2 227 176	...	...	7 277 157	7 277 157	...	...	...	...	9 504 333	9 504 333
Services internes	394 491 327	363 121 761	711 894	...	...	...	458 853	458 853	...	...	394 744 368	362 662 908
Sous-total—												
Budgétaire	1 502 436 989	1 425 577 498	5 102 055	2 054 014	6 487 734 134	6 453 895 545	643 920	643 920	...	...	7 994 629 258	7 880 883 137
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	138 176 519	49 165 062	138 176 519	49 165 062
Revenus affectés aux dépenses	(643 920)	(643 920)	...	...	...	...	(643 920)	(643 920)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	1 501 793 069	1 424 933 578	5 102 055	2 054 014	6 487 734 134	6 453 895 545	...	...	...	...	7 994 629 258	7 880 883 137
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	138 176 519	49 165 062	138 176 519	49 165 062

Commission canadienne des affaires polaires												
Facilitation de la recherche et communications												
	990 939	941 256	...	...	10 000	10 000	...	...	...	...	1 000 939	951 256
Services internes												
	311 954	311 954	...	...	...	...	...	...	...	...	311 954	311 954
Total de l'organisme—Budgétaire	1 302 893	1 253 210	...	...	10 000	10 000	...	...	...	...	1 312 893	1 263 210
Institut de la statistique des Premières nations—												
Budgétaire	5 000 000	3 957 000	...	...	...	...	...	...	...	...	5 000 000	3 957 000
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens												
Vérité et réconciliation												
	31 014 367	16 084 837	...	...	...	...	...	...	...	...	31 014 367	16 084 837
Services internes												
	3 237 258	3 160 316	...	...	...	...	...	...	...	...	3 237 258	3 160 316
Total de l'organisme—Budgétaire	34 251 625	19 245 153	...	...	...	...	...	...	...	...	34 251 625	19 245 153
Grefe du Tribunal des revendications particulières												
Services de greffe												
	2 317 794	1 825 649	...	...	...	...	...	...	...	...	2 317 794	1 825 649
Services internes												
	579 449	608 627	...	...	...	...	...	...	...	...	579 449	608 627
Total de l'organisme—Budgétaire	2 897 243	2 434 276	...	...	...	...	...	...	...	...	2 897 243	2 434 276
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 545 244 830	1 451 823 217	5 102 055	2 054 014	6 487 744 134	6 453 905 545	...	...	...	...	8 038 091 019	7 907 782 776
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	138 176 519	49 165 062	138 176 519
											49 165 062	

Paielements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
...	250 000 000	76 580 970	(1 125 000)	325 455 970	Subventions aux Premières nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières	308 034 535	17 421 435	...	615 898 474
...	231 384 215	...	(79 754 723)	151 629 492	Subvention pour le financement du soutien des bandes	151 629 492	...	...	150 864 979
...	122 729 850	20 880 875	(1 343 334)	142 267 391	Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	142 028 891	238 500	...	129 419 540
...	125 219 853	...	(2 064 125)	123 155 728	Paielements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	123 155 728	...	...	95 495 224
...	90 415 879	...	(13 121 451)	77 294 428	(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paielements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	77 294 428	...	...	53 931 818
...	60 731 160	12 891 611	1 839 832	75 462 603	Paielements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale	75 462 603	...	...	66 024 830
...	49 241 000	...	...	49 241 000	Subventions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	49 241 000	...	...	48 275 000
...	38 655 814	6 627 060	(3 313 530)	41 969 344	Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse	41 969 344	...	...	37 178 921
...	17 987 000	...	18 728 426	36 715 426	(S) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	36 715 426	...	...	36 715 426
...	10 000 000	...	(579 030)	9 420 970	Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes démunies qui habitent dans les réserves indiennes	9 416 092	4 878	...	9 141 416
...	9 823 000	...	...	9 823 000	Subvention à la bande indienne de Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	9 823 000	...	...	9 631 000
...	6 592 860	(4 401 083)	(647 934)	1 543 843	Subventions pour appuyer les bénéficiaires/organismes pour le règlement de revendications particulières et spéciales	1 543 843	...	...	355 306
...	4 600 635	...	...	4 600 635	Subventions à la bande indienne Sechelte en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelte</i>	4 600 635	...	...	4 508 956
...	4 640 754	...	...	4 640 754	Subvention à la Première nation de Westbank en vue de la mise en œuvre de l'Entente d'autonomie gouvernementale de la Première nation de Westbank	4 640 754	...	...	4 505 586
...	1 500 000	...	(723 765)	776 235	Subventions accordées aux Indiens et Inuits pour favoriser l'essor de leur régime d'éducation postsecondaire	776 235	...	...	686 808

...	1 400 000	...	466 646	1 866 646	(S) Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour faciliter la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales	1 866 646	...	...	1 523 476
...	1 293 323	...	(21 077)	1 272 246	Subvention pour le perfectionnement des connaissances scien- tifiques sur le Nord	1 272 246	...	...	1 254 935
...	1 086 000	...	(10 000)	1 076 000	Subvention accordée à l'Administration financière des Premières nations en vertu de la <i>Loi sur la gestion financière et statistique des Premières nations</i>	1 076 000	...	...	1 126 000
...	500 000	...	...	500 000	Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	500 000	...	...	500 000
...	300 000	...	...	300 000	Subventions accordées aux Indiens et aux Inuits pour offrir des services d'aide à l'éducation primaire et secondaire	300 000	...	...	300 000
...	150 000	...	(142 848)	7 152	Subventions aux étudiants et à leurs chaperons pour promouvoir la sensibilisation à la protection contre les incendies dans les écoles dont les bandes et le gouvernement fédéral assurent le fonctionnement	7 152	...	...	22 460
...	136 000	...	(132 400)	3 600	Subventions accordées aux Inuits pour favoriser leur essor culturel	3 600	...	...	3 150
...	45 000	...	...	45 000	Subvention pour l'évolution politique des territoires, particuli- èrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	45 000	...	...	39 750
...	...	2 227 388	...	2 227 388	Subvention à la Première nations de Maa-nulth pour l'acquisition des licences de pêche	1 450 000	777 388	...	...
...	...	4 000 000	...	4 000 000	Subvention à la Première nations de Tsawwassen pour l'acquisition de permis de pêche commerciale au crabe	4 000 000	...	...	...
...	...	1 100 000	(8 806)	1 091 194	Éléments non requis pour l'exercice en cours	1 091 194	...	...	...
...	...	...	...	...		...	...	...	12 984 250
...	1 028 432 343	119 906 821	(81 953 119)	1 066 386 045	Total—Subventions	1 047 943 844	18 442 201	...	1 280 387 305
Contributions									
...	1 620 090 497	4 249 837	8 776 830	1 633 117 164	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation	1 631 608 789	1 508 375	...	1 597 267 373
...	1 548 297 896	6 000 000	98 018 362	1 652 316 258	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social	1 652 205 120	111 138	...	1 587 525 601
...	1 173 175 777	13 211 834	(122 113 196)	1 064 274 415	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien	1 061 291 273	2 983 142	...	1 260 308 562
...	192 859 684	...	9 167 843	202 027 527	Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendica- tions territoriales globales	202 027 526	1	...	190 582 683
...	108 670 546	...	88 013 767	196 684 313	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du soutien aux admi- nistrations indiennes	196 684 313	...	...	197 893 306
...	102 826 842	...	(9 626 624)	93 200 218	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement économique	93 200 218	...	...	92 985 605
...	49 724 000	...	(5 334 636)	44 389 364	Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale	44 269 048	120 316	...	49 026 803
...	39 862 400	...	(2 182 958)	37 679 442	Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gou- vernement, d'administration et de responsabilisation solides	37 595 142	84 300	...	35 881 445
...	45 012 000	...	2 398 452	47 410 452	Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada	47 402 355	8 097	...	45 164 314

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	24 556 000	6 355 000	(10 270 979)	20 640 021	Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	20 524 468	115 553	...	64 614 571
...	25 283 200	3 104 320	(1 049 442)	27 338 078	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	27 233 485	104 593	...	24 452 388
...	9 851 892	...	129 439	9 981 331	Contributions pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur la gestion des terres des Premières nations</i>	9 981 331	...	...	9 149 008
...	13 504 000	...	588 125	14 092 125	Programme de contributions de l'Interlocuteur fédéral	13 985 744	106 381	...	13 640 823
...	11 988 593	...	(3 490 998)	8 497 595	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	8 440 825	56 770	...	9 731 919
...	12 434 000	...	(2 362 139)	10 071 861	Contribution versée aux institutions des Premières nations dans le but de favoriser une saine gestion publique	10 071 861	...	...	10 016 936
...	17 963 331	...	10 489 434	28 452 765	Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	28 448 914	3 851	...	22 342 430
...	2 500 000	215 000	20 624	2 735 624	Contributions visant à améliorer la capacité de gestion financière et les installations de réseaux du gouvernement du Nunavut	2 723 200	12 424	...	5 500 000
...	9 870 000	...	370 115	10 240 115	Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain	10 228 446	11 669	...	9 924 698
...	9 736 000	129 595 009	21 931 891	161 262 900	Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	161 258 765	4 135	...	42 302 831
...	5 159 548	9 548 000	2 809 646	17 517 194	Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	17 493 315	23 879	...	58 201 999
...	8 146 907	...	(3 223 131)	4 923 776	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	4 923 776	...	...	5 703 928
...	7 034 481	...	1 453 661	8 488 142	Contributions aux bandes indiennes pour le perfectionnement des capacités de gestion foncière	8 488 142	...	...	7 160 760
...	9 584 977	(1 515 700)	(4 355 991)	3 713 286	Contributions aux Premières nations, à leurs organismes, aux provinces et aux tiers pour les mesures provisoires et les mesures couvertes par un traité de la Colombie-Britannique	3 713 064	222	...	1 819 316
...	10 000 000	...	...	10 000 000	Contributions aux anciens élèves, à leurs familles, à leurs collectivités et aux groupes dans le but de faciliter les projets de commémoration régionaux ou nationaux qui portent sur l'expérience dans les pensionnats indiens et qui permettent aux familles et aux collectivités de partager l'initiative	2 553 143	7 446 857	...	...
...	979 000	1 200 000	1 332 096	3 511 096	Contributions pour la promotion du développement politique, social et scientifique dans les trois territoires du Canada	3 511 096	...	...	2 658 568
...	817 000	...	...	817 000	Contributions à la Fondation nationale des réalisations autochtones	817 000	...	...	817 000
...	750 000	...	(750 000)	...	Contributions pour faire les frais juridiques et autres frais des demandeurs dans des causes concernant les Indiens et susceptibles de faire jurisprudence	...	...	...	245 956
...	750 000	...	1 913 000	2 663 000	Contributions à l'intention des commissions de traités provinciales et/ou régionales	2 663 000	...	...	2 923 971

...	800 000	...	(791 152)	8 848	Contributions aux groupes de survivants des pensionnats indiens qui souhaitent régler leur réclamation de façon collective dans le cadre du processus d'évaluation indépendant	...	8 848	...	299 325
...	458 000	...	...	458 000	Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuits des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Nouveau-Québec et du Labrador à perfectionner leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art	458 000	...	...	458 000
...	80 000	...	...	80 000	Contribution au titre de services de consultation fournis aux Inuits dans le Sud	80 000	...	...	80 000
...	...	...	5 370 968	5 370 968	Contributions aux Autochtones ou autres bénéficiaires admissibles dans le but de faciliter la sensibilisation et l'information du public sur diverses questions liées à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens	5 370 968	...	...	3 998 788
...	14 450 000	...	(160 214)	14 289 786	Contributions à l'appui de l'Initiative de partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones	14 145 561	144 225	...	5 894 845
...	139 200	...	...	139 200	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la restauration de la fosse de bitume de Marwell dans le cadre du Programme des sites contaminés	139 200	...	...	95 500
...	...	16 727 935	8 218 914	24 946 849	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la préservation et l'entretien, l'assainissement et l'administration de la fermeture des sites contaminés au Yukon	24 946 827	22	...	31 654 973
...	53 930 000	...	6 079 376	60 009 376	Contribution pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	57 467 786	2 541 590	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 693 690
...	5 131 285 771	188 691 235	101 371 083	5 421 348 089	Total—Contributions	5 405 951 701	15 396 388	...	5 396 017 915
...	6 159 718 114	308 598 056	19 417 964	6 487 734 134	Total du ministère	6 453 895 545	33 838 589	...	6 676 405 220
Agence canadienne de développement économique du Nord ⁽¹⁾									
Contributions									
...	18 257 000	...	(18 257 000)	...	Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	...	...	...	...
...	...	...	...	...	Contributions en vertu du programme d'Infrastructure de loisirs Canada	...	...	...	...
...	2 300 000	...	(2 300 000)	...	Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada	...	...	...	...
...	9 500 000	...	(9 500 000)	...	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaine du développement économique	...	...	...	...
...	30 057 000	...	(30 057 000)	...	Total de l'organisme ⁽¹⁾
Commission canadienne des affaires polaires									
Contributions									
...	10 000	...	...	10 000	Contributions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires	10 000	...	...	10 000
...	10 000	...	...	10 000	Total de l'organisme	10 000	...	...	10 000
...	6 189 785 114	308 598 056	(10 639 036)	6 487 744 134	Total du portefeuille ministériel	6 453 905 545	33 838 589	...	6 676 415 220⁽¹⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, l'Agence canadienne de développement économique du Nord a été transférée à Santé. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 45 703 618 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Gouvernance et institutions gouvernementales			
Services internes fournis en relation avec l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	185 067	185 067	...
Services internes			
Services internes fournis en relation avec l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	458 853	458 853	...
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	643 920	643 920	...

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances—		
Fonds du développement économique des Indiens	18 097	17 143
Conseil des Premières nations du Yukon—Aînés	333 054	395 620
Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens—		
Logement sur réserve—Intérêt sur prêts garantis	2 426 674	2 226 050
Revendicateurs autochtones	3 375 835	4 050 068
Premières nations de la Colombie-Britannique	830 817	208 670
Prêt perpétuel de la bande Stoney	11 688	11 688
Caisse de prêts aux Inuits	3 964	4 188
Autres comptes—		
Esso Ltd—Projet Norman Wells—Bénéfices	97 176 047	102 180 894
	104 176 176	109 094 321
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	42 579 048	40 627 173
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent—		
Fonctionnement et entretien	19 035 026	30 340 531
	61 614 074	70 967 704
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Exploitation minière du Canada—		
Permis	11 456	13 788
Redevances	131 929 176	108 706 590
Locations de terres, bâtiments et matériel	125 379	95 871
Redevances pétrolières et gazières	11 408 182	15 180 954
Redevances—Carrières	263 965	213 518
	143 738 158	124 210 721
Services de nature non réglementaire	104 147	79 065
Autres frais et droits	643 920	...
	144 486 225	124 289 786
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	371 145	373 964
Revenus divers	28 075 647	11 656 300
Total du ministère	338 723 267	316 382 075
Commission canadienne des affaires polaires		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	731
Total de l'organisme	...	731

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	342	2 868
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	73 047	...
	73 389	2 868
Revenus divers	50	18
Total de l'organisme	73 439	2 886
Greffe du Tribunal des revendications particulières		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	111	2 061
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	963	...
	1 074	2 061
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	114
Total de l'organisme	1 074	2 175
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	104 176 176	109 094 321
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	61 688 537	70 973 364
Ventes de biens et de services	144 486 225	124 289 786
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	371 145	374 078
Revenus divers	28 075 697	11 656 318
Total du portefeuille ministériel	338 797 780	316 387 867⁽²⁾

⁽¹⁾ Intérêt sauf indication contraire.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, l'Agence canadienne de développement économique du Nord a été transférée à Santé. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 11 275 \$.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	4.2
Sommaire du portefeuille ministériel	4.4
Activités de programme	4.5
Paievements de transfert	4.6
Revenus	4.7

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Résultat stratégique

Les régions du Québec ont une économie compétitive et diversifiée.

Description des activités de programme*Développement des collectivités*

Cette activité de programme permet aux régions et aux collectivités du Québec de maintenir et de développer la base de leur activité économique, en misant sur leurs propres atouts. Trois objectifs soutiennent cette activité de programme. Le premier, Mobilisation des collectivités, favorise le développement des collectivités et l'accroissement de leur mobilisation par l'élaboration de visions et de projets d'envergure locale et régionale. Le deuxième, Développement du milieu, appuie les collectivités par le soutien à l'entrepreneuriat et par la création ou le maintien d'entreprises viables. Le troi-

sième, Milieux attrayants, accroît la capacité des collectivités à attirer des touristes et des personnes qualifiées. Cette activité de programme vise principalement les petites et moyennes entreprises (PME) et les organismes à but non lucratif (OBNL). Deux programmes de subvention et de contribution appuient cette activité de programme, soit le programme Diversification des collectivités et le Programme de développement des collectivités (programme national).

Compétitivité des entreprises

Cette activité de programme permet aux entreprises d'être plus performantes et concurrentielles en rehaussant la productivité, les revenus gagnés; ceci contribue à créer des conditions favorables à la croissance durable. Deux objectifs soutiennent cette activité de programme. Le premier, Développement des capacités des entreprises, favorise l'augmentation des capacités de gestion, d'innovation, d'adoption de technologies de pointe, de développement de marchés, et d'intégration aux chaînes de production globalisées. Il encourage, notamment, le soutien aux organisations dédiées à l'amélioration des capacités stratégiques des petites et moyennes entreprises (PME) afin de rehausser leur performance et de contribuer à leur adaptation. Le deuxième objectif, Entreprises stratégiques, appuie l'établissement et les premières phases d'expansion d'entreprises dans des activités économiques jugées stratégiques pour le développement d'une région afin de consolider la base économique des régions. Cette activité de programme vise principalement les PME et les organismes à but non lucratif (OBNL) et elle est soutenue par deux programmes de subvention et de contribution, soit le programme Croissance des entreprises et des régions et le Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement (CANTex).

Positionnement concurrentiel des secteurs et des régions

Cette activité de programme améliore la compétitivité internationale des régions en valorisant leur savoir et leurs avantages compétitifs sur la scène internationale. Elle a deux objectifs. Le premier objectif, Pôles de croissance, est de développer et consolider des pôles de croissance, en favorisant l'innovation et le réseautage des acteurs du savoir (les universités et les institutions et centres de recherche, les entreprises et groupes d'entreprises ainsi que les organismes de courtage de technologie), le développement d'une masse critique du savoir de même que la valorisation et le transfert technologiques. Le deuxième objectif, Promotion internationale des régions, est de mettre en valeur la compétitivité internationale des régions du Québec en privilégiant la promotion intégrée des facteurs de localisation (la main-d'œuvre, l'accès au marché, les infrastructures, les coûts et la stabilité politique), l'attraction des investissements directs étrangers et les réinvestissements par les entreprises étrangères déjà établies au Québec. Cette activité de programme est destinée principalement aux PME et aux OBNL et elle est appuyée par le programme Croissance des entreprises et des régions, un programme de subvention et de contribution.

Politiques, programmes et initiatives

Cette activité de programme permet aux régions et aux collectivités du Québec de bénéficier d'une action fédérale adaptée, cohérente et efficace qui produit des retombées socioéconomiques, notamment en créant et en diffusant des connaissances en développement économique et régional utiles pour les acteurs du développement et en saisissant des occasions d'affaires et de développement. Quatre objectifs soutiennent cette activité de programme : analyse et recherche; politiques et programmes; représentation et influence; et coopération et collaboration.

Infrastructure

Cette activité de programme permet d'améliorer les infrastructures municipales, urbaines et rurales au Québec et la qualité de vie des citoyens en investissant dans des projets qui augmentent la qualité de l'environnement, soutiennent la croissance économique à long terme, améliorent les infrastructures collectives et établissent les infrastructures du XXI^e siècle en adoptant les meilleures technologies, de nouvelles approches et les meilleures pratiques. En collaboration avec les provinces, les territoires, les municipalités ainsi que les Premières nations et le secteur privé, le gouvernement du Canada a mis en œuvre différents programmes d'infrastructures mixtes. L'Agence a le mandat spécial de gérer l'Entente Canada-Québec relative aux programmes d'infrastructures. Les projets qui contribuent à atteindre les objectifs du programme sont ceux qui améliorent la qualité de l'eau, qui trouvent des solutions à la problématique du rejet des eaux usées, qui favorisent le déplacement des personnes et des biens en toute sécurité, qui bonifient le transport collectif et qui aident à hausser la qualité de vie des citoyens par la construction d'infrastructures, d'équipements ou de bâtiments ayant des incidences économiques, urbaines ou régionales. Cette activité de programme vise principalement les municipalités et les organismes à but non lucratif (OBNL) et elle s'appuie sur le Programme Infrastructures Canada (programme de contribution).

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
...	43 952 638	...	...	43 952 638	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	1 621 125	...	1 621 125	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	20 948	20 948		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	2 354 130	2 354 130		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	3 528 542	3 528 542		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	...	...	(720 368)	(720 368)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾			
...	43 952 638	1 621 125	5 183 252	50 757 015		Total—Crédit 1	47 559 292	3 197 723	...	
...	247 037 301	...	...	247 037 301	5	Subventions et contributions			
...	...	19 667 156	...	19 667 156	5b	Virement de 450 000 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	1	...	1	5c	Virement de 150 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 150 000 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	150 000	150 000		Virement du : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	...	...	600 000	600 000		crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	...	...	(530 921)	(530 921)		Virement au crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	247 037 301	19 667 157	219 079	266 923 537		Total—Crédit 5	252 575 814	14 347 723	...	
...	5 556 981	...	228 454	5 785 435	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 785 435	...	...
...	2 000	...	(1 646)	354	(S)	Ministre d'État—Allocation pour automobile	354	...	...
6 072	...	...	12 010	18 082	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	6 072	12 010
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...
6 072	296 548 920	21 288 282	5 641 149	323 484 423		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	305 920 895	17 551 518	12 010	480 006 059

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- (1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
 Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
 Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
 Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Développement des collectivités	10 535 460	10 492 078	...	...	130 401 029	119 774 973	...	...	...	...	140 936 489	130 267 051
Compétitivité des entreprises	12 063 499	11 932 485	...	...	75 894 309	75 894 309	...	...	...	...	87 957 808	87 826 794
Positionnement concurrentiel des secteurs et des régions	1 316 932	1 311 511	...	...	40 933 704	40 933 704	...	...	...	...	42 250 636	42 245 215
Politiques, programmes et initiatives	4 969 929	5 722 725	...	...	191 518	191 518	...	...	...	...	5 161 447	5 914 243
Infrastructure	2 269 794	877 326	...	...	19 502 977	15 781 310	...	...	...	...	21 772 771	16 658 636
Services internes	25 405 272	23 008 956	...	...	...	...	...	...	...	...	25 405 272	23 008 956
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	56 560 886	53 345 081	...	...	266 923 537	252 575 814	...	...	...	...	323 484 423	305 920 895

Paielements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Subventions				
...	100 000	...	(80 000)	20 000	Subventions en vertu du Programme de diversification des collectivités	20 000	...	...	35 000
...	100 000	...	(80 000)	20 000	Total—Subventions	20 000	...	...	35 000
					Contributions				
...	...	...	3 010 821	3 010 821	Contribution en vertu du Programme de contribution pour financer la construction d'un gazoduc entre Vallée-Jonction et Thetford Mines	3 010 821	...	...	...
...	103 668 000	750 000	12 410 013	116 828 013	Contributions en vertu du Programme de croissance des entreprises et des régions	116 828 013	...	...	133 983 769
...	110 469 301	2 969 080	(15 357 352)	98 081 029	Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités	91 207 470	6 873 559	...	162 246 070
...	32 300 000	...	...	32 300 000	Contributions au Programme de développement des collectivités	28 547 503	3 752 497	...	43 963 698
...	500 000	(325 000)	16 518	191 518	Contributions en vertu du Programme de recherche en développement régional	191 518	...	...	67 860
...	...	16 492 156	...	16 492 156	Contributions en vertu du programme Infrastructures de loisirs du Canada	12 770 489	3 721 667	...	60 164 785
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	23 691 580
...	246 937 301	19 886 236	80 000	266 903 537	Total—Contributions	252 555 814	14 347 723	...	424 117 762
...	247 037 301	19 886 236	...	266 923 537	Total du portefeuille ministériel	252 575 814	14 347 723	...	424 152 762

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Dépenses de fonctionnement	33 021	29 963
Subventions et contributions	46 197 261	45 209 831
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	4 779 135	962 187
	51 009 417	46 201 981
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 010	6 072
Revenus divers	857 024	697 664
Total du portefeuille ministériel	51 878 451	46 905 717

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Ministère

Société d'expansion du Cap-Breton

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	5.2
Sommaire du portefeuille ministériel	5.5
Activités de programme	5.7
Paiements de transfert	5.8
Revenus	5.9

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Une économie concurrentielle au Canada atlantique.

Description des activités de programme*Développement des entreprises*

Malgré l'amélioration récente de la situation économique, de grands défis restent encore à surmonter, mais de grandes possibilités de développement existent. La productivité, qui dans un certain nombre de secteurs reste beaucoup plus faible au Canada atlantique que dans les principaux pays et dans d'autres régions du Canada, est l'un des indicateurs les plus révélateurs de cette situation. L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) travaillera en partenariat avec les entreprises, les intervenants, les industries et les institutions du Canada atlantique afin d'améliorer la

croissance et la productivité de l'économie de la région, ainsi que d'accroître la capacité concurrentielle, les revenus gagnés et la création d'emplois.

L'APECA s'emploie à améliorer la capacité de croissance économique de la région au moyen de divers mécanismes stratégiques, notamment en aidant les entreprises – particulièrement les petites et moyennes entreprises – au niveau de la mise sur pied, de l'expansion ou de la modernisation de leurs entreprises ainsi que du démarrage et de la croissance de leurs activités d'exportation; en établissant des partenariats avec les universités et d'autres institutions afin de renforcer la capacité de recherche développement, d'accroître les activités de commercialisation et d'améliorer la productivité de la région; et en faisant la promotion de la transition vers l'économie du savoir, transition à laquelle l'APECA participe.

Développement des collectivités

L'économie de la région de l'Atlantique est fondée sur la diversité géographique, linguistique et culturelle de ses collectivités. Entre les petits villages éloignés et les vastes centres urbains, les occasions et les défis varient considérablement. Les collectivités sont la base du développement économique, car elles sont essentielles à la prospérité. L'APECA reconnaît l'importance de ces collectivités dans un cadre de développement économique et appuie leurs efforts visant à développer les ressources dont elles ont besoin afin d'assumer l'entière responsabilité de leur propre développement économique. Pour ces raisons, l'APECA concentre ses efforts et ses stratégies sur le développement des collectivités et vise à mettre en place et à entretenir une infrastructure publique de haute qualité. L'APECA collabore avec les autres ordres de gouvernement, les autres ministères fédéraux, les groupes communautaires et les organisations non gouvernementales afin de conjuguer l'aide, de coordonner les efforts de développement économique, de réagir aux défis économiques et, enfin, de travailler avec Infrastructure Canada et les provinces pour surveiller la gestion et assurer la conti-

nuité des fonds fédéraux alloués à chaque région par divers programmes d'infrastructure. Il faut donc adopter une approche souple et holistique, selon les capacités, les forces et les défis réels d'une collectivité donnée. Le développement des collectivités est un processus ascendant qui aide à développer les outils, les ressources et les initiatives nécessaires à l'appui du développement stratégique individuel et unique.

Politiques, défense des intérêts et coordination

L'activité de programme Politiques, défense des intérêts et coordination (PDIC) de l'APECA est essentielle pour préciser les occasions et les défis propres à l'économie régionale et y donner suite efficacement. Le PDIC offre des renseignements, des analyses et des conseils bien fondés sur un éventail de questions et de sujets et permet d'appuyer la prise de décision avisée à l'échelle de l'APECA et par le ministre. En offrant des positions stratégiques en matière de politiques et de recherche qui tiennent compte des possibilités de la région, en garantissant l'influence de la région sur les politiques et les programmes nationaux qui concernent le développement et les intérêts du Canada atlantique et en favorisant la coordination d'autres politiques et programmes dans la région pour constituer des approches intégrées au développement, le programme PDIC aide l'APECA à remplir son mandat et à faire en sorte que l'APECA demeure pertinente et sensibilisée aux occasions et aux défis qui se présentent au Canada atlantique.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Société d'expansion du Cap-Breton

Résultat stratégique

Une économie cap-bretonaise durable et concurrentielle.

Description des activités de programme

Obligations liées aux ressources humaines

Les programmes visés par les obligations liées aux ressources humaines sont des programmes non discrétionnaires que la Société d'expansion du Cap-Breton (SECB) doit offrir aux anciens employés de la Société de développement du Cap-Breton (SDCB) par suite de la dissolution de la SDCB. Il s'agit d'obligations continues; nombre d'entre elles se poursuivront pendant plus de 20 ans. Ces obligations découlent des avantages sociaux faisant suite à l'emploi et de diverses stratégies en matière de ressources humaines (fermeture des sites). Elles comprennent les programmes d'encouragement à la retraite anticipée, les avantages sociaux futurs, les obligations liées à l'indemnisation des accidentés du travail et le programme de subventionnement du charbon domestique.

Obligations liées à l'environnement

Dans le cadre du transfert des éléments d'actif et de passif de la SDCB à la SECB, la SECB sera responsable de la gérance de tous les biens fonciers de la SDCB. Cela comprend toutes les obligations liées à l'environnement à l'égard de ces sites. La SECB est tenue de respecter les lois et les règlements sur l'environnement qui s'appliquent aux activités courantes et aux opérations antérieures. Pour être en mesure de bien remplir ces obligations, la SECB conclura une entente stratégique avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) semblable à celle qui existait entre la SDCB et TPSGC. Dans le cadre de cette entente, les projets sont conçus et gérés par TPSGC, et la SECB s'occupe de la surveillance, du suivi et du financement.

Toutes les obligations à long terme liées à l'environnement devraient être remplies d'ici 2055, exception faite de la gestion des eaux d'exhaure qu'il faudra peut-être assurer à perpétuité. Par ailleurs, la SECB collaborera avec de nombreux partenaires, notamment le Centre pour la durabilité de l'énergie et de l'environnement à l'Université du Cap-Breton, la Sydney Tar Ponds Agency, le gouvernement provincial de la Nouvelle-Écosse, Environnement Canada et le secteur privé pour examiner les sources d'énergie de remplacement se rapportant aux biens fonciers de la SDCB qui pourraient mener à des occasions de développement commercial. Cela comprend la recherche relative à la production de combustible vert, à la production d'énergie géothermique au moyen de l'eau d'exhaure et au potentiel en matière de séquestration de carbone du charbon résiduel du bassin houiller de Sydney.

Développement économique communautaire

Au cours de la dernière décennie, l'économie cap-bretonaise a connu des adaptations structurelles en raison de la fermeture des principales industries de l'Île et de la décroissance dans l'industrie de la pêche. Le climat économique de l'Île a présenté, pour de nombreuses communautés, des défis significatifs à l'égard d'attirer des investissements et de mettre à profit des possibilités. Grâce à cette activité de programme, la SECB travaille à solliciter les communautés et à leur donner les moyens de prendre le contrôle de leur avenir en s'engageant dans des occasions menant à un développement économique durable. Menées en collaboration avec les communautés et les organismes communautaires, ces activités vont de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies d'ensemble pour le développement économique, à un soutien à l'égard de l'environnement commercial et au perfectionnement des compétences, en passant par une infrastructure communautaire nouvelle et/ou améliorée.

Développement commercial

En raison de la taille et de la composition de l'économie cap-bretonaise et de la distance qui la sépare des marchés importants, l'accès au capital reste l'un des défis les plus ardues pour les entreprises. La capacité d'accès au capital est limitée pour ce qui est des prêteurs traditionnels, des sociétés à capital-risque et des autres ordres de gouvernement. Sensible aux problèmes des petites et moyennes entreprises (PME), la SECB travaille, par l'entremise de ses programmes, avec des entrepreneurs potentiels et existants afin d'évaluer les dossiers et d'offrir des formes d'aide financière variées, y compris (sans toutefois s'y limiter) des actions ordinaires, des prêts garantis ou non et des contributions non remboursables. Ce soutien fournit une mise de capital à l'appui d'initiatives telles que le marketing, l'optimisation de l'efficacité, l'innovation, les mesures en ressources humaines, les activités de développement commercial et l'aide à l'obtention du capital.

Aménagement et gestion immobiliers

Grâce à cette activité de programme, la SECB a la capacité d'acheter, de louer et de vendre des terrains ainsi que de prendre des hypothèques. La Société se sert de l'aménagement et de la gestion des biens fonciers pour compléter ses programmes de financement. Les recettes excédentaires provenant de la location de biens immobiliers et de la vente de terrains sont investies directement dans des projets de développement économique dans la région servie par la SECB. En outre, dans le cadre du processus de transfert/d'aliénation de terrains, la Société vend ou loue des terrains aux entreprises et aux organismes en vue de favoriser les occasions de développement économique. Ces deux activités appuient le mandat de développement économique de la Société. En plus des terrains, les biens immobiliers de la SECB comprennent le bureau principal de la Société à Sydney (Nouvelle-Écosse), le Centre de ressources de Point Edward (propriété agricole), les installations commerciales de Port Hawkesbury (locaux à bureaux) et les ins-

tallations manufacturières du Northside. En raison du transfert des éléments d'actif et de passif de la SDCB à la SECB, la SECB détiendra et exploitera un certain nombre d'installations de traitement des eaux et d'installations d'entreposage ainsi que le parc à charbon Dominion et le parc à charbon Sydney Mines, qui lui permettront de s'acquitter de son obligation contractuelle de vendre du charbon aux employés et aux anciens employés.

Orientation et défense des intérêts

Essentiel à son mandat, le rôle d'orientation et de défense des intérêts de la Société d'expansion du Cap-Breton (SECB) aide à cerner les possibilités et les défis qui se présentent pour l'Île, ainsi qu'à documenter et à soutenir la prise de décisions tant à l'interne qu'à l'externe. Cette fonction d'orientation et de défense des intérêts mise sur une variété d'activités, notamment la : recherche, l'analyse, la planification et l'établissement de rapports, ainsi que le travail pour faire avancer auprès des gouvernements les intérêts, les priorités et les préoccupations touchant l'Île du Cap-Breton, dans la prise de décision et les mesures adoptées. Cette activité de programme permet donc d'informer et de soutenir la prise de décision par la SECB et par le ministre, au moyen d'information, d'analyses et d'avis sur diverses questions et divers enjeux. Elle contribue à promouvoir les projets à long terme de la SECB, joue un rôle crucial dans l'élaboration d'approches ciblées et adaptables, et veille à ce que la SECB garde le cap sur les possibilités et les défis pour le Cap-Breton. En s'occupant du programme du Cap-Breton dans ces domaines, la SECB s'assure que les priorités nationales et provinciales tiennent compte des besoins de la région et que les intérêts, les priorités et les préoccupations propres au Cap-Breton sont prises en compte au moment de l'élaboration de politiques. La recherche et l'analyse s'imposent pour comprendre les défis et le potentiel économiques pour le Cap-Breton, et pour guider les activités de défense des intérêts et d'élaboration de politiques de la SECB.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	82 340 144	...	...	82 340 144	1				
...	...	...	30 366	30 366					
...	...	...	4 239 841	4 239 841					
...	...	...	6 194 213	6 194 213					
...	...	...	(2 343 674)	(2 343 674)					
...	...	...	(1 479 565)	(1 479 565)					
...	82 340 144	...	6 641 181	88 981 325		83 574 012	5 407 313	...	84 601 364
...	226 783 293	...	...	226 783 293	5				
...	...	12 425 838	...	12 425 838	5b				
...	...	...	2 343 674	2 343 674					
...	...	...	1 917 315	1 917 315					
...	226 783 293	12 425 838	4 260 989	243 470 120		236 470 120	7 000 000	...	308 763 060
...	8 821 343	...	1 518 470	10 339 813	(S)	10 339 813	...	...	10 009 125
2,339	...	...	35 491	37 830	(S)	14 151	...	23 679	22 505
...	...	2 000	(500)	1 500	(S)	1 500	...	...	...
...	...	...	54 185	54 185	(S)	54 185	...	...	...
...	...	...	...	...		...	...	...	5 062 903
2,339	317 944 780	12 427 838	12 509 816	342 884 773		330 453 781	12 407 313	23 679	408 458 957

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice		Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
						Société d'expansion du Cap-Breton				
...	65 026 000	...	...	65 026 000	10	Paievements à la Société d'expansion du Cap-Breton			
...	...	15 097 000	...	15 097 000	10b	Paievements à la Société d'expansion du Cap-Breton				
...	65 026 000	15 097 000	...	80 123 000		Total—Crédit 10	77 191 000	2 932 000	...	83 070 000
...	65 026 000	15 097 000	...	80 123 000		Total de l'organisme—Budgétaire	77 191 000	2 932 000	...	83 070 000
2,339	382 970 780	27 524 838	12 509 816	423 007 773		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	407 644 781	15 339 313	23 679	491 528 957

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Développement des entreprises	31 465 090	26 415 346	...	...	148 622 405	146 555 081	...	...	...	...	180 087 495	172 970 427
Développement des collectivités	18 510 945	14 521 953	...	...	93 647 715	89 291 812	...	...	...	...	112 158 660	103 813 765
Politiques, défense des intérêts et coordination	11 493 242	13 023 145	...	...	1 200 000	623 227	...	...	...	...	12 693 242	13 646 372
Services internes	37 945 376	40 023 217	...	...	...	...	...	...	...	...	37 945 376	40 023 217
Total du ministère—Budgétaire	99 414 653	93 983 661	...	...	243 470 120	236 470 120	...	...	...	...	342 884 773	330 453 781
Société d'expansion du Cap-Breton—												
Budgétaire	80 123 000	77 191 000	...	...	...	...	...	...	...	...	80 123 000	77 191 000
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	179 537 653	171 174 661	...	...	243 470 120	236 470 120	...	...	...	...	423 007 773	407 644 781

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	2 000 000	...	...	2 000 000	Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique	360 446	1 639 554	...	693 639
Contributions									
...	103 192 293	2 050 123	4 260 989	109 503 405	Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	128 003 183	(18 499 778)	...	148 833 542
...	59 949 000	...	...	59 949 000	Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	52 891 156	7 057 844	...	55 680 862
...	42 300 000	7 000 000	...	49 300 000	Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	33 305 911	15 994 089	...	67 704 037
...	12 642 000	...	...	12 642 000	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	12 641 584	416	...	12 883 046
...	6 000 000	...	...	6 000 000	Contribution pour la mesure d'adaptation du chantier naval de Saint John	5 759 381	240 619	...	2 985 214
...	700 000	...	...	700 000	Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	369 595	330 405	...	549 447
...	...	3 375 715	...	3 375 715	Contributions en vertu du Programme d'infrastructure de loisirs du Canada	3 138 864	236 851	...	19 433 273
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 062 903
...	224 783 293	12 425 838	4 260 989	241 470 120	Total—Contributions	236 109 674	5 360 446	...	313 132 324
...	226 783 293	12 425 838	4 260 989	243 470 120	Total du portefeuille ministériel	236 470 120	7 000 000	...	313 825 963

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	15 502 237	276 657
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	692 177	130 650
	16 194 414	407 307
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	35 491	18 117
Revenus divers—		
Recouvrements de contribution (prêts, avances et comptes débiteurs)	42 526 651	51 993 797
Reconnaissance de revenus sur comptes débiteurs	489 269	8 621 009
Frais d'intérêts et charges diverses imputés aux clients	211 190	374 800
Divers	74 269	35 504
	43 301 379	61 025 110
Total du portefeuille ministériel	59 531 284	61 450 534

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS DU CANADA **2011-2012**

Agence du revenu du Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	6.2
Sommaire du portefeuille ministériel	6.4
Activités de programme	6.6
Paievements de transfert	6.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	6.8
Revenus	6.8

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Les contribuables s'acquittent de leurs obligations et l'assiette fiscale du Canada est protégée.

Description des activités de programme*Observation en matière de déclaration*

Vérifier la divulgation entière et exacte par les contribuables de tous les renseignements requis afin d'établir les obligations fiscales et de protéger l'assiette fiscale par la vérification, des mesures d'application et des activités administratives incitatives. Les activités visant à améliorer l'observation comprennent : le fait d'augmenter la compréhension des contribuables quant à leurs obligations fiscales au moyen d'activités de sensibilisation, de services à la clientèle et de l'éducation; le

fait de déceler et d'aborder les cas d'inobservation au moyen de l'évaluation des risques, de la vérification et des enquêtes; et le fait de créer des partenariats stratégiques avec les intervenants afin de miser sur les efforts d'observation.

Cotisations des déclarations et traitement des paiements

Traiter et valider les déclarations de revenus des particuliers et des entreprises en effectuant des cotisations initiales, une validation, une comptabilité et des rajustements; attribuer aux entreprises un numéro d'entreprise, établir et maintenir des comptes; recevoir des paiements.

Comptes débiteurs et observation en matière de production des déclarations

Déterminer et traiter l'inobservation des exigences en matière d'enregistrement, de production et de remises des diverses lois administrées par l'Agence du revenu du Canada. Les activités appuient la prévention, la détection et la résolution rapide de l'inobservation relative aux exigences en matière de production, de déclaration et de remises. Elles sont également favorables au recouvrement des comptes clients en ce qui a trait aux déclarations de revenus des particuliers et des sociétés, aux retenues à la source des employeurs, à la taxe sur les biens et services, à la taxe de vente harmonisée, aux autres prélèvements et aux comptes clients administrés au nom d'autres ministères. Il est possible de réaliser les activités en question en cernant les occasions d'améliorer les programmes; en élaborant, en mettant en œuvre et en maintenant des systèmes, des politiques, des procédures et des lignes directrices nationales; et en ayant recours aux renseignements d'entreprise et à la technologie.

Aide aux contribuables et aux entreprises

Aider les contribuables et les entreprises à respecter leurs obligations dans le cadre du système d'auto-évaluation au moyen de réponses précises et en temps opportun aux demandes d'information; de produits d'information offerts par l'entremise de divers médias comme le site Web, des dépliants et des brochures; d'activités de sensibilisation ciblées et de services; d'interprétations et de décisions en matière d'impôt et de taxation des marchandises; de critères d'admissibilité au *Régime de pension du Canada* et à la *Loi sur l'assurance-emploi*; de services liés à l'enregistrement de régimes de pension et d'autres régimes de revenu différé; de services liés à l'enregistrement d'organismes de bienfaisance.

Appels

Fournir un processus de règlement de différends rapide et impartial aux contribuables qui sont en désaccord avec les décisions prises par l'ARC en favorisant le dialogue avec les contribuables et en examinant des processus de rechange afin de régler les différends, le cas échéant, en plus d'aider le ministère de la Justice à traiter les appels devant les tribunaux.

Résultat stratégique

Les familles et les particuliers admissibles reçoivent des versements de prestations opportuns et exacts.

Description des activités de programme*Programmes de prestations*

Fournir des avantages fiscaux et d'autres services qui contribuent directement au mieux-être économique et social des Canadiens en administrant les Prestations fiscales canadiennes pour enfants, la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée, le programme des allocations spéciales pour enfants, le

crédit d'impôt pour personnes handicapées, la Prestation universelle pour la garde d'enfants et les versements anticipés de la prestation fiscale pour le revenu de travail (PFRT), ainsi qu'un éventail d'avantages permanents et de programmes de versement unique au nom des provinces, des territoires et d'autres ministères fédéraux. Aider les prestataires à respecter leurs obligations en fournissant des réponses en temps opportun à leurs demandes de renseignements.

Résultat stratégique

Les contribuables et les prestataires obtiennent un examen impartial et indépendant à l'égard de leurs plaintes liées au service.

Description des activités de programme

Ombudsman des contribuables

L'ombudsman des contribuables, qui rend directement compte au ministre du Revenu national et opère de façon autonome et sans lien de dépendance avec la haute direction de l'ARC ni avec les membres du Conseil de direction de cette dernière, procure au ministre du Revenu national des conseils quant aux services qu'assure l'ARC, traite les demandes de révision faites par les contribuables et les prestataires relativement à des questions comme les droits liés aux services qui sont décrits dans la *Charte des droits des contribuables*, et cerne et examine des questions généralisées et nouvelles liées aux services de l'ARC qui ont une incidence négative sur les contribuables et les prestataires.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
126 259 844	3 083 906 257	...	...	3 210 166 101	1				
...	...	24 392 657	...	24 392 657	1b				
...	...	...	115 942 486	115 942 486					
...	...	...	101 372 101	101 372 101					
...	...	...	(100 000)	(100 000)					
...	...	...	(62 889 348)	(62 889 348)					
126 259 844	3 083 906 257	24 392 657	154 325 239	3 388 883 997	Total—Crédit 1	3 158 001 277	10 532 135	220 350 585	3 170 640 318
51 747 299	151 346 470	...	...	203 093 769	5				
...	...	1 882 288	...	1 882 288	5b				
...	...	...	(115 942 486)	(115 942 486)					
...	...	...	(9 377 136)	(9 377 136)					
51 747 299	151 346 470	1 882 288	(125 319 622)	79 656 435	Total—Crédit 5	51 689 472	...	27 966 963	89 495 745
...	...	...	249 190	249 190	(S)	249 190	...	...	...
...	460 028 178	...	(3 167 838)	456 860 340	(S)	456 860 340	...	...	466 011 571
...	77 516	...	20	77 536	(S)	77 536	...	...	77 638
...	140 000 000	...	73 871 447	213 871 447	(S)	213 871 447	...	...	220 735 323
...	230 687 768	...	14 771 705	245 459 473	(S)	245 459 473	...	...	245 117 903
...	227 000 000	...	(3 454 213)	223 545 787	(S)	223 545 787	...	...	222 437 960
...	...	...	3 509	3 509	(S)	3 509	...	...	2 400
...	...	...	1 496	1 496	(S)	1 496	...	...	4 746

...	...	...	165 406	165 406	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	165 406	...	...	195 666
...	...	...	1 366 693	1 366 693	(S) Montants adjugés par une cour	1 366 693	...	...	3 839 962
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6 772
178 007 143	4 293 046 189	26 274 945	112 813 032	4 610 141 309	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 351 291 626	10 532 135	248 317 548	4 418 566 004

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- (1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
 Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
 Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
 Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Observation en matière de déclaration	1 098 992 693	1 053 555 765	2 015 000	2 202 694	...	...	...	...	...	...	1 101 007 693	1 055 758 459
Cotisations des déclarations et traitement des paiements	707 988 450	670 678 565	758 000	428 582	...	...	29 050 554	29 050 554	...	...	679 695 896	642 056 593
Comptes débiteurs et observation en matière de production des déclarations	665 145 188	658 897 450	5 264 000	3 792 942	...	...	141 185 288	141 185 288	...	...	529 223 900	521 505 104
Aide aux contribuables et aux entreprises	365 333 333	361 109 092	405 000	228 644	217 042 098	216 281 943	47 077 392	47 077 392	...	...	535 703 039	530 542 287
Appels	196 019 585	188 256 740	30 000	19 094	...	...	13 212 263	13 212 263	...	...	182 837 322	175 063 571
Programmes de prestations	161 247 797	145 728 854	1 288 000	873 545	223 547 283	223 547 283	366 325	366 325	...	...	385 716 755	369 783 357
Ombudsman des contribuables	3 557 112	2 730 896	...	...	...	...	...	...	...	...	3 557 112	2 730 896
Services internes	1 206 795 045	1 093 999 276	69 896 435	44 143 971	...	...	84 291 888	84 291 888	...	...	1 192 399 592	1 053 851 359
Sous-total	4 405 079 203	4 174 956 638	79 656 435	51 689 472	440 589 381	439 829 226	315 183 710	315 183 710	...	...	4 610 141 309	4 351 291 626
Revenus affectés aux dépenses	(315 183 710)	(315 183 710)	...	...	...	...	(315 183 710)	(315 183 710)	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	4 089 895 493	3 859 772 928	79 656 435	51 689 472	440 589 381	439 829 226	...	...	...	...	4 610 141 309	4 351 291 626

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Contributions									
					Contributions à l'appui de la Réforme du cadre réglementaire des organismes de bienfaisance				
170 651	3 000 000	...	...	3 170 651	2 410 496	...	760 155	2 956 577
Autres paiements de transfert									
					(S) Versements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>				
...	140 000 000	...	73 871 447	213 871 447	213 871 447	...	...	220 735 323
...	227 000 000	...	(3 454 213)	223 545 787	223 545 787	...	...	222 437 960
					(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants				
...	...	...	1 496	1 496	1 496	...	...	4 746
...	367 000 000	...	70 418 730	437 418 730	437 418 730	...	...	443 178 029
170 651	370 000 000	...	70 418 730	440 589 381	439 829 226	...	760 155	446 134 606	
Total du portefeuille ministériel									

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Cotisations des déclarations et traitement des paiements	29 050 554	29 050 554	28 206 200
Comptes débiteurs et observation en matière de production des déclarations	141 185 288	141 185 288	135 775 125
Aide aux contribuables et aux entreprises	47 077 392	47 077 392	45 973 691
Appels	13 212 263	13 212 263	13 187 681
Programmes de prestations	366 325	366 325	356 138
Services internes	84 291 888	84 291 888	83 476 098
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	315 183 710	315 183 710	306 974 933

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Revenus fiscaux—		
Impôt sur le revenu—		
Particuliers	109 315 577 274	103 558 390 384
Sociétés	31 701 857 473	29 969 047 440
Non-résidents	5 300 927 458	5 136 797 950
	146 318 362 205	138 664 235 774
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	14 266 611 219	15 374 343 499
Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale crédit aux particuliers	1 856 959 382 3 894 064 620	1 700 838 328 3 791 291 597
	8 515 587 217	9 882 213 574
Taxe d'accise—Carburant moteur—Essence	4 143 297 155	4 185 071 967
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel—		
Essence d'aviation et carboréacteur	83 908 108	88 621 004
Combustible diesel	1 041 510 313	1 024 630 472
	1 125 418 421	1 113 251 476
Droits d'accise—		
Spiritueux	671 664 838	655 212 106
Bière	616 720 287	608 162 364
Spiritueux rafraîchissants	26 144 351	21 647 515
Vin	244 283 119	242 497 278
Cigarettes	1 540 081 943	1 504 307 223
Cigares	5 211 413	5 653 045
Tabac manufacturé	53 462 359	69 791 836
	3 157 568 310	3 107 271 367
Droits sur les remboursements de dépôts douaniers pour le bois d'œuvre	...	(35 167)
Droits d'exportation de produits de bois d'œuvre	234 270 929	233 125 526
	234 270 929	233 090 359
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	631 002 817	600 077 821

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Autres taxes et droits d'accise—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	165 406	195 666
Taxes à la fabrication—			Revenus divers—		
Climatiseurs pour automobiles	150 006 081	142 730 906	Intérêts et pénalités—		
Primes d'assurance	13 461 718	27 760 430	Impôt sur le revenu des particuliers	2 044 572 340	2 032 561 969
Écoprélèvement	21 754 926	23 873 000	Impôt sur le revenu des sociétés	1 039 516 558	1 231 808 198
Divers	21 813	22 087	Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), taxe d'accise, droits de douane et autres droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	567 304 324	488 401 015
	185 244 538	194 386 423		3 651 393 222	3 752 771 182
Total des revenus fiscaux	164 310 751 592	157 979 598 761	Intérêts payés sur les remboursements—		
Autres revenus—			Impôt sur le revenu des particuliers	(89 050 714)	(87 376 555)
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Impôt sur le revenu des sociétés	(574 933 138)	(435 014 667)
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	908 735	879 016	Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation et taxe d'accise	(32 669 649)	(38 354 349)
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	5 176 204	5 144 331		(696 653 501)	(560 745 571)
	6 084 939	6 023 347	Dons à l'État	2 666	11 332
Ventes de biens et de services—			Gain net de change	156 464	...
Droits et privilèges	130 000	120 000	Divers—		
Location et utilisation de biens publics	57	44 631	Amendes imposées par le tribunal	11 624 933	238 273 056
Services de nature réglementaire—			Recouvrement d'avantages sociaux des employés	45 267 361	44 072 342
Frais de perception d'assurance-emploi et du <i>Régime de pensions du Canada</i>	315 183 710	306 974 933	Autres	2 156 339	36 171 297
Frais d'entente anticipée en matière de prix	1 569 312	1 656 380		59 048 633	318 516 695
Divers	275 329	160 391	Total des autres revenus	3 013 947 484	3 510 553 638
	317 028 351	308 791 704	Total du portefeuille ministériel	167 906 749 132	162 060 988 588
Services de nature non réglementaire—					
Frais administratifs des programmes provinciaux	103 122 081	87 759 640			
Autres ministères du gouvernement—Recouvrements de coûts	138 638 695	153 210 183			
Divers	637 546	640 220			
	242 398 322	241 610 043			
Ventes de biens et de produits d'information—					
Vente d'articles non réclamés, sceaux, etc.	45 992	44 000			
Autres frais et droits—					
Frais d'administration pour titres non payés	565	600			
Revenus reportés	133 943	(196 770)			
Intérêts sur les autres revenus—Autres	9 897	6 940			
Régime d'avantages sociaux des employés—Recouvrements de coûts non disponibles pour être dépensés	15 787 346	13 913 031			
Divers	265 238	282 997			
	16 196 989	14 006 798			
	575 799 711	564 617 176			

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère

Commission canadienne du lait

**Agence canadienne d'inspection des
aliments**

Commission canadienne des grains

Financement agricole Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	7.2
Sommaire du portefeuille ministériel	7.7
Activités de programme	7.12
Paiements de transfert	7.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés	7.17
Revenus	7.18

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Résultat stratégique

Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels respectueux de l'environnement.

Description des activités de programme*Mesures à la ferme*

AAC vient en aide aux agriculteurs par des programmes d'application directe à la ferme qui permettent de déterminer les risques environnementaux et les possibilités connexes tout en soutenant l'élaboration d'une éthique de gestion agricole et agroalimentaire. Il les aide dans l'évaluation des risques agroenvironnementaux et la planification, en fournissant de l'expertise, de l'information et des incitatifs pour stimuler l'adoption de pratiques d'agriculture durables au niveau de la ferme et du paysage, en explorant et concevant de nouvelles approches qui favorisent et soutiennent l'adoption de pratiques agricoles durables et en faisant mieux connaître les bienfaits de ces pratiques. Cette activité de

programme favorise la bonne intendance de l'environnement et aide à atténuer les répercussions générales du secteur sur l'environnement. Elle contribue à créer un environnement plus sain et à instaurer des conditions pour améliorer la qualité de vie de la population canadienne et à rendre le secteur agricole plus rentable.

Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental

AAC s'emploie à aider le secteur par des initiatives qui lui permettent d'utiliser une démarche de gestion plus rigoureuse pour prendre des décisions face aux risques environnementaux et de trouver des correctifs appropriés. AAC réalise des projets de recherche fondamentale et appliquée afin de mieux comprendre les interactions entre l'agriculture et l'environnement face aux principaux défis en matière de protection de l'environnement qui se posent au Canada et dans les régions; élaborer des pratiques d'agriculture durable et valider les résultats environnementaux et économiques aux niveaux de la ferme et du paysage; mettre au point, améliorer et utiliser des indicateurs agroenvironnementaux, des systèmes de comptabilité des gaz à effet de serre et des indicateurs économiques pour évaluer la viabilité environnementale et économique du secteur. Ce programme fournit la plate-forme pour l'innovation, et la découverte de technologies et de stratégies qui sont utilisées comme base pour application par le secteur de façon à améliorer la performance agroenvironnementale du secteur.

Résultat stratégique

Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels compétitif qui gère les risques de manière proactive.

Description des activités de programme*Gestion des risques de l'entreprise*

AAC a un programme intégral de gestion des risques de l'entreprise pour donner aux producteurs de meilleurs

outils et le savoir-faire nécessaire pour gérer les risques de l'entreprise. Ce programme leur procure une protection contre les légères baisses de revenu, une aide axée sur la marge de production quand leurs pertes de revenus sont plus importantes, un cadre d'indemnisation en cas de catastrophe pour les secourir rapidement et une assurance-production pour les protéger contre les pertes de production causées par des catastrophes naturelles. De plus, le programme prévoit une aide sous forme de garanties financières qui facilitera la commercialisation de leurs produits une fois que la conjoncture du marché et les prix seront plus favorables.

Développement du commerce et des marchés

AAC se fait le défenseur du commerce agricole du Canada en s'employant à éliminer les obstacles au commerce au pays et même à l'étranger et à multiplier les débouchés pour le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels. Il aide celui-ci à trouver de nouveaux débouchés au pays et dans le monde ainsi que des façons d'améliorer sa productivité et sa compétitivité et de devenir ainsi plus prospère. AAC travaille aussi à faire reconnaître les produits canadiens grâce à l'initiative Image de marque du Canada sur les marchés internationaux et à la Stratégie de promotion de l'image de marque au Canada, et cela afin de consolider et d'élargir la présence du secteur sur le marché.

Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments

AAC aide les producteurs et les organismes à élaborer et à mettre en oeuvre des systèmes de gestion des risques liés à la salubrité des aliments, à la biosécurité et à la traçabilité afin de leur permettre de prévenir et de contrôler les risques en matière de ressources animales et végétales et de renforcer ainsi le secteur contre la propagation de maladies et les pertes sur les marchés intérieurs et étrangers. Les systèmes de gestion du risque comprennent les systèmes nationaux de salubrité alimentaire reconnus par le gouvernement fondés sur

les principes d'analyse des dangers et la maîtrise des points critiques (HACCP) ou de type HACCP, à la ferme et en aval de la ferme; les systèmes nationaux de biosécurité; et le système national de traçabilité pour le secteur agroalimentaire. Ces systèmes sont également mis à profit dans la gestion des urgences pour limiter la propagation des maladies animales et végétales, réduisant par conséquent les répercussions environnementales et sociales d'une crise. Une stratégie nationale de biosécurité animale et végétale offre également une orientation stratégique générale visant à faire en sorte que les efforts soient ciblés sur les risques les plus élevés en matière de biosécurité. Parmi les participants admissibles, mentionnons les organismes sans but lucratif nationaux ou régionaux, les producteurs et les intervenants de l'industrie.

Facilitation de l'efficacité de la réglementation

AAC met en place des initiatives pour s'assurer que le milieu de la réglementation fait la promotion de l'innovation, de l'investissement et de la compétitivité du secteur. Le Ministère reconnaît qu'en raison du rythme accéléré des progrès technologiques et des nouveaux écarts entre les politiques réglementaires internationales et nationales, le milieu de la réglementation du Canada devra accroître sa capacité et accélérer son processus de modernisation s'il veut être réactif. Dans le cadre de ces initiatives, le Ministère collaborera avec les intervenants de la chaîne de valeur afin d'accroître leur capacité de respecter les exigences réglementaires ainsi qu'avec des partenaires fédéraux et l'industrie pour trouver des façons de rationaliser le fardeau réglementaire au moyen de mesures ciblées visant les priorités du secteur, et ce tout en conservant le régime réglementaire rigoureux du Canada en ce qui a trait à la santé et à la sécurité. Un processus de prise de décisions réglementaires fondées sur la science qui soit encore plus rapide et transparent permettra d'accroître la confiance du public et des intervenants.

Conseil des produits agricoles du Canada

Institué par l'entremise de la *Loi sur les offices des produits agricoles* (la Loi), le Conseil des produits agricoles du Canada (CPAC) est un organisme unique de surveillance de l'intérêt public qui fait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (le Ministre). La Loi permet la création d'offices nationaux de commercialisation, de promotion et de recherche. Le CPAC supervise ces offices et collabore avec eux pour s'assurer que le système de gestion de l'offre pour la volaille et les oeufs, ainsi que le système de prélèvement pour les bovins de boucherie fonctionnent dans le meilleur intérêt des intervenants de ces secteurs, des producteurs aux consommateurs. Le CPAC participe également de façon active à la gestion du portefeuille en conseillant le Ministre et en entretenant des liens avec les gouvernements provinciaux.

Résultat stratégique

Un secteur innovateur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels.

Description des activités de programme

Sciences, innovation et adoption

AAC contribue à l'amélioration de la compétitivité du secteur des produits agricoles, agroalimentaires et agro-industriels en appuyant des projets d'innovation qui sont conçus pour améliorer des nouveaux produits, des services, des procédés et des marchés. Des activités concertées de prévision et de recherche stratégiques et de partage de l'information permettent de prendre des décisions coordonnées et éclairées afin d'en arriver à une planification intégrée regroupant les industries, les gouvernements et les universités. On fait la promotion des mesures de collaboration pour accélérer le transfert des connaissances scientifiques et technologiques en fonction du cycle d'innovation, et ce, afin d'appuyer les stratégies de succès éventuel qui ont été définies par

le secteur industriel. On aide aussi les agriculteurs, les agri-entrepreneurs ainsi que les petites et moyennes entreprises agro-industrielles qui s'efforcent d'adopter de nouvelles technologies et de commercialiser de nouveaux produits et services. Les recherches exploratoires et transformationnelles aident à cerner les débouchés éventuels et à préparer le secteur en vue des nouvelles possibilités et des nouveaux défis.

Développement de l'agro-entreprise

Cette activité de programme encourage l'utilisation de saines pratiques de gestion et vise à faire connaître les avantages tout en permettant aux entreprises du secteur d'être rentables et d'investir dans les secteurs où il le faut pour gérer de façon durable le fonds de ressources naturelles, ainsi que produire et commercialiser des produits alimentaires et autres qui sont sans danger. Le programme de développement de l'agro-entreprise finance des activités provinciales et territoriales d'application de pratiques et de compétences en gestion des affaires qui renforcent la capacité des entreprises du secteur à évaluer les répercussions financières des améliorations qu'elles apportent à leurs méthodes, notamment l'incidence des plans environnementaux, des systèmes de salubrité des aliments et des projets d'innovation sur la rentabilité de leur entreprise; à gérer la transformation, à réagir au changement et à innover dans leurs opérations; à comprendre leur situation financière et à mettre en place des mesures efficaces ainsi que des plans et pratiques de gestion; et à favoriser la participation des jeunes agriculteurs ou des débutants dans ce domaine, des membres des Premières nations et des clients dans certains sous-secteurs en transition.

Développement des régions rurales et développement des coopératives

Le programme Développement des régions rurales et développement des coopératives appuie le développement communautaire de deux façons distinctes.

D'une part, il dirige une approche intégrée pangouvernementale appelée Partenariat rural du Canada. Il s'agit d'une approche par l'entremise de laquelle le gouvernement cherche à coordonner ses politiques pour les axer sur le développement socio-économique et le renouveau du Canada rural. De plus, il établit des partenariats avec les ministères fédéraux, les provinces et les intervenants ruraux et offre des outils pour permettre aux collectivités rurales d'utiliser leur faculté d'innovation afin de mettre à profit les attraits locaux et de devenir plus compétitives à l'échelle locale ou régionale.

D'autre part, il favorise le développement des coopératives comme moyen efficace d'aider les Canadiens et les collectivités à se prendre en charge et à saisir de nouveaux débouchés. En outre, il conseille l'ensemble du gouvernement sur les politiques et les programmes touchant les coopératives, et il établit des partenariats au sein du gouvernement fédéral et avec le secteur coopératif, les provinces et d'autres intervenants clés pour soutenir le développement des coopératives.

Agence canadienne du pari mutuel

En vertu de l'article 204 du Code criminel du Canada, le Ministre est responsable des politiques et de la réglementation concernant les paris mutuels sur les courses de chevaux. L'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM) est un organisme de service spécial d'AAC qui est chargé de réglementer et de superviser les activités de pari mutuel dans les hippodromes canadiens, et qui a pour objectif de s'assurer que le tout s'y déroule de manière équitable pour le public. Les coûts associés aux activités de l'ACPM sont recouverts au moyen d'un prélèvement fixé actuellement à 0,8 p. 100 sur chaque pari engagé au Canada. Les plans stratégiques de l'ACPM sont axés sur la réglementation et la surveillance de façon moderne, efficace et transparente des activités de pari mutuel sur les courses hippiques.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Résultat stratégique

Accroître la vitalité de l'industrie laitière canadienne au profit de tous les partenaires de l'industrie.

Description des activités de programme

Administre le système de gestion des approvisionnements du lait

Établit les prix de soutien pour le beurre et la poudre de lait écrémé. Calcule et recommande le niveau cible national de production du lait de transformation. Agit comme facilitateur au sein de l'industrie laitière. Gère les Programmes intérieurs de saisonnalité (offre et demande).

Résultat stratégique

Un approvisionnement alimentaire et des ressources animales et végétales sûrs et accessibles Cadre de réglementation intégré

Description des activités de programme

Programme de salubrité des aliments

Le Programme de salubrité des aliments vise à atténuer les risques pour la santé publique associés aux maladies et aux autres dangers inhérents au système d'approvisionnement alimentaire, de même qu'à gérer les urgences et les incidents liés à la salubrité des aliments. Les

objectifs du Programme sont atteints grâce à la promotion de la salubrité des aliments et à la participation du public à cet égard, ainsi qu'à la vérification de la conformité de l'industrie aux normes et aux règlements fondés sur des principes scientifiques. Le Programme comporte des initiatives pour veiller à ce que les consommateurs reçoivent de l'information sur la salubrité des aliments et la nutrition, et pour décourager les pratiques commerciales déloyales ciblant les consommateurs et l'industrie. En collaborant avec d'autres gouvernements et intervenants, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) peut mieux détecter, suivre et atténuer les dangers liés aux aliments et au système d'approvisionnement alimentaire, y compris les toxico-infections alimentaires. Le Programme contribue à la santé publique et inspire la confiance à l'égard du système alimentaire canadien.

Programme de santé des animaux et de prévention des zoonoses

Le Programme de santé des animaux et de prévention des zoonoses vise à atténuer les risques inhérents aux ressources animales, aux aliments du bétail et aux produits animaux du Canada, lesquels font partie intégrante d'un système d'approvisionnement alimentaire sûr et accessible, et sont essentiels au maintien de la santé publique. Les objectifs du Programme sont atteints grâce à l'atténuation des risques que posent les maladies réglementées pour les animaux du Canada (incluant le bétail et les animaux aquatiques), à la gestion des urgences et des incidents liés aux maladies animales, à l'atténuation et à la gestion des risques associés aux aliments du bétail qui touchent le bétail et les produits alimentaires dérivés du bétail, à la promotion du bien-être des animaux et à la protection des ressources animales contre les menaces délibérées. Le Programme aide l'ACIA à atténuer les risques associés aux maladies animales transmissibles aux humains en lui permettant de contrôler ces maladies dans les popu-

lations animales. En outre, il est favorable à la santé des ressources animales du Canada et à l'instauration d'une certaine confiance à l'égard de l'état de santé des animaux, des produits d'origine animale, des sous-produits animaux et des systèmes de production.

Programme de protection des végétaux

Le Programme de protection des végétaux vise à atténuer les risques inhérents aux ressources végétales du Canada, lesquelles font partie intégrante d'un système d'approvisionnement alimentaire sûr et accessible, et sont essentielles à la santé publique et à la durabilité environnementale. Les objectifs du Programme sont atteints grâce à la réglementation des produits agricoles et forestiers, à l'atténuation des risques que posent les maladies et les organismes nuisibles réglementés à l'égard des ressources végétales (y compris les cultures et les forêts), à la réglementation de l'innocuité et de l'intégrité des semences, des engrais et des produits végétaux, et à la gestion des urgences et des incidents liés à la protection des végétaux. En outre, le Programme permet de protéger les ressources végétales contre les menaces délibérées, d'intégrer plus facilement de nouvelles technologies et de protéger les droits d'obtentions végétales. L'atteinte de l'objectif du programme inspire une certaine confiance à l'égard de l'innocuité des végétaux, des systèmes de production de végétaux et des produits végétaux, tout en contribuant à la protection des végétaux du Canada.

Programme sur la collaboration internationale et les ententes techniques

Le Programme sur la collaboration internationale et les ententes techniques de l'ACIA contribue à fournir un cadre de réglementation international cohérent, prévisible et fondé sur des principes scientifiques. Ce cadre de réglementation international permet de se conformer aux exigences réglementaires des pays importateurs relativement aux aliments, aux animaux, aux végétaux, et à leurs produits, facilitant ainsi pour le

Canada un commerce de plusieurs milliards de dollars par an. Les objectifs du programme sont atteints grâce à la participation active de l'ACIA à des forums internationaux en vue d'établir des règlements, des normes, des lignes directrices et des politiques internationales fondés sur des principes scientifiques, et à la gestion de comités sanitaires et phytosanitaires formés en vertu d'ententes internationales. L'ACIA contribue à l'accès aux marchés en faisant la promotion active du système de réglementation canadien fondé sur des principes scientifiques auprès des partenaires commerciaux étrangers et en menant des négociations en vue de régler des questions d'ordre scientifique et technique.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Résultat stratégique

Le grain du Canada est salubre, fiable et commercialisable et les producteurs de grain canadien sont protégés.

Description des activités de programme

Programme d'assurance-qualité – Crédits

Le système d'assurance de la qualité des grains (SAQG) du Canada assure la livraison de grains de qualité uniforme et fiable qui répond aux besoins des marchés canadiens et internationaux. La prestation quotidienne des services d'inspection et de classement du grain, conformément au mandat défini dans la *Loi sur les grains du Canada*, ainsi que les programmes et les services de soutien scientifique et technique, font

partie intégrante de la prestation globale d'un SAQG efficace. Le SAQG du Canada s'adapte continuellement aux besoins d'utilisation finale des acheteurs canadiens et étrangers de grains canadiens, ainsi qu'aux changements structurels continus au sein de l'industrie céréalière, pour conserver la réputation du Canada comme fournisseur fiable de grains de qualité. Un SAQG efficace est un facteur-clé pour permettre aux exportateurs canadiens de réussir à vendre sur les marchés céréaliers internationaux concurrentiels et est essentiel pour les producteurs afin qu'ils obtiennent le meilleur prix possible pour leurs grains.

Programme de recherches sur la qualité des grains – Crédits

En vertu de la *Loi sur les grains du Canada*, la Commission canadienne des grains (CCG) doit entreprendre, parrainer et promouvoir des recherches sur les grains. La CCG effectue des recherches à l'appui du système d'assurance de la qualité des grains (SAQG) pour se pencher sur les nouveaux défis à relever et renforcer la facilité d'écoulement du grain canadien dans l'intérêt des producteurs et de l'industrie céréalière canadienne. Le Laboratoire de recherches sur les grains (LRG) de la CCG mène des recherches sur des méthodes pour mesurer la qualité du grain, des nouveaux facteurs qualitatifs et des nouvelles normes en matière de grains. Les recherches sur la qualité du grain APPEIENT l'amélioration continue du SAQG.

Programme d'assurance-quantité – Crédits

Le SAQG du Canada assure le poids du grain livré par des moyens de transport ou déchargés de ceux-ci et le grain en stockage dans le réseau des silos terminaux et de transbordement agréés pour satisfaire aux exigences de l'industrie céréalière, des producteurs aux clients. La prestation quotidienne des services de pesée, conformément au mandat défini dans la *Loi sur les grains du Canada*, fait partie intégrante du SAQG. Pour

que le système soit toujours pertinent et qu'il réponde aux demandes de l'industrie en constante évolution, on fournit un soutien technique continu à l'appui du SAQG.

Programme de protection des producteurs – Crédits

La CCG a pour mandat de défendre les droits des producteurs en appliquant la *Loi sur les grains du Canada* et, à ce titre, a mis à exécution un bon nombre de programmes et de mesures de protection pour assurer le traitement équitable des producteurs de grains canadiens. Ces services comprennent le programme de délivrance de licences et de dépôt de garantie, la répartition des wagons de producteurs aux producteurs et aux groupes de producteurs qui désirent expédier eux-mêmes leurs propres grains, et les mesures de liaison avec les producteurs, y compris le système d'appel sur les grades attribués aux grains. De plus, la CCG recueille et met à jour des données sur la qualité du grain et des renseignements sur la manutention des grains pour faciliter les ventes des producteurs et les décisions de marketing.

Programme de protection des producteurs – Fonds renouvelable

La CCG a pour mandat de défendre les droits des producteurs en appliquant la *Loi sur les grains du Canada* et, à ce titre, a mis à exécution un bon nombre de programmes et de mesures de protection pour assurer le traitement équitable des producteurs de grains canadiens. Ces services comprennent le programme de délivrance de licences et de dépôt de garantie, la répartition des wagons de producteurs aux producteurs et aux groupes de producteurs qui désirent expédier eux-mêmes leurs propres grains, et les mesures de liaison avec les producteurs, y compris le système d'appel sur les grades attribués aux grains. De plus, la CCG recueille et met à jour des données sur la qualité du grain et des renseignements sur la manutention des grains pour faciliter les ventes des producteurs et les décisions de marketing.

Programme d'assurance-quantité – Fonds renouvelable

Le Système d'assurance de la quantité des grains du Canada assure le poids du grain livré par des moyens de transport ou déchargés de ceux-ci et le grain en stockage dans le réseau des silos terminaux et de transbordement agréés pour satisfaire aux exigences de l'industrie céréalière, des producteurs aux clients. La prestation quotidienne des services de pesée, conformément au mandat défini dans la *Loi sur les grains du Canada*, fait partie intégrante du Système d'assurance de la quantité. Pour que le système soit toujours pertinent et qu'il réponde aux demandes de l'industrie en constante évolution, on fournit un soutien technique continu à l'appui du Système d'assurance de la quantité du grain.

Programme d'assurance-qualité – Fonds renouvelable

Le SAQG du Canada assure la livraison de grains de qualité uniforme et fiable qui répond aux besoins des marchés canadiens et internationaux. La prestation quotidienne des services d'inspection et de classement du grain, conformément au mandat défini dans la *Loi sur les grains du Canada*, ainsi que les programmes et les services de soutien scientifique et technique, font partie intégrante de la prestation globale d'un SAQG efficace. Le SAQG du Canada s'adapte continuellement aux besoins d'utilisation finale des acheteurs canadiens et étrangers de grains canadiens, ainsi qu'aux changements structurels continus au sein de l'industrie céréalière, pour conserver la réputation du Canada comme fournisseur fiable de grains de qualité. Un SAQG efficace est un facteur-clé pour permettre aux exportateurs canadiens de réussir à vendre sur les marchés céréalières internationaux concurrentiels et est essentiel pour les producteurs afin qu'ils obtiennent le meilleur prix possible pour leurs grains.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes – Fonds renouvelable

Voir le texte d'introduction.

Services internes – Crédits

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	716 925 822	...	...	716 925 822	1				
...	...	21 437 422	...	21 437 422	1b				
...	...	1	...	1	1c				
...	...	...	208 900	208 900					
...	...	...	1 440 000	1 440 000					
...	...	...	321 286	321 286					
...	...	...	39 366 288	39 366 288					
...	...	...	40 636 798	40 636 798					
...	...	...	(9 825 000)	(9 825 000)					
...	...	...	(587 700)	(587 700)					
...	...	...	(26 261 078)	(26 261 078)					
...	...	...	(10 136 089)	(10 136 089)					
...	...	...	(5 232 788)	(5 232 788)					
...	...	...	(11 603 373)	(11 603 373)					
...	716 925 822	21 437 423	18 327 244	756 690 489		704 941 276	51 749 213	...	712 478 274
...	28 150 200	...	...	28 150 200	5				
...	...	...	6 000 556	6 000 556					
...	28 150 200	...	6 000 556	34 150 756		28 848 626	5 302 130	...	51 859 188
...	409 425 666	...	...	409 425 666	10				
...	...	24 171 425	...	24 171 425	10b				
...	...	725 033	...	725 033	10c				
...	...	...	26 261 078	26 261 078					
...	...	...	(1 440 000)	(1 440 000)					
...	409 425 666	24 896 458	24 821 078	459 143 202		359 941 850	99 201 352	...	411 653 229
...	84 309 446	...	(3 543 390)	80 766 056	(S)	80 766 056	...	...	81 829 460
...	77 516	...	20	77 536	(S)	77 536	...	...	77 638
...	500 964 000	...	(340 880 703)	160 083 297	(S)	160 083 297	...	...	332 045 069
...	452 000 000	...	119 643 883	571 643 883	(S)	571 643 883	...	...	514 918 800

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
...	...	300 042 000	(69 160 597)	230 881 403	(S) Paiements de contributions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole—Agri-relance	230 881 403	...	...	256 164 031
...	139 400 000	...	84 758 458	224 158 458	(S) Paiements de subventions pour le Programme Agri-investissement	224 158 458	...	...	167 403 296
...	106 000 000	...	(61 050 845)	44 949 155	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	44 949 155	...	...	33 997 707
...	95 452 000	...	33 802 806	129 254 806	(S) Paiements de subventions pour le Programme Agri-stabilité	129 254 806	...	...	39 497 611
...	20 089 000	...	4 181 703	24 270 703	(S) Paiements de contributions pour le Programme Agri-investissement	24 270 703	...	...	29 238 998
...	13 111 013	...	(12 969 972)	141 041	(S) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	141 041	...	...	232 470
...	5 000 000	...	(106 177)	4 893 823	(S) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	4 893 823	...	...	8 435 258
...	404 500	...	(404 500)	...	(S) Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	...	...	...	35 961 951
600 000	200 000	...	(200 000)	600 000	(S) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	...	...	600 000	...
3 419 399	...	...	...	3 419 399	(S) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	...	...	...	...
...	...	...	503 000	503 000	Virement du CT, crédit 30 ⁽¹⁾		
3 419 399	...	...	503 000	3 922 399	Total	(253 649)	...	4 176 048	822 757
...	...	...	(5 784)	(5 784)	(S) Subventions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de production	(5 784)	...	...	(141 479)
...	...	...	(1 732 956)	(1 732 956)	(S) Paiements de subventions pour l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	(1 732 956)	...	...	(1 520 072)
...	...	...	(63 445)	(63 445)	(S) Paiements de subvention par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	(63 445)	...	...	(31 441)
...	...	...	(80 733)	(80 733)	(S) Paiements de subvention par catégorie pour le Programme de revenu agricole	(80 733)	...	...	(22 178)
...	...	...	(6 139 593)	(6 139 593)	(S) Contributions pour la gestion des risques agricoles—Gestion des risques de l'entreprise du Programme d'avances printanières bonifié	(6 139 593)	...	...	(1 060 707)
...	...	...	(33 725)	(33 725)	(S) Subventions à l'appui du Programme de paiements relatifs aux céréales et oléagineux	(33 725)	...	...	(129 908)
...	...	...	(141 473)	(141 473)	(S) Paiements de subventions pour le Programme de démarrage d'Agri-investissement	(141 473)	...	...	(68 645)
...	...	...	(395 935)	(395 935)	(S) Paiements de contributions pour le Programme de démarrage d'Agri-investissement	(395 935)	...	...	(2 750 759)
...	...	...	8 359	8 359	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	8 359	...	...	4 879

921 700	...	...	4 699 393	5 621 093	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 443 918	...	2 177 175	3 948 399
...	...	...	(466 711)	(466 711)	(S) Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	(466 711)	...	...	...
...	...	...	(321 817)	(321 817)	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Projets de politiques agricoles	(321 817)	...	...	...
...	...	...	(44 664)	(44 664)	(S) Contributions à la transition aux programmes futurs de gestion des risques	(44 664)	...	...	(12 630)
...	...	...	(48 088)	(48 088)	(S) Paiement de contributions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	(48 088)	...	...	(2 452)
...	...	...	(35 769)	(35 769)	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Programme d'assurance-récolte	(35 769)	...	...	...
...	...	...	(100 533)	(100 533)	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Compte de stabilisation du revenu net (CSRN)	(100 533)	...	...	...
...	...	...	(50 382)	(50 382)	(S) Paiements de contributions par catégorie pour le Programme de revenu agricole	(50 382)	...	...	(11 332)
...	...	...	(202 916)	(202 916)	(S) Paiements de contributions pour l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	(202 916)	...	...	(169 672)
...	...	...	(531 392)	(531 392)	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programmes provinciaux	(531 392)	...	...	...
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	124 490
4 941 099	2 571 509 163	346 375 881	(201 965 600)	2 720 860 543	Total du ministère—Budgétaire	2 557 654 625	156 252 695	6 953 223	2 674 772 230
Commission canadienne du lait									
...	3 930 000	...	...	3 930 000	15 Dépenses du programme				
...	...	...	8 798	8 798	Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	540 726	540 726	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	3 930 000	...	549 524	4 479 524	Total—Crédit 15	4 479 524	...	...	4 147 084
264 776 926	...	...	...	264 776 926	(S) (L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i> , article 16 tel que modifié par le crédit 50a de la <i>Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits</i> . Limite 300 000 000 \$ (Net)	4 246 778	...	260 530 148	(53 811 475)
Total de l'organisme—									
...	3 930 000	...	549 524	4 479 524	Budgétaire	4 479 524	...	...	4 147 084
264 776 926	...	...	...	264 776 926	Non budgétaire	4 246 778	...	260 530 148	(53 811 475)
Agence canadienne d'inspection des aliments									
...	563 048 652	...	...	563 048 652	20 Dépenses de fonctionnement et contributions				
...	...	1	...	1	20b Virement de 7 215 136 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)				
...	...	6 903 635	...	6 903 635	20c Virement de 2 920 953 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 475 100 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	10 136 089	10 136 089	Virement du : crédit 1				
...	...	...	475 100	475 100	crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
...	...	...	308 220	308 220	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	22 329 125	22 329 125	CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	20 757 777	20 757 777	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(118 600)	(118 600)	Virement au crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(6 609 352)	(6 609 352)	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	563 048 652	6 903 636	47 278 359	617 230 647	Total—Crédit 20	579 207 923	38 022 724	...	592 714 877	
...	20 956 600	...	...	20 956 600	25 Dépenses en capital				
...	...	1	...	1	25b Virement de 634 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)					
...	...	23 143	...	23 143	25c Virement de 5 232 788 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)					
...	...	...	5 232 788	5 232 788	Virement du : crédit 1				
...	...	...	634 000	634 000	crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	2 839 595	2 839 595	CT, crédit 33 ⁽¹⁾				
...	...	...	(477 605)	(477 605)	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	20 956 600	23 144	8 228 778	29 208 522	Total—Crédit 25	13 755 212	15 453 310	...	41 200 610	
...	81 394 985	...	3 048 601	84 443 586	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	84 443 586	...	...	83 570 805
...	52 158 156	...	6 676 715	58 834 871	(S) Dépenses des recettes conformément au paragraphe 30 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments	55 851 348	2 983 523	...	...
...	1 500 000	...	2 723 367	4 223 367	(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux et autorisés en vertu de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments	4 223 367	...	...	3 589 787
144 774	...	...	316 879	461 653	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	212 539	...	249 114	712 821
...	...	...	2 382	2 382	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	2 382	...	...	1 119
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	601
144 774	719 058 393	6 926 780	68 275 081	794 405 028	Total de l'organisme—Budgétaire	737 696 357	56 459 557	249 114	721 790 620	
...	35 029 788	...	...	35 029 788	Commission canadienne des grains				
...	...	...	136 800	136 800	30 Dépenses du programme				
...	...	...	71 051	71 051	Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	35 029 788	...	207 851	35 237 639	CT, crédit 30 ⁽¹⁾					
...	...	...	...	...	Total—Crédit 30	35 237 639	...	...	31 183 896

...	622 222	...	...	622 222	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	622 222	...	...	587 337
38 606 742	(120 001)	...	120 001	38 606 742	(S) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	(1 098 073)	...	39 704 815	1 507 842
...	...	...	58 224	58 224	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	58 224	...	...	46 560
38 606 742	35 532 009	...	386 076	74 524 827	Total de l'organisme—Budgétaire	34 820 012	...	39 704 815	33 325 635
Financement agricole Canada									
(S) <i>Loi sur Financement agricole Canada</i>									
(L) Paiements de capital en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 11(1). Limite 1 250 000 000 \$ (Net)									
6 667 000	...	...	...	6 667 000		...	...	6 667 000	...
(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> , paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net)									
13 905 745 000	...	...	2 459 805 000	16 365 550 000		...	...	16 365 550 000	...
13 912 412 000	...	...	2 459 805 000	16 372 217 000	Total de l'organisme—Non budgétaire	...	...	16 372 217 000	...
Total du portefeuille ministériel—									
Budgétaire									
43 692 615	3 330 029 565	353 302 661	(132 754 919)	3 594 269 922		3 334 650 518	212 712 252	46 907 152	3 434 035 569
14 177 188 926	...	...	2 459 805 000	16 636 993 926	Non budgétaire	4 246 778	...	16 632 747 148	(53 811 475)

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Gestion des risques de l'entreprise	55 453 716	36 776 511	...	...	1 376 986 830	1 375 265 830	5 500 000	13 295	...	...	1 426 940 546	1 412 029 046
Développement du commerce et des marchés	68 394 323	59 993 554	...	...	41 144 965	37 983 117	...	...	...	...	109 539 288	97 976 671
Systemes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments	37 737 662	37 667 917	1 979 000	1 953 852	81 921 161	48 017 642	1 540 000	...	...	...	120 097 823	87 639 411
Facilitation de l'efficacité de la réglementation	25 812 693	12 552 879	...	...	...	...	...	...	...	...	25 812 693	12 552 879
Conseil des produits agricoles du Canada	3 345 417	3 063 149	...	...	600 000	...	...	...	...	...	3 945 417	3 063 149
Sciences, innovation et adoption	196 989 885	195 206 905	1 600 000	1 552 469	121 107 822	84 838 307	15 660 000	15 605 371	...	...	304 037 707	265 992 310
Développement de l'agro-entreprise	11 949 968	6 620 976	...	...	117 894 572	109 646 619	...	...	...	...	129 844 540	116 267 595
Développement des régions rurales et développement des coopératives	13 425 575	11 183 994	...	...	12 194 555	9 104 855	...	...	...	...	25 620 130	20 288 849
Agence canadienne du pari mutuel	15 102 399	10 889 849	...	...	...	...	11 180 000	11 143 498	...	...	3 922 399	(253 649)
Mesures à la ferme	69 025 480	48 639 510	3 800 000	3 719 620	85 123 950	72 459 514	21 800 000	17 791 636	...	...	136 149 430	107 027 008
Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental	86 417 824	84 900 922	...	...	2 650 000	2 506 619	4 800 000	...	...	...	84 267 824	87 407 541
Services internes	333 910 990	333 536 513	26 771 756	21 622 685	...	...	10 000 000	7 495 383	...	...	350 682 746	347 663 815
Sous-total	917 565 932	841 032 679	34 150 756	28 848 626	1 839 623 855	1 739 822 503	70 480 000	52 049 183	...	...	2 720 860 543	2 557 654 625
Revenus affectés aux dépenses	(70 480 000)	(52 049 183)	...	...	...	...	(70 480 000)	(52 049 183)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	847 085 932	788 983 496	34 150 756	28 848 626	1 839 623 855	1 739 822 503	...	...	...	...	2 720 860 543	2 557 654 625
Commission canadienne du lait												
Administre le système de gestion des approvisionnements du lait—												
Budgétaire	4 479 524	4 479 524	...	...	...	...	...	...	...	...	4 479 524	4 479 524
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	264 776 926	4 246 778	264 776 926	4 246 778
Total de l'organisme—												
Budgétaire	4 479 524	4 479 524	...	...	...	...	...	...	...	...	4 479 524	4 479 524
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	264 776 926	4 246 778	264 776 926	4 246 778
Agence canadienne d'inspection des aliments												
Risques liés à la salubrité des aliments et à la nutrition	341 104 930	324 588 604	14 733 902	4 346 882	...	...	...	...	...	...	355 838 832	328 935 486
Programme de santé des animaux et de prévention des zoonoses	139 883 652	133 337 128	5 254 788	2 665 892	4 269 342	4 269 343	...	...	...	...	149 407 782	140 272 363

Programme de protection des végétaux	91 086 385	83 466 919	315 070	315 070	182 971	182 970	...	...	...	...	91 584 426	83 964 959
Programme sur la collaboration internationale et les ententes techniques	44 475 492	33 902 447	6 753	6 753	950 000	950 000	...	...	...	...	45 432 245	34 859 200
Services internes	143 243 734	143 243 734	8 898 009	6 420 615	...	...	...	...	...	...	152 141 743	149 664 349
Sous-total	759 794 193	718 538 832	29 208 522	13 755 212	5 402 313	5 402 313	...	...	...	...	794 405 028	737 696 357
Revenus affectés aux dépenses	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	759 794 193	718 538 832	29 208 522	13 755 212	5 402 313	5 402 313	...	...	...	...	794 405 028	737 696 357
Commission canadienne des grains												
Programme d'assurance-qualité—												
Crédits	8 027 417	7 676 926	...	...	...	...	...	...	...	...	8 027 417	7 676 926
Fonds renouvelable	57 344 961	33 157 716	...	...	...	...	30 215 362	33 111 888	...	...	27 129 599	45 828
Programme de recherches sur la qualité des grains—Crédits	9 355 544	10 214 676	...	...	...	...	...	...	...	...	9 355 544	10 214 676
Programme d'assurance-quantité—												
Crédits	963 288	930 361	...	...	...	...	...	...	...	...	963 288	930 361
Fonds renouvelable	23 680 818	12 247 110	...	...	...	...	12 160 296	13 470 874	...	...	11 520 522	(1 223 764)
Programme de protection des producteurs—												
Crédits	3 422 307	3 317 220	...	...	...	...	...	...	...	...	3 422 307	3 317 220
Fonds renouvelable	522 580	629 432	...	...	...	...	507 734	491 345	...	...	14 846	138 087
Services internes—Crédits	14 091 304	13 720 678	...	...	...	...	...	...	...	...	14 091 304	13 720 678
Sous-total	117 408 219	81 894 119	...	...	...	...	42 883 392	47 074 107	...	...	74 524 827	34 820 012
Revenus affectés aux dépenses	(42 883 392)	(47 074 107)	...	...	...	...	(42 883 392)	(47 074 107)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	74 524 827	34 820 012	...	...	...	...	...	...	...	...	74 524 827	34 820 012
Financement agricole Canada—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	16 372 217 000	16 372 217 000
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 685 884 476	1 546 821 864	63 359 278	42 603 838	1 845 026 168	1 745 224 816	...	...	...	...	3 594 269 922	3 334 650 518
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	16 636 993 926	4 246 778
											16 636 993 926	4 246 778

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	95 452 000	...	33 802 806	129 254 806	(S) Paiements de subventions pour le Programme Agri-stabilité	129 254 806	...	...	39 497 611
...	139 400 000	...	84 758 458	224 158 458	(S) Paiements de subventions pour le Programme Agri-investis-	224 158 458	...	...	167 403 296
...	5 000 000	...	(106 177)	4 893 823	sement	4 893 823	...	...	8 435 258
...	999 000	...	...	999 000	(S) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	100 462	898 538	...	...
600 000	200 000	...	(200 000)	600 000	Recherches agricoles dans les universités et dans d'autres	...	...	600 000	...
...	...	...	(1 732 956)	(1 732 956)	organisations scientifiques au Canada	(1 732 956)	...	...	(1 520 072)
...	...	...	(5 784)	(5 784)	(S) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi</i>	(5 784)	...	...	(141 479)
...	...	...	(141 473)	(141 473)	<i>sur les offices des produits agricoles</i>	(141 473)	...	...	(68 645)
...	...	...	(63 445)	(63 445)	(S) Paiements de subventions pour l'Initiative de transition du	(63 445)	...	...	(31 441)
...	...	...	(80 733)	(80 733)	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	(80 733)	...	...	(22 178)
...	...	...	(33 725)	(33 725)	pour l'évaluation des stocks	(33 725)	...	...	(129 908)
...	75 000	...	...	75 000	(S) Subventions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de produc-	75 000	...	...	75 000
...	...	673 000	...	673 000	tion	654 389	18 611	...	351 847
...	...	...	...	...	(S) Paiements de subventions pour le Programme de démarrage	...	...	...	22 688 397
600 000	241 126 000	673 000	116 196 971	358 595 971	d'Agri-investissement	357 078 822	917 149	600 000	236 537 686
...	452 000 000	...	119 643 883	571 643 883	(S) Paiements de subvention par catégorie pour le Programme	571 643 883	...	...	514 918 800
...	500 964 000	...	(340 880 703)	160 083 297	d'aide transitoire à l'industrie	160 083 297	...	...	332 045 069
...	106 000 000	...	(61 050 845)	44 949 155	(S) Paiements de subvention par catégorie pour le Programme	44 949 155	...	...	33 997 707
...	96 170 000	(61 744 967)	27 098 312	61 523 345	d'aide transitoire à l'industrie	41 898 590	19 624 755	...	22 709 468
...	23 936 000	...	(5 909 106)	18 026 894	(S) Paiements de subvention par catégorie pour le Programme	...	18 026 894	...	33 112 908
...	61 903 140	8 025 484	3 201 326	73 129 950	de revenu agricole	65 515 610	7 614 340	...	58 025 711
...	...	...	...	...	(S) Subventions à l'appui du Programme de paiements relatifs	...	...	...	...
...	...	...	...	...	aux céréales et oléagineux	...	...	...	...
...	...	...	...	...	Paiements de subventions à l'Organisation de coopération et	...	...	...	...
...	...	...	...	...	de développement économiques	...	...	...	...
...	...	...	...	...	Subventions versées à des bénéficiaires étrangers pour leur	...	...	...	...
...	...	...	...	...	participation auprès d'organisations internationales qui	...	...	...	...
...	...	...	...	...	appuient l'agriculture	...	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...
600 000	241 126 000	673 000	116 196 971	358 595 971	Total—Subventions	357 078 822	917 149	600 000	236 537 686
Contributions									
...	452 000 000	...	119 643 883	571 643 883	(S) Paiements de contributions pour le Programme Agri-	571 643 883	...	...	514 918 800
...	500 964 000	...	(340 880 703)	160 083 297	protection	160 083 297	...	...	332 045 069
...	106 000 000	...	(61 050 845)	44 949 155	(S) Paiements de contributions pour le Programme Agri-stabilité	44 949 155	...	...	33 997 707
...	96 170 000	(61 744 967)	27 098 312	61 523 345	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commer-</i>	41 898 590	19 624 755	...	22 709 468
...	23 936 000	...	(5 909 106)	18 026 894	<i>cialisation agricole</i>	...	18 026 894	...	33 112 908
...	61 903 140	8 025 484	3 201 326	73 129 950	Programme lié au Fonds Agri-flexibilité	65 515 610	7 614 340	...	58 025 711
...	...	...	...	...	Contributions à l'Initiative pour un investissement écoagricole	...	...	...	...
...	...	...	...	...	dans les biocarburants	...	...	...	...
...	...	...	...	...	Contributions pour promouvoir une agriculture respectueuse	...	...	...	...
...	...	...	...	...	de l'environnement	...	...	...	...

...	...	300 042 000	(69 160 597)	230 881 403	(S) Paiements de contributions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole—Agri-relance	230 881 403	...	...	256 164 031
...	37 448 892	26 925 305	(9 954 517)	54 419 680	Contributions pour accélérer le rythme de l'innovation et faciliter l'adoption de nouvelles technologies	49 024 915	5 394 765	...	48 546 117
...	23 102 000	717 200	3 853 803	27 673 003	Contributions pour miser sur les forces du Canada pour réussir sur les marchés nationaux et internationaux	26 534 322	1 138 681	...	26 312 416
...	29 867 285	9 967 850	(7 613 220)	32 221 915	Contributions pour réduire au minimum la fréquence et l'ampleur des incidents liés aux risques	21 815 205	10 406 710	...	17 792 058
...	...	15 400 000	...	15 400 000	Paiements de contributions pour la lutte contre les maladies dans l'industrie porcine—Phase 2	9 227 859	6 172 141	...	8 923 902
...	20 089 000	...	4 181 703	24 270 703	(S) Paiements de contributions pour le Programme Agri-investissement	24 270 703	...	...	29 238 998
...	12 472 842	9 959 218	365 830	22 797 890	Contributions pour améliorer la salubrité et la sécurité du système alimentaire du Canada	15 316 598	7 481 292	...	18 049 026
...	27 053 174	9 973 368	10 149 778	47 176 320	Contributions pour permettre la compétitivité des entreprises et des secteurs	45 860 182	1 316 138	...	39 972 223
...	7 464 000	...	1 883 389	9 347 389	Contributions pour le développement des coopératives et des régions rurales	6 259 173	3 088 216	...	5 326 466
...	13 111 013	...	(12 969 972)	141 041	(S) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	141 041	...	...	232 470
...	864 000	...	...	864 000	Contributions en vertu du programme Objectif carrière de la Stratégie emploi jeunesse	646 313	217 687	...	958 859
...	18 900 000	...	909 106	19 809 106	Contributions pour soutenir le programme d'aide à l'innovation dans le traitement des matières à risques spécifiées	16 317 025	3 492 081	...	3 090 894
...	5 382 000	...	...	5 382 000	Contributions à l'appui du programme de lutte contre les gaz à effet de serre en agriculture	3 142 316	2 239 684	...	...
...	404 500	...	(404 500)	...	(S) Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	...	...	...	35 961 951
...	28 696 778	5 000 000	...	33 696 778	Contributions pour renforcer la compétitivité du secteur canadien des abattoirs et de la transformation des viandes rouges	32 498 190	1 198 588	...	15 310 865
...	28 361 000	...	(4 416 355)	23 944 645	Contributions à l'appui du programme canadien d'adaptation agricole	21 361 000	2 583 645	...	35 128 491
...	4 730 555	...	(1 883 389)	2 847 166	Contributions pour la mise en œuvre du programme du Fonds de développement des collectivités afin d'aider les collectivités rurales de la région productrice de tabac de l'Ontario	2 845 682	1 484	...	4 730 555
...	2 000 000	...	...	2 000 000	Contributions à l'appui de la recherche et d'initiatives pilotes liées au Programme Agri-protection	279 000	1 721 000	...	...
...	...	...	(6 139 593)	(6 139 593)	(S) Contributions pour la gestion des risques agricoles—Gestion des risques de l'entreprise du Programme d'avances printanières bonifié	(6 139 593)	...	...	(1 060 707)
...	...	...	(44 664)	(44 664)	(S) Contributions à la transition aux programmes futurs de gestion des risques	(44 664)	...	...	(12 630)
...	...	...	(395 935)	(395 935)	(S) Paiements de contributions pour le programme de démarrage d'Agri-investissement	(395 935)	...	...	(2 750 759)
...	...	...	(48 088)	(48 088)	(S) Paiement de contributions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	(48 088)	...	...	(2 452)
...	...	...	(50 382)	(50 382)	(S) Paiements de contributions par catégorie pour le Programme de revenu agricole	(50 382)	...	...	(11 332)
...	...	...	(202 916)	(202 916)	(S) Paiements de contributions pour l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	(202 916)	...	...	(169 672)
...	...	...	(531 392)	(531 392)	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programmes provinciaux	(531 392)	...	...	...

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	(321 817)	(321 817)	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Projets de politiques agricoles	(321 817)	...	...	...
...	...	...	7 136 121	7 136 121	Contributions dans le cadre du programme d'innovation en agriculture	570 019	6 566 102	...	...
...	...	...	(466 711)	(466 711)	(S) Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	(466 711)	...	...	...
...	...	...	(35 769)	(35 769)	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —programme d'assurance-récolte	(35 769)	...	...	...
...	...	...	(100 533)	(100 533)	(S) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —Compte de stabilisation du revenu net (CSRN)	(100 533)	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50 493 785
...	1 500 920 179	324 265 458	(344 157 753)	1 481 027 884	Total—Contributions	1 382 743 681	98 284 203	...	1 587 035 218
600 000	1 742 046 179	324 938 458	(227 960 782)	1 839 623 855	Total du ministère	1 739 822 503	99 201 352	600 000	1 823 572 904
Agence canadienne d'inspection des aliments									
Contributions									
...	1 500 000	...	2 723 367	4 223 367	(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	4 223 367	...	...	3 589 787
...	124 750	1	1 051 505	1 176 256	Contributions à l'appui des initiatives qui contribuent à améliorer, à faire avancer et à promouvoir le système fédéral d'inspection	1 176 256	...	...	1 547 577
...	112 000	...	(111 310)	690	Versement aux provinces conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil sur l'indemnisation des victimes de la rage, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants payés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts de la rage	690	...	...	705
...	7 000	...	(5 000)	2 000	Indemnités versées, conformément aux dispositions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse	2 000	...	...	36 350
...	1 743 750	1	3 658 562	5 402 313	Total de l'organisme	5 402 313	...	...	5 174 419
600 000	1 743 789 929	324 938 459	(224 302 220)	1 845 026 168	Total du portefeuille ministériel	1 745 224 816	99 201 352	600 000	1 828 747 323

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère				Commission canadienne des grains			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Gestion des risques de l'entreprise	5 500 000	13 295	242 928	Programme d'assurance-qualité—Fonds renouvelable	30 215 362	33 111 888	31 490 108
Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments	1 540 000	...	...	Programme d'assurance-quantité—Fonds renouvelable	12 160 296	13 470 874	13 307 670
Sciences, innovation et adoption	15 660 000	15 605 371	12 040 815	Programme de protection des producteurs—Fonds renouvelable	507 734	491 345	447 405
Agence canadienne du pari mutuel	11 180 000	11 143 498	11 733 355	Total de l'organisme—Budgétaire	42 883 392	47 074 107	45 245 183
Mesures à la ferme	21 800 000	17 791 636	17 205 348	Total du portefeuille ministériel—			
Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental	4 800 000	...	...	Budgétaire	113 363 392	99 123 290	140 709 940
Services internes	10 000 000	7 495 383	...	Non budgétaire	264 776 926	4 246 778	(53 811 475)
Total du ministère—Budgétaire	70 480 000	52 049 183	41 222 446				
Commission canadienne du lait							
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)							
Administre le système de gestion des approvisionnements du lait							
Remboursement de prêts	264 776 926	4 246 778	(53 811 475)				
Total de l'organisme—Non budgétaire	264 776 926	4 246 778	(53 811 475)				
Agence canadienne d'inspection des aliments							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Risques liés à la salubrité des aliments et à la nutrition	...	...	31 591 888				
Risques liés aux zoonoses	...	...	186 913				
Risques liés à la protection des végétaux et systèmes de production	...	...	4 094 779				
Risques liés à la santé des animaux et systèmes de production	...	...	2 620 741				
Accès aux marchés nationaux et internationaux	...	...	15 184 928				
Cadre de réglementation intégré	...	...	36 050				
Protection de la biodiversité	...	...	445 988				
Services internes	...	...	81 024				
Total de l'organisme—Budgétaire	...	...	54 242 311				

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère					
Autres revenus—					
Revenus de placements— ⁽¹⁾					
Prêts, placements et avances—					
Financement agricole Canada—Dividendes	17 500 000	18 500 000	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	316 879	342 428
Commission canadienne du lait	390 905	494 432	Revenus divers	944 524	531 637
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	2 437 773	1 129 697	Total de l'organisme	60 265 649	55 374 940
	20 328 678	20 124 129	Commission canadienne des grains		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 365 069	5 763 831	Ventes de biens et de services—		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	9 171 632	9 146 232	Services de nature réglementaire	43 803 627	41 231 714
	23 536 701	14 910 063	Services de nature non réglementaire	3 601 715	3 802 179
Ventes de biens et de services—			Autres frais et droits—		
Droits et privilèges	4 560 934	5 254 735	Intérêts et pénalités	131	...
Location et utilisation de biens publics	6 472 581	6 527 387	Gain de change sur la valeur	138	4
Services de nature réglementaire	23 550 952	23 062 436	Revenus reportés	1 921	(13 355)
Services de nature non réglementaire	15 277 484	13 358 468		2 190	(13 351)
Ventes de biens et de produits d'information—				47 407 532	45 020 542
Services de soutien internes	7 424 414	...	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	58 224	46 560
Divers	376 319	229 156	Total de l'organisme	47 465 756	45 067 102
	7 800 733	229 156	Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres frais et droits	2 168 892	1 777 157	Autres revenus—		
	59 831 576	50 209 339	Revenus de placements	20 328 678	20 124 129
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 699 393	4 262 896	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	25 970 928	14 910 063
Revenus divers	10 156 336	7 350 327	Ventes de biens et de services	163 809 127	149 730 756
Total du ministère	118 552 684	96 856 754	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 074 496	4 651 884
			Revenus divers	11 100 860	7 881 964
Agence canadienne d'inspection des aliments			Total du portefeuille ministériel	226 284 089	197 298 796
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 434 227	...			
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges	2 160	...			
Location et utilisation de biens publics	77 556	237 545			
Services de nature réglementaire	56 488 105	54 235 677			
Autres frais et droits	2 198	27 653			
	56 570 019	54 500 875			

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2011-2012

Anciens Combattants

Ministère

Tribunal des anciens combattants

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	8.2
Sommaire du portefeuille ministériel	8.4
Activités de programme	8.6
Paievements de transfert	8.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	8.9
Revenus	8.9

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Le bien-être des anciens combattants et des autres clients admissibles

Description des activités de programme*Indemnités et soutien financier*

Anciens Combattants offre aux personnes admissibles des pensions ou des indemnités d'invalidité ou de décès, ainsi qu'un soutien financier à titre d'indemnisation pour des difficultés en raison d'invalidités et de pertes de revenu. Anciens Combattants dispose d'une gamme complète et intégrée de programmes d'indemnisation et de bien-être visant à appuyer ses clients. Figurent au nombre de ces clients : les anciens combattants de la Première Guerre mondiale et de la Seconde Guerre mondiale, les anciens combattants de la guerre

de Corée, les anciens combattants de la marine marchande, les vétérans des Forces canadiennes, les membres des Forces canadiennes, les époux, les conjoints de fait, certains civils et les survivants et personnes à charge du personnel militaire et civil. De plus, Anciens Combattants administre les pensions d'invalidité pour la Gendarmerie royale du Canada, en vertu d'un protocole d'entente. Cette activité de programme est financée grâce au budget de fonctionnement et à des subventions.

Soins de santé et réinsertion des anciens combattants

Anciens Combattants offre des prestations de maladie, un Programme pour l'autonomie des anciens combattants, des soins de longue durée et des mesures de soutien à la réadaptation et à la réinsertion dans la vie civile aux anciens combattants et à d'autres clients admissibles. Le programme de soins de santé vise à améliorer la qualité de vie des clients d'Anciens Combattants, à favoriser l'autonomie et à offrir un continuum de soins pour faire en sorte que les clients demeurent à leur domicile et au sein de leur collectivité. Cette activité de programme est financée grâce au budget de fonctionnement et à des contributions.

Résultat stratégique

Les anciens combattants et les autres clients bénéficient d'un examen indépendant et impartial des plaintes relatives à Anciens Combattants Canada.

Description des activités de programme**Bureau de l'ombudsman des vétérans**

Cette activité de programme donne aux anciens combattants ayant servi en temps de guerre, aux vétérans et aux membres toujours en service des Forces canadiennes (force régulière et force de réserve), aux membres et aux anciens membres de la Gendarmerie royale du Canada, à leurs conjoints, conjoints de fait, survivants et principaux dispensateurs de soins, autres personnes

à charge admissibles et membres de la famille, autres clients admissibles et représentants des groupes susmentionnés la possibilité de demander que leur plainte fasse l'objet d'un examen indépendant réalisé par une personne impartiale n'ayant pas pris part au processus de décision initial. L'ombudsman des vétérans a le mandat d'examiner et de traiter les plaintes des clients et de leurs représentants concernant l'application des dispositions de la Déclaration des droits des anciens combattants; de cerner et d'examiner des questions d'ordre général relatives aux programmes et aux services fournis ou administrés par le Ministère ou par des tiers au nom de ce dernier et qui ont des répercussions négatives sur les clients; de cerner et d'examiner des plaintes des clients ou de leurs représentants relatives aux programmes et aux services fournis ou administrés par le Ministère ou par des tiers au nom de ce dernier, y compris des décisions individuelles liées aux programmes et services et pour lesquelles il est impossible d'interjeter appel auprès du Tribunal; d'examiner des questions d'ordre général liées au Tribunal; et de faciliter l'accès des clients aux programmes et services en leur fournissant de l'information et des recommandations.

Résultat stratégique

Les Canadiens se souviennent de ceux et celles qui ont servi le Canada en temps de guerre et de paix et en situation de conflit armé, et leur témoignent de la reconnaissance.

Description des activités de programme*Responsabilités commémoratives nationales et internationales*

Cette activité de programme est responsable des services de funérailles, d'inhumation et de pierre tombale, la préservation des monuments à l'étranger et l'entretien des cimetières et des monuments, au pays et à l'étranger. Anciens Combattants Canada est également présent en Europe. L'administration des services de

funérailles, d'inhumation et de pierre tombale est effectuée en partenariat avec le Fonds du Souvenir et l'entretien des sépultures de guerre et des monuments à l'échelle mondiale est assuré en collaboration avec la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth. Cette activité est exécutée grâce à des subventions et au budget de fonctionnement.

Sensibilisation aux activités de souvenir

Le Programme de sensibilisation aux activités commémoratives vise à offrir aux Canadiens, surtout aux jeunes, l'occasion de se renseigner sur des sujets liés au souvenir, grâce à des produits, dont des brochures et des documents en ligne et des activités. Le programme offre également du leadership et un soutien pour les cérémonies et les activités organisées au Canada, et à l'échelle internationale, visant à reconnaître les morts de la guerre et les anciens combattants du Canada, et à leur rendre hommage. De plus, dans le cadre du Programme des contributions aux partenaires, des organismes sans but lucratif peuvent faire des demandes d'aide financière afin d'entreprendre des projets de commémoration qui s'inscrivent dans le mandat lié au souvenir d'Anciens Combattants Canada. Une nouvelle initiative sur l'engagement des entreprises et le marketing étendra la portée et l'ampleur des activités commémoratives. Cette activité est exécutée grâce aux subventions et contributions et au budget de fonctionnement.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Résultat stratégique

Règlement équitable et efficace des appels relatifs aux pensions, aux indemnités d'invalidité et aux allocations aux anciens combattants interjetés.

Description des activités de programme

Processus de recours du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) en matière des pensions et des indemnités d'invalidité.

Les demandeurs peuvent ainsi faire appel au mécanisme de recours d'un tribunal indépendant pour les demandes concernant les prestations d'invalidité et les allocations aux anciens combattants.

604 992 046	...	...	...	604 992 046	(S) (L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> , parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la <i>Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 605 000 000 \$ (Net)	1 137	...	604 990 909	(3 704)
...	3 523 194 699	101 638 286	43 751 552	3 668 584 537	Total du ministère—	3 497 087 250	171 491 287	6 000	3 503 304 228 ⁽³⁾
604 992 046	...	...	...	604 992 046	Budgétaire	1 137	...	604 990 909	(3 704)
...	9 932 780	...	...	9 932 780	Tribunal des anciens combattants (révision et appel) ⁽³⁾				
...	...	...	224 851	224 851	10 Dépenses du programme				
...	...	...	1 074 069	1 074 069	Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	9 932 780	...	1 298 920	11 231 700	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	1 604 300	...	81 013	1 685 313	Total—Crédit 10	11 060 985	170 715	...	10 399 375
...	11 537 080	...	1 379 933	12 917 013	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 685 313	...	...	1 691 484
...	3 534 731 779	101 638 286	45 131 485	3 681 501 550	Total de l'organisme—Budgétaire	12 746 298	170 715	...	12 090 859 ⁽³⁾
604 992 046	...	...	...	604 992 046	Total du portefeuille ministériel—	3 509 833 548	171 662 002	6 000	3 515 395 087
					Budgétaire	1 137	...	604 990 909	(3 704)
					Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

⁽²⁾ Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

⁽³⁾ Décret 2009-1609 modifie l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* en ajoutant le Tribunal des anciens combattants (révision et appel). Auparavant, celui-ci était présenté sous le ministère des Anciens Combattants. Pour fins de présentation, les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 12 090 859 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice										
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Indemnités et soutien financier—												
Budgétaire	119 509 588	128 258 438	2 239 370 137	2 132 868 544	2 358 879 725	2 261 126 982
Non budgétaire	604 992 046	1 137	604 992 046	1 137
Soins de santé et de réinsertion des anciens combattants	796 474 790	749 627 927	360 800 000	356 810 777	1 157 274 790	1 106 438 704
Responsabilités commémoratives nationales et internationales	8 295 408	6 634 499	21 142 000	19 289 377	29 437 408	25 923 876
Sensibilisation aux activités de souvenir	15 682 144	14 239 896	3 635 000	2 705 297	19 317 144	16 945 193
Bureau de l'ombudsman des vétérans	6 814 745	5 644 498	6 814 745	5 644 498
Services internes	96 860 725	81 007 997	96 860 725	81 007 997
Total du ministère—												
Budgétaire	1 043 637 400	985 413 255	2 624 947 137	2 511 673 995	3 668 584 537	3 497 087 250
Non budgétaire	604 992 046	1 137	604 992 046	1 137
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—Budgétaire	12 917 013	12 746 298	12 917 013	12 746 298
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 056 554 413	998 159 553	2 624 947 137	2 511 673 995	3 681 501 550	3 509 833 548
Non budgétaire	604 992 046	1 137	604 992 046	1 137

Paielements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Subventions									
...	1 689 200 000	26 800 000	...	1 716 000 000	Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, CP 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> ; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve	1 695 057 510	20 942 490	...	1 713 588 264
...	429 200 000	10 239 000	...	439 439 000	Indemnités et allocations d'invalidité	359 562 787	79 876 213	...	404 244 538
...	44 000 000	24 098 000	...	68 098 000	Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	65 046 401	3 051 599	...	40 245 288
...	11 800 000	...	...	11 800 000	Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	10 708 782	1 091 218	...	11 453 737
...	10 979 000	...	...	10 979 000	Fonds du Souvenir	10 135 000	844 000	...	9 280 000
...	10 248 000	...	...	10 248 000	Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	9 119 257	1 128 743	...	8 668 910
...	200 000	...	...	200 000	Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes	82 691	117 309	...	13 679
...	670 000	...	...	670 000	Aide accordée en conformité avec les dispositions du règlement sur le Fonds de secours	454 587	215 413	...	546 868
...	1 415 000	...	...	1 415 000	Allocation de traitement	614 648	800 352	...	832 946
...	750 000	...	...	750 000	Paiements effectués en vertu du règlement sur l'Indemnisation en cas d'accidents d'aviation	703 861	46 139	...	656 012
...	250 000	...	...	250 000	Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer	178 438	71 562	...	206 611
...	500 000	...	...	500 000	Aide en matière d'enseignement supérieur aux enfants de certains membres décédés des Forces armées	423 922	76 078	...	395 489
...	175 000	...	(157 863)	17 137	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	17 137	...	...	62 699
...	71 000	...	...	71 000	Paiements de prestations pour bravoure	17 780	53 220	...	20 320
...	70 000	...	...	70 000	Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	30 120	39 880	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	(S) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	...	...	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	...	...	...	1 302
...	5 000	...	...	5 000	Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni	5 000	...	...	5 000
...	2 000	...	(2 000)	...	(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de service de guerre</i>	...	...	...	...
...	2 199 555 000	61 137 000	(179 863)	2 260 512 137	Total—Subventions	2 152 157 921	108 354 216	...	2 190 221 663

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Contributions				
...	354 600 000	6 200 000	...	360 800 000	Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	356 810 777	3 989 223	...	354 354 950
...	2 210 000	...	175 000	2 385 000	Contributions, en vertu du Programme des contributions aux partenaires, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs	2 165 741	219 259	...	1 792 119
...	...	1 250 000	...	1 250 000	Contributions en vertu du Programme d'aide à l'édification de monuments commémoratifs dans les collectivités pour s'associer en partenariat avec des groupes et des organismes sans but lucratif pour ériger de nouveaux cénotaphes ou des monuments ou construire des ajouts majeurs à ceux qui existent	539 556	710 444	...	100 304
...	356 810 000	7 450 000	175 000	364 435 000	Total—Contributions	359 516 074	4 918 926	...	356 247 373
...	2 556 365 000	68 587 000	(4 863)	2 624 947 137	Total du portefeuille ministériel	2 511 673 995	113 273 142	...	2 546 469 036

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Non budgétaires (rentées disponibles pour être dépensées)			
Indemnités et soutien financier			
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances			
Remboursement de prêts	...	1 137	3 704
Total du portefeuille ministériel— Non budgétaire	...	1 137	3 704

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances—Intérêt	409	496
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Allocations aux anciens combattants	94 228	258 935
Pensions	6 886 750	7 375 545
Autres subventions et contributions	5 887 015	2 388 836
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	3 748 818	4 027 250
	16 616 811	14 050 566
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire—		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	13 980 015	14 409 941
Autres services aux malades hospitalisés	4 416 105	4 251 068
Repas	417 128	448 550
	18 813 248	19 109 559
Ventes de biens et de produits d'information	310	241
Autres frais et droits—		
Location de bâtiments non-résidentiels	...	185 130
	18 813 558	19 294 930
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	21 257	11 225
Revenus divers—		
Gain net de change	1 194	426
Recouvrement de pensions de gouvernements étrangers	1 309 549	1 543 829
Location d'espace dans les hôpitaux	178 359	96 703
Divers	535 508	210 970
	2 024 610	1 851 928
Total du ministère	37 476 645	35 209 145

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	29 035	...
Revenus divers	45	...
Total de l'organisme	29 080	...
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	409	496
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	16 645 846	14 050 566
Ventes de biens et de services	18 813 558	19 294 930
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	21 257	11 225
Revenus divers	2 024 655	1 851 928
Total du portefeuille ministériel	37 505 725	35 209 145

SECTION 9

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Citoyenneté et Immigration

Ministère

**Commission de l'immigration et du
statut de réfugié du Canada**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	9.2
Sommaire du portefeuille ministériel	9.5
Activités de programme	9.7
Paievements de transfert	9.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	9.9
Revenus	9.9

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Mouvement migratoire de résidents permanents et temporaires qui renforce l'économie canadienne.

Description des activités de programme*Résidents permanents profitables à l'économie*

Tirant ses origines dans les exigences de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, ce programme a comme point de mire la sélection et le traitement des immigrants qui peuvent devenir des résidents permanents du pays et contribuer au développement économique du Canada. L'acceptation de résidents permanents qualifiés aide le gouvernement à atteindre ses objectifs économiques, notamment la création d'une main-d'oeuvre qualifiée, en répondant aux besoins immédiats et à long terme du marché du travail.

La sélection et le traitement comprennent la délivrance de visas de résident permanent aux demandeurs qualifiés, ainsi que le refus des demandeurs non qualifiés.

Résidents temporaires profitables à l'économie

Tirant ses origines dans les exigences de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, ce programme est axé sur le traitement des demandes et sur la facilitation de l'entrée au Canada des travailleurs temporaires et des étudiants. Ce type de mouvement migratoire contribue positivement à la croissance économique du Canada. La sélection et le traitement comprennent la délivrance de visas de résident temporaire, de permis de travail et de permis d'études aux demandeurs qualifiés, ainsi que le refus des demandeurs non qualifiés.

Résultat stratégique

Mouvement migratoire familial et humanitaire qui réunifie les familles et offre une protection aux personnes déplacées et persécutées.

Description des activités de programme*Immigration pour motifs familiaux et discrétionnaires*

Citoyenneté et Immigration (CIC) facilite la réunification des familles en donnant la possibilité aux étrangers admissibles de se faire parrainer par des membres de leur famille au Canada qui sont soit citoyens canadiens, soit résidents permanents. Dans le cadre de ce programme, les époux, les partenaires conjugaux, les enfants à charge (incluant les enfants adoptés) et les autres proches admissibles, notamment les parents et les grands-parents, sont accueillis au Canada. CIC peut également accorder la résidence permanente ou un autre statut à des personnes qui ne pourraient l'obtenir au titre d'aucune catégorie d'immigration, dans les cas où des circonstances d'ordre humanitaire ou d'intérêt public le justifient pleinement. Ces mesures d'immigration exceptionnelles et discrétionnaires apportent la

souplesse nécessaire pour tenir compte des cas dignes d'intérêt qui n'ont pas été prévus dans la Loi.

Protection des réfugiés

Le programme de protection des réfugiés vise avant tout à sauver des vies et à protéger les personnes déplacées et persécutées. L'un des volets du programme commence à l'étranger, où des réfugiés et des personnes vivant des situations semblables à celles des réfugiés sont sélectionnés par des agents de visa canadien en vue d'être réinstallés au Canada à titre de résidents permanents. Conformément aux obligations légales du Canada à l'échelle internationale et nationale, les responsables du système d'octroi de l'asile évaluent les demandes d'asile des personnes qui se trouvent au Canada et accordent la résidence permanente lorsqu'une décision favorable est rendue par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié.

Résultat stratégique

Pleine participation des nouveaux arrivants et des citoyens à l'appui d'une société intégrée.

Description des activités de programme*Établissement et intégration des nouveaux arrivants*

Conformément à la Loi sur le multiculturalisme canadien, à la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* et à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, le programme d'établissement et d'intégration vise à élaborer des politiques et des programmes en vue de soutenir l'établissement, la réinstallation, l'adaptation et l'intégration des nouveaux arrivants dans la société canadienne en misant sur l'information, l'orientation, la langue, les compétences, l'accès au marché du travail et les collectivités accueillantes. Tous les résidents permanents sont admissibles aux programmes d'établissement et d'intégration. La programmation est dispensée par de tierces parties (incluant les gouvernements provinciaux, les administrateurs municipales, les conseils scolaires, les établissements d'enseignement postse-

conadaire, les organisations d'aide à l'établissement, des intervenants non gouvernementaux et le secteur privé) de partout au pays. Toutefois, CIC conserve la responsabilité à l'égard des fonds dépensés et des résultats atteints.

Citoyenneté pour les nouveaux arrivants et tous les Canadiens

Le programme de la citoyenneté a pour but d'administrer les dispositions législatives en matière de citoyenneté et de promouvoir les droits et les responsabilités liés à la citoyenneté canadienne. CIC gère l'octroi de la citoyenneté canadienne en élaborant, en mettant en oeuvre et en appliquant des lois, des règlements et des politiques visant à protéger l'intégrité de la citoyenneté canadienne et à permettre aux demandeurs admissibles d'obtenir la citoyenneté ou de recevoir une preuve de citoyenneté. En outre, dans le cadre du programme, on prévoit faire la promotion de la citoyenneté, tant auprès des nouveaux arrivants que des personnes nées au Canada, au moyen de divers événements, documents et projets. Ces activités promotionnelles visent tout particulièrement à améliorer la connaissance de l'histoire, des institutions et des valeurs du Canada, tout en favorisant la compréhension des droits et responsabilités inhérents à la citoyenneté canadienne.

Multiculturalisme pour les nouveaux arrivants et tous les Canadiens

Le programme du multiculturalisme est le principal moyen dont dispose le ministre afin d'assumer sa responsabilité en vertu de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*, laquelle consiste à faire la promotion de la participation entière et équitable des personnes et des collectivités de toutes origines. Des subventions et des contributions sont accordées à des organisations sans but lucratif, au secteur privé, à des administrations provinciales et municipales, à des institutions publiques non fédérales et à des particuliers pour favoriser l'atteinte des objectifs primordiaux du programme. Ces objectifs consistent à bâtir une société où règne la cohé-

sion (grâce à la compréhension interculturelle, à la mémoire et à la fierté communautaires, aux valeurs démocratiques et à l'égalité des chances); à accroître la sensibilité des institutions aux besoins d'une population diversifiée; et à participer activement à des discussions sur le multiculturalisme et la diversité à l'échelle internationale. Les activités d'engagement public et de promotion inhérentes au programme ciblent principalement les jeunes. Le programme aide les partenaires du gouvernement fédéral à remplir leurs obligations imposées par la Loi et d'assurer la présentation de rapports annuels au Parlement portant sur les activités afférentes au programme. Le programme comprend un engagement auprès d'institutions publiques non fédérales cherchant à répondre aux besoins en matière de diversité. Il permet également d'offrir une tribune relativement à la coopération avec les provinces et les territoires, et présente le pilier de la participation du Canada aux accords et aux activités des organisations internationales ayant trait au multiculturalisme, à la lutte contre le racisme et aux questions connexes.

Résultat stratégique

Gestion des mouvements migratoires qui favorise les intérêts canadiens et protège la santé et la sécurité des Canadiens.

Description des activités de programme

Gestion de la santé

Ce programme vise à fournir des services de santé efficaces aux immigrants en vue de gérer les aspects liés à la santé dans le cadre de l'accès et de l'établissement des migrants au Canada. Le programme vise aussi à faciliter l'arrivée des réfugiés qui se réinstallent au Canada et leur intégration, et ce, tout en contribuant à la protection de la santé et de la sécurité des Canadiens et en veillant au maintien de services sociaux et de santé durables pour les Canadiens.

Le programme a pour objectif l'évaluation des risques pour la santé inhérents à l'immigration et la coordination des activités en collaboration avec les partenaires internationaux et nationaux en vue d'élaborer des stratégies et des processus en matière de gestion des risques permettant d'évaluer l'état de santé des demandeurs souhaitant immigrer au Canada et de mettre au point des interventions diverses, soit des interventions avant le départ, pendant le transit et après l'arrivée des migrants. Les stratégies, les processus et les interventions visent à réduire l'incidence des risques cernés sur la santé des Canadiens et sur les services de santé et les services sociaux du Canada.

Contrôle des mouvements migratoires et gestion de la sécurité

Conformément à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR) et au Règlement, cette activité de programme vise à assurer la gestion de la migration des personnes au Canada afin de garantir la santé, la sûreté et la sécurité des Canadiens. Même s'il facilite les déplacements des résidents permanents, des visiteurs, des étudiants et des travailleurs temporaires de bonne foi, CIC doit mettre en oeuvre toute une série d'interventions stratégiques afin de gérer l'accès et l'entrée au Canada, notamment des politiques en matière de visa, d'admissibilité, d'échange de renseignements, de titres de voyage et de gestion de l'identité. Des partenariats efficaces avec des ministères et organismes responsables de la sécurité publique constituent une composante essentielle de la présente activité de programme.

En vertu de la LIPR, tout visiteur doit détenir un visa de résident temporaire (VRT) pour entrer au Canada, sauf lorsqu'une dispense a été accordée aux termes du Règlement. L'obligation afférente au VRT constitue le principal moyen de contrôle des mouvements migratoires dont dispose le Canada. En outre, elle permet de procéder à l'examen des personnes afin de déterminer si celles-ci posent un risque sur le plan de la santé et de la sécurité, et ce, avant leur départ à destination du Canada.

CIC a également comme objectif de veiller à ce que les politiques en matière d'admissibilité demeurent souples pour pouvoir tenir compte des raisons impérieuses qui justifient la présence d'un ressortissant étranger au Canada, tout en préservant l'intégrité du système d'immigration du Canada. Des ententes et des mécanismes en matière d'échange de renseignements facilitent la gestion de l'immigration et présentent des avantages sur le plan de la sécurité.

Cette activité de programme appuie les initiatives stratégiques de CIC liées à la gestion de l'identité et aux exigences afférentes aux documents d'entrée, y compris l'élargissement du projet de la biométrie ayant pour but d'établir avec exactitude l'identité des ressortissants étrangers qui entrent au Canada et la prestation d'une attestation de statut comportant des caractéristiques de sécurité à tous les résidents permanents. La carte de résident permanent sert aussi de titre de voyage et doit être présentée avant de monter à bord d'un moyen de transport commercial à destination du Canada.

Influence du Canada sur les orientations internationales liées aux mouvements migratoires et à l'intégration

Dans le cadre de son mandat, CIC cherche à exercer une influence sur les objectifs stratégiques internationaux en matière de mouvements migratoires et d'intégration. Pour ce faire, CIC élabore et promeut, de concert avec d'autres secteurs de politique, la position du Canada en ce qui a trait aux mouvements migratoires internationaux, à l'intégration et à la protection des réfugiés, et participe à des forums multilatéraux, régionaux et bilatéraux.

CIC collabore étroitement avec des pays partenaires afin d'assurer l'efficacité de l'administration des lois en matière d'immigration au moyen de l'échange de renseignements, notamment des données biométriques. L'élaboration de politiques en matière de mouvements migratoires internationaux aide le Canada à faire

progresser ses intérêts dans le contexte de la migration internationale et à respecter ses obligations et ses engagements à l'échelle internationale.

CIC soutient l'engagement et les partenariats internationaux en participant aux activités de l'Organisation internationale pour les migrations et en concluant des ententes de contribution avec d'autres organisations responsables de l'élaboration de politiques internationales en matière de migration.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Résultat stratégique

Régler, de manière efficace, équitable et conforme à la loi, les cas d'immigration et de statut de réfugié devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié.

Description des activités de programme

Protection des réfugiés

Rendre des décisions de qualité et régler autrement en temps opportun des cas en ce qui concerne des demandes d'asile présentées par des personnes au Canada et des examens des risques avant renvoi des personnes visées par une mesure de renvoi.

Appels en matière d'immigration

L'activité de programme Appels en matière d'immigration rend des décisions de qualité et règle autrement, en temps opportun, les cas liés aux demandes de parrainage rejetées par le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration; à certaines mesures de renvoi prises contre des résidents permanents, des réfugiés et d'autres personnes protégées ainsi que contre les titulaires de visa de résident permanent et les résidents permanents qui ont fait l'objet d'un constat, hors du Canada, de manquement à l'obligation de résidence; ainsi que les cas liés aux appels interjetés par le ministre de la Sécurité publique contre des décisions rendues par la Section de l'immigration au terme d'une enquête.

Appels des réfugiés

Rendre des décisions de qualité et régler autrement en temps opportun des cas en ce qui concerne les appels d'une décision de la Section de la protection des réfugiés en ce qui a trait à une demande d'asile.

Enquêtes et contrôles des motifs de détention

L'activité de programme Enquêtes et contrôles des motifs de détention rend des décisions de qualité et règle autrement, en temps opportun, les cas liés à l'admissibilité des étrangers ou des résidents permanents qui sont présumés interdits de territoire au Canada aux termes de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR); et procède aussi à des contrôles des motifs de détention d'étrangers ou de résidents permanents détenus en vertu de la LIPR.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	492 532 197	...	...	492 532 197	Ministère				
...	...	51 749 542	...	51 749 542	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1b Virement de 10 099 700 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	10 295 700	10 295 700	1c Virement de 1 887 200 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 196 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	1 887 200	1 887 200	Virement du : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	372 647	372 647	crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	20 115 400	20 115 400	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	42 327 867	42 327 867	CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	(6 061 840)	(6 061 840)	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(9 302)	(9 302)	Virement au : crédit 5				
...	...	...	(8 293 103)	(8 293 103)	crédit 7b				
...	492 532 197	51 749 543	60 634 569	604 916 309	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	944 970 969	...	...	944 970 969	Total—Crédit 1	569 530 870	35 385 439	...	571 289 333
...	...	15 253 390	...	15 253 390	5 Subventions et contributions				
...	...	...	6 061 840	6 061 840	5c Virement de 6 061 840 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)				
...	944 970 969	15 253 390	6 061 840	966 286 199	Virement du crédit 1				
...	...	1 700 056	...	1 700 056	Total—Crédit 5	948 590 233	17 695 966	...	953 050 395
...	...	...	9 302	9 302	7b Radier des Comptes du Canada 4 726 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 1 709 358 \$ dont 1 700 056 \$ pour 2011-2012—				
...	...	1 700 056	9 302	1 709 358	Virement de 9 302 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)				
...	...	1 700 056	9 302	1 709 358	Virement du crédit 1				
...	53 161 503	...	4 807 065	57 968 568	Total—Crédit 7b	1 684 523	24 835	...	...
...	77 516	...	20	77 536	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57 968 568	...	...	57 015 940
11 041	...	...	24 295	35 336	(S) Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme—Traitement et allocation pour automobile	77 536	...	...	77 638
					(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 785	...	14 551	5 370

Sommaire du portefeuille ministériel —Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$	
...	...	...	5 504 249	5 504 249	(S)	5 504 249	...	...	8 560 597	
...	...	...	113 983	113 983	(S)	113 983	...	...	68 969	
11 041	1 490 742 185	68 702 989	77 155 323	1 636 611 538		1 583 490 747	53 106 240	14 551	1 590 068 242	
					(S)	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> . Limite 110 000 000 \$ (Net)	2 722 769	...	68 191 125	1 097 628
11 041	1 490 742 185	68 702 989	77 155 323	1 636 611 538		Total du ministère—				
70 913 894	...	...	...	70 913 894		Budgétaire	1 583 490 747	53 106 240	14 551	1 590 068 242
						Non budgétaire	2 722 769	...	68 191 125	1 097 628
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada										
...	136 540 730	...	...	136 540 730	10	Dépenses du programme				
...	...	...	17 653	17 653		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	4 651 252	4 651 252		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	10 812 582	10 812 582		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(40 889)	(40 889)		Virement au crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	(557 000)	(557 000)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	136 540 730	...	14 883 598	151 424 328		Total—Crédit 10	126 367 421	25 056 907	...	111 917 964
...	16 459 481	...	(2 019 893)	14 439 588	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 439 588	...	...	13 639 316
...	...	...	1 615	1 615	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 615	...	...	1 303
...	153 000 211	...	12 865 320	165 865 531		Total de l'organisme—Budgétaire	140 808 624	25 056 907	...	125 558 583
11 041	1 643 742 396	68 702 989	90 020 643	1 802 477 069		Total du portefeuille ministériel—				
70 913 894	...	...	...	70 913 894		Budgétaire	1 724 299 371	78 163 147	14 551	1 715 626 825
						Non budgétaire	2 722 769	...	68 191 125	1 097 628

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

⁽²⁾ Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Établissement et intégration des nouveaux arrivants—												
Budgétaire	36 630 655	35 037 731	...	...	948 697 075	931 007 615	...	...	...	...	985 327 730	966 045 346
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	70 913 894	2 722 769	70 913 894	2 722 769
Citoyenneté pour les nouveaux arrivants et tous les Canadiens	53 067 540	48 994 668	...	...	358 230	358 230	...	...	...	...	53 425 770	49 352 898
Multiculturalisme pour les nouveaux arrivants et tous les Canadiens	6 668 371	6 385 895	...	...	14 665 573	14 665 570	...	...	...	...	21 333 944	21 051 465
Gestion de la santé	93 197 834	92 337 565	...	...	...	...	...	...	...	...	93 197 834	92 337 565
Contrôle des mouvements migratoires et gestion de la sécurité	71 918 064	66 096 311	...	...	675 000	675 000	...	...	...	...	72 593 064	66 771 311
Influence du Canada sur les orientations internationales liées aux mouvements migratoires et à l'intégration	1 217 375	1 217 375	...	...	1 890 321	1 883 818	...	...	...	...	3 107 696	3 101 193
Immigration pour motifs familiaux et discrétionnaires	47 820 732	45 110 237	...	...	...	...	...	...	...	...	47 820 732	45 110 237
Protection des réfugiés	38 457 067	33 433 739	...	...	...	...	...	...	...	...	38 457 067	33 433 739
Résidents permanents profitables à l'économie	41 108 032	36 541 121	...	...	...	...	...	...	...	...	41 108 032	36 541 121
Résidents temporaires profitables à l'économie	29 888 897	23 659 011	...	...	...	...	...	...	...	...	29 888 897	23 659 011
Services internes	250 350 772	246 086 861	...	...	...	...	...	...	...	...	250 350 772	246 086 861
Total du ministère—												
Budgétaire	670 325 339	634 900 514	...	...	966 286 199	948 590 233	...	...	...	...	1 636 611 538	1 583 490 747
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	70 913 894	2 722 769	70 913 894	2 722 769
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada												
Protection des réfugiés	93 871 531	72 439 868	...	...	...	...	...	...	...	...	93 871 531	72 439 868
Appels en matière d'immigration	18 666 000	16 482 533	...	...	...	...	...	...	...	...	18 666 000	16 482 533
Appels des réfugiés	1 994 000	1 799 737	...	...	...	...	...	...	...	...	1 994 000	1 799 737
Enquêtes et contrôles des motifs de détention	12 441 000	11 534 614	...	...	...	...	...	...	...	...	12 441 000	11 534 614
Services internes	38 893 000	38 551 872	...	...	...	...	...	...	...	...	38 893 000	38 551 872
Total de l'organisme—Budgétaire	165 865 531	140 808 624	...	...	...	...	...	...	...	...	165 865 531	140 808 624
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	836 190 870	775 709 138	...	...	966 286 199	948 590 233	...	...	...	...	1 802 477 069	1 724 299 371
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	70 913 894	2 722 769	70 913 894	2 722 769

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	258 445 000	...	24 657 000	283 102 000	Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	283 102 000	...	...	258 445 000
...	200 000	...	(192 500)	7 500	Subventions à l'appui du Programme de reconnaissance historique des communautés	7 500	...	...	310 957
...	350 000	...	...	350 000	Subvention Élaboration des politiques sur les migrations	348 708	1 292	...	348 355
...	...	...	358 230	358 230	Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne	358 230	...	...	403 750
...	3 000 000	...	(1 131 397)	1 868 603	Subventions à l'appui du Programme du multiculturalisme	1 868 601	2	...	988 898
...	261 995 000	...	23 691 333	285 686 333	Total—Subventions	285 685 039	1 294	...	260 496 960
Contributions									
...	611 807 002	...	(2 936 128)	608 870 874	Programme d'établissement	593 693 433	15 177 441	...	628 097 452
...	56 724 201	...	...	56 724 201	Aide à la réinstallation	54 212 181	2 512 020	...	53 982 516
...	1 454 000	...	41 871	1 495 871	Organisation internationale pour les migrations	1 495 871	...	...	1 439 528
...	5 100 000	...	1 124 196	6 224 196	Contributions à l'appui du Programme de reconnaissance historique des communautés	6 224 196	...	...	2 868 370
...	7 846 316	...	(1 281 042)	6 565 274	Contributions à l'appui du Programme du multiculturalisme	6 565 273	1	...	5 800 339
...	44 450	...	...	44 450	Groupe d'action internationale pour la coopération sur l'éducation, la mémoire et la recherche sur l'Holocauste	39 240	5 210	...	40 230
...	...	...	675 000	675 000	Contribution pour appuyer la réglementation des consultants en immigration	675 000	...	...	325 000
...	682 975 969	...	(2 376 103)	680 599 866	Total—Contributions	662 905 194	17 694 672	...	692 553 435
...	944 970 969	...	21 315 230	966 286 199	Total du portefeuille ministériel	948 590 233	17 695 966	...	953 050 395

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Établissement et intégration des nouveaux arrivants			
Remboursements de prêts en vertu de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	...	10 817 185	10 538 798
Règlement d'une avance de petite caisse	14 613
Total du portefeuille ministériel— Non budgétaire	...	10 817 185	10 553 411

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Intérêt sur les prêts d'aide et de transport	451 521	542 354
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrement de mauvaises créances	7 493	10 731
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 170 956	2 647 567
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	4 390 486	1 274 677
	6 568 935	3 932 975
Ventes de biens et services—		
Droits et privilèges—		
Droits de résidence permanente	86 633 926	88 599 397
Droits exigibles pour l'octroi à la citoyenneté	16 780 261	17 830 281
	103 414 187	106 429 678
Services de nature réglementaire—		
Changement au statut de citoyenneté	21 307 371	21 299 758
Document relatif au statut de citoyenneté	4 775 638	4 666 495
Frais d'application de résidence permanente—		
Résidence permanente (avant LIPR)	...	802 164
Regroupement familial (incluant parrainage)	36 636 682	40 184 399
Travailleurs qualifiés	42 627 333	69 022 184
Investisseurs—Entrepreneurs—Travailleurs autonomes	5 497 254	13 473 144
Autres catégories	22 953 640	30 408 199
Demande de séjour à titre de résident permanent	29 337	50 021
Carte de résident permanent (CRP)	6 730 343	8 540 012
Visa de résident temporaire—		
Entrée unique et prolongation du statut au Canada	55 926 568	53 531 489
Entrée multiple	52 012 294	41 058 888
Maximum par famille	5 975 886	5 148 641
Permis de travail	54 286 418	45 982 813
Permis de travail—Groupe d'artistes	134 389	183 076
Permis d'études	28 546 476	26 314 771
Attestation et remplacement d'un document d'immigration—		
Sauf CRP	1 363 809	1 033 320
Permis de séjour temporaire	1 981 548	1 887 784
Rétablissement du statut de résident temporaire	3 961 733	3 411 024
Réadaptation—Criminalité	419 246	492 633
Réadaptation—Grande criminalité	282 334	266 941
Autorisation de retour au Canada	541 374	799 534
Données statistiques sur l'immigration	6 133	6 182
Document de voyage	1 227 537	1 275 668
	347 223 343	369 839 140

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ventes de biens et de produits d'information—		
Accès à l'information	80 780	94 326
Autres frais et droits	167 275	255 846
	450 885 585	476 618 990
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	24 295	11 182
Revenus divers—		
Intérêts sur les comptes clients en souffrance	36 165	22 951
Gains sur dépôts bancaires de monnaie étrangère	12 490	20 269
Frais de justice	24 107	11 991
Divers	13 973	13 260
	86 735	68 471
Total du ministère	458 017 071	481 173 972
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	40 405	110 278
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	363 563	252 856
	403 968	363 134
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 615	1 303
Revenus divers	14 309	9 543
Total de l'organisme	419 892	373 980
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	451 521	542 354
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 972 903	4 296 109
Ventes de biens et de services	450 885 585	476 618 990
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25 910	12 485
Revenus divers	101 044	78 014
Total du portefeuille ministériel	458 436 963	481 547 952

SECTION 10

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Conseil du Trésor

Secrétariat

École de la fonction publique du Canada

Commissariat au lobbying

**Commissariat à l'intégrité du secteur
public**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	10.2
Sommaire du portefeuille ministériel	10.5
Activités de programme	10.8
Paiements de transfert	10.10
Détail des montants disponibles pour être dépensés	10.11
Revenus	10.11

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Secrétariat

Résultat stratégique

Le gouvernement est bien géré et responsable, et des ressources sont attribuées pour atteindre des résultats.

Description des activités de programme

Fonds pangouvernementaux et paiements en tant qu'employeur de la fonction publique

L'activité de programme Fonds pangouvernementaux et paiements en tant qu'employeur de la fonction publique représente les fonds qui sont conservés par l'administration centrale comme suppléments à d'autres crédits, au moyen desquels des paiements et des recouvrements sont effectués au nom d'autres organisations fédérales. Ces fonds s'ajoutent au processus normal d'affectation des crédits et permettent au Secrétariat de remplir certaines fonctions en tant qu'employeur de la

fonction publique. L'administration de ces fonds fait partie des activités de programme Gestion des dépenses et Gestion des ressources humaines, mais leurs ressources financières sont indiquées séparément dans l'Architecture des activités de programmes (AAP) aux fins de visibilité et de présentation de rapports.

Cadres de gestion

L'activité de programme Cadres de gestion établit les principes directeurs et les attentes en regard de la gestion dans la fonction publique. Elle comprend la définition des orientations stratégiques pangouvernementales dans des secteurs cibles comme la gouvernance, la gestion de la réglementation, le Cadre de responsabilisation de gestion (CRG), les services, et la gestion et la technologie de l'information. En collaboration avec tous les organismes fédéraux, le Secrétariat joue un rôle de leadership, de stimulation, et d'habilitation de la collectivité en matière d'élaboration de politiques, de conformité, de rapports sur le rendement et de développement des collectivités fonctionnelles. Les travaux portent notamment sur les questions et les priorités nouvelles et émergentes ayant trait à la gestion de la fonction publique, ainsi que sur la promotion d'une transition culturelle quant à la façon dont le gouvernement gère les risques et l'innovation. Ils servent ensuite à éclairer les politiques relatives aux activités de programme liées à la gestion des dépenses, à la gestion financière et à la gestion des ressources humaines. L'activité de programme Cadres de gestion est appuyée par un vaste ensemble de lois habilitantes, notamment la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP).

Gestion des ressources humaines

L'activité de programme Gestion des ressources humaines appuie les efforts déployés dans l'ensemble de la fonction publique pour assurer un leadership efficace, de même que la saine gestion de l'effectif et du milieu de travail. Ces éléments sont à la base de la mobilisation des ressources humaines et de la mise en

place d'une culture d'excellence, qui débouchent sur des politiques, programmes et services de grande qualité et sur une fonction publique bien appuyée et productive. Dans certains cas, cette activité de programme comprend des efforts qui dépassent la simple administration publique et qui s'appliquent aux employeurs distincts et aux sociétés d'État. Elle prévoit des activités d'orientation qui comprennent l'élaboration et la mise en œuvre de cadres et politiques relatifs à la gestion des ressources humaines, l'établissement et le suivi des attentes des ministères au chapitre du rendement de la gestion des ressources humaines, des travaux de recherche et des analyses portant sur l'état d'avancement de la gestion des ressources humaines, et l'appui de la gestion efficace du cadre de leadership. Cette activité de programme offre également à l'ensemble de la fonction publique un leadership de gestion de la rémunération, qu'elle partage avec l'activité de programme Gestion des dépenses et qui comprend la négociation collective et les relations de travail, de même que l'établissement et la tenue à jour du régime de retraite et d'avantages sociaux de la fonction publique. L'activité de programme Gestion des ressources humaines appuie l'infrastructure, y compris la collectivité fonctionnelle des ressources humaines et les processus et systèmes opérationnels sous-jacents, et elle repose sur des lois telles la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, la *Loi sur la protection des fonctionnaires dénonciateurs d'actes répréhensibles*, la *Loi sur les langues officielles* et la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.

Gestion des dépenses

L'activité de programme Gestion des dépenses concerne l'affectation des ressources dans le but de réaliser les objectifs prioritaires du gouvernement d'une manière optimale et de définir une perspective pangouvernementale à propos des questions liées aux dépenses de programmes directes. En collaboration avec tous les

organismes fédéraux auxquels sont affectés des crédits dans le cadre du budget, les responsables de cette activité de programme s'occupent de l'examen, de l'analyse, et de la mise à l'épreuve des plans et des propositions relatives aux dépenses des ministères et organismes, aux prévisions et aux stratégies relatives aux dépenses, à la gestion de la rémunération et à la gestion axée sur les résultats. Ces travaux, ainsi que la production des documents budgétaires du gouvernement et des rapports au Parlement, sont facilités grâce au Système d'information sur la gestion des dépenses (SIGD). Cette activité de programme fait partie du Système de gestion des dépenses, le cadre d'élaboration et de mise en œuvre des plans et priorités du gouvernement en matière de dépenses dans les limites prescrites par le budget, qui est mis en œuvre en coordination avec le ministère des Finances et le Bureau du Conseil privé. La *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) est le principal instrument juridique appuyant cette activité de programme.

Gestion financière

L'activité de programme Gestion financière fait la promotion de l'adoption de saines pratiques de gestion financière à l'échelle pangouvernementale afin d'assurer que les activités financières sont exécutées avec efficacité et efficience. En collaboration avec tous les organismes fédéraux, le Secrétariat assume ses fonctions en élaborant des politiques, des directives et des normes sur la gestion financière, la comptabilité, les paiements de transfert et la vérification, en fournissant un leadership, des conseils stratégiques et des lignes directrices aux ministères, en établissant des attentes en matière de rendement et en exerçant une surveillance à cet égard, en perfectionnant les capacités et en assurant le développement des collectivités fonctionnelles, en planifiant des vérifications horizontales et en effectuant des vérifications au sein des petits ministères et organismes, en assurant une supervision et une reddition de comptes en matière de gestion financière, et en conseillant les organismes centraux et les ministères à propos

des questions d'autorisations financières associées à la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) et aux *Lois de crédits*, les principaux instruments juridiques appuyant l'activité de programme Gestion financière.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

École de la fonction publique du Canada

Résultat stratégique

Les fonctionnaires ont les connaissances communes et les compétences en leadership et en gestion dont ils ont besoin pour exercer leurs responsabilités envers les Canadiens.

Description des activités de programme

Apprentissage de base

Contribuer à l'établissement d'une main-d'œuvre professionnelle en donnant aux employés de la fonction publique la possibilité d'exécuter leurs tâches actuelles et de relever les défis de leur prochain emploi dans un milieu de travail dynamique et bilingue grâce à des activités d'apprentissage de base. Concevoir et offrir de la formation qui cadre avec les priorités de gestion de la fonction publique et qui répond aux exigences de la Politique en matière d'apprentissage, de formation et de perfectionnement et des normes de connaissance qui y sont associées.

Innovation dans la gestion du secteur public

Améliorer le rendement et l'efficacité de la fonction publique en intégrant le perfectionnement individuel des employés de la fonction publique aux solutions axées sur l'organisation pour l'apprentissage, la gestion du changement et l'innovation en gestion. Consigner et diffuser de l'information sur les innovations et les pratiques exemplaires en gestion publique, et offrir aux organisations de la fonction publique des services de consultation et de soutien liés à l'apprentissage, à la gestion du changement et à l'innovation dans le domaine de la gestion du secteur public.

Perfectionnement en leadership organisationnel

Renforcer la fonction publique et contribuer au renouvellement de la fonction publique en aidant les leaders actuels et futurs à acquérir de solides compétences en leadership grâce à des activités de perfectionnement en leadership comme des cours, des programmes, des séminaires et des événements ciblés.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat au lobbying

Résultat stratégique

La transparence et l'obligation de rendre compte des activités de lobbying effectuées auprès de titulaires de charge publique contribuent à inspirer confiance à l'égard de l'intégrité des décisions prises par le gouvernement.

Description des activités de programme

Examens et enquêtes en vertu de la Loi sur le lobbying et du Code de déontologie des lobbyistes

Le Commissariat atteste l'information fournie par les lobbyistes enregistrés afin d'en garantir l'exactitude. Les allégations de non-enregistrement ou d'inconduite concernant des lobbyistes sont examinées et des enquêtes officielles sont effectuées au besoin.

Enregistrement des lobbyistes

Le lobbyisme auprès du gouvernement fédéral est une activité légitime, mais qui doit être exercée de façon transparente. La *Loi sur le lobbying* exige que les personnes payées pour faire du lobbyisme auprès de titulaires de charge publique rendent publics certains détails sur leurs activités. Le Commissariat au lobbying approuve les enregistrements de lobbyistes et les rend disponibles pour des recherches dans un registre électronique accessible sur Internet.

Éducation et recherche

Le Commissariat élabore et met en œuvre des programmes éducatifs et de recherche pour mieux faire connaître les exigences de la *Loi sur le lobbying* et du *Code de déontologie des lobbyistes*. Les programmes s'adressent principalement aux lobbyistes, à leurs clients et aux titulaires de charge publique.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat à l'intégrité du secteur public**Résultat stratégique**

Les actes répréhensibles au sein du secteur public fédéral sont relevés et réglés et font l'objet d'un rapport, tandis que les fonctionnaires sont protégés contre les représailles, ce qui donne lieu à une intégrité accrue dans le milieu de travail.

Description des activités de programme

Programme de gestion des divulgations et des représailles

Fournir des conseils aux employés du secteur public fédéral et aux membres du public qui envisagent de faire une divulgation, et recevoir les divulgations de renseignements concernant d'éventuels actes répréhensibles, faire enquête sur les divulgations et en faire rapport. Dans le cadre de cette activité, le commissaire à l'intégrité du secteur public exerce la compétence exclusive à l'égard de l'examen, de la conciliation et du règlement des plaintes concernant des représailles, y compris les demandes au Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles pour déterminer s'il y a eu représailles et ordonner que la situation soit corrigée et que des mesures de réparation soient prises.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	235 502 149	...	...	235 502 149	Secrétariat				
					1 Dépenses du programme				
					1b Virement de 100 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 74 805 \$ du crédit 1 (Industrie), et de 70 000 \$ du crédit 1 (Conseil privé)				
...	...	27 742 039	...	27 742 039	1c Virement de 40 912 \$ du crédit 1 (Industrie)				
...	...	7 936 301	...	7 936 301	Virement du : crédit 1 (Agence du revenu du Canada)				
...	...	...	100 000	100 000	crédit 1 (Industrie)				
...	...	...	115 717	115 717	crédit 1 (Conseil privé)				
...	...	...	70 000	70 000	crédit 15				
...	...	...	133 202	133 202	crédit 25				
...	...	...	11 819 552	11 819 552	crédit 30				
...	...	...	21 037 811	21 037 811	Virement au : crédit 1 (Environnement)				
...	...	...	(81 500)	(81 500)	crédit 1 (Pêches et Océans)				
...	...	...	(101 000)	(101 000)	crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	(167 500)	(167 500)	crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	...	...	(100 000)	(100 000)	crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(30 000)	(30 000)	crédit 60 (Industrie)				
...	...	...	(112 000)	(112 000)	crédit 105 (Industrie)				
...	...	...	(220 000)	(220 000)	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽¹⁾				
...	...	...	(4 013 500)	(4 013 500)	Total—Crédit 1	279 490 244	20 141 027	...	254 958 502
...	235 502 149	35 678 340	28 450 782	299 631 271	5 Éventualités du gouvernement	...	750 000 000	...	...
...	750 000 000	...	...	750 000 000	10 Initiatives pangouvernementales	...	8 510 893	...	...
...	8 510 893	...	...	8 510 893	15b Rajustements à la rémunération				
...	...	11 474 853	...	11 474 853	15c Rajustements à la rémunération				
...	...	30 440 035	...	30 440 035	Virements à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels				
...	...	...	(41 914 888)	(41 914 888)	Total—Crédit 15	...	...	...	...
...	...	41 914 888	(41 914 888)	...	20 Assurances de la fonction publique				
...	2 452 205 200	...	...	2 452 205 200	Virement au : crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	(655 588)	(655 588)	crédit 17b (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(70 140 000)	(70 140 000)	crédit 40 (Industrie)				
...	...	...	(1 001 173)	(1 001 173)	Total—Crédit 20	2 186 595 248	193 813 191	...	1 962 746 056
...	2 452 205 200	...	(71 796 761)	2 380 408 439					

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	1 200 000 000	...	...	1 200 000 000	25				
...	...	...	(1 191 939 290)	(1 191 939 290)					
...	1 200 000 000	...	(1 191 939 290)	8 060 710		...	8 060 710	...	...
...	600 000 000	...	...	600 000 000	30				
...	...	1 300 000 000	...	1 300 000 000	30a				
...	...	...	(1 538 218 891)	(1 538 218 891)					
...	600 000 000	1 300 000 000	(1 538 218 891)	361 781 109		...	361 781 109	...	...
...	600 000 000	...	...	600 000 000	33				
...	...	...	(358 101 354)	(358 101 354)					
...	600 000 000	...	(358 101 354)	241 898 646		...	241 898 646	...	...
...	31 801 533	...	269 883	32 071 416	(S)	32 071 416	...	...	30 465 701
...	77 516	...	39	77 555	(S)	77 555	...	...	77 638
...	20 000	...	(18 448)	1 552	(S)	1 552	...	...	1 830
...	...	...	72 162	72 162	(S)	72 162	...	...	(469 692)
...	...	...	6 200 000	6 200 000	(S)	6 200 000	...	...	6 200 000
302	...	...	24 107	24 409	(S)	...	302	24 107	...
302	5 878 117 291	1 377 593 228	(3 166 972 659)	4 088 738 162	Total du secrétariat—Budgétaire	2 504 508 177	1 584 205 878	24 107	2 253 980 035

					École de la fonction publique du Canada				
...	48 209 571	...	...	48 209 571	40	Dépenses du programme			
...	...	...	25 105	25 105		Virement du : crédit 15			
...	...	...	456 456	456 456		crédit 25			
...	...	...	9 248 471	9 248 471		crédit 30			
...	...	...	(1 139 806)	(1 139 806)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽¹⁾			
...	48 209 571	...	8 590 226	56 799 797		Total—Crédit 40	50 373 377	6 426 420	... 51 581 225
...	6 739 546	...	5 049 315	11 788 861	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 788 861	...	... 11 964 438
17 885 131	...	...	...	17 885 131	(S)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la Loi sur l'École de la fonction publique du Canada—			
...	50 000 000	...	23 118 897	73 118 897		Montant non dépensé au début de l'exercice			
17 885 131	50 000 000	...	23 118 897	91 004 028		Montant reçu au cours de l'exercice			
						Total	63 251 672	...	27 752 356 65 087 492
10 197	...	...	1 300	11 497	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 300	8 897	1 300 1 106
...	...	...	525 616	525 616	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	525 616	...	... ..
17 895 328	104 949 117	...	37 285 354	160 129 799		Total de l'organisme—Budgétaire	125 940 826	6 435 317	27 753 656 128 634 261
						Commissariat au lobbying			
...	4 191 717	...	...	4 191 717	45	Dépenses du programme			
...	...	...	2 332	2 332		Virement du : crédit 15			
...	...	...	210 154	210 154		crédit 25			
...	...	...	280 215	280 215		crédit 30			
...	4 191 717	...	492 701	4 684 418		Total—Crédit 45	4 463 147	221 271	... 4 295 842
...	444 909	...	(46 466)	398 443	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	398 443	...	... 390 093
...	4 636 626	...	446 235	5 082 861		Total de l'organisme—Budgétaire	4 861 590	221 271	... 4 685 935
						Commissariat à l'intégrité du secteur public			
...	6 333 000	...	...	6 333 000	50	Dépenses du programme			
...	...	...	301 650	301 650		Virement du : crédit 25			
...	...	...	269 967	269 967		crédit 30			
...	6 333 000	...	571 617	6 904 617		Total—Crédit 50	5 192 767	1 711 850	... 4 816 143
...	534 960	...	(61 864)	473 096	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	473 096	...	... 507 555
...	6 867 960	...	509 753	7 377 713		Total de l'organisme—Budgétaire	5 665 863	1 711 850	... 5 323 698
17 895 630	5 994 570 994	1 377 593 228	(3 128 731 317)	4 261 328 535		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 640 976 456	1 592 574 316	27 777 763 2 392 623 929

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secrétariat												
Fonds pangouvernementaux et paiements en tant qu'employeur de la fonction publique	3 983 809 418	2 618 469 381	241 898 646	...	501 552	358 908	469 252 000	425 959 327	...	...	3 756 957 616	2 192 868 962
Cadres de gestion	80 428 137	72 744 230	...	...	200 000	200 000	...	...	...	...	80 628 137	72 944 230
Gestion des ressources humaines	73 361 979	69 818 758	...	...	...	...	6 243 112	4 375 135	...	...	67 118 867	65 443 623
Gestion des dépenses	55 274 520	50 893 368	...	...	...	...	...	...	...	...	55 274 520	50 893 368
Gestion financière	34 976 051	28 629 749	...	...	200 000	200 000	...	...	...	...	35 176 051	28 829 749
Services internes	102 442 971	101 935 660	...	...	...	...	8 860 000	8 407 415	...	...	93 582 971	93 528 245
Sous-total	4 330 293 076	2 942 491 146	241 898 646	...	901 552	758 908	484 355 112	438 741 877	...	...	4 088 738 162	2 504 508 177
Revenus affectés aux dépenses	(484 355 112)	(438 741 877)	...	...	...	...	(484 355 112)	(438 741 877)	...	...	...	...
Total du secrétariat—Budgétaire	3 845 937 964	2 503 749 269	241 898 646	...	901 552	758 908	...	...	...	...	4 088 738 162	2 504 508 177
École de la fonction publique du Canada												
Apprentissage de base	109 352 942	74 698 736	...	...	...	...	...	...	...	...	109 352 942	74 698 736
Innovation dans la gestion du secteur public	13 259 987	8 272 952	...	...	275 000	169 838	...	...	...	...	13 534 987	8 442 790
Perfectionnement en leadership organisationnel	13 393 536	12 713 243	...	...	...	...	...	...	...	...	13 393 536	12 713 243
Services internes	23 848 334	30 086 057	...	...	...	...	...	...	...	...	23 848 334	30 086 057
Total de l'organisme—Budgétaire	159 854 799	125 770 988	...	...	275 000	169 838	...	...	...	...	160 129 799	125 940 826
Commissariat au lobbying												
Examens et enquêtes en vertu de la <i>Loi sur le lobbying</i> et du <i>Code de déontologie des lobbyistes</i>	1 133 855	1 106 171	...	...	...	...	...	...	...	...	1 133 855	1 106 171
Enregistrement des lobbyistes	1 057 887	1 037 644	...	...	...	...	...	...	...	...	1 057 887	1 037 644
Éducation et recherche	993 106	939 571	...	...	...	...	...	...	...	...	993 106	939 571
Services internes	1 898 013	1 778 204	...	...	...	...	...	...	...	...	1 898 013	1 778 204
Total de l'organisme—Budgétaire	5 082 861	4 861 590	...	...	...	...	...	...	...	...	5 082 861	4 861 590

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Programme de gestion des divulgations et des représailles	4 697 010	3 483 593	...	...	45 000	15 438	...	...	...	...	4 742 010	3 499 031
Services internes	2 635 703	2 166 832	...	...	...	...	...	...	...	...	2 635 703	2 166 832
Total de l'organisme—Budgétaire	7 332 713	5 650 425	...	...	45 000	15 438	...	...	...	...	7 377 713	5 665 863
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 018 208 337	2 640 032 272	241 898 646	...	1 221 552	944 184	...	...	...	...	4 261 328 535	2 640 976 456

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Secrétariat				
					Contributions				
					Conseil des normes comptables internationales du secteur public	200 000	...	...	200 000
...	...	...	200 000	200 000	Programme d'aide aux initiatives de politique et de recherche	62 000	...	...	128 443
...	...	...	62 000	62 000	L'organisation de coopération et de développement économique	138 000	...	...	...
...	...	...	138 000	138 000					
...	...	...	400 000	400 000	Total—Contributions	400 000	...	...	328 443
					Autres paiements de transfert				
					Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions	352 864	142 136	...	360 030
...	495 000	...	...	495 000	(S) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	1 552	...	...	1 830
...	20 000	...	(18 448)	1 552	Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	4 492	508	...	4 352
...	5 000	...	...	5 000					
...	520 000	...	(18 448)	501 552	Total—Autres paiements de transfert	358 908	142 644	...	366 212
...	520 000	...	381 552	901 552	Total du secrétariat	758 908	142 644	...	694 655
					École de la fonction publique du Canada				
					Contributions				
...	275 000	...	...	275 000	Contribuer à la recherche ou autres activités liées à la théorie et à la pratique de la gestion dans le secteur public	169 838	105 162	...	254 131
...	275 000	...	...	275 000	Total de l'organisme	169 838	105 162	...	254 131
					Commissariat à l'intégrité du secteur public				
					Contributions				
...	45 000	...	...	45 000	Contribution qui permet d'obtenir des conseils juridiques	15 438	29 562	...	...
...	45 000	...	...	45 000	Total de l'organisme	15 438	29 562	...	...
...	840 000	...	381 552	1 221 552	Total du portefeuille ministériel	944 184	277 368	...	948 786

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Secrétariat			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Fonds pangouvernementaux et paiements en tant qu'employeur de la fonction publique	469 252 000	425 959 327	371 986 090
Gestion des ressources humaines	6 243 112	4 375 135	4 563 967
Services internes	8 860 000	8 407 415	...
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	484 355 112	438 741 877	376 550 057

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Secrétariat		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de traitements, biens et services	292 758	589 982
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	62 448 977	10 121 023
	62 741 735	10 711 005
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits—		
Recouvrements d'accès à l'information	1 426	3 870
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique—Salaires et coûts de fonctionnement	4 375 135	4 563 967
Recouvrement des services de soutien internes	8 407 415	...
	12 783 976	4 567 837
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	24 107	302
Revenus divers—		
Intérêts perçus sur les avances	21 375	66 912
Frais de stationnement	7 544 719	10 672 060
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique—Avantages sociaux	644 327	618 445
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique—Locaux	336 396	312 225
Pénalités disciplinaires	22 624	38 334
Divers	2 015	34 124
	8 571 456	11 742 100
Total du secrétariat	84 121 274	27 021 244
École de la fonction publique du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	72 506	133 237
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	496 616	46
	569 122	133 283

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> —Frais de cours et autres revenus relatifs à ces cours	72 911 812	71 652 943
Autres frais et droits	260	265
	<u>72 912 072</u>	<u>71 653 208</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 300	11 303
Revenus divers	15 616	39 342
Total de l'organisme	73 498 110	71 837 136
Commissariat au lobbying		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	119	...
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	8 902	857
	<u>9 021</u>	<u>857</u>
Revenus divers	5	15
Total de l'organisme	9 026	872
Commissariat à l'intégrité du secteur public		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	723
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	19 128	58 679
	<u>19 128</u>	<u>59 402</u>
Revenus divers	315	3 735
Total de l'organisme	19 443	63 137
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	63 339 006	10 904 547
Ventes de biens et de services	85 696 048	76 221 045
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25 407	11 605
Revenus divers	8 587 392	11 785 192
Total du portefeuille ministériel	157 647 853	98 922 389

SECTION 11

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Conseil privé

Ministère

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Directeur général des élections

Commissariat aux langues officielles

Secrétariat de la Commission des nominations publiques

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	11.2
Sommaire du portefeuille ministériel	11.6
Activités de programme	11.10
Paievements de transfert	11.12
Revenus	11.13

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Appuyer et mettre en oeuvre le programme et les décisions du gouvernement, et soutenir les institutions et leur fonctionnement.

Description des activités de programme*Soutien et conseils au Premier ministre et aux ministres du portefeuille*

Le Bureau du Conseil privé (BCP) soutient le Premier ministre dans l'exercice de ses responsabilités uniques à titre de chef du gouvernement. Le BCP fournit au Premier ministre des avis professionnels et impartiaux sur les politiques, la réforme démocratique, les affaires intergouvernementales, les lois et les questions parlementaires dont le gouvernement doit tenir compte, les nominations et les questions ayant trait à l'appareil

gouvernemental. S'il y a lieu, le BCP consulte les principaux intéressés, mène des recherches et procède à l'analyse critique. Le BCP appuie aussi les ministres du portefeuille du Premier ministre. Le Cabinet du Premier ministre et ceux des ministres du portefeuille disposent d'un budget de fonctionnement.

Soutien et conseils au Cabinet et aux comités du Cabinet

Afin d'assurer le bon déroulement du processus décisionnel du Cabinet, le BCP donne des conseils en matière de politiques et des services de secrétariat au Cabinet et à ses comités en préparant des dossiers d'information et en distribuant des ordres du jour et d'autres documents. Il facilite l'intégration à l'échelle fédérale afin d'appuyer la mise en œuvre du programme du gouvernement par les ministères et les organismes. Le BCP engage des consultations avec ces derniers, assure une fonction d'examen critique lors du processus de l'élaboration de politiques et des recherches sur les enjeux. Le BCP veille également à ce que les initiatives tiennent compte des questions de mise en œuvre, de communication, d'affaires parlementaires et de relations fédérales-provinciales-territoriales.

Leadership et orientation au sein de la fonction publique

Le BCP détermine l'orientation stratégique de la fonction publique afin qu'elle soit hautement compétente et responsable, et pour qu'elle bénéficie du talent, de la capacité de leadership, et des cadres de gestion lui permettant de donner des conseils sur le programme du gouvernement et de le mettre en œuvre. Il joue également un rôle déterminant dans la planification de la relève des cadres supérieurs de la fonction publique ainsi que dans la gestion et le perfectionnement de ces derniers.

Commissions d'enquête

Les commissions d'enquête disposent d'un budget opérationnel. De plus, le BCP offre un soutien financier et administratif ainsi qu'une expertise sur un large éventail de sujets afin d'aider les commissions d'enquête dans l'accomplissement de leur mandat.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes**Résultat stratégique**

L'organisation et le déroulement sans faille des réunions multilatérales des premiers ministres, des ministres et des sous-ministres.

Description des activités de programme*Services des conférences*

Prestation de services de soutien impartiaux et spécialisés nécessaires à la planification et à l'organisation des conférences fédérales-provinciales-territoriales et provinciales-territoriales de premiers ministres, de ministres et de sous-ministres.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Résultat stratégique

L'atténuation des risques liés à la sécurité des transports par l'entremise d'enquêtes indépendantes sur les accidents.

Description des activités de programme

Enquêtes—Transport aérien

Effectuer des enquêtes indépendantes sur les événements de transport aérien de compétence fédérale afin d'identifier les causes et les facteurs contributifs, publier des rapports d'enquêtes, formuler des recommandations afin d'améliorer la sécurité, communiquer des renseignements de sécurité aux intervenants, entreprendre des activités de sensibilisation auprès des principaux agents de changement de même qu'évaluer et faire le suivi des réponses aux recommandations. Ceci comprend également des travaux spécialisés dans les domaines suivants : l'ingénierie, la macro-analyse, la performance humaine, les services juridiques, les services de communication, l'assurance de la qualité de même que les services linguistiques et de publication.

Enquêtes—Transport maritime

Effectuer des enquêtes indépendantes sur les événements de transport maritime de compétence fédérale afin d'identifier les causes et les facteurs contributifs, publier des rapports d'enquêtes, formuler des recommandations afin d'améliorer la sécurité, communiquer des renseignements de sécurité aux intervenants, entre-

prendre des activités de sensibilisation auprès des principaux agents de changement de même qu'évaluer et faire le suivi des réponses aux recommandations. Ceci comprend également des travaux spécialisés dans les domaines suivants : l'ingénierie, la macro-analyse, la performance humaine, les services juridiques, les services de communication, l'assurance de la qualité de même que les services linguistiques et de publication.

Enquêtes—Transport ferroviaire

Effectuer des enquêtes indépendantes sur les événements de transport ferroviaire de compétence fédérale afin d'identifier les causes et les facteurs contributifs, publier des rapports d'enquêtes, formuler des recommandations afin d'améliorer la sécurité, communiquer des renseignements de sécurité aux intervenants, entreprendre des activités de sensibilisation auprès des principaux agents de changement de même qu'évaluer et faire le suivi des réponses aux recommandations. Ceci comprend également des travaux spécialisés dans les domaines suivants : l'ingénierie, la macro-analyse, la performance humaine, les services juridiques, les services de communication, l'assurance de la qualité de même que les services linguistiques et de publication.

Enquêtes—Transport par pipeline

Effectuer des enquêtes indépendantes sur les événements de transport par pipeline de compétence fédérale afin d'identifier les causes et les facteurs contributifs, publier des rapports d'enquêtes, formuler des recommandations afin d'améliorer la sécurité, communiquer des renseignements de sécurité aux intervenants, entreprendre des activités de sensibilisation auprès des principaux agents de changement de même qu'évaluer et faire le suivi des réponses aux recommandations. Ceci comprend également des travaux spécialisés dans les domaines suivants : l'ingénierie, la macro-analyse, la performance humaine, les services juridiques, les services de communication, l'assurance de la qualité de même que les services linguistiques et de publication.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Directeur général des élections

Résultat stratégique

Un cadre électoral accessible que les Canadiens utilisent avec confiance.

Description des activités de programme

Régulation des activités électorales

Cette activité de programme offre aux Canadiens un processus électoral équitable, transparent et conforme à la *Loi électorale du Canada*. Dans le cadre de cette activité, il incombe à Élections Canada d'administrer les dispositions de la Loi en matière de financement politique : surveillance de la conformité, divulgation, reddition de comptes sur les activités financières et application de la législation électorale.

Opérations électorales

Cette activité de programme permet à Élections Canada de conduire en tout temps des scrutins équitables et efficaces. Elle vise à ce que les Canadiens puissent exercer leur droit démocratique de voter à une élection générale ou partielle ou à un référendum fédéral en leur offrant un processus électoral accessible et en constante amélioration, adapté aux besoins des électeurs.

Engagement électoral

Cette activité de programme promeut et soutient le processus électoral du Canada. Elle permet aux Canadiens de bénéficier de programmes d'éducation et d'information sur les élections afin qu'ils puissent prendre des décisions éclairées à propos de leur engagement dans le processus électoral. Elle vise aussi à améliorer le cadre électoral par la consultation d'autres intervenants et par la mise en commun des pratiques électorales.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Commissariat aux langues officielles**Résultat stratégique**

Les droits des Canadiennes et des Canadiens en vertu de la *Loi sur les langues officielles* sont protégés et les institutions fédérales et les autres organismes assujettis à la Loi respectent ces droits, et la dualité linguistique est favorisée dans la société canadienne.

Description des activités de programme*Promotion de la dualité linguistique*

Dans le cadre de cette activité de programme, le Commissariat aux langues officielles travaille avec les parlementaires, les institutions fédérales et les autres organismes assujettis à la *Loi sur les langues officielles*, les communautés de langue officielle et le public cana-

dien, à favoriser la dualité linguistique. Le Commissariat établit des liens entre les institutions fédérales, les communautés de langue officielle et les ordres de gouvernement pour les aider à mieux comprendre les besoins des communautés de langue officielle, l'importance du bilinguisme et la valeur du respect de la dualité linguistique du Canada. Afin de jouer son rôle d'agent de promotion, le Commissariat effectue des recherches et des études, entreprend des activités de sensibilisation du public et intervient auprès des hauts fonctionnaires fédéraux pour qu'ils introduisent un changement de culture afin de pleinement intégrer la dualité linguistique dans leurs organismes.

Protection des droits linguistiques

Dans le cadre de cette activité de programme, le Commissariat aux langues officielles enquête sur les plaintes déposées par des citoyens qui croient que leurs droits linguistiques n'ont pas été respectés, évalue le respect de la *Loi sur les langues officielles*, par les institutions fédérales et les autres organismes assujettis à la Loi grâce à des mesures du rendement et à des vérifications, et intervient de manière proactive pour prévenir la non-conformité à la Loi. Le Commissariat peut aussi intervenir devant les tribunaux en cas de non-conformité à la *Loi sur les langues officielles*.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Secrétariat de la Commission des nominations publiques**Résultat stratégique**

Assurer la mise en place de processus équitables et axés sur les compétences pour le recrutement et la sélection d'individus compétents en ce qui concerne les nominations faites par le gouverneur en conseil au sein des organismes, des commissions et des conseils, ainsi que des sociétés d'État.

Description des activités de programme*Surveillance des nominations faites par le gouverneur en conseil*

Ce programme comprend les activités concernant et englobant l'aide à l'élaboration et à l'établissement d'un code de pratique pour les nominations du gouverneur en conseil et les nominations ministérielles au sein des organismes, conseils, commissions et sociétés d'État; superviser, surveiller et contrôler les processus de sélection des candidats à des nominations et des renouvellements de mandat par le gouverneur en conseil pour les organismes, conseils, commissions et sociétés d'État et en faire rapport, et veiller à ce que les processus de sélection fassent l'objet d'une vaste publicité et soient menés de manière équitable, ouverte et transparente, et à ce que la sélection des candidats soit fondée sur le mérite; évaluer et approuver les processus de sélection proposés par les ministres pour combler les vacances et renouveler les mandats au sein de leur portefeuille, superviser et contrôler ces processus et veiller à ce qu'ils soient mis à exécution de la manière convenue; procéder à la vérification des politiques et des méthodes de nomination afin de contrôler l'observation du code de pratique; faire rapport publiquement sur l'observation du code de pratique par le gouvernement et l'administration; sensibiliser le public à la question et former les fonctionnaires chargés de mener les processus de nomination et de renouvellement de mandat relevant du code de pratique.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Résultat stratégique

Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) remplit son mandat, qui est d'enquêter sur les menaces à la sécurité nationale et de faire rapport à leur sujet d'une manière qui respecte la primauté du droit et les droits des Canadiennes et des Canadiens.

Description des activités de programme

Études

Mener des études sur les fonctions du SCRS afin de vérifier s'il les a exercées à bon droit, de façon légitime et efficace, et veiller à ce qu'il respecte la loi. Élaborer des plans de recherche afin de déterminer les études à mener durant l'année. Grâce à un programme de recherche complet et présentant de nombreux volets, examiner les divers aspects des opérations et activités du SCRS afin de mener une analyse rétrospective destinée à être soumise à l'approbation du Comité. Chaque étude vise à évaluer le rendement du SCRS et peut comporter des constatations et des recommandations non exécutoires. Ces études sont présentées au directeur du SCRS, à l'inspecteur général du SCRS et, dans des circonstances spéciales, au ministre de la Sécurité publique. Le rapport annuel du CSARS contient un résumé déclassi-

fié de ces études. L'objectif est de fournir au Parlement et aux Canadiens, sur les activités passées du SCRS, des « analyses sélectives » qui, avec le temps donnent un tableau général du rendement du SCRS.

Plaintes

Recevoir les plaintes portées à l'endroit du SCRS par des personnes ou des groupes et faire enquête à ce sujet à titre de tribunal administratif indépendant quasi judiciaire. Les plaintes peuvent concerner « des activités » du SCRS; le refus d'habilitations de sécurité; des renvois de la Commission canadienne des droits de la personne; des rapports du Ministre concernant la *Loi sur la citoyenneté*; et des activités menées par le SCRS relativement au programme Protection des passagers et au Programme d'habilitation de sécurité en matière de transport maritime, de Transports Canada. S'il reconnaît sa compétence, le Comité tient une audience préliminaire, préside les audiences de plaintes et rédige sur celles-ci des rapports contenant des constatations et des recommandations non exécutoires. Ces rapports sont présentés au ministre de la Sécurité publique et au directeur du SCRS et une version expurgée est remise au plaignant. Un résumé déclassifié figure également dans le rapport annuel du CSARS. Les décisions du Comité visent à assurer un règlement juste et rapide des plaintes et peuvent être l'objet d'un contrôle judiciaire de la Cour fédérale du Canada.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
...	125 175 315	...	...	125 175 315	1				
...	...	11 620 963	...	11 620 963	1b					
...	...	883 395	...	883 395	1c					
...	...	...	27 680	27 680					
...	...	...	6 283 904	6 283 904					
...	...	...	11 024 444	11 024 444					
...	...	...	(138 800)	(138 800)					
...	...	...	(70 000)	(70 000)					
...	...	...	(4 112 526)	(4 112 526)					
...	125 175 315	12 504 358	13 014 702	150 694 375						
...	15 116 746	...	1 641 320	16 758 066	(S)	138 212 059	12 482 316	...	143 369 694	
...	159 731	...	20	159 751	(S)	16 758 066	...	...	16 155 918
...	77 516	...	21	77 537	(S)	159 751	...	...	159 853
...	77 516	...	4	77 520	(S)	77 537	...	...	77 638
...	77 516	...	21	77 537	(S)	77 520	...	...	77 622
...	2 000	...	20	2 020	(S)	77 537	...	...	78 890
...	2 000	...	20	2 020	(S)	2 020	...	...	2 122
63 303	...	...	48 630	111 933	(S)	2 020	...	...	2 122
63 303	140 688 340	12 504 358	14 704 758	167 960 759		63 303	...	48 630	6 817	
						155 429 813	12 482 316	48 630	159 930 676	
...	6 157 901	...	...	6 157 901	5				
...	...	...	4 610	4 610					
...	...	...	308 641	308 641					
...	...	...	168 608	168 608					
...	6 157 901	...	481 859	6 639 760		5 227 416	1 412 344	...	4 843 648	

...	466 182	...	(132 986)	333 196	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	333 196	...	...	419 661
143	...	...	...	143	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	143	...	...
143	6 624 083	...	348 873	6 973 099	Total de l'organisme—Budgétaire	5 560 612	1 412 487	...	5 263 309
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports									
...	26 683 020	...	...	26 683 020	10 Dépenses du programme				
...	...	...	321 660	321 660	Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 317 693	1 317 693	CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 260 570	1 260 570	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	26 683 020	...	2 899 923	29 582 943	Total—Crédit 10	28 230 467	1 352 476	...	27 147 548
...	3 692 884	...	(207 279)	3 485 605	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 485 605	...	...	3 511 810
36 779	...	...	20 572	57 351	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	42 009	...	15 342	9 646
...	...	...	35 700	35 700	(S) Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	35 700	...	...	28 569
36 779	30 375 904	...	2 748 916	33 161 599	Total de l'organisme—Budgétaire	31 793 781	1 352 476	15 342	30 697 573
Directeur général des élections									
...	29 467 503	...	...	29 467 503	15 Dépenses du programme				
...	...	...	35 208	35 208	Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 478 398	1 478 398	CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	2 639 421	2 639 421	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	29 467 503	...	4 153 027	33 620 530	Total—Crédit 15	30 834 398	2 786 132	...	30 224 615
...	5 304 151	...	2 226 314	7 530 465	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 530 465	...	...	6 756 782
...	87 304 411	232 927 709	(9 582 027)	310 650 093	(S) Dépenses d'élections (<i>Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>)	310 650 093	...	...	109 755 118
...	274 700	...	60 739	335 439	(S) Traitement du directeur général des élections	335 439	...	...	271 525
1	...	...	1 174	1 175	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 174	1	...	7 375
...	...	...	426	426	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	426	...	...	2 222
1	122 350 765	232 927 709	(3 140 347)	352 138 128	Total de l'organisme—Budgétaire	349 351 995	2 786 133	...	147 017 637

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
...	18 358 105	...	...	18 358 105	20	Commissariat aux langues officielles			
...	...	...	2 259	2 259		Dépenses du programme			
...	...	...	552 908	552 908		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	2 128 772	2 128 772		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	18 358 105	...	2 683 939	21 042 044		CT, crédit 30 ⁽¹⁾					
...	2 301 139	...	(28 975)	2 272 164	(S)	20 081 180	960 864	...	19 252 723		
192	...	...	1 500	1 692	(S)	2 272 164	...	...	2 225 010
192	20 659 244	...	2 656 464	23 315 900		1 692	...	...	...
						Total de l'organisme—Budgétaire					
						22 355 036	960 864	...	21 477 733		
...	28 373 000	...	...	28 373 000	25	Société du Vieux-Port de Montréal inc. ⁽³⁾			
...	...	...	(24 826 375)	(24 826 375)		Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital			
...	...	...	(3 546 625)	(3 546 625)		Virement au crédit 13b (Travaux publics et Services gouvernementaux)			
...	28 373 000	...	(28 373 000)	...		Reclassé sous Travaux publics et Services gouvernementaux pour fins de présentation					
...	28 373 000	...	(28 373 000)	...		...	...	...	...
						Total de l'organisme—Budgétaire					
					 ⁽³⁾		
...	945 000	...	...	945 000	30	Secrétariat de la Commission des nominations publiques			
...	...	...	47 250	47 250		Dépenses du programme			
...	945 000	...	47 250	992 250		Virement du CT, crédit 25 ⁽¹⁾					
...	125 460	...	(109 853)	15 607	(S)	119 473	872 777	...	268 373		
...	1 070 460	...	(62 603)	1 007 857		15 607	...	...	25 761
						Total de l'organisme—Budgétaire					
						135 080	872 777	...	294 134		

					Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité					
...	2 708 429	...	...	2 708 429	35	Dépenses du programme				
...	...	...	135 367	135 367		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	246 363	246 363		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	2 708 429	...	381 730	3 090 159		Total—Crédit 35	2 536 074	554 085	...	2 400 019
...	305 330	...	(7 850)	297 480	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	297 480	...	...	283 304
...	3 013 759	...	373 880	3 387 639		Total de l'organisme—Budgétaire	2 833 554	554 085	...	2 683 323
100 418	353 155 555	245 432 067	(10 743 059)	587 944 981		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	567 459 871	20 421 138	63 972	367 364 385 ⁽³⁾

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

⁽²⁾ Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

⁽³⁾ En vertu du décret 2011-0585, la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été désignée à titre de ministre de tutelle de la Société immobilière du Canada Limitée pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques* à partir du 18 mai 2011. Avant le transfert, des dépenses de 3 546 625 \$ ont été approuvées par le leader du gouvernement à la chambre des communes. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 28 986 795 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Soutien et conseils au Premier ministre et aux ministres du portefeuille	75 947 982	70 756 909	...	...	...	...	...	...	...	...	75 947 982	70 756 909
Soutien et conseils au Cabinet et aux comités du Cabinet	20 402 289	18 900 020	...	...	...	...	...	...	...	...	20 402 289	18 900 020
Leadership et orientation au sein de la fonction publique	4 800 294	4 579 031	...	...	...	...	...	...	...	...	4 800 294	4 579 031
Commissions d'enquête	9 454 087	8 445 609	...	...	3 424 167	2 773 288	...	...	...	...	12 878 254	11 218 897
Services internes	53 931 940	49 974 956	...	...	...	...	...	...	...	...	53 931 940	49 974 956
Total du ministère—Budgétaire	164 536 592	152 656 525	...	...	3 424 167	2 773 288	...	...	...	...	167 960 759	155 429 813
Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes												
Services des conférences	4 674 743	3 493 260	...	...	...	...	...	...	...	...	4 674 743	3 493 260
Services internes	2 298 356	2 067 352	...	...	...	...	...	...	...	...	2 298 356	2 067 352
Total de l'organisme—Budgétaire	6 973 099	5 560 612	...	...	...	...	...	...	...	...	6 973 099	5 560 612
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports												
Enquêtes—Transport aérien	15 061 998	14 441 902	...	...	...	...	...	...	...	...	15 061 998	14 441 902
Enquêtes—Transport maritime	4 818 380	4 619 751	...	...	...	...	...	...	...	...	4 818 380	4 619 751
Enquêtes—Transport ferroviaire	5 325 753	5 105 686	...	...	...	...	...	...	...	...	5 325 753	5 105 686
Enquêtes—Transport par pipeline	547 167	525 154	...	...	...	...	...	...	...	...	547 167	525 154
Services internes	7 408 301	7 101 288	...	...	...	...	...	...	...	...	7 408 301	7 101 288
Total de l'organisme—Budgétaire	33 161 599	31 793 781	...	...	...	...	...	...	...	...	33 161 599	31 793 781
Directeur général des élections												
Régulation des activités électorales	13 687 505	13 168 336	...	...	89 789 621	89 789 621	...	...	...	...	103 477 126	102 957 957
Opérations électorales	204 824 346	202 833 122	...	...	...	...	...	...	...	...	204 824 346	202 833 122
Engagement électoral	7 946 426	7 892 605	...	...	...	...	...	...	...	...	7 946 426	7 892 605
Services internes	35 890 230	35 668 311	...	...	...	...	...	...	...	...	35 890 230	35 668 311
Total de l'organisme—Budgétaire	262 348 507	259 562 374	...	...	89 789 621	89 789 621	...	...	...	...	352 138 128	349 351 995

Commissariat aux langues officielles												
Promotion de la dualité linguistique	7 766 313	6 537 097	...	...	...	...	...	...	...	...	7 766 313	6 537 097
Protection des droits linguistiques	7 937 384	7 058 731	...	...	...	...	...	...	...	...	7 937 384	7 058 731
Services internes	7 612 203	8 759 208	...	...	...	...	...	...	...	...	7 612 203	8 759 208
Total de l'organisme—Budgétaire	23 315 900	22 355 036	...	...	...	...	...	...	...	...	23 315 900	22 355 036
Secrétariat de la Commission des nominations publiques												
Surveillance des nominations faites par le gouverneur en conseil	907 857	119 620	...	...	...	...	...	...	...	...	907 857	119 620
Services internes	100 000	15 460	...	...	...	...	...	...	...	...	100 000	15 460
Total de l'organisme—Budgétaire	1 007 857	135 080	...	...	...	...	...	...	...	...	1 007 857	135 080
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité												
Études	1 152 945	1 107 798	...	...	...	...	...	...	...	...	1 152 945	1 107 798
Plaintes	870 491	568 941	...	...	...	...	...	...	...	...	870 491	568 941
Services internes	1 364 203	1 156 815	...	...	...	...	...	...	...	...	1 364 203	1 156 815
Total de l'organisme—Budgétaire	3 387 639	2 833 554	...	...	...	...	...	...	...	...	3 387 639	2 833 554
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	494 731 193	474 896 962	...	...	93 213 788	92 562 909	...	...	...	...	587 944 981	567 459 871

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Ministère				
					Contributions				
...	...	3 424 167	...	3 424 167	Programme de contributions pour la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser	2 773 288	650 879	...	1 854 670
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 880
...	...	3 424 167	...	3 424 167	Total du ministère	2 773 288	650 879	...	1 856 550
					Directeur général des élections				
					Autres paiements de transfert				
...	28 204 000	1 909 753	74 666	30 188 419	(S) Allocation aux partis politiques enregistrés (disposition de financement politique de la <i>Loi électorale du Canada</i>)	30 188 419	...	...	28 351 676
...	...	58 190 683	1 522 570	59 713 253	Remboursement des dépenses électorales des candidats et des partis concernant la 41 ^e élection générale (disposition à l'égard du financement politique de la <i>Loi électorale du Canada</i>)	59 713 253	...	...	...
...	...	...	96 500	96 500	Remboursement des dépenses électorales aux candidats admissibles pour les élections partielles de mars 2012 (disposition à l'égard du financement politiques de la <i>Loi électorale du Canada</i>)	96 500	...	...	...
...	...	...	(208 551)	(208 551)	(S) Remboursement des dépenses d'élections éligibles des autres élections générales et élections partielles aux partis politiques et candidats éligibles	(208 551)	...	...	933 017
...	28 204 000	60 100 436	1 485 185	89 789 621	Total de l'organisme	89 789 621	...	...	29 284 693
...	28 204 000	63 524 603	1 485 185	93 213 788	Total du portefeuille ministériel	92 562 909	650 879	...	31 141 243

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère			Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Autres revenus—			Autres revenus—		
Revenus de placements—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Prêts, placements et avances—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 547	3 156
Société immobilière du Canada limitée—Dividendes	...	8 500 000	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	9 989	21 732
				18 536	24 888
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Ventes de biens et de services—		
Traitements	52 319	77 673	Autres frais et droits—		
Achat de biens et services	115 413	101 572	Programme d'accès à l'information—Frais	2 785	325
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	714 841	605 517	Article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> —		
	882 573	784 762	Remboursement par des provinces pour diverses enquêtes	32 915	28 244
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	48 630	63 303		35 700	28 569
Revenus divers—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 572	45 944
Vente de textes réglementaires en vertu de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>	489	776	Revenus divers	...	518
Revenus en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	3 863	4 004	Total de l'organisme	74 808	99 919
Services de soutien interne	72 966	...			
Divers	1 009	37	Directeur général des élections		
	78 327	4 817	Autres revenus—		
Total du ministère	1 009 530	9 352 882	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	17 121	...
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 174	7 375
Autres revenus—			Revenus divers—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Intérêts sur les débiteurs en souffrance	10 731	4 594
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 375	3 321	Intérêts et pénalités	54 500	...
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	6 050	1 369	Trop payé—Contributions de concurrent à la direction	6 129	1 674
	8 425	4 690	Cautionnements électoraux confisqués	7 000	...
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	143	Excédent—Dépenses électorales des candidats	4 458	7 691
Revenus divers—			Dons anonymes aux candidats / partis politiques	2 353	2 981
Contributions des gouvernements provinciaux	1 082 506	1 073 230	Remboursement de contribution excédentaire	125 862	9 855
Total de l'organisme	1 090 931	1 078 063	Produits d'autres montants adjugées pour une cour	82 948	...
			Divers	576	455
				294 557	27 250
			Total de l'organisme	312 852	34 625

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Commissariat aux langues officielles		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 198	7 698
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	7 229	10 670
	10 427	18 368
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	100	85
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 500	192
Total de l'organisme	12 027	18 645
Secrétariat de la Commission des nominations publiques		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	70	1 176
Total de l'organisme	70	1 176
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	2 162
Achat de biens et services	500	1 785
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	5 161	31 475
Total de l'organisme	5 661	35 422
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placement	...	8 500 000
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	942 813	869 306
Ventes de biens et de services	35 800	28 654
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	71 876	116 957
Revenus divers	1 455 390	1 105 815
Total du portefeuille ministériel	2 505 879	10 620 732

SECTION 12

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Défense nationale

Ministère

**Comité des griefs des Forces
canadiennes**

**Centre de la sécurité des
télécommunications**

**Commission d'examen des plaintes
concernant la police militaire**

**Bureau du commissaire du Centre de la
sécurité des télécommunications**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	12.2
Sommaire du portefeuille ministériel	12.7
Activités de programme	12.11
Paiements de transfert	12.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés	12.16
Revenus	12.18

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

L'acquisition de ressources en vue de répondre aux attentes du gouvernement en matière de défense.

Description des activités de programme*Acquisition et disposition d'équipement*

Ce programme assure l'acquisition et la disposition d'équipement nécessaire pour les opérations des Forces canadiennes. Cela comprend l'acquisition de capacités nouvelles ou de remplacement ou l'amélioration de l'équipement en service et la disposition d'équipement à la fin de sa durée de vie. L'acquisition d'équipement se fait principalement avec la collaboration de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, d'Industrie Canada (IC) et des fournisseurs.

Les activités d'acquisition d'équipement consistent notamment à définir les besoins, assurer la conception technique, localiser les sources d'approvisionnement, valider les besoins, élaborer une stratégie d'acquisition, préparer les contrats, les négocier et les adjuger, administrer et gérer les projets d'acquisition d'équipement.

Recrutement et formation initiale du personnel

Ce programme présentera la Défense comme un milieu de travail de choix au public en général dans le but de recruter de nouveaux effectifs dans un large éventail de métiers et autres groupes professionnels généraux et scientifiques. Il s'agit de resserrer les liens qu'entretient la Défense avec les diverses collectivités ethniques et du monde de l'éducation, afin d'attirer le bon nombre et le bon agencement de gens possédant les compétences nécessaires pour contribuer à l'accomplissement de la mission de la Défense. On exercera un leadership efficace, de la planification stratégique et on mènera des activités de sensibilisation ciblées. Ainsi, des mesures proactives seront prises en vue de relever les défis posés par les pressions exercées actuellement sur le marché du travail concernant des ensembles de compétences précis dans certaines régions. Le programme permettra d'attirer, de choisir et d'enrôler du personnel et de dispenser la formation initiale (instruction de base des recrues et instruction professionnelle) aux militaires jusqu'à l'atteinte du niveau opérationnel de compétence. Ainsi, on recrutera un nombre suffisant de nouveaux effectifs et on les formera pour qu'ils acquièrent les compétences exigées dans le groupe professionnel approprié, de manière à répondre aux besoins actuels et futurs de la Défense. Ceci est accompli par les centres de recrutement, les campagnes de recrutement, la publicité et d'autres activités de relations communautaires aussi bien que par le personnel d'enseignement de formation, les installations et le soutien associé nécessaires.

Acquisition et disposition d'infrastructure de biens immobiliers et d'informatique

La Défense a besoin d'un grand nombre de terrains, d'installations, de bâtiments et de systèmes informatiques pour appuyer la conduite de ses opérations. Le programme d'acquisition et de disposition de biens immobiliers et d'infrastructure d'informatique vise à faire en sorte que le ministère achète et dispose des biens immobiliers et le matériel informatique appropriés, que ces biens immobiliers et ce matériel informatique soient disponibles partout où ils s'avèrent nécessaires. Le programme doit avoir un bon rapport qualité-prix, réaliser les objectifs écologiques fixés pour les terrains et les bâtiments du gouvernement, en plus de respecter les bonnes pratiques de gestion du cycle de vie du matériel. Au nombre des activités du programme, citons la collaboration avec les intervenants en vue de définir les besoins, la mise à jour des plans d'élaboration et de gestion d'infrastructure de biens immobiliers et d'informatique, la gestion des projets de nouvelles constructions ou de bâtiments de remplacement et la détermination et l'élimination des installations excédentaires. On fait l'acquisition d'infrastructure de biens immobiliers et d'informatique par la construction et la réfection, l'achat ou les contrats de location-acquisition. Pour la disposition, on procède à la démolition, à la vente ou au transfert. L'activité englobe le Programme d'aide en immobilisations (PAI) qui est un programme de contribution aux projets d'immobilisations dans le cadre duquel la Défense fait des contributions financières pour appuyer le transfert des installations d'infrastructure aux provinces, aux territoires, aux municipalités et/ou à leurs organismes. Les projets du PAI appuient les buts et les objectifs liés aux biens immobiliers en favorisant le recours à des solutions économiques lorsqu'il s'agit de doter d'infrastructures les bases et les escadres du Canada.

Science et technologie de défense

Ce programme procure au gouvernement du Canada des connaissances et innovations scientifiques s'adressant aux besoins et aux défis concernant la défense et la sécurité. Le programme « Science et technologie » englobe l'établissement des orientations, l'établissement et la gestion de capacité ainsi que les fonctions d'exécution et d'évaluation. Le programme est composé de projets s'étalant sur plusieurs années comportant des activités de recherche, de développement technologique, d'analyse et d'expérimentation visant à informer et à donner au Canada la capacité de réaliser ses priorités en matière de défense et de sécurité sur de multiples horizons temporels s'étendant sur une période maximale de 20 ans. Les connaissances et innovations scientifiques générées par ces activités donnent prise aux décisions en ce qui concerne l'acquisition de capacité de la Défense. Le programme amène des innovations qui peuvent être intégrées dans les décisions relatives à l'acquisition de capacité, à la préparation opérationnelle, à la conduite des opérations et à la réalisation des priorités du gouvernement. Les activités de ce programme exploitent les capacités internes et font grandement appel aux partenariats avec l'industrie et le secteur universitaire canadiens, ainsi qu'avec des organisations internationales.

Résultat stratégique

La Défense nationale est prête à répondre aux attentes du gouvernement en matières de défense.

Description des activités de programme

Disponibilité opérationnelle de l'armée de terre

Ce programme procure au Canada une armée de terre plurifonctionnelle et apte au combat. Le programme mettra sur pied et maintiendra en puissance des forces terrestres pertinentes, souples et aptes au combat qui sont efficaces dans tout le spectre des conflits, du main-

tien de la paix à la guerre, en passant par la construction de nation. Pour ce faire, on s'assure que les forces terrestres atteignent un état de préparation opérationnelle en rassemblant et en organisant le personnel, les fournitures et le matériel de la force terrestre, en plus de dispenser de l'instruction individuelle et collective en vue de préparer les forces terrestres à défendre les intérêts du Canada au pays, sur le continent et à l'étranger.

Disponibilité opérationnelle commune et interarmées

Ce programme assure que la Défense est prête à mener des opérations interarmées, selon les directives du gouvernement, en vue de répondre aux besoins nationaux, continentaux et internationaux dans les délais prescrits. Le programme mettra sur pied et maintiendra en puissance des forces qui participeront à des activités, des opérations et des organisations auxquelles prennent part des éléments d'au moins deux services (p. ex. la Force maritime, l'Armée de terre, la Force aérienne). Pour ce faire, on doit dispenser de l'instruction interarmées et commune, équiper les forces et leur fournir des moyens de se déployer dans un environnement interarmées.

Disponibilité opérationnelle de la force maritime

Ce programme procure au Canada une force maritime plurifonctionnelle et apte au combat. Le programme mettra sur pied et maintiendra en puissance des forces maritimes pertinentes, souples et aptes au combat capables de mener à bien un éventail de tâches, dictées par le gouvernement, dans un délai prescrit. Pour ce faire, on s'assure que les forces maritimes atteignent un état de préparation opérationnelle en rassemblant et en organisant le personnel, les fournitures et le matériel maritimes. Cela comprend la formation et l'équipement des forces et la prestation de leurs moyens de déploiement, leur maintien en puissance et leur retour afin qu'elles puissent défendre les intérêts du Canada au pays, sur le continent et à l'étranger.

Disponibilité opérationnelle de la force aérospatiale

Ce programme procure au Canada une force aérienne plurifonctionnelle apte au combat. Le programme mettra sur pied et maintiendra en puissance des forces aérospatiales pertinentes, souples et aptes au combat capables d'accomplir tout l'éventail de tâches dictées par le gouvernement dans le délai prescrit. Pour ce faire, on s'assure que les forces aérospatiales atteignent un état de préparation opérationnelle en rassemblant et en organisant le personnel, les fournitures et le matériel lié à l'aérospatiale. Cela comprend la formation et l'équipement des forces aérospatiales et la prestation de leurs moyens de déploiement, de leur maintien en puissance et leur retour pour qu'elles puissent défendre les intérêts du Canada au pays, sur le continent et à l'étranger.

Résultat stratégique

Les opérations de la Défense contribuent à faire régner la paix, la stabilité et la sécurité partout où elles sont menées.

Description des activités de programme

Paix, stabilité et sécurité sur la scène internationale

Ce programme contribue à la paix et à la sécurité sur la scène internationale par l'entremise d'opérations des Forces canadiennes menées à l'échelle mondiale, dans tout le spectre des opérations de l'aide humanitaire jusqu'au combat, de concert avec des partenaires nationaux et internationaux, en vue d'obtenir des résultats opportuns et décisifs en appui aux intérêts nationaux du Canada. Ces activités sont exécutées par la mobilisation et le déploiement des forces sur la scène internationale. Le Commandement de la Force expéditionnaire du Canada est le commandement opérationnel chargé de toutes les opérations internationales des Forces canadiennes, à l'exception de celles menées uniquement par les éléments des Forces d'opérations spéciales.

Connaissance de la situation

Le gouvernement du Canada et la Défense ont besoin d'une image de sécurité exacte et opportune, ainsi que d'une connaissance exhaustive de la situation et de la menace qui pèse sur le Canada et les autres pays. Ce programme procure à la Défense des services de renseignement crédibles, fiables et constants à l'appui des prises de décisions et des opérations militaires, ainsi que du soutien aux autres ministères pour la défense et la sécurité du Canada. Les activités sont liées au renseignement géospatial, au renseignement par imagerie, au renseignement d'origine électromagnétique et à la contre-ingérence. Le programme assure également l'acquisition et l'utilisation d'information venant de l'infrastructure d'information mondiale afin de fournir du renseignement étranger à l'appui des priorités du gouvernement du Canada en matière de renseignement. Pour ce faire, on collectera, diffusera et analysera de l'information électronique. Le programme permettra de fournir des conseils, des directives et des services qui aideront à la protection des renseignements électroniques et des infrastructures d'information importantes pour le gouvernement du Canada, ainsi que de l'aide technique et opérationnelle aux organismes fédéraux de maintien de l'ordre et de sécurité dans l'exercice de leurs fonctions légitimes.

Paix, stabilité et sécurité au Canada

Dans le cadre de ce programme, les Forces canadiennes mènent des opérations en vue d'assurer la sécurité des Canadiens et la défense du Canada. Ces opérations comprennent la protection de la souveraineté du Canada, l'intervention en cas de catastrophe ou de crise humanitaire au pays, le soutien lié aux besoins en matière de sécurité nationale, ainsi que la recherche et le sauvetage. Ces activités sont exécutées par la mobilisation et le déploiement des forces au Canada. Le Commandement Canada est chargé de la conduite de toutes les opérations que les Forces canadiennes mènent au pays, qu'elles soient courantes ou urgentes, et il

est l'autorité opérationnelle nationale lorsqu'il s'agit d'assurer la défense du Canada.

Paix, stabilité et sécurité du continent

Dans le cadre de ce programme, les Forces canadiennes mènent des opérations, tant de façon indépendante que conjointement avec des alliés, en vue d'assurer la défense de l'Amérique du Nord et de ses approches. Les activités dans le cadre de ce programme englobent les opérations menées sur le continent selon les prescriptions de la politique du gouvernement du Canada. Ces activités sont exécutées par la mobilisation et le déploiement des forces pour la défense de l'Amérique du Nord et de ses approches. Le Commandement Canada est chargé de la conduite de toutes les opérations menées sur le continent, qu'elles soient courantes ou urgentes, et il est l'autorité opérationnelle nationale lorsqu'il s'agit d'assurer la défense de l'Amérique du Nord et de ses approches.

Résultat stratégique

Soins et soutien aux Forces canadiennes et contribution à la société canadienne.

Description des activités de programme*Soutien du personnel de l'Équipe de la Défense*

Le programme de soutien du personnel de l'Équipe de la Défense fournira un large éventail de services de soutien tel que l'appui financier pour l'éducation, l'hébergement et les installations, ainsi que les avantages aux militaires et à leurs familles. Le programme fournira aussi du soutien en matière d'apprentissage aux employés civils de la Défense. Ce programme est nécessaire, car la prestation d'un soutien juste et équitable constitue un élément clé du contrat social entre le pays et ses militaires. Ce contrat est essentiel à l'amélioration de l'état de préparation et de la déployabilité du personnel et à l'établissement des Forces canadiennes à titre d'employeur de choix et d'institution apprenante.

Identité canadienne

Ce programme assure la préservation et la promotion de l'identité canadienne par la mise en place de programmes pour les jeunes, par des activités cérémoniales et par la préservation du patrimoine militaire. Le programme sert à démontrer le patrimoine et la compétence militaires des Forces canadiennes aux Canadiens et les renseigner sur la profession militaire au Canada. Cela se fait par l'entremise d'initiatives comme des activités cérémoniales et des prestations de musiques militaires, par les musées des Forces canadiennes, les livres relatant l'histoire des Forces canadiennes, les sites Web et l'organisation des cadets.

Protection et gérance de l'environnement

Ce programme fait la promotion de la santé et de la sécurité publiques et appuie le développement durable sur les terrains de la Défense et partout où la Défense mène des opérations. Il assure une protection et une gérance de l'environnement des biens immobiliers et de l'infrastructure comportant de multiples facettes et conformes aux lois et aux politiques fédérales pertinentes qui s'étendent sur tous les niveaux décisionnels du Ministère.

Soutiens non reliés à la sécurité

La Défense est fortement résolue à contribuer à la société canadienne dans des rôles non opérationnels. Le programme fournira de soutien permettant d'accroître la compétence nationale en matière de défense et appuiera également l'approche pangouvernementale en partageant de l'information avec d'autres ministères et des organisations non gouvernementales. Il peut s'agir de l'attribution de subventions à des chercheurs en vue de produire des connaissances liées à la défense ou de fournir des renseignements météorologiques ou cartographiques à d'autres ministères dans le but de partager de l'information sur des initiatives horizontales.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Comité des griefs des Forces canadiennes

Résultat stratégique

Le Chef d'état major de la Défense et les membres des Forces canadiennes bénéficient d'un examen équitable, indépendant et opportun des griefs militaires.

Description des activités de programme

L'examen des griefs des membres des Forces canadiennes

Le Chef d'état-major de la Défense renvoie au Comité des griefs pour que celui-ci formule ses conclusions et ses recommandations tout grief en vertu des Ordonnances et règlements royaux applicables aux Forces canadiennes ainsi que tout grief qui a trait à une de ses décisions ou un de ses actes à l'égard de tel officier ou militaire du rang. Le Comité procède à l'examen objectif et transparent des griefs, en faisant preuve d'impartialité et d'équité à l'endroit de chaque membre des Forces canadiennes, quel que soit son grade ou son poste. Il s'assure que les droits des militaires sont respectés tout au long du processus et que les membres du Comité agissent dans le meilleur intérêt des parties concernées. Les conclusions et les recommandations qu'il formule sont non seulement fondées en droit, mais constituent des précédents qui peuvent contribuer au changement dans les Forces canadiennes. En tant que tribunal administratif chargé d'examiner les griefs,

le Comité doit voir à ce que ses recommandations soient conformes à la loi et puissent être mises en œuvre conformément à ses lois habilitantes, les lois pertinentes en matière de droits de la personne et la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre de la sécurité des télécommunications

Résultat stratégique

Les capacités du CSTC en matière de renseignement électromagnétique étranger et de sécurité technique font progresser et protègent les intérêts vitaux du Canada.

Connaissance de la situation

Le gouvernement du Canada et la Défense ont besoin d'une image de sécurité exacte et opportune, ainsi que d'une connaissance exhaustive de la situation et de la menace qui pèse sur le Canada et les autres pays. Ce programme procure à la Défense des services de renseignement crédibles, fiables et constants à l'appui des prises de décisions et des opérations militaires, ainsi que du soutien aux autres ministères pour la défense et la sécurité du Canada. Les activités sont liées au renseignement géospatial, au renseignement par imagerie, au renseignement d'origine électromagnétique et à la contre-ingérence. Le programme assure également l'acquisition et l'utilisation d'information venant de l'infrastructure d'information mondiale afin de fournir

du renseignement étranger à l'appui des priorités du gouvernement du Canada en matière de renseignement. Pour ce faire, on collectera, diffusera et analysera de l'information électronique. Le programme permettra de fournir des conseils, des directives et des services qui aideront à la protection des renseignements électroniques et des infrastructures d'information importantes pour le gouvernement du Canada, ainsi que de l'aide technique et opérationnelle aux organismes fédéraux de maintien de l'ordre et de sécurité dans l'exercice de leurs fonctions légitimes.

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Résultat stratégique

Les plaintes portant sur la conduite d'un membre de la police militaire et les plaintes pour ingérence contre les membres de la police militaire sont résolues de façon juste et en temps opportun et les recommandations sont mises en application par le ministère de la Défense nationale et/ou les Forces canadiennes.

Description des activités de programme

Règlement des plaintes

L'objectif de ce programme est de régler avec succès les plaintes portant sur la conduite des membres de la police militaire ainsi que les plaintes pour ingérence dans les enquêtes de la police militaire, en surveillant et en révisant toutes les plaintes reçues. Ce programme est essentiel afin d'assurer l'efficacité et le professionnalisme des membres de la police militaire dans l'exercice de leurs fonctions et attributions.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications**Résultat stratégique**

Le Centre de la sécurité des télécommunications Canada s'acquitte de son mandat et de ses fonctions conformément aux lois du Canada et avec le souci du respect de la vie privée des Canadiens.

Description des activités de programme*Programme d'examen du Centre de la sécurité des télécommunications Canada*

L'activité du programme porte sur la tenue d'un examen indépendant de la légalité des activités du Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC), mené par le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications. Les principales fonctions du programme consistent à examiner les activités du CSTC pour s'assurer que l'organisme agit en conformité avec les lois du Canada en général et, en particulier, avec la *Charte canadienne des droits et libertés*, la *Loi sur la défense nationale*, le *Code criminel* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Si le commissaire considère qu'une activité entreprise par le CSTC en vertu de son mandat relatif au renseignement étranger ou de son mandat visant la sécurité des technologies de l'information, pourrait contrevenir à la loi, il est tenu d'en aviser le ministre de la Défense nationale ainsi que le procureur général du

Canada. L'activité du programme permet aussi au commissaire de faire les enquêtes qu'il estime nécessaires à la suite de plaintes qui lui sont présentées par des citoyens canadiens ou des résidents permanents du Canada. De plus, la *Loi sur la protection de l'information* autorise le commissaire à recevoir des renseignements de personnes astreintes au secret à perpétuité qui veulent se prévaloir de la défense d'intérêt public pour divulguer des renseignements classifiés au sujet du CSTC (désignés dans la Loi par le terme « renseignements opérationnels spéciaux »).

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	14 964 971 433	...	...	14 964 971 433	1				
...	...	5 350 225	...	5 350 225	1b				
...	...	1	...	1	1c				
...	1 200 000	1 200 000					
...	222 300	222 300					
...	3 181 825	3 181 825					
...	202 574 395	202 574 395					
...	655 588	655 588					
...	468 000	468 000					
...	868 358	868 358					
...	8 656 350	8 656 350					
...	377 198 385	377 198 385					
...	53 622 935	53 622 935					
...	66 311 055	66 311 055					
...	(30 000)	(30 000)					
...	(2 111 700)	(2 111 700)					
...	(1 917 315)	(1 917 315)					
...	(100 000)	(100 000)					
...	(163 520)	(163 520)					
...	(200 000)	(200 000)					
...	(220 000)	(220 000)					
...	(305 000)	(305 000)					
...	(100 000)	(100 000)					
...	(107 495 584)	(107 495 584)					
...	(154 709 269)	(154 709 269)					
...	14 964 971 433	5 350 226	447 606 803	15 417 928 462	Total—Crédit 1	15 039 558 546	378 369 916	...	14 759 621 065

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	4 663 662 924	...	...	4 663 662 924	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(202 574 395)	(202 574 395)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(16 667)	(16 667)		crédit 1 (Transports)				
...	...	...	(325 000)	(325 000)		crédit 5 (Environnement)				
...	...	...	(1 394 800)	(1 394 800)		crédit 5 (Santé)				
...	...	...	(3 277 000)	(3 277 000)		crédit 5 (Ressources naturelles)				
...	...	...	(275 000)	(275 000)		crédit 5 (Transports)				
...	...	...	(290 000)	(290 000)		crédit 20 (Ressources naturelles)				
...	...	...	(211 400)	(211 400)		crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	(634 000)	(634 000)		crédit 25 (Agriculture et Agroalimentaire)				
...	...	...	(73 500)	(73 500)		crédit 25 (Environnement)				
...	...	...	(500 000)	(500 000)		crédit 45 (Santé)				
...	...	...	(549 000)	(549 000)		crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	(330 000)	(330 000)		crédit 52b (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(45 500)	(45 500)		crédit 65 (Industrie)				
...	...	...	(16 733 026)	(16 733 026)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	...	...	(113 598 987)	(113 598 987)		Affectations réputées au Centre de la sécurité des télécommunications ⁽³⁾				
...	4 663 662 924	...	(340 828 275)	4 322 834 649		Total—Crédit 5	3 255 231 544	1 067 603 105	...	3 807 286 445
...	241 678 000	...	...	241 678 000	10	Subventions et contributions				
...	...	...	1	1	10a	Subventions et contributions				
...	...	...	1	1	10c	Subventions et contributions				
...	241 678 000	2	...	241 678 002		Total—Crédit 10	205 008 428	36 669 574	...	260 863 017
...	353 304 026	...	(20 675 980)	332 628 046	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	332 628 046	...	...	336 178 051
...	1 063 531 774	...	297 416 377	1 360 948 151	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Membres militaires	1 360 948 151	...	...	1 117 759 795
...	77 516	...	(4 986)	72 530	(S)	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	72 530	...	...	77 638
...	...	77 516	(4 991)	72 525	(S)	Ministre associé de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	72 525	...	...	...
...	5 005 914	...	(1 124 611)	3 881 303	(S)	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	3 881 303	...	...	4 492 604
...	1 054 026	...	(242 554)	811 472	(S)	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	811 472	...	...	929 668

					(S)	Versements aux ayants droits de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	44 918	...	...	45 320
...	44 400	...	518	44 918						
...	...	...	2 534	2 534	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	2 534	...	...	2 408
10 906 009	...	...	26 316 208	37 222 217	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 497 864	...	16 724 353	11 000 773
10 906 009	21 293 330 013	5 427 744	408 461 043	21 718 124 809		Total budgétaire	20 218 757 861	1 482 642 595	16 724 353	20 298 256 784
78 849 313	...	...	...	78 849 313	L11c	Autorisation d'un compte d'avance du fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, <i>Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits</i> . Limite 120 000 000 \$ (Net)	(6 970 502)	...	85 819 815	(3 769 446)
10 906 009	21 293 330 013	5 427 744	408 461 043	21 718 124 809		Total du ministère—	20 218 757 861	1 482 642 595	16 724 353	20 298 256 784
78 849 313	...	...	...	78 849 313		Budgétaire	(6 970 502)	...	85 819 815	(3 769 446)
						Non budgétaire	...	...	85 819 815	(3 769 446)
						Comité des griefs des Forces canadiennes				
...	6 059 621	...	...	6 059 621	15	Dépenses du programme				
...	...	...	4 575	4 575		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	302 669	302 669		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	473 324	473 324		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	6 059 621	...	780 568	6 840 189		Total—Crédit 15	5 727 601	1 112 588	...	4 954 831
...	623 452	...	45 958	669 410	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	669 410	...	...	570 814
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	756
...	6 683 073	...	826 526	7 509 599		Total de l'organisme—Budgétaire	6 397 011	1 112 588	...	5 526 401
						Centre de la sécurité des télécommunications ⁽³⁾				
...	...	...	154 709 269	154 709 269	17	Dépenses de programmes—Affectations réputées conformément à l'article 31.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> du :				
...	...	...	113 598 987	113 598 987		crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	3 848 058	3 848 058		crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	272 156 314	272 156 314		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	272 156 314	272 156 314		Total—Crédit 17	239 420 258	32 736 056	...	...
...	...	...	12 436 322	12 436 322	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 436 322	...	...	...
...	...	...	5 860	5 860	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	5 860	...
...	...	...	284 598 496	284 598 496		Total de l'organisme—Budgétaire	251 856 580	32 736 056	5 860	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$
						Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
...	3 208 939	...	...	3 208 939	20	Dépenses du programme				
...	...	2 299 803	...	2 299 803	20b	Dépenses du programme				
...	...	...	159 761	159 761		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	110 613	110 613		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	3 208 939	2 299 803	270 374	5 779 116		Total—Crédit 20	4 666 944	1 112 172	...	4 182 558
...	298 969	...	(42 993)	255 976	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	255 976	...	...	240 533
66	...	...	27	93	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	66	27	...
66	3 507 908	2 299 803	227 408	6 035 185		Total de l'organisme—Budgétaire	4 922 920	1 112 238	27	4 423 091
						Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications				
...	1 970 519	...	...	1 970 519	25	Dépenses du programme				
...	...	...	98 526	98 526		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	145 257	145 257		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	1 970 519	...	243 783	2 214 302		Total—Crédit 25	1 793 304	420 998	...	1 473 478
...	137 124	...	12 000	149 124	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	149 124	...	...	132 482
...	2 107 643	...	255 783	2 363 426		Total de l'organisme—Budgétaire	1 942 428	420 998	...	1 605 960
						Total du portefeuille ministériel—				
10 906 075	21 305 628 637	7 727 547	694 369 256	22 018 631 515		Budgétaire	20 483 876 800	1 518 024 475	16 730 240	20 309 812 236
78 849 313	...	...	...	78 849 313		Non budgétaire	(6 970 502)	...	85 819 815	(3 769 446)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

(3) En vertu du décret 2011-1305, sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 2a) de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil transfère au Centre de la sécurité des télécommunications la responsabilité à l'égard des secteurs de l'administration publique fédérale qui font partie du ministère de la Défense nationale et qui sont connus sous les noms de Centre de la sécurité des télécommunications et Unité des services internes du Centre de la sécurité des télécommunications à compter le 16 novembre 2011.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Disponibilité opérationnelle de l'armée de terre—												
Budgétaire	3 788 275 719	3 603 167 716	27 908 560	46 401 654	...	...	29 746 166	23 270 525	...	...	3 786 438 113	3 626 298 845
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	5 870 365	(548 957)	5 870 365	(548 957)
Disponibilité opérationnelle commune et interarmées—												
Budgétaire	2 170 533 396	2 207 718 554	165 666 620	141 903 958	1 480 000	1 100 000	12 737 381	13 323 413	...	...	2 324 942 635	2 337 399 099
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	184 134 350	(16 277 996)	184 134 350	(16 277 996)
Disponibilité opérationnelle de la force maritime—												
Budgétaire	2 271 224 316	2 248 868 963	32 428 676	63 935 483	...	...	13 937 032	15 084 456	...	...	2 289 715 960	2 297 719 990
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	(38 267 665)	3 382 970	(38 267 665)	3 382 970
Disponibilité opérationnelle de la force aérospatiale—												
Budgétaire	1 959 549 545	1 878 639 919	33 062 255	48 250 473	...	...	16 668 311	18 399 788	...	...	1 975 943 489	1 908 490 604
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	(10 194 777)	901 247	(10 194 777)	901 247
Acquisition et disposition d'équipement	293 560 985	263 659 175	2 916 033 127	2 117 946 924	...	...	23 769	2 501	...	...	3 209 570 343	2 381 603 598
Recrutement et formation initiale du personnel—												
Budgétaire	1 479 337 053	1 067 492 542	2 609 715	6 013 445	...	...	4 044 063	2 181 910	...	...	1 477 902 705	1 071 324 077
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	776 240	(38 622)	776 240	(38 622)
Acquisition et disposition d'infrastructure de biens immobiliers et d'informatique	34 206 384	38 396 723	614 476 359	440 984 071	3 748 645	2 375 000	112 653	183 911	...	...	652 318 735	481 571 883
Science et technologie de défense	320 981 866	377 515 425	14 986 850	23 537 846	121 200	121 200	2 438 244	1 349 498	...	...	333 651 672	399 824 973
Paix, stabilité et sécurité sur la scène internationale—												
Budgétaire	1 901 547 843	1 887 221 089	319 450 757	73 179 356	214 752 001	182 005 455	213 603 618	161 732 857	...	...	2 222 146 983	1 980 673 043
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	(36 280 737)	3 207 319	(36 280 737)	3 207 319
Connaissance de la situation—												
Budgétaire	405 274 241	488 506 279	113 747 908	111 146 357	...	...	1 226 276	193 795	...	...	517 795 873	599 458 841
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	(11 339 033)	1 002 403	(11 339 033)	1 002 403
Paix, stabilité et sécurité au Canada	274 573 474	327 214 214	16 135 168	1 559 041	8 781 855	8 286 759	230 144	143 066	...	...	299 260 353	336 916 948
Paix, stabilité et sécurité du continent—												
Budgétaire	224 367 948	202 022 454	3 180 494	740 141	...	...	16 928 997	182 781	...	...	210 619 445	202 579 814
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	(16 234 985)	1 435 218	(16 234 985)	1 435 218

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Soutien du personnel de l'Équipe de la Défense—												
Budgétaire	885 659 932	1 046 862 612	21 253 973	59 031 523	4 762 993	4 762 992	103 670 986	107 734 239	...	...	808 005 912	1 002 922 888
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	385 555	(34 084)	385 555	(34 084)
Identité canadienne	356 104 206	354 002 787	15 053 284	14 751 514	1 254 000	1 254 000	300 880	155 109	...	...	372 110 610	369 853 192
Protection et gérance de l'environnement	186 649 201	117 498 991	1 128 817	1 369 258	8 915 000	7 500 000	115 812	122 504	...	...	196 577 206	126 245 745
Soutiens non reliés à la sécurité	6 487 213	15 890 111	105 181	48 125	2 600 001	2 340 715	868 023	962 410	...	...	8 324 372	17 316 541
Services internes	1 066 834 553	1 017 710 704	25 606 905	104 432 375	...	...	59 641 055	43 585 299	...	...	1 032 800 403	1 078 557 780
Sous-total—												
Budgétaire	17 625 167 875	17 142 388 258	4 322 834 649	3 255 231 544	246 415 695	209 746 121	476 293 410	388 608 062	...	...	21 718 124 809	20 218 757 861
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	78 849 313	(6 970 502)	78 849 313	(6 970 502)
Revenus affectés aux dépenses	(476 293 410)	(388 608 062)	...	...	...	...	(476 293 410)	(388 608 062)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	17 148 874 465	16 753 780 196	4 322 834 649	3 255 231 544	246 415 695	209 746 121	...	...	...	...	21 718 124 809	20 218 757 861
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	78 849 313	(6 970 502)	78 849 313	(6 970 502)
Comité des griefs des Forces canadiennes												
L'examen des griefs des membres des Forces canadiennes	4 716 758	4 000 698	...	...	...	...	...	...	...	...	4 716 758	4 000 698
Services internes	2 792 841	2 396 313	...	...	...	...	...	...	...	...	2 792 841	2 396 313
Total de l'organisme—Budgétaire	7 509 599	6 397 011	...	...	...	...	...	...	...	...	7 509 599	6 397 011
Centre de la sécurité des télécommunications												
Connaissance de la situation	284 598 496	251 856 580	...	...	...	...	...	...	...	...	284 598 496	251 856 580
Total de l'organisme—Budgétaire	284 598 496	251 856 580	...	...	...	...	...	...	...	...	284 598 496	251 856 580
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire												
Règlement des plaintes	4 359 943	2 715 375	...	...	...	...	...	...	...	...	4 359 943	2 715 375
Services internes	1 675 242	2 207 545	...	...	...	...	...	...	...	...	1 675 242	2 207 545
Total de l'organisme—Budgétaire	6 035 185	4 922 920	...	...	...	...	...	...	...	...	6 035 185	4 922 920

**Bureau du commissaire du Centre
de la sécurité des télécommuni-
cations**

Programme d'examen du Centre de
la sécurité des télécommunications

Canada	1 558 934	1 052 044	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 558 934	1 052 044
Services internes	804 492	890 384	...	...	...	...	...	...	...	...	...	804 492	890 384
Total de l'organisme—Budgétaire	2 363 426	1 942 428	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 363 426	1 942 428
Total du portefeuille ministériel—													
Budgétaire	17 449 381 171	17 018 899 135	4 322 834 649	3 255 231 544	246 415 695	209 746 121	...	...	...	...	...	22 018 631 515	20 483 876 800
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	78 849 313	(6 970 502)	78 849 313	(6 970 502)

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	...	1	2 500 000	2 500 001	Programme de subventions du Forum sur la sécurité et la défense	2 240 715	259 286	...	2 270 895
...	1 500 000	...	...	1 500 000	Subvention désignée à l'Institut pour la surveillance et la recherche environnementales	1 500 000	...	...	1 500 000
...	418 000	...	...	418 000	Programme de subventions globales pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada :				
...	418 000	...	...	418 000	Ligue navale du Canada	418 000	...	...	409 000
...	418 000	...	...	418 000	Ligue des cadets de l'armée du Canada	418 000	...	...	409 000
...	418 000	...	...	418 000	Ligue des cadets de l'air du Canada	418 000	...	...	409 000
...	100 000	...	...	100 000	Programme de subvention désignée de la Conférence des associations de la Défense	100 000	...	...	100 000
...	44 400	...	518	44 918	(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique	44 918	...	...	45 320
...	25 000	...	(25 000)	...	Pensions et rentes versées à des civils : M R P Thompson	...	...	...	7 194
...	25 300	...	...	25 300	Subvention à la caisse de bienfaisance de la Marine royale canadienne	25 300	...	...	25 300
...	2 948 700	1	2 475 518	5 424 219	Total—Subventions	5 164 933	259 286	...	5 175 709
Contributions									
...	118 807 000	1	...	118 807 001	Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord :				
...	65 675 000	...	(43 608 250)	22 066 750	Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN)	102 879 072	15 927 929	...	138 771 276
...	8 476 000	...	...	8 476 000	Programme OTAN d'investissement au service de la sécurité (Programmes de l'OTAN)	12 122 106	9 944 644	...	78 850 762
...	10 000 000	...	41 133 250	51 133 250	Programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (Principales activités de l'OTAN)	2 898 917	5 577 083	...	9 175 506
...	2 669 000	...	...	2 669 000	Système de capacité alliée de surveillance terrestre de l'OTAN (Principales activités de l'OTAN)	51 133 250	...	...	4 182 858
...	5 450 000	...	(1 701 355)	3 748 645	Autres activités de l'OTAN	2 205 332	463 668	...	2 195 383
...	11 600 000	...	...	11 600 000	Contributions au Programme d'aide aux immobilisations	2 375 000	1 373 645	...	306 570
...	5 005 914	...	(1 124 611)	3 881 303	Contributions à l'appui du Programme d'instruction et de coopération militaires	10 766 777	833 223	...	10 842 568
...	5 005 914	...	(1 124 611)	3 881 303	(S) Versements en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	3 881 303	...	...	4 492 604

...	4 000 000	...	1 701 355	5 701 355	Programme de contributions à l'appui du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage	5 701 355	...	...	4 028 117
...	2 890 500	...	...	2 890 500	Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens	2 395 404	495 096	...	2 837 401
...	1 054 026	...	(242 554)	811 472	(S) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	811 472	...	...	929 668
...	190 000	...	...	190 000	Programme de contributions au Secrétariat de COSPAS-SARSAT	190 000	...	...	190 000
...	121 200	...	...	121 200	Contribution au Comité d'examen du Programme de défense biologique et chimique	121 200	...	...	37 241
...	7 415 000	...	...	7 415 000	Programme de contributions à l'appui de la décontamination des anciennes stations radars de la ligne Mid-Canada situées en Ontario	6 000 000	1 415 000	...	3 457 000
...	1 480 000	...	...	1 480 000	Programme de contributions à l'Association canadienne des adjoints au médecin	1 100 000	380 000	...	857 946
...	244 833 640	1	(3 842 165)	240 991 476	Total—Contributions	204 581 188	36 410 288	...	261 154 900
...	247 782 340	2	(1 366 647)	246 415 695	Total du portefeuille ministériel	209 746 121	36 669 574	...	266 330 609

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère				Acquisition et disposition d'équipement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	8 696	19	138
Disponibilité opérationnelle de l'Armée de terre				Autres recouvrements	15 073	2 482	...
Recouvrements des membres	24 390 471	18 525 878	25 203 486		23 769	2 501	138
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	491 793	511 923	570 302	Recrutement et formation initiale du personnel			
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	5 308	21 892	...	Recouvrements des membres	2 277 412	631 229	1 328 877
Autres recouvrements	4 858 594	4 210 832	3 823 069	Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	81 344	48 921	29 376
	29 746 166	23 270 525	29 596 857	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	525 888	1 322 940	1 066 176
Disponibilité opérationnelle commune et interarmées				Autres recouvrements	1 159 419	178 820	372 952
Recouvrements des membres	6 740 928	8 305 071	6 565 417		4 044 063	2 181 910	2 797 381
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	3 190 849	1 674 894	3 205 156	Acquisition et disposition d'infrastructure de biens immobiliers et d'informatique			
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	945	36 315	2 138	Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	5 559	22 383	5 135
Autres recouvrements	2 804 659	3 307 133	2 709 821	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	...	64	...
	12 737 381	13 323 413	12 482 532	Autres recouvrements	107 094	161 464	97 866
Disponibilité opérationnelle de la Force maritime					112 653	183 911	103 001
Recouvrements des membres	5 185 019	5 180 158	5 862 872	Science et technologie de défense			
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	2 204 520	2 181 342	2 261 541	Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	241 703	13 607	55 054
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	482 346	608 660	1 248 089	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	275 013	64	265 337
Autres recouvrements	6 065 147	7 114 296	4 874 542	Autres recouvrements	1 921 528	1 335 827	2 062 252
	13 937 032	15 084 456	14 247 044		2 438 244	1 349 498	2 382 643
Disponibilité opérationnelle de la Force aérospatiale				Paix, stabilité et sécurité sur la scène internationale			
Recouvrements des membres	4 529 485	5 558 066	4 918 424	Recouvrements des membres	3 228 035	902 603	7 631 374
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	721 974	523 332	400 699	Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	8 980 941	8 672 045	7 885 794
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	1 160 030	705 123	2 513 774	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	199 620 667	136 065 096	168 671 157
Autres recouvrements	10 256 822	11 613 267	9 252 694	Autres recouvrements	1 773 975	16 093 113	3 152 205
	16 668 311	18 399 788	17 085 591		213 603 618	161 732 857	187 340 530

Détail des montants disponibles pour être dépensés—Suite

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Connaissance de la situation				Identité canadienne			
Recouvrements des membres	50	321	7	Recouvrements des membres	49 810	38 297	45 349
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	1 200 189	61 962	335 209	Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	11 414	12 476	11 878
Autres recouvrements	26 037	131 512	378 833	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	145	129	...
	1 226 276	193 795	714 049	Autres recouvrements	239 511	104 207	86 963
Paix, stabilité et sécurité au Canada					300 880	155 109	144 190
Recouvrements des membres	450	1 633	64	Protection et gérance de l'environnement			
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	73 920	8 051	16 960	Recouvrements des membres	3 832	746	247
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	...	...	30 459	Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	22 391	15 158	19 473
Autres recouvrements	155 774	133 382	98 780	Autres recouvrements	89 589	106 600	56 646
	230 144	143 066	146 263		115 812	122 504	76 366
Paix, stabilité et sécurité du continent				Soutiens non reliés à la sécurité			
Recouvrements des membres	417 850	203	496 528	Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	325 000	283 903	266 023
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	34 120	11 021	10 494	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	518 180	643 415	1 190 533
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	15 519 930	24 747	61 299	Autres recouvrements	24 843	35 092	43 441
Autres recouvrements	957 097	146 810	137 555		868 023	962 410	1 499 997
	16 928 997	182 781	705 876	Services internes			
Soutien du personnel de l'Équipe de la Défense				Recouvrements des membres	10 677 734	11 116 249	10 921 392
Recouvrements des membres	98 852 502	95 199 006	96 922 091	Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	660 159	583 343	740 934
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	24 240	108 259	108 165	Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	998 285	1 212 770	2 358 498
Recouvrements d'autres gouvernements/ONU/OTAN	582	257	...	Autres recouvrements	47 304 877	30 672 937	27 109 509
Autres recouvrements	4 793 662	12 426 717	7 484 906		59 641 055	43 585 299	41 130 333
	103 670 986	107 734 239	104 515 162	Total budgétaire	476 293 410	388 608 062	414 967 953

Détail des montants disponibles pour être dépensés—Fin

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Non-budgétaire (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Disponibilité opérationnelle de l'armée de terre	33 076 653	33 076 653	...
Disponibilité opérationnelle commune et interarmées	21 853 199	21 853 199	...
Disponibilité opérationnelle de la force maritime	18 559 547	18 559 547	...
Disponibilité opérationnelle de la Force aérospatiale	14 853 309	14 853 309	...
Acquisition et disposition d'équipement	16 961 547	16 961 547	...
Recrutement et formation initiale du personnel	9 371 315	9 371 315	...
Acquisition et disposition d'équipement			
Acquisition et disposition d'infrastructure	4 593 827	4 593 827	...
Science et technologie de défense	3 527 523	3 527 523	...
Paix, stabilité et sécurité sur la scène internationale	16 734 088	16 734 088	...
Connaissance de la situation	4 978 873	4 978 873	...
Paix, stabilité et sécurité au Canada	2 701 336	2 701 336	...
Paix, stabilité et sécurité du continent	1 707 355	1 707 355	...
Soutien du personnel de l'Équipe de la Défense	8 521 181	8 521 181	...
Identité canadienne	3 121 502	3 121 502	...
Protection et gérance de l'environnement	1 717 661	1 717 661	...
Soutiens non reliés à la sécurité	151 074	151 074	...
Services internes	10 857 430	10 857 430	...
Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat	...	...	206 813 823
Total non budgétaire	173 287 420	173 287 420	206 813 823
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	476 293 410	388 608 062	414 967 953
Non budgétaire	173 287 420	173 287 420	206 813 823

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	259 327	528 289
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques	(279 708)	297 804
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada)	11 205	6 009
	(9 176)	832 102
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	145 471 769	74 270 513
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	121 473 221	121 522 910
Services de nature réglementaire	6 203	8 482
Services de nature non réglementaire	165 680 810	190 797 763
Ventes de biens et de produits d'information	103 459 998	89 203 103
Autres frais et droits—		
Revenus reportés	(1 104 974)	(9 301 887)
Revenus provenant d'amendes	730 930	780 368
Divers	10 776 238	12 627 442
	10 402 194	4 105 923
	401 022 426	405 638 181
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	26 316 208	11 741 359
Revenus divers—		
Dons à l'État	...	62
Comprend les paiements reçus des Nations Unies	16 828 490	11 283 577
	16 828 490	11 283 639
Total du ministère	589 629 717	503 765 794
Comité des griefs des Forces canadiennes		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	58 518	8 527
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	429
Revenus divers	15	15
Total de l'organisme	58 533	8 971

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Centre de la sécurité des télécommunications		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire	321 600	...
Autres frais et droits	238 700	...
	560 300	...
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 860	...
Revenus divers—		
Intérêts et pénalités	15	...
Location et utilisation de biens publics	1 211	...
Autres revenus divers	23 716	...
	24 942	...
Total de l'organisme	591 101	...
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	83
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	113 686	...
	113 686	83
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	27	66
Revenus divers	...	15
Total de l'organisme	113 713	164
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	(9 176)	832 102
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	145 643 973	74 279 123
Ventes de biens et de services	401 582 726	405 638 181
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	26 322 095	11 741 854
Revenus divers	16 853 447	11 283 669
Total du portefeuille ministériel	590 393 064	503 774 929

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 13

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	13.2
Sommaire du portefeuille ministériel	13.4
Activités de programme.	13.5
Paiements de transfert	13.6
Revenus	13.7

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Résultat stratégique

Une économie épanouie et diversifiée dans l'Ouest canadien

Description des activités de programme*Innovation*

Cette activité de programme facilite la transition de l'Ouest vers une économie axée sur le savoir. Grâce à l'innovation, le savoir se traduit en nouveaux produits et services et en nouvelles façons de concevoir, de produire ou de mettre en valeur des produits ou des services existants sur les marchés publics et privés. Cette activité de programme reconnaît que l'innovation survient au niveau des entreprises par un système très complexe et interdépendant qui comprend des éléments comme l'infrastructure du savoir, la recherche et le développement de base et appliqués, du personnel haute-

ment qualifié, l'accès à du capital patient approprié, à des installations et à des systèmes de commercialisation des technologies, et à des mécanismes qui relient ces éléments entre eux. Le processus d'innovation n'est pas linéaire ou isolé, mais il survient dans un contexte plus vaste connu sous le nom de « système d'innovation ». Cette activité de programme renforcera le système d'innovation de l'Ouest canadien afin de contribuer au développement de grappes et d'accroître le potentiel d'innovation et de création de valeur et de richesse.

Expansion des entreprises

Cette activité de programme permet de travailler avec les entreprises, les industries et les organisations de recherche de l'Ouest canadien pour lancer des initiatives visant à rehausser la productivité et la compétitivité des entreprises, à appuyer le commerce et les investissements ainsi que la pénétration de marchés internationaux pour les technologies, les services et les produits à valeur ajoutée de l'Ouest canadien. Grâce à cette activité de programme, la fabrication à valeur ajoutée sera renforcée par des initiatives dans les secteurs prioritaires afin d'introduire de nouveaux produits et technologies ou des innovations à des processus de fabrication existants. Cette activité de programme améliorera aussi l'accès au capital de risque et aux services à l'intention des entrepreneurs et des petites entreprises grâce à des programmes et à des services offerts en collaboration avec d'autres organisations et associations offrant des services aux entreprises.

Développement économique des collectivités

Cette activité de programme comprend des initiatives de développement et de diversification économiques qui appuient les collectivités afin qu'elles aient des économies plus durables et puissent s'adapter à une conjoncture économique changeante et difficile. Elle

comprend l'aide pour se rétablir de situations économiques difficiles. Elle permet de veiller à ce que l'on tienne compte des facteurs économiques, sociaux et environnementaux dans les initiatives visant à favoriser la croissance et le développement économiques des collectivités. Cette activité de programme comprend des projets qui aident les collectivités à cerner leurs points forts, leurs points faibles, leurs possibilités et leur potentiel pour de nouvelles activités économiques et à élaborer et mettre en œuvre leurs plans communautaires. Elle facilite aussi les investissements dans l'infrastructure publique de concert avec les gouvernements provinciaux et les administrations municipales afin de maximiser les retombées. Le processus comprend des consultations communautaires visant à intégrer les programmes et services fédéraux et les initiatives horizontales pour satisfaire les besoins des collectivités de l'Ouest canadien.

Politique, représentation et coordination

Cette activité de programme découle de la *Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien* (1988) qui confère au ministre le pouvoir de faire valoir les intérêts de l'Ouest canadien lors de l'élaboration et de la mise en œuvre d'orientations, de programmes et d'activités dans le cadre de la politique économique nationale grâce notamment à l'établissement de relations de coopération avec les provinces de l'Ouest et d'autres parties intéressées, et au moyen de recherches en politiques. Par cette activité, le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien fait valoir les intérêts de l'Ouest dans les discussions sur les politiques nationales qui se traduisent par la formulation d'orientations, de politiques et de programmes pertinents qui répondent aux besoins et aux aspirations de la région. L'activité favorise aussi la poursuite d'une collaboration intergouvernementale accrue en vue de saisir les occasions qui s'offrent et assurer une croissance à long terme et la diversification dans les secteurs de res-

ponsabilité fédérale ou partagée. Enfin, elle comprend la conduite de recherches et d'analyses pour appuyer la prise de décisions relatives à l'orientation et aux programmes.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi				Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$	
...	44 994 894	...	...	44 994 894	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2 117 932	...	2 117 932	1b	Dépenses de fonctionnement					
...	...	...	38 582	38 582		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	2 744 740	2 744 740		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	3 371 499	3 371 499		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(984 435)	(984 435)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	44 994 894	2 117 932	5 170 386	52 283 212		Total—Crédit 1	48 751 070	3 532 142	...	54 474 589	
...	140 862 000	...	...	140 862 000	5	Subventions et contributions				
...	...	14 235 519	...	14 235 519	5b	Subventions et contributions					
...	140 862 000	14 235 519	...	155 097 519		Total—Crédit 5	135 846 496	19 251 023	...	387 357 691	
...	5 171 123	...	1 011 301	6 182 424	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 182 424	...	...	6 656 409
...	2 000	...	20	2 020	(S)	Ministre d'État—Allocation pour automobile	2 020	...	...	2 122
...	...	...	12 747	12 747	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 471	...	11 276	332
...	4 500 000	...	...	4 500 000	(S)	Contributions à la fondation Rick Hansen	4 500 000	...	...	4 500 000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	13 500 207
...	195 530 017	16 353 451	6 194 454	218 077 922		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	195 283 481	22 783 165	11 276	466 491 350	

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

⁽²⁾ Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice										
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Innovation	5 566 581	4 452 806	65 074 281	62 092 208	70 640 862	66 545 014
Expansion des entreprises	7 999 613	8 284 296	45 309 158	45 460 566	53 308 771	53 744 862
Développement économique des collectivités	8 548 446	7 130 729	47 892 080	32 758 843	56 440 526	39 889 572
Politique, représentation et coordination	8 636 313	7 595 877	1 322 000	34 879	9 958 313	7 630 756
Services internes	27 729 450	27 473 277	27 729 450	27 473 277
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	58 480 403	54 936 985	159 597 519	140 346 496	218 077 922	195 283 481

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	5 000 000	...	(4 500 000)	500 000	Subventions				
					Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	500 000	...	...	1 000 000

					Contributions				
...	100 008 009	(256 972)	5 363 404	105 114 441	Contributions en vertu du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	89 114 441	16 000 000	...	260 233 150
...	...	14 492 491	...	14 492 491	Contributions pour le programme Infrastructures de loisirs Canada	12 438 156	2 054 335	...	91 085 711
...	28 453 991	...	...	28 453 991	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	27 577 663	876 328	...	29 245 114
...	4 500 000	...	...	4 500 000	(S) Contributions à la Fondation Rick Hansen	4 500 000	...	...	4 500 000
...	3 900 000	...	801 267	4 701 267	Contributions en vertu de l'Initiative pour les femmes entrepreneurs	4 701 267	...	...	4 467 870
...	3 500 000	...	(1 664 671)	1 835 329	Contributions en vertu du Programme de prêts et d'investissement	1 514 969	320 360	...	1 159 179
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	13 666 667
...	140 362 000	14 235 519	4 500 000	159 097 519	Total—Contributions	139 846 496	19 251 023	...	404 357 691
...	145 362 000	14 235 519	...	159 597 519	Total du portefeuille ministériel	140 346 496	19 251 023	...	405 357 691

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements—Fonctionnement	1 913 996	1 038 275
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 453 125	4 609 782
	<u>3 367 121</u>	<u>5 648 057</u>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 747	332
Revenus divers—		
Intérêt sur contributions remboursables	67 388	507 367
Rééchelonnement—Paiements compensatoires des contributions remboursables	3 000	159 808
Contributions remboursables	7 563 644	3 025 853
Divers	35 557	44 309
	<u>7 669 589</u>	<u>3 737 337</u>
Total du portefeuille ministériel	11 049 457	9 385 726

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Environnement

Ministère

**Agence canadienne d'évaluation
environnementale**

**Table ronde nationale sur
l'environnement et l'économie**

Agence Parcs Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	14.2
Sommaire du portefeuille ministériel	14.7
Activités de programme	14.10
Paiements de transfert	14.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés	14.14
Revenus	14.15

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

L'environnement naturel du Canada est préservé et restauré pour les générations actuelles et futures.

Description des activités de programme*Biodiversité—Espèces sauvages et habitats*

Ce programme a pour objectif d'empêcher la perte de la biodiversité, tout en maintenant l'utilisation durable, en protégeant et en rétablissant les espèces en péril, en conservant, restaurant et remettant en état des habitats importants et en assurant la conservation et la gestion des populations d'oiseaux migrateurs. Il vise également à assurer une évaluation, une planification et des mesures nationales coordonnées et cohérentes pour protéger la biodiversité, notamment les populations viables d'espèces, les écosystèmes en santé et diversifiés, et les

ressources génétiques. Dans le cadre de ce programme, Environnement Canada établit des partenariats stratégiques pour la gestion intégrée du capital naturel du Canada, y compris l'intendance et la gestion durable des paysages. Ce programme appuie également l'exécution de la *Loi sur les espèces en péril*, la *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs*, la *Loi sur les espèces sauvages du Canada* et la *Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial*. Dans le cadre de ses responsabilités internationales, le programme appuie la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique (1992) des Nations Unies, de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (connue sous le nom de Convention de Ramsar). Contributions à l'appui de Biodiversité—Espèces sauvages et habitats sont utilisés comme une composante de ce programme.

Ressources en eau

Ce programme aborde les risques que présentent la croissance économique et les changements climatiques pour les ressources en eau grâce à des partenariats permettant d'assurer une approche intégrée de résolution des problèmes liés à l'eau. La conservation, la protection et l'utilisation durable des ressources en eau sont essentielles au bien-être économique, social et écologique du Canada. La mise en œuvre du programme se fait en collaboration avec des partenaires dont d'autres ministères et organismes fédéraux, les provinces et territoires, et une gamme d'organisations non gouvernementales. Par l'entremise de ce programme, Environnement Canada assure un leadership sur les questions de l'eau et joue un rôle important dans l'établissement des priorités en matière de qualité de l'eau, de quantité, et de surveillance et de recherche sur les écosystèmes aquatiques, en fournissant des données scientifiques et des conseils aux décideurs et en élaborant

de meilleures pratiques de gestion. Ce programme appuie l'application de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, de la Politique fédérale des eaux (1987), de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, de la *Loi sur les pêches* et de la *Loi du traité des eaux limnitrophes internationales*. Contributions à l'appui de Ressources en eau sont utilisés comme une composante de ce programme.

Écosystèmes durables

L'objectif de ce programme est de préserver les écosystèmes du Canada à long terme. Les Canadiens, tous les ordres de gouvernement et le secteur privé doivent prendre en considération des aspects sociaux, économiques et environnementaux lorsqu'ils prennent des décisions et mettent en œuvre des mesures. L'approche écosystémique de la gestion environnementale met l'accent sur le maintien de la capacité d'un système dans son ensemble de produire des biens et des services écologiques. Ce programme est au cœur de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et des stratégies pour la durabilité d'Environnement Canada, de l'information appuyant l'établissement de priorités intégrées à l'échelle de l'écosystème, de l'engagement communautaire dans l'assainissement des sites, de l'engagement des jeunes et de la recherche et l'élaboration de rapports sur la situation et les tendances environnementales. Le programme vise à faciliter la planification interdisciplinaire et intersectorielle ainsi que l'échange de l'information entre les partenaires. Contributions à l'appui d'Écosystèmes durables sont utilisés comme une composante de ce programme.

Promotion de la conformité et application de la loi—Faune

Ce programme vise à conserver et à protéger l'environnement naturel par la promotion de la conformité et l'application de la législation en matière de faune relevant d'Environnement Canada, plus particulièrement la *Loi sur les espèces en péril*, la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* (LCOM

1994), la *Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial* (WAPPRIITA) et la *Loi sur les espèces sauvages du Canada* (LESC). Les mesures pour promouvoir la conformité comprennent la diffusion et la publication d'information, l'éducation et la consultation auprès des parties visées par ces lois. Le programme maintient un contingent d'agents de mise en application de la loi qui visent principalement à assurer et à vérifier la conformité aux lois et aux règlements ainsi qu'à contrôler les permis relatifs à la faune en mettant en œuvre diverses activités, notamment recueillir des renseignements, effectuer des inspections et mener des enquêtes afin que des mesures d'application soient prises à l'encontre des prétendus contrevenants. Ces mesures font en sorte que les dommages et les menaces à la biodiversité sont réduits, au profit de tous les Canadiens et de la communauté internationale.

Résultat stratégique

La population canadienne est équipée pour prendre des décisions éclairées quant aux conditions changeantes du temps, de l'eau et du climat.

Description des activités de programme

Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens

Ce programme fournit des avertissements, des prévisions et des renseignements météorologiques pour anticiper et gérer les risques et les possibilités liés aux conditions changeantes du temps, de l'eau et du climat, et s'y adapter. Ses fonctions touchent la surveillance, la recherche et le développement, la superinformatique, ainsi que la production et la prestation des services. Comme il faut un effort mondial pour surveiller, comprendre et prévoir les conditions toujours changeantes du temps, de l'eau et du climat, ce programme fait appel

à divers collaborateurs, au Canada comme à l'étranger; parmi les principaux, on compte l'Organisation météorologique mondiale des Nations Unies ainsi que les médias, le milieu universitaire et tous les ordres de gouvernement au Canada. Le programme appuie la *Loi sur le ministère de l'Environnement*, la *Loi sur les renseignements en matière de modification du temps* et la *Loi sur la gestion des urgences* (2007), ainsi que les protocoles d'entente avec les organismes météorologiques nationaux et les agences spatiales. Cette activité de programme est unique car elle est la seule à posséder le mandat national, l'infrastructure et les compétences pour fournir ces services. Subventions à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens et Contributions à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens sont utilisés comme composantes de ce programme.

Services météorologiques et environnementaux pour les utilisateurs ciblés

Ce programme fournit à des secteurs ciblés et à leurs organismes de réglementation des renseignements et des outils essentiels à la prise de décision, qui les aident à anticiper et à gérer les risques et les possibilités créés par les conditions changeantes du temps, de l'eau et du climat, et à s'y adapter. Cette activité de programme comprend des fonctions de surveillance, de recherche et développement, de production et de prestation de services. Elle fournit des observations, des prévisions et des avertissements météo 24 heures sur 24, 365 jours par année, et d'autres outils adaptés aux besoins particuliers des utilisateurs. Elle nécessite une collaboration avec divers groupes au Canada (notamment d'autres ministères fédéraux et des organismes provinciaux), et à l'échelle internationale avec l'Organisation météorologique mondiale, l'United-States Coast Guard et l'Organisation de l'aviation civile internationale. Ce programme appuie la *Loi sur le ministère de l'Environnement*; il aide aussi d'autres ministères gouvernementaux à respecter leurs obligations en vertu de la *Loi sur*

l'aéronautique, de la *Loi sur les océans* et de la *Loi sur les pêches*, et il soutient les protocoles d'entente avec Transports Canada, la Défense nationale et divers organismes provinciaux. Ce programme du gouvernement du Canada est le seul à posséder un tel mandat national, et il dispose de l'infrastructure et des compétences pour fournir ces services.

Résultat stratégique

Les menaces que représente la pollution pour les Canadiens ainsi que pour leur environnement sont minimisées.

Description des activités de programme

Changements climatiques et qualité de l'air

Ce programme est essentielle pour protéger la santé des Canadiens et l'environnement contre les effets néfastes des polluants atmosphériques et les conséquences des émissions de gaz à effet de serre. Cet objectif sera atteint grâce aux moyens suivants : élaboration d'une approche intégrée par secteur pour réglementer les polluants atmosphériques et contrôler les émissions de gaz à effet de serre; collaboration et établissement de partenariats avec d'autres ordres de gouvernement et avec des organisations non gouvernementales; mise en œuvre d'activités et de programmes de sensibilisation et de promotion invitant les Canadiens à réduire les émissions et les polluants provenant des véhicules et d'autres produits de consommation; renforcement de la coopération internationale (particulièrement avec les États-Unis) notamment par l'adoption d'accords internationaux sur les émissions de gaz à effet de serre et les polluants; promotion d'approches scientifiques et de technologies novatrices en appui aux décisions d'investissement, à l'élaboration de politiques et à la réglementation. Contributions à l'appui de Changements climatiques et qualité de l'air sont utilisés comme une composante de ce programme.

Gestion des substances et des déchets

Les activités de ce programme visent à réduire les menaces que constituent pour l'environnement les déchets et les rejets de polluants et de substances toxiques produits par les activités humaines. En raison de leur nature, de leur volume ou de la manière dont elles sont rejetées dans l'environnement, ces matières peuvent avoir des effets néfastes directs sur les végétaux, les animaux, les humains et l'environnement. Le programme permet d'évaluer les menaces environnementales que représentent les substances toxiques et les autres substances préoccupantes, compte tenu de leur devenir et de leurs effets, et d'élaborer et mettre en œuvre des mesures de prévention, de réduction, d'élimination et de gestion pour les traiter. Contributions à l'appui de Gestion des substances et des déchets sont utilisés comme une composante de ce programme.

Promotion de la conformité et application de la loi—Pollution

Ce programme contribue à réduire au minimum les dommages causés à l'environnement naturel et à la biodiversité ainsi que les menaces qui les guettent par la promotion et l'application des lois qu'Environnement Canada gère. Les activités du programme touchent la pollution, notamment les substances toxiques, leur rejet dans l'atmosphère, l'eau ou le sol, et l'importation et l'exportation de déchets dangereux qui présentent un risque pour l'environnement et/ou la santé des êtres humains. Les initiatives de promotion de la conformité sont axées sur l'information des personnes assujetties à la réglementation au sujet des exigences prévues par la loi, des avantages de la conformité pour l'environnement et des peines éventuelles imposées à ceux qui ne se conforment pas aux lois et règlements. Le programme maintient un contingent d'agents de mise en application de la loi qui effectuent la collecte de renseignements, les inspections visant à vérifier la conformité aux lois et règlements, la poursuite d'enquêtes et l'imposition de peines appropriées aux contrevenants.

Le programme prévoit l'analyse et la planification de la conformité pour intégrer des données provenant de toutes les sources disponibles, afin de permettre une rétroaction continue sur les activités et les résultats du programme.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne d'évaluation environnementale**Résultat stratégique**

La prise en compte de considérations environnementales dans les décisions du gouvernement fédéral à l'égard des politiques, des plans, des programmes et des projets.

Description des activités de programme*Programme de soutien à l'évaluation environnementale*

Le Programme de soutien à l'évaluation environnementale comprend le Programme de participation du public, la Convention de la Baie James et du Nord québécois, le Programme de formation et d'orientation et le Programme de gestion de l'évaluation environnementale, soit différents moyens par lesquels les Canadiens, le secteur de l'industrie, les intervenants et les parties intéressées interagissent et s'acquittent de leurs différentes exigences en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*. Ceci inclus la participation du public, la diffusion de l'information,

l'orientation et la tenue de dossiers. Le but est d'assurer la mise en œuvre d'un processus d'évaluation environnementale rigoureux et transparent, et ce, en conformité avec la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.

Programme d'élaboration de l'évaluation environnementale

Ce programme vise à élaborer et à maintenir un processus fédéral d'évaluation environnementale efficace, efficient et intégré, en tenant compte des liens avec d'autres processus de prise de décision en matière d'évaluation environnementale, de consultation et de réglementation au Canada, ainsi que du contexte transfrontalier de l'évaluation environnementale. Un solide processus d'évaluation environnementale est essentiel afin d'atteindre ce résultat stratégique. S'assurer que les considérations environnementales sont intégrées dans le processus décisionnel du gouvernement fédéral, par l'entremise de pratiques efficaces en matière d'évaluation environnementale, constitue un appui à la qualité de vie des Canadiens, à la durabilité de l'environnement et à la compétitivité de l'économie.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Résultat stratégique

Les conseils sur les questions de développement durable touchant l'environnement et l'économie influencent l'élaboration des politiques fédérales et les décisions dans d'autres secteurs clés.

Description des activités de programme

Programme consultatif sur les enjeux environnementaux et économiques

La sensibilisation et la compréhension des Canadiens et de leurs gouvernements au sujet des défis à relever en matière de développement durable et la promotion de solutions viables à cet égard sont essentielles à l'avenir du Canada tant au plan de l'environnement que de l'économie. Par l'entremise de ce programme, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) vise à exercer une influence sur l'élaboration des politiques et le processus décisionnel portant sur des enjeux particuliers en matière de développement durable, notamment au plan de l'environnement et de l'économie. À cette fin, la TRNEE réalise des projets de recherche, analyse les enjeux, et fournit des renseignements et des conseils au sujet d'enjeux particuliers en matière de développement durable. L'organisme diffuse ses constats et ses recommandations par divers modes de communication, notamment par l'entremise des relations avec les médias, en présentant des séances d'information et d'autres événements ciblés à l'intention des divers intervenants, par la diffusion de ses publications et en affichant ses activités sur son site Web, le tout afin d'exercer une influence sur l'élaboration des politiques et le processus décisionnel tant au sein du gouvernement fédéral que d'autres secteurs clés, notamment auprès des autres ordres de gouvernement, de l'industrie et des organisations non gouvernementales partout au pays.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence Parcs Canada

Résultat stratégique

Grâce à des expériences significatives, les Canadiens ont un lien solide avec leurs parcs nationaux, leurs lieux historiques nationaux et leurs aires marines nationales de conservation. Ils jouissent de ces lieux protégés de façon à les laisser intacts pour les générations d'aujourd'hui et de demain.

Description des activités de programme

Expérience du visiteur

Ce programme appuie les occasions offertes aux quelque 22 millions de Canadiens et étrangers qui visitent les parcs nationaux, les lieux historiques nationaux et les aires marines nationales de conservation du Canada chaque année. L'expérience du visiteur est la somme totale des interactions personnelles d'un visiteur avec le lieu patrimonial protégé, qui l'aide à comprendre l'endroit et à s'en rapprocher. L'expérience du visiteur commence par la sensibilisation au lieu, suivie par la planification, le voyage et l'accueil et l'orientation à l'arrivée. Une fois sur place, le visiteur peut participer à des activités récréatives et à des activités d'interprétation, utiliser les types d'hébergement, les sentiers, les installations, les services et d'autres éléments connexes. Ceci est ensuite suivi du départ et de la relation permanente après la visite. Les investisse-

ments réalisés dans les différentes étapes du cycle de l'expérience du visiteur favorisent les occasions d'apprentissage et d'appréciation, créant ainsi un sentiment d'attachement personnel à l'égard du lieu et favorisant le maintien de la pertinence des lieux patrimoniaux protégés du Canada aux yeux des Canadiens.

Conservation des ressources patrimoniales

Ce programme comporte le maintien ou l'amélioration de l'intégrité écologique dans les parcs nationaux par la protection des ressources et des processus naturels; le maintien de l'intégrité commémorative des lieux historiques nationaux gérés par Parcs Canada et l'appui au maintien de l'intégrité commémorative de ceux gérés ou appartenant à des tiers; la protection et la gestion des ressources culturelles sous l'administration de Parcs Canada; et l'utilisation durable des aires marines nationales de conservation, y compris la protection des écosystèmes marins uniques. Ce programme comporte également d'assumer les responsabilités juridiques assignées à Parcs Canada en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* et de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*. La protection de plusieurs ressources patrimoniales naturelles et culturelles spéciales du Canada permet de veiller à ce que les générations actuelles et futures profitent d'un système d'endroits patrimoniaux protégés.

Infrastructure des lotissements urbains et routes de transit

Ce programme comporte la gestion, le fonctionnement et la prestation de services municipaux à cinq lotissements urbains au sein des parcs nationaux du Canada. Il comporte également l'exploitation d'autoroutes et de voies d'eau provinciales et interprovinciales qui relient les collectivités et traversent les parcs nationaux et les lieux historiques nationaux.

Appréciation et compréhension du public

Cette activité de programme vise à accroître la compréhension, l'appréciation, l'appui et l'engagement des Canadiens à l'égard du patrimoine naturel et historique des lieux administrés par Parcs Canada. Pour ce faire, Parcs Canada rejoint les Canadiens au foyer, dans leurs loisirs, à l'école et dans leurs communautés grâce à des initiatives pertinentes et efficaces de communication et d'éducation du public en diffusion externe, et encourage l'engagement des intervenants et des partenaires dans le développement et la mise en œuvre de l'orientation future de l'Agence.

Création de lieux patrimoniaux

Ce programme comporte la planification des systèmes, la tenue d'études de faisabilité, de recherches, de consultations auprès des intervenants et du public, la négociation avec d'autres gouvernements et organisations autochtones et l'obtention de l'approbation ministérielle, dans le but d'établir des parcs nationaux, des aires marines nationales de conservation, des lieux historiques nationaux désignés du Canada et d'autres aires patrimoniales. Les parcs nationaux et les aires marines nationales de conservation du Canada ainsi que les personnes, les endroits et les événements ayant une importance historique nationale pour le Canada sont des symboles à l'échelle mondiale et constituent l'essence même de la nation. La préservation du patrimoine naturel et culturel du Canada et le fait de le mettre à la disposition des Canadiens pour qu'ils le découvrent et en jouissent sont de première importance. L'établissement d'aires patrimoniales est essentiel pour accroître la fierté, encourager l'intendance et exprimer notre identité de Canadiens, et pour susciter la participation du Canada en vue d'atteindre l'objectif partagé sur le plan international de protection et de

commémoration des aires patrimoniales naturelles et culturelles les plus importantes.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
...	652 480 455	...	...	652 480 455	1	Ministère				
...	...	126 155 164	...	126 155 164	1b	Dépenses de fonctionnement					
...	...	1	...	1	1c	Virement de 81 500 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor)					
...	...	...	81 500	81 500		Virement de 1 353 378 \$ du crédit 10 (Environnement)				
...	...	...	1 353 378	1 353 378		Virement du : crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	167 208	167 208		crédit 10				
...	...	...	25 017 658	25 017 658		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	38 832 161	38 832 161		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	(720 300)	(720 300)		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(21 723 877)	(21 723 877)		Virement au crédit 1 (Pêches et Océans)				
...	...	...	...	...		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	652 480 455	126 155 165	43 007 728	821 643 348		Total—Crédit 1	763 861 638	57 781 710	...	807 166 670	
...	41 662 400	...	...	41 662 400	5	Dépenses en capital				
...	...	7 117 500	...	7 117 500	5b	Virement de 325 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)					
...	...	...	325 000	325 000		Virement du : crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	7 444 848	7 444 848		CT, crédit 33 ⁽¹⁾				
...	41 662 400	7 117 500	7 769 848	56 549 748		Total—Crédit 5	45 932 023	10 617 725	...	47 460 313	
...	93 398 106	...	...	93 398 106	10	Subventions et contributions				
...	...	2 360 000	...	2 360 000	10b	Virement de 605 175 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans)					
...	...	1	...	1	10c	Virement de 75 000 \$ du crédit 10 (Transports)					
...	...	...	605 175	605 175		Virement du : crédit 10 (Pêches et Océans)				
...	...	...	75 000	75 000		crédit 10 (Transports)				
...	...	...	(1 353 378)	(1 353 378)		Virement au : crédit 1				
...	...	...	(66 968)	(66 968)		crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(500 000)	(500 000)		crédit 25				
...	...	...	(590 000)	(590 000)		crédit 70 (Industrie)				
...	93 398 106	2 360 001	(1 830 171)	93 927 936		Total—Crédit 10	72 471 998	21 455 938	...	115 473 872	
...	84 495 565	...	6 330 028	90 825 593	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	90 825 593	...	...	96 312 176
...	77 516	...	20	77 536	(S)	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	77 536	...	...	64 935
1 373 297	...	...	877 611	2 250 908	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 612 320	...	638 588	713 449
...	...	33 695 148	...	33 695 148	(S)	La société canadienne pour la conservation de la nature	33 695 148	...	...	21 700 000
1 373 297	872 114 042	169 327 814	56 155 064	1 098 970 217		Total du ministère—Budgétaire	1 008 476 256	89 855 373	638 588	1 088 891 415	

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	27 134 473	...	...	27 134 473	15	Agence canadienne d'évaluation environnementale				
...	...	2 100 000	...	2 100 000	15b	Dépenses du programme				
...	...	...	3 284	3 284		Dépenses du programme				
...	...	...	1 139 746	1 139 746		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 582 060	1 582 060		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	...	...		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	27 134 473	2 100 000	2 725 090	31 959 563		Total—Crédit 15	26 426 963	5 532 600	...	26 140 611
...	2 872 435	...	259 091	3 131 526	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 131 526	...	...	2 893 518
663	...	...	300	963	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	963	...	...
663	30 006 908	2 100 000	2 984 481	35 092 052		Total de l'organisme—Budgétaire	29 558 489	5 533 563	...	29 034 129
						Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
...	4 809 974	...	...	4 809 974	20	Dépenses du programme				
...	...	...	868	868		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	241 291	241 291		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	166 250	166 250		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	4 809 974	...	408 409	5 218 383		Total—Crédit 20	4 914 463	303 920	...	4 726 136
...	439 195	...	10 139	449 334	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	449 334	...	...	426 005
...	...	...	25	25	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	25	...
...	5 249 169	...	418 573	5 667 742		Total de l'organisme—Budgétaire	5 363 797	303 920	25	5 152 141
						Agence Parcs Canada				
44 438 248	531 093 209	...	...	575 531 457	25	Dépenses du programme				
...	...	22 212 165	...	22 212 165	25b	Virement de 73 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 200 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	200 000	200 000		Virement du : crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	73 500	73 500		crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	500 000	500 000		crédit 10				
...	...	...	739 656	739 656		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	11 498 220	11 498 220		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(7 308 428)	(7 308 428)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
44 438 248	531 093 209	22 212 165	5 702 948	603 446 570		Total—Crédit 25	504 032 705	...	99 413 865	715 550 464

...	500 000	...	...	500 000	30	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	500 000	...	...	500 000
...	47 942 197	...	7 364 796	55 306 993	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	55 306 993	...	...	56 249 170
...	111 000 000	...	7 172 207	118 172 207	(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	118 172 207	...	...	113 416 016
44 438 248	690 535 406	22 212 165	20 239 951	777 425 770		Total de l'organisme—Budgétaire	678 011 905	...	99 413 865	885 715 650
45 812 208	1 597 905 525	193 639 979	79 798 069	1 917 155 781		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 721 410 447	95 692 856	100 052 478	2 008 793 335

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Changements climatiques et qualité de l'air	131 750 798	94 222 440	13 172 000	11 079 501	34 101 720	13 883 452	1 043 615	929 733	...	...	177 980 903	118 255 660
Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	160 404 395	160 072 643	15 201 908	10 519 707	4 663 752	4 419 884	6 636 128	2 576 569	...	...	173 633 927	172 435 665
Gestion des substances et des déchets	91 340 787	81 157 054	2 033 000	1 662 503	2 461 085	2 461 085	2 230 713	1 989 320	...	...	93 604 159	83 291 322
Biodiversité—Espèces sauvages et habitats	79 295 745	74 760 974	2 530 000	1 942 610	63 659 708	62 741 056	1 641 624	664 262	...	...	143 843 829	138 780 378
Ressources en eau	113 433 220	112 886 940	11 651 840	9 887 008	1 288 000	1 288 000	17 604 939	16 418 265	...	...	108 768 121	107 643 683
Écosystèmes durables	47 644 580	42 556 383	2 764 000	2 684 304	21 338 469	21 338 469	1 014 395	398 562	...	...	70 732 654	66 180 594
Promotion de la conformité et application de la loi—Pollution	47 737 777	41 712 811	1 599 996	1 573 981	35 200	35 200	88 505	55 011	...	...	49 284 468	43 266 981
Services météorologiques et environnementaux pour les utilisateurs ciblés	60 690 734	57 998 966	1 780 351	1 355 880	75 150	...	38 181 287	35 297 285	...	...	24 364 948	24 057 561
Promotion de la conformité et application de la loi—Faune	18 552 568	17 328 802	310 653	187 461	...	...	78 565	48 833	...	...	18 784 656	17 467 430
Services internes	232 589 551	232 134 365	5 506 000	5 039 068	...	...	122 999	76 451	...	...	237 972 552	237 096 982
Sous-total	983 440 155	914 831 378	56 549 748	45 932 023	127 623 084	106 167 146	68 642 770	58 454 291	...	...	1 098 970 217	1 008 476 256
Revenus affectés aux dépenses	(68 642 770)	(58 454 291)	...	...	...	...	(68 642 770)	(58 454 291)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	914 797 385	856 377 087	56 549 748	45 932 023	127 623 084	106 167 146	...	...	...	...	1 098 970 217	1 008 476 256
Agence canadienne d'évaluation environnementale												
Programme de soutien à l'évaluation environnementale	21 937 351	16 210 713	...	...	6 015 000	2 842 203	8 001 000	3 720 010	...	...	19 951 351	15 332 906
Programme d'élaboration de l'évaluation environnementale	4 056 320	3 304 056	...	...	300 000	220 500	...	...	...	...	4 356 320	3 524 556
Services internes	10 784 381	10 701 027	...	...	...	...	...	...	...	...	10 784 381	10 701 027
Sous-total	36 778 052	30 215 796	...	...	6 315 000	3 062 703	8 001 000	3 720 010	...	...	35 092 052	29 558 489
Revenus affectés aux dépenses	(8 001 000)	(3 720 010)	...	...	...	...	(8 001 000)	(3 720 010)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	28 777 052	26 495 786	...	...	6 315 000	3 062 703	...	...	...	...	35 092 052	29 558 489

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Programme consultatif sur les enjeux environnementaux et économiques

Services internes	3 740 526	3 661 803	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 740 526	3 661 803
Services internes	1 927 216	1 701 994	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 927 216	1 701 994
Total de l'organisme—Budgétaire	5 667 742	5 363 797	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5 667 742	5 363 797
Agence Parcs Canada													
Expérience du visiteur	230 796 973	225 156 482	33 919 999	33 919 999	3 820 086	3 820 086	...	...	...	...	...	268 537 058	262 896 567
Conservation des ressources patrimoniales	148 367 107	142 060 187	11 707 821	11 707 821	4 993 473	4 993 473	...	...	...	...	...	165 068 401	158 761 481
Infrastructure des lotissements urbains et routes de transit	96 544 361	41 014 503	63 104 447	63 104 447	246 153	246 153	...	...	...	...	...	159 894 961	104 365 103
Appréciation et compréhension du public	50 615 031	48 906 562	445 616	445 616	4 958 361	3 528 066	...	...	...	...	...	56 019 008	52 880 244
Création de lieux patrimoniaux	37 262 895	11 631 894	1 471 382	1 471 382	1 064 402	1 064 402	...	...	...	...	...	39 798 679	14 167 678
Services internes	87 120 206	83 953 375	987 457	987 457	...	...	...	...	...	...	...	88 107 663	84 940 832
Total de l'organisme—Budgétaire	650 706 573	552 723 003	111 636 722	111 636 722	15 082 475	13 652 180	...	...	...	...	...	777 425 770	678 011 905
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 599 948 752	1 440 959 673	168 186 470	157 568 745	149 020 559	122 882 029	...	...	...	...	...	1 917 155 781	1 721 410 447

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	25 000 000	...	(5 043 378)	19 956 622	Subvention à la fondation du Canada pour l'appui Technologique au développement durable	...	19 956 622	...	...
...	2 000 000	...	...	2 000 000	Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	2 000 000	...	...	1 542 772
...	...	33 695 148	...	33 695 148	(S) La société canadienne pour la conservation de la nature	33 695 148	...	...	21 700 000
...	44 000	...	...	44 000	Subvention à l'appui de services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	41 000	3 000	...	41 000
...	27 044 000	33 695 148	(5 043 378)	55 695 770	Total—Subventions	35 736 148	19 959 622	...	23 283 772
Contributions									
...	1 200 000	...	(92 393)	1 107 607	Programme national de mise à la ferraille des véhicules—Contributions	1 107 607	...	...	28 830 000
...	...	500 000	686 000	1 186 000	Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	1 186 000	...	...	1 080 637
...	11 769 000	...	(223 272)	11 545 728	Contributions pour le Programme d'intendance de l'habitat	11 544 518	1 210	...	11 994 490
...	...	...	25 000	25 000	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	25 000	...	...	25 000
...	...	...	355 000	355 000	Contributions à l'appui des activités de recherche et développement en environnement	355 000	...	...	1 451 800
...	5 044 000	...	(1 159 542)	3 884 458	ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire	3 870 265	14 193	...	4 113 528
...	3 400 000	...	(366 850)	3 033 150	Contribution du Canada au budget de la Commission de coopération environnementale	3 033 150	...	...	3 142 125
...	3 069 000	...	(937 800)	2 131 200	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	2 131 200	...	...	2 388 564
...	2 200 000	...	...	2 200 000	Contribution à la Fondation Habitat faunique Canada	1 598 394	601 606	...	1 450 000
...	1 390 000	...	235 000	1 625 000	Contributions pour les activités des Inuits liées à la mise en œuvre de l'Entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits	1 625 000	...	...	950 000
...	7 527 447	...	(85 000)	7 442 447	Initiatives du Plan d'action pour l'assainissement de l'eau—Programmes en matière d'eau douce—Contributions	7 441 931	516	...	7 963 760
...	...	...	252 000	252 000	Contribution—Fonds multilatéral du Protocole de Montréal	242 496	9 504	...	457 228
...	13 638 568	...	(767 412)	12 871 156	Contributions à l'appui de Biodiversité—Espèces sauvages et habitats	12 864 532	6 624	...	15 182 970
...	1 036 392	...	171 608	1 208 000	Contributions à l'appui de Ressources en eau	1 208 000	...	...	1 301 000
...	8 290 960	...	(418 732)	7 872 228	Contributions à l'appui d'Écosystèmes durables	7 860 232	11 996	...	6 916 326
...	2 203 103	...	(51 135)	2 151 968	Contributions à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	2 135 949	16 019	...	5 089 893
...	445 000	200 000	1 637 366	2 282 366	Contributions à l'appui de Gestion des substances et des déchets	2 282 366	...	...	2 808 641
...	2 537 851	1 660 001	3 854 488	8 052 340	Contributions à l'appui de Changements climatiques et qualité de l'air	7 223 324	829 016	...	18 744 138

...	2 167 785	...	75 150	2 242 935	Contribution obligatoire à l'Organisation météorologique mondiale (OMM)	2 242 935	...	...	...
...	175 000	...	5 520	180 520	Contribution obligatoire à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)	179 253	1 267	...	...
...	160 000	...	18 211	178 211	Contribution obligatoire à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar)	178 211	...	...	...
...	100 000	...	...	100 000	Contribution obligatoire à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	95 635	4 365	...	...
...	66 354 106	2 360 001	3 213 207	71 927 314	Total—Contributions	70 430 998	1 496 316	...	113 890 100
...	93 398 106	36 055 149	(1 830 171)	127 623 084	Total du ministère	106 167 146	21 455 938	...	137 173 872
Agence canadienne d'évaluation environnementale									
Contributions									
...	3 669 000	2 100 000	...	5 769 000	Contributions à l'appui de la participation du public au processus d'examen et d'évaluation environnementale—Fonds d'aide financière aux participants	2 842 203	2 926 797	...	1 665 083
...	300 000	...	...	300 000	Contributions à l'appui de la promotion, de la recherche et du développement de l'évaluation environnementale	...	300 000	...	23 711
...	246 000	...	...	246 000	Contribution à la province de Québec—Convention de la Baie James et du Nord québécois	220 500	25 500	...	245 500
...	4 215 000	2 100 000	...	6 315 000	Total de l'organisme	3 062 703	3 252 297	...	1 934 294
Agence Parcs Canada									
Subventions									
...	22 700	...	...	22 700	Subvention au Jardin international de la paix	22 700	...	...	22 700
...	...	250 000	...	250 000	Subvention à la Tulita District Benefits Corporation	250 000	...	...	...
...	22 700	250 000	...	272 700	Total—Subventions	272 700	...	...	22 700
Contributions									
...	189 300	6 130 000	4 871 055	11 190 355	Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	9 760 060	...	1 430 295	8 026 031
...	3 050 000	...	569 420	3 619 420	Contributions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	3 619 420	...	...	8 828 309
...	3 239 300	6 130 000	5 440 475	14 809 775	Total—Contributions	13 379 480	...	1 430 295	16 854 340
...	3 262 000	6 380 000	5 440 475	15 082 475	Total de l'organisme	13 652 180	...	1 430 295	16 877 040
...	100 875 106	44 535 149	3 610 304	149 020 559	Total du portefeuille ministériel	122 882 029	24 708 235	1 430 295	155 985 206

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère				Promotion de la conformité et application de la loi—Pollution			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Immobilier	77 156	47 957	53 562
Changements climatiques et qualité de l'air				Services professionnels et scientifiques	11 349	7 054	6 090
Immobilier	...	...	28 138		88 505	55 011	59 652
Services professionnels et scientifiques	1 043 615	762 630	1 390 179	Services météorologiques et environnementaux pour les utilisateurs ciblés			
Services de réglementation	...	167 103	...	Produits d'information	25 612 127	32 099 335	32 627 355
	1 043 615	929 733	1 418 317	Immobilier	...	10 530	61 911
Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens				Services professionnels et scientifiques	12 515 110	3 187 420	3 038 255
Produits d'information	1 222 558	1 020 066	1 977 976	Divers	54 050	...	...
Immobilier	1 578 888	494 583	659 505		38 181 287	35 297 285	35 727 521
Services professionnels et scientifiques	3 834 682	1 061 777	1 435 376	Promotion de la conformité et application de la loi—Faune			
Services de réglementation	...	143	...	Produits d'information	...	...	1 498
	6 636 128	2 576 569	4 072 857	Immobilier	78 565	48 833	32 156
Gestion des substances et des déchets					78 565	48 833	33 654
Produits d'information	...	5 387	5 678	Services internes			
Immobilier	...	31 184	4 782	Produits d'information	...	...	2 452
Services professionnels et scientifiques	265 716	573 435	840 392	Immobilier	122 999	76 451	219 623
Services de réglementation	1 914 800	1 379 314	1 396 343		122 999	76 451	222 075
Services d'établissement de rapports	50 197	...	...	Projet gazier Mackenzie—Immobilier	...	...	9 268
	2 230 713	1 989 320	2 247 195	Total du ministère—Budgétaire	68 642 770	58 454 291	62 232 396
Biodiversité—Espèces sauvages et habitats				Agence canadienne d'évaluation environnementale			
Produits d'information	...	94 052	23 643	Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Immobilier	564 654	194 991	148 050	Programme de soutien à l'évaluation environnementale			
Services professionnels et scientifiques	627 940	165 692	78 701	Revenus provenant d'autres ministères :			
Services de réglementation	449 030	209 527	244 490	Formation, information et publications	100 000	134 248	237 771
	1 641 624	664 262	494 884	Revenus externes :			
Ressources en eau				Formation, information et publications	150 000	181 306	70 087
Produits d'information	2 168 139	6 793 732	7 402 014	Services d'évaluation environnementale	7 751 000	3 404 456	2 685 409
Immobilier	67 542	180 883	201 604	Total de l'organisme—Budgétaire	8 001 000	3 720 010	2 993 267
Services professionnels et scientifiques	15 369 258	9 443 650	9 997 753	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	76 643 770	62 174 301	65 225 663
	17 604 939	16 418 265	17 601 371				
Écosystèmes durables							
Immobilier	766 787	375 583	315 080				
Services professionnels et scientifiques	247 608	22 979	30 522				
	1 014 395	398 562	345 602				

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	51 059	157 649
Autres revenus—				62 418	165 868
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Ventes de biens et de services—		
Recouvrements de paiements de transfert	639 987	317 642	Services de nature non réglementaire	2 877 608	3 215 480
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	639 253	1 076 850	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	300	663
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	3 821 587	1 584 955	Revenus divers	337	105
			Total de l'organisme	2 940 663	3 382 116
	5 100 827	2 979 447			
Ventes de biens et de services—			Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
Location et utilisation de biens publics	1 439 429	1 713 375	Autres revenus—		
Services de nature réglementaire—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Immersion en mer	1 181 630	763 061	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 145	16 549
Permis de chasse d'oiseaux	3 211 822	2 311 232	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	11 655	29 940
Amendes diverses	1 128 188	1 248 193		12 800	46 489
	5 521 640	4 322 486	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25	...
Services de nature non réglementaire—			Revenus divers	2 800	1 572
Recouvrements—Relevés hydrométriques	7 790 785	8 221 022	Total de l'organisme	15 625	48 061
Autres recouvrements relatifs à l'eau	607 406	396 560			
NAV Canada	773 950	1 096 302	Agence Parcs Canada		
Divers	7 518 182	9 029 285	Autres revenus—		
	16 690 323	18 743 169	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 019 214	2 525 769
Ventes de biens et de produits d'information—					
Recouvrements—Relevés hydrométriques	6 261 269	8 206 822	Ventes de biens et de services—		
NAV Canada	15 819 625	16 447 365	Location et utilisation de biens publics	22 875 068	23 091 538
Divers	17 623 417	19 165 491	Services de nature non réglementaire	84 670 196	85 264 790
	39 704 311	43 819 678	Ventes de biens et de produits d'information	774 338	675 257
Autres frais et droits	4 476 590	3 553 742	Autres frais et droits	6 170 443	2 809 417
	67 832 293	72 152 450		114 490 045	111 841 002
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	877 611	1 373 297	Revenus divers	45 457	29 498
			Total de l'organisme	116 554 716	114 396 269
Revenus divers—					
Revenus reportés	540 500	...	Sommaire du portefeuille ministériel		
Divers	837 648	164 916	Autres revenus—		
	1 378 148	164 916	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 195 259	5 717 573
Total du ministère	75 188 879	76 670 110	Ventes de biens et de services	185 199 946	187 208 932
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	877 936	1 373 960
Agence canadienne d'évaluation environnementale			Revenus divers	1 426 742	196 091
Autres revenus—			Total du portefeuille ministériel	194 699 883	194 496 556
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	11 359	8 219			

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 15

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Finances

Ministère

Vérificateur général

Société d'assurance-dépôts du Canada

**Tribunal canadien du commerce
extérieur**

**Agence de la consommation en matière
financière du Canada**

**Centre d'analyse des opérations et
déclarations financières du Canada**

**Bureau du surintendant des institutions
financières**

PPP Canada Inc.

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	15.2
Sommaire du portefeuille ministériel	15.6
Activités de programme	15.12
Palements de transfert	15.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés	15.16
Revenus	15.16

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Une économie forte et durable qui contribue à augmenter le niveau de vie et à améliorer la qualité de vie des Canadiens.

Description des activités de programme*Programme de paiements de transfert et de taxation*

La *Loi sur la gestion des finances publiques* a créé le ministère des Finances dont le mandat comprend la surveillance, le contrôle et l'administration de toutes les questions concernant les opérations financières du Canada non attribuées de droit au Conseil du Trésor ou à tout autre ministre. Cette activité de programme administre le paiement et l'imposition de transfert aux provinces et territoires conformément à la législation et aux accords négociés en vue d'obtenir une péréquation

et un soutien relatifs à la santé, aux programmes sociaux et à d'autres priorités partagées. Elle comprend également des engagements pris envers des institutions financières internationales et des accords signés avec celles-ci afin de contribuer au développement économique des pays en voie de développement. De plus, le gouvernement conclura des accords ou adoptera des mesures législatives à l'occasion afin de répondre aux pressions imprévues. Le résultat de ces engagements pourra être constitué de paiements, généralement des paiements de transfert législatifs, à différents destinataires parmi lesquels des personnes, des organisations et d'autres ordres de gouvernement.

Trésorerie et affaires financières

Cette activité de programme fournit l'orientation des activités de gestion de la dette du Canada, y compris le paiement des intérêts de la dette et des frais de service pour les nouveaux emprunts. En outre, ce programme gère les investissements en actifs financiers requis pour établir une position de liquidité prudente. Il prend en charge le refinancement des titres du gouvernement qui arrivent à échéance ainsi que l'exécution du plan budgétaire et d'autres opérations financières du gouvernement, notamment la gouvernance des activités d'emprunt des principaux organismes bénéficiant de la garantie du gouvernement comme les sociétés d'État. Cette activité de programme est également responsable du système de calcul de la devise canadienne (billets de banque et pièces de monnaie) pour répondre aux besoins de l'économie.

Cadre des politiques économiques et fiscales

Cette activité de programme est la principale source de conseils et de recommandations destinés au ministre des Finances en ce qui a trait aux enjeux, aux politiques et aux programmes du gouvernement du Canada relativement aux questions d'économie et d'intérêt public, de relations fiscales fédérales-provinciales, de situation financière, de fiscalité et de commerce internatio-

nal, et des finances. Le travail réalisé grâce à cette activité de programme comprend la recherche et l'analyse approfondies, la consultation et la collaboration avec des partenaires des secteurs public et privé, y compris le gouvernement, le Cabinet et le Conseil du Trésor, le Parlement et les comités de la Chambre des communes, le public, les groupes d'intérêt du Canada, les ministères, les organismes et les sociétés d'État, les gouvernements provinciaux et territoriaux, les intervenants des marchés financiers, la communauté économique et financière internationale et la communauté commerciale internationale. De plus, ce programme permet de gérer la négociation d'accords, la rédaction de mesures législatives et le patronage des projets de loi par l'entremise des processus parlementaires qui sont administrés par la suite par d'autres activités du programme au sein des ministères et par d'autres ministères et organismes du gouvernement. L'objectif de cette activité de programme est de créer un cadre financier et économique judicieux et durable permettant de générer des revenus suffisants et de gérer les dépenses en accord avec le plan budgétaire et les opérations financières du gouvernement du Canada.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Vérificateur général**Résultat stratégique**

Par nos travaux de vérification législative, nous contribuons, pour le compte des Canadiens, à ce que le gouvernement soit bien géré et responsable.

Description des activités de programme

Audit législatif

Nous effectuons des audits et des études indépendantes qui fournissent information, assurance et avis objectifs au Parlement, au gouvernement et aux Canadiens.

Société d'assurance-dépôts du Canada

Résultat stratégique

Fournir, au profit des personnes qui possèdent des dépôts avec des institutions membres, de l'assurance sur les dépôts en prévision des pertes de la totalité ou d'une partie des dépôts en raison de l'insolvabilité de l'institution membre.

Tribunal canadien du commerce extérieur

Résultat stratégique

Règlement équitable, opportun et transparent de causes de commerce international, de causes liées aux marchés publics et d'enquêtes sur instructions du gouvernement qui relèvent de la compétence du Tribunal.

Description des activités de programme

Règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)

Le Tribunal a comme mandat de faire en sorte que le secteur privé du Canada bénéficie de mécanismes de recours commerciaux équitables, opportuns et transparents, contribuant ainsi à maintenir la confiance dans le marché canadien, dans l'intérêt des entreprises et des consommateurs canadiens. Le Tribunal agit comme organisme décisionnel quasi judiciaire et autonome dont la compétence découle de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, de la *Loi sur les mesures*

spéciales d'importation (LMSI), de la *Loi sur les douanes* et de la *Loi sur la taxe d'accise*. Avec comme cadre les mécanismes de recours commerciaux canadiens, le Tribunal applique les politiques et les lois en vigueur aux accords commerciaux en matière de concurrence déloyale sur le marché national ou prescrit une défense d'urgence contre des marchandises importées perçues comme portant atteinte à une branche de production nationale. Le Tribunal entend aussi les appels à l'égard de décisions de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Il a également été désigné comme l'organisme chargé d'examiner les contestations d'offres, en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), de l'Accord de libre-échange nord américain (ALÉNA) et de l'Accord sur les marchés publics (AMP) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en ce qui a trait à la procédure de passation des marchés publics du gouvernement fédéral.

Dans son rôle quasi judiciaire, le Tribunal assume une charge de travail qui comprend les éléments suivants :

Causes concernant des pratiques commerciales déloyales – enquêtes menées en vertu de la LMSI pour déterminer si des importations sous-évaluées et/ou subventionnées ont causé, ou menacent de causer, un dommage matériel à une branche de production nationale;

Contestation des offres – enquêtes menées sur les plaintes déposées en vertu de l'ALÉNA, de l'ACI et de l'AMP par des fournisseurs potentiels à l'égard de marchés publics;

Appels interjetés à l'égard de décisions rendues par l'ASFC en vertu de la *Loi sur les douanes* et de la LMSI et par l'ARC en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*;

Causes concernant les mesures de sauvegarde – enquêtes menées pour déterminer si l'augmentation rapide des importations en provenance de la Chine ou d'ail-

leurs dans le monde cause un dommage sérieux à une branche de production canadienne.

Enquêtes et saisines sur des questions économiques de portée générale (rôle consultatif)

Dans son rôle consultatif, le Tribunal s'acquitte d'une charge de travail qui comprend trois genres de cas. Premièrement, le Tribunal joue un rôle consultatif lorsque le gouvernement lui demande de recommander des mesures, à la suite d'une enquête de sauvegarde, pour atténuer les dommages subis par les producteurs canadiens. Périodiquement, le gouvernement peut aussi demander au Tribunal d'enquêter sur des questions économiques, commerciales et tarifaires d'ordre général. Dans le cadre de ces enquêtes, le Tribunal a le pouvoir de faire des recherches, de recevoir des exposés, de tenir des audiences publiques et de présenter un rapport au gouvernement ou au ministre des Finances, accompagné, au besoin, de recommandations. Lorsqu'une telle demande est formulée, le Tribunal fait face à des pressions liées aux ressources, mais il doit respecter les délais serrés que lui impose le gouvernement.

Enfin, le Tribunal, conformément au mandat permanent que lui a confié le ministre des Finances, enquête sur des demandes présentées par des producteurs canadiens qui désirent bénéficier d'un allègement tarifaire (taxe à l'importation) sur l'importation d'intrants textiles dont ils se servent dans le cadre de leurs activités de production, ainsi que présente au ministre des recommandations aux fins de maximiser les retombées économiques pour le Canada.

Dans son rôle consultatif, le Tribunal assume une charge de travail qui comprend les éléments suivants :

Affaires concernant des mesures de sauvegarde – lorsque le Tribunal conclut qu'il y a eu dommage porté à une branche de production nationale, le gouverneur en conseil peut demander au Tribunal de recommander les mesures qui s'imposent pour freiner l'augmentation des importations;

Enquêtes sur des questions économiques, commerciales et tarifaires d'ordre général renvoyées par le gouvernement – enquêtes et conseils sur des questions économiques, commerciales et tarifaires renvoyées au Tribunal par le gouverneur en conseil ou le ministre des Finances;

Mandat permanent sur les tarifs confié par le ministre des Finances – enquêtes sur des demandes présentées par des producteurs canadiens qui réclament des allègements tarifaires sur les intrants textiles importés dont ils se servent dans le cadre de leurs activités de production.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Résultat stratégique

Les cinq objectifs de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) sont les suivants :

- surveiller les institutions financières pour s'assurer qu'elles appliquent les dispositions relatives aux consommateurs des lois fédérales qui s'appliquent à elles;
- inciter les institutions financières à se doter de politiques et de procédures pour mettre en œuvre les dispositions visant les consommateurs qui s'appliquent à elles;

- vérifier que les institutions financières respectent les codes de conduite volontaires et tout autre engagement public qu'elles ont pris pour protéger les intérêts des consommateurs;
- promouvoir la sensibilisation aux obligations des institutions financières; et
- favoriser la compréhension des services financiers et des questions qui s'y rapportent.

Description des activités de programme

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Nous renseignons les consommateurs et encadrons les institutions financières afin de nous assurer qu'elles appliquent les mesures fédérales en matière de protection des consommateurs.

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Résultat stratégique

Les activités de détection et de dissuasion du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes de CANAFE favorisent la sécurité publique des Canadiens et permettent de protéger l'intégrité du système financier du Canada.

Description des activités de programme

Détection et dissuasion du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes

Dans le cadre de cette activité de programme, CANAFE entreprend des activités reliées à la cueillette, à la production et à la diffusion de renseignements financiers. De plus, le Centre entreprend les activités

nécessaires pour assurer la conformité des entités déclarantes assujetties à la partie I de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau du surintendant des institutions financières

Résultat stratégique

Un système financier canadien sûr et stable.

Description des activités de programme

Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales

Cette activité de programme est axée sur la réglementation et la surveillance des institutions financières fédérales dans le but d'assurer une saine gestion financière et la conformité aux lois qui les régissent et aux exigences en matière de surveillance, sur le suivi du contexte financier et de la conjoncture économique pour cerner les enjeux qui pourraient avoir des répercussions défavorables sur ces institutions, et sur l'intervention en temps utile pour protéger les déposants et les souscripteurs contre des pertes indues, tout en reconnaissant que la direction et les conseils d'administration des institutions financières sont ultimement responsables et que certaines faillites d'institutions financières ne peuvent être évitées. Les coûts de cette activité de programme sont récupérés par l'intermédiaire des cotisations de

base, des frais d'utilisateur et des droits payés par les institutions financières fédérales régies par la *Loi sur les banques*, la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, la *Loi sur les sociétés d'assurances* et la *Loi sur les associations coopératives de crédit*. Le Bureau du surintendant des institutions financières tire également des revenus de la prestation de services à frais recouverts offerts aux provinces dont il surveille les institutions aux termes d'accords prévoyant la rémunération des services.

Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux

Cette activité de programme est axée sur la réglementation et la surveillance des régimes de retraite privés fédéraux dans le but de s'assurer de la conformité aux exigences minimales de capitalisation ainsi qu'aux lois qui les régissent et aux exigences découlant de l'application de ces lois. Ce programme comprend l'évaluation des risques des régimes de retraite destinés aux employés travaillant dans un secteur régi par le gouvernement fédéral; la prise de mesures et la formulation d'une rétroaction rapides et efficaces pour protéger les intérêts financiers des participants et des bénéficiaires contre une perte indue tout en reconnaissant que les administrateurs sont ultimement responsables du régime et qu'un régime de retraite peut faire faillite; l'établissement d'un cadre de réglementation pertinent et équilibré; et la mise en place d'une procédure d'agrément pertinente et efficace sur le plan prudentiel. Ce programme comprend aussi l'évaluation des risques et l'intervention, la réglementation et l'orientation, ainsi que l'agrément et les précédents relatifs aux régimes de retraite privés fédéraux assujettis à la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*. Le coût de cette activité de programme est recouvert grâce aux droits que versent les régimes de retraite en fonction du nombre de participants de chaque régime de retraite fédéral.

Résultat stratégique

Un système public canadien de revenu à la retraite sûr et viable sur le plan financier.

Description des activités de programme

Évaluations actuarielles et services conseils

Par la mise en place du Régime de pensions du Canada (RPC), des régimes de pension du secteur public et d'autres programmes sociaux, le gouvernement fédéral et les provinces ont pris des engagements envers les Canadiens et sont responsables du financement qui en découle. Dans certains cas, il s'agit d'engagements à long terme, et il est important que les décideurs, les parlementaires et les Canadiens les comprennent et saisissent les risques qui leur sont rattachés. Cette activité de programme joue un rôle primordial et indépendant dans ce processus. Elle permet de fournir des contrôles et des soldes des coûts futurs des différents régimes de retraite relevant de sa compétence. Cette activité de programme fournit une gamme de services actuariels, dictés par la loi, au RPC et à certains ministères fédéraux. Elle a pour mandat d'effectuer des évaluations actuarielles prévues par la loi à l'égard du RPC, du programme de la Sécurité vieillesse (SV), du Programme canadien de prêts aux étudiants et des régimes de retraite et d'avantages sociaux des employés de la fonction publique fédérale, des Forces canadiennes, de la Gendarmerie royale du Canada, des juges de nomination fédérale et des parlementaires. Les activités du Bureau de l'actuaire en chef sont financées par les droits exigés en contrepartie des services d'évaluation actuarielle et des services conseils qu'il offre, et par des crédits parlementaires annuels.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

PPP Canada Inc.

Résultat stratégique

Transformer le Canada en chef de file des partenariats public-privé.

Description des activités de programme

Initiatives fédérales concernant les partenariats public-privé

Sous cette activité de programme, PPP Canada Inc. sera responsable :

- de la gestion d'un Fonds pour les partenariats public-privé (Fonds des PPP), un programme d'infrastructure unique en son genre destiné à soutenir les projets de partenariats public-privé novateurs;
- d'évaluer les occasions propices aux partenariats public-privé dans le cadre d'autres programmes d'infrastructure du gouvernement du Canada afin de s'assurer que ce genre d'arrangements soit examiné;
- d'évaluer les possibilités de partenariats public-privé et de prodiguer des conseils sur l'exécution des projets de partenariat public-privé à l'échelon fédéral;
- d'agir à titre d'expert-conseil en matière de partenariats public-privé afin de favoriser le développement accru du marché des partenariats public-privé au Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	100 883 435	...	...	100 883 435	1				
...	...	4 940 846	...	4 940 846	1b				
...	...	1	...	1	1c				
...	...	...	15 221 937	15 221 937					
...	...	...	84 827	84 827					
...	...	...	5 061 825	5 061 825					
...	...	...	8 251 572	8 251 572					
...	...	...	(6 000)	(6 000)					
...	...	...	(1 232 603)	(1 232 603)					
...	100 883 435	4 940 847	27 381 558	133 205 840		121 904 779	11 301 061	...	112 422 184
...	181 416 000	...	...	181 416 000	5				
...	...	7 000 000	...	7 000 000	5b				
...	...	...	(15 221 937)	(15 221 937)					
...	181 416 000	7 000 000	(15 221 937)	173 194 063		29 535 038	143 659 025	...	92 860 903
...	...	1	...	1	7c		1	...	...
...	12 789 809	...	(181 161)	12 608 648	(S)	12 608 648	...	...	13 512 334
...	77 516	...	21	77 537	(S)	77 537	...	...	78 151
...	...	2 000	20	2 020	(S)	2 020	...	...	...
...	30 251 000 000	(1 858 000 000)	(511 667 526)	27 881 332 474	(S)	27 881 332 474	...	...	27 863 847 695
...	26 951 863 000	...	(10 047 898)	26 941 815 102	(S)	26 941 815 102	...	...	25 621 107 286
...	14 658 570 000	...	...	14 658 570 000	(S)	14 658 570 000	...	...	14 881 503 000
...	11 514 064 000	...	...	11 514 064 000	(S)	11 514 064 000	...	...	11 178 825 000
...	2 876 083 006	...	...	2 876 083 006	(S)	2 876 083 006	...	...	2 663 566 963

...	384 280 000	...	...	384 280 000	(S) Paiements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)	384 280 000	...	...	384 280 000
...	250 000 000	...	...	250 000 000	(S) Transfert visant la réduction des temps d'attente (Partie V.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	250 000 000	...	...	250 000 000
...	130 000 000	...	(15 631 120)	114 368 880	(S) Achat de la monnaie canadienne	114 368 880	...	...	101 667 640
...	32 148 683	...	(55)	32 148 628	(S) Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	32 148 628	...	...	32 148 683
...	(685 644 000)	(7 953 000)	(15 994 452)	(709 591 452)	(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(709 591 452)	...	...	(678 205 296)
...	(3 112 956 000)	(34 591 000)	(72 184 000)	(3 219 731 000)	(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(3 219 731 000)	...	...	(3 072 554 000)
...	...	...	(17 984 000)	(17 984 000)	(S) Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario	(17 984 000)	...	...	160 395 000
...	11 000 000	...	3 345 000	14 345 000	(S) Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i>)	14 345 000	...	...	13 255 000
68 571 831	...	...	...	68 571 831	(S) Paiements aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la <i>Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières</i>	...	...	68 571 831	...
...	...	...	14 081 367	14 081 367	(S) Paiement d'éléments de passif virés aux revenus	14 081 367	...	...	2 146 952
...	...	...	18 173 873	18 173 873	(S) Pertes sur opérations de change	18 173 873	...	...	192 244 123
...	1 880 000 000	...	(319 800 000)	1 560 200 000	(S) Aide transitoire aux provinces qui adhèrent à un cadre de taxe à valeur ajoutée pleinement harmonisée (Partie III.1— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	1 560 200 000	...	...	3 769 000 000
...	150 000 000	...	(150 000 000)	...	(S) Mise sur pied d'un régime canadien et d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	...	...	...	...
...	51 200 000	...	...	51 200 000	(S) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	51 200 000	...	...	73 417 867
...	...	9 000 000	...	9 000 000	(S) Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)	9 000 000	...	...	950 000
...	...	952 107 000	...	952 107 000	(S) Paiement de péréquation additionnel—Protection sur les transferts totaux (Partie I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	952 107 000	...	...	...
...	...	536 121 000	...	536 121 000	(S) Paiement de transition—Terre-Neuve-et-Labrador (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	536 121 000	...	...	...
...	...	86 390 000	(85 544 900)	845 100	(S) Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	845 100	...	...	160 924 000

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	33 695 000	...	33 695 000	(S) Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire—Nouvelle-Écosse (<i>Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	33 695 000	...	...	...
...	...	17 988 000	64 690 000	82 678 000	(S) Paiement de péréquation supplémentaire—Nouvelle-Écosse (Partie I— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	82 678 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	(55 424 412)
68 571 831	85 636 775 449	(253 300 152)	(1 086 585 210)	84 365 461 918	Total budgétaire	84 141 930 000	154 960 087	68 571 831	83 761 969 073
...	...	...	35 356 795 000	35 356 795 000	(S) (L) Avances aux termes du paragraphe 12.2 de la <i>Loi sur Financement agricole Canada</i> (Brut)	35 356 795 000	...	...	47 409 145 000
...	...	...	25 445 198 569	25 445 198 569	(S) (L) Avances aux termes de l'article 19 de la <i>Loi sur la Banque de développement du Canada</i> (Brut)	25 445 198 569	...	...	21 888 000 000
...	...	...	2 551 758 000	2 551 758 000	(S) (L) Avances aux termes du paragraphe 21(1) de la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> (Brut)	2 551 758 000	...	...	6 814 654 889
					Association internationale de développement				
...	20 610 640	...	...	20 610 640	L10 Conformément à l'article 8 c) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances pour l'achat, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, d'actions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne doit pas excéder 98 141 398 \$US pour la période couvrant les années 2011-2012 à 2015-2016 et, en ce qui concerne la période commençant le 1 ^{er} avril 2011 et se terminant le 31 mars 2012, 20 082 471 \$ US, et ce, que le montant excède ou non son équivalent de 20 610 640 \$ CAN déterminé le 24 septembre 2010				
...	...	1	(20 610 641)	(20 610 640)	L10c Conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances pour l'achat d'actions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne doit pas excéder 98 141 398 \$US pour la période couvrant les années 2011-2012 à 2015-2016				
...	20 610 640	1	(20 610 641)	...	Total—Crédit L10	...	...	...	...

...	1	...	...	1	L15	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement (Brut)				
...	...	1	441 619 998	441 619 999	L15b	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 441 620 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement (Brut)				
...	1	1	441 619 998	441 620 000	Total—Crédit L15		441 620 000	...	...	384 280 000
...	...	1	...	...	L17c	Conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances pour l'achat d'actions de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ne doit pas excéder 1 537 548 567 \$US, qui reste assujetti à un appel sur une période indéfinie	...	1	...	...
...	...	...	8 000 000	8 000 000	(S) (L) Avances aux termes de l'article 13.1 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i> (Brut)		8 000 000	...	...	7 000 000
...	...	151 454 000	...	151 454 000	(S) Paiements à l'Ontario et à l'Île-du-Prince-Édouard (Partie I.01— <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)		151 454 000	...	...	...
...	...	55 610 640	1 516 953	57 127 593	(S) (L) Paiement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement		57 127 593	...	...	...
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours		...	...	...	570 720 000
...	20 610 641	207 064 643	63 784 277 879	64 011 953 163	Total non budgétaire		64 011 953 162	1	...	77 073 799 889
68 571 831	85 636 775 449	(253 300 152)	(1 086 585 210)	84 365 461 918	Total du ministère—		84 141 930 000	154 960 087	68 571 831	83 761 969 073
...	20 610 641	207 064 643	63 784 277 879	64 011 953 163	Budgétaire		64 011 953 162	1	...	77 073 799 889
...	74 508 869	...	...	74 508 869	Vérificateur général					
...	...	...	3 788 192	3 788 192	20 Dépenses du programme					
...	...	...	6 293 254	6 293 254	Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾					
...	74 508 869	...	10 081 446	84 590 315	CT, crédit 30 ⁽¹⁾					
...	10 439 256	...	104 395	10 543 651	Total—Crédit 20		79 266 383	5 323 932	...	76 588 907
...	...	...	1 886	1 886	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés		10 543 651	...	...	10 076 695
...	...	...	...	...	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État		1 886	...	...	1 071
...	84 948 125	...	10 187 727	95 135 852	Total de l'organisme—Budgétaire		89 811 920	5 323 932	...	86 666 673
15 000 000 000	...	...	...	15 000 000 000	Société d'assurance-dépôts du Canada					
15 000 000 000	...	...	...	15 000 000 000	(S) (L) Prêts en vertu de la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , paragraphe 10.1. Limite 15 000 000 000 \$ (Net)		...	...	15 000 000 000	...
					Total de l'organisme—Non budgétaire		...	...	15 000 000 000	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
Tribunal canadien du commerce extérieur										
...	9 995 878	...	...	9 995 878	25	Dépenses du programme				
...	...	...	1 489	1 489		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	523 713	523 713		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	851 898	851 898		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	9 995 878	...	1 377 100	11 372 978		Total—Crédit 25	9 328 928	2 044 050	...	9 611 620
...	1 477 598	...	(277 620)	1 199 978	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 199 978	...	...	1 310 606
192	...	...	142	334	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	192	142	...
192	11 473 476	...	1 099 622	12 573 290		Total de l'organisme—Budgétaire	10 528 906	2 044 242	142	10 922 226
Agence de la consommation en matière financière du Canada										
...	...	...	12 281 961	12 281 961	(S)	Paiements en vertu de l'article 13 de la <i>Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada</i>	12 281 961	...	...	11 628 199
...	...	...	37	37	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	37	...	...	1 101
...	...	...	12 281 998	12 281 998		Total de l'organisme—Budgétaire	12 281 998	...	...	11 629 300
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada										
...	36 315 817	...	...	36 315 817	30	Dépenses du programme				
...	...	14 670 000	...	14 670 000	30a	Dépenses du programme				
...	...	...	...	...		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	2 229 005	2 229 005		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	5 318 822	5 318 822		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(2 651 522)	(2 651 522)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	36 315 817	14 670 000	4 896 305	55 882 122		Total—Crédit 30	53 165 951	2 716 171	...	46 305 004
...	3 892 779	...	2 169 350	6 062 129	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 062 129	...	...	4 622 943
...	40 208 596	14 670 000	7 065 655	61 944 251		Total de l'organisme—Budgétaire	59 228 080	2 716 171	...	50 927 947

Bureau du surintendant des institutions financières										
...	910 226	...	...	910 226	35	Dépenses du programme	910 226	...	...	923 806
...	1	...	(1)	...	(S)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	...	...	...	...
67 115 918	...	...	...	67 115 918	(S)	Paiements des dépenses afférentes aux activités du Bureau en vertu des articles 16 et 17 de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	...	...	...	...
1	...	...	2 655	2 656	(S)	Autorisation maximale dont le montant ne peut, sans l'approbation du Conseil du Trésor, dépasser de plus de 40 000 000 \$ le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser par la Loi	(13 517 693)	...	80 633 611	14 813 895
						Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 655	...	1	9 901
67 115 919	910 227	...	2 654	68 028 800		Total de l'organisme—Budgétaire	(12 604 812)	...	80 633 612	15 747 602
PPP Canada Inc.										
...	12 700 000	...	...	12 700 000	40	Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	12 700 000	...	...	11 000 000
...	275 000 000	...	...	275 000 000	45	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3	275 000 000	...	...	242 500 000
...	287 700 000	...	...	287 700 000		Total de l'organisme—Budgétaire	287 700 000	...	...	253 500 000
135 687 942	86 062 015 873	(238 630 152)	(1 055 947 554)	84 903 126 109		Total du portefeuille ministériel—	84 588 876 092	165 044 432	149 205 585	84 191 362 821
15 000 000 000	20 610 641	207 064 643	63 784 277 879	79 011 953 163		Budgétaire	64 011 953 162	1	15 000 000 000	77 073 799 889
						Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(1) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Programme de paiements de transfert et de taxation—												
Budgétaire	68 571 832	...	...	...	56 120 394 391	55 976 735 366	...	...	...	...	56 188 966 223	55 976 735 366
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	658 201 594	658 201 593	658 201 594	658 201 593
Trésorerie et affaires financières—												
Budgétaire	28 016 246 650	28 016 246 650	...	...	...	...	...	...	...	...	28 016 246 650	28 016 246 650
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	63 353 751 569	63 353 751 569	63 353 751 569	63 353 751 569
Cadre des politiques économiques et fiscales	86 065 071	78 682 942	...	...	14 350 000	14 350 000	...	...	...	...	100 415 071	93 032 942
Services internes	60 428 974	56 095 117	...	...	5 000	5 000	600 000	185 075	...	...	59 833 974	55 915 042
Sous-total—												
Budgétaire	28 231 312 527	28 151 024 709	...	...	56 134 749 391	55 991 090 366	600 000	185 075	...	...	84 365 461 918	84 141 930 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	64 011 953 163	64 011 953 162	64 011 953 163	64 011 953 162
Revenus affectés aux dépenses	(600 000)	(185 075)	...	...	...	...	(600 000)	(185 075)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	28 230 712 527	28 150 839 634	...	...	56 134 749 391	55 991 090 366	...	...	...	...	84 365 461 918	84 141 930 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	64 011 953 163	64 011 953 162	64 011 953 163	64 011 953 162
Vérificateur général												
Vérification législative	97 645 852	90 658 476	...	...	...	...	2 510 000	846 556	...	...	95 135 852	89 811 920
Revenus affectés aux dépenses	(2 510 000)	(846 556)	...	...	...	...	(2 510 000)	(846 556)	...	...	...	...
Total de l'organisme—												
Budgétaire	95 135 852	89 811 920	...	...	...	...	...	...	...	...	95 135 852	89 811 920
Société d'assurance-dépôts du Canada—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	15 000 000 000	...	15 000 000 000	...

Tribunal canadien du commerce extérieur													
Règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)	7 921 173	6 633 211	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7 921 173	6 633 211
Enquêtes et saisines sur des questions économiques de portée générale (rôle consultatif)	125 733	105 289	...	...	...	...	...	...	...	...	...	125 733	105 289
Services internes	4 526 384	3 790 406	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4 526 384	3 790 406
Total de l'organisme— Budgétaire	12 573 290	10 528 906	...	...	...	...	...	...	...	...	...	12 573 290	10 528 906
Agence de la consommation en matière financière du Canada—													
Budgétaire	12 281 998	12 281 998	...	...	...	...	...	...	...	...	...	12 281 998	12 281 998
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada													
Détection et dissuasion du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes	52 652 613	50 638 455	...	...	...	...	...	...	...	...	...	52 652 613	50 638 455
Services internes	9 291 638	8 589 625	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9 291 638	8 589 625
Total de l'organisme— Budgétaire	61 944 251	59 228 080	...	...	...	...	...	...	...	...	...	61 944 251	59 228 080
Bureau du surintendant des institutions financières													
Évaluations actuarielles et services conseils	4 437 226	4 179 762	32 000	...	...	...	3 559 000	6 808 764	...	...	...	910 226	(2 629 002)
Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales	124 873 919	62 789 333	...	...	...	...	57 758 000	70 210 047	...	...	...	67 115 919	(7 420 714)
Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux	4 281 000	4 056 759	1 370 000	1 472 538	...	...	5 651 000	8 062 017	...	...	...	...	(2 532 720)
Services internes	45 241 655	48 108 234	4 472 000	4 216 431	...	...	49 711 000	52 347 041	...	...	...	2 655	(22 376)
Sous-total	178 833 800	119 134 088	5 874 000	5 688 969	...	...	116 679 000	137 427 869	...	...	...	68 028 800	(12 604 812)
Revenus affectés aux dépenses	(116 679 000)	(137 427 869)	...	...	...	...	(116 679 000)	(137 427 869)	...	...	...	...	...
Total de l'organisme— Budgétaire	62 154 800	(18 293 781)	5 874 000	5 688 969	...	...	...	...	...	...	...	68 028 800	(12 604 812)
PPP Canada Inc.—													
Budgétaire	287 700 000	287 700 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	287 700 000	287 700 000
Total du portefeuille ministériel—													
Budgétaire	28 762 502 718	28 592 096 757	5 874 000	5 688 969	56 134 749 391	55 991 090 366	...	...	...	...	...	84 903 126 109	84 588 876 092
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	79 011 953 163	64 011 953 162
												79 011 953 163	64 011 953 162

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	150 500 000	...	(15 231 937)	135 268 063	Compensation aux entités ou organismes canadiens créés en vertu d'une loi du Parlement pour la réduction de la dette de pays débiteurs	2 029 046	133 239 017	...	25 076 717
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10 000 000
...	150 500 000	...	(15 231 937)	135 268 063	Total—Subventions	2 029 046	133 239 017	...	35 076 717
Contributions									
...	30 916 000	...	...	30 916 000	Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	20 495 992	10 420 008	...	53 558 686
...	...	7 000 000	...	7 000 000	Contribution au Harbourfront Centre	7 000 000	...	...	4 200 000
...	...	...	10 000	10 000	L'appui du soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	10 000	...	...	25 500
...	30 916 000	7 000 000	10 000	37 926 000	Total—Contributions	27 505 992	10 420 008	...	57 784 186
Autres paiements de transfert									
...	26 951 863 000	...	(10 047 898)	26 941 815 102	(S) Transfert canadien en matière de santé	26 941 815 102	...	...	25 621 107 286
...	14 658 570 000	...	...	14 658 570 000	(S) Péréquation fiscale	14 658 570 000	...	...	14 881 503 000
...	11 514 064 000	...	...	11 514 064 000	(S) Transfert canadien en matière de programmes sociaux	11 514 064 000	...	...	11 178 825 000
...	2 876 083 006	...	...	2 876 083 006	(S) Financement des territoires	2 876 083 006	...	...	2 663 566 963
...	1 880 000 000	...	(319 800 000)	1 560 200 000	(S) Aide transitoire aux provinces qui adhèrent à un cadre de taxe à valeur ajoutée pleinement harmonisée	1 560 200 000	...	...	3 769 000 000
...	384 280 000	...	...	384 280 000	(S) Paiements à l'Association internationale de développement	384 280 000	...	...	384 280 000
...	250 000 000	...	...	250 000 000	(S) Transfert visant la réduction des temps d'attente	250 000 000	...	...	250 000 000
...	150 000 000	...	(150 000 000)	...	(S) Mise sur pied d'un régime canadien et d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières	...	...	...	...
...	51 200 000	...	...	51 200 000	(S) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la Loi sur la reprise économique	51 200 000	...	...	73 417 867
...	32 148 683	...	(55)	32 148 628	(S) Subventions législatives	32 148 628	...	...	32 148 683
...	(685 644 000)	(7 953 000)	(15 994 452)	(709 591 452)	(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes	(709 591 452)	...	...	(678 205 296)
...	(3 112 956 000)	(34 591 000)	(72 184 000)	(3 219 731 000)	(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents	(3 219 731 000)	...	...	(3 072 554 000)
...	...	952 107 000	...	952 107 000	(S) Paiement de péréquation additionnel—Protection sur les transferts totaux	952 107 000	...	...	...
...	...	536 121 000	...	536 121 000	(S) Paiement de transition—Terre-Neuve-et-Labrador	536 121 000	...	...	...
...	...	86 390 000	(85 544 900)	845 100	(S) Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital	845 100	...	...	160 924 000
...	...	33 695 000	...	33 695 000	(S) Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire—Nouvelle-Écosse	33 695 000	...	...	...

...	...	17 988 000	64 690 000	82 678 000	(S) Paiement de péréquation supplémentaire— Nouvelle-Écosse	82 678 000	...	...	...
...	...	9 000 000	...	9 000 000	(S) Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture	9 000 000	...	...	950 000
...	11 000 000	...	3 345 000	14 345 000	Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i>)	14 345 000	...	...	13 255 000
...	...	...	(17 984 000)	(17 984 000)	(S) Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario	(17 984 000)	...	...	160 395 000
...	...	...	11 709 944	11 709 944	(S) Obligation à l'Ontario reliée à General Motors	11 709 944	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	(55 427 584)
...	54 960 608 689	1 592 757 000	(591 810 361)	55 961 555 328	Total—Autres paiements de transfert	55 961 555 328	...	...	55 383 185 919
...	55 142 024 689	1 599 757 000	(607 032 298)	56 134 749 391	Total du ministère	55 991 090 366	143 659 025	...	55 476 046 822⁽¹⁾
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada									
Contributions									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	800 000
...	...	...	...	...	Total de l'organisme	...	...	...	800 000
...	55 142 024 689	1 599 757 000	(607 032 298)	56 134 749 391	Total du portefeuille ministériel	55 991 090 366	143 659 025	...	55 476 846 822

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Modifie l'énoncé des *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes	600 000	185 075	...
Total du ministère—Budgétaire	600 000	185 075	...
Vérificateur général			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Vérification législative			
Audit de l'Organisation internationale du Travail	1 850 000	803 989	...
Services rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs	660 000	42 567	92 642
Total de l'organisme—Budgétaire	2 510 000	846 556	92 642
Bureau du surintendant des institutions financières			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Évaluations actuarielles et services conseils	3 559 000	6 808 764	4 287 247
Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales	57 758 000	70 210 047	44 492 845
Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux	5 651 000	8 062 017	7 730 407
Services internes	49 711 000	52 347 041	33 137 353
Aide internationale	...	...	509 350
Total de l'organisme—Budgétaire	116 679 000	137 427 869	90 157 202
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	119 789 000	138 459 500	90 249 844

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Trésorerie et créances—Caisse—		
Banques à charte	23 421 689	14 289 939
Dépôts à court terme	66 726 065	40 417 133
Solde du compte du receveur général à la Banque du Canada	25 602 702	30 504 070
Comptes d'opérations de change—		
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes—Virement des bénéficiaires	1 672 215 754	1 718 099 367
Fonds monétaire international—Souscriptions—Virement des bénéficiaires	7 138 948	5 870 393
Fonds monétaire international—Prêts—Virement des bénéficiaires	3 922 964	2 440 429
Prêts, placements et avances—		
Banque du Canada—Virement des bénéficiaires	1 061 870 524	1 165 553 825
Corporation de développement des investissements du Canada—Dividendes	386 260 493	1 295 397 251
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 962 773 427	1 951 725 784
Financement agricole Canada	196 536 102	158 029 187
Banque de développement du Canada	111 234 354	97 872 974
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944	58 944
Fonds monétaire international—Fiducie pour la réduction de la pauvreté et la croissance	981 968	1 038 628
Société financière internationale—Programme global d'échange de liquidité	3 512 428	1 940 719
Agence de la consommation en matière financière du Canada	54 318	46 450
Autres comptes—		
Travaux publics et Services gouvernementaux—		
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	82 136	87 955
	5 522 392 816	6 483 373 048
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrement de rémunérations, biens et services	195 834	231 481
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	19 951	370 498
	215 785	601 979

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ventes de biens et de services—			Tribunal canadien du commerce extérieur		
Droits et privilèges	64 000	68 571	Autres revenus—		
Autres frais et droits—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Accès à l'information	3 152	3 015	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 342	3 896
Frais de services administratifs récupérés	185 075	...	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	70 579	106 783
	188 227	3 015			
	252 227	71 586		72 921	110 679
Revenus divers—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	142	192
Pièces de monnaie canadienne	106 721 736	130 968 944	Revenus divers	914	2 120
Gain net de change	99 845 007	100 394 901	Total de l'organisme	73 977	112 991
Vente de propriété immobilière à la Société immobilière du Canada	4 831 502	2 445 000	Agence de la consommation en matière financière du Canada		
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus—Compte d'avance fixe en circulation—Chèques non réclamés	40 937 561	61 982 669	Autres revenus—		
Soldes non réclamés reçus par la Banque du Canada en ce qui concerne les banques à charte	362 074	251 793	Ventes de biens et de services—		
Virement—Dette échue en circulation	826 801	298 981	Services de nature réglementaire	10 420 802	9 782 568
Bénéfices—Frais de garantie	10 369 112	121 853 364	Ventes de biens et de produits d'information	45	5
Divers	250 015	...	Autres frais et droits—		
	264 143 808	418 195 652	Revenus provenant d'amendes	212 500	175 000
Total du ministère	5 787 004 636	6 902 242 265		10 633 347	9 957 573
Vérificateur général			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	37	1 101
Autres revenus—			Revenus divers		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Gain net de change	...	155
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	24 980	15 888	Total de l'organisme	10 633 384	9 958 829
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	125 462	92 520	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	150 442	108 408	Autres revenus—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 886	1 071	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Revenus divers—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 527	12 848
Gain net de change	...	357	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	67 449	40 831
Divers	817 025	775 768		74 976	53 679
	817 025	776 125	Revenus divers—		
Total de l'organisme	969 353	885 604	Pénalité monétaire administrative	78 781	85 800
			Revenus divers	11 780	5 986
				90 561	91 786
			Total de l'organisme	165 537	145 465

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Bureau du surintendant des institutions financières		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	115 670 803	100 044 206
Services de nature non réglementaire	7 195 227	6 844 815
Ventes de biens et de produits d'information	1 606	303
Autres frais et droits—		
Revenus provenant d'amendes	365 450	202 250
	123 233 086	107 091 574
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 655	8 193
Revenus divers—		
Gain sur opérations de change	...	26
Total de l'organisme	123 235 741	107 099 793
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	5 522 392 816	6 483 373 048
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	514 124	874 745
Ventes de biens et de services	134 118 660	117 120 733
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 720	10 557
Revenus divers	265 052 308	419 065 864
Total du portefeuille ministériel	5 922 082 628	7 020 444 947

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 16

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Gouverneur général

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	16.2
Sommaire du portefeuille ministériel	16.3
Activités de programme	16.4
Paiements de transfert	16.5
Revenus	16.5

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Résultat stratégique

Le gouverneur général, représentant la Reine au Canada, est habilité à exécuter ses rôles constitutionnel, d'état, cérémonial et public.

Description des activités de programme*Soutien du gouverneur général*

Le Bureau du secrétaire du gouverneur général (BSGG) offre un soutien et des conseils au gouverneur général du Canada dans son rôle unique de représentant de la Reine au Canada ainsi que de commandant en chef. Le BSGG aide le gouverneur général à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, à représenter le Canada ici et à l'étranger, à rapprocher les Canadiens, à concéder des armoiries et à reconnaître l'excellence en assurant l'administration de tous les aspects du Régime canadien de distinctions honorifiques et l'or-

ganisation des remises de distinctions honorifiques, de décorations et de récompenses nationales. Le BSGG gère des programmes de visites guidées et d'interprétation aux deux résidences officielles du gouverneur général et supervise les activités quotidiennes de ces résidences. Le BSGG fournit aussi un soutien aux anciens gouverneurs généraux, qui inclut les pensions des anciens gouverneurs généraux et de leurs conjoints.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	17 014 933	...	...	17 014 933	1	Dépenses du programme			
...	...	...	4 820	4 820		Virement du : CT crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	806 748	806 748		CT crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	1 959 695	1 959 695		CT crédit 30 ⁽¹⁾			
...	17 014 933	...	2 771 263	19 786 196		Total—Crédit 1	18 898 965	887 231	...	
...	2 154 455	...	16 681	2 171 136	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 171 136	...	...
...	520 000	...	3 069	523 069	(S)	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	523 069	...	...
...	134 970	...	(749)	134 221	(S)	Traitement du gouverneur général	134 221	...	...
35	...	...	11 770	11 805	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	35	11 770
35	19 824 358	...	2 802 034	22 626 427		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	21 727 391	887 266	11 770	20 223 795

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- ⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
 Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
 Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
 Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Soutien du gouverneur général	13 987 450	13 420 212	...	...	534 069	523 069	...	...	...	...	14 521 519	13 943 281
Services internes	8 104 908	7 784 110	...	...	...	...	...	...	...	...	8 104 908	7 784 110
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	22 092 358	21 204 322	...	...	534 069	523 069	...	...	...	...	22 626 427	21 727 391

Paielements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Subventions									
...	520 000	...	3 069	523 069	(S) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	523 069	...	...	450 004
...	11 000	...	...	11 000	Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles	...	11 000	...	...
...	531 000	...	3 069	534 069	Total du portefeuille ministériel	523 069	11 000	...	450 004

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 800	11 128
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 770	35
Revenus divers	81 614	78 918
Total du portefeuille ministériel	98 184	90 081

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 17

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Industrie

Ministère

Agence spatiale canadienne

Commission canadienne du tourisme

Commission du droit d'auteur

**Agence fédérale de développement
économique pour le Sud de l'Ontario**

**Conseil national de recherches du
Canada**

**Conseil de recherches en sciences
naturelles et en génie**

Greffe du Tribunal de la concurrence

**Conseil de recherches en sciences
humaines**

Conseil canadien des normes

Statistique Canada

SOMMAIRE

Page

Résultat stratégique et description des activités de programme	17.2
Sommaire du portefeuille ministériel	17.14
Activités de programme	17.22
Paievements de transfert	17.26
Détail des montants disponibles pour être dépensés	17.30
Revenus	17.30

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Les progrès réalisés dans les domaines des sciences et de la technologie, des connaissances et de l'innovation renforcent l'économie canadienne

Description des activités de programme*Financement de la recherche-développement*

Ce programme aide les entreprises canadiennes à accroître leurs activités de recherche-développement (R-D) par l'ajout de fonds supplémentaires (par exemple, des contributions remboursables) aux investissements du secteur privé dans des projets de R-D et d'innovation. La part des fonds provenant du gouvernement fédéral et celle des autres sources sont habituellement précisées dans les ententes conclues. Les projets sont choisis en fonction de leurs retombées pour

l'économie canadienne, de leur potentiel d'optimisation de la capacité et de l'expertise dans le domaine de l'innovation, ainsi que de leur capacité à créer et à maintenir des emplois au Canada.

Capacité dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'innovation

Ce programme appuie le ministre de l'Industrie et le ministre d'État (Sciences et Technologie) dans leurs responsabilités liées aux sciences, à la technologie et à l'innovation (STI). Il établit l'orientation stratégique des politiques et des programmes qui visent à soutenir et à stimuler la recherche, le développement et l'innovation au Canada. Ce programme est exécuté en collaboration avec des partenaires du portefeuille, d'autres ministères et des intervenants externes (des secteurs public et privé) pour favoriser un environnement propice à l'innovation ainsi que pour promouvoir l'excellence scientifique.

Recherche et innovation dans les domaines des technologies de l'information et des télécommunications

Par l'intermédiaire du Centre de recherches sur les communications Canada (CRC), ce programme permet de mener des recherches sur les technologies de pointe liées aux télécommunications et à l'information en vue d'offrir des conseils impartiaux facilitant l'élaboration de politiques publiques et d'appuyer la mise au point de nouveaux produits et services pour le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC). Les projets de recherche sont réalisés grâce à des activités internes, à des travaux exécutés pour d'autres ministères selon le principe du recouvrement des coûts et à des partenariats avec des organisations industrielles et universitaires. Ces travaux visent à fournir un aperçu des technologies futures pour aider Industrie Canada à élaborer des politiques, des règlements et des programmes visant les télécommunications, pour améliorer le processus décisionnel lié aux TIC des autres ministères, et pour réduire l'écart en matière

d'innovation par le transfert de nouvelles technologies à l'industrie canadienne.

Résultat stratégique

- Les entreprises et les collectivités canadiennes sont compétitives

Description des activités de programme*Recherche et services pour les petites entreprises, et défense de leurs intérêts*

Le travail du Ministère dans le domaine de la recherche et des services destinés aux petites entreprises, ainsi que de la défense de leurs intérêts, vise à améliorer la croissance et la compétitivité des petites entreprises ainsi qu'à favoriser l'entrepreneuriat. Pour appuyer ce programme, Industrie Canada sensibilise le gouvernement aux défis auxquels font face les petites entreprises, partage des connaissances et de l'expertise sur les petites et moyennes entreprises (PME) dans plusieurs domaines (statistique, entrepreneuriat, financement, innovation, expansion, etc.), recommande différentes possibilités quant aux politiques, offre des programmes qui visent à soutenir les PME et l'entrepreneuriat au Canada et fournit des conseils et du soutien relativement à la Banque de développement du Canada.

Développement économique des collectivités

Ce programme soutient le développement économique des collectivités du Nord de l'Ontario comme le font les organismes régionaux de développement économique dans d'autres régions du Canada. Il a pour objectif principal de renforcer l'économie du Nord de l'Ontario en finançant, au moyen d'ententes de contribution, des projets de développement économique et communautaire entrepris par les secteurs public, privé et les organisations sans but lucratif. Ce programme vise également à améliorer l'accès de la population à Internet, à multiplier le nombre d'ordinateurs dans les

écoles ainsi qu'à renforcer les compétences et l'apprentissage en informatique au sein des groupes communautaires et des collectivités partout au Canada.

La compétitivité et la capacité industrielles

Ce programme a été mis sur pied pour aider les industries canadiennes à s'adapter à l'évolution de la conjoncture économique, à réagir adéquatement aux perturbations externes, à innover et à être compétitives sur la scène internationale. Il s'appuie sur la recherche et l'analyse pour créer une expertise sur les industries canadiennes et la position du Canada dans l'économie mondiale. L'objectif général est de renforcer la capacité industrielle du Canada en utilisant cette expertise pour concevoir des politiques, des lois et des règlements, et contribuer à ceux-ci, avec l'aide d'intervenants des secteurs public et privé. Les fonctionnaires du Ministère établissent des liens avec les associations, les gouvernements et les entreprises de pointe pour aider les industries canadiennes à innover davantage et à prendre position dans les chaînes de valeur mondiales, pour renforcer les partenariats nationaux et internationaux, pour attirer les investissements et pour promouvoir le savoir-faire canadien. De plus, dans le cadre de ce programme, le Ministère investit dans les initiatives du secteur privé qui visent à maximiser la productivité et à faciliter l'accès aux capitaux.

Résultat stratégique

Le marché canadien est efficace et concurrentiel.

Description des activités de programme

Spectre, télécommunications et économie en ligne

Ce programme vise à optimiser les avantages pour le public du spectre des radiofréquences par l'attribution efficace des fréquences et le soutien à l'évolution systématique des technologies de l'information et des communications, des réseaux de télécommunication et de l'économie en ligne. Ainsi, les citoyens canadiens peu-

vent développer et utiliser ces technologies, en plus d'en tirer profit, autant au pays qu'à l'étranger. Le programme élabore des politiques, des procédures, des normes et des règlements nationaux qui régissent les industries des radiocommunications et des télécommunications ainsi que l'économie en ligne au Canada. Il favorise en outre les télécommunications mondiales par l'élaboration de traités et d'accords internationaux et soutient le commerce électronique à l'échelle mondiale par sa participation à des forums bilatéraux et multilatéraux dans le monde entier.

Cadres et réglementation du marché

Industrie Canada est chargé de surveiller et de réglementer divers aspects du marché canadien, y compris les faillites, l'investissement direct étranger, la constitution en société sous le régime fédéral, la propriété intellectuelle et la mesure commerciale. Pour remplir son mandat dans le cadre de ce programme, Industrie Canada administre les lois, les règlements, les politiques et les procédures du cadre; établit et met en application des normes et s'assure qu'elles sont respectées; réalise des examens et rencontre les intervenants. Dans l'ensemble, ce programme profite aux citoyens canadiens parce qu'il garantit l'intégrité du marché.

Application de la législation sur la concurrence

Ce programme vise à favoriser et à maintenir une saine concurrence pour atteindre divers objectifs, notamment encourager l'efficacité et l'adaptabilité de l'économie canadienne de même que protéger les marchés concurrentiels. Le programme veille aussi à ce que toutes les entreprises aient des chances équitables de participer à l'économie canadienne afin d'offrir aux consommateurs des produits et services variés à des prix concurrentiels. Le Bureau de la concurrence, un organisme indépendant d'application de la loi, est chargé d'appliquer la *Loi sur la concurrence*, la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*, la *Loi sur l'étiquetage des textiles* et la *Loi sur le poinçonnage des métaux précieux*. Il s'assure que les

entreprises et les particuliers se conforment aux lois qui relèvent directement de lui, au moyen de règlements négociés, de consentements et, s'il y a lieu, de procédures judiciaires pour contrer les conduites anticoncurrentielles. Ce programme protège les marchés concurrentiels en décelant les conduites anticoncurrentielles et en y mettant fin, ainsi qu'en les décourageant. Le Bureau de la concurrence encourage aussi le libre jeu du marché. Il réalise des études de marché, offre des conseils aux personnes chargées par le gouvernement de rédiger les lois et les politiques et intervient auprès des conseils, des commissions et des tribunaux du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux dans le but de soutenir la concurrence comme moyen d'atteindre les objectifs stratégiques et réglementaires.

Programme des consommateurs

Ce programme fait en sorte que les consommateurs puissent prendre part à l'élaboration des politiques par les gouvernements et qu'ils apportent une contribution valable au marché. Il remplit un rôle que le Ministère doit jouer aux termes de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*, soit la promotion et la protection des intérêts des consommateurs. Le programme permet d'effectuer des recherches et des analyses sur le marché afin d'appuyer l'élaboration de politiques et l'harmonisation des règlements et des mesures de protection des consommateurs des diverses administrations. Il contribue à la protection efficace des consommateurs en collaborant avec les organismes de protection provinciaux et territoriaux selon le chapitre 8 de l'Accord sur le commerce intérieur, et avec d'autres ordres de gouvernements par l'intermédiaire du comité des politiques en matière de consommation de l'OCDE. Industrie Canada, dans le cadre de ce programme, cerne les enjeux prioritaires pour les consommateurs et élabore et diffuse des documents et des outils d'information à leur intention. Ces derniers sont créés soit dans le cadre du programme soit en collaboration avec d'autres organismes de protection des consommateurs.

Enfin, le programme offre du soutien financier aux organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles dans le cadre du Programme de contributions pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles. L'objectif de ce soutien est d'encourager ces organisations à s'autofinancer et de les aider, dans l'intérêt des consommateurs, à contribuer à l'élaboration des politiques publiques en fournissant des données pertinentes et probantes.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence spatiale canadienne

Résultat stratégique

Les activités du Canada en matière d'exploration spatiale, de prestation de services depuis l'espace et de développement de capacités spatiales répondent aux besoins nationaux en matière de connaissances scientifiques, d'innovation et d'information.

Description des activités de programme

Exploration spatiale

Cette activité de programme fournit des recherches scientifiques et des technologies de signature canadienne ainsi que des astronautes qualifiés pour des projets internationaux d'exploration spatiale. Cette activité de programmes est nécessaire puisqu'elle contribue à la Stratégie des sciences et de la technologie du gouvernement du Canada. Elle pourrait aussi générer des retom-

bées qui aideront à améliorer la qualité de vie de la population canadienne, et elle pourrait favoriser l'édification du pays. Cette activité de programmes fascine les communautés des sciences et des technologies, et suscite l'enthousiasme de la population en général. Elle s'adresse essentiellement au milieu universitaire canadien et aux partenariats internationaux en exploration spatiale. L'industrie canadienne bénéficie aussi des travaux réalisés dans le cadre de cette activité de programmes.

Cette activité de programmes est menée avec la participation d'agences spatiales étrangères et d'autres ministères. Cet effort de collaboration est officialisé par des ententes de partenariats internationaux, des contrats, des subventions et des contributions.

Données, informations et services spatiaux

Cette activité de programme prévoit la fourniture de solutions spatiales (données, informations et services) et l'élargissement de leur utilisation. Elle vise aussi à installer et à faire fonctionner l'infrastructure au sol qui sert au traitement des données et à l'exploitation des satellites. Cette activité de programmes est nécessaire parce que les solutions spatiales aident d'autres ministères à livrer des programmes et des services de plus en plus grandissants, diversifiés ou rentables dans le cadre de leur mandat. Leur mandat est en lien avec les grandes priorités nationales comme la souveraineté, la défense, la sécurité et la sûreté, la gestion des ressources, la surveillance environnementale et le Nord. Elle fournit aussi au milieu universitaire les données dont il a besoin pour mener ses propres recherches.

La prestation des services dans le cadre de cette activité de programmes ainsi que la production et le traitement des données et des informations sont assurées en collaboration avec l'industrie spatiale canadienne, le milieu universitaire, les autres ministères, des organisations nationales et internationales telles que des agences spatiales étrangères, des organismes à but non lucratif ainsi que les gouvernements provinciaux et les administrations municipales. Cet effort de collabora-

tion est officialisé par des ententes de partenariats nationaux et internationaux, des contrats, des subventions ou des contributions.

Capacités spatiales futures du Canada

Cette activité de programme permet d'attirer, de soutenir et de renforcer la masse critique du Canada en matière de spécialistes du domaine spatial, de stimuler l'innovation et le savoir-faire spatiaux canadiens, ainsi que de conserver les installations du pays dans ce secteur. Elle encourage donc la collaboration entre les secteurs public et privé, laquelle nécessite une approche concertée à l'égard des missions spatiales futures. Cette activité de programmes est nécessaire pour assurer la présence stratégique et permanente du Canada dans l'espace et pour préserver les capacités du pays à livrer des biens spatiaux de renommée internationale destinés aux générations futures. Elle cible le milieu universitaire, l'industrie et les jeunes, ainsi que les utilisateurs de solutions spatiales canadiennes (autres ministères et partenaires internationaux).

Cette activité de programmes est menée avec la participation d'organismes de financement, d'autres ministères appuyés par des installations et des infrastructures gouvernementales, d'agences spatiales étrangères, d'organismes à but non lucratif et de gouvernements provinciaux. Cet effort de collaboration est officialisé par des contrats, des subventions, des contributions ou des ententes de partenariats nationaux ou internationaux.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne du tourisme

Résultat stratégique

L'économie canadienne profite de la demande touristique soutenue des marchés de la Commission canadienne du tourisme (CCT).

Description des activités de programme

Marketing et ventes

L'activité de programme Marketing et ventes cible trois grandes régions géographiques, soit les Amériques, l'Europe et l'Asie-Pacifique, ainsi que les activités touristiques liées aux réunions, congrès et voyages de motivation (RCVM). Les initiatives de marketing et de vente sont axées sur trois canaux : la publicité et le marketing visant directement les consommateurs; l'industrie du tourisme; les relations publiques et médias. Cette activité de programme est fondamentale pour la CCT, qui agit à titre d'organisme national de marketing du tourisme au Canada. Elle permet d'appuyer directement les résultats de la CCT, qui veut faire connaître davantage le Canada – et faire penser au Canada – comme destination touristique dans les marchés de la CCT, et tirer des recettes des dépenses des visiteurs internationaux au Canada

Recherches et communications relatives au tourisme

L'activité de programme Recherche et communication relatives au tourisme permet de produire et de communiquer des renseignements commerciaux stratégiques, des études sur les marchés et les consommateurs, des nouvelles sur le tourisme et des informations essentielles au maintien de l'avantage concurrentiel du secteur touristique canadien. Cette activité de programme est nécessaire, car la CCT a pour mission de « fournir des renseignements touristiques sur le Canada au secteur privé et aux gouvernements du Canada, des provinces et des territoires » (*Loi sur la Commission canadienne du tourisme, article 5d*).

Développement de produits axés sur les expériences

L'activité de programme Développement de produits axés sur les expériences influe sur la qualité et la quantité des expériences touristiques diversifiées et concurrentielles au Canada. Cette activité de programme est essentielle pour les petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes oeuvrant dans le secteur du tourisme, car il s'agit de leur premier point de contact pour le développement de produits axés sur les expériences à l'image de la marque Canada, prêts à être lancés sur le marché international, et pertinents pour les consommateurs. Ces produits seront utilisés dans les initiatives de vente, de marketing et de relations avec les médias à la CCT. Les produits et outils développés dans le cadre de cette activité de programme, comme la trousse à outils des expériences (astuces pratiques pour transformer un produit touristique en une expérience et suivre les tendances des consommateurs), la trousse à outils de la marque (ressources approfondies sur l'établissement de la marque) et les ressources numériques (vidéos et photos) sont offertes gratuitement aux PME dans l'optique de leur faciliter la commercialisation rapide de leurs produits, et ce, dans une perspective concurrentielle et durable au pays et à l'étranger.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission du droit d'auteur

Résultat stratégique

Instaurer un processus décisionnel équitable qui incite à la création et à l'utilisation des œuvres protégées par un droit d'auteur.

Description des activités de programme

Établissement de tarifs et octroi de licences liés au droit d'auteur

La Commission est un organisme de réglementation économique investi du pouvoir d'établir, de façon obligatoire ou à la demande d'un intéressé, des tarifs justes et équitables pour la rémunération des ayants droit quant à l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur, lorsque la gestion de ce droit est confiée à une société de gestion collective. La Commission exerce aussi un pouvoir de surveillance des ententes intervenues entre les utilisateurs et les sociétés de gestion et délivre elle-même des licences lorsque le titulaire du droit d'auteur est introuvable.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Résultat stratégique

L'économie du Sud de l'Ontario est concurrentielle et diversifiée.

Description des activités de programme

Développement de l'innovation et des entreprises

FedDev Ontario apportera son soutien aux collectivités et aux entreprises du Sud de l'Ontario, particulièrement à celles touchées par des changements économiques structurels, en permettant à l'économie de la région de devenir plus compétitive, novatrice et diversifiée. FedDev Ontario s'emploie à améliorer la capacité de croissance économique du Sud de l'Ontario en aidant les entreprises, surtout les petites et moyennes entreprises, à accroître leur productivité et à améliorer leur compétitivité. FedDev Ontario s'applique aussi à renforcer la capacité d'innovation et la commercialisation du savoir. Dans le cadre de ce programme, FedDev Ontario assure le versement et la gestion de contributions en collaboration avec des entreprises, des organisations sans but lucratif et d'autres ordres de gouvernement. Les paiements de transfert appuyant le programme sont faits aux termes du Programme de développement du Sud de l'Ontario (PDSO).

Développement économique régional et infrastructure

FedDev Ontario appuiera les collectivités du Sud de l'Ontario, particulièrement les collectivités les plus touchées par les changements économiques et celles dont l'économie est dépendante d'un employeur unique ou moins diversifiée. FedDev Ontario aidera les collectivités à transformer et à diversifier leur économie grâce à des investissements visant à stimuler le développement économique, à promouvoir les conditions favorisant des collectivités viables, ainsi qu'à ac-

croître les débouchés économiques et la capacité des collectivités à faire face aux difficultés. Dans le cadre de ce programme, FedDev Ontario assure le versement et la gestion de contributions en collaboration avec des organisations sans but lucratif, d'autres ordres de gouvernement, des entreprises et des associations d'entreprises. Les fonds sont destinés à soutenir la planification économique des collectivités ainsi que les initiatives de développement et de diversification. Les paiements de transfert servant à appuyer le programme sont faits aux termes du PDSO, du Programme de développement de l'Est de l'Ontario et du Programme de développement des collectivités. FedDev Ontario collabore aussi avec Infrastructure Canada et les provinces afin de surveiller le versement des fonds fédéraux alloués à l'Ontario au moyen de différentes voies de financement de l'infrastructure.

Politique, revendication et coordination

L'activité de programme Politiques, revendication et coordination (PDIC) de FedDev Ontario est essentielle pour préciser les occasions et les défis propres à l'économie du Sud de l'Ontario et y donner suite efficacement. Elle offre des renseignements, des analyses et des conseils solides sur un éventail de questions et de sujets et permet d'appuyer les prises de décisions de l'organisme et du ministre d'État. En offrant des positions en matière de politique qui sont fondées sur des stratégies et des recherches et qui tiennent compte du potentiel de la région, en influençant les politiques et les programmes nationaux qui concernent les intérêts et le développement du Sud de l'Ontario, et en coordonnant d'autres politiques et programmes dans la région pour constituer des approches intégrées au développement, cette activité de programme aide l'organisme à remplir son mandat et à faire en sorte qu'il demeure pertinent et sensibilisé aux occasions et aux défis qui se présentent dans le Sud de l'Ontario. Les paiements de transfert servant à appuyer le programme sont faits aux termes du PDSO.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil national de recherches du Canada

Résultat stratégique

Progrès des technologies novatrices et amélioration de la capacité d'innovation dans des secteurs industriels ciblés et dans les domaines prioritaires nationaux.

Description des activités de programme

Aide à la recherche industrielle

Ce programme offre un éventail de services consultatifs techniques et commerciaux ainsi qu'une aide financière aux petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes engagées dans des activités de recherche et de développement visant la commercialisation d'innovations technologiques. L'importance du programme réside dans sa capacité de procurer aux entreprises les moyens de générer une activité économique importante au sein de l'industrie canadienne en accroissant la capacité des entreprises d'innover et de commercialiser ces innovations. L'aide financière est accordée par l'entremise d'un programme de paiements de transfert exécuté par un réseau pancanadien de plus de 250 professionnels, parmi lesquels plus de 230 conseillers en technologie industrielle (CTI), établis dans une centaine de collectivités. Les professionnels constituant le personnel de terrain sont reconnus pour leur expertise dans les domaines de la science, de la technique, de l'ingénierie et des affaires, de même

que pour leur connaissance des PME. Ils fournissent aux clients des conseils, de l'information, des services d'aiguillage et un soutien financier personnalisés et de grande valeur. Les CTI travaillent avec les clients à toutes les étapes du cycle de l'innovation-commercialisation, notamment l'élaboration de projets; l'accès à de l'aide technique et à des conseils dans le domaine des finances, des affaires, de la commercialisation ou de la gestion; l'accès à de l'information technique concurrentielle; la recherche d'antériorité de brevets; l'accès à des réseaux locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Les conseillers du Réseau d'innovation du PARI-CNRC représentent le PARI-CNRC, et ils en font la promotion au sein du système d'innovation communautaire. Ils développent également des relations efficaces au sein du système d'innovation régional, au profit des PME, en collaborant avec les organisations qui reçoivent des contributions dans le cadre du PARI-CNRC ou avec d'autres organisations, afin de faciliter la mise en oeuvre d'initiatives regroupant plusieurs secteurs ou partenaires qui sont pertinentes pour les PME à l'échelle régionale ou nationale. En outre, ce programme contribue à l'embauche d'étudiants diplômés dans les PME dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse (SEJ) de Ressources humaines et Développement des compétences Canada. Cela comprend une installation qui transforme les concepts en des prototypes mécaniques de précision adaptés aux travaux de recherche.

Technologies de fabrication

Dans le cadre de ce programme, le Conseil national de recherches Canada (CNRC) effectue de la recherche et du développement multidisciplinaires en consultation avec l'industrie, des universités, des ministères fédéraux et d'autres acteurs clés du secteur de l'innovation et rehausse ainsi la compétitivité mondiale de l'industrie canadienne en conférant au savoir et à l'innovation une valeur économique réelle et en transférant des technologies aux entreprises pour qu'elles leur servent de solutions commerciales. Les entreprises ont accès de

manière coordonnée au savoir-faire du CNRC dans le domaine de la recherche scientifique multidisciplinaire et à ses installations de pointe et peuvent ainsi se maintenir à la fine pointe de l'innovation.

Technologies de la santé et des sciences de la vie

Ce programme, qui appuie la stratégie fédérale en sciences et technologies, mobilise les principaux acteurs des milieux universitaires, de l'administration publique et du secteur privé, et les incite à s'associer pour exécuter conjointement des recherches susceptibles de mener à la découverte de solutions intégrées à des problèmes complexes dans le secteur de la santé et des sciences de la vie, pour le plus grand avantage des Canadiens. La recherche porte entre autres sur l'agriculture, les biosciences marines, les maladies infectieuses et celles liées au vieillissement, la santé humaine et le mieux-être, la prévention et le diagnostic précoce de certaines maladies comme le cancer et l'amélioration des traitements disponibles pour lutter contre elles.

Technologies de l'information et des communications et technologies émergentes

À l'appui de la Stratégie fédérale en science et technologie (S et T), ce programme mobilise et unit les principaux acteurs des milieux universitaires, de l'administration publique et du secteur privé et permet la création de partenariats de recherche majeurs visant l'élaboration de solutions de recherche intégrées dans le domaine des technologies de l'information et des communications, et des technologies en émergence, pour le plus grand avantage économique de l'industrie canadienne et des Canadiens en général. La recherche est concentrée sur les domaines suivants : la photonique, les sciences moléculaires, les technologies de l'information et le développement durable.

Énergie et technologies environnementales

Ce programme est mené en partenariat avec d'autres ministères fédéraux, des universités et des entreprises et vise à mettre en commun suffisamment de connais-

sances et de savoir-faire pour que la recherche ait une incidence dans des domaines d'une importance cruciale pour le Canada en matière d'environnement et d'énergie renouvelable. Le défi consiste à réduire la consommation d'énergie tout en s'efforçant de trouver des sources d'énergie de remplacement propres et durables. Le CNRC s'emploie à contribuer à la diminution des incidences environnementales de l'activité économique dans les secteurs de l'énergie, des ressources naturelles, du transport, de la construction et de l'agroalimentaire. Par ses activités de recherche et développement, le CNRC participe au développement de méthodes et de technologies de fabrication responsables sur le plan environnemental.

Résultat stratégique

Accès des Canadiens à l'information en recherche et développement et aux infrastructures de recherche et développement.

Description des activités de programme

Infrastructure nationale en science et en technologie

Dans le cadre de ce programme, le CNRC gère les installations et l'infrastructure scientifiques et techniques nationales dont ont besoin les milieux canadiens de la science et de la technologie pour mener leurs travaux de recherche, de développement et d'innovation. Parmi ces installations, on compte le laboratoire de recherche en physique subatomique TRIUMF et la série de spectromètres par diffusion de neutrons des Laboratoires de Chalk River, ainsi que les observatoires astronomiques et le laboratoire des étalons nationaux de mesure, conformément au mandat établi par la *Loi sur le Conseil national de recherches*.

Information scientifique, technique et médicale

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et le maintien de la Bibliothèque scientifique nationale, et plus particulièrement de maintenir la collection nationale d'information scientifique, technique et médicale (STM). Cette responsabilité incombe au CNRC en vertu de la *Loi sur le Conseil national de recherches* et elle consiste à donner accès aux milieux canadiens de la recherche et de l'innovation à une information STM mondiale de manière à faciliter les découvertes, la recherche interdisciplinaire, l'innovation et la commercialisation.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie**Résultat stratégique**

Les gens : professionnels hautement qualifiés en sciences et en génie au Canada.

Description des activités de programme*Attirer et garder en poste des membres du corps enseignant*

Cette activité de programme vise à attirer certains des chercheurs les plus accomplis et prometteurs au monde pour enseigner dans les universités canadiennes, et à maintenir ceux-ci en poste. Les chaires sont accordées au terme d'un processus concurrentiel d'examen par les pairs. Les programmes de chaires permettent de fi-

nancer les postes de professeur au sein des établissements postsecondaires et des établissements de recherche en couvrant les salaires de certains professeurs et les coûts liés à leurs activités de recherche. Les titulaires des chaires font de la recherche de pointe qui améliore notre savoir et notre qualité de vie, renforce la compétitivité du Canada à l'échelle internationale et aide à former la prochaine génération de personnes hautement qualifiées. Ces chercheurs exceptionnels ont cette faculté d'attirer au Canada des chercheurs et des étudiants de haut calibre, ou de les convaincre d'y demeurer. Tout cela permet de mettre sur pied des centres d'excellence en recherche de calibre mondial au sein des universités canadiennes et de faire du Canada une destination de choix pour réaliser des travaux de recherche.

Appuyer les étudiants et les boursiers

Cette activité de programme appuie la formation de personnes hautement qualifiées au moyen de programmes de bourses d'études, de bourses de recherche et d'allocations. L'appui est offert aux étudiants pendant leurs travaux de recherche, et ce, quel que soit leur niveau d'études (premier cycle, maîtrise, doctorat et postdoctorat), ce qui leur permet d'acquérir des compétences techniques et professionnelles et de découvrir des milieux de recherche riches et variés tant au Canada qu'à l'étranger. Les programmes de bourses d'études visent à garantir que le Canada est à même d'attirer, de retenir et de former une main-d'oeuvre compétente et hautement qualifiée. Les titulaires de bourses d'études et de bourses de recherche sont sélectionnés au terme de concours nationaux comportant une évaluation par les pairs.

Promouvoir les sciences et le génie

Cette activité de programme suscite l'intérêt du public pour les sciences, les mathématiques et le génie, et encourage la prochaine génération d'étudiants à envisager des carrières dans ces domaines, procurant ainsi au Canada un bassin constamment alimenté de décou-

vreurs et d'innovateurs. Ces activités sont nécessaires, puisque le Canada compte moins d'étudiants universitaires inscrits dans les disciplines des sciences naturelles et du génie, et moins de doctorants terminant leurs études et travaillant dans ces domaines par rapport aux autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) accorde des subventions pour appuyer les activités des organismes communautaires, des musées, des centres des sciences et des universités qui éveillent l'intérêt des jeunes et des étudiants et améliorent le rendement scolaire en sciences et en mathématiques. De plus, le CRSNG remet plusieurs prix qui visent à reconnaître et à souligner les réalisations canadiennes en matière de formation, de recherche et d'innovation

Résultat stratégique

La découverte : recherche concurrentielle de haute qualité en sciences naturelles et en génie au Canada.

Description des activités de programme*Financer la recherche fondamentale*

Cette activité de programme stimule et favorise l'excellence mondiale en recherche axée sur la découverte au Canada. Les programmes axés sur la découverte du CRSNG appuient les programmes de recherche permanents et de longue durée, ainsi que les projets de recherche de courte durée. De plus, le CRSNG fournit en temps opportun d'importantes ressources supplémentaires à des chercheurs retenus pour accélérer leur progrès et maximiser l'incidence de leur programme de recherche. Le fait d'avoir une capacité solide en recherche fondamentale dans un vaste éventail de disciplines des sciences naturelles et du génie garantit au Canada de rester à l'avant-garde de la création de connaissances. Cette capacité donne aussi l'assurance que le Canada peut accéder aux réalisations scientifiques et technologiques des autres pays et exploiter celles-ci. Elle constitue la base autour de laquelle

s'articule la formation de la prochaine génération de scientifiques et d'ingénieurs.

Appuyer l'achat d'appareils et l'accès aux ressources majeures de recherche

Cette activité de programme appuie l'acquisition, l'entretien et le fonctionnement d'appareils et de ressources de recherche majeures. Les fonds servent également à faciliter l'accès des chercheurs à des installations de recherche majeures et uniques au Canada et à l'étranger. Les subventions sont accordées au terme d'un processus concurrentiel d'examen par les pairs. Cette activité est nécessaire parce que, en plus d'avoir besoin d'un financement pour effectuer des travaux de recherche, les chercheurs de haut calibre ont besoin d'appareils et d'installations à la fine pointe de la technologie pour effectuer de la recherche de classe mondiale. L'accès à des installations de premier ordre joue un rôle important dans les efforts pour attirer et conserver au Canada les esprits les plus brillants.

Résultat stratégique

L'innovation : les connaissances et les compétences en sciences naturelles et en génie sont transférées au secteur des utilisateurs au Canada et appliquées de manière productive par ce dernier.

Description des activités de programme

Financer des partenariats universités-industrie-gouvernement

Cette activité de programme favorise la collaboration entre les chercheurs universitaires, l'industrie et d'autres secteurs afin de générer et transférer de nouvelles connaissances aux organisations situées au Canada. Un éventail de programmes axés sur l'industrie vise à stimuler l'innovation dans l'économie canadienne et à accroître les investissements du secteur privé dans les sciences et la technologie. Ces programmes et ces projets de partenariat aident à résoudre des problèmes concrets auxquels l'industrie est confrontée, à créer des

relations durables entre les deux secteurs et à établir des liens entre les personnes et les compétences.

Financer la recherche dans des domaines stratégiques

Cette activité de programme permet de financer des activités et des projets de recherche dans des domaines ciblés d'importance nationale et des domaines émergents susceptibles de revêtir une importance pour le Canada. Pour tirer parti de l'excellence établie du Canada en recherche et en innovation et renforcer la capacité dans des domaines critiques pour l'économie canadienne, le CRSNG investit dans domaines de recherche minutieusement sélectionnés qui constituent des priorités stratégiques pour le pays. Ces investissements appuient un vaste éventail d'activités comme des projets de recherche, des réseaux et des ateliers. Les activités financées ont pour but commun de mettre les chercheurs en relation avec les utilisateurs finals afin de favoriser le transfert des connaissances ou de la technologie et des compétences spécialisées pour accroître la prospérité du Canada.

Appuyer la commercialisation

Cette activité de programme appuie le développement de technologies prometteuses sur le plan commercial et favorise le transfert des connaissances et des technologies aux entreprises canadiennes aux fins de commercialisation. Améliorer le bilan du Canada en matière de commercialisation est nécessaire pour assurer la croissance des entreprises, créer des emplois et rendre l'économie plus forte et plus résiliente. En accordant des subventions au terme de processus concurrentiels d'examen par les pairs, le CRSNG espère soutenir le développement de technologies préconcurrentielles et aider à renforcer la capacité des universités et des collèges canadiens de travailler avec l'industrie et d'alimenter la croissance économique. Les investissements fédéraux permettent la mobilisation d'un financement privé important.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Greffé du Tribunal de la concurrence

Résultat stratégique

Audiences accessibles, équitables, transparentes et efficaces liées au mandat du Tribunal.

Description des activités de programme

Traitement des affaires

Le greffé du Tribunal de la concurrence offre tout le soutien administratif nécessaire à la conduite des affaires du Tribunal de la concurrence et à la tenue d'audiences partout au Canada.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil de recherches en sciences humaines

Résultat stratégique

Les chercheurs : une capacité de recherche de première qualité en sciences humaines.

Description des activités de programme

Bourses et prix

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) offre plusieurs programmes de bourses pour appuyer les études supérieures et la recherche dans le domaine des sciences humaines au niveau de la maîtrise, du doctorat et des études postdoctorales. Ces bourses contribuent à former les chercheurs et les leaders canadiens de demain. En outre, le CRSH offre des bourses spéciales aux chercheurs chevronnés et plusieurs suppléments aux meilleures titulaires de bourses de doctorat et de bourses postdoctorales. Enfin, deux prix commémoratifs servent à reconnaître l'incroyable dévouement et créativité des meilleurs chercheurs du Canada.

Chaires de recherche

Les programmes de chaires permettent de financer les postes de professeur dans les établissements postsecondaires et dans les établissements de recherche en couvrant les salaires de certains professeurs et les coûts liés à leurs activités de recherche. Ces programmes visent à inciter les chercheurs les meilleurs et les plus prolifiques à venir travailler au Canada ainsi qu'à garder aux pays ceux qui y travaillent déjà. Ces chercheurs exceptionnels attirent à leur tour l'intérêt de nouveaux chercheurs prometteurs et d'étudiants des cycles supérieurs, et les appuient. Tout cela permet de mettre sur pied des centres d'excellence en recherche de calibre mondial au sein des universités canadiennes et de faire du Canada une destination de choix pour mener des travaux de recherche.

Résultat stratégique

La recherche : de nouvelles connaissances fondées sur l'excellence de la recherche en sciences humaines.

Description des activités de programme

Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)

Les subventions de recherche du CRSH permettent de financer les projets et les programmes de recherche menés par des chercheurs, individuellement ou en équipe, pour lesquels le ou les candidats proposent un sujet de recherche et une méthodologie. Ces projets vont des travaux effectués par des chercheurs individuels ou de petites équipes travaillant dans des bibliothèques et des archives, à des projets de recherche concertée et multidisciplinaire entreprise par de grandes équipes composées de chercheurs, de partenaires et d'assistants effectuant des travaux sur le terrain partout au Canada.

Développement de la recherche stratégique

Les subventions de recherche stratégique sont offertes aux professeurs, aux établissements postsecondaires, aux sociétés savantes et aux organismes à but non lucratif afin de les aider à étudier, à définir et à élaborer de nouvelles perspectives et priorités, et à relever de nouveaux défis en ce qui a trait à la conduite de la recherche, à la diffusion des résultats de recherche et à la formation de nouveaux chercheurs. Les subventions de recherche stratégique aident également à accroître la capacité de recherche par la promotion de nouveaux moyens de collaboration et de partenariat en recherche.

Recherche et formation ciblées

Le CRSH élabore et finance des programmes, seul ou en partenariat avec d'autres organisations financières, dont les organisations gouvernementales, privées et communautaires, afin d'appuyer la recherche stratégique. Ces programmes permettent de générer de nou-

velles connaissances sur des questions d'ordre social, économique et culturel présentant un intérêt particulier pour les Canadiens. Un volet particulier des programmes stratégiques appuie la recherche qui favorise une meilleure compréhension de l'incidence de l'économie du savoir sur notre vie économique, sociale, politique et culturelle, et qui est susceptible d'améliorer le pouvoir d'influence des Canadiens sur l'avenir, et ce, pour le bien de tous.

Résultat stratégique

La mobilisation de connaissances : faciliter l'usage des connaissances en sciences humaines au sein du milieu universitaire et à l'extérieur.

Description des activités de programme

Activités de réseautage liées à la recherche

Cette sous-activité favorise l'interaction entre les chercheurs, au sein d'une même discipline et entre les disciplines, ainsi qu'entre les chercheurs canadiens et étrangers. Grâce aux subventions accordées aux chercheurs et aux établissements de recherche, cette sous-activité favorise l'organisation d'événements auxquels les chercheurs se rencontrent pour discuter de leurs activités de recherche, les comparer ou en planifier de nouvelles. Ces subventions ne servent pas à financer directement des projets de recherche, mais plutôt à appuyer un aspect important de l'entreprise de recherche dans son ensemble, à savoir : faciliter le partage des résultats de recherche, l'élaboration d'activités de recherche nouvelles, novatrices et productives et la consolidation des liens entre les chercheurs.

Diffusion de la recherche et adaptation des connaissances

Cette activité de programme favorise la diffusion des résultats des travaux de recherche en sciences humaines, au sein du milieu universitaire comme à l'extérieur. Grâce aux subventions accordées aux chercheurs

et aux établissements de recherche, cette activité aide à s'assurer que les résultats de recherche sont accessibles par les utilisateurs potentiels au moyen d'activités de diffusion et de participation. Par accessibilité, on entend la disponibilité des résultats de recherche pour divers publics par l'intermédiaire de publications (publication des résultats de recherche) ainsi que l'adaptation des résultats de recherche aux besoins des utilisateurs potentiels (adaptation des connaissances).

Résultat stratégique

L'environnement institutionnel : un environnement de recherche et de science robuste au Canada.

Description des activités de programme

Coûts indirects de la recherche

Au Canada, les gouvernements fédéral et provinciaux appuient ensemble la recherche universitaire. Les provinces fournissent l'infrastructure matérielle de base et, financées en partie par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, paient les coûts d'exploitation directs et indirects. Le gouvernement fédéral finance les coûts directs de la recherche, principalement par l'intermédiaire des trois organismes subventionnaires nationaux pour l'appui à la recherche : les Instituts de recherche en santé du Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et le Conseil de recherches en sciences humaines. Le terme « coûts indirects » se rapporte aux frais administratifs centraux et aux frais des ministères engagés par les établissements pour appuyer la recherche, qui ne peuvent pas être attribués à des projets de recherche précis.

Dans son budget de 2003, le gouvernement du Canada a annoncé la création d'un nouveau programme visant à assumer les coûts indirects associés à la réalisation des travaux de recherche universitaires dans les établissements qui reçoivent des subventions de l'un des trois organismes subventionnaires fédéraux. Ce programme

de subventions tente de répondre à la hausse des coûts indirects entraînés par la recherche universitaire financée par le gouvernement fédéral. Ce programme reconnaît que les établissements d'enseignement post-secondaire disposent de deux moyens pour optimiser leur investissement en recherche : obtenir un appui supplémentaire pour couvrir les coûts indirects entraînés par la recherche ou appuyer leur mandat qui consiste à enseigner et à fournir des services communautaires. En assumant une partie des coûts indirects engagés par les établissements d'enseignement postsecondaire et les hôpitaux et instituts qui leur sont affiliés, le gouvernement fédéral finance des installations de recherche de classe mondiale et répond aux besoins des petites universités canadiennes. Le Secrétariat du Programme des chaires de recherche du Canada, lequel partage les locaux du CRSH, administre le Programme pour le compte des trois organismes subventionnaires nationaux.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil canadien des normes

Résultat stratégique

Le Canada dispose d'un Système national de normes efficient et efficace.

Description des activités de programme

Programmes des normes

Le Conseil canadien des normes (CCN) accrédite les organismes d'élaboration de normes du Canada. Il vérifie que ces organismes se conforment aux exigences d'accréditation en menant des activités de surveillance telles qu'une revue de la documentation et une évaluation sur place. Le CCN examine également les normes que lui soumettent des organismes d'élaboration de normes en vue de les approuver en tant que Normes nationales du Canada (NNC). Cette désignation indique qu'il s'agit d'une norme canadienne officielle dans un domaine particulier. Les NNC peuvent avoir été élaborées au Canada ou être issues de l'adoption de normes internationales auxquelles ont été apportées ou non des modifications. Dans le cadre de son Programme des membres, le CCN facilite et coordonne la participation du Canada aux activités d'organismes d'élaboration de normes et d'évaluation de la conformité nationaux, régionaux et internationaux. Dans le cadre de cette activité de programme, le CCN recrute des personnes et des organismes qui participeront au nom du Canada aux activités de normalisation d'organismes comme l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et la Commission électrotechnique internationale (CEI), deux des plus grandes organisations de normalisation volontaire au monde. Il initie les participants canadiens, leur donne une formation et reconnaît leur mérite. En participant aux activités de ces organismes, le gouvernement du Canada, l'industrie et les consommateurs s'assurent un avantage concurrentiel.

Politiques des normes et de l'évaluation de la conformité

Le CCN conseille les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les organisations sectorielles et les organismes non gouvernementaux sur les aspects liés aux normes et à l'évaluation de la conformité des politiques commerciales et réglementaires. De par son apport et l'examen qu'il fait des questions de

normalisation touchant les accords commerciaux, le CCN contribue de façon importante au développement du commerce international. L'intégration de pratiques normalisées dans la politique de réglementation constitue une protection supplémentaire pour la santé et la sécurité des Canadiens. Par l'intermédiaire de son site Web, de son Service d'information et de recherche et de son Centre de documentation technique, le CCN met à la disposition des gouvernements, des entreprises et des consommateurs une information, la plus complète et la plus actuelle possible, sur les normes, la réglementation technique et l'évaluation de la conformité, au Canada et dans le monde. En tant que Point d'information de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Accord de libre-échange nord-américain (OMC/ALÉNA), le CCN est l'interlocuteur central au Canada pour les membres de l'OMC cherchant des renseignements sur les conditions d'accès au marché liées à la normalisation.

Programmes de l'évaluation de la conformité

Dans le cadre de ses programmes d'évaluation de la conformité, le CCN fournit des services d'accréditation aux laboratoires d'essais et d'étalonnage; aux organismes de certification des systèmes de management; aux organismes de certification du personnel; aux organismes de certification des produits et des services; aux organismes de validation et de vérification des déclarations de gaz à effet de serre et aux organismes d'inspection. En effectuant des évaluations, des vérifications et des visites de suivi, le CCN voit à ce que ces organismes d'évaluation de la conformité se conforment bel et bien aux exigences d'une norme donnée, que ce soit pour un produit, un service ou un système. L'accréditation d'un organisme par le CCN peut accroître sa compétitivité. C'est ainsi que le CCN veille à ce que des méthodes et produits plus sécuritaires et plus efficaces soient utilisés sur le marché canadien. Les programmes d'accréditation du CCN sont fondés sur des normes et des guides qui sont reconnus

partout dans le monde. Le CCN fait également partie de plusieurs organisations qui élaborent des ententes visant à assurer l'acceptation internationale des résultats d'évaluations de la conformité.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Statistique Canada

Résultat stratégique

Les Canadiens ont accès à de l'information statistique actuelle, pertinente et de qualité sur l'évolution de l'économie et de la société au Canada, ce qui favorise un débat réfléchi, des recherches sérieuses et des prises de décisions éclairées sur les questions socioéconomiques.

Description des activités de programme

Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones

L'objectif du programme consiste à produire des données, des analyses et des services statistiques pertinents, en vue de mesurer les changements qui touchent la population du Canada, ses caractéristiques démographiques et sa situation, de même que son secteur agricole et le bien-être de sa population autochtone, afin de fournir une base pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé et pour la recherche et l'analyse dans les domaines qui préoccupent la population du Canada. Le programme comprend le recensement de

l'agriculture et le recensement de la population. Ce dernier a pour objectif de produire des données détaillées sur des sous-groupes de population et pour des niveaux géographiques détaillés, données qui sont nécessaires pour évaluer l'incidence des initiatives stratégiques ciblées et qui servent de base pour d'autres enquêtes statistiques. Il fournit en outre des estimations de la population, ainsi que des projections et des données approfondies concernant des populations spéciales, comme les immigrants et les Autochtones. Les chiffres et les estimations de population sont utilisés pour déterminer les limites des circonscriptions électorales, la répartition des paiements de transfert fédéraux, ainsi que le transfert et la répartition des crédits entre les administrations publiques régionales et municipales, les conseils scolaires et les autres organismes locaux dans les provinces. Le programme répond aux exigences statistiques précisées au niveau constitutionnel et appuie celles comprises dans la loi et les instruments réglementaires. Toutes les mesures par habitant comprises dans les politiques et les arrangements fiscaux et les autres analyses économiques, ainsi que celles liées à la planification des programmes et des services, proviennent des données statistiques de ce programme. Les statistiques produites portent sur la situation démographique, sociale et économique de la population; les estimations annuelles et trimestrielles de la population, des ménages et des familles et leurs projections; le nombre et les types d'exploitants et d'exploitations agricoles; la situation socioéconomique et le bien-être des Autochtones.

Statistique économique

Le programme de la statistique économique a pour objectif de créer une source fiable, pertinente et exhaustive d'information sur l'ensemble de l'économie canadienne, afin d'éclairer le débat public concernant les questions économiques; d'appuyer l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation des politiques économiques; et de guider les entreprises dans leurs décisions.

Ce programme représente la principale source d'information pour l'élaboration des politiques fiscales et monétaires du pays et pour l'étude de l'évolution économique des industries et des régions au Canada. L'information produite permet de tenir un débat public éclairé sur les enjeux économiques courants qui suscitent des préoccupations et de l'intérêt. Ces données sont essentielles pour la recherche et l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation des politiques économiques par un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux, comme la Banque du Canada, le ministère des Finances Canada, Industrie Canada, Affaires étrangères et Commerce international Canada et Transports Canada, ainsi que par les gouvernements provinciaux et territoriaux, et elles sont utilisées de façon exhaustive par le secteur privé pour la planification opérationnelle et la prise de décisions. Les données du programme appuient en outre les exigences de la loi et les instruments de réglementation. Les statistiques produites portent notamment sur le produit intérieur brut, la production, les coûts, les ventes, la productivité et les prix pour les secteurs industriels, les flux et les stocks de capital fixe et d'immobilisations, les finances et les échanges internationaux et la part du capital étranger dans l'économie du Canada.

Statistique sociale

Le programme de la statistique sociale vise à fournir des données intégrées et des analyses pertinentes concernant les caractéristiques économiques et sociales des personnes, des familles et des ménages et les principaux facteurs qui ont des répercussions sur leur bien-être, afin d'éclairer le débat public concernant les questions socioéconomiques; d'appuyer l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation des politiques sociales; et de guider la prise de décisions dans les secteurs public et privé. Ce programme constitue la principale source d'information pour l'évaluation des répercussions de l'évolution de la situation économique sur les Canadiens. Des ministères fédéraux, comme Ressour-

ces humaines et Développement des compétences Canada, Industrie Canada, le ministère de la Justice Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, Patrimoine canadien, Affaires indiennes et du Nord Canada, Transports Canada et Infrastructure Canada, ainsi que des gouvernements provinciaux, utilisent de façon exhaustive l'information produite pour évaluer et quantifier les diverses options sur le plan économique et en matière de politique sociale. De l'information statistique objective est essentielle à une société ouverte et démocratique et cette information permet aux Canadiens de participer en connaissance de cause aux débats concernant les sujets qui les intéressent. Le programme appuie les exigences statistiques précisées par la loi ou par les règlements, notamment dans les domaines du travail, de l'immigration et de l'équité en matière d'emploi. Il fournit en outre de l'information, des analyses et des mesures concernant les installations, les organismes et les systèmes financés par les fonds publics qui visent à répondre aux besoins socioéconomiques et matériels des Canadiens; les caractéristiques des Canadiens et des familles qu'ils servent ainsi que les résultats des services fournis dans les domaines de la justice, de la santé et de l'éducation; de même que les institutions et les industries culturelles.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans			Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	349 132 946	...	...	349 132 946	1	Ministère				
...	...	23 798 446	...	23 798 446	1a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	33 478 715	...	33 478 715	1b	Virement de 990 000 \$ du crédit 10 (Industrie)				
...	1	1	1c	Virement de 15 000 \$ du crédit 25 (Industrie), 15 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), 15 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), 15 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et 15 000 \$ du crédit 1 (Transports)				
...	15 000	15 000		Virement du : crédit 1 (Pêches et Océans)				
...	15 000	15 000		crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce internationale)				
...	15 000	15 000		crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	15 000	15 000		crédit 1 (Transports)				
...	990 000	990 000		crédit 10				
...	15 000	15 000		crédit 25				
...	632 707	632 707		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	20 968 054	20 968 054		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	33 362 178	33 362 178		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	(115 717)	(115 717)		Virement au : crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	(8 941 539)	(8 941 539)		crédit 5				
...	(299 300)	(299 300)		crédit 27b (Santé)				
...	(64 860)	(64 860)		crédit 50				
...	(11 636 387)	(11 636 387)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	349 132 946	57 277 162	34 970 136	441 380 244		Total—Crédit 1	403 765 189	37 615 055	...	416 863 455
...	5 949 465	...	...	5 949 465	5	Dépenses en capital				
...	...	582 155	...	582 155	5b	Virement de 8 641 539 \$ du crédit 1 (Industrie)				
...	...	1	...	1	5c	Virement de 300 000 \$ du crédit 1 (Industrie)				
...	8 941 539	8 941 539		Virement du : crédit 1				
...	94 829	94 829		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	1 122 085	1 122 085		CT, crédit 33 ⁽¹⁾				
...	(1 078 762)	(1 078 762)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	5 949 465	582 156	9 079 691	15 611 312		Total—Crédit 5	13 978 234	1 633 078	...	14 835 184

...	616 187 125	...	...	616 187 125	10	Subventions et contributions				
...	...	94 427 704	...	94 427 704	10a	Subventions et contributions				
...	...	40 670 908	...	40 670 908	10b	Virement de 50 000 \$ du crédit 1 (Santé)				
...	...	...	50 000	50 000		Virement du crédit 1 (Santé)				
...	...	...	(990 000)	(990 000)		Virement au crédit 1				
...	616 187 125	135 098 612	(940 000)	750 345 737		Total—Crédit 10	654 278 419	96 067 318	...	1 127 975 396
...	56 641 597	...	3 656 343	60 297 940	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	60 297 940	...	...	62 736 172
...	77 516	...	61	77 577	(S)	Ministre de l'Industrie—Traitement et allocation pour automobile	77 577	...	...	81 638
...	110 000 000	(20 000 000)	(20 639 845)	69 360 155	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	69 360 155	...	...	82 804 730
...	37 400 000	(12 900 000)	...	24 500 000	(S)	Subvention à Genome Canada	24 500 000	...	...	46 900 000
...	22 500 000	9 400 000	(1 300 000)	30 600 000	(S)	Contributions à Genome Canada	30 600 000	...	...	...
158 152 609	16 518 713	...	(16 518 713)	158 152 609	(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	(4 987 335)	...	163 139 944	(4 396 772)
...	1 010 400	...	...	1 010 400	(S)	Subvention à l'Institut Perimeter	1 010 400	...	...	10 000 000
...	50 000	...	(12 604)	37 396	(S)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	37 396	...	...	114 315
...	2 000	...	...	2 000	(S)	Ministre d'État (Sciences et technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)—Allocation pour automobile	2 000	...	...	...
...	2 000	...	...	2 000	(S)	Ministre d'État (Petite entreprise et tourisme)—Allocation pour automobile	2 000	...	...	...
...	...	10 000 000	...	10 000 000	(S)	Contributions à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs	10 000 000	...	...	10 000 000
...	...	243 848 052	(61 076 553)	182 771 499	(S)	Contributions en vertu du Programme d'infrastructure du savoir	182 771 499	...	...	256 151 948
274 270	...	...	219 898	494 168	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	164 354	109 916	219 898	203 252
...	...	...	852 352	852 352	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	852 352	...	...	720 107
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	30 008 170
158 426 879	1 215 471 762	423 305 982	(51 709 234)	1 745 495 389		Total budgétaire	1 446 710 180	135 425 367	163 359 842	2 054 997 595
...	300 000	...	...	300 000	L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> (Brut)	...	300 000	...	...
...	500 000	...	...	500 000	L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> (Brut)	...	500 000	...	...
1 950 000	...	...	...	1 950 000	L97b	Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. <i>Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits</i> . Limite 1 950 000 \$ (Net)	...	...	1 950 000	...
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000		Total non budgétaire	...	800 000	1 950 000	...
158 426 879	1 215 471 762	423 305 982	(51 709 234)	1 745 495 389		Total du ministère—				
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000		Budgétaire	1 446 710 180	135 425 367	163 359 842	2 054 997 595
						Non budgétaire	...	800 000	1 950 000	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans			Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	242 733 744	...	...	242 733 744	25	Agence spatiale canadienne			
...	...	391 362	...	391 362	25b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	440 899	...	440 899	25c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	50 507	50 507		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	7 229 203	7 229 203		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	5 515 029	5 515 029		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	...	...	(15 000)	(15 000)		Virement au crédit 35			
...	...	...	(2 550 037)	(2 550 037)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾			
...	242 733 744	832 261	10 229 702	253 795 707		Total—Crédit 25	247 901 692	5 894 015	... 243 787 613	
...	114 159 000	...	...	114 159 000	30	Dépenses en capital			
...	...	...	7 185 741	7 185 741		Virement du CT, crédit 33 ⁽¹⁾			
...	...	...	(1 936 000)	(1 936 000)		Virement au crédit 35			
...	...	...	(746 041)	(746 041)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾			
...	114 159 000	...	4 503 700	118 662 700		Total—Crédit 30	102 802 846	15 859 854	... 76 708 260	
...	56 223 000	...	...	56 223 000	35	Subventions et contributions			
...	...	1	...	1	35b	Virement de 1 936 000 \$ du crédit 30 (Industrie)				
...	...	...	1 936 000	1 936 000		Virement du crédit 30			
...	56 223 000	1	1 936 000	58 159 001		Total—Crédit 35	47 041 048	11 117 953	... 41 405 845	
...	11 500 638	...	(140 526)	11 360 112	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 360 112	...	... 10 920 898
8 972	...	...	31 393	40 365	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	29 817	...	10 548 13 193
8 972	424 616 382	832 262	16 560 269	442 017 885		Total de l'organisme—Budgétaire	409 135 515	32 871 822	10 548 372 835 809	
...	76 032 802	...	...	76 032 802	40	Commission canadienne du tourisme			
...	...	5 000 000	...	5 000 000	40b	Paiements à la Commission canadienne du tourisme				
...	...	1	...	1	40c	Virement de 1 001 173 \$ du crédit 20 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	1 001 173	1 001 173		Virement du crédit 20 (Conseil du Trésor)			
...	76 032 802	5 000 001	1 001 173	82 033 976		Total—Crédit 40	82 033 975	1	... 108 564 688	
...	76 032 802	5 000 001	1 001 173	82 033 976		Total de l'organisme—Budgétaire	82 033 975	1	... 108 564 688	

					Commission du droit d'auteur				
...	2 815 245	...	...	2 815 245	45	Dépenses du programme	2 291 651	523 594	... 2 306 856
...	309 644	...	(60 022)	249 622	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	249 622	...	... 259 086
...	3 124 889	...	(60 022)	3 064 867		Total de l'organisme—Budgétaire	2 541 273	523 594	... 2 565 942
					Agence fédérale de développement économique pour le sud de l'Ontario				
...	25 538 566	...	...	25 538 566	50	Dépenses de fonctionnement			
...	...	1 683 507	...	1 683 507	50a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	...	...	50b	Virement de 64 860 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 403 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)			
...	...	1 431 537	...	1 431 537		Virement du : crédit 1			
...	...	...	64 860	64 860		crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)			
...	...	...	403 000	403 000		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	1 700 544	1 700 544		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	...	...	994 023	994 023		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾			
...	...	...	(511 841)	(511 841)					
...	25 538 566	3 115 044	2 650 586	31 304 196		Total—Crédit 50	27 504 687	3 799 509	... 29 588 996
...	191 671 310	...	...	191 671 310	55	Subventions et contributions			
...	...	45 396 000	...	45 396 000	55a	Subventions et contributions			
...	...	7 500 000	...	7 500 000	55b	Subventions et contributions			
...	191 671 310	52 896 000	...	244 567 310		Total—Crédit 55	200 104 609	44 462 701	... 331 144 815
...	3 113 369	...	(262 857)	2 850 512	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 850 512	...	... 2 374 137
...	...	...	2 875	2 875	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	2 875 ...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	... 42 494 967
...	220 323 245	56 011 044	2 390 604	278 724 893		Total de l'organisme—Budgétaire	230 459 808	48 262 210	2 875 405 602 915
					Conseil national de recherches du Canada				
...	387 214 851	...	...	387 214 851	60	Dépenses de fonctionnement			
...	...	9 549 600	...	9 549 600	60b	Virement de 220 600 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 112 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor)			
...	...	1	...	1	60c	Virement de 20 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans)			
...	...	...	20 000	20 000		Virement du : crédit 1 (Pêches et Océans)			
...	...	...	220 600	220 600		crédit 1 (Ressources naturelles)			
...	...	...	112 000	112 000		crédit 1 (Conseil du Trésor)			
...	...	...	8 158 311	8 158 311		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	124 530	124 530		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	14 087 328	14 087 328		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	...	...	(4 950 000)	(4 950 000)		Virement au crédit 70			
...	...	...	(8 850 072)	(8 850 072)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾			
...	387 214 851	9 549 601	8 922 697	405 687 149		Total—Crédit 60	404 197 392	1 489 757	... 423 496 228

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	38 016 775	...	...	38 016 775	65	Dépenses en capital			
...	...	567 000	...	567 000	65b	Virement de 248 100 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 45 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	1	...	1	65c	Virement de 100 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	100 000	100 000		Virement du : crédit 1 (Défense nationale)			
...	...	...	248 100	248 100		crédit 1 (Ressources naturelles)			
...	...	...	45 500	45 500		crédit 5 (Défense nationale)			
...	...	...	3 288 532	3 288 532		CT, crédit 33 ⁽¹⁾			
...	38 016 775	567 001	3 682 132	42 265 908		Total—Crédit 65	35 323 689	6 942 219	... 49 665 778	
...	139 650 480	...	...	139 650 480	70	Subventions et contributions			
...	...	20 085 000	...	20 085 000	70b	Virement de 4 800 000 \$ du crédit 60 (Industrie)				
...	...	1	...	1	70c	Virement de 150 000 \$ du crédit 60 (Industrie) et de 590 000 \$ du crédit 10 (Environnement)				
...	...	...	590 000	590 000		Virement du : crédit 10 (Environnement)			
...	...	...	4 950 000	4 950 000		crédit 60			
...	139 650 480	20 085 001	5 540 000	165 275 481		Total—Crédit 70	148 000 687	17 274 794	... 290 897 153	
...	50 953 970	...	8 812 168	59 766 138	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 766 138	...	... 63 681 019
48 046 806	...	...	...	48 046 806	(S)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1) e) de la Loi sur le Conseil national de recherches			
...	75 000 000	34 500 000	(10 587 705)	98 912 295		Montant non dépensé au début de l'exercice				
48 046 806	75 000 000	34 500 000	(10 587 705)	146 959 101		Montant reçu au cours de l'exercice				
268 899	...	...	694 702	963 601	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	602 558	...	361 043 324 899
...	...	...	17 810	17 810	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	17 810	...	... 24 981
...	...	...	3 442	3 442	(S)	Pertes sur opérations de change	3 442	...	... ..
48 315 705	690 836 076	64 701 603	17 085 246	820 938 630		Total de l'organisme—Budgétaire	698 503 582	25 706 770	96 728 278 903 298 393	

...	42 744 681	...	...	42 744 681	75	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
...	...	464 112	...	464 112	75b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	30 000	30 000		Virement de 30 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	...	...	2 125 551	2 125 551		Virement du : crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	...	...	1 604 105	1 604 105		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	(74 074)	(74 074)		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	42 744 681	464 112	3 685 582	46 894 375		Virement au crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	1 002 065 627	...	...	1 002 065 627		Total—Crédit 75	44 302 983	2 591 392	...	43 899 255
...	...	35 461 091	...	35 461 091	80	Subventions				
...	...	1	...	1	80b	Virement de 1 000 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) et de 35 000 \$ du crédit 20 (Ressources naturelles)				
...	...	...	250 000	250 000	80c	Virement de 250 000 \$ du crédit 1 (Transports)				
...	...	...	1 000 000	1 000 000		Virement du : crédit 1 (Transports)				
...	...	...	35 000	35 000		crédit 10 (Ressources naturelles)				
...	...	...	(468 000)	(468 000)		crédit 20 (Ressources naturelles)				
...	...	...	(58 438)	(58 438)		Virement au : crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	(925 926)	(925 926)		crédit 25 (Santé)				
...	...	...	(245 337)	(245 337)		crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	1 002 065 627	35 461 092	(412 701)	1 037 114 018		crédit 95				
...	5 310 000	...	(42 013)	5 267 987	(S)	Total—Crédit 80	1 036 165 486	948 532	...	1 027 176 657
574	...	...	1 177	1 751	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
...	...	...	1 136	1 136	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État				
574	1 050 120 308	35 925 204	3 233 181	1 089 279 267	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement				
...	2 159 832	...	...	2 159 832		Total de l'organisme—Budgétaire	1 085 737 592	3 540 498	1 177	1 075 943 914
...	...	...	946	946	85	Greffes du Tribunal de la concurrence				
...	...	...	95 350	95 350		Dépenses du programme				
...	...	...	131 332	131 332		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	2 159 832	...	227 628	2 387 460		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	168 810	...	(39 367)	129 443	(S)	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
493	...	...	...	493	(S)	Total—Crédit 85	1 459 253	928 207	...	1 393 219
493	2 328 642	...	188 261	2 517 396	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
...	...	...	...	...	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État				
493	2 328 642	...	188 261	2 517 396		Total de l'organisme—Budgétaire	1 588 696	928 700	...	1 525 920

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations				
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
Conseil de recherches en sciences humaines										
...	22 934 361	...	...	22 934 361	90	Dépenses de fonctionnement				
...	...	239 284	...	239 284	90b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1 013 610	1 013 610		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	845 462	845 462		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(51 852)	(51 852)		Virement au crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	22 934 361	239 284	1 807 220	24 980 865		Total—crédit 90	23 936 272	1 044 593	...	24 530 985
...	651 684 666	...	...	651 684 666	95	Subventions				
...	...	20 059 260	...	20 059 260	95b	Virement de 437 292 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 245 337 \$ du crédit 80 (Industrie)				
...	...	1	...	1	95c	Virement de 197 002 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	634 294	634 294		Virement du : crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	245 337	245 337		crédit 80				
...	...	...	(868 358)	(868 358)		Virement au : crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	(648 148)	(648 148)		crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	651 684 666	20 059 261	(636 875)	671 107 052		Total—Crédit 95	670 999 277	107 775	...	661 708 989
...	2 929 471	...	(11 973)	2 917 498	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 917 498	...	...	2 853 148
...	...	...	614	614	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	614	...	...	2 804
...	677 548 498	20 298 545	1 158 986	699 006 029		Total de l'organisme—Budgétaire	697 853 661	1 152 368	...	689 095 926
Conseil canadien des normes										
...	7 129 000	...	...	7 129 000	100	Paiements au Conseil canadien des normes				
...	...	500 000	...	500 000	100b	Paiements au Conseil canadien des normes				
...	...	...	793 240	793 240		Virement du CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	7 129 000	500 000	793 240	8 422 240		Total—Crédit 100	8 059 060	363 180	...	7 788 900
...	7 129 000	500 000	793 240	8 422 240		Total de l'organisme—Budgétaire	8 059 060	363 180	...	7 788 900

					Statistique Canada					
...	661 447 755	...	...	661 447 755	105	Dépenses du programme				
...	...	6 034 092	...	6 034 092	105b	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	105c	Virement de 220 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	220 000	220 000		Virement du : crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	83 352	83 352		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	30 550 057	30 550 057		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	28 679 837	28 679 837		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(17 431 462)	(17 431 462)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	661 447 755	6 034 093	42 101 784	709 583 632		Total—Crédit 105	657 703 834	51 879 798	...	498 807 442
...	80 112 761	...	6 239 194	86 351 955	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	86 351 955	...	...	76 388 560
...	...	...	56 055	56 055	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	56 055	...	...	12 655
...	741 560 516	6 034 093	48 397 033	795 991 642		Total de l'organisme—Budgétaire	744 111 844	51 879 798	...	575 208 657
206 752 623	5 109 092 120	612 608 734	39 038 737	5 967 492 214		Total du portefeuille ministériel—				
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000		Budgétaire	5 406 735 186	300 654 308	260 102 720	6 197 428 659
						Non budgétaire	...	800 000	1 950 000	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Financement de la recherche-développement	12 706 924	12 349 770	...	...	401 634 870	320 515 828	...	...	...	...	414 341 794	332 865 598
Capacité dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'innovation	18 189 175	13 773 378	...	...	427 439 774	427 064 774	...	...	...	...	445 628 949	440 838 152
Recherche et innovation dans les domaines des technologies de l'information et des télécommunications	54 890 121	53 816 205	3 869 270	3 499 173	...	...	12 395 016	12 395 016	...	...	46 364 375	44 920 362
Recherche et services pour les petites entreprises, et défense de leurs intérêts	19 835 840	17 112 365	...	...	82 297 551	81 925 829	...	...	...	...	102 133 391	99 038 194
Développement économique des collectivités	18 363 381	18 221 171	68 000	...	145 522 120	134 990 044	...	...	...	...	163 953 501	153 211 215
La compétitivité et la capacité industrielles—												
Budgétaire	44 936 590	39 593 155	...	...	3 005 000	5 000	...	...	...	...	47 941 590	39 598 155
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Spectre, télécommunications et économie en ligne	83 478 833	79 798 277	5 122 546	4 934 340	6 968 000	6 621 251	...	...	...	...	95 569 379	91 353 868
Cadres et réglementation du marché	395 280 086	229 101 471	2 827 410	2 542 021	550 000	262 500	193 602 236	192 854 344	...	...	205 055 260	39 051 648
Application de la législation sur la concurrence	60 181 697	59 662 161	549 065	467 481	...	...	10 500 000	10 193 000	...	...	50 230 762	49 936 642
Programme des consommateurs	3 282 918	3 165 596	...	...	1 690 000	1 654 771	...	...	...	...	4 972 918	4 820 367
Services internes	171 128 449	151 310 487	3 175 021	2 535 219	...	...	5 000 000	2 769 727	...	...	169 303 470	151 075 979
Sous-total—												
Budgétaire	882 274 014	677 904 036	15 611 312	13 978 234	1 069 107 315	973 039 997	221 497 252	218 212 087	...	...	1 745 495 389	1 446 710 180
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Revenus affectés aux dépenses	(221 497 252)	(218 212 087)	...	...	...	...	(221 497 252)	(218 212 087)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	660 776 762	459 691 949	15 611 312	13 978 234	1 069 107 315	973 039 997	...	...	...	...	1 745 495 389	1 446 710 180
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Agence spatiale canadienne												
Exploration spatiale	137 378 703	138 470 155	21 829 998	6 625 405	1 106 000	1 221 559	...	...	...	...	160 314 701	146 317 119
Données, informations et services spatiaux	47 165 483	44 584 607	92 977 743	91 721 048	1 310 001	991 495	...	...	...	...	141 453 227	137 297 150
Capacités spatiales futures du Canada	30 493 352	23 731 420	1 885 000	1 003 836	55 743 000	44 827 994	...	...	...	...	88 121 352	69 563 250
Services internes	50 158 646	52 505 439	1 969 959	3 452 557	...	...	...	...	...	...	52 128 605	55 957 996
Total de l'organisme—Budgétaire	265 196 184	259 291 621	118 662 700	102 802 846	58 159 001	47 041 048	...	...	...	...	442 017 885	409 135 515

Commission canadienne du tourisme— Budgétaire	82 033 976	82 033 975	...	...	...	...	...	...	...	...	82 033 976	82 033 975
Commission du droit d'auteur												
Établissement de tarifs et octroi de licences liés au droit d'auteur	2 465 292	2 058 431	...	...	...	...	...	...	...	...	2 465 292	2 058 431
Services internes	599 575	482 842	...	...	...	...	...	...	...	...	599 575	482 842
Total de l'organisme—Budgétaire	3 064 867	2 541 273	...	...	...	...	...	...	...	...	3 064 867	2 541 273
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario												
Développement de l'innovation et des entreprises	8 444 083	8 376 381	...	...	168 200 000	161 151 604	...	...	...	...	176 644 083	169 527 985
Développement économique régional et infrastructure	7 638 096	4 173 017	...	...	76 367 310	38 953 005	...	...	...	...	84 005 406	43 126 022
Politique, revendication et coordination	2 740 100	2 697 859	...	...	...	...	...	...	...	...	2 740 100	2 697 859
Services internes	15 335 304	15 107 942	...	...	...	...	...	...	...	...	15 335 304	15 107 942
Total de l'organisme—Budgétaire	34 157 583	30 355 199	...	...	244 567 310	200 104 609	...	...	...	...	278 724 893	230 459 808
Conseil national de recherches du Canada												
Aide à la recherche industrielle	56 159 973	53 608 296	...	71 870	109 768 481	92 631 102	...	...	...	...	165 928 454	146 311 268
Technologies de fabrication	147 369 942	104 274 758	7 367 807	7 491 737	...	...	...	...	...	...	154 737 749	111 766 495
Technologies de la santé et des sciences de la vie	119 837 327	99 486 184	3 051 000	3 427 576	...	...	...	...	...	...	122 888 327	102 913 760
Technologies de l'information et des communications et technologies émergentes	73 384 429	64 833 687	3 289 000	4 288 131	...	...	...	...	...	...	76 673 429	69 121 818
Énergie et technologies environne- mentales	45 562 404	28 599 026	1 827 000	1 413 170	...	...	...	...	...	...	47 389 404	30 012 196
Infrastructure nationale en science et en technologie	43 471 416	39 091 879	1 224 100	2 490 110	55 357 000	54 777 513	...	...	...	...	100 052 516	96 359 502
Information scientifique, technique et médicale	18 922 593	18 122 795	...	10 115	...	...	...	...	...	...	18 922 593	18 132 910
Services internes	108 689 157	107 162 581	25 507 001	16 130 980	150 000	592 072	...	...	...	...	134 346 158	123 885 633
Total de l'organisme—Budgétaire	613 397 241	515 179 206	42 265 908	35 323 689	165 275 481	148 000 687	...	...	...	...	820 938 630	698 503 582
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie												
Financer la recherche fondamentale	6 435 906	5 929 946	...	...	356 948 000	351 604 366	...	...	...	...	363 383 906	357 534 312
Appuyer l'achat d'appareils et l'accès aux ressources majeures de recherche	1 106 459	1 067 219	...	...	36 870 628	65 341 244	...	...	...	...	37 977 087	66 408 463
Financer des partenariats universités- industrie-gouvernement	9 388 633	8 522 377	...	...	169 661 388	176 159 888	...	...	...	...	179 050 021	184 682 265
Financer la recherche dans des domai- nes stratégiques	2 501 441	2 492 951	...	...	113 841 037	105 192 030	...	...	...	...	116 342 478	107 684 981
Appuyer la commercialisation	2 498 761	2 195 181	...	...	56 120 965	55 746 929	...	...	...	...	58 619 726	57 942 110

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Attirer et garder en poste des membres du corps enseignant	1 154 742	1 098 429	...	...	151 414 000	136 098 249	...	...	...	...	152 568 742	137 196 678
Appuyer les étudiants et les boursiers	3 053 058	3 179 297	...	...	146 778 000	140 875 952	...	...	...	...	149 831 058	144 055 249
Promouvoir les sciences et le génie	69 278	71 330	...	...	5 480 000	5 146 828	...	...	...	...	5 549 278	5 218 158
Services internes	25 956 971	25 015 376	...	...	...	...	...	...	...	...	25 956 971	25 015 376
Total de l'organisme—Budgétaire	52 165 249	49 572 106	...	...	1 037 114 018	1 036 165 486	...	...	...	...	1 089 279 267	1 085 737 592
Greffé du Tribunal de la concurrence												
Traitement des affaires	1 888 047	1 019 714	...	...	...	...	...	...	...	...	1 888 047	1 019 714
Services internes	629 349	568 982	...	...	...	...	...	...	...	...	629 349	568 982
Total de l'organisme—Budgétaire	2 517 396	1 588 696	...	...	...	...	...	...	...	...	2 517 396	1 588 696
Conseil de recherches en sciences humaines												
Coûts indirects de la recherche	330 718	346 146	...	...	331 674 642	331 674 642	...	...	...	...	332 005 360	332 020 788
Bourses et prix	1 965 963	2 402 901	...	...	118 829 037	117 876 396	...	...	...	...	120 795 000	120 279 297
Chaires de recherche	1 904 913	1 630 855	...	...	59 064 800	55 331 310	...	...	...	...	60 969 713	56 962 165
Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)	3 411 534	3 197 198	...	...	85 707 561	85 205 088	...	...	...	...	89 119 095	88 402 286
Développement de la recherche stratégique	892 525	676 650	...	...	35 618 623	34 716 737	...	...	...	...	36 511 148	35 393 387
Recherche et formation ciblées	1 406 883	1 248 822	...	...	8 660 220	7 677 449	...	...	...	...	10 067 103	8 926 271
Activités de réseautage liées à la recherche	373 646	475 424	...	...	24 235 597	27 096 454	...	...	...	...	24 609 243	27 571 878
Diffusion de la recherche et adaptation des connaissances	333 874	442 918	...	...	7 316 572	11 421 201	...	...	...	...	7 650 446	11 864 119
Services internes	17 278 921	16 433 470	...	...	...	...	...	...	...	...	17 278 921	16 433 470
Total de l'organisme—Budgétaire	27 898 977	26 854 384	...	...	671 107 052	670 999 277	...	...	...	...	699 006 029	697 853 661
Conseil canadien des normes—Budgétaire	8 422 240	8 059 060	...	...	...	...	...	...	...	...	8 422 240	8 059 060

Statistique Canada

Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones	377 358 937	363 136 157	...	...	...	...	26 422 600	22 931 419	...	...	350 936 337	340 204 738
Statistique économique	227 843 631	207 655 689	...	...	...	...	26 105 100	22 977 186	...	...	201 738 531	184 678 503
Statistique sociale	214 307 656	190 721 182	...	...	560 800	560 800	74 567 478	65 893 573	...	...	140 300 978	125 388 409
Services internes	105 920 618	96 483 852	...	...	...	...	2 904 822	2 643 658	...	...	103 015 796	93 840 194
Sous-total	925 430 842	857 996 880	...	...	560 800	560 800	130 000 000	114 445 836	...	...	795 991 642	744 111 844
Revenus affectés aux dépenses	(130 000 000)	(114 445 836)	...	...	...	...	(130 000 000)	(114 445 836)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	795 430 842	743 551 044	...	...	560 800	560 800	...	...	...	...	795 991 642	744 111 844
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	2 545 061 317	2 178 718 513	176 539 920	152 104 769	3 245 890 977	3 075 911 904	...	...	...	...	5 967 492 214	5 406 735 186
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
...	102 000 000	...	...	102 000 000	Subvention à la Fondation canadienne pour l'innovation	102 000 000	...	...	153 000 000
...	37 400 000	(12 900 000)	...	24 500 000	(S) Subvention à Génome Canada	24 500 000	...	...	46 900 000
...	1 010 400	...	...	1 010 400	(S) Subvention à l'Institut Perimeter	1 010 400	...	...	10 000 000
...	6 808 000	...	...	6 808 000	Subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)	6 461 251	346 749	...	6 065 127
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Subvention à l'Institut canadien des recherches avancées	5 000 000	...	...	5 000 000
...	550 000	...	...	550 000	Subvention pour la Corporation du Secrétariat du commerce intérieur	262 500	287 500	...	262 500
...	85 000	...	...	85 000	Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	85 000	...	...	85 000
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Subvention à l'Institut d'informatique quantique	5 000 000	...	...	17 000 000
...	500 000	...	...	500 000	Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économique	125 000	375 000	...	25 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	25 000 000
...	158 353 400	(12 900 000)	...	145 453 400	Total—Subventions	144 444 151	1 009 249	...	263 337 627
Contributions									
...	38 799 000	...	1 531 642	40 330 642	Contributions en vertu du programme Partenariat technologique Canada	25 193 716	15 136 926	...	46 726 323
...	110 000 000	(20 000 000)	(20 639 845)	69 360 155	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	69 360 155	...	...	82 804 730
...	92 500 000	(2 188 750)	...	90 311 250	Contributions en vertu du Fond d'innovation pour le secteur de l'automobile	67 137 331	23 173 919	...	8 604 390
...	70 408 000	(6 039 000)	...	64 369 000	Contributions en vertu du Programme CSeries de Bombardier	64 369 000	...	...	62 019 999
...	137 341 000	71 363 000	(2 221 000)	206 483 000	Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense	163 674 803	42 808 197	...	114 557 586
...	75 000 000	...	...	75 000 000	Contributions à la fondation canadienne pour l'innovation	75 000 000	...	...	50 000 000
...	36 450 000	3 900 000	(925 000)	39 425 000	Contributions en vertu du Programme de développement du Nord de l'Ontario	33 815 723	5 609 277	...	36 375 000
...	8 360 008	...	...	8 360 008	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	8 360 008	...	...	8 360 008
...	3 000 000	...	...	3 000 000	Contributions en vertu du Mécanisme de financement structuré	...	3 000 000	...	8 410 886
...	3 400 000	...	600 000	4 000 000	Contributions dans le cadre du Programme des ordinateurs pour les écoles	4 000 000	...	...	3 999 500
...	1 690 000	...	...	1 690 000	Contributions en vertu du Programme pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles	1 654 771	35 229	...	1 654 275
...	50 000	...	(12 604)	37 396	(S) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	37 396	...	...	114 315
...	2 900 000	...	...	2 900 000	Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse—Programme de stages dans les petites entreprises	2 528 278	371 722	...	3 407 058

...	3 200 242	...	...	3 200 242	Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse— Programme des ordinateurs pour les écoles	3 200 231	11	...	3 954 585
...	...	243 848 052	(61 076 553)	182 771 499	(S) Contributions en vertu du Programme d'infrastructure du savoir	182 771 499	...	...	256 151 948
...	...	14 100 000	(93 300)	14 006 700	Contributions en vertu du Programme d'accès communautaire	13 998 921	7 779	...	14 100 000
...	...	...	140 978	140 978	Contributions en vertu du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	140 978	...	...	151 803
...	...	9 563 362	93 300	9 656 662	Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse— Programme d'accès communautaire	9 644 887	11 775	...	12 568 843
...	...	10 000 000	...	10 000 000	(S) Contributions à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs	10 000 000	...	...	10 000 000
...	1 057 875	...	...	1 057 875	Contributions pour la création du Centre Ivey de l'université de Western Ontario	1 057 875	...	...	1 032 875
...	21 000 000	44 400 000	...	65 400 000	Contributions en vertu du Programme de large bande Canada : Milieu rural branché	60 496 766	4 903 234	...	25 660 011
...	1 138 000	...	325 000	1 463 000	Contributions en vertu de l'initiative de développement économique pour la dualité linguistique canadienne	1 463 000	...	...	1 525 000
...	22 500 000	9 400 000	(1 300 000)	30 600 000	(S) Contributions à Génome Canada	30 600 000	...	...	...
...	...	...	80 000	80 000	Contributions en vertu du Programme d'activités stratégiques	80 000	...	...	...
...	...	...	10 508	10 508	Contributions en vertu de l'entente du développement industriel Canada/Québec	10 508	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	548 686 699
...	628 794 125	378 346 664	(83 486 874)	923 653 915	Total—Contributions	828 595 846	95 058 069	...	1 300 865 834
...	787 147 525	365 446 664	(83 486 874)	1 069 107 315	Total du ministère	973 039 997	96 067 318	...	1 564 203 461
Agence spatiale canadienne									
Subventions									
...	5 546 000	1	2 573 450	8 119 451	Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et tech- nologues spatiales	8 093 100	26 351	...	5 988 952
Contributions									
...	47 334 000	...	(1 895 000)	45 439 000	Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	35 075 735	10 363 265	...	33 480 021
...	710 000	...	...	710 000	Contributions à la démonstration Cascade/petit satellite-sonde de mesure de l'écoulement du plasma dans le vent polaire (Mission CASSIOPE)	310 000	400 000	...	710 000
...	2 633 000	...	1 257 550	3 890 550	Programme global de contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et techno- logues spatiales	3 562 213	328 337	...	1 226 872
...	50 677 000	...	(637 450)	50 039 550	Total—Contributions	38 947 948	11 091 602	...	35 416 893
...	56 223 000	1	1 936 000	58 159 001	Total de l'organisme	47 041 048	11 117 953	...	41 405 845
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario									
Subventions									
...	1 200 000	10 396 000	...	11 596 000	Subvention à la Corporation de la Ville de Brantford	...	11 596 000	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	12 242 446
...	1 200 000	10 396 000	...	11 596 000	Total—Subventions	...	11 596 000	...	12 242 446

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Contributions									
...	176 143 318	7 500 000	...	183 643 318	Contributions en vertu du Programme de développement du Sud de l'Ontario	156 667 021	26 976 297	...	72 218 016
...	...	35 000 000	...	35 000 000	Contributions en vertu du programme Infrastructures de loisirs Canada	29 831 222	5 168 778	...	121 669 381
...	12 539 992	...	...	12 539 992	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	12 177 145	362 847	...	12 539 864
...	1 788 000	...	...	1 788 000	Contributions en vertu de l'initiative de développement économique—Langues officielles	1 429 221	358 779	...	472 613
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	154 497 462
...	190 471 310	42 500 000	...	232 971 310	Total—Contributions	200 104 609	32 866 701	...	361 397 336
...	191 671 310	52 896 000	...	244 567 310	Total de l'organisme	200 104 609	44 462 701	...	373 639 782
Conseil national de recherches du Canada									
Subventions									
...	1 069 000	...	150 000	1 219 000	Affiliations internationales	1 218 842	158	...	1 030 262
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	37 500
...	1 069 000	...	150 000	1 219 000	Total—Subventions	1 218 842	158	...	1 067 762
Contributions									
...	72 714 000	2 895 000	...	75 609 000	Programme d'aide à la recherche industrielle Contributions aux entreprises	73 826 725	1 782 275	...	151 214 190
...	5 000 000	1	590 000	5 590 001	Programme d'aide à la recherche industrielle Contributions à la stratégie emploi	5 558 018	31 983	...	28 047 162
...	44 000 000	...	...	44 000 000	Contribution à TRIUMF (Laboratoire national canadien pour la recherche en physique nucléaire et en physique des particules)	44 000 000	...	...	45 000 000
...	5 488 000	...	4 800 000	10 288 000	Contributions aux programmes internationaux de télescope	10 150 743	137 257	...	10 339 033
...	11 379 480	...	...	11 379 480	Programme d'aide à la recherche industrielle Contributions aux organismes	10 969 318	410 162	...	11 363 910
...	...	17 190 000	...	17 190 000	Contributions pour le programme pilote d'adoption des technologies numériques	2 277 041	14 912 959	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	43 865 096
...	138 581 480	20 085 001	5 390 000	164 056 481	Total—Contributions	146 781 845	17 274 636	...	289 829 391
...	139 650 480	20 085 001	5 540 000	165 275 481	Total de l'organisme	148 000 687	17 274 794	...	290 897 153

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie									
Subventions									
...	842 514 544	13 545 352	1 446 074	857 505 970	Subventions et bourses	857 505 969	1	...	853 672 873
...	49 580 000	...	...	49 580 000	Bourses d'études supérieures du Canada	49 580 000	...	...	56 579 999
...	40 200 000	...	(1 555 000)	38 645 000	Réseaux de centres d'excellence	38 645 000	...	...	39 871 500
...	28 293 000	...	(303 775)	27 989 225	Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	27 989 225	...	...	28 033 866
...	6 880 000	...	...	6 880 000	Programme de stages en R-D industrielle	6 880 000	...	...	6 880 000
...	8 350 000	...	...	8 350 000	Courses d'études supérieures du Canada Vanier	8 047 076	302 924	...	5 533 336
...	...	18 044 965	...	18 044 965	Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	18 044 965	...	...	17 407 000
...	8 414 750	...	...	8 414 750	Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	8 312 500	102 250	...	8 414 750
...	17 833 333	...	...	17 833 333	Chaires d'excellence en recherche du Canada	17 833 333	...	...	10 783 333
...	...	2 903 081	...	2 903 081	Chaires de recherche industrielle dans les collèges	2 646 234	256 847	...	...
...	...	967 694	...	967 694	De l'idée à l'innovation pour les collèges et les universités	681 184	286 510	...	...
...	1 002 065 627	35 461 092	(412 701)	1 037 114 018	Total de l'organisme	1 036 165 486	948 532	...	1 027 176 657
Conseil de recherches en sciences humaines									
Subventions									
...	322 403 000	10 000 000	(728 358)	331 674 642	Coûts indirects de la recherche	331 674 642	...	...	329 330 000
...	235 715 166	7 054 101	(153 854)	242 615 413	Subventions et bourses	242 594 885	20 528	...	237 054 796
...	72 483 500	...	...	72 483 500	Bourses d'études supérieures du Canada	72 477 652	5 848	...	75 002 901
...	11 800 000	...	...	11 800 000	Réseaux de centres d'excellence	11 800 000	...	...	11 200 000
...	8 300 000	...	...	8 300 000	Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	8 218 601	81 399	...	5 491 667
...	...	3 005 160	...	3 005 160	Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	3 005 160	...	...	2 646 625
...	...	...	245 337	245 337	Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	245 337	...	...	...
...	983 000	...	...	983 000	Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	983 000	...	...	983 000
...	651 684 666	20 059 261	(636 875)	671 107 052	Total de l'organisme	670 999 277	107 775	...	661 708 989
Statistique Canada									
Contributions									
...	560 800	...	...	560 800	Programme de contribution pour l'information sur la santé	560 800	...	...	560 800
...	560 800	...	...	560 800	Total de l'organisme	560 800	...	...	560 800
...	2 829 003 408	493 948 019	(77 060 450)	3 245 890 977	Total du portefeuille ministériel	3 075 911 904	169 979 073	...	3 959 592 687

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Centre de recherches sur les communications Canada	10 500 000	10 193 000	10 954 050
Application de la législation sur la concurrence	12 395 016	12 395 016	10 630 860
Cadres et réglementation du marché			
Office de la propriété intellectuelle du Canada—Fonds renouvelable	144 958 236	146 138 333	144 093 753
Appropriation—Bureau du surintendant des faillites Canada	39 836 000	37 979 071	35 646 393
Appropriation—Corporations Canada	8 808 000	8 736 940	9 136 893
	216 497 252	215 442 360	210 461 949
Services internes	5 000 000	2 769 727	...
Total du ministère—Budgétaire	221 497 252	218 212 087	210 461 949
Statistique Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones	26 422 600	22 931 419	19 133 372
Statistique économique	26 105 100	22 977 186	22 529 947
Statistique sociale	74 567 478	65 893 573	50 922 819
Services internes	2 904 822	2 643 658	2 738 133
Total de l'organisme—Budgétaire	130 000 000	114 445 836	95 324 271
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	351 497 252	332 657 923	305 786 220

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements— ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances—		
Banque de développement du Canada—Dividendes	54 611 559	6 402 300
<i>Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique</i>	...	42 444
	54 611 559	6 444 744
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	344 734	360 157
Contributions remboursables	3 902 021	6 402 871
Divers	4 238 042	910 514
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	19 876 947	17 479 971
	28 361 744	25 153 513
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur	145 434 131	147 489 810
Redevances	2 057 836	1 664 710
Droits de permis	60 395 024	20 962 101
	207 886 991	170 116 621
Services de nature réglementaire—		
Droits d'inspection	826 833	880 011
Autres services	54 437 711	52 939 896
	55 264 544	53 819 907
Services de nature non réglementaire	17 428 098	13 018 287
Ventes de biens et de produits d'information—		
Ventes de produits d'information	291 188	275 930
Autres frais et droits—		
Frais provenant de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	5 064	(60 088)
Frais provenant de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	54 048 206	50 627 170
Frais provenant du projet pilote de location-acquisition	41 211	161 519
Frais d'utilisation	630 446	574 866
Revenus reportés	246 254 473	204 584 522
Divers	2 267 846	2 595 827
	303 247 246	258 483 816
	584 118 067	495 714 561
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	219 898	286 399

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Revenus divers—			Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario		
Gain net de change	12 398	...	Autres revenus—		
Amendes— <i>Loi sur la concurrence</i> et produits pour consommateur (diverses lois)	25 023 761	11 188 679	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Prêts	11 044 540	4 482 370	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	55 756	13 921
Paiements de transfert éventuellement recouvrables	134 979 259	155 096 413	Contributions	811 630	55 764
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	386 125	901 379	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	9 487 551	2 699 462
Divers	12 871 340	12 019 846			
	184 317 423	183 688 687		10 354 937	2 769 147
Total du ministère	851 628 691	711 287 904	Ventes de biens et de services—		
Agence spatiale canadienne			Autres frais et droits	75	5
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 875	...
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	434 145	124 383			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	645 487	276 414	Revenus divers—		
	1 079 632	400 797	Prêts	3 033 876	23 431
			Paiements de transfert éventuellement recouvrables	...	7 500
Ventes de biens et de services—			Intérêts	164	...
Droits et privilèges—				3 034 040	30 931
Revenus de redevances	715 255	1 212 611	Total de l'organisme	13 391 927	2 800 083
Services de nature non réglementaire	5 310 505	3 650 297	Conseil national de recherches du Canada		
	6 025 760	4 862 908	Autres revenus—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	31 393	10 497	Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	1 445 133	1 605 465
Revenus divers—			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 135 581	1 501 360
Gain net de change	52 250	7 029		2 580 714	3 106 825
Autre	454 250	363 325			
	506 500	370 354	Ventes de biens et de services—		
Total de l'organisme	7 643 285	5 644 556	Droits et privilèges—		
Commission du droit d'auteur			Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	8 660 051	9 770 261
Autres revenus—			Location et utilisation de biens publics—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	5 031 697	4 464 604
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	215	4 757	Services de nature non réglementaire—		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	6 247	7 252	Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	...	(17)
	6 462	12 009			
Total de l'organisme	6 462	12 009			

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ventes de biens et de produits d'information—			Ventes de biens et de services—		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	5 139 249	10 102 771	Autres frais et droits	10	...
Autres frais et droits—			Revenus divers	2 156	1 220
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	86 704 451	53 665 610	Total de l'organisme	1 129 787	2 250 478
Divers	255 338	308 504	Statistique Canada		
	86 959 789	53 974 114	Autres revenus—		
	105 790 786	78 311 733	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	694 702	383 313	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	678 523	284 077
Revenus divers	...	80 436	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	404 069	370 638
Total de l'organisme	109 066 202	81 882 307		1 082 592	654 715
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			Ventes de biens et de services—		
Autres revenus—			Ventes de biens et de produits d'information	112 655 667	96 244 414
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	56 055	12 655
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	24 399	8 424	Revenus divers—		
Remboursement de subventions et de bourses d'études	1 413 174	1 413 565	Revenus des opérations en devises	...	...
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	85 703	103 894	Divers	80 338	1 536 490
	1 523 276	1 525 883		80 338	1 536 490
Ventes de biens et de services—			Total de l'organisme	113 874 652	98 448 274
Autres frais et droits	50	60	Sommaire du portefeuille ministériel		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 177	574	Autres revenus—		
Revenus divers	2 499	1 656	Revenus de placements	54 611 559	6 444 744
Total de l'organisme	1 527 002	1 528 173	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	46 117 039	35 872 633
Greffe du Tribunal de la concurrence			Ventes de biens et de services	808 590 415	675 133 681
Autres revenus—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 006 100	693 931
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	61	486	Revenus divers	187 942 956	185 786 144
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	493	Total du portefeuille ministériel	1 098 268 069	903 931 133
Revenus divers	...	76 370			
Total de l'organisme	61	77 349			
Conseil de recherches en sciences humaines					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements—Dépenses de fonctionnement	10 528	24 687			
Recouvrements—Paiements de transfert	1 062 111	2 165 206			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	54 982	59 365			
	1 127 621	2 249 258			

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 18

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2011-2012

Justice

Ministère

**Commission canadienne des droits de la
personne**

**Tribunal canadien des droits de la
personne**

Commissaire à la magistrature fédérale

**Service administratif des tribunaux
judiciaires**

**Bureau du directeur des poursuites
pénales**

**Commissariats à l'information et à la
protection de la vie privée du Canada**

Cour suprême du Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	18.2
Sommaire du portefeuille ministériel	18.7
Activités de programme	18.11
Paievements de transfert	18.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés	18.16
Revenus	18.16

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Un système de justice équitable, adapté et accessible qui reflète les valeurs canadiennes.

Description des activités de programme*Politiques, lois et programmes en matière de justice*

Conformément au régime fédéral du Canada, l'administration de la justice est un domaine où les compétences sont partagées entre le gouvernement fédéral et les provinces. Par l'entremise de cette activité de programme, le Ministère s'acquitte de sa responsabilité constitutionnelle d'assurer un cadre juridique national bilingue et bijuridique pour l'administration de la justice en élaborant des politiques et des lois ainsi qu'en mettant à l'épreuve des approches innovatrices de manière à renforcer ce cadre juridique dans les domaines suivants : le droit pénal, le système de justice pénale

pour les adolescents, la détermination de la peine, le mariage et le divorce, l'accès à la justice et la justice applicable aux Autochtones. Par l'entremise de cette activité de programme, le Ministère verse également d'importantes ressources financières aux provinces et aux territoires pour que ceux-ci puissent s'acquitter de leur responsabilité constitutionnelle d'administration courante de la justice.

Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels

Cette activité de programme assure la sensibilisation aux besoins et aux préoccupations des victimes dans les domaines de ressort fédéral, constitue un recours indépendant pour les plaintes des victimes au sujet des dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui s'appliquent aux victimes de délinquants sous surveillance fédérale et aide les victimes à se prévaloir des programmes et services fédéraux existants.

Résultat stratégique

Un gouvernement fédéral appuyé par des services juridiques efficaces et adaptés aux besoins.

Description des activités de programme*Services juridiques au gouvernement*

À titre de fournisseur de services communs, le ministère de la Justice offre un ensemble intégré de conseils juridiques, de services de contentieux et de services législatifs, de manière à faciliter le travail des ministères et organismes qui cherchent à respecter leurs priorités en matière de politiques et de programmes et à atteindre les objectifs généraux du gouvernement. Par l'entremise de cette activité de programme, le Ministère fournit également des services juridiques au portefeuille de Justice et appui le ministre dans son rôle de conseiller juridique du conseil des ministres relativement à des enjeux complexes à l'échelle du gouvernement.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Commission canadienne des droits de la personne**Résultat stratégique**

L'égalité, le respect des droits de la personne et la prévention de la discrimination grâce à une meilleure compréhension et à un meilleur respect de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* par les employeurs et les fournisseurs de services sous réglementation fédérale, ainsi que le public qu'ils servent.

Description des activités de programme*Programme de règlement des différends en matière de droits de la personne*

Ce programme permet de combattre la discrimination en s'occupant des plaintes et des problèmes systémiques portés à la connaissance de la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) par des personnes ou des groupes qui mettent en cause des employeurs ou des fournisseurs de services sous réglementation fédérale. La CCDP exerce son pouvoir discrétionnaire pour choisir le mécanisme qui convient le mieux pour régler le différend, soit l'enquête, la médiation ou la conciliation. La CCDP agit également à titre d'organisme d'examen chargé de déterminer s'il y a lieu de lancer une enquête. De plus, elle participe à toute médiation tenue avant de renvoyer une plainte au Tribunal canadien des droits de la personne et représente l'intérêt public lors des audiences du Tribunal.

Programme de prévention de la discrimination

Ce programme contribue à favoriser et à maintenir une culture des droits de la personne au sein des organisations sous réglementation fédérale, et ce, en facilitant l'amélioration continue des compétences de l'organisation quant à la protection des droits humains. Les initiatives de prévention, les vérifications de l'équité en matière d'emploi, ainsi que les programmes et activités d'apprentissage sont au nombre des outils utilisés dans le cadre du programme pour prévenir la discrimination et atteindre les objectifs du programme en ce qui a trait à l'équité en matière d'emploi. Les intervenants concernés comprennent des ministères et des organismes fédéraux, des sociétés d'État, des organisations privées, des gouvernements provinciaux et territoriaux, des organisations internationales, des syndicats et d'autres organisations non-gouvernementales.

Programme de développement et de diffusion des connaissances sur les droits de la personne

Ce programme contribue à favoriser aussi bien une meilleure compréhension qu'un meilleur respect de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*. En outre, le développement des connaissances fait en sorte que les programmes, les interventions et les décisions s'appuient sur des données probantes et des pratiques exemplaires. Ce programme permet de produire notamment des recherches, des politiques, des instruments de réglementation et des rapports spéciaux. L'information et les conseils générés dans le cadre du programme sont transmis à la Commission, au Parlement, aux ministères et organismes fédéraux, aux sociétés d'État, aux organisations privées sous réglementation fédérale et au public. Pour optimiser ses activités de développement et de diffusion des connaissances sur des sujets d'intérêt commun, le programme prévoit l'établissement et le maintien de partenariats avec d'autres commissions des droits de la personne de même qu'avec des organisations de recherche gouvernementales ou privées et des organisations internationales.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Tribunal canadien des droits de la personne

Résultat stratégique

Les individus ont accès, en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, au règlement juste et équitable des affaires portant sur les droits de la personne et sur l'équité en matière d'emploi qui sont entendues par le Tribunal canadien des droits de la personne.

Description des activités de programme

Audition de plaintes devant le Tribunal

Dans le cadre de ce programme, des plaintes de discrimination sont examinées et des décisions rendues, à la suite d'une audience devant les membres du Tribunal, à savoir si certaines pratiques contreviennent aux dispositions de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*. Les membres du Tribunal tiennent aussi des audiences sur des applications provenant de la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) et des demandes provenant des employeurs dans le but de se prononcer sur des décisions et des directives émises par la CCDP en application de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques dans cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissaire à la magistrature fédérale

Résultat stratégique

Une magistrature fédérale indépendante et efficace.

Description des activités de programme

Paiements en application de la Loi sur les juges

Paiements des traitements, des indemnités et des pensions des juges, nommés par le gouvernement fédéral, et de leurs survivants, de toutes les cours supérieures et d'appels du Canada.

Magistrature fédérale

Autres services offerts à la magistrature fédérale, y compris la formation linguistique et l'édition du Recueil des décisions des cours fédérales ainsi que des services au ministre de la Justice par l'entremise du Secrétariat des nominations à la magistrature.

Conseil canadien de la magistrature

Soutien administratif offert à tous les comités établis par le Conseil canadien de la magistrature composé de tous les juges en chef et juges en chef adjoints du Canada ainsi que des juges principaux des cours supérieures du Nunavut, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Service administratif des tribunaux judiciaires**Résultat stratégique**

Le public a accès de façon rapide et équitable aux processus judiciaires de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la Cour martiale du Canada et de la Cour canadienne de l'impôt.

Description des activités de programme*Services du greffe*

Les Services du greffe traitent les documents légaux ainsi que les demandes de contrôle judiciaire sous la juridiction de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et de la Cour canadienne de l'impôt. Ces services s'assurent d'une bonne gestion des dossiers de cours et du fonctionnement adéquat du processus judiciaire et de l'accès aux cours.

Services judiciaires

Les Services judiciaires fournissent un soutien direct à tous les juges grâce aux efforts des adjointes judiciaires, des auxiliaires juridiques, des jurilinguistes, du personnel de la bibliothèque, des chauffeurs et des préposés à l'audience. Sont notamment offerts des services de recherche, de documentation, de révision, de traduction et de conseils linguistiques et terminologiques, le tout dans le but de prêter main-forte aux juges dans l'élaboration de leurs jugements et des motifs de jugement.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Bureau du directeur des poursuites pénales**Résultat stratégique**

Poursuivre les infractions criminelles et les infractions aux règlements prévues par des lois fédérales d'une manière indépendante, impartiale et juste.

Description des activités de programme*Programme de poursuites des infractions en matière de drogues, au titre du Code criminel et en matière de terrorisme*

Le programme vise la protection de la société contre la criminalité par la prestation d'avis juridiques et de soutien en matière de litiges au cours des enquêtes policières, de même que la conduite des poursuites relativement : à toutes les infractions en matière de drogues prévues par la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* de même qu'à tous les dossiers connexes liés au crime organisé partout au Canada, à l'exception du Québec et du Nouveau-Brunswick, où le Bureau du directeur des poursuites pénales ne se charge des poursuites que dans les cas où la Gendarmerie royale du Canada a déposé les accusations; aux infractions se rapportant aux produits de la criminalité; conformément à des ententes avec les provinces, aux infractions prévues au *Code criminel* lorsqu'elles sont liées à des accusations en matière de drogues; à toutes

les infractions prévues au *Code criminel* dans les trois territoires; aux infractions de terrorisme; et aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité. Le programme inclut aussi la promotion de la collaboration entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires en ce qui a trait à des questions de droit pénal d'intérêt commun.

Programme de poursuites des infractions aux règlements et des crimes économiques

Le programme vise la protection de la société contre la criminalité par la prestation d'avis juridiques et de soutien en matière de litiges aux organismes d'enquête fédéraux, de même que la conduite des poursuites relativement : aux infractions aux lois fédérales destinées à protéger l'environnement et les ressources naturelles ainsi que la santé économique et sociale du pays (p. ex., *Loi sur les pêches*, *Loi de l'impôt sur le revenu*, *Loi sur le droit d'auteur*, *Loi électorale du Canada*, *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, *Loi sur la concurrence*, *Loi sur les douanes*, *Loi sur l'accise*, *Loi sur la taxe d'accise*); aux infractions liées aux fraudes contre le gouvernement; aux fraudes liées aux marchés financiers; et toute infraction liée au crime organisé se rapportant aux infractions susmentionnées. Le programme inclut aussi le recouvrement des amendes fédérales impayées ainsi que la promotion de la collaboration entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires en ce qui a trait à des questions de droit pénal d'intérêt commun.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Résultat stratégique

Le droit des personnes à la protection de la vie privée est protégé.

Description des activités de programme

Activités relatives à la conformité

Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVP) est mandaté pour faire enquête sur les plaintes concernant la protection de la vie privée et pour répondre aux demandes de renseignements des particuliers et des organisations. Au moyen de vérifications et d'examen, le CPVP évalue aussi comment les organismes se plient aux exigences des deux lois fédérales régissant la protection de la vie privée et formule des recommandations quant à l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) en application de la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor. La présente activité est appuyée par une équipe juridique qui fournit des avis juridiques et un soutien pour les recours en justice, ainsi que par une équipe de recherche composée d'agents principaux de soutien technique et d'évaluation des risques.

Recherche et élaboration des politiques

Le CPVP agit à titre de centre d'expertise des nouveaux enjeux en matière de protection de la vie privée au Canada et à l'étranger en effectuant des recherches sur les tendances et les avancées technologiques; en surveillant les initiatives législatives et réglementaires; en préparant des analyses juridiques, stratégiques et techniques sur les principaux enjeux; et en élaborant des positions stratégiques qui renforcent les droits en matière de protection de la vie privée. Une part importante du travail consiste à aider la commissaire et la haute gestion à conseiller le Parlement sur les incidences éventuelles que les lois et programmes gouvernemen-

taux et les initiatives du secteur privé proposés peuvent avoir sur la vie privée.

Sensibilisation du grand public

Le CPVP entreprend des activités de communication et de sensibilisation du public comprenant des allocutions et des événements spéciaux, des relations avec les médias, ainsi que la création et la distribution de matériel promotionnel et pédagogique. Grâce aux activités de sensibilisation du public, les particuliers ont accès à de l'information au sujet de la protection de la vie privée et des renseignements personnels leur permettant de se protéger et d'exercer leurs droits à cet égard. En outre, ces activités permettent aux organisations de comprendre leurs obligations en vertu des lois fédérales sur la protection de la vie privée.

Résultat stratégique

Les droits des individus en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* sont protégés.

Description des activités de programme

Conformité avec les obligations prévues à la Loi sur l'accès à l'information

La *Loi sur l'accès à l'information* est l'autorité législative en vertu de laquelle le Commissaire à l'information exerce ses activités de surveillance qui sont les suivantes : faire enquête sur les plaintes d'individus et d'entreprises; examiner le rendement des institutions gouvernementales; transmettre les résultats des enquêtes/examen et les recommandations aux plaignants, aux institutions gouvernementales et au Parlement; assurer la mise en application grâce au contrôle judiciaire; et offrir des conseils au Parlement sur des questions d'accès à l'information.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Cour suprême du Canada

Résultat stratégique

L'administration du tribunal de dernier ressort du Canada est efficace et indépendante.

Description des activités de programme

Opérations de la Cour

Pour rendre des décisions, la Cour requiert le soutien du Bureau du registraire aux fins de gestion des dossiers, et ce, à partir de la réception de la demande d'autorisation d'appel jusqu'au prononcé du jugement. Ce soutien consiste à offrir des services aux parties, à examiner les demandes d'autorisation d'appel et à préparer des avis concernant l'opportunité d'autoriser ou non l'appel, à préparer des résumés des demandes d'autorisation, à prodiguer des conseils en matière de procédure, à examiner et résumer les mémoires lorsque l'autorisation d'appel est accordée, à recevoir, contrôler et préserver tous les documents déposés, à assurer le respect des délais prévus par les Règles de la Cour suprême du Canada, à consigner les procédures d'appel, à répondre aux questions relatives à des dossiers, à résumer les décisions de la Cour et à les préparer pour publication, à publier les décisions dans le Recueil des arrêts de la Cour suprême, conformément à la *Loi sur la Cour suprême* ainsi qu'à fournir des services de bibliothèque pour soutenir la recherche juridique et satisfaire aux besoins d'accès à l'information des usagers, qu'ils soient au service de la Cour ou membres de la communauté juridique. En vertu de la *Loi sur la Cour suprême*, le registraire, sous l'autorité générale du Juge en chef, est responsable de la gestion de la bibliothèque de la Cour, et notamment de l'achat des livres.

Traitement des paiements des diverses indemnités aux juges de la Cour suprême conformément à la Loi sur les juges

La *Loi sur les juges* est une loi visant tous les juges de nomination fédérale et s'applique, de ce fait, aux juges de la Cour suprême du Canada. En ce qui a trait au Bureau du registraire de la Cour suprême, la *Loi sur les juges* fixe les traitements des juges de la Cour suprême et prévoit d'autres paiements auxquels ils ont droit, notamment en matière d'indemnités, d'allocations de déménagement, de réunions, de conférences et de colloques, ainsi que de pension. Le Bureau du registraire traite ces paiements conformément à la *Loi sur les juges*.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	266 546 996	...	...	266 546 996	1				
...	...	7 264 163	...	7 264 163	1a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	1	...	1	1c	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	304 004	304 004		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	23 637 864	23 637 864		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	37 138 476	37 138 476		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	...	...	(778 338)	(778 338)		Virement au : crédit 15			
...	...	...	(640 622)	(640 622)		crédit 35			
...	...	...	(9 927 735)	(9 927 735)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾			
...	266 546 996	7 264 164	49 733 649	323 544 809		Total—Crédit 1	284 965 006	38 579 803	...
...	388 098 536	...	...	388 098 536	5	Subventions et contributions			
...	...	7 600 000	...	7 600 000	5a	Subventions et contributions			
...	388 098 536	7 600 000	...	395 698 536		Total—Crédit 5	381 614 514	14 084 022	...
...	82 819 986	...	(4 553 395)	78 266 591	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 266 591	...	...
...	77 516	...	21	77 537	(S)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada— Traitement et allocation pour automobile	77 537	...	...
16 347	...	...	2 767	19 114	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	16 347	2 767
...	...	...	84 117	84 117	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	84 117	...	...
16 347	737 543 034	14 864 164	45 267 159	797 690 704		Total du ministère—Budgétaire	745 007 765	52 680 172	2 767
...	20 466 259	...	...	20 466 259	10	Dépenses du programme			
...	...	1	...	1	10c	Dépenses du programme			
...	...	...	8 074	8 074		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	848 939	848 939		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	1 572 124	1 572 124		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	20 466 259	1	2 429 137	22 895 397		Total—Crédit 10	21 457 760	1 437 637	...
...	2 570 167	...	234 396	2 804 563	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 804 563	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...
...	23 036 426	1	2 663 533	25 699 960		Total de l'organisme—Budgétaire	24 262 323	1 437 637	...
									23 067 430

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	4 102 340	...	...	4 102 340	15	Tribunal canadien des droits de la personne			
...	...	1	...	1	15c	Dépenses du programme				
...	...	...	778 338	778 338		Virement de 778 338 \$ du crédit 1 (Justice)			
...	...	...	2 310	2 310		Virement du : Vote 1			
...	...	...	199 685	199 685		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	155 274	155 274		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	...	...		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	4 102 340	1	1 135 607	5 237 948		4 901 909	336 039	...	4 111 969	
...	414 781	...	(76 896)	337 885	(S)	337 885	...	...	324 558
...	4 517 121	1	1 058 711	5 575 833		5 239 794	336 039	...	4 436 527	
...	8 271 542	...	...	8 271 542	20	Commissaire à la magistrature fédérale			
...	...	...	4 949	4 949		Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	381 507	381 507		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	688 668	688 668		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	...	...		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	8 271 542	...	1 075 124	9 346 666		8 713 683	632 983	...	7 905 708	
...	1 508 971	...	...	1 508 971	25	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	27 532	27 532		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	218 097	218 097		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	1 508 971	...	245 629	1 754 600		1 722 471	32 129	...	1 584 244	
...	1 032 882	...	(88 620)	944 262	(S)	944 262	...	...	927 226
...	451 769 500	...	8 033 237	459 802 737	(S)	459 802 737	...	...	443 169 201
452	...	...	...	452	(S)	...	452	...	...
452	462 582 895	...	9 265 370	471 848 717		471 183 153	665 564	...	453 586 379	

...	58 231 458	...	...	58 231 458	30	Dépenses du programme				
...	...	2 754 928	...	2 754 928	30a	Dépenses du programme				
...	...	2 481 139	...	2 481 139	30b	Dépenses du programme				
...	...	...	14 383	14 383		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 245 046	1 245 046		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	6 791 564	6 791 564		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	58 231 458	5 236 067	8 050 993	71 518 518		Total—Crédit 30	66 072 269	5 446 249	...	56 779 055
...	7 146 980	...	(942)	7 146 038	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 146 038	...	...	6 859 602
4 074	...	...	7 935	12 009	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 074	...	7 935	4 944
...	...	...	31	31	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	31	...	...	31
4 074	65 378 438	5 236 067	8 058 017	78 676 596		Total de l'organisme—Budgétaire	73 222 412	5 446 249	7 935	63 643 632
Bureau du directeur des poursuites pénales										
...	153 833 631	...	...	153 833 631	35	Dépenses du programme				
...	...	4 738 905	...	4 738 905	35b	Virement de 127 190 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	1	...	1	35c	Virement de 640 622 \$ du crédit 1 (Justice)				
...	...	...	640 622	640 622		Virement du : crédit 1				
...	...	...	127 190	127 190		crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	6 260 559	6 260 559		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	6 049 952	6 049 952		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	153 833 631	4 738 906	13 078 323	171 650 860		Total—Crédit 35	141 477 954	30 172 906	...	132 189 548
...	18 336 721	...	(3 371 025)	14 965 696	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 965 696	...	...	14 146 038
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	221
...	172 170 352	4 738 906	9 707 298	186 616 556		Total de l'organisme—Budgétaire	156 443 650	30 172 906	...	146 335 807
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada										
...	10 615 324	...	...	10 615 324	40	Commissariat à l'information du Canada—				
...	...	...	1 489	1 489		Dépenses du programme				
...	...	...	234 870	234 870		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 078 906	1 078 906		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	...	...		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	10 615 324	...	1 315 265	11 930 589		Total—Crédit 40	11 376 683	553 906	...	11 259 378
...	22 128 733	...	...	22 128 733	45	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada—				
...	...	...	4 575	4 575		Dépenses du programme				
...	...	...	979 959	979 959		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 417 020	1 417 020		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	...	...		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	22 128 733	...	2 401 554	24 530 287		Total—Crédit 45	23 795 371	734 916	...	20 826 126

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$
...	3 919 752	...	(301 110)	3 618 642	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 618 642	...	...	3 352 235
321	...	...	361	682	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	321	361	...
321	36 663 809	...	3 416 070	40 080 200		Total de l'organisme—Budgétaire	38 790 696	1 289 143	361	35 437 739
Cour suprême du Canada										
...	21 716 101	...	...	21 716 101	50	Dépenses du programme				
...	...	...	6 423	6 423		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 081 598	1 081 598		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 526 777	1 526 777		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	21 716 101	...	2 614 798	24 330 899		Total—Crédit 50	23 023 637	1 307 262	...	22 523 077
...	2 430 614	...	276 590	2 707 204	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 707 204	...	...	2 727 192
...	5 568 300	277 339	(121 292)	5 724 347	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	5 724 347	...	...	5 045 422
7 065	...	...	937	8 002	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	7 065	937	...
7 065	29 715 015	277 339	2 771 033	32 770 452		Total de l'organisme—Budgétaire	31 455 188	1 314 327	937	30 295 691
28 259	1 531 607 090	25 116 478	82 207 191	1 638 959 018		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 545 604 981	93 342 037	12 000	1 518 286 334

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- ⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
 Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
 Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
 Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

⁽²⁾ Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Politiques, lois et programmes en matière de justice	45 902 856	45 051 569	...	...	395 698 536	381 614 514	...	...	...	...	441 601 392	426 666 083
Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels	1 248 282	1 248 282	...	...	...	...	...	...	...	...	1 248 282	1 248 282
Services juridiques au gouvernement	471 959 808	441 563 310	...	...	...	...	270 000 000	270 000 000	...	...	201 959 808	171 563 310
Services internes	192 020 415	184 669 283	...	...	...	...	39 139 193	39 139 193	...	...	152 881 222	145 530 090
Sous-total	711 131 361	672 532 444	...	...	395 698 536	381 614 514	309 139 193	309 139 193	...	...	797 690 704	745 007 765
Revenus affectés aux dépenses	(309 139 193)	(309 139 193)	...	...	...	...	(309 139 193)	(309 139 193)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	401 992 168	363 393 251	...	...	395 698 536	381 614 514	...	...	...	...	797 690 704	745 007 765
Commission canadienne des droits de la personne												
Programme de règlement des différends en matière de droits de la personne	8 850 245	8 828 826	...	...	...	...	...	...	...	...	8 850 245	8 828 826
Programme de prévention de la discrimination	4 870 954	4 554 675	...	...	...	...	...	...	...	...	4 870 954	4 554 675
Programme de développement et de diffusion des connaissances sur les droits de la personne	4 526 628	4 313 519	...	...	...	...	...	...	...	...	4 526 628	4 313 519
Services internes	8 124 720	7 237 890	...	...	...	...	672 587	672 587	...	...	7 452 133	6 565 303
Sous-total	26 372 547	24 934 910	...	...	...	...	672 587	672 587	...	...	25 699 960	24 262 323
Revenus affectés aux dépenses	(672 587)	(672 587)	...	...	...	...	(672 587)	(672 587)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	25 699 960	24 262 323	...	...	...	...	...	...	...	...	25 699 960	24 262 323
Tribunal canadien des droits de la personne												
Audition de plaintes devant le Tribunal	2 040 916	1 783 912	...	...	...	...	...	...	...	...	2 040 916	1 783 912
Services internes	3 534 917	3 455 882	...	...	...	...	...	...	...	...	3 534 917	3 455 882
Total de l'organisme—Budgétaire	5 575 833	5 239 794	...	...	...	...	...	...	...	...	5 575 833	5 239 794

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Commissaire à la magistrature fédérale												
Paiements en application de la <i>Loi sur les juges</i>	459 802 737	459 802 737	...	...	...	...	...	...	...	...	459 802 737	459 802 737
Magistrature fédérale	9 492 925	8 794 099	...	...	...	...	275 000	209 409	...	...	9 217 925	8 584 690
Conseil canadien de la magistrature	1 953 055	1 920 926	...	...	...	...	...	...	...	...	1 953 055	1 920 926
Services internes	875 000	874 800	...	...	...	...	...	...	...	...	875 000	874 800
Sous-total	472 123 717	471 392 562	...	...	...	...	275 000	209 409	...	...	471 848 717	471 183 153
Revenus affectés aux dépenses	(275 000)	(209 409)	...	...	...	...	(275 000)	(209 409)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	471 848 717	471 183 153	...	...	...	...	...	...	...	...	471 848 717	471 183 153
Service administratif des tribunaux judiciaires												
Services du greffe	31 302 537	29 146 563	...	...	...	...	...	...	...	...	31 302 537	29 146 563
Services judiciaires	23 650 853	21 576 245	...	...	...	...	...	...	...	...	23 650 853	21 576 245
Services internes	23 723 206	22 499 604	...	...	...	...	...	...	...	...	23 723 206	22 499 604
Total de l'organisme—Budgétaire	78 676 596	73 222 412	...	...	...	...	...	...	...	...	78 676 596	73 222 412
Bureau du directeur des poursuites pénales												
Programme de poursuites des infractions en matière de drogues, au titre du <i>Code criminel</i> et en matière de terrorisme	136 446 453	117 158 893	...	...	...	...	...	...	...	...	136 446 453	117 158 893
Programme de poursuites des infractions aux règlements et des crimes économiques	34 043 879	28 805 490	...	...	...	...	14 818 586	14 818 586	...	...	19 225 293	13 986 904
Services internes	32 565 078	26 918 121	...	...	...	...	1 620 268	1 620 268	...	...	30 944 810	25 297 853
Sous-total	203 055 410	172 882 504	...	...	...	...	16 438 854	16 438 854	...	...	186 616 556	156 443 650
Revenus affectés aux dépenses	(16 438 854)	(16 438 854)	...	...	...	...	(16 438 854)	(16 438 854)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	186 616 556	156 443 650	...	...	...	...	...	...	...	...	186 616 556	156 443 650

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Activités relatives à la conformité	12 632 728	11 572 471	...	...	...	...	...	...	...	12 632 728	11 572 471
Recherche et élaboration des politiques	3 531 721	3 497 953	...	...	500 000	432 587	...	...	...	4 031 721	3 930 540
Sensibilisation du grand public	3 225 377	2 985 363	...	...	...	...	...	...	...	3 225 377	2 985 363
Conformité avec les obligations prévues à la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>	9 140 690	8 756 961	...	...	...	...	...	...	...	9 140 690	8 756 961
Services internes—Commissariat à la protection de la vie privée	6 988 317	7 654 492	...	...	...	...	...	...	...	6 988 317	7 654 492
Services internes—Commissariat à l'information	4 061 367	3 890 869	...	...	...	...	...	...	...	4 061 367	3 890 869
Total de l'organisme—Budgétaire	39 580 200	38 358 109	...	...	500 000	432 587	...	...	...	40 080 200	38 790 696

Cour suprême du Canada

Opérations de la Cour	15 416 280	14 768 158	...	...	...	...	...	...	...	15 416 280	14 768 158
Traitement des paiements des diverses indemnités aux juges de la Cour suprême conformément à la <i>Loi sur les juges</i>	5 724 347	5 724 347	...	...	...	...	...	...	...	5 724 347	5 724 347
Services internes	11 629 825	10 962 683	...	...	...	...	...	...	...	11 629 825	10 962 683
Total de l'organisme—Budgétaire	32 770 452	31 455 188	...	...	...	...	...	...	...	32 770 452	31 455 188

Total du portefeuille ministériel—

Budgétaire	1 242 760 482	1 163 557 880	396 198 536	382 047 101	1 638 959 018	1 545 604 981
-------------------	----------------------	----------------------	-----	-----	--------------------	--------------------	-----	-----	-----	----------------------	----------------------

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	350 000	2 500 000	...	2 850 000	Subventions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels	977 052	1 872 948	...	847 249
...	330 000	400 000	...	730 000	Subventions à l'appui du Fonds de renouvellement du système de justice pour les jeunes	180 007	549 993	...	674 678
...	500 655	...	(200 000)	300 655	Subventions à l'appui du Fonds juridique de partenariats et d'innovation	10 972	289 683	...	107 909
...	268 345	...	...	268 345	Institut national de la magistrature	268 345	...	...	268 345
...	260 000	...	(238 335)	21 665	Subventions accordées en vertu du Fonds de la stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones	21 573	92	...	62 702
...	100 000	...	...	100 000	Association canadienne des juges des cours provinciales	100 000	...	...	100 000
...	50 000	...	...	50 000	Subventions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	28 226	21 774	...	24 050
...	50 000	...	...	50 000	Société canadienne des sciences judiciaires	50 000	...	...	50 000
...	50 000	...	...	50 000	Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada, subventions—Subvention pour l'administration	50 000	...	...	50 000
...	25 000	...	...	25 000	Association canadienne des chefs de police pour le Comité de modifications des lois	25 000	...	...	25 000
...	50 000	...	(40 000)	10 000	Subventions pour le financement du fonds de soutien des familles	10 000	...	...	23 249
...	2 034 000	2 900 000	(478 335)	4 455 665	Total—Subventions	1 721 175	2 734 490	...	2 233 182
Contributions									
...	177 302 415	...	...	177 302 415	Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes	177 302 415	...	...	177 302 415
...	119 827 507	...	...	119 827 507	Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique	119 827 507	...	...	124 572 507
...	12 240 000	...	(201 665)	12 038 335	Contributions versées en vertu du Fonds de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones	11 942 714	95 621	...	11 942 639
...	11 048 000	...	...	11 048 000	Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes—Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	10 701 290	346 710	...	10 929 773
...	9 094 900	...	(232 213)	8 862 687	Contributions à la mise en œuvre des obligations linguistiques de la <i>Loi sur les contraventions</i>	4 929 750	3 932 937	...	4 541 496
...	4 736 556	2 600 000	...	7 336 556	Contributions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels	6 922 787	413 769	...	6 179 736
...	4 911 363	...	500 000	5 411 363	Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	5 411 363	...	...	5 352 416
...	4 856 593	...	...	4 856 593	Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques)	4 856 593	...	...	4 856 593
...	2 175 000	2 100 000	...	4 275 000	Contributions à l'appui du Fonds de justice pour les jeunes	2 752 284	1 522 716	...	3 770 350

...	3 631 276	...	...	3 631 276	Programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	3 630 407	869	...	3 628 407
...	2 800 000	...	...	2 800 000	Contributions versées en vertu du Programme d'avocats spéciaux	1 088 483	1 711 517	...	1 571 546
...	7 175 845	...	(200 000)	6 975 845	Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	6 110 114	865 731	...	4 471 689
...	3 085 081	...	219 600	3 304 681	Contributions à l'appui du Programme juridique de partenariats et d'innovation	3 228 634	76 047	...	3 414 908
...	3 000 000	...	...	3 000 000	Contributions à l'appui de l'aide juridique—Sécurité publique et lutte contre le terrorisme	2 811 080	188 920	...	2 470 621
...	1 650 000	...	232 213	1 882 213	Contributions pour payer les services des avocats désignés par le tribunal dans des poursuites fédérales	1 882 213	...	...	1 708 887
...	250 000	...	38 000	288 000	Contributions versées à la Conférence de La Haye de droit international privé	282 278	5 722	...	278 127
...	80 000	...	82 400	162 400	Contributions versées à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT)	161 798	602	...	72 026
...	15 950 000	...	40 000	15 990 000	Contributions à l'appui du Fonds de soutien à la famille	15 989 910	90	...	15 975 107
...	2 250 000	...	...	2 250 000	Fonds de réserve des équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés	61 719	2 188 281	...	491 819
...	386 064 536	4 700 000	478 335	391 242 871	Total—Contributions	379 893 339	11 349 532	...	383 531 062
...	388 098 536	7 600 000	...	395 698 536	Total du ministère	381 614 514	14 084 022	...	385 764 244
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada									
Contributions									
...	500 000	...	...	500 000	Programme de contributions relatif à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i>	432 587	67 413	...	446 385
...	500 000	...	...	500 000	Total de l'organisme	432 587	67 413	...	446 385
...	388 598 536	7 600 000	...	396 198 536	Total du portefeuille ministériel	382 047 101	14 151 435	...	386 210 629

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services juridiques au gouvernement	270 000 000	270 000 000	261 083 373
Services internes	39 139 193	39 139 193	27 076 399
Total du ministère—Budgétaire	309 139 193	309 139 193	288 159 772
Commission canadienne des droits de la personne			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services internes	672 587	672 587	...
Total de l'organisme—Budgétaire	672 587	672 587	...
Commissaire à la magistrature fédérale			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Magistrature fédérale	275 000	209 409	206 396
Total de l'organisme—Budgétaire	275 000	209 409	206 396
Bureau du directeur des poursuites pénales			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Programme de poursuites des infractions aux règlements et des crimes économiques	14 818 586	14 818 586	13 571 603
Services internes	1 620 268	1 620 268	...
Total de l'organisme—Budgétaire	16 438 854	16 438 854	13 571 603
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	326 525 634	326 460 043	301 937 771

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Autres ministères du gouvernement	161 893	145 776
Divers	789 387	695 065
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	13 103 929	7 181 127
	14 055 209	8 021 968
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Enregistrement de divorces	641 857	720 126
Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	7 011 550	7 371 267
	7 653 407	8 091 393
Services de nature non réglementaire—		
Crédit net/Revenus des services juridiques	355 897 488	328 628 316
	363 550 895	336 719 709
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 767	16 639
Revenus divers—		
Amendes et confiscations	340 821	367 374
Location de résidences et services publics	104 108	97 017
Société d'État facturée	81 579	75 272
Divers	157 342	439 708
	683 850	979 371
Total du ministère	378 292 721	345 737 687
Commission canadienne des droits de la personne		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 426	17 635
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	8 311	283 666
	11 737	301 301
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits		
Services de soutien internes	672 587	...
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	38
Revenus divers	342	635
Total de l'organisme	684 666	301 974

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Tribunal canadien des droits de la personne					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	325	742			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	74 614	...			
	74 939	742			
Revenus divers	70	90			
Total de l'organisme	75 009	832			
Commissaire à la magistrature fédérale					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 706	231			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	447			
	4 706	678			
Ventes de biens et de services—					
Services de nature non réglementaire	209 409	206 396			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	452			
Revenus divers—					
Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction publique—Juges	13 627 964	13 373 817			
Total de l'organisme	13 842 079	13 581 343			
Service administratif des tribunaux judiciaires					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	33 084	37 332			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	14 396	113 836			
	47 480	151 168			
Ventes de biens et de services—					
Services de nature réglementaire—					
Droits de dépôt	1 630 510	1 465 425			
Dépenses de la Cour	13 350	21 700			
	1 643 860	1 487 125			
Ventes de biens et de produits d'information—					
Ventes de photocopies	101 663	195 708			
Autres frais et droits	15	...			
	1 745 538	1 682 833			
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 935	4 074
			Revenus divers—		
			Amendes de la Cour	1 066 000	5 060 000
			Divers	1 575 976	1 231 524
				2 641 976	6 291 524
			Total de l'organisme	4 442 929	8 129 599
			Bureau du directeur des poursuites pénales		
			Autres revenus—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	70 392	120 691
			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	3 023 880
				70 392	3 144 571
			Ventes de biens et de services—		
			Services de nature non réglementaire—		
			Charge de revenus affectés au crédit	18 617 474	15 502 806
			Revenus divers—		
			Amendes et confiscations	1 058 575	1 184 269
			Location de résidences et services publics	422 475	355 982
			Facturation de société d'État	88 858	10 195
			Divers	6 120	9 196
				1 576 028	1 559 642
			Total de l'organisme	20 263 894	20 207 019
			Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
			Autres revenus—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	43 459	98 774
			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	80 381	85 480
				123 840	184 254
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	361	321
			Revenus divers	190	1 840
			Total de l'organisme	124 391	186 415

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Cour suprême du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	38 168	6 686
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	20 309	134 022
	58 477	140 708
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	8 883	6 291
Ventes de biens et de produits d'information—		
Vente de communiqués de la Cour suprême	(900)	3 900
Vente de motifs de jugement	1 204	2 326
	304	6 226
Autres frais et droits—		
Photocopies	35 577	19 944
Frais d'enregistrement	74 219	68 193
Divers	31 692	25 175
	141 488	113 312
	150 675	125 829
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	937	7 065
Revenus divers—		
Contributions des juges pour des rentes	33 545	39 312
Total de l'organisme	243 634	312 914
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 446 780	11 945 390
Ventes de biens et de services	384 946 578	354 237 573
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 000	28 589
Revenus divers	18 563 965	22 246 231
Total du portefeuille ministériel	417 969 323	388 457 783

SECTION 19

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Parlement

Sénat

Chambre des communes

Bibliothèque du Parlement

**Commissariat aux conflits d'intérêts et à
l'éthique**

Conseiller sénatorial en éthique

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	19.2
Sommaire du portefeuille ministériel	19.5
Activités de programme	19.7
Paievements de transfert	19.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés . .	19.9
Revenus	19.9

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Sénat**Résultat stratégique**

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer son propre fonctionnement.

Description des activités de programme*Sénateurs et bureaux des sénateurs*

Assure la prestation aux sénateurs des services prévus par la loi, comme l'autorisent la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*. Les dépenses de fonctionnement des bureaux des sénateurs sont payées conformément aux politiques et aux lignes directrices établies. Les dépenses comprises dans ces deux catégories sont les suivantes : indemnités de session et de fonction des sénateurs et cotisations aux régimes de retraite; alloca-

tions de retraite; frais de déplacement et de communication; dépenses de recherche et de bureau des sénateurs, y compris les dépenses de personnel et le coût du matériel et des services nécessaires au fonctionnement de leurs bureaux respectifs; fonds de recherche pour les caucus.

Soutien administratif

Offre le soutien nécessaire à la prestation efficace, efficiente et économique des programmes décrits sous les trois autres activités de programme du Sénat. L'activité de programme Soutien administratif fournit locaux et de l'équipement, des outils, de l'information, du matériel et des services, et des conseils spécialisés sur tous les aspects des activités. Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : services financiers et gestion du matériel; ressources humaines; services de sécurité; services de communication et d'information; gestion de la technologie de l'information; aménagement et entretien des locaux; services de poste, de messagerie et d'imprimerie; réparations, métiers et transports.

Comités et associations

Fournit un soutien aux sénateurs qui font partie de comités permanents, de comités spéciaux et de comités mixtes. Les comités sont chargés d'étudier à fond les projets de loi et d'approuver ou de modifier des projets de loi en se fondant sur les témoignages d'experts et sur les conseils juridiques d'experts en droit. Ils examinent des sujets d'intérêt public, font des recommandations et étudient les propositions de dépenses du gouvernement. Les sénateurs participent aussi aux activités des associations parlementaires et des groupes d'amitié. Ils représentent le Canada dans des forums internationaux où l'on discute de dossiers importants pour la population canadienne. Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : comités et associations parlementaires; comptes rendus des débats et service de publication; télédiffusion des délibérations des comités.

Fonctionnement de la Chambre

Assure la prestation du soutien et des services nécessaires aux sénateurs pour leur travail à la Chambre du Sénat, c'est-à-dire délibérer et approuver des projets de loi, présenter des pétitions, discuter des rapports des comités et participer à des cérémonies. Ces fonctions sont exercées conformément au Règlement du Sénat, à la procédure parlementaire, aux règles de préséance et aux décisions du président. Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : rémunération additionnelle des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses du personnel et dépenses relatives au fonctionnement des bureaux des hauts fonctionnaires du Sénat; traitements et autres dépenses de fonctionnement relatives au greffier du Sénat, au sous-greffier, au légiste et au huissier du bâton noir; journaux, comptes rendus des débats et publications dans les deux langues officielles; programme des pages du Sénat; échanges parlementaires.

Chambre des communes**Résultat stratégique**

Soutien administratif et professionnel efficace aux députés exerçant individuellement et collectivement à titre de législateurs et de représentants de 308 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus.

Description des activités de programme*Députés et agents supérieurs de la Chambre*

Les députés assument les rôles de législateurs et de représentants élus de leur circonscription. Dans leur circonscription, les députés participent à des événements et à des activités et discutent avec les électeurs de ce qui les préoccupe. À la Chambre, les députés participent aux débats, étudient et votent les projets de loi. Les députés siègent au sein des comités permanents et des co-

mités spéciaux ou mixtes, car la Chambre des communes confie à ses comités l'étude approfondie de projets de loi ainsi que l'examen minutieux des programmes et politiques du gouvernement. Ils font également partie d'associations parlementaires et de groupes interparlementaires et se joignent à des délégations qui touchent le travail de ces associations et les échanges parlementaire. Finalement, en caucus, les députés conçoivent des stratégies, discutent des politiques et examinent d'importants dossiers avec les autres députés de leur parti, et orientent le travail du service de recherche du parti. Certains députés endossent d'autres fonctions telles que : président, vice-président, leaders à la Chambre et whips en chef.

Administration de la Chambre

Les employés de la Chambre sont chargés de fournir des services aux députés élus pour une législature et, de plus, sont en permanence au service de la Chambre en tant qu'institution en assumant la continuité d'une législature à l'autre, en préservant les archives parlementaires et en veillant à la stabilité de l'infrastructure sous-tendant le processus démocratique. Des conseils et du soutien sont offerts dans une gamme étendue de services tels que : procédurales, législatifs, juridiques, gestion et technologies de l'information, gestion des immeubles, sécurité, restauration, finances, ressources humaines, santé et sécurité au travail. Le personnel de la Chambre des communes s'efforce de toujours bien soutenir l'institution et le travail des députés dans leur rôle de législateur et de représentant des 308 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus.

Bibliothèque du Parlement

Résultat stratégique

Un Parlement informé et accessible.

Description des activités de programme

Services d'information aux parlementaires

Cette activité de programme offre aux parlementaires des services d'information, de documentation, de recherche et d'analyse pour les aider à remplir leurs rôles de législateur et de représentant et les soutenir dans leurs efforts visant à rendre le Parlement et l'information à son propos accessibles au public.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Résultat stratégique

Le public peut avoir confiance que les titulaires de charge publique ainsi que les députés rencontrent les exigences des mesures d'observation régissant leur conduite en ce qui concerne les conflits d'intérêts.

Description des activités de programme

Application de la Loi sur les conflits d'intérêts et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés

La commissaire donne des conseils confidentiels aux titulaires de charge publique et aux députés sur l'observation de la *Loi sur les conflits d'intérêts* (la Loi) et du Code des députés, respectivement. Elle a également pour mission de fournir des avis confidentiels au premier ministre sur les questions de conflits d'intérêts et d'éthique. La commissaire peut mener une enquête pour déterminer si un député a contrevenu ou non au Code ou peut procéder à un examen pour déterminer si un titulaire ou un ex-titulaire de charge publique a contrevenu à la Loi. Cette activité de programme vise à réduire au minimum les possibilités de conflit entre les intérêts personnels des titulaires de charge publique ou les députés et leurs fonctions officielles, et de prévoir les moyens de régler de tels conflits, le cas échéant, dans l'intérêt public.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseiller sénatorial en éthique

Résultat stratégique

Les sénateurs respectent les obligations découlant du Code régissant les conflits d'intérêts de manière à aider à assurer l'intégrité du Sénat en tant qu'institution.

Description des activités de programme

Administration

Le mandat du conseiller sénatorial en éthique consiste à administrer et à interpréter le code qui établit des normes de conduite pour les sénateurs. Voici les principales fonctions du conseiller sénatorial en éthique : fournir des conseils et des avis confidentiels sur toute question relative aux obligations des sénateurs en vertu du code; examiner les déclarations confidentielles annuelles (liste des sources de revenus, éléments d'actif, éléments de passif, contrats avec le gouvernement, intérêts financiers et autres), aviser les sénateurs des conflits d'intérêts possibles et des mesures de conformité, et préparer des résumés publics; enquêter, au besoin, sur la conformité au code.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice		Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
						Sénat				
...	59 490 350	...	...	59 490 350	1	Dépenses du programme	56 793 395	2 696 955	...	53 464 529
...	7 810 632	...	(1 169 278)	6 641 354	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 641 354	...	...	6 864 569
...	26 655 200	...	(110 269)	26 544 931	(S)	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	26 544 931	...	...	28 047 542
...	93 956 182	...	(1 279 547)	92 676 635		Total de l'organisme—Budgétaire	89 979 680	2 696 955	...	88 376 640
						Chambre des communes				
...	290 297 302	...	...	290 297 302	5	Dépenses de programme				
...	...	2 733 651	...	2 733 651	5c	Dépenses de programme				
...	...	...	1 138 525	1 138 525		Virement du CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	290 297 302	2 733 651	1 138 525	294 169 478		Total—Crédit 5	274 982 549	19 186 929	...	274 478 137
...	37 909 083	...	(2 891 195)	35 017 888	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35 017 888	...	...	35 346 405
...	113 441 704	8 999 417	(5 206 652)	117 234 469	(S)	Députés—Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	117 234 469	...	...	114 439 409
...	441 648 089	11 733 068	(6 959 322)	446 421 835		Total de l'organisme—Budgétaire	427 234 906	19 186 929	...	424 263 951
						Bibliothèque du Parlement				
...	37 496 080	...	...	37 496 080	10	Dépenses du programme	36 369 707	1 126 373	...	36 972 594
...	5 251 680	...	(313 783)	4 937 897	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 937 897	...	...	4 948 977
...	42 747 760	...	(313 783)	42 433 977		Total de l'organisme—Budgétaire	41 307 604	1 126 373	...	41 921 571

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice		Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	6 338 000	...	...	6 338 000	15	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	5 893 494	444 506	...	5 312 166
...	812 340	...	(67 973)	744 367	(S)	Dépenses du programme	744 367	...	...	703 760
...	7 150 340	...	(67 973)	7 082 367		Total de l'organisme—Budgétaire	6 637 861	444 506	...	6 015 926
...	719 500	...	...	719 500	20	Conseiller sénatorial en éthique	709 569	9 931	...	678 941
...	109 800	...	(19 927)	89 873	(S)	Dépenses du programme	89 873	...	...	96 965
...	829 300	...	(19 927)	809 373		Total de l'organisme—Budgétaire	799 442	9 931	...	775 906
...	586 331 671	11 733 068	(8 640 552)	589 424 187		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	565 959 493	23 464 694	...	561 353 994

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- (1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
 Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
 Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
 Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Sénat												
Sénateurs et bureaux des sénateurs	42 989 896	44 088 567	...	...	44 507	44 507	...	...	...	...	43 034 403	44 133 074
Soutien administratif	31 450 793	29 483 948	...	...	...	...	...	...	...	...	31 450 793	29 483 948
Comités et associations	12 003 827	10 085 935	...	...	377 015	377 015	...	...	...	...	12 380 842	10 462 950
Fonctionnement de la Chambre	5 810 597	5 899 708	...	...	...	...	...	...	...	...	5 810 597	5 899 708
Total de l'organisme—Budgétaire	92 255 113	89 558 158	...	...	421 522	421 522	...	...	...	...	92 676 635	89 979 680
Chambre des communes												
Députés et agents supérieurs de la Chambre	269 202 931	252 826 583	...	...	884 932	839 689	51 950	51 950	...	...	270 035 913	253 614 322
Administration de la Chambre	177 152 089	174 284 609	...	...	55 123	46 778	821 290	710 803	...	...	176 385 922	173 620 584
Sous-total	446 355 020	427 111 192	...	...	940 055	886 467	873 240	762 753	...	...	446 421 835	427 234 906
Revenus affectés aux dépenses	(873 240)	(762 753)	...	...	...	...	(873 240)	(762 753)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	445 481 780	426 348 439	...	...	940 055	886 467	...	...	...	...	446 421 835	427 234 906
Bibliothèque du Parlement												
Services d'information aux parlementaires	34 693 026	32 956 973	...	...	...	...	1 000 000	839 700	...	...	33 693 026	32 117 273
Services internes	8 053 951	9 190 331	687 000	...	...	...	...	...	...	...	8 740 951	9 190 331
Sous-total	42 746 977	42 147 304	687 000	...	...	...	1 000 000	839 700	...	...	42 433 977	41 307 604
Revenus affectés aux dépenses	(1 000 000)	(839 700)	...	...	...	...	(1 000 000)	(839 700)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	41 746 977	41 307 604	687 000	...	...	...	...	...	...	...	42 433 977	41 307 604
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique												
Application de la <i>Loi sur les conflits d'intérêts</i> et du Code régissant les conflits d'intérêts des députés	4 788 793	4 160 323	...	...	...	...	...	...	...	...	4 788 793	4 160 323
Services internes	2 293 574	2 477 538	...	...	...	...	...	...	...	...	2 293 574	2 477 538
Total de l'organisme—Budgétaire	7 082 367	6 637 861	...	...	...	...	...	...	...	...	7 082 367	6 637 861
Conseiller sénatorial en éthique—Budgétaire	809 373	799 442	...	...	...	...	...	...	...	...	809 373	799 442
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	587 375 610	564 651 504	687 000	...	1 361 577	1 307 989	...	...	...	...	589 424 187	565 959 493

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Sénat				
					Subventions				
...	167 000	...	(122 493)	44 507	(S) Pensions aux sénateurs à la retraite	44 507	...	...	43 856
					Contributions				
...	380 000	...	(2 985)	377 015	Contributions aux associations parlementaires	377 015	...	...	373 411
...	547 000	...	(125 478)	421 522	Total de l'organisme	421 522	...	...	417 267
					Chambre des communes				
					Contributions				
...	940 055	...	...	940 055	Paiements aux associations parlementaires et de procédure	886 467	53 588	...	884 634
...	940 055	...	...	940 055	Total de l'organisme	886 467	53 588	...	884 634
...	1 487 055	...	(125 478)	1 361 577	Total du portefeuille ministériel	1 307 989	53 588	...	1 301 901

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Chambre des communes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Députés et agents supérieurs de la Chambre			
Produits de la vente de biens	22 231	22 231	5 121
Droits d'affiliation à des associations parlementaires	29 645	29 645	24 220
Autres recouvrements	74	74	...
	51 950	51 950	29 341
Administration de la Chambre			
Droits d'affiliation à des associations parlementaires	...	...	3 020
Produits de la vente de biens	6 960	6 960	55 760
Virements provenant du restaurant parlementaire	766 330	666 789	988 396
Autres recouvrements	48 000	37 054	52 765
	821 290	710 803	1 099 941
Total de l'organisme—Budgétaire	873 240	762 753	1 129 282
Bibliothèque du Parlement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services d'information aux parlementaires	1 000 000	839 700	820 917
Total de l'organisme—Budgétaire	1 000 000	839 700	820 917
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 873 240	1 602 453	1 950 199

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sénat		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	38 465	32 993
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	354 759	287 956
	393 224	320 949
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 375	78
Revenus divers—		
Cotisation des sénateurs au Trésor en vertu de l'article 25 de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	1 101	9 469
Total de l'organisme	414 700	330 496
Chambre des communes		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	301 354	652 395
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	38 959	68 911
	340 313	721 306
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	666 789	988 396
Autres frais et droits—		
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau	65 529	75 349
Autres	1 244	4 656
	66 773	80 005
	733 562	1 068 401
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	29 191	60 881
Total de l'organisme	1 103 066	1 850 588

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Bibliothèque du Parlement		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	235	...
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	53 110	27 791
	53 345	27 791
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	858 405	828 548
Total de l'organisme	911 750	856 339
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	(1 500)
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	6 311	2 301
	6 311	801
Revenus divers—		
Revenus provenant de pénalités	800	600
Total de l'organisme	7 111	1 401
Conseiller sénatorial en éthique		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	16 194
Total de l'organisme	...	16 194
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	793 193	1 087 041
Ventes de biens et de services	1 591 967	1 896 949
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	49 566	60 959
Revenus divers	1 901	10 069
Total du portefeuille ministériel	2 436 627	3 055 018

SECTION 20

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Patrimoine canadien

Ministère

Conseil des Arts du Canada

Société Radio-Canada

Musée canadien des droits de la personne

Musée canadien des civilisations

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Musée canadien de la nature

Conseil de la radiodiffusion et des télécommuni-
cations canadiennes

Bibliothèque et Archives du Canada

Société du Centre national des Arts

Commission des champs de bataille nationaux

Office national du film

Musée des beaux-arts du Canada

Musée national des sciences et de la technologie

Commission de la fonction publique

Commission des relations de travail dans la
fonction publique

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Greffe du Tribunal de la protection des fonc-
tionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles

Téléfilm Canada

SOMMAIRE

Page

Résultat stratégique et description des activités de programme	20.2
Sommaire du portefeuille ministériel	20.12
Activités de programme	20.19
Paievements de transfert	20.23
Détail des montants disponibles pour être dépensés.	20.27
Revenus	20.28

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Les Canadiens partagent, expriment et apprécient leur identité canadienne.

Description des activités de programme*Langues officielles*

Patrimoine canadien est responsable de la planification, de la mise en œuvre et de la gestion des Programmes d'appui aux langues officielles ayant trait à la promotion de la dualité linguistique au sein du Canada et au développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire, conformément au mandat du Ministère prévu à l'article 43 de la *Loi sur les langues officielles* (LLO). Cette activité s'intègre au résultat stratégique du gouvernement : « Une société diversifiée favorisant la dualité linguistique et l'inclusion

sociale ». Patrimoine canadien joue un rôle de concertation et d'appui auprès des institutions fédérales dans la mise en œuvre de leur engagement à l'égard du développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et de la promotion de la dualité linguistique, conformément à l'article 42 de la LLO. Patrimoine canadien est également responsable de la coordination horizontale du Programme des langues officielles qui comprend toutes les activités des institutions fédérales relevant de la LLO, qu'il s'agisse de la langue de service au public ou de travail, de soutien à la dualité linguistique dans la société canadienne ou d'appui aux développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Promotion et appartenance au Canada

Cette activité de programme vise à promouvoir l'identité canadienne en inspirant chez les Canadiens la confiance, la fierté et un sentiment d'identité nationale. Elle représente et célèbre le Canada auprès des Canadiens et du monde entier, en démontrant ingéniosité, réalisation, innovation, excellence et leadership, et en exprimant les valeurs communes, la diversité culturelle et la place du Canada au sein de la collectivité mondiale. Cette activité fait également la promotion de l'éducation civique et de la participation des jeunes Canadiens par l'entremise d'échanges, de forums et de service communautaire, en plus de leur donner l'occasion de connaître et de comprendre la société canadienne, sa diversité, son histoire et ses institutions. Le concept de base de cette activité de programme est de promouvoir les valeurs canadiennes auprès des Canadiens et Canadiennes et du monde entier.

Engagement et participation communautaire

Cette activité de programme vise à s'assurer que les Canadiens sont des personnes engagées et qu'ils ont la possibilité de participer aux aspects civique, social et culturel de la vie au Canada et dans leurs communautés. Ceci est accompli grâce à des programmes de financement et des initiatives qui soutiennent les efforts des

communautés dans le but de : renforcer l'engagement des citoyens et l'inclusion sociale grâce aux arts visuels et aux arts de la scène; exprimer, célébrer et préserver le patrimoine local; contribuer à la sensibilisation aux droits de la personne au Canada et à l'accroissement du respect de ces droits et trouver des solutions novatrices et appropriées aux difficultés d'ordre social, culturel, économique et aux autres obstacles qui affectent les chances d'avenir des communautés autochtones et de leurs membres. Cette activité de programme comporte des avantages sociaux solides, car elle contribue à la préservation de l'histoire et de l'identité des diverses communautés canadiennes, tout en permettant aux traditions et aux identités d'évoluer avec le temps. L'activité de programme appuie le mandat du Ministère de renforcer l'identité canadienne et ses valeurs, ainsi que l'appartenance au Canada.

Résultat stratégique

Les expressions artistiques et le contenu culturel sont créés et accessibles au pays et à l'étranger.

Description des activités de programme*Industries culturelles*

Cette activité de programme soutient le secteur culturel canadien pour s'assurer qu'une gamme de contenu culturel canadien est produite et accessible pour les auditoires canadiens et internationaux. Elle crée aussi les conditions pour favoriser la viabilité des industries culturelles canadiennes. Cette activité de programme vise à permettre aux créateurs canadiens, aux entrepreneurs, aux exportateurs culturels, aux producteurs et aux industries culturelles de développer un marché et d'exporter le contenu culturel canadien. Ceci est accompli par l'exécution de programmes et la prestation de services sous forme de subventions, de contributions, de crédits d'impôt, de politiques et de mesures réglementaires et législatives. Le concept de base est d'encourager la création d'un contenu culturel canadien et son accès, à la fois au pays et à l'étranger.

Arts

Cette activité de programme est nécessaire pour améliorer l'accès direct des Canadiens à des expériences artistiques variées et pour contribuer à la viabilité du secteur des arts. Ceci est accompli grâce à des programmes de financement qui appuient : la présentation de festivals artistiques professionnels ou de saisons de spectacles; l'amélioration de l'infrastructure artistique et patrimoniales; l'amélioration des pratiques d'affaires et de gestion d'organismes voués aux arts et au patrimoine; une meilleure intégration des arts et du patrimoine dans la planification municipale; ainsi que des établissements qui proposent une formation de haut calibre pour la préparation à des carrières artistiques professionnelles.

Concept de base : Encourager l'accès, la viabilité et l'excellence des arts pour tous les Canadiens et Canadiennes.

Patrimoine

Cette activité de programme est nécessaire afin s'assurer que le patrimoine culturel du Canada est préservé et accessible à tous les Canadiens aujourd'hui et dans l'avenir. Cette activité de programme permet au secteur du patrimoine d'améliorer ses connaissances, ses compétences et ses pratiques professionnelles servant à préserver et présenter les collections et objets patrimoniaux, et à créer et diffuser des expositions et autres formes de contenu du patrimoine. Ceci se réalise en fournissant du financement, de l'expertise et des services sous forme de subventions, contributions, incitatifs fiscaux de même que des mesures réglementaires et législatives. Le concept de base de cette activité de programme est de promouvoir la préservation et la présentation du patrimoine culturel canadien.

Résultat stratégique

Les Canadiens participent et excellent dans les sports.

Description des activités de programme

Sport

Cette activité de programme fait le promotion chez les Canadiens et les communautés canadiennes du développement et de l'excellence dans les sports. Pour ce faire, elle appuie les athlètes de haut niveau performant dans les manifestations sportives nationales et internationales, améliore la capacité du Canada d'accueillir des manifestations sportives nationales et internationales et soutient la poursuite de l'excellence en entraînement et dans les organisations sportives. Ces dernières années, la portée de ce programme a été élargie de manière à inclure la promotion de la participation à des activités sportives par les Canadiens de tous âges et toutes capacités. Cette activité de programme offre du financement, des conseils spécialisés et d'autres services aux athlètes canadiens, aux organisations sportives et aux organisateurs de manifestations sportives. Le concept de base de cette activité de programme est d'améliorer et promouvoir la participation des Canadiens et Canadiennes et l'excellence dans les sports, les organisations sportives et les manifestations sportives.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil des Arts du Canada

Résultat stratégique

Un secteur artistique vif et dynamique au Canada.

Description des activités de programme

Subventions et services aux artistes et aux organismes artistiques, à l'appui de la création, de la production et de la diffusion d'œuvre d'art

Offre aux artistes professionnels et aux organisations artistiques canadiens une gamme de subventions et de services.

Promotion des arts, afin de favoriser la connaissance et la compréhension de la culture et des arts canadiens

Pour regrouper au sein de l'organisation toutes les activités liées à la promotion des arts tant au niveau national qu'international, incluant les partenariats et les réseaux avec différents intervenants, la location d'œuvres d'arts, et reconnaître l'excellence artistique par la remise de prix.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société Radio-Canada

Résultat stratégique

Un service public national de radiodiffusion dont le contenu et le caractère sont principalement canadiens.

Description des activités de programme

Services de télévision

Services de télédiffusion nationaux, régionaux et locaux en français et en anglais.

Services de radio

Services de radiodiffusion nationaux, régionaux et locaux en français et en anglais, ainsi qu'un service de radiodiffusion international, Radio Canada International.

Transmission et distribution de programmation

Distribution des services de diffusion nationaux dans presque toutes les régions du Canada par satellite, ondes courtes et lignes terrestres. Cela comprend le signal qui permet d'acheminer le service aux postes de radio et de télévision individuels par l'intermédiaire des émetteurs de CBC/SRC, les paiements aux stations affiliées privées qui présentent les émissions de CBC/SRC et les installations qui reportent ou devancent la diffusion des émissions en fonction des fuseaux horaires du pays.

Néseau de l'information en anglais

CBC Newsworld est un service spécialisé de nouvelles et d'information d'expression anglaise distribué par satellite et par câble. Les coûts différentiels de ses activités sont financés à même ses revenus.

Réseau de l'information en français

Le Réseau de l'information est un service spécialisé de nouvelles et d'information d'expression française distribué par satellite et par câble. Les coûts différentiels de ses activités sont financés à même ses revenus.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Musée canadien des droits de la personne**Résultat stratégique**

Connaissance approfondie des droits de la personne, en mettant un accent particulier sur le Canada, en vue d'accroître la compréhension du public à cet égard, de promouvoir le respect des autres et d'encourager la réflexion et le dialogue.

Description des activités de programme*Locaux*

L'objectif de cette activité durant les premières années sera de gérer toutes les étapes du projet de construction – y compris le choix du plan final – jusqu'à sa mise en service et son inauguration officielle. Le Conseil sera entièrement responsable de la supervision de tous les aspects du projet de construction, dont le choix du plan final, l'établissement des délais pour la construction, et la gestion des risques tout au long du projet. Avant l'ouverture du Musée canadien des droits de la personne (MCDP), il faudra établir des mécanismes adéquats pour permettre un entretien et un fonctionnement efficaces et pour en assurer la sécurité, l'accessibilité et la viabilité permanentes.

Contenu et programmation du Musée

En devenant le premier musée du monde consacré à l'étude des droits de la personne, le MCDP ouvre de nouvelles voies : un musée de cette nature est sans précédent. Durant les premières années, l'objectif principal de cette activité sera d'établir un programme public novateur et unique rendant possible le développement de la recherche et l'avancement des connaissances, la création d'expositions accessibles et interactives et d'une programmation éducative qui encourage le dialogue et la réflexion, la capacité de sensibiliser la population partout au Canada, de s'engager envers elle et de lui fournir un service adéquat, de même qu'un service de marketing et de communications efficace pour

garantir que les programmes et les services offerts par le MCDP sont très bien connus.

Intendance et gestion de la société

L'activité d'intendance et de gestion de la société a pour but de garantir que les fonds publics et privés investis dans le MCDP sont gérés de façon transparente et responsable, que les ressources sont déployées, développées, dirigées, administrées et contrôlées de manière efficace, et que la société maximise la valeur de sa contribution à la population et à la société canadiennes.

Musée canadien des civilisations**Résultat stratégique**

Connaissance, appréciation et respect des réalisations culturelles humaines et du comportement humain, et intérêt pour ceux-ci, grâce à des collections d'objets historiques et culturels, des expositions, des programmes et des recherches reflétant un point de vue canadien.

Description des activités de programme*Locaux*

Gérer et maintenir toutes les installations ainsi que les services de sécurité et d'accueil connexes.

Exposition, éducation et communication

Développer, maintenir et faire connaître les expositions, les programmes et les activités pour accroître la connaissance, la compréhension critique de même que le respect et le degré d'appréciation de toutes les réalisations culturelles et du comportement humain.

Collection et recherche

Gérer, développer, conserver et faire de la recherche sur les collections afin d'améliorer l'exécution des programmes et d'accroître les connaissances scientifiques.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Musée Canadien de l'immigration du Quai 21

Expérience des visiteurs et création de liens

Les Canadiens ont accès à du contenu et à des programmes muséaux qui reflètent la diversité des expériences et des contributions des immigrants tout au long de l'histoire du Canada, et ils participent à leur élaboration.

Installations

Les installations du Musée contribuent à une expérience enrichissante, chaleureuse et engageante. Sécuritaires et accessibles aux visiteurs, au personnel et aux bénévoles, elles sont entretenues de façon rentable. Les rénovations respectent les aspects patrimoniaux du site.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Musée canadien de la nature

Résultat stratégique

L'intérêt et le respect à l'égard de la nature de même que la connaissance et le degré d'appréciation, par la collecte d'objets d'histoire naturelle, les programmes

d'éducation du public et la recherche offrant une perspective principalement axée sur le Canada.

Description des activités de programme

Installations

Apport d'installations sécuritaires et fonctionnelles répondant à toutes les exigences relatives à la sécurité et aux codes du bâtiment, y compris un musée rénové qui contribue à la réalisation de la vision et du mandat du Musée.

Programmes d'éducation du public

Élaboration et entretien des expositions, des programmes, des publications électroniques et imprimées, du site Web nature.ca et des activités visant à faire comprendre et apprécier la nature.

Recherche

Exploration du passé et préparation des Canadiens à l'avenir grâce à des activités de systématiques et de recherche appliquée, et à l'établissement de réseaux et de liens avec les milieux scientifiques du Canada et de l'étranger.

Gestion des collections

Développement, préservation et mise à la disposition du public de collections d'objets d'histoire naturelle, de spécimens et de documents répondant aux besoins croissants des secteurs public et privé à l'égard de la recherche, de l'éducation et de la prise de décisions éclairées concernant la nature.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Résultat stratégique

Les Canadiens ont accès à une grande variété d'émissions canadiennes de haute qualité et à des services de télécommunication fiables, abordables et de haute qualité.

Description des activités de programme

Télécommunications canadiennes

La *Loi sur les télécommunications* exige que le Conseil de la radio-télévision et des télécommunications canadiennes réglemente et supervise l'industrie des télécommunications par l'approbation des demandes tarifaires et la favorisation de la concurrence. Grâce à cette activité, les Canadiens ont accès à un service téléphonique fiable et à tout autre service de télécommunications à des prix raisonnables fondés sur les forces du marché et, le cas échéant, une réglementation efficace et efficiente.

Radiodiffusion canadienne

La *Loi sur la radiodiffusion* exige que le Conseil de la radio-télévision et des télécommunications canadiennes réglemente et supervise les radiodiffuseurs et les services de radiodiffusion, incluant la radio, la télévision, la câblodistribution et les entreprises de distribution par satellite de radiodiffusion directe (SRD), par l'émission de licences de radiodiffusion. Cette activité est primordiale au maintien d'une prédominance du contenu canadien et à la provision d'un accès complet

au système de radiodiffusion, en tant que participants de l'industrie autant qu'en tant qu'auditeurs.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bibliothèque et Archives du Canada

Résultat stratégique

La mémoire continue du Canada est documentée et disponible pour les générations actuelles et futures.

Description des activités de programme

Documentation de l'expérience canadienne

Un des piliers du mandat de BAC est d'assurer que la mémoire continue du Canada reflète la société canadienne et est d'intérêt pour les générations actuelles et futures. Les fonds et collections de BAC se composent de documents publiés et non-publiés présentés dans une variété de formats, tant analogiques que numériques. La majorité des acquisitions de BAC sont effectuées dans un cadre législatif. Par exemple, les documents publiés canadiens doivent être déposés à BAC par les éditeurs en vertu du *Règlement sur le dépôt légal de publications*. De même, les documents gouvernementaux à valeur archivistique doivent être transférés à BAC dès qu'ils ont perdu leur valeur opérationnelle dans les organisations qui les ont créés en vertu de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*. BAC enrichit sa collection de l'expérience canadienne par l'acquisition, grâce à des dons et à des achats sélectifs, de matériel, en fonction de plusieurs

critères rigoureux de manière à en assurer la cohérence et la pertinence.

Conservation de la mémoire continue

BAC gère une vaste collection de documents de divers formats, tant numériques qu'analogiques, qui doivent être conservés et mis à la disposition des Canadiens au fil du temps. Les approches de l'archivistique et de la bibliothéconomie relatives à la conservation des documents, tant les approches traditionnelles que celles à la fine pointe de la technologie, permettent non seulement la conservation des documents en format analogique, mais aussi la conservation à long terme des documents pertinents en format numérique. La conservation comprend l'ensemble des activités de gestion et des stratégies qui assurent l'intégrité et l'authenticité de la mémoire continue canadienne, analogique et numérique, tout en permettant l'accès actuel et à long terme. Les activités de conservation se divisent en plusieurs catégories. On y retrouve les activités liées à la gestion physique de la collection telles que l'entreposage et la circulation; celles liées à la restauration qui visent à prévenir la détérioration des documents et à réparer les dommages déjà subis par les documents; celles liées à la reproduction de préservation qui visent à créer des copies de remplacement afin de toujours assurer l'accès à des documents qui seraient autrement trop fragiles. Du côté numérique, des stratégies novatrices sont mises en oeuvre pour maintenir l'accès aux documents dont les formats sont désuets et pour disposer d'un emplacement sécuritaire afin de protéger les documents dans leur format original.

Exploration des ressources documentaires

Ce programme est axé sur la diffusion et la disponibilité des ressources documentaires canadiennes pour les Canadiens ou pour toute personne intéressée par le Canada, sa société et son expérience. Pour ce faire, des stratégies sont mises en place afin de permettre aux Canadiens d'accéder plus facilement aux ressources documentaires et d'accroître l'utilisation de ces mêmes

ressources par l'ensemble du public. En rendant disponibles les ressources documentaires dont il est responsable ou dont d'autres organisations sont responsables, BAC contribue à la création de connaissances nouvelles qui viennent accroître le savoir concernant le Canada.

Résultat stratégique

L'information gouvernementale courante est gérée afin d'assurer l'imputabilité du gouvernement.

Description des activités de programme

Élaboration d'instruments de réglementation et d'outils de tenue de documents

Bibliothèque et Archives du Canada (BAC) joue un rôle de chef de file au sein du gouvernement du Canada en travaillant en collaboration avec les organismes centraux, les ministères et organismes de l'administration fédérale, ainsi qu'avec d'autres intervenants à l'élaboration de normes, d'outils et de pratiques exemplaires en matière de gestion de l'information et de tenue de documents. BAC facilite la gestion de l'information au sein des institutions fédérales et soutient cette activité en approuvant et en émettant des autorisations de disposer des documents, et en développant des outils, des guides et des lignes directrices pour appuyer le développement du programme gouvernemental sur la tenue de documents. BAC contribue à la politique sur la gestion de l'information en présidant et en participant à divers comités intergouvernementaux.

Collaboration à la gestion des documents gouvernementaux à valeur opérationnelle afin d'en assurer la disponibilité

BAC offre des conseils, un soutien, des services et de la formation aux organisations fédérales afin de leur permettre de gérer efficacement leur information et de les aider à se conformer aux exigences de la Directive sur la tenue de documents. Ces activités sont réalisées au moyen de discussions sur les orientations avec les insti-

tutions nationales et internationales, de présentations lors de conférences, congrès, symposiums et forums et de développement et de présentation de séances de formation et de sensibilisation. BAC facilite la disposition des documents gouvernementaux en offrant des conseils et un soutien en ce qui a trait à l'entreposage, à la préservation, à la destruction et au transfert des documents gouvernementaux. En outre, BAC travaille en collaboration avec la communauté des bibliothèques fédérales afin d'assurer l'accès à l'information pertinente pour appuyer les décideurs dans leur prise de décision, et ce, en cultivant l'excellence des services de bibliothèque du gouvernement du Canada. BAC conduit des recherches sur des sujets d'intérêt pour les bibliothèques fédérales, coordonne l'acquisition de ressources d'information électronique pour les bibliothèques fédérales, soutient le Groupe de travail des sous-ministres adjoints (SMA) sur l'avenir des services des bibliothèques fédérales et gère les relations avec les partenaires des bibliothèques fédérales. Enfin, BAC contribue de manière significative à rendre accessibles les documents gouvernementaux qui proviennent de différentes institutions et qui sont sous sa responsabilité en vertu de l'autorité légale que lui confère la *Loi sur l'accès à l'information*.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société du Centre national des Arts

Résultat stratégique

Arts d'interprétation forts et dynamiques dans la région de la capitale nationale et à travers le Canada.

Description des activités de programme

Programmation

Programmation des arts de la scène dans le domaine de la musique, du théâtre français, du théâtre anglais, de la danse et d'autres formes de programmation, ainsi que les services de soutien à la programmation.

Aménagement

Exploitation et administration du Centre national des Arts.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des champs de bataille nationaux

Résultat stratégique

Le parc des Champs-de-Bataille de Québec est un site historique et urbain prestigieux, accessible, sécuritaire et éducatif.

Description des activités de programme

Conservation et mise en valeur

Par cette activité de programme, la Commission des champs de bataille nationaux assure la préservation et l'intégrité du parc des Champs-de-Bataille pour les générations futures. Pour ce faire, elle effectue l'entretien et l'amélioration lorsque requis des infrastructures, de l'aménagement paysager et offre un site sûr à tous les

usagers et les visiteurs, qu'ils soient canadiens ou étrangers.

Éducation et services publics

Cette activité de programme vise à faire connaître l'histoire du site ainsi que les richesses de celui-ci sur les plans culturel, récréatif et naturel, de manière à ce que ce parc joue tant son rôle de parc historique que de parc urbain. Pour ce faire, la Commission des champs de bataille nationaux assure l'accueil des visiteurs, offre des expositions, des activités pédagogiques et des services publics de qualité et diffuse de l'information à l'intention de tous les usagers et visiteurs, tant canadiens qu'étrangers.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Office national du film

Résultat stratégique

Les histoires et les perspectives canadiennes sont présentes dans les médias audiovisuels et rendues accessibles à la population du Canada et du reste du monde.

Description des activités de programme

Production audiovisuelle

Cette activité de programme contribue à donner aux Canadiens une meilleure compréhension des enjeux auxquels est confronté leur pays et fait connaître les points de vue canadiens aux autres nations.

À titre de producteur du secteur public, l'ONF produit des oeuvres audiovisuelles originales qui reflètent les diverses perspectives canadiennes - culturelles, régionales et autochtones, entre autres - et qui émanent des divers créateurs et communautés composant le pays. Cette activité de programme intervient dans des domaines où le secteur privé est absent et donne aux créateurs la possibilité d'explorer les avancées artistiques et technologiques en matière de forme et de contenu. Elle assure également la découverte, le perfectionnement et l'encadrement des talents et de la créativité au sein des communautés de cinéastes et des autres communautés de créateurs.

La programmation de l'ONF est nécessaire pour assurer aux Canadiens l'accès à diverses voix et à divers contenus dans les deux langues officielles. Elle fait la promotion de la culture et des valeurs canadiennes dans le cadre d'événements à caractère historique ou culturel de portée nationale.

Alors que la consommation médiatique de la population canadienne migre vers Internet, l'ONF s'impose comme chef de file dans la création de contenu numérique innovateur, dans les deux langues officielles.

Les activités de production englobent la conceptualisation, la recherche, le développement et la production de documentaires, de films d'animation, de contenu nouveau média et d'autres formes émergentes.

Accessibilité et interaction avec l'auditoire

Ce programme fait en sorte que les auditoires canadiens et du reste du monde peuvent accéder au contenu canadien innovateur reflétant les histoires et les perspectives canadiennes, le regarder, en discuter et interagir avec celui-ci. Alors que la consommation médiatique migre vers Internet, le contenu canadien doit être rendu disponible sur tous les supports numériques et mobiles.

Les mécanismes utilisés comprennent la distribution, le marketing et la commercialisation des oeuvres audiovisuelles au moyen d'un catalogue diversifié, d'un fonds

d'archives bien établi et du développement de marchés diversifiés (p. ex., salles, télévision, consommateur et institutionnel), par le truchement d'Internet et des canaux traditionnels, au Canada et à l'étranger. Grâce à ces activités, l'ONF rend ses oeuvres largement accessibles partout au Canada, notamment dans les communautés mal desservies et éloignées ainsi que dans les communautés autochtones et de langue officielle en situation minoritaire. Les activités de l'ONF liées à l'accessibilité et à l'interaction avec l'auditoire contribuent au dynamisme de la culture et du patrimoine canadiens.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Musée des beaux-arts du Canada

Résultat stratégique

Grâce à des collections d'oeuvres d'art anciennes et contemporaines, à des programmes et à de la recherche reflétant un point de vue particulier mais non exclusif sur le Canada, favoriser l'intérêt, les connaissances, l'appréciation et le respect des arts visuels.

Description des activités de programme

Installations

Veiller à ce que les installations soient sécuritaires et adéquates à la préservation et à l'exposition de la collection nationale, et facilement accessibles au public.

Collection

Acquérir, préserver, étudier et documenter des oeuvres anciennes et contemporaines afin d'illustrer et de présenter le patrimoine des arts visuels. Cette activité comprend la recherche muséologique, les acquisitions et la préservation.

Rayonnement

Encourager un vaste accès à la collection, aux expositions, aux recherches et au savoir-faire du Musée dans tout le Canada et à l'étranger. Cette activité comprend les expositions présentées dans la région de la capitale nationale, ailleurs au Canada et à l'étranger, les programmes éducatifs, les publications ainsi que les activités de communication et de marketing conçues pour intéresser un public aussi vaste que possible.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Musée national des sciences et de la technologie

Résultat stratégique

Intérêt, connaissance, appréciation et respect à l'égard de la science et la technologie par l'entremise de la collection des objets scientifiques et technologiques, des programmes et de la recherche reflétant un point de vue canadien.

Description des activités de programme

Partage des connaissances

La Société cherche à inciter les Canadiens à découvrir, à examiner et à interpréter l'évolution passée et récente des sciences et de la technologie ainsi que ses répercussions sur la société et sur eux-mêmes. Elle entend leur inspirer un sens d'identité et d'appartenance ainsi qu'une fierté de l'histoire et des réalisations scientifiques et technologiques du Canada. Elle encourage également leur participation active et éclairée au développement de notre société technologique. C'est surtout pour que les Canadiens apprennent à mieux se connaître et à mieux connaître leur pays que le patrimoine scientifique et technologique du Canada mérite d'être interprété. De la même façon qu'il oriente la recherche et la gestion de la collection, le thème « la transformation du Canada » guide la Société dans ses activités visant à diffuser ses connaissances. Ces activités servent à mettre en relief l'évolution historique des sciences et de la technologie, à fournir des renseignements sur les objets de la collection, ainsi qu'à examiner les rapports entre les sciences, la technologie et la société canadienne. La Société utilise trois principaux modes de diffusion des connaissances : ses installations publiques, ses sites Web et ses publications.

Installations

Les installations font partie intégrante de l'exploitation des musées. Elles servent non seulement à loger les employés, mais aussi à accueillir les visiteurs et à abriter la collection. Les installations ont une grande incidence sur la fréquentation d'un musée. Une architecture adéquate attire les visiteurs, rehausse l'expérience qu'ils y vivent et fait partie de l'image publique de l'institution comme symbole de son mandat. Les commentaires des visiteurs portent en grande partie sur leur satisfaction ou leur insatisfaction quant à la qualité des installations et des services connexes.

Préservation du patrimoine

Préservation du patrimoine comprend deux éléments principaux : la gestion de la collection, qui inclut la restauration et la préservation, et la recherche, qui comprend les activités contribuant à établir une base de connaissances sur le patrimoine scientifique et technologique du Canada. Puisque la Société est la seule institution au Canada qui collectionne des objets représentatifs des sciences et de la technologie dans leur ensemble, il lui incombe de constituer une collection nationale. Étant donné l'ampleur de son champ d'action, des choix critiques s'imposent quant au contenu de la collection et aux priorités. Les activités liées au développement de la collection aident la Société à prendre des décisions éclairées sur le contenu de la collection, tandis que les activités de gestion de la collection comprennent les activités nécessaires pour gérer les objets acquis par la Société. La Société a reconnu sept grands domaines dans lesquels elle concentrera ses activités de recherche, soit l'aviation, les communications, la fabrication, les ressources naturelles, les ressources renouvelables y compris l'agriculture, l'instrumentation scientifique et les transports.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission de la fonction publique

Résultat stratégique

Une fonction publique hautement compétente, non partisane et représentative, capable d'offrir des services dans les deux langues officielles et où les nominations

sont fondées sur les valeurs que sont la justice, l'accès, la représentativité et la transparence.

Description des activités de programme

Services de dotation et d'évaluation

L'activité liée aux services de dotation et à l'évaluation permet d'élaborer et de mettre à jour les systèmes de ressourcement qui font le lien entre les Canadiens et les fonctionnaires à la recherche de possibilités d'emploi dans la fonction publique fédérale et les ministères et organismes responsables de l'embauche. L'activité fournit des services d'évaluation et des produits connexes, tels que recherche et développement, consultation, évaluation et counseling pouvant être utilisés pour le recrutement, la sélection et le perfectionnement dans toute la fonction publique fédérale. Cette activité inclut également l'offre de services, de programmes et de produits de ressourcement aux ministères et organismes, aux Canadiens et aux fonctionnaires grâce à des unités de service à la clientèle situées partout au Canada.

Surveillance de l'intégrité de la dotation

L'activité liée à la surveillance de l'intégrité en matière de dotation assure la responsabilisation à l'égard de la mise en oeuvre de la politique et du cadre réglementaire en matière de nomination dans le but de veiller à la protection de l'intégrité de la dotation au sein de la fonction publique et de s'assurer que la dotation est exempte d'influence politique. Cette activité comprend la surveillance du rendement des ministères et organismes et du respect par ces derniers des exigences législatives; l'exécution de vérifications et d'études; la réalisation d'enquêtes et la présentation au Parlement de rapports sur l'intégrité de la dotation à la fonction publique.

Intégrité des nominations et impartialité politique

L'activité liée à l'intégrité des nominations et à l'impartialité politique est axée sur la protection, par un tiers

indépendant, des principes du mérite et de l'impartialité dans la fonction publique fédérale. Cette activité comprend l'établissement et la défense de positions de principe et d'orientations en matière de politiques stratégiques, la réalisation de travaux de recherche stratégique, l'établissement de politiques et de normes pour la Commission de la fonction publique (CFP), la formulation de conseils, d'interprétations et de lignes directrices, ainsi que l'administration des pouvoirs délégués et non délégués.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Résultat stratégique

Des relations de travail harmonieuses au sein de la fonction publique fédérale et au Parlement.

Description des activités de programme

Arbitrage, médiation et analyse et recherche en matière de rémunération

La Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP) est un tribunal quasi judiciaire indépendant chargé en vertu de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* et de la *Loi sur les re-*

lations de travail au Parlement de l'administration des régimes de négociation collective et d'arbitrage de griefs dans la fonction publique fédérale et au Parlement. Les commissaires instruisent des griefs, des plaintes et d'autres types de procédures dans tout le Canada. La CRTFP offre des services de conciliation et d'arbitrage de différends pour aider les parties à renouveler et à négocier de nouvelles conventions collectives; des services de médiation pour aider les parties à coopérer pour régler les griefs et les plaintes; et des séances de formation interactive sur les négociations raisonnées et sur la médiation. Une fonction d'analyse et de recherche en matière de rémunération consiste à fournir des renseignements sur les taux de rémunération, les salaires des employés, les conditions d'emploi et les avantages sociaux comparatifs dans le secteur public et dans le secteur privé. La CRTFP est tenue par la loi de fournir les locaux et les services de soutien administratif nécessaires au Conseil national mixte (CNM), mais ne joue aucun rôle direct dans ses activités.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Résultat stratégique

Résolution juste et impartiale de différends survenant dans le cadre des nominations internes et des mises en disponibilité dans le gouvernement du Canada.

Description des activités de programme

Arbitrage et médiation des plaintes déposées en vertu de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique

Conformément à la nouvelle *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, le mandat du Tribunal de la dotation de la fonction publique (le Tribunal) est d'instruire et de statuer sur les plaintes présentées à l'égard d'une nomination interne, de l'application d'une mesure corrective ordonnée par le Tribunal, de la révocation d'une nomination ou d'une mise en disponibilité. Au moment d'examiner le bien-fondé d'une plainte relative à une nomination ou à une mise en disponibilité, le Tribunal peut interpréter et appliquer la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et, s'il juge la plainte fondée, peut ordonner qu'une indemnité soit payée. Le Tribunal peut également, en tout état de cause, offrir des services de médiation en vue de régler une plainte.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques dans cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles

Résultat stratégique

Mesures de réparation et sanctions disciplinaires faisant en sorte que les plaignants qui s'adressent au Commissariat à l'intégrité du secteur public soient protégés contre les représailles.

Description des activités de programme

Programme des audiences relatives aux représailles

Le Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles appuie le Tribunal dans l'exécution de son mandat en favorisant la bonne gestion des audiences du Tribunal. Entre autres choses, le greffe reçoit les documents, traite les affaires, met à jour les dossiers du Tribunal, apporte son soutien logistique, offre aux membres du Tribunal son appui, des conseils et de la formation en matière juridique et politique, et informe les clients des procédures et des directives du Tribunal.

Téléfilm Canada

Résultat stratégique

Les Canadiens ont accès à des productions audiovisuelles canadiennes populaires et de qualité.

Description des activités de programme

Développement des auditoires pour les productions audiovisuelles canadiennes

Le Fonds du long métrage du Canada (FLMC) est l'élément clé de la Politique canadienne du long métrage du gouvernement fédéral, intitulée Du scénario à l'écran. Une nouvelle orientation de politique en matière de longs métrages au Canada. L'objectif de la politique, et du FLMC, est d'atteindre 5 p. 100 de la part du marché national. Le FLMC offre une aide à l'écriture de scénarios, au développement de projet, à la production, à la mise en marché, au doublage et sous-titrage de longs métrages canadiens de qualité et de coproduction officielles qui présentent un fort potentiel de succès en salles au Canada. Dans le cadre de l'administration du FLMC, Téléfilm cherche à appuyer des longs métrages distinctement canadiens, qui reflètent la société canadienne et sa diversité culturelle. L'aide financière

fournie par Téléfilm Canada a pour but de contribuer à la croissance globale et au développement professionnel et économique de l'industrie cinématographique canadienne. La participation financière de Téléfilm peut prendre différentes formes : investissement, avance remboursable sous conditions, subventions ou enveloppes de performance. En tant qu'investisseur, Téléfilm Canada partage les risques et les recettes éventuelles des productions auxquelles il contribue financièrement. Le FLMC fait l'objet d'un protocole d'entente (PE) entre Téléfilm Canada et le ministère du Patrimoine canadien. En vertu du PE, au moins un tiers des fonds est réservé aux projets de langue française.

Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne

Cette activité de programme a pour but de renforcer le soutien de Téléfilm Canada à l'industrie audiovisuelle canadienne aux secteurs des longs métrages, de la télévision et des médias interactifs en appuyant financièrement des activités qui améliorent l'ensemble des conditions et l'environnement dans lesquels les créateurs canadiens effectuent la production, la promotion, la vente et la distribution de leur productions. Les objectifs de ces activités sont multiples : créer des occasions pour les entreprises canadiennes de l'industrie audiovisuelle d'attirer d'autres sources de financement au Canada et à l'étranger; améliorer la santé financière des entreprises par le développement des ventes et des affaires lors des foires; offrir des initiatives de grande qualité en matière de formation ainsi que des événements pour les professionnels de l'industrie; créer des occasions de faire avancer les carrières des créateurs de contenu des communautés de minorités visibles, d'Autochtones et de groupes minoritaires de langues officielles. Le soutien sous forme de subventions, est accordé : aux festivals et événements qui ont le potentiel d'accroître le rayonnement des productions canadiennes auprès des auditoires canadiens; aux professionnels de l'industrie qui assistent à des foires et des festivals internationaux et aux initiatives en matière

de développement professionnel. Téléfilm Canada atteste également la validité des traités officiels de coproduction au nom du ministre du Patrimoine canadien.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	187 611 938	...	...	187 611 938	1	Ministère				
...	...	7 953 692	...	7 953 692	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1		Virement de 20 000 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	20 000	20 000	1c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	63 054	63 054		Virement du : crédit 10				
...	...	...	11 075 525	11 075 525		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	22 995 616	22 995 616		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	(445 804)	(445 804)		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(5 994 091)	(5 994 091)		Virement au crédit 50				
...	...	...				Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	187 611 938	7 953 693	27 714 300	223 279 931		Total—Crédit 1	205 669 691	17 610 240	...	220 995 426
...	932 804 044	...	...	932 804 044	5	Subventions et contributions				
...	...	157 930 630	...	157 930 630	5b	Virement de 207 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	1	...	1	5c	Virement de 5 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans)				
...	...	...	5 000	5 000		Virement du : crédit 1 (Pêches et Océans)				
...	...	...	207 000	207 000		crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	(175 000)	(175 000)		Virement au : crédit 5 (Anciens Combattants)				
...	...	...	(177 000)	(177 000)		crédit 10				
...	...	...	(300 000)	(300 000)		crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(465 162)	(465 162)		crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	(150 000)	(150 000)		crédit 60				
...	...	...	(634 294)	(634 294)		crédit 95 (Industrie)				
...	932 804 044	157 930 631	(1 689 456)	1 089 045 219		Total—Crédit 5	1 071 847 979	17 197 240	...	1 062 798 460
...	20 790 904	...	5 020 531	25 811 435	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 811 435	...	...	27 380 763
...	77 516	...	35	77 551	(S)	Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles—Traitement et allocation pour automobile	77 551	...	...	78 876
...	2 000	...	...	2 000	(S)	Ministre d'État (Sports)—Allocation pour automobile	2 000	...	...	...
...	1 196 000	...	66 408	1 262 408	(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs	1 262 408	...	...	1 246 635
...	637 000	...	242 770	879 770	(S)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	879 770	...	...	905 145
...	182 000	...	21 264	203 264	(S)	Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	203 264	...	...	220 177

2 464 435	...	...	285 000	2 749 435	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 737 806	...	11 629	6 371
2 464 435	1 143 301 402	165 884 324	31 660 852	1 343 311 013		Total du ministère—Budgétaire	1 308 491 904	34 807 480	11 629	1 313 631 853
Conseil des Arts du Canada										
...	181 760 816	...	...	181 760 816	10	Paiements au Conseil des Arts du Canada				
...	...	1	...	1	10b	Virement de 177 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	177 000	177 000		Virement du crédit 5				
...	...	...	(20 000)	(20 000)		Virement au crédit 1				
...	181 760 816	1	157 000	181 917 817		Total—Crédit 10	181 417 816	500 001	...	181 637 816
...	181 760 816	1	157 000	181 917 817		Total de l'organisme—Budgétaire	181 417 816	500 001	...	181 637 816
Société Radio-Canada										
...	968 047 060	...	...	968 047 060	15	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	60 000 000	...	60 000 000	15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement				
...	968 047 060	60 000 000	...	1 028 047 060		Total—Crédit 15	1 028 047 060	...	...	1 031 581 060
...	4 000 000	...	...	4 000 000	20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	...	...	4 000 000
...	102 272 000	...	...	102 272 000	25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital	102 272 000	...	...	101 564 000
...	1 074 319 060	60 000 000	...	1 134 319 060		Total de l'organisme—Budgétaire	1 134 319 060	...	...	1 137 145 060
Musée canadien des droits de la personne										
...	31 700 000	...	...	31 700 000	30	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	98 633	98 633		Virement du CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	31 700 000	...	98 633	31 798 633		Total—Crédit 30	21 798 633	10 000 000	...	56 072 657
...	31 700 000	...	98 633	31 798 633		Total de l'organisme—Budgétaire	21 798 633	10 000 000	...	56 072 657
Musée canadien des civilisations										
...	63 378 730	...	...	63 378 730	35	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	665 000	...	665 000	35b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	1 154 400	1 154 400		Virement du CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	63 378 730	665 000	1 154 400	65 198 130		Total—Crédit 35	65 198 130	...	...	71 218 048
...	63 378 730	665 000	1 154 400	65 198 130		Total de l'organisme—Budgétaire	65 198 130	...	...	71 218 048

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$			\$	\$	\$	\$
						Musée canadien de l'immigration du Quai 21				
...	...	9 974 440	...	9 974 440	37a	Paiement au Musée canadien de l'immigration du Quai 21	9 974 440	...	...	...
...	...	...	3 850 160	3 850 160	(S)	Paiement au Musée canadien de l'immigration du Quai 21	3 850 160	...	...	4 576 085
...	...	9 974 440	3 850 160	13 824 600		Total de l'organisme—Budgétaire	13 824 600	...	...	4 576 085
						Musée canadien de la nature				
...	28 554 904	...	...	28 554 904	40	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	36 862	36 862		Virement du CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	28 554 904	...	36 862	28 591 766		Total—Crédit 40	28 591 766	...	...	33 281 985
...	28 554 904	...	36 862	28 591 766		Total de l'organisme—Budgétaire	28 591 766	...	...	33 281 985
						Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
...	4 701 852	...	...	4 701 852	45	Dépenses du programme				
...	...	2 553 902	...	2 553 902	45a	Dépenses du programme				
...	...	...	853	853		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 330 414	1 330 414		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	3 447 535	3 447 535		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	6 768 799	6 768 799		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	4 701 852	2 553 902	11 547 601	18 803 355		Total—Crédit 45	9 245 829	9 557 526	...	5 355 601
...	6 473 124	...	(36 390)	6 436 734	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 436 734	...	...	6 165 467
...	...	...	3 822	3 822	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	387	...	3 435	375
...	11 174 976	2 553 902	11 515 033	25 243 911		Total de l'organisme—Budgétaire	15 682 950	9 557 526	3 435	11 521 443
						Bibliothèque et Archives du Canada				
...	90 855 167	...	...	90 855 167	50	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	50b	Virement de 445 804 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien)				
...	...	1	...	1	50c	Virement de 121 137 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	445 804	445 804		Virement du : crédit 1				
...	...	...	121 137	121 137		crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				

...	...	...	470 435	470 435		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	3 637 980	3 637 980		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	8 051 706	8 051 706		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(1 341 141)	(1 341 141)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	90 855 167	2	11 385 921	102 241 090		Total—Crédit 50	98 815 438	3 425 652	...	95 858 272
...	10 350 000	...	...	10 350 000	55	Dépenses en capital	643 500	9 706 500	...	3 659 653
...	11 754 666	...	717 257	12 471 923	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 471 923	...	...	12 147 473
88 599	...	...	219 606	308 205	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	88 599	...	219 606	200 342
...	...	...	1 903	1 903	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercice antérieurs	1 903	...	...	...
88 599	112 959 833	2	12 324 687	125 373 121		Total de l'organisme—Budgétaire	112 021 363	13 132 152	219 606	111 865 740
Société du Centre national des Arts										
...	35 631 174	...	...	35 631 174	60	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	60b	Virement de 150 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	150 000	150 000		Virement du crédit 5				
...	35 631 174	1	150 000	35 781 175		Total—Crédit 60	35 781 174	1	...	36 131 175
...	35 631 174	1	150 000	35 781 175		Total de l'organisme—Budgétaire	35 781 174	1	...	36 131 175
Commission des champs de bataille nationaux										
...	7 146 451	...	...	7 146 451	65	Dépenses du programme				
...	...	...	374 278	374 278		Virement du CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	7 146 451	...	374 278	7 520 729		Total—Crédit 65	7 163 406	357 323	...	7 139 887
...	407 061	...	118 278	525 339	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	525 339	...	...	517 418
...	1 700 000	...	415 612	2 115 612	(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	2 115 610	2	...	2 231 335
...	9 253 512	...	908 168	10 161 680		Total de l'organisme—Budgétaire	9 804 355	357 325	...	9 888 640
Office national du film										
...	66 782 204	...	...	66 782 204	70	Dépenses du programme				
...	...	...	602 920	602 920		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 400 950	1 400 950		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	66 782 204	...	2 003 870	68 786 074		Total—Crédit 70	66 904 057	1 882 017	...	67 883 047
6 303 761	...	...	...	6 303 761	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film	(51 479)	...	6 355 240	(475 902)
6 303 761	66 782 204	...	2 003 870	75 089 835		Total de l'organisme—Budgétaire	66 852 578	1 882 017	6 355 240	67 407 145

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Musée des beaux-arts du Canada									
...	40 606 120	...	...	40 606 120	75				
...	...	...	1 060 026	1 060 026					
...	40 606 120	...	1 060 026	41 666 146					
...	8 000 000	...	...	8 000 000	80				
...	48 606 120	...	1 060 026	49 666 146		49 586 146	80 000	...	51 102 120
Musée national des sciences et de la technologie									
...	29 041 340	...	...	29 041 340	85				
...					
...	...	...	1 262 946	1 262 946					
...	29 041 340	...	1 262 946	30 304 286		30 304 286	...	...	35 371 192
...	29 041 340	...	1 262 946	30 304 286		30 304 286	...	...	35 371 192
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme⁽³⁾									
...	9 269 784	...	...	9 269 784	90				
...	...	...	485 874	485 874					
...	...	...	(8 857 151)	(8 857 151)					
...	...	...	(898 507)	(898 507)					
...	9 269 784	...	(9 269 784)	...		...	...	...	...
...	18 950 000	...	...	18 950 000	95				
...	...	...	(18 456 422)	(18 456 422)					
...	...	...	(493 578)	(493 578)					
...	18 950 000	...	(18 950 000)	...		...	...	...	...

...	1 253 340	...	(1 253 340)	...	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	...	...	...	...
218	...	...	(218)	...	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	...	...
218	29 473 124	...	(29 473 342)	...		Total de l'organisme—Budgétaire ⁽³⁾
Commission de la fonction publique										
...	83 296 528	...	...	83 296 528	100	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	100b	Virement du crédit 102, une affectation réputée en vertu de l'article 31.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>				
...	...	...	543 528	543 528		Virement du : crédit 102b				
...	...	...	234 302	234 302		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	4 988 324	4 988 324		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	10 309 634	10 309 634		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(1 807 253)	(1 807 253)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	83 296 528	1	14 268 535	97 565 064		Total—Crédit 100	92 308 370	5 256 694	...	87 581 886
...	...	...	543 528	543 528	102b	Dépenses de fonctionnement—Affectation réputée du crédit 1, Ressources humaines et Développement des compétences, en vertu de l'article 31.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> (décret 2011-0796)				
...	...	...	(543 528)	(543 528)		Virement au crédit 100				
...	...	...	...	...		Total—Crédit 102b	...	...	...	...
...	14 048 074	...	(771 927)	13 276 147	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 276 147	...	...	13 339 518
...	...	...	1 532	1 532	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 532	...	...	870
...	...	...	19 834	19 834	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercice antérieurs	19 834	...	...	52 825
...	97 344 602	1	13 517 974	110 862 577		Total de l'organisme—Budgétaire	105 605 883	5 256 694	...	100 975 099
Commission des relations de travail dans la fonction publique										
...	12 418 768	...	...	12 418 768	105	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	105c	Dépenses du programme				
...	...	...	2 041	2 041		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	620 050	620 050		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	985 951	985 951		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	12 418 768	1	1 608 042	14 026 811		Total—Crédit 105	12 140 002	1 886 809	...	10 667 623
...	1 330 189	...	(23 490)	1 306 699	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 306 699	...	...	1 221 089
...	...	...	...	...	(S)	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	64
...	13 748 957	1	1 584 552	15 333 510		Total de l'organisme—Budgétaire	13 446 701	1 886 809	...	11 888 776

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
...	4 905 102	...	...	4 905 102	110					
...	...	...	843	843						
...	...	...	214 576	214 576						
...	...	...	318 458	318 458						
...	4 905 102	...	533 877	5 438 979	(S)	Total—Crédit 110	4 387 381	1 051 598	...	4 192 116
...	576 919	...	(28 224)	548 695		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	548 695	...	...	554 721
...	5 482 021	...	505 653	5 987 674		Total de l'organisme—Budgétaire	4 936 076	1 051 598	...	4 746 837
...	1 644 000	...	...	1 644 000	115	Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles				
...	...	...	82 200	82 200		Dépenses du programme				
...	...	...	101 058	101 058		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	1 644 000	...	183 258	1 827 258	(S)	Total—Crédit 115	1 559 962	267 296	...	848 136
...	194 400	...	(67 759)	126 641		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	126 641	...	...	92 172
...	1 838 400	...	115 499	1 953 899		Total de l'organisme—Budgétaire	1 686 603	267 296	...	940 308
...	105 667 144	...	...	105 667 144	120	Téléfilm Canada				
...	105 667 144	...	...	105 667 144		Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	105 667 144	...	...	105 667 144
...	105 667 144	...	...	105 667 144		Total de l'organisme—Budgétaire	105 667 144	...	...	105 667 144
8 857 013	3 090 018 319	239 077 672	52 432 973	3 390 385 977		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 305 017 168	78 778 899	6 589 910	3 345 069 123⁽³⁾

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- (1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
 Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
 Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
 Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

(3) En vertu du décret C.P. 2011-0588, le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences a été nommé à titre de ministre du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à compter du 18 mai 2011. Avant le transfert, des dépenses non législatives de 1 392 085 \$ ont été approuvées par le ministre de Patrimoine canadien. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 30 241 746 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Langues officielles	18 561 734	14 312 637	...	...	336 349 021	345 180 279	...	...	...	...	354 910 755	359 492 916
Promotion et appartenance au Canada	23 128 016	21 560 053	...	...	56 020 231	56 527 265	...	...	...	...	79 148 247	78 087 318
Engagement et participation communautaire	14 024 124	12 904 859	...	...	75 704 034	69 362 922	...	...	...	...	89 728 158	82 267 781
Industries culturelles	27 415 596	26 651 338	...	...	295 146 891	288 895 000	3 831 435	4 264 566	...	...	318 731 052	311 281 772
Arts	16 843 673	10 561 272	...	...	104 667 440	99 847 338	...	...	...	...	121 511 113	110 408 610
Patrimoine	29 077 471	26 184 516	...	...	15 739 964	14 304 660	700 000	407 061	...	...	44 117 435	40 082 115
Sport	15 500 636	14 392 737	...	...	206 500 672	198 813 549	...	...	...	...	222 001 308	213 206 286
Services internes	115 051 945	115 413 914	...	...	...	...	1 889 000	1 748 808	...	...	113 162 945	113 665 106
Sous-total	259 603 195	241 981 326	...	...	1 090 128 253	1 072 931 013	6 420 435	6 420 435	...	...	1 343 311 013	1 308 491 904
Revenus affectés aux dépenses	(6 420 435)	(6 420 435)	...	...	...	...	(6 420 435)	(6 420 435)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	253 182 760	235 560 891	...	...	1 090 128 253	1 072 931 013	...	...	...	...	1 343 311 013	1 308 491 904
Conseil des Arts du Canada—Budgétaire	181 917 817	181 417 816	...	...	...	...	...	...	...	...	181 917 817	181 417 816
Société Radio-Canada—Budgétaire	1 134 319 060	1 134 319 060	...	...	...	...	...	...	...	...	1 134 319 060	1 134 319 060
Musée canadien des droits de la personne—Budgétaire	31 798 633	21 798 633	...	...	...	...	...	...	...	...	31 798 633	21 798 633
Musée canadien des civilisations—Budgétaire	65 198 130	65 198 130	...	...	...	...	...	...	...	...	65 198 130	65 198 130
Musée canadien de l'immigration du Quai 21—Budgétaire	13 824 600	13 824 600	...	...	...	...	...	...	...	...	13 824 600	13 824 600
Musée canadien de la nature—Budgétaire	28 591 766	28 591 766	...	...	...	...	...	...	...	...	28 591 766	28 591 766

Activités de programme—Suite

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes												
Télécommunications canadiennes	23 000 896	21 913 909	...	...	...	...	12 565 338	12 565 338	...	...	10 435 558	9 348 571
Radiodiffusion canadienne	21 732 590	21 357 039	...	...	...	...	15 691 345	15 691 345	...	...	6 041 245	5 665 694
Services internes	23 465 261	15 366 838	...	...	...	...	14 698 153	14 698 153	...	...	8 767 108	668 685
Sous-total	68 198 747	58 637 786	...	...	...	...	42 954 836	42 954 836	...	...	25 243 911	15 682 950
Revenus affectés aux dépenses	(42 954 836)	(42 954 836)	...	...	...	...	(42 954 836)	(42 954 836)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	25 243 911	15 682 950	...	...	...	...	...	...	...	...	25 243 911	15 682 950
Bibliothèque et Archives du Canada												
Documentation de l'expérience canadienne	26 598 265	11 847 174	...	...	9 510	9 510	...	...	...	...	26 607 775	11 856 684
Conservation de la mémoire continue	18 862 574	15 414 661	10 350 000	643 500	...	...	...	...	...	...	29 212 574	16 058 161
Exploration des ressources documentaires	27 442 533	35 365 033	...	...	1 767 523	1 767 523	550 000	306 415	...	...	28 660 056	36 826 141
Élaboration d'instruments de réglementation et d'outils de tenue de documents	5 140 188	2 437 463	...	...	...	...	...	...	...	...	5 140 188	2 437 463
Collaboration à la gestion des documents gouvernementaux à valeur opérationnelle afin d'en assurer la disponibilité	4 044 746	8 094 103	...	...	...	...	...	...	...	...	4 044 746	8 094 103
Services internes	31 707 782	36 748 811	...	...	...	...	...	...	...	...	31 707 782	36 748 811
Sous-total	113 796 088	109 907 245	10 350 000	643 500	1 777 033	1 777 033	550 000	306 415	...	...	125 373 121	112 021 363
Revenus affectés aux dépenses	(550 000)	(306 415)	...	...	...	...	(550 000)	(306 415)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	113 246 088	109 600 830	10 350 000	643 500	1 777 033	1 777 033	...	...	...	...	125 373 121	112 021 363
Société du Centre national des Arts—Budgétaire	35 781 175	35 781 174	...	...	...	...	...	...	...	...	35 781 175	35 781 174
Commission des champs de bataille nationaux												
Conservation et mise en valeur	2 424 000	2 380 733	...	...	...	...	...	...	...	...	2 424 000	2 380 733
Éducation et services publics	922 000	1 065 700	...	...	...	...	...	...	...	...	922 000	1 065 700
Services internes	6 815 680	6 357 922	...	...	...	...	...	...	...	...	6 815 680	6 357 922
Total de l'organisme—Budgétaire	10 161 680	9 804 355	...	...	...	...	...	...	...	...	10 161 680	9 804 355

Office national du film												
Production audiovisuelle	45 976 903	43 194 249	...	...	79 000	82 440	2 316 000	844 044	...	...	43 739 903	42 432 645
Accessibilité et interaction avec l'auditoire	22 318 437	21 165 423	...	...	168 000	167 560	6 136 446	5 107 476	...	...	16 349 991	16 225 507
Fonds renouvelable	6 303 761	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6 303 761	...
Services internes	8 693 180	8 194 426	...	...	3 000	...	...	...	...	...	8 696 180	8 194 426
Sous-total	83 292 281	72 554 098	...	...	250 000	250 000	8 452 446	5 951 520	...	...	75 089 835	66 852 578
Revenus affectés aux dépenses	(8 452 446)	(5 951 520)	...	...	...	...	(8 452 446)	(5 951 520)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	74 839 835	66 602 578	...	...	250 000	250 000	...	...	...	...	75 089 835	66 852 578
Musée des beaux-arts du Canada—Budgétaire												
	49 666 146	49 586 146	...	...	...	...	...	...	...	...	49 666 146	49 586 146
Musée national des sciences et de la technologie—Budgétaire												
	30 304 286	30 304 286	...	...	...	...	...	...	...	...	30 304 286	30 304 286
Commission de la fonction publique												
Services de dotation et d'évaluation	47 773 919	42 889 482	...	...	...	...	14 000 000	10 879 201	...	...	33 773 919	32 010 281
Surveillance de l'intégrité de la dotation	21 811 724	21 547 291	...	...	...	...	...	...	...	...	21 811 724	21 547 291
Intégrité des nominations et impartialité politique	15 015 357	14 647 191	...	...	...	...	...	...	...	...	15 015 357	14 647 191
Services internes	40 261 577	37 401 120	...	...	...	...	...	...	...	...	40 261 577	37 401 120
Sous-total	124 862 577	116 485 084	...	...	...	...	14 000 000	10 879 201	...	...	110 862 577	105 605 883
Revenus affectés aux dépenses	(14 000 000)	(10 879 201)	...	...	...	...	(14 000 000)	(10 879 201)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	110 862 577	105 605 883	...	...	...	...	...	...	...	...	110 862 577	105 605 883
Commission des relations de travail dans la fonction publique												
Arbitrage, médiation et analyse et recherche en matière de rémunération	11 015 690	9 368 528	...	...	...	...	...	...	...	...	11 015 690	9 368 528
Services internes	4 317 820	4 078 173	...	...	...	...	...	...	...	...	4 317 820	4 078 173
Total de l'organisme—Budgétaire	15 333 510	13 446 701	...	...	...	...	...	...	...	...	15 333 510	13 446 701
Tribunal de la dotation de la fonction publique												
Arbitrage et médiation des plaintes déposées en vertu de la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>	4 213 068	3 644 333	...	...	...	...	...	...	...	...	4 213 068	3 644 333
Services internes	1 774 606	1 291 743	...	...	...	...	...	...	...	...	1 774 606	1 291 743
Total de l'organisme—Budgétaire	5 987 674	4 936 076	...	...	...	...	...	...	...	...	5 987 674	4 936 076

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles												
Programme des audiences relatives aux repréailles	1 953 899	1 686 603	...	...	...	...	...	...	...	...	1 953 899	1 686 603
Total de l'organisme—Budgétaire	1 953 899	1 686 603	...	...	...	...	...	...	...	...	1 953 899	1 686 603
Téléfilm Canada												
Développement des auditoires pour les productions audiovisuelles canadiennes	86 785 000	90 433 320	...	...	...	...	...	...	...	...	86 785 000	90 433 320
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne	5 208 144	3 278 261	...	...	...	...	...	...	...	...	5 208 144	3 278 261
Services internes	13 674 000	11 955 563	...	...	...	...	...	...	...	...	13 674 000	11 955 563
Total de l'organisme—Budgétaire	105 667 144	105 667 144	...	...	...	...	...	...	...	...	105 667 144	105 667 144
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 287 880 691	2 229 415 622	10 350 000	643 500	1 092 155 286	1 074 958 046	...	...	...	...	3 390 385 977	3 305 017 168

Paievements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Subventions									
...	58 015 054	14 760 000	(3 093 190)	69 681 864	Subventions en vue de soutenir les périodiques canadiens au moyen du Fonds du Canada pour les périodiques	69 050 046	631 818	...	69 595 441
...	33 322 973	...	(27 289 451)	6 033 522	Subventions à des organismes, à des associations et à des institutions pour favoriser l'épanouissement et le développement à long terme des communautés minoritaires de langue officielle dans le cadre du programme Développement des communautés de langue officielle	6 029 022	4 500	...	6 250 717
...	27 000 000	...	(100 000)	26 900 000	Subventions au Programme d'aide aux athlètes	26 886 307	13 693	...	25 875 340
...	19 038 432	...	(164)	19 038 268	Subventions pour le Fonds d'investissement en culture	19 038 268	...	...	19 019 844
...	14 355 000	...	(4 742 662)	9 612 338	Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	9 612 328	10	...	9 514 241
...	10 500 000	...	(1 922 365)	8 577 635	Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	8 577 635	...	...	7 724 063
...	8 300 000	...	(7 529 896)	770 104	Subventions au Fonds du livre du Canada	729 254	40 850	...	405 003
...	5 500 000	2 000 000	(1 916 810)	5 583 190	Subventions pour soutenir le Programme célébration et commémoration	5 530 620	52 570	...	4 829 987
...	4 663 680	...	(2 140 901)	2 522 779	Subventions en vertu du Programme d'aide aux musées	2 368 778	154 001	...	...
...	5 599 842	...	(5 119 746)	480 096	Subventions à des organismes, à des associations et à des institutions pour promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage des langues officielles dans la société canadienne dans le cadre du programme Mise en valeur des langues officielles	480 096	...	...	507 871
...	8 500 000	...	(1 050 579)	7 449 421	Subvention à TV5 Monde	7 174 756	274 665	...	7 435 690
...	2 000 000	...	(2 000 000)	...	Subventions au Fonds de la musique du Canada	...	...	...	...
...	3 000 000	...	(1 446 060)	1 553 940	Subventions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	1 553 940	...	...	708 753
...	1 340 000	...	(1 105 093)	234 907	Subventions à l'appui du Programme des Autochtones	234 907	...	...	582 414
...	637 000	...	242 770	879 770	(S) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	879 770	...	...	905 145
...	1 150 060	...	(1 150 060)	...	Subventions à l'appui du Programme des études canadiennes	...	...	...	63 925
...	200 000	...	(105 090)	94 910	Subventions à l'appui du Programme des droits de la personne	59 910	35 000	...	3 700
...	182 000	...	21 264	203 264	(S) Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	203 264	...	...	220 177
...	147 372	...	...	147 372	Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions :	147 372	...	...	147 372
...	105 627	...	(10 627)	95 000	Québec	95 000	...	...	98 000
...	97 814	...	...	97 814	Ontario	97 814	...	...	97 814
...	77 590	...	...	77 590	Colombie-Britannique	77 590	...	...	77 590
...	75 940	...	...	75 940	Terre-Neuve-et-Labrador	75 940	...	...	75 940
...	73 762	...	...	73 762	Alberta	73 762	...	...	73 762
...	73 762	...	...	73 762	Manitoba	73 762	...	...	73 762

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	73 758	...	...	73 758	Saskatchewan	73 758	...	...	73 758
...	64 199	...	...	64 199	Nouvelle-Écosse	64 199	...	...	64 199
...	62 947	...	...	62 947	Nouveau-Brunswick	62 947	...	...	62 947
...	57 071	...	...	57 071	Île-du-Prince-Édouard	57 071	...	...	57 071
...	100 000	...	(100 000)	...	Subventions à l'appui de projets Échange-Jeunesse innovateurs	...	...	...	17 000
...	...	...	210 660	210 660	Subvention à la Fondation Michaëlle Jean	210 660	...	...	3 000 000
...	3 400 000	...	(3 400 000)	...	Subventions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	...	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 555 317
...	207 640 121	16 760 000	(63 748 000)	160 652 121	Total—Subventions	159 445 014	1 207 107	...	160 043 081	
Contributions										
...	191 797 917	1	30 485 355	222 283 273	Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	222 283 395	878	...	217 500 489	
...	105 923 289	...	10 465 477	116 388 766	Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	116 388 766	...	...	116 302 167
...	146 814 464	...	2 233 441	149 047 905	Contributions au Programme de soutien au sport	148 835 390	212 515	...	146 916 885	
...	27 710 771	27 665 128	(4 378 096)	50 997 803	Contributions à l'appui du Programme des Autochtones	50 283 337	714 466	...	54 640 023	
...	19 865 000	13 455 502	(3 698 650)	29 621 852	Contributions au Programme d'accueil des jeux	23 091 852	6 530 000	...	23 809 991	
...	28 366 301	...	7 005 109	35 371 410	Contributions au Fonds du livre du Canada	35 308 145	63 265	...	35 178 962	
...	22 508 613	...	(547 053)	21 961 560	Contributions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	17 885 202	4 076 358	...	27 430 352	
...	23 828 331	...	2 012 201	25 840 532	Contributions au Fonds de la musique du Canada	25 760 841	79 691	...	25 800 528	
...	16 294 320	...	(2 294 320)	14 000 000	Contributions à l'appui du programme Katimavik	14 000 000	...	...	17 000 000
...	11 076 284	...	874 599	11 950 883	Contributions en vertu du Programme d'aide aux musées	11 935 882	15 001	...	...
...	4 994 367	500 000	2 953 196	8 447 563	Contributions pour soutenir le Programme célébration et commémoration	8 368 164	79 399	...	5 769 102	
...	18 028 682	...	3 808 892	21 837 574	Contributions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	21 836 827	747	...	18 618 678	
...	17 686 359	...	(227 863)	17 458 496	Contributions à l'appui de l'Initiative Échanges Canada	17 458 496	...	...	18 116 151
...	22 779 440	...	(359 440)	22 420 000	Contributions pour le Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts	22 420 000	...	...	22 270 000
...	6 144 273	...	(734 517)	5 409 756	Contributions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	5 395 466	14 290	...	5 820 401	
...	4 460 900	...	920 970	5 381 870	Contributions à TV5	5 306 630	75 240	...	4 675 345	
...	2 605 000	...	(5 000)	2 600 000	Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et d'appuyer le développement culturel : Contribution à la fiducie des Édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É)	2 600 000	...	...	2 300 000
...	3 300 000	...	4 455 629	7 755 629	Contributions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	7 682 659	72 970	...	6 476 758	
...	1 999 544	...	2 352 884	4 352 428	Contributions en vue d'appuyer le Fonds du Canada pour les périodiques	3 626 177	726 251	...	3 118 917	

...	390 000	...	150 000	540 000	Contributions au Programme des arts, de la culture et de la diversité	540 000	...	...	605 000
...	192 280	...	92 499	284 779	Contributions à l'appui du Programme des droits de la personne	279 121	5 658	...	270 373
...	362 330	...	5 074 770	5 437 100	Contributions à l'appui du Programme des études canadiennes	5 333 600	103 500	...	2 258 025
...	1 406 017	...	(156 017)	1 250 000	Contributions à l'appui du Programme de contestation judiciaire	1 000 000	250 000	...	1 250 000
...	34 596 077	99 550 000	1	134 146 078	Contributions au Fonds des médias du Canada	134 146 000	78	...	134 146 000
...	10 770 684	...	(7 707)	10 762 977	Contributions à l'appui du Fonds interactif du Canada	7 793 151	2 969 826	...	1 140 866
...	2 081 680	...	1 846 218	3 927 898	Contributions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	3 927 898	...	...	319 514
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	12 146 174
...	725 982 923	141 170 631	62 322 578	929 476 132	Total—Contributions	913 485 999	15 990 133	...	903 880 701
...	933 623 044	157 930 631	(1 425 422)	1 090 128 253	Total du ministère	1 072 931 013	17 197 240	...	1 063 923 782
Bibliothèque et Archives du Canada									
Subventions									
...	25 000	...	2 523	27 523	Système international de données sur les publications en série	27 523	...	...	24 505
...	11 000	...	(1 490)	9 510	Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques	9 510	...	...	9 641
...	36 000	...	1 033	37 033	Total—Subventions	37 033	...	...	34 146
Contributions									
...	640 000	...	(640 000)	...	Communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	...	...	...	...
...	570 000	...	123 952	693 952	Conseil canadien des archives pour des activités à l'appui du Programme de développement archivistique national	693 952	...	...	570 000
...	500 000	...	(500 000)	...	Communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation	...	...	...	...
...	...	...	1 046 048	1 046 048	Programme national de développement des archives (PNDA) : pour appuyer le développement stratégique des institutions et organismes d'archives du Canada et augmenter leur capacité à préserver et à rendre plus accessibles les documents d'archives uniques qui documentent l'histoire du Canada et des Canadiens	1 046 048	...	...	1 140 000
...	1 710 000	...	30 000	1 740 000	Total—Contributions	1 740 000	...	...	1 710 000
...	1 746 000	...	31 033	1 777 033	Total de l'organisme	1 777 033	...	...	1 744 146
Office national du film									
Subventions									
...	15 000	...	...	15 000	Subventions pour appuyer et promouvoir la cinématographie canadienne	15 000	...	...	15 500

Paielements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Contributions				
...	235 000	...	...	235 000	Contributions pour appuyer et promouvoir la cinématographie canadienne	235 000	...	...	236 300
...	250 000	...	...	250 000	Total de l'organisme	250 000	...	...	251 800
					Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme				
					Subventions ⁽¹⁾				
...	14 750 000	...	(14 750 000)	...	Programme de promotion de la femme—Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	...	...	...	...
					Contributions				
...	4 200 000	...	(4 200 000)	...	Programme de promotion de la femme—Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	...	...	...	...
...	4 200 000	...	(4 200 000)	...	Total—Contributions	...	...	...	...
...	18 950 000	...	(18 950 000)	...	Total de l'organisme	...	...	...	...
...	954 569 044	157 930 631	(20 344 389)	1 092 155 286	Total du portefeuille ministériel	1 074 958 046	17 197 240	...	1 065 919 728 ⁽¹⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme a été transféré à Ressources humaines et Développement des compétences. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 19 545 445 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère					Commission de la fonction publique		
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)					Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)		
Industries culturelles	3 831 435	4 264 566	3 558 296	Services de dotation et d'évaluation			
Patrimoine	700 000	407 061	260 635	Services d'évaluation, de counselling et produits	14 000 000	10 879 201	10 867 661
Services internes	1 889 000	1 748 808	...	Total de l'organisme—Budgétaire	14 000 000	10 879 201	10 867 661
Promotion et appartenance au Canada	...	...	151 621	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	72 377 717	66 512 407	62 500 902
Total du ministère—Budgétaire	6 420 435	6 420 435	3 970 552				
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Télécommunications canadiennes							
Droits de télécommunications	12 565 338	12 565 338	12 450 025				
Radiodiffusion canadienne							
Droits de licences en radiodiffusion de la partie I	15 691 345	15 691 345	15 528 031				
Services internes							
Droits de licences en radiodiffusion de la partie I et droits de télécommunications	14 698 153	14 698 153	14 585 893				
Total de l'organisme—Budgétaire	42 954 836	42 954 836	42 563 949				
Bibliothèque et Archives du Canada							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Exploration des ressources documentaires	550 000	306 415	392 171				
Total de l'organisme—Budgétaire	550 000	306 415	392 171				
Office national du film							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Production audiovisuelle	2 316 000	844 044	421 433				
Accessibilité et interaction avec l'auditoire	6 136 446	5 107 476	4 285 136				
Total de l'organisme—Budgétaire	8 452 446	5 951 520	4 706 569				

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Autres frais et droits—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 434 887	8 551 631	Revenus reportés : Radiodiffusion canadienne—		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	6 619 158	9 909 276	Droits de licences en radiodiffusion de la partie I	1 411 063	...
	12 054 045	18 460 907	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 822	375
Ventes de biens et de services—			Revenus divers—		
Services de nature non réglementaire	6 003 661	3 694 636	Intérêts et pénalités—		
Ventes de biens et de produits d'information	44 824	76 293	Intérêts et sanctions administratives pécuniaires	464 075	1 957 870
Autres frais et droits	367 633	217 228			
	6 416 118	3 988 157	Total de l'organisme	162 806 087	164 992 330
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	285 000	2 464 458	Bibliothèque et Archives du Canada		
Revenus divers—			Autres revenus—		
Produits des loteries fédérales/provinciales	68 255 276	66 205 025	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Revenu d'intérêt du compte bancaire Pavillon du Canada			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	45 010	31 283
Expo 2010	3 461	440	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	13 167	152 202
Divers	253 231	390 700			
	68 511 968	66 596 165	Ventes de biens et de services—		
Total du ministère	87 267 131	91 509 687	Ventes de biens et de produits d'information	291 963	358 357
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Autres frais et droits—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 253	9 049	Reçus des services de photoduplication	17 952	30 340
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	28 182	28 037			
	31 435	37 086	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	219 606	93 673
Ventes de biens et de services—			Revenus divers	31 668	23 092
Droits et privilèges—			Total de l'organisme	619 366	688 947
Radiodiffusion canadienne—Droits de licences en radiodiffusion de la partie II	101 800 012	100 000 000	Commission des champs de bataille nationaux		
Services de nature réglementaire—			Autres revenus—		
Radiodiffusion canadienne—Droits de licences en radiodiffusion de la partie I	24 493 713	28 368 511	Ventes de biens et de services—		
Télécommunications canadiennes—Droits de télécommunications	19 903 814	20 042 595	Autres frais et droits—		
Services internes—Droits de licences en radiodiffusion de la partie I et droits de télécommunications	14 698 153	14 585 893	Article 21.9 de la Loi sur la gestion des finances publiques	2 115 612	2 231 337
	59 095 680	62 996 999	Total de l'organisme	2 115 612	2 231 337

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Office national du film					
Autres revenus—					
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges	1 758 818	1 382 890			
Ventes de biens et de produits d'information	4 174 583	3 355 014			
Autres frais et droits—					
Gains sur les réévaluations de change en fin d'exercice	18 119	(31 335)			
Revenus reportés	63 900	225 773			
	82 019	194 438			
Total de l'organisme	6 015 420	4 932 342			
Commission de la fonction publique					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	43 926	29 723			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	47 884	113 807			
	91 810	143 530			
Ventes de biens et de services—					
Services de nature non réglementaire—					
Services d'évaluation, de counselling et produits	10 899 383	10 921 686			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 532	870			
Revenus divers—					
Services d'évaluation, d'analyse et d'orientation professionnelle	1 582 674	1 539 471			
Divers	758 260	1 423			
	2 340 934	1 540 894			
Total de l'organisme	13 333 659	12 606 980			
Commission des relations de travail dans la fonction publique					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	1 157			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	48 608	40 051			
	48 608	41 208			
Total de l'organisme	48 608	41 208			
Tribunal de la dotation de la fonction publique					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	539	...			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	5 527	35 970			
	6 066	35 970			
Revenus divers	...	5			
Total de l'organisme	6 066	35 975			
Greffes du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	169	7			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	6 697	23 522			
	6 866	23 529			
Revenus divers	...	30 015			
Total de l'organisme	6 866	53 544			
Sommaire du portefeuille ministériel					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 297 007	18 925 715			
Ventes de biens et de services	188 063 203	185 459 218			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	509 960	2 559 376			
Revenus divers	71 348 645	70 148 041			
Total du portefeuille ministériel	272 218 815	277 092 350 ⁽¹⁾			

(1) Au cours de l'exercice, le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme a été transféré à Ressources humaines et Développement des compétences. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 337 034 \$.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 21

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Pêches et Océans

Ministère

**Office de commercialisation du poisson
d'eau douce**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	21.2
Sommaire du portefeuille ministériel	21.10
Activités de programme	21.12
Paievements de transfert	21.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés	21.16
Revenus	21.16

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Des eaux sécuritaires et sécurisées

Description des activités de programme*État de préparation opérationnelle de la flotte*

Le programme sur l'état de préparation opérationnelle (ÉPO) de la flotte de la Garde côtière canadienne (GCC) procure des navires, des aéroglisseurs, des hélicoptères et de petites embarcations sécuritaires, fiables, disponibles et capables sur le plan opérationnel, avec à leur bord des équipages compétents et professionnels prêts à répondre aux besoins sur l'eau et en mer. Ce programme comprend la gestion et les opérations de la flotte, l'entretien de la flotte, ainsi que l'achat des biens de la flotte. Grâce au programme sur l'état de préparation opérationnelle, l'organisme de la

GCC veille à ce que la flotte civile du gouvernement du Canada réponde aux priorités et aux besoins actuels et nouveaux des Canadiens et du gouvernement du Canada. Le programme d'ÉPO favorise les programmes de la Garde côtière, les activités scientifiques et de gestion des pêches et de l'aquaculture au Pêches et Océans Canada, ainsi que les activités d'autres ministères du gouvernement qui ont besoin de services sur l'eau afin de pouvoir ainsi réaliser leurs mandats. Le Collège de la Garde côtière canadienne apporte une contribution importante à la mise en oeuvre de ce programme. Le fondement juridique et l'autorité du programme de sécurité maritime sont présentés dans la *Loi constitutionnelle* de 1867 et dans la *Loi sur les océans*.

État de préparation des actifs terrestres de la flotte

L'état de préparation des biens à terre de la Garde côtière canadienne (GCC) veille à ce que les biens de la Garde côtière autres que la flotte (dont la valeur s'élève à 1,6 milliard de dollars) soient disponibles et fiables afin d'assurer la mise en oeuvre des programmes de la GCC. Ces biens autres que la flotte comprennent des aides fixes et flottantes, comme les aides visuelles (p. ex. les phares et les bouées), les aides sonores (p. ex. comme les cornes de brume), les aides radar (p. ex. comme les réflecteurs et les balises), ainsi que les aides maritimes à longue portée, comme le système de positionnement mondial (GPS), de même que les systèmes de communication et de navigation électroniques et plus de 300 tours de radio. Le programme sur l'état de préparation des biens à terre assure la disponibilité et la fiabilité de ces biens grâce aux services de planification des investissements du cycle de vie, de génie, d'acquisition, d'entretien et d'aliénation. Le Collège de la Garde côtière canadienne apporte une contribution importante à la mise en oeuvre de ce programme. Au besoin, on réalise cette activité en collaboration avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Les activités associées à la gestion des biens du cycle de vie qui font partie des biens à terre de la GCC sont régies et enca-

drées en vertu de différents instruments juridiques, comme la *Loi sur la gestion des finances publiques* et le Règlement sur les marchés de l'État, ainsi qu'aux termes des politiques, des directives et des lignes directrices imposées par le Conseil du Trésor, le Secrétariat du Conseil du Trésor, Industrie Canada et TPSGC. Le fondement juridique et l'autorité de ce programme sont présentés dans la *Loi constitutionnelle* de 1867 et dans la *Loi sur les océans*.

Services de communications et de trafic maritimes

Le programme des Services de communications et de trafic maritimes (SCTM) est offert par la Garde côtière canadienne. La sécurité des marins et la protection de l'environnement marin dans les eaux canadiennes dépendent dans une grande mesure de la diffusion efficace et opportune de l'information. Ce programme veille à ce qu'un système de communication fiable soit disponible en tout temps afin de contribuer à protéger la vie en mer, en plus de protéger l'environnement marin, d'assurer la navigation sécuritaire et efficace dans les voies navigables canadiennes, ainsi que la sensibilisation au domaine maritime. Les services consistent, entre autres, à assurer la communication de détresse et la communication radio générale en mer, la diffusion de renseignements sur la sécurité maritime, le contrôle des navires entrant en eaux canadiennes, la réglementation du trafic maritime dans certaines étendues d'eau canadiennes, ainsi que la prestation de renseignements maritimes à d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral, ainsi que de services d'appels téléphoniques en mer en fonction du recouvrement des coûts. L'état de préparation des biens de la Garde côtière et les activités du Collège de la Garde côtière canadienne apportent une contribution essentielle à la mise en oeuvre de ce programme. Le fondement juridique et l'autorité du programme des SCTM sont présentés dans la *Loi constitutionnelle* de 1867, dans la *Loi sur les océans*, ainsi que dans la *Loi sur la marine marchande du Canada* de 2001 et, en vertu d'une entente

avec Transports Canada, dans la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques* de 2001.

Services de recherche et sauvetage

Les responsables du programme de recherche et sauvetage (R et S) en mer de la Garde côtière canadienne (GCC) dirigent, offrent et entretiennent l'état de préparation de 5,3 millions de kilomètres carrés du réseau fédéral de R et S en mer, et ce, avec l'aide de nombreux intervenants et partenaires, dont la Garde côtière canadienne auxiliaire et la Défense nationale. Grâce à la communication, la coordination et la réalisation des interventions de recherche et sauvetage, ainsi qu'à la sensibilisation des gens aux opérations, le programme de R et S de la GCC augmente la probabilité de sauvetage des personnes qui se retrouvent dans des situations périlleuses sur l'eau. L'état de préparation opérationnelle et les Services de communications et de trafic maritimes de la Garde côtière apportent une contribution essentielle à la réalisation de cette activité. Le fondement juridique et l'autorité du programme des services de recherche et sauvetage sont présentés dans la *Loi constitutionnelle* de 1867, dans la *Loi sur les océans*, ainsi que dans la *Loi sur la marine marchande du Canada* de 2001.

Produits et services hydrographiques

L'utilisation sécuritaire des voies navigables canadiennes repose sur une connaissance des limites physiques régissant la navigation. Le Service hydrographique du Canada (SHC) contribue à la sécurité sur les voies navigables du Canada en procédant à des relevés hydrographiques principalement à partir des navires de la Garde côtière canadienne pour ainsi mesurer, décrire et cartographier les caractéristiques physiques des océans et des eaux navigables intérieures du Canada. Faisant figure d'autorité en matière d'hydrographie au Canada, le SHC fait appel à ces données afin de produire des produits de navigation à jour, opportuns et précis pour ainsi faciliter le transport maritime au pays et en eaux internationales.

En plus de favoriser la sécurité et la protection des eaux, des renseignements hydrographiques sont utilisés dans le cadre de nombreuses applications de recherche et développement dans les domaines, comme le génie, la recherche sur les océans, ainsi que l'énergie renouvelable et non renouvelable.

Collège de la garde côtière canadienne

En tant qu'une institution de formation de la Garde côtière nationale, bilingue et décernant des diplômes, le Collège de la Garde côtière canadienne (CGCC) offre aux professionnels de la marine l'enseignement nécessaire afin de pouvoir offrir des programmes pour aider à réaliser la mission et le mandat de la Garde côtière dans les domaines de la sécurité en mer et de la protection de l'environnement. L'état de préparation opérationnelle de la flotte de la Garde côtière canadienne, l'état de préparation des biens à terre, les Services de communications et de trafic maritimes, les services de recherche et sauvetage et les services d'intervention environnementale apportent une contribution intégrée à la mise en oeuvre de ce programme. En cas de besoin, cette activité se déroule en partenariat avec les établissements d'enseignement provinciaux dans le domaine de la marine. Le fondement juridique et l'autorité de ce programme sont présentés dans la *Loi constitutionnelle* de 1867 et dans la *Loi sur les océans*.

Sécurité maritime

Le programme de la sécurité maritime est dirigé par la Garde côtière canadienne. Les responsables de ce programme collaborent avec les ministères et organismes fédéraux qui assument certaines responsabilités en matière de sécurité maritime, dont la Gendarmerie royale du Canada, les Forces canadiennes, l'Agence des services frontaliers du Canada, Sécurité publique Canada et Transports Canada en facilitant la prestation de l'expertise dans le domaine maritime, d'un soutien aux navires et d'information. Le programme de sécurité maritime procure à ces or-

ganisations des renseignements pertinents pour la Garde côtière pour l'aider ainsi à réaliser son mandat de sécurité en mer et à l'échelle nationale. L'état de préparation opérationnelle de la Garde côtière, les Services de communication et de trafic maritimes et l'état de préparation des biens à terre apportent une contribution essentielle à la réalisation de cette activité. Celle-ci est d'ailleurs offerte en collaboration avec le programme de conservation et exécution de Pêches et Océans Canada. Le fondement juridique et l'autorité du programme de sécurité maritime sont présentés avant tout dans la *Loi sur les océans*.

Prévisions océaniques

En tant que nation maritime entourée de trois océans et d'un vaste réseau d'étendues d'eau intérieures, le Canada détient un intérêt direct à comprendre les processus océaniques afin de pouvoir prédire les conditions des océans et l'état de la mer, ainsi que leur influence sur les autres systèmes terrestres, comme le climat à l'échelle planétaire. Pour ce faire, il effectue la recherche et la surveillance à long terme des principaux paramètres des océans (notamment la température, le niveau de la mer, les nutriments, les marées, le degré de salinité) en faisant appel à des véhicules spatiaux, aériens, autonomes, ainsi qu'à des observations réalisées à bord de navires et à la gestion des données pour assurer son intégrité et son accessibilité. Ces données constituent le fondement scientifique des produits, des services et des renseignements de prédiction qui favorisent la navigation sécuritaire, l'état de préparation en cas d'urgence (comme les avertissements dans les cas de tsunamis, les ondes de tempête), l'adaptation au changement climatique, les opérations de recherche et de sauvetage, l'atténuation des répercussions des déversements d'hydrocarbures, ainsi que les opérations en mer, comme l'exploitation pétrolière et gazière. Les clients du programme comprennent la Garde côtière canadienne, d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral (comme Environnement Canada, la Défense nationale, Transports Canada, Sécurité publique Canada),

des industries maritimes variées (p. ex. dans les domaines comme la navigation commerciale, l'exploitation pétrolière et gazière en mer, l'industrie de la pêche), la communauté scientifique marine canadienne et internationale, ainsi que les Canadiens intéressés par le domaine.

Résultat stratégique

Des secteurs maritimes et des pêches économiquement prospères

Description des activités de programme

Gestion intégrée des ressources halieutiques

L'activité de programme, Gestion intégrée des ressources halieutiques a pour rôle d'offrir des politiques, des programmes et des plans (comme les Plans de gestion intégrée des pêches et les plans de conservation et de récolte, les plans de rétablissement, les stratégies de rétablissement et les plans d'action) en vertu de la *Loi sur les pêches*, de la *Loi sur les espèces en péril*, ainsi que des règlements connexes, et ce, en consultation avec les groupes autochtones, les provinces et l'industrie, dans le but de gérer, de protéger et de conserver les ressources halieutiques. Ce programme est nécessaire pour assurer la durabilité, ainsi que l'attribution et la distribution des ressources récoltables entre celles qui dépendent de la ressource (pêcheurs autochtones, commerciaux et sportifs). Le programme, qui repose sur l'évaluation scientifique de l'état du poisson, des invertébrés et des mammifères marins, consiste à procurer aux Canadiens des ressources halieutiques durables qui assurent une industrie diversifiée et viable sur le plan économique. Les navires de la Garde côtière canadienne (GCC) contribuent à procéder aux évaluations scientifiques dans le cadre du programme. Le Secteur des politiques, la conformité et l'exécution, le Programme de mise en valeur des salmonidés, les programmes et la gouvernance autochtones, les programmes de gestion de l'habitat, de gestion des espèces en péril, de ges-

tion intégrée des océans, et des espèces aquatiques envahissantes, les programmes d'évaluation des écosystèmes, ainsi que l'expertise scientifique du Ministère sont des facteurs qui contribuent essentiellement à la mise en oeuvre de ce programme. Les divers volets du programme sont également coordonnés avec Environnement Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Santé Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada, ainsi que les gouvernements provinciaux, territoriaux et les administrations municipales.

Ports pour petits bateaux

Le programme des ports pour petits bateaux permet d'exploiter et de maintenir directement ou en collaboration avec les administrations portuaires, un réseau national de ports en bon état de marche afin de pouvoir assurer le fonctionnement efficace de l'industrie de la pêche commerciale, incluant l'aquaculture. L'investissement public dans l'infrastructure des ports pour petits bateaux contribue à renforcer la capacité des secteurs maritimes et des pêches du Canada à tirer des avantages économiques. Les ports offrent un appui aux entreprises dans les secteurs maritimes, comme la récolte du poisson, la transformation du poisson, le transport, les exploitants dans le domaine de la pêche sportive à des fins commerciales, le tourisme, ainsi que les autres utilisateurs des étendues marines. Ces ports constituent souvent l'unique présence du gouvernement fédéral dans les petites communautés côtières, alors qu'ils représentent le lien le plus direct et le plus visible entre ces communautés et le gouvernement du Canada. Ce programme transfère également, dans la mesure du possible, la propriété des ports de pêche et des ports de plaisance non essentiels aux communautés locales en procédant à des dessaisissements. Les ports pour petits bateaux sont régis par la *Loi et les règlements sur les ports de pêche et de plaisance* et le Règlement sur les ports de pêche et de plaisance, ainsi que par la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*.

Stratégies et gouvernance autochtones

Ce programme consiste à fournir des conseils stratégiques sur les questions relatives à la pêche autochtone, à négocier des ententes de gestion de la pêche autochtone, à intégrer les ententes aux cadres de gestion globaux, ainsi qu'à donner des conseils sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale. La mise en oeuvre de tous les programmes par la Direction de la politique et la gouvernance autochtones repose sur les liens qu'elle encourage avec les autres programmes du Secteur de gestion des écosystèmes et des pêches, alors qu'elle porte sur l'expertise et l'expérience en matière de gestion des pêches et de l'aquaculture. Ce programme est nécessaire afin d'établir des relations stables et étroites avec les groupes autochtones, de promouvoir et de favoriser les droits des Autochtones et les droits issus de traités au moment de formuler et de mettre en oeuvre les politiques, les programmes et les plans de gestion des pêches pour ainsi s'acquitter de ses responsabilités de fiduciaire et pour favoriser les possibilités économiques relatives à la pêche pour les communautés autochtones. Ce programme est également encadré par une approche proactive dans sa relation avec les groupes autochtones en cherchant à aider les peuples autochtones à acquérir la capacité de participer de façon plus efficace aux processus mobilisant de nombreux intervenants qu'on utilise dans le cadre de la gestion des ressources aquatiques et des océans, ainsi qu'à acquérir les compétences nécessaires pour tirer profit des occasions de participer au développement dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture à des fins commerciales.

Stratégies et gouvernance en matière de pêches

Ce programme comprend la coordination, l'élaboration et la mise en oeuvre des plans, des politiques, des outils et des mécanismes nécessaires, déterminés en fonction des processus d'engagement et des examens de politiques, afin de favoriser un secteur des pêches robuste et diversifié qui est à la fois concurrentiel,

prospère et durable. Ce travail se déroule en collaboration avec les autres directions du Secteur de gestion des écosystèmes et des pêches, ainsi que du Secteur des océans et des sciences à Pêches en Océans Canada. Le programme procure à la haute direction à l'échelle nationale, notamment au ministre, une vision, une politique et un cadre de gouvernance globaux et uniques pour ainsi diriger et appuyer les initiatives de prise de décision touchant les ressources halieutiques. Ce travail vise à établir un régime moderne de gouvernance des pêches qui est à la fois responsable, prévisible et transparent à l'égard des personnes auxquelles il s'applique, tout en respectant les droits en vertu des traités avec les Autochtones et en favorisant la durabilité et la prospérité économique à long terme. De plus, ce programme comprend la planification de toutes les activités, des ressources humaines, ainsi que des efforts ministériels. On peut également faire appel, dans le cadre de ce programme, à des subventions ou des contributions pour appuyer les efforts de recherche, de développement, de gestion et de promotion des dossiers dans les domaines de la pêche et des océans au Ministère.

Programme d'aquaculture durable

La mission du Programme d'aquaculture durable consiste à définir les conditions de réussite d'un secteur aquacole canadien vivant et innovateur qui est à la fois viable sur le plan économique, durable sur les plans environnemental et social et concurrentiel à l'échelle internationale, en plus de profiter à tous les Canadiens et de favoriser la confiance de la population à l'égard de l'aquaculture. Le mandat du programme sur le plan de la réglementation découle de la *Loi sur les pêches*, de la *Loi sur le développement des pêches*, ainsi que de la *Loi sur les océans*. Pêches en Océans Canada, en tant qu'organisation fédérale responsable de l'aquaculture, procure une approche interministérielle intégrée et faisant l'objet d'une gestion horizontale afin de créer des conditions optimales pour le secteur. Ce programme est offert en col-

laboration avec d'autres ministères du gouvernement fédéral, les gouvernements des provinces et des territoires, l'industrie, le secteur privé, des organisations non gouvernementales et d'autres intervenants. L'expertise scientifique du Ministère joue un rôle important afin de favoriser une production aquacole durable.

Aides à la navigation

Le programme des aides à la navigation est offert par la Garde côtière canadienne (GCC). Ce programme procure, en matière d'aides à la navigation, les systèmes, les services et les efforts de sensibilisation opérationnelle qui favorisent une navigation accessible, sécuritaire et efficace en eaux canadiennes pour le transport maritime commercial international en mer, les pêcheurs et les embarcations de plaisance. Le système des aides à la navigation comprend environ 17 000 aides maritimes à courte portée, incluant des aides visuelles (aides fixes et bouées), des aides sonores (cornes de brume), ainsi que des aides radar (réflecteurs et balises), de même qu'une aide maritime à longue portée (système de positionnement mondial [GPS]). Le programme des aides à la navigation procure également de l'information sur les systèmes de navigation aux marins. L'état de préparation opérationnelle de la flotte et des biens à terre de la Garde côtière contribue essentiellement à la mise en oeuvre de ce programme, qui est offert en coordination avec le Service hydrographique du Canada. Le fondement juridique et l'autorité du programme des aides à la navigation sont présentés dans la *Loi constitutionnelle* de 1867, dans la *Loi sur les océans*, ainsi que dans la *Loi sur la marine marchande du Canada* de 2001.

Services de déglacement

Le programme des services de déglacement est offert par la Garde côtière canadienne. Ce programme procure des services de renseignements essentiels sur les glaces, en plus de sensibiliser les gens et d'offrir un soutien aux opérations de déglacement pour favoriser la

navigation efficace et sécuritaire dans les secteurs du transport maritime commercial canadien et international, pour les pêcheurs et les exploitants d'embarcations de plaisance dans des eaux recouvertes de glaces au Canada et autour de celles-ci. Cette activité de programme consiste, entre autres, à donner des renseignements sur les glaces et à escorter les navires dans les eaux recouvertes de glaces, à libérer les navires emprisonnés dans la glace, à maintenir ouverts des chemins dans la glace retenue au rivage, à procéder au déglacement des ports, à dispenser des conseils sur la navigation dans les glaces, ainsi qu'à réduire les risques d'inondation sur le fleuve Saint-Laurent grâce à la surveillance, à la prévention et à la destruction des embâcles. Les services de déglacement contribuent également à la souveraineté dans l'Arctique en acheminant les biens et autres fournitures aux communautés nordiques, en apportant un soutien aux autres organismes et organisations gouvernementales dans les eaux envahies par les glaces, ainsi qu'en assurant la présence visible du gouvernement fédéral en mer dans le Nord canadien. L'état de préparation opérationnelle de la flotte de la Garde côtière contribue essentiellement à la mise en oeuvre de ce programme, qui est offert en collaboration avec les services d'information sur les glaces d'Environnement Canada. Le fondement juridique et l'autorité du programme des services de déglacement sont présentés dans la *Loi sur les océans*, dans la *Loi sur la marine marchande du Canada* de 2001, dans la *Loi constitutionnelle* de 1867 et, en vertu d'une entente avec Transports Canada, dans la *Loi sur la prévention de la pollution dans les eaux arctiques* de 2001.

Affaires internationales

Grâce à des engagements multilatéraux, régionaux et bilatéraux, ce programme favorise et protège les intérêts des Canadiens en leur assurant un accès à des ressources halieutiques faisant l'objet d'une gestion internationale, en plus d'encourager et d'influencer la gestion durable des pêches au niveau régional et

des écosystèmes marins sains sur le plan mondial. En outre, il contribue à un régime commercial stable sur la scène internationale pour les poissons et fruits de mer du Canada. Pour ce faire, on fait appel à une approche coordonnée et proactive qui reflète les positions et les intérêts au pays, incluant les priorités internationales du gouvernement du Canada, ainsi que l'établissement de relations vastes et constructives avec les partenaires internationaux, celles-ci étant fondées sur des stratégies et des buts communs, en plus d'être ancrées dans l'expertise scientifique et les pratiques de gestion exemplaires du Ministère. Plusieurs Canadiens profitent directement des stocks de poisson gérés à l'échelle internationale, mais le secteur canadien des poissons et fruits de mer dans son ensemble repose en majeure partie sur le commerce international. Puisque le Canada partage trois océans, des relations et une collaboration efficaces avec les partenaires internationaux, régionaux et nationaux demeurent essentielles pour relever les défis dans les domaines des pêches et des écosystèmes, ainsi que pour favoriser les normes, les ententes et les décisions de gestion à l'échelle internationale qui reflètent les approches du Canada.

Délimitation du territoire

La définition et la description des frontières maritimes du Canada reposent sur les données hydrographiques conformes aux normes internationales, ainsi que sur les témoignages d'experts. En 2003, le Canada ratifiait la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM). Grâce à cette ratification, la Canada devra remettre d'ici 2013 les éléments nécessaires afin de prouver l'établissement des limites extérieures de la plate-forme continentale de notre pays qui s'étendent au-delà de la zone d'exclusivité économique actuelle de 200 milles. Alors qu'on contribue à l'élaboration de la présentation des éléments de preuve du Canada, Pêches et Océans Canada doit fournir les données bathymétriques et l'expertise en matière de géodésie marine qui permettra de préparer,

de présenter et de défendre ces éléments que le Canada doit présenter à la Commission des Nations Unies sur les limites de la plate-forme continentale. Les données bathymétriques s'obtiennent par différents moyens, notamment dans la glace, en faisant appel à un véhicule autonome et par des sondages réalisés à partir des navires. Le Ministère travaille en étroite collaboration avec Affaires étrangères et Commerce international Canada et Ressources naturelles Canada dans le cadre de cet effort. En délimitant les limites extérieures de la plate-forme continentale du Canada, ainsi qu'en obtenant la reconnaissance de ces limites, le Canada sera en mesure d'affirmer ses droits de souveraineté à l'égard des ressources et de confirmer ainsi ses frontières maritimes.

Santé des animaux aquatiques

En collaboration avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), Pêches en Océans Canada (MPO) est chargé de mettre conjointement en oeuvre le Programme national sur la santé des animaux aquatiques. L'objectif de ce programme consiste à prévenir l'introduction et la propagation de maladies infectieuses graves chez les animaux aquatiques sauvages et cultivés. La détection et la déclaration des maladies d'importance nationale et internationale chez les animaux aquatiques sauvages et cultivés sont essentielles afin de prévenir et/ou de limiter les éclosions de maladies graves. L'ACIA compte sur l'expertise scientifique de MPO afin de pouvoir ainsi donner des conseils scientifiques, réaliser des diagnostics et s'adonner à la recherche. Les connaissances découlant des efforts scientifiques contribuent à certifier la santé des animaux aquatiques dans le cadre du commerce des poissons et fruits de mer canadiens, de l'accès au marché et de la réalisation des responsabilités fédérales en vertu de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur les pêches*.

Gestion des voies navigables

Le programme de gestion des voies navigables est offert par la Garde côtière canadienne. Ce programme procure aux marins des services et de l'information, en plus de les sensibiliser aux opérations pour ainsi faciliter le déplacement efficace des navires de commerce maritime et contribuer à assurer des voies navigables sécuritaires et accessibles devant favoriser la prospérité économique en procédant à l'arpentage de certains chenaux commerciaux dans le but d'identifier l'état du fond, les restrictions ou les dangers pour la navigation sécuritaire, en plus de procurer aux navigateurs des renseignements sur la sécurité marine, incluant les prévisions de la profondeur de l'eau dans le Saint-Laurent, le fleuve Fraser, la Detroit river et le fleuve Mackenzie; en tenant à jour les directives en matière de génie servant à la conception, à l'entretien et à l'utilisation des principaux chenaux commerciaux; en gérant les structures marines contribuant à l'entretien des chenaux; en assurant le dragage dans les chenaux reliant les Grands Lacs aux États-Unis et au Canada; en gérant les opérations de dragage sur la base du recouvrement des coûts dans le fleuve Saint-Laurent entre Montréal et Cap Gribane; et en exploitant le canal Canso. Le programme de gestion des voies navigables contribue à entretenir des chenaux navigables, à réduire les risques au niveau de la navigation maritime et à favoriser la protection de l'environnement dans le but d'assurer la navigation efficace et sécuritaire des marins. L'état de préparation opérationnelle de la flotte de la Garde côtière contribue essentiellement à la mise en oeuvre de ce programme. Celui-ci est offert en coordination avec la Division des produits et services hydrographiques, ainsi qu'avec le Service hydrographique du Canada et les Services de gestion des biens immobiliers de Pêches et Océans Canada, de même qu'avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Le fondement juridique et l'autorité du programme de gestion des voies navigables sont présentés dans la *Loi constitutionnelle* de 1867, ainsi que dans la *Loi sur les océans*.

Biotechnologie et génomique

Les connaissances et leur application dans le cadre de technologies nouvelles et innovatrices sont vitales afin de favoriser les progrès au niveau du développement durable des ressources aquatiques. Le Ministère doit acquérir les connaissances nécessaires afin de pouvoir justifier la responsabilité du gouvernement fédéral en matière de réglementation et d'évaluation des risques associés aux produits du poisson résultant de la biotechnologie. L'adoption d'outils et de techniques de recherche de pointe dans le domaine de la génomique et de la biotechnologie permet également au Ministère d'accroître sa capacité de protéger les espèces en péril, de gérer l'ouverture et la fermeture des pêches, d'éviter la surexploitation des ressources, de poursuivre les braconniers, d'améliorer les pratiques aquacoles, de limiter les éclosions de maladies et d'assainir les sites contaminés.

Résultat stratégique

Des écosystèmes aquatiques durables

Description des activités de programme

Conformité et application de la loi

Le programme favorise et entretient la conformité à la loi, aux règlements et aux mesures de gestion mises en oeuvre pour assurer la conservation et l'utilisation durable des ressources aquatiques du Canada, ainsi que la protection des espèces en péril, de l'habitat du poisson et des océans. Ce programme repose sur une approche équilibrée en matière de gestion et d'application des règlements, incluant la promotion de la conformité grâce à l'éducation et à une intendance partagée; les activités de surveillance et de contrôle; et la gestion des cas importants, des enquêtes spéciales liées aux questions de conformité complexes. En outre, ce programme fonctionne en étroite collaboration avec le Secteur des écosystèmes et de gestion des pêches (ÉGP), la Gendarmerie Royale du Canada et les partenaires de l'industrie pour assurer une activité

de pêche paisible et ordonnée, en plus d'apporter une contribution importante, avec la Garde côtière canadienne, à la protection de la souveraineté canadienne, d'aider la Défense nationale à identifier les menaces possibles à la sécurité maritime grâce à des activités intenses de surveillance maritime, et à jouer un rôle de premier plan avec ÉGP, Environnement Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments lorsqu'il s'agit d'administrer le Programme canadien de contrôle sanitaire des mollusques pour contribuer à assurer à la population une protection contre la consommation de produits de la pêche contaminés.

Gestion de l'habitat

Compte tenu de ses responsabilités en vertu de la *Loi sur les pêches*, de la *Loi sur les espèces en péril* et de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, le Programme de gestion de l'habitat de Pêches et Océans Canada est un outil de réglementation majeur du gouvernement fédéral qui touche la plupart des projets d'aménagement sur ou autour des étendues d'eau douce et des étendues marines renfermant du poisson au Canada ou autour de celles-ci. Les activités du programme contribuent à son mandat qui consiste à conserver et à protéger l'habitat du poisson qui assure le maintien des ressources halieutiques que les Canadiens valorisent. Dans le contexte des initiatives pangouvernementales en matière de développement durable et de réglementation intelligente, ce programme aide les Canadiens à gérer les répercussions des activités autres que la pêche sur l'habitat du poisson. Ce programme fait appel aux renseignements et aux interprétations scientifiques dans le but d'élaborer des règlements et des politiques, de donner des conseils et une orientation officielle, de nouer le dialogue avec les personnes, les organisations et les autres ordres de gouvernement, en plus de gérer la conformité.

Gestion intégrée des océans

La *Loi sur les océans* et la politique correspondante, soit la Stratégie sur les océans du Canada, confirment le mandat et le rôle de Pêches et Océans Canada en tant que principale autorité du fédéral dans le domaine des océans et sa responsabilité lorsqu'il s'agit de coordonner les politiques et les programmes du gouvernement fédéral à l'égard des océans. En tant que l'un des principes essentiels et sous-jacents à la mise en oeuvre de la Stratégie sur les océans, la gestion intégrée définit une approche globale et axée sur les écosystèmes pour ainsi faciliter le développement durable des vastes zones de gestion des océans dans les océans du Canada. Le programme de gestion intégrée des océans procure aux autorités des gouvernements fédéral et provinciaux, à l'industrie et aux Canadiens les outils nécessaires (comme l'identification des zones importantes sur les plans écologique et biologique, les zones de protection marine), ainsi que les fora nécessaires pour élaborer, dans le cadre d'une collaboration, des plans de gestion intégrée qui englobent les éléments sociaux, économiques et environnementaux lors de la prise de décisions. Parmi les autres méthodes d'intervention utilisées dans le cadre de ce programme, mentionnons la définition des engagements juridiques internationaux du Canada à l'égard des océans, ainsi que la création de zones de gestion intégrée pour toutes les régions maritimes du Canada. L'expertise scientifique du Ministère facilite l'élaboration d'outils et procure des directives servant de base aux décisions et aux politiques en matière de gestion, en plus de justifier ses positions à l'échelle internationale à l'égard des océans et ses engagements sur le plan juridique.

Programme de mise en valeur des salmonidés

Bénéficiant d'un soutien important de la population, Pêches et Océans Canada (MPO) a instauré le Programme de mise en valeur des salmonidés (PMVS) en 1977 pour faire suite au déclin chronique des populations de saumon et des pêches. Le PMVS demeure

axé principalement sur la production du saumon du Pacifique en Colombie-Britannique et au Yukon pour venir en aide aux stocks vulnérables et offrir des possibilités de récolte à tous les secteurs (commercial, sportif et des Premières nations) en vertu de la *Loi sur les pêches*, ainsi que sur la participation des Premières nations, des communautés locales et des parties de l'extérieur dans le domaine de la pêche axée sur la coopération et des activités d'intendance des bassins hydrographiques en vertu de la *Loi sur les océans*. Le soutien de la population demeure important, alors que des milliers de bénévoles participent aux activités dans le cadre de ce programme. De façon générale, les principales méthodes d'intervention du programme consistent, entre autres, à produire du saumon grâce à la mise en valeur des installations (écloseries et chenaux de frai), à rétablir et à mettre en valeur l'habitat, entre autres, en aménageant des chenaux de frai et d'élevage semi-naturels, ainsi qu'à faire appel à des technologies de moindre envergure, comme les boîtes incubatrices. Ce programme procure également au Secteur des océans et des sciences du MPO les renseignements provenant des évaluations des stocks de saumon pour ainsi faciliter la gestion des récoltes dans la région du Pacifique et la réalisation des engagements en vertu du Traité sur le saumon du Pacifique, en plus de produire des programmes d'éducation et de sensibilisation publiques. Les programmes d'éducation et de sensibilisation, ainsi que les partenariats avec les Premières nations, les communautés et toutes les parties de l'extérieur favorisent la participation des citoyens dans les activités d'intendance de la pêche et des bassins hydrographiques, et ce, souvent avec l'aide du Programme de participation communautaire dont les bases sont financées grâce aux programmes de contribution.

Gestion des espèces en péril

La *Loi sur les espèces en péril* (LEP) est un engagement essentiel du gouvernement fédéral qui consiste à empêcher l'extirpation ou l'extinction des espèces fauniques en péril et à contribuer au rétablissement de ces espèces. Cette loi assure, sur le plan juridique, la protection des espèces fauniques en péril, ainsi que la préservation de leur diversité biologique. En tant que ministre compétent en vertu de la LEP, le ministre des Pêches et des Océans a la responsabilité et le mandat d'assurer la protection et le rétablissement de toutes les espèces aquatiques au Canada (sauf les espèces vivant sur les terres fédérales relevant de Parcs Canada). Le programme de gestion des espèces en péril axé sur la preuve bénéficie de l'expertise scientifique du Ministère, en plus de tenir compte des connaissances socio-économiques, des intervenants et de la communauté. La gestion du programme repose sur les principes de la LEP, comme l'intendance et l'engagement; la consultation et la coopération; ainsi que la conformité et l'exécution. Celle-ci favorise les activités du cycle de conservation de la LEP, incluant l'évaluation et l'inscription des espèces; le rétablissement et la protection des espèces en péril grâce à l'élaboration de stratégies de rétablissement, de plans d'action et de plans de gestion; l'identification et la protection de l'habitat critique des espèces; la promotion des efforts de rétablissement; ainsi que la surveillance et l'évaluation.

Espèces aquatiques envahissantes

Les espèces aquatiques envahissantes constituent une menace majeure à la biodiversité aquatique, à la santé des écosystèmes, ainsi qu'aux industries des pêches et de l'aquaculture qui entretiennent des écosystèmes sains et productifs. L'Union internationale pour la conservation de la nature considère que les espèces étrangères constituent la deuxième menace en importance à la biodiversité, après la perte de l'habitat. Reconnaissant le sérieux de cette menace, le Conseil

canadien des ministres des Pêches et de l'Aquaculture élaborait, en 2004, le Plan d'action canadien de lutte contre les espèces aquatiques envahissantes. L'objectif de ce plan d'action consiste à prévenir de nouvelles invasions, à détecter tôt les nouveaux envahisseurs, à réagir rapidement aux nouveaux envahisseurs et, en cas de besoin, à gérer les envahisseurs qui se sont installés et qui se propagent. Les connaissances acquises grâce aux activités scientifiques, comme la recherche sur les voies d'invasion, les méthodologies permettant de détecter les nouvelles invasions, les évaluations des risques, ainsi que les mesures de contrôle favorisent les règlements, les ententes, ainsi que l'élaboration de cadres de gestion, et ce, tant au Canada qu'à l'échelle internationale pour ainsi appuyer le Plan d'action du Canada.

Services d'intervention environnementale

La Garde côtière canadienne (GCC) est l'organisme fédéral chargé de gérer les interventions lors de tous les déversements provenant de navires ou de sources mystérieuses dans le milieu marin de compétence canadienne, en plus d'apporter leur appui aux pays en vertu des ententes internationales. Le programme d'intervention environnementale a pour objectif de minimiser les répercussions des incidents de pollution marine sur l'environnement, l'économie et la sécurité publique. Grâce au programme d'intervention environnementale, la GCC établit un niveau approprié et uniforme à l'échelle nationale en ce qui concerne la préparation et les services d'intervention en eaux canadiennes; surveillance et enquête sur tous les rapports de pollution marine au Canada, et ce, conjointement avec les autres ministères fédéraux; et entretient des communications avec les partenaires du programme, incluant Transports Canada et Environnement Canada, pour assurer une approche uniforme en matière d'intervention dans les cas de pollution marine. L'état de préparation opérationnelle de la flotte de la Garde côtière contribue essentiellement à la mise en oeuvre de ce programme.

Celui-ci est offert en collaboration avec d'autres ministères fédéraux en ce qui concerne l'information sur la surveillance et les conseils scientifiques. L'entente sur la capacité d'intervention entre les propriétaires de navires et les intérêts commerciaux constitue un facteur essentiel pour appuyer le Régime canadien de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures. Le fondement juridique et l'autorité du programme des services d'intervention environnementale sont présentés dans la *Loi sur les océans*, la *Loi sur la marine marchande du Canada* de 2001, la *Loi constitutionnelle* de 1867 et, en vertu d'une entente avec Transports Canada, dans la *Loi sur la prévention de la pollution dans les eaux arctiques* de 2001.

Programme autochtone de gestion de l'habitat dans les régions intérieures

Le Programme autochtone de gestion de l'habitat dans les régions intérieures (PAGHRI) est un programme qui contribue au Cadre de gestion intégrée de la contribution autochtone. Un des buts généraux de ce cadre consiste à aider les organisations autochtones à acquérir des compétences pour participer de façon plus efficace aux processus en vertu desquels plusieurs intervenants assurent la gestion des ressources aquatiques et des océans. Le PAGHRI permet de financer les efforts d'acquisition de compétences au sein des communautés autochtones en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario et au Québec en vue de participer à la gestion de l'habitat axée sur la collaboration dans le cadre d'ententes de contribution. Ce programme vise à rehausser la capacité des communautés autochtones d'unir leurs efforts et de participer au processus décisionnel touchant les activités réglementaires et non réglementaires de gestion

de l'habitat. Parmi les autres méthodes d'intervention dans les programmes, mentionnons les consultations communautaires afin d'aider les communautés autochtones à comprendre et à définir leurs priorités en matière de gestion de l'habitat du poisson, à élaborer des plans de gestion de l'habitat du poisson qui leur sont propres, ainsi qu'à recueillir et à documenter le savoir traditionnel des Autochtones.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Office de communication du poisson d'eau douce

Résultat stratégique

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	1 229 050 480	...	...	1 229 050 480	Ministère				
...	...	40 051 864	...	40 051 864	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	6 516 935	...	6 516 935	1b Virement de 5 000 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 720 300 \$ du crédit 1 (Environnement), de 101 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), 30 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 22 750 \$ du crédit 1 (Transports)				
...	720 300	720 300	1c Virement de 5 194 900 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans),				
...	30 000	30 000	Virement du : crédit 1 (Environnement)				
...	22 750	22 750	crédit 1 (Défense nationale)				
...	101 000	101 000	crédit 1 (Transports)				
...	5 194 900	5 194 900	crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	5 000 000	5 000 000	crédit 5				
...	4 779 608	4 779 608	crédit 10				
...	37 591 668	37 591 668	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	75 390 762	75 390 762	CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	(40 000)	(40 000)	Virement au : crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	(15 000)	(15 000)	crédit 1 (Industrie)				
...	(1 200 000)	(1 200 000)	crédit 1 (Défense nationale)				
...	(5 000)	(5 000)	crédit 5 (Patrimoine canadien)				
...	(7 554 292)	(7 554 292)	crédit 10				
...	(20 000)	(20 000)	crédit 60 (Industrie)				
...	(9 795 426)	(9 795 426)	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	1 229 050 480	46 568 799	110 201 270	1 385 820 549	Total—Crédit 1	1 313 593 490	72 227 059	...	1 308 512 708
...	328 062 395	...	...	328 062 395	5 Dépenses en capital				
...	...	22 872 500	...	22 872 500	5b Dépenses en capital				
...	21 542 590	21 542 590	Virement du CT, crédit 33 ⁽¹⁾				
...	(5 194 900)	(5 194 900)	Virement au crédit 1				
...	(480 000)	(480 000)	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	328 062 395	22 872 500	15 867 690	366 802 585	Total—Crédit 5	299 588 070	67 214 515	...	420 442 927
...	127 653 239	...	...	127 653 239	10 Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10b Virement de 2 055 205 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	1	...	1	10c Virement de 5 499 087 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans)				
...	7 554 292	7 554 292	Virement du : crédit 1				
...	100 000	100 000	crédit 1 (Défense nationale)				

...	...	...	(5 000 000)	(5 000 000)	Virement au : crédit 1				
...	...	...	(605 175)	(605 175)	crédit 10 (Environnement)				
...	...	...	(230 000)	(230 000)	crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	127 653 239	2	1 819 117	129 472 358	Total—Crédit 10	128 647 360	824 998	...	127 009 109
...	137 841 622	...	(3 982 505)	133 859 117	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	133 859 117	...	...	135 011 736
...	77 516	...	20	77 536	(S) Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile	77 536	...	...	77 638
4 432 068	...	...	4 452 045	8 884 113	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 091 255	...	3 792 858	1 831 277
...	...	...	10 005	10 005	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	10 005	...	...	14 085
...	...	...	15 934	15 934	(S) Pertes sur opérations de change	15 934	...	...	...
4 432 068	1 822 685 252	69 441 301	128 383 576	2 024 942 197	Total du ministère—Budgétaire	1 880 882 767	140 266 572	3 792 858	1 992 899 480
Office de commercialisation du poisson d'eau douce									
L30b Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la <i>Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce</i> . Le total de tous montants empruntés par l'Office en vertu de l'autorisation de l'article 16 est limité à 50 000 000 \$ (Net)									
50 000 000	...	...	...	50 000 000		...	...	50 000 000	...
50 000 000	...	...	...	50 000 000	Total de l'organisme—Non budgétaire	...	...	50 000 000	...
Total du portefeuille ministériel—									
4 432 068	1 822 685 252	69 441 301	128 383 576	2 024 942 197	Budgétaire	1 880 882 767	140 266 572	3 792 858	1 992 899 480
50 000 000	...	...	...	50 000 000	Non budgétaire	...	...	50 000 000	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
État de préparation opérationnelle de la flotte	282 644 255	271 079 878	207 332 815	162 224 129	...	...	21 928 410	16 364 047	...	...	468 048 660	416 939 960
État de préparation des actifs terrestres de la flotte	109 433 411	104 525 995	41 679 533	25 385 455	...	...	12 423 180	11 531 588	...	...	138 689 764	118 379 862
Services de communications et de trafic maritimes	47 491 336	46 978 832	...	...	...	...	44 300	26 399	...	...	47 447 036	46 952 433
Services de recherche et sauvetage	35 399 256	34 692 535	...	...	5 021 000	5 020 000	...	...	...	...	40 420 256	39 712 535
Produits et services hydrographiques	30 564 900	30 294 029	527 400	527 303	86 500	83 618	...	...	...	...	31 178 800	30 904 950
Collège de la garde côtière canadienne	17 102 960	14 526 940	...	...	...	...	1 700 000	...	...	...	15 402 960	14 526 940
Sécurité maritime	6 399 627	6 399 627	...	...	...	...	...	...	...	...	6 399 627	6 399 627
Prévisions océaniques	13 972 617	13 972 617	472 850	453 071	35 000	35 000	...	...	...	...	14 480 467	14 460 688
Gestion intégrée des ressources halieutiques	116 165 804	116 165 804	1 372 940	1 177 854	21 267 857	21 267 174	...	...	...	...	138 806 601	138 610 832
Ports pour petits bateaux	106 719 095	102 505 063	55 097 500	51 942 662	9 192 987	9 180 060	...	...	...	...	171 009 582	163 627 785
Stratégies et gouvernance autochtones	21 048 289	19 582 767	...	...	85 377 402	85 331 971	...	...	...	...	106 425 691	104 914 738
Stratégies et gouvernance en matière de pêches	38 727 631	33 983 227	1 385 000	1 342 879	244 000	196 000	...	...	...	...	40 356 631	35 522 106
Programme d'aquaculture durable	32 289 433	31 889 433	...	...	4 938 299	4 937 873	...	...	...	...	37 227 732	36 827 306
Aides à la navigation	26 109 023	25 589 726	...	...	...	...	4 809 410	4 968 051	...	...	21 299 613	20 621 675
Services de déglçage	25 846 361	23 811 017	...	...	...	...	2 409 300	819 754	...	...	23 437 061	22 991 263
Affaires internationales	15 309 248	14 684 318	...	...	105 325	104 246	...	...	...	...	15 414 573	14 788 564
Délimitation du territoire	5 456 158	5 362 888	...	...	...	...	...	...	...	...	5 456 158	5 362 888
Santé des animaux aquatiques	6 298 859	6 298 859	...	...	...	...	...	...	...	...	6 298 859	6 298 859
Gestion des voies navigables	13 123 911	11 781 925	156 507	154 897	...	...	6 400 000	6 521 583	...	...	6 880 418	5 415 239
Biotechnologie and génomique	3 633 258	3 446 084	...	...	...	...	...	...	...	...	3 633 258	3 446 084
Conformité et application de la loi	116 889 235	116 192 548	750 000	128 015	...	...	...	...	...	...	117 639 235	116 320 563
Gestion de l'habitat	64 745 270	61 576 990	...	...	30 000	30 000	...	...	...	...	64 775 270	61 606 990
Gestion intégrée des océans	41 173 729	38 469 263	8 750	8 749	207 106	207 106	...	...	...	...	41 389 585	38 685 118
Programme de mise en valeur des salmonidés	29 863 868	29 801 965	...	...	962 000	379 312	...	...	...	...	30 825 868	30 181 277
Gestion des espèces en péril	28 361 709	26 214 362	...	...	...	...	...	...	...	...	28 361 709	26 214 362
Espèces aquatiques envahissantes	11 525 150	11 525 150	...	...	...	...	...	...	...	...	11 525 150	11 525 150
Services d'intervention environnementale	10 919 473	10 906 905	...	...	...	...	...	...	...	...	10 919 473	10 906 905

Programme autochtone de gestion de l'habitat dans les régions intérieures	202 121	193 505	...	...	1 875 000	1 875 000	...	...	...	...	2 077 121	2 068 505
Services internes	321 045 867	280 426 507	58 019 290	56 243 056	129 882	...	80 000	...	...	...	379 115 039	336 669 563
Sous-total	1 578 461 854	1 492 878 759	366 802 585	299 588 070	129 472 358	128 647 360	49 794 600	40 231 422	...	...	2 024 942 197	1 880 882 767
Revenus affectés aux dépenses	(49 794 600)	(40 231 422)	...	...	...	...	(49 794 600)	(40 231 422)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	1 528 667 254	1 452 647 337	366 802 585	299 588 070	129 472 358	128 647 360	...	...	...	...	2 024 942 197	1 880 882 767
Office de commercialisation du poisson d'eau douce—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	50 000 000	...	50 000 000
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 528 667 254	1 452 647 337	366 802 585	299 588 070	129 472 358	128 647 360	...	...	...	...	2 024 942 197	1 880 882 767
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	50 000 000	...	50 000 000

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	2 480 000	...	5 962 987	8 442 987	Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	8 442 987	...	...	6 638 394
...	238 000	2	139 000	377 002	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	245 864	131 138	...	416 944
...	2 718 000	2	6 101 987	8 819 989	Total—Subventions	8 688 851	131 138	...	7 055 338
Contributions									
...	65 911 265	...	(2 055 012)	63 856 253	Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	63 842 191	14 062	...	77 521 330
...	24 896 027	...	(3 452 163)	21 443 864	Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques	21 423 845	20 019	...	16 903 993
...	20 700 000	...	(55 000)	20 645 000	Contributions pour aider à assurer la viabilité économique et la durabilité à long terme de l'industrie du homard du Canada atlantique et du Québec (mesures de durabilité pour l'industrie du homard de l'Atlantique)	20 644 450	550	...	10 650 000
...	4 921 000	...	100 000	5 021 000	Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage, et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	5 020 000	1 000	...	4 921 000
...	4 700 000	...	...	4 700 000	Contributions en vertu du Programme d'innovation en aquaculture et d'accès au marché	4 699 574	426	...	4 665 192
...	962 000	...	...	962 000	Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique	379 312	582 688	...	386 716
...	1 875 000	...	...	1 875 000	Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion de l'habitat dans les régions intérieures	1 875 000	...	...	1 874 950
...	500 000	...	250 000	750 000	Contributions à l'appui du Programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	737 073	12 927	...	577 469
...	...	...	552 311	552 311	Contribution à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques	504 178	48 133	...	573 394
...	242 647	...	376 994	619 641	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	616 951	2 690	...	486 800

					Contribution au sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon, en vue de mettre en œuvre les responsabilités qui se rapportent aux règlements des revendications territoriales globales	215 935	11 365	...	198 894
...	227 300	...	...	227 300	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 194 033
...					
...	124 935 239	...	(4 282 870)	120 652 369	Total—Contributions	119 958 509	693 860	...	119 953 771
...	127 653 239	2	1 819 117	129 472 358	Total du portefeuille ministériel	128 647 360	824 998	...	127 009 109

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
État de préparation opérationnelle de la flotte			
Droits des services de déglacement	9 289 160	3 114 423	3 093 743
Droits des services maritimes	12 639 250	13 249 624	12 613 756
Divers	...	...	5 306
	21 928 410	16 364 047	15 712 805
État de préparation des actifs terrestres de la flotte			
Droits des services de déglacement	2 093 290	686 165	681 609
Droits des services maritimes	10 329 890	10 845 423	10 324 937
Divers	...	...	70 000
	12 423 180	11 531 588	11 076 546
Services de communications et de trafic maritimes			
Radiotéléphonie de la Garde côtière	44 300	26 399	16 335
Collège de la garde côtière canadienne	1 700 000	...	230 061
Aides à la navigation			
Droits des services maritimes	4 809 410	4 968 051	4 710 188
Divers	...	...	19 440
	4 809 410	4 968 051	4 729 628
Services de déglacement	2 409 300	819 754	814 311
Gestion des voies navigables			
Droits de tonnage pour les services de dragage d'entretien dans le chenal maritime du Saint-Laurent	6 400 000	6 521 583	5 667 059
Divers	...	...	59 400
	6 400 000	6 521 583	5 726 459
Service internes			
Programme de formation accélérée pour les économistes (PFAÉ)	80 000	...	...
Services d'intervention environnementale	...	...	70 718
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	49 794 600	40 231 422	38 376 863

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 450 137	2 015 073
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	3 254 291	3 661 758
	5 704 428	5 676 831
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Licences	40 076 528	39 815 539
Baux huîtriers	215 288	223 002
Enregistrements des vaisseaux et des pêcheurs	370 120	406 692
Ports pour petites embarcations—		
Postes, amarrage et baux	1 332 312	1 761 678
Licences	7 988	8 557
Autres revenus d'amarrage	526	342
	42 002 762	42 215 810
Services de nature non réglementaire—		
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	501 792	547 529
Divers	2 007 284	2 636 612
Revenus disponibles pour être dépensés—		
Revenus tirés d'une activité de crédit net—Facture—		
Collège de la Garde côtière canadienne	...	46
Services de déglacement	5 276 820	4 262 190
Droits des services maritimes	29 618 673	26 901 212
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge	6 516 017	5 384 717
Télécommunications	29 452	14 129
Divers	78 840	227 868
	44 028 878	39 974 303
Ventes de biens et de produits d'information—		
Produits des ventes de publications	1 397 827	1 541 286
Divers	9 193	18 112
	1 407 020	1 559 398
	87 438 660	83 749 511
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 452 045	5 539 879
Revenus divers—		
Gain net de change	...	14 112
Saisies et confiscations	259 694	377 955
Amendes	4 237 931	1 238 646
Divers	1 518 042	943 541
	6 015 667	2 574 254
Total du portefeuille ministériel	103 610 800	97 540 475

SECTION 22

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Ressources humaines et Développement des compétences

Ministère

**Conseil canadien des relations
industrielles**

**Société canadienne d'hypothèques et de
logement**

**Tribunal canadien des relations
professionnelles artistes-producteurs**

**Centre canadien d'hygiène et de sécurité
au travail**

**Bureau de la coordonnatrice de la
situation de la femme**

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	22.2
Sommaire du portefeuille ministériel	22.7
Activités de programme	22.13
Paievements de transfert	22.16
Détail des montants disponibles pour être dépensés	22.21
Revenus	22.22

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Sécurité du revenu, accès aux perspectives d'emploi et bien-être des personnes, des familles et des collectivités.

Description des activités de programme*Sécurité du revenu*

Grâce à cette activité de programme, on s'assure que les Canadiens reçoivent une pension de retraite, une pension de survivant, des prestations d'invalidité et des prestations pour enfants, par l'intermédiaire du Programme de la sécurité de la vieillesse, du Régime de pensions du Canada (RPC), du Programme canadien pour l'épargne-invalidité et du programme Prestation nationale pour enfants.

Développement social

Cette activité vise à soutenir les programmes destinés aux sans-abri et aux personnes à risque de le devenir, ainsi que les programmes pour les enfants, les familles, les personnes âgées, les collectivités et les personnes handicapées. Elle met à la disposition de ces groupes les connaissances, l'information et les possibilités de mettre de l'avant leurs propres solutions pour relever les défis sociaux et économiques.

Résultat stratégique

Une main d'œuvre qualifiée, inclusive et capable de s'adapter, et un marché du travail efficace.

Description des activités de programme*Apprentissage*

Cette activité de programme aide les Canadiens à poursuivre des études postsecondaires pour qu'ils puissent obtenir les compétences et les acquis qui leur permettront d'améliorer leurs résultats sur le marché du travail et de s'adapter à l'évolution du marché du travail. Elle réduit les obstacles à l'éducation en offrant de l'aide financière aux particuliers, de même que des incitatifs à l'épargne en vue des études postsecondaires d'un enfant. Elle offre de l'information et des services de sensibilisation aux possibilités d'acquisition de compétences. Ce programme contribue à l'inclusivité de l'effectif en offrant aux Canadiens ayant les capacités scolaires requises une chance égale de poursuivre des études postsecondaires. Ce programme fonctionne en collaboration avec les provinces et les territoires, le secteur bénévole, les institutions financières, les fournisseurs de services et d'autres intervenants clés pour aider les Canadiens à poursuivre des études postsecondaires.

Compétences et emploi

Cette activité de programme a pour mandat de faire en sorte que les personnes actives sur le marché du travail canadien puissent accéder aux mesures de soutien dont elles ont besoin pour intégrer le marché du travail ou s'y repositionner, et ce, afin de leur permettre de contribuer à la croissance économique en participant pleinement au marché du travail. Les initiatives s'inscrivant dans cette activité de programme concourent à la réalisation d'objectifs généraux communs, à savoir favoriser le développement des compétences, promouvoir la participation au marché du travail et assurer l'efficacité du marché du travail.

Résultat stratégique

Excellence du service pour les Canadiens.

Description des activités de programme*Services axés sur la clientèle*

Cette activité de programme vise à améliorer et intégrer la prestation de services gouvernementaux en offrant aux Canadiens un service de guichet unique personnalisé, facile d'accès en personne, au téléphone, par internet ou par la poste. Des stratégies générales par segment de clientèle et des partenariats avec d'autres ministères et ordres de gouvernement, ainsi que des partenaires communautaires, soutiennent cette activité de programme. Celle-ci comprend aussi des mécanismes de rétroaction de la clientèle et la responsabilité de l'accroissement de la sensibilisation du public face à Service Canada.

Résultat stratégique

Milieus de travail sécuritaires, équitables et productifs, et relations de travail coopératives.

Description des activités de programme

Travail

Cette activité de programme vise à promouvoir et à soutenir des relations industrielles stables et des milieux de travail sécuritaires, justes, sains, équitables et productifs dans les secteurs de compétence fédérale (transports, bureau de poste et messageries, communications, banques, installations céréalières et nucléaires, sociétés d'État fédérales, sociétés qui ont de gros contrats avec le gouvernement fédéral et gouvernements autochtones, leurs employés, les collectivités autochtones et certaines entreprises autochtones). Elle permet d'élaborer des lois et des règlements sur le travail pour établir un bon équilibre entre les droits et les responsabilités des travailleurs et ceux des employeurs. Cette activité de programme fait en sorte que les milieux de travail régis par le gouvernement fédéral respectent les droits et les obligations établis en vertu des lois sur le travail. Elle gère également les affaires internationales et intergouvernementales en matière de travail du Canada, de même que les responsabilités des affaires autochtones en matière de travail.

Intégrité et traitement

Cette activité de programme accentue et renforce l'intégrité des programmes et services de Service Canada, afin de garantir que la bonne personne reçoive le bon service ou obtienne la prestation escomptée au moment opportun pour les fins entendues.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil canadien des relations industrielles

Résultat stratégique

Règlement de manière rapide, juste et uniforme des questions liées aux relations du travail dans les secteurs régis par le Code canadien du travail.

Description des activités de programme

Programme juridictionnel et de résolution de conflits

Au moyen de ce programme, le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) résout des questions liées aux relations de travail en exerçant les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi en matière de l'application et d'interprétation de la partie I (Relations du travail) et de certaines dispositions de la partie II (Santé et sécurité au travail) du *Code canadien du travail*. Il se charge d'un vaste éventail d'activités qui inclut notamment l'accréditation de syndicats, la modification et à la révocation des droits de négociation; l'enquête, la médiation et le règlement de plaintes alléguant un manquement aux dispositions de la Partie I du *Code canadien du travail*; la détermination des services qui doivent être maintenus durant un arrêt de travail; l'exercice d'un pouvoir de redressement accessoire; l'exercice de pouvoirs d'interdiction en cas de grèves ou de lock-out illégaux; l'établissement des modalités d'une première convention collective; la prestation de services administratifs à ces fins.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Résultat stratégique

Accroître l'accès à des logements sûrs et abordables pour les Canadiens dans le besoin incluant les Autochtones.

Description des activités de programme

Programme d'aide au logement

Dans le cadre d'ententes de longue durée, l'aide financière est accordée à des personnes ou à des groupes pour gérer des logements qui sont abordables, de taille et de qualité convenables pour les ménages canadiens à revenu faible et modeste. Cette activité de programme vise aussi les sommes versées aux provinces et territoires en vertu d'ententes sur le logement social. Les provinces et les territoires qui signent une nouvelle entente de logement social avec le gouvernement du Canada doivent respecter les principes nationaux et le cadre de responsabilités garantissant que les subventions fédérales servent au logement des ménages à faible revenu.

Programmes de réparation et d'amélioration des habitations

Le Programme d'aide à la remise en état des logements de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) contribue à faire en sorte que le logement occupé par des propriétaires, des locataires et des personnes handicapées à faible revenu soit conforme aux normes fondamentales de salubrité, de sécurité et de mobilité. Il facilite aussi la conversion de bâtiments non résidentiels à des fins résidentielles. Les programmes de réparation et d'amélioration des habitations englobent aussi le Programme de réparation d'urgence, qui offre de l'aide financière aux ménages canadiens à faible revenu dans les régions rurales pour leur permettre d'effectuer des réparations d'urgence à leur maison, et le programme Logements adaptés : aînés autonomes, qui offre de l'aide financière aux aînés à faible revenu pour leur permettre d'apporter des modifications mineures à leur logement.

Le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement offre de l'aide financière pour permettre de remettre en état, de réparer, d'améliorer ou de construire des maisons d'hébergement à l'intention des victimes de violence familiale. L'aide financière pour ces programmes est principalement sous forme de prêts-subventions dont le montant total varie en fonction du coût des réparations et de la zone géographique.

Programmes de logement dans les réserves

L'aide financière est accordée aux Premières nations en vertu d'ententes de longue durée pour fournir aux collectivités des réserves des logements locatifs abordables, de taille et de qualité convenables. De plus, l'aide est disponible pour réparer les habitations occupées par des ménages à faible revenu de manière à ce qu'elles soient conformes aux normes minimales de salubrité, de sécurité et d'accessibilité. Cette activité de programme comporte aussi des fonds pour faciliter l'acquisition de connaissances et de compétences, et pour offrir de la formation et des ressources devant aider les peuples autochtones à se diriger vers l'autonomie en matière d'habitation et à assumer davantage de responsabilités relativement au fonctionnement du logement à l'intérieur de leur collectivité. L'aide financière pour ces programmes est principalement sous forme d'une subvention, d'une durée ne dépassant pas 25 ans, devant contribuer à des projets sur le plan du financement et des activités.

Initiative en matière de logement abordable

L'Initiative en matière de logement abordable vise à accroître l'offre de logements abordables pour les ménages à revenu faible ou modeste. Pour ce faire, il est possible de recourir à diverses interventions telles que la construction, la rénovation, la réhabilitation, la conversion, l'accession à la propriété, de nouveaux suppléments au loyer et des logements avec services de soutien. Les provinces et les territoires se chargent de mettre en application et d'administrer les programmes financés grâce à cette initiative. L'aide financière pour ce programme est sous

forme de contribution et est fournie aux programmes conçus par les provinces et les territoires.

Résultat stratégique

Compétitivité accrue et innovation dans le secteur de l'habitation dans le but de combler les besoins des Canadiens en matière de logement.

Description des activités de programme

Recherches et analyses sur les marchés de l'habitation au Canada

La SCHL recueille, analyse et diffuse des données sur les marchés de l'habitation afin de favoriser la prise de décisions éclairées dans le domaine du logement par des clients du secteur de l'habitation, le public et la SCHL. Ceci comprend la diffusion des données sur les marchés du logement, des analyses et prévisions par voie de publications, de conférences, de séminaires, de tables rondes et des services de données sur commande. Pour répondre aux besoins des clients, la SCHL réalise plusieurs enquêtes, dont celles portant sur les mises en chantier et achèvements, les logements écoulés sur le marché, les logements locatifs, les approbations hypothécaires, et les intentions des consommateurs d'acheter ou de rénover un logement.

Activités internationales

En soutenant le secteur de l'habitation, on en favorise davantage la prospérité, ce qui permet aux entreprises canadiennes de saisir des débouchés à l'étranger et de diversifier leurs marchés d'exportation. La SCHL s'efforcera d'accroître les exportations dans le domaine de l'habitation en aidant les entreprises à prendre de l'expansion sur des marchés prometteurs, mettra en contact des clients clés canadiens avec des acheteurs étrangers potentiels qui ont été présélectionnés, aidera à faire connaître et reconnaître les méthodes canadiennes en matière d'habitation, appuiera les délégations étrangères qui veulent obtenir de l'information sur le système de logement canadien, et fournira de l'aide aux économies

émergentes en matière d'évaluation et d'amélioration du cadre de vie.

Résultat stratégique

Le système canadien du logement demeure l'un des meilleurs du monde.

Description des activités de programme

Diffusion de recherches et d'information visant à promouvoir des effets souhaitables sur le marché de l'habitation et à améliorer la performance des bâtiments

La SCHL cherche des moyens de garantir l'offre d'outils de financement abordables dans le secteur de l'habitation, d'étendre au plus de gens possible l'accès aux sources de financement, d'encourager l'offre de logements abordables et de faire avancer le système de logement. La SCHL s'occupe aussi d'effectuer des recherches techniques afin d'étudier les problèmes liés à l'humidité et au milieu intérieur, le caractère durable de la performance des bâtiments résidentiels ainsi que les catastrophes naturelles.

Diffusion de recherches et d'information visant à promouvoir les logements et les collectivités durables tout en favorisant l'élaboration et la mise en œuvre de la politique fédérale en matière d'habitation

La SCHL mène des recherches pour trouver des solutions énergétiques et environnementales au profit des bâtiments résidentiels pour améliorer la qualité et l'utilisation de l'eau dans les habitations, résoudre les problèmes techniques propres aux habitations situées en région éloignée et dans le Nord, planifier et concevoir les collectivités dans le respect des principes du développement durable et rehausser la santé de la population dans le contexte de l'habitation. Conformément au mandat qui lui est confié, la SCHL élabore et met en œuvre la politique fédérale en matière d'habitation en tenant compte des priorités et des objectifs du gouvernement du Canada.

Activités de recherche et de diffusion de l'information qui portent sur les besoins particuliers en matière de logement, notamment ceux des peuples autochtones

La SCHL mène des recherches et diffuse de l'information sur certaines populations dont les besoins en logement sont particuliers, telles que les peuples autochtones, les sans-abri, les personnes à faible revenu, les nouveaux arrivants (immigrants et réfugiés), les personnes handicapées et les aînés.

Planification d'urgence

La SCHL met en place des plans de reprise des activités et les soumet à des essais afin de s'assurer qu'elle peut reprendre, efficacement et rapidement, ses activités normales après une interruption ayant des répercussions sur ses activités et sur ses engagements envers les parties prenantes, en mettant l'accent en premier lieu sur les fonctions commerciales indispensables à la mission.

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Résultat stratégique

La protection et le respect des droits des artistes et des producteurs prévus à la partie II de la *Loi sur le statut de l'artiste*.

Description des activités de programme

Programme d'accréditation, de plaintes et de décision

Le programme porte sur des demandes d'accréditation, d'annulation de l'accréditation, d'examen, de décision et d'autorisation de poursuivre, ainsi que des plaintes de pratiques déloyales déposées au Tribunal par les artistes, les associations d'artistes et les producteurs en vertu de la partie II de la *Loi sur le statut de l'artiste* qui régit les relations professionnelles entre les artistes autonomes et les producteurs.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Résultat stratégique

Conditions de travail et pratiques en milieu de travail améliorées qui mettent en valeur la santé, la sécurité et le mieux-être des travailleurs canadiens.

Description des activités de programme

Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite

Ce programme a pour objet de fournir des renseignements gratuits sur la santé et la sécurité au travail afin d'aider les Canadiens dans leurs efforts d'améliorer la santé et la sécurité dans leur milieu de travail. Les particuliers reçoivent de l'information au moyen d'un service gratuit et impartial offert par téléphone, courriel, télécopieur, courrier ou en personne. Ils ont aussi accès à une vaste gamme de ressources électroniques et de documents imprimés pour appuyer leurs besoins en information sur la santé et la sécurité. Il se peut que certains de ces produits et services soient offerts sur une base de recouvrement des coûts et qu'ils soient appuyés par les contributions financières des divers intervenants. En préparant des outils d'information sur la santé et la sécurité, le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST) recueille, traite, analyse, évalue, crée et publie des documents d'information qui font autorité en matière de santé et de sécurité au travail pour le bénéfice de tous les travailleurs canadiens. Cette information est utilisée

pour les activités de sensibilisation et de formation, la recherche, l'élaboration de politiques et de meilleures pratiques, l'amélioration des programmes de santé et de sécurité, l'observation des règlements et l'usage personnel. Divers niveaux de service sont disponibles, allant de produits et services gratuits, à des produits et services en vente. Lorsque le produit ou service du CCHST est fourni à des clients externes distincts et qu'il comporte des avantages auxquels le contribuable moyen n'a pas accès, des frais d'utilisation sont imposés. Le CCHST encourage et facilite la consultation et la collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi que la participation des syndicats, des gestionnaires et d'autres intervenants dans l'établissement et le maintien de normes élevées et d'initiatives sur la santé et la sécurité au travail dans le contexte canadien. Le partage des ressources mène à l'élaboration coordonnée de programmes, de produits et de services uniques qui sont bénéfiques pour tous. Les projets réalisés en collaboration sont généralement appuyés par des contributions financières et non financières aux programmes par les intervenants et ont pour effet de faire progresser les initiatives de santé et de sécurité.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme**Résultat stratégique**

Égalité entre les sexes et pleine participation des femmes à la vie économique, sociale et démocratique du Canada.

Description des activités de programme*Participation des femmes à la société canadienne*

Cette activité de programme permet de renforcer la pleine participation des femmes en améliorant leur situation économique et sociale et leur participation à la vie démocratique, en fournissant un appui financier et une aide professionnelle à des projets et en concluant des partenariats stratégiques tirant parti des ressources liées à des institutions publiques et à des organisations non gouvernementales.

Élaboration, planification et analyse des politiques stratégiques

Le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme élabore des analyses, des conseils et des outils en matière de politiques stratégiques en vue d'aider les ministères et les organismes centraux du gouvernement fédéral à définir les priorités stratégiques et à intégrer l'analyse comparative entre les sexes aux politiques, aux programmes et aux initiatives existants et proposés. Pour ce faire, le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme collabore avec d'autres ministères fédéraux, avec des gouvernements provinciaux ou territoriaux, avec la société civile et avec des partenaires clés à l'échelle internationale.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	639 109 252	...	...	639 109 252	Ministère				
...	...	9 684 803	...	9 684 803	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	56 360 000	...	56 360 000	1b Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	234 253	234 253	1c Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	27 380 288	27 380 288	Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	70 668 849	70 668 849	CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	(403 000)	(403 000)	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(543 528)	(543 528)	Virement au crédit 50 (Industrie)				
...	...	...	(19 054 284)	(19 054 284)	Affectations réputées au crédit 102b, Patrimoine canadien, conformément à l'article 31.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> (décret 2011-0796)				
...	...	...			Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	639 109 252	66 044 803	78 282 578	783 436 633	Total—Crédit 1	769 346 179	14 090 454	...	743 219 321
...	1 861 298 806	...	...	1 861 298 806	5 Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	5a Subventions et contributions				
...	...	6 997 705	...	6 997 705	5b Virement de 46 100 \$ du crédit 10 (Santé) et de 46 100 \$ du crédit 50 (Santé)				
...	...	1	...	1	5c Virement de 497 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord Canadien)				
...	...	...	46 100	46 100	Virement du : crédit 10 (Santé)				
...	...	...	497 000	497 000	crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	46 100	46 100	crédit 50 (Santé)				
...	1 861 298 806	6 997 707	589 200	1 868 885 713	Total—Crédit 5	1 647 406 307	221 479 406	...	2 073 371 935
...	...	149 541 766	...	149 541 766	7b Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 61 791 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 149 541 766 \$ relativement à des comptes de prêts canadiens aux étudiants				
...	...	162 226 509	...	162 226 509	7c Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 98 448 dettes (61 791 + 36 657) dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 311 768 275 \$ (149 541 766 \$ + 162 226 509 \$) relativement à des comptes de prêts canadiens aux étudiants				
...	...	311 768 275	...	311 768 275	Total—Crédit 7	302 417 361	9 350 914	...	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
...	249 272 705	...	10 519 930	259 792 635	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	259 792 635	...	...	269 092 675
...	77 516	...	20	77 536	(S) Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences—Traitement et allocation pour automobile	77 536	...	...	77 638
...	77 516	...	20	77 536	(S) Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile	77 536	...	...	77 638
...	2 000	...	21	2 021	(S) Ministre d'État (Aînés)—Allocation pour automobile	2 021	...	...	2 122
...	29 162 214 653	(410 337 733)	116 919 920 ⁽³⁾	28 868 796 840	(S) Versements de la Sécurité de la vieillesse (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	28 868 796 840 ⁽³⁾	27 213 489 490 ⁽³⁾		
...	8 429 823 187	98 621 446	109 617 476 ⁽³⁾	8 638 062 109	(S) Versements du Supplément de revenu garanti (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	8 638 062 109 ⁽³⁾	7 901 134 760 ⁽³⁾		
...	2 660 000 000	36 000 000	(4 983 173)	2 691 016 827	(S) Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	2 691 016 827	...	...	2 651 153 321
...	660 000 000	40 000 000	(8 457 884)	691 542 116	(S) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	691 542 116	...	...	670 557 773
...	534 282 332	27 807 405	(6 127 715) ⁽³⁾	555 962 022	(S) Versements d'allocations (<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>)	555 962 022 ⁽³⁾	540 510 880 ⁽³⁾		
...	450 356 813	56 190 821	(13 027 410)	493 520 224	(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	493 520 224	...	...	462 689 776
...	554 315 000	74 360 209	20 261 481	648 936 690	(S) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	648 936 690	...	...	620 686 072
...	51 000 000	...	(7 134 163)	43 865 837	(S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (<i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>) et à des marins marchands (<i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>)	43 865 837	...	...	30 421 127
...	76 000 000	4 000 000	8 453 542	88 453 542	(S) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	88 453 542	...	...	66 851 206
...	5 218 598	5 855 167	(239 238)	10 834 527	(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	10 834 527	...	...	7 661 095
...	(14 065 514)	3 856 070	1 733 948	(8 475 496)	(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(8 475 496)	...	...	(7 570 680)

...	145 000	...	(157 507)	(12 507)	(S) Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	(12 507)	...	...	49 593
...	35 000	...	(30 763)	4 237	(S) Prestations de retraite supplémentaires—Pensions pour les agents des rentes sur l'État	4 237	...	...	5 708
...	4 231	94 047	(91 752)	6 526	(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	6 526	...	...	13 276
...	56 200 000	...	(23 626 200)	32 573 800	(S) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	32 573 800	...	...	31 931 901
...	45 300 000	...	24 709 827	70 009 827	(S) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	70 009 827	...	...	36 410 724
...	37 700 000	61 300 000	43 831 948	142 831 948	(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	142 831 948	...	...	91 839 694
75 010	...	...	155 498	230 508	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	79 657	...	150 851	46 156
...	...	...	21 015	21 015	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	21 015	...	...	78 918
51 751	...	...	693 676	745 427	(S) Dépenses en vertu du paragraphe 12(4) de la <i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>	310 446	...	434 981	389 463
...	6 000 000	...	...	6 000 000	(S) Financement pluriannuel initial à Passeport pour ma réussite Canada afin d'appuyer ses programmes d'intervention précoce communautaires qui aideront les jeunes défavorisés à accéder aux études postsecondaires au Canada	6 000 000	...	...	2 000 000
...	...	...	(7 875)	(7 875)	(S) Prestation liée au coût de l'énergie	(7 875)	...	...	...
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 900 000 000
126 761	45 464 367 095	382 558 217	351 906 420	46 198 958 493	Total budgétaire	45 953 451 887	244 920 774	585 832	46 306 191 582
...	816 141 015	157 375 526	(75 260 264)	898 256 277	(S) (L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (Net)	898 256 277	...	...	1 043 988 191
126 761	45 464 367 095	382 558 217	351 906 420	46 198 958 493	Total du ministère—	45 953 451 887	244 920 774	585 832	46 306 191 582
...	816 141 015	157 375 526	(75 260 264)	898 256 277	Budgétaire	898 256 277	...	...	1 043 988 191
					Non budgétaire				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	11 421 923	...	...	11 421 923	10				
...	...	...	2 356	2 356					
...	...	...	497 747	497 747					
...	...	...	1 131 362	1 131 362					
...	11 421 923	...	1 631 465	13 053 388					
...	1 604 867	...	(118 241)	1 486 626	(S)	12 212 298	841 090	...	11 711 580
891	...	...	28	919	(S)	1 486 626	...	...	1 575 819
						...	891	28	...
891	13 026 790	...	1 513 252	14 540 933		13 698 924	841 981	28	13 287 399
Conseil canadien des relations industrielles									
Dépenses du programme									
Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾									
CT, crédit 25 ⁽¹⁾									
CT, crédit 30 ⁽¹⁾									
Total—Crédit 10						12 212 298	841 090	...	11 711 580
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés						1 486 626	...	...	1 575 819
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État						...	891	28	...
Total de l'organisme—Budgétaire						13 698 924	841 981	28	13 287 399
Société canadienne d'hypothèques et de logement									
...	1 907 423 000	...	...	1 907 423 000	15				
Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>									
...	...	254 500 000	...	254 500 000	15a				
Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>									
...	1 907 423 000	254 500 000	...	2 161 923 000		2 048 052 949	113 870 051	...	2 825 040 810
Total—Crédit 15						2 048 052 949	113 870 051	...	2 825 040 810

...	...	908 000	(702 360)	205 640	(S)	Logements des Premières nations	205 640	...	...	63 395 174
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	75 000 000
...	1 907 423 000	255 408 000	(702 360)	2 162 128 640		Total budgétaire	2 048 258 589	113 870 051	...	2 963 435 984
...	(1 951 342 311)	...	...	(1 951 342 311)	(S)	(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (Net)	(2 973 306 859)	1 021 964 548	...	982 140 831
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	(3 407 036 999)
...	(1 951 342 311)	...	...	(1 951 342 311)		Total non budgétaire	(2 973 306 859)	1 021 964 548	...	(2 424 896 168)
...	1 907 423 000	255 408 000	(702 360)	2 162 128 640		Total de l'organisme—	2 048 258 589	113 870 051	...	2 963 435 984
...	(1 951 342 311)	...	...	(1 951 342 311)		Budgétaire	(2 973 306 859)	1 021 964 548	...	(2 424 896 168)
						Non budgétaire				
						Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
...	1 878 673	...	...	1 878 673	20	Dépenses du programme				
...	...	...	94 541	94 541		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	50 206	50 206		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	1 878 673	...	144 747	2 023 420		Total—Crédit 20	1 150 256	873 164	...	1 078 919
...	184 981	...	(52 045)	132 936	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	132 936	...	...	121 208
...	2 063 654	...	92 702	2 156 356		Total de l'organisme—Budgétaire	1 283 192	873 164	...	1 200 127
						Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
...	3 853 172	...	...	3 853 172	25	Dépenses du programme				
...	...	...	202 283	202 283		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	245 480	245 480		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	902 846	902 846		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	3 853 172	...	1 350 609	5 203 781		Total—Crédit 25	4 166 331	1 037 450	...	4 323 009
...	1 156 531	...	(32 538)	1 123 993	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 123 993	...	...	1 114 798
...	5 009 703	...	1 318 071	6 327 774		Total de l'organisme—Budgétaire	5 290 324	1 037 450	...	5 437 807
						Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme ⁽⁴⁾				
...	...	1	...	1	26b	Dépenses de fonctionnement—Virement de 8 857 151 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	8 857 151	8 857 151		Virement du : crédit 90 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	1 280	1 280		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	837 792	837 792		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	898 507	898 507		Reclassé de Patrimoine canadien pour fins de présentation (crédit 90)				
...	...	1	10 594 730	10 594 731		Total—Crédit 26	9 933 836	660 895	...	9 417 620

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	...	1	...	1	28b					
...	...	...	18 456 422	18 456 422	Subventions et contributions—Virement de 18 456 422 \$ du crédit 95 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	493 578	493 578	Virement du crédit 95 (Patrimoine canadien)				
...	...	1	18 950 000	18 950 001	Reclassé de Patrimoine canadien pour fins de présentation (crédit 95)					
...	...	...	1 215 939	1 215 939	Total—Crédit 28	18 285 051	664 950	...	19 545 445
...	...	...	268	268	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 215 939	...	...	1 278 628
...	...	...	...	...	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	218	50	...
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	53
...	...	2	30 760 937	30 760 939	Total de l'organisme—Budgétaire	29 434 826	1 326 063	50	30 241 746⁽⁴⁾	
127 652	47 391 890 242	637 966 219	384 889 022	48 414 873 135	Total du portefeuille ministériel—	48 051 417 742	362 869 483	585 910	49 319 794 645⁽⁴⁾	
...	(1 135 201 296)	157 375 526	(75 260 264)	(1 053 086 034)	Budgétaire	(2 075 050 582)	1 021 964 548	...	(1 380 907 977)	
					Non budgétaire					

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

⁽²⁾ Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

⁽³⁾ Les répartitions des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation sont des prévisions, cependant, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

⁽⁴⁾ En vertu du décret C.P. 2011-0588, le ministre des Ressources humaines et Développement des compétences a été nommé à titre de ministre du Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à compter du 18 mai 2011. Avant le transfert, des dépenses non législatives de 1 392 085 \$ ont été approuvées par le ministre de Patrimoine canadien. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 30 241 746 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Sécurité du revenu	53 714 006	50 209 872	...	...	38 275 662 746	38 275 662 746	39 379 214	37 189 907	...	...	38 289 997 538	38 288 682 711
Développement social	58 656 501	57 319 179	...	...	2 882 172 168	2 808 327 164	...	...	...	...	2 940 828 669	2 865 646 343
Apprentissage—												
Budgétaire	450 236 989	440 250 663	...	...	1 842 694 470	1 842 326 398	256 097	256 097	...	...	2 292 675 362	2 282 320 964
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	898 256 277	898 256 277	898 256 277	898 256 277
Compétences et emploi	402 121 524	399 759 298	...	...	1 669 792 371	1 522 932 223	245 612 290	245 586 935	...	...	1 826 301 605	1 677 104 586
Services axés sur la clientèle	489 219 066	481 611 104	...	...	...	...	302 800 772	296 291 832	...	...	186 418 294	185 319 272
Travail	236 420 051	235 314 503	...	...	34 929 021	34 612 210	114 294 645	114 223 837	...	...	157 054 427	155 702 876
Intégrité et traitement	793 871 433	786 544 851	...	...	(7 875)	(7 875)	646 069 032	640 477 081	...	...	147 794 526	146 059 895
Services internes	971 261 565	959 304 771	...	...	300 000	210 630	613 673 493	606 900 161	...	...	357 888 072	352 615 240
Sous-total—												
Budgétaire	3 455 501 135	3 410 314 241	...	...	44 705 542 901	44 484 063 496	1 962 085 543	1 940 925 850	...	...	46 198 958 493	45 953 451 887
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	898 256 277	898 256 277	898 256 277	898 256 277
Revenus affectés aux dépenses	(1 962 085 543)	(1 940 925 850)	...	...	...	...	(1 962 085 543)	(1 940 925 850)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	1 493 415 592	1 469 388 391	...	...	44 705 542 901	44 484 063 496	...	...	...	...	46 198 958 493	45 953 451 887
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	898 256 277	898 256 277	898 256 277	898 256 277
Conseil canadien des relations industrielles												
Programme juridictionnel et de résolution de conflits	10 445 289	9 841 296	...	...	...	...	...	...	...	...	10 445 289	9 841 296
Services internes	4 095 644	3 857 628	...	...	...	...	...	...	...	...	4 095 644	3 857 628
Total de l'organisme—Budgétaire	14 540 933	13 698 924	...	...	...	...	...	...	...	...	14 540 933	13 698 924
Société canadienne d'hypothèques et de logement												
Programme d'aide au logement—												
Budgétaire	1 628 334 000	1 562 950 062	...	...	...	...	...	...	...	...	1 628 334 000	1 562 950 062
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	(1 951 342 311)	(2 973 306 859)	(1 951 342 311)	(2 973 306 859)
Programmes de réparation et d'amélioration des habitations	82 840 000	48 065 585	...	...	...	...	...	...	...	...	82 840 000	48 065 585

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Programmes de logement dans les réserves	165 248 640	151 159 829	...	...	...	...	...	...	...	...	165 248 640	151 159 829
Initiative en matière de logement abordable	215 869 000	219 666 790	...	...	...	...	...	...	...	...	215 869 000	219 666 790
Recherches et analyses sur les marchés de l'habitation au Canada	22 061 000	15 012 894	...	...	...	...	...	...	...	...	22 061 000	15 012 894
Activités internationales	14 526 000	15 159 273	...	...	...	...	...	...	...	...	14 526 000	15 159 273
Diffusion de recherches et d'information visant à promouvoir des effets souhaitables sur le marché de l'habitation et à améliorer la performance des bâtiments	14 902 000	16 380 931	...	...	...	...	...	...	...	...	14 902 000	16 380 931
Diffusion de recherches et d'information visant à promouvoir les logements et les collectivités durables tout en favorisant l'élaboration et la mise en œuvre de la politique fédérale en matière d'habitation	11 613 000	12 772 330	...	...	...	...	...	...	...	...	11 613 000	12 772 330
Activités de recherche et de diffusion de l'information qui portent sur les besoins particuliers en matière de logement, notamment ceux des peuples autochtones	6 449 000	6 659 598	...	...	...	...	...	...	...	...	6 449 000	6 659 598
Planification d'urgence	286 000	431 297	...	...	...	...	...	...	...	...	286 000	431 297
Total de l'organisme— Budgétaire Non budgétaire												
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs												
Programme d'accréditation, de plaintes et de décision	1 706 356	780 407	...	...	...	...	...	...	...	...	1 706 356	780 407
Services internes	450 000	502 785	...	...	...	...	...	...	...	...	450 000	502 785
Total de l'organisme—Budgétaire	2 156 356	1 283 192	...	...	...	...	...	...	...	...	2 156 356	1 283 192

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite	7 545 720	6 613 010	...	...	...	...	4 300 000	4 013 381	...	...	3 245 720	2 599 629
Services internes	3 082 054	2 690 695	...	...	...	...	...	...	...	...	3 082 054	2 690 695
Sous-total—	10 627 774	9 303 705	...	...	...	...	4 300 000	4 013 381	...	...	6 327 774	5 290 324
Revenus affectés aux dépenses	(4 300 000)	(4 013 381)	...	...	...	...	(4 300 000)	(4 013 381)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	6 327 774	5 290 324	...	...	...	...	...	...	...	...	6 327 774	5 290 324

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Participation des femmes à la société canadienne	5 044 215	3 275 172	...	...	18 950 001	18 285 051	...	...	...	...	23 994 216	21 560 223
Élaboration, planification et analyse des politiques stratégiques	1 919 627	1 998 592	...	...	...	...	...	...	...	...	1 919 627	1 998 592
Services internes	4 847 096	5 876 011	...	...	...	...	...	...	...	...	4 847 096	5 876 011
Total de l'organisme—Budgétaire	11 810 938	11 149 775	...	...	18 950 001	18 285 051	...	...	...	...	30 760 939	29 434 826
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	3,690,380,233	3,549,069,195	...	...	44,724,492,902	44,502,348,547	...	...	...	...	48,414,873,135	48,051,417,742
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(1,053,086,034)	(2,075,050,582)
											(1,053,086,034)	(2,075,050,582)

Paielements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
...	29 162 214 653	(410 337 733)	116 919 920	28 868 796 840	(S) Versements de la Sécurité de la vieillesse	28 868 796 840 ⁽¹⁾	27 213 489 490 ⁽¹⁾
...	8 429 823 187	98 621 446	109 617 476	8 638 062 109	(S) Versements du Supplément de revenu garanti	8 638 062 109 ⁽¹⁾	7 901 134 760 ⁽¹⁾
...	2 660 000 000	36 000 000	(4 983 173)	2 691 016 827	(S) Prestation universelle pour la garde d'enfants	2 691 016 827	...	...	2 651 153 321
...	660 000 000	40 000 000	(8 457 884)	691 542 116	(S) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	691 542 116	...	...	670 557 773
...	534 282 332	27 807 405	(6 127 715)	555 962 022	(S) Versements d'allocations	555 962 022 ⁽¹⁾	540 510 880 ⁽¹⁾
...	554 315 000	74 360 209	20 261 481	648 936 690	(S) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	648 936 690	...	...	620 686 072
...	113 000 000	(38 000 000)	(50 155 000)	24 845 000	Subvention incitative aux apprentis	24 845 000	...	...	51 484 000
...	76 000 000	4 000 000	8 453 542	88 453 542	(S) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	88 453 542	...	...	66 851 206
...	6 000 000	...	...	6 000 000	(S) Financement pluriannuel initial à Passeport pour ma réussite Canada afin d'appuyer ses programmes d'intervention précoce communautaires qui aideront les jeunes défavorisés à accéder aux études postsecondaires au Canada	6 000 000	...	...	2 000 000
...	56 200 000	...	(23 626 200)	32 573 800	(S) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	32 573 800	...	...	31 931 901
...	39 552 200	...	(14 614 200)	24 938 000	Subvention d'achèvement de la formation d'apprenti	24 938 000	...	...	51 360 000
...	31 340 000	5 000 000	...	36 340 000	Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	1 381 716	34 958 284	...	31 283 662
...	18 300 000	...	(16 985 786)	1 314 214	Subventions à des organismes bénévoles pour l'alphabetisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	1 314 214	...	...	2 000 470
...	14 275 000	2 450 000	(6 117 753)	10 607 247	Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	9 086 322	1 520 925	...	14 233 023
...	10 000 000	...	...	10 000 000	Subventions pour des projets de petites envergures du Fonds pour l'accessibilité	4 577 051	5 422 949	...	...

...	37 700 000	61 300 000	43 831 948	142 831 948	(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	142 831 948	...	...	91 839 694
...	45 300 000	...	24 709 827	70 009 827	(S) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	70 009 827	...	...	36 410 724
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Subventions à des institutions internationales dans le domaine du travail pour s'occuper des répercussions de la mondialisation sur le travail	1 000 000	...	...	1 000 000
...	900 000	1	...	900 001	Subventions à des organisations nationales et internationales pour l'aide technique et la coopération internationale dans le domaine du travail	900 000	1	...	900 000
...	300 000	...	...	300 000	Subventions désignées à l'Organisation de coopération et de développement économiques	210 630	89 370	...	243 170
...	19 000	...	...	19 000	Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	19 000	...	...	19 000
...	15 000	...	...	15 000	Appui aux activités qui contribuent aux objectifs du Programme de sécurité et de santé au travail	14 806	194	...	14 805
...	12 000	...	...	12 000	Appui aux organismes responsables de l'élaboration des normes	11 720	280	...	11 920
...	7 000	...	...	7 000	Prévention des incendies du Canada	7 000	...	...	7 000
...	5 000	...	(2 780)	2 220	(S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands	2 220	...	...	2 220
...	750 000	...	...	750 000	Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	211 664	538 336	...	438 287
...	...	...	(7 875)	(7 875)	(S) Prestations liées au coût de l'énergie	(7 875)	...	...	...
...	...	1	64 769 200	64 769 201	Subventions aux apprentis	50 693 000	14 076 201	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	9 399 927
...	42 451 310 372	(98 798 671)	257 485 028	42 609 996 729	Total—Subventions	42 553 390 189	56 606 540	...	39 988 963 305
Contributions									
...	610 473 000	24 026 009	1 320 464	635 819 473	Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	587 518 725	48 300 748	...	677 291 977
...	348 605 650	48 740 936	2 764 979	400 111 565	(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	400 111 565	...	...	370 506 029

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							\$
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	48 800 000	613 102	(823 464)	48 589 638	42 022 093	6 567 545	...	42 919 184	
...	5 218 598	5 855 167	(239 238)	10 834 527	10 834 527	...	...	7 661 095
...	68 079 965	6 754 594	...	74 834 559	40 330 699	34 503 860	...	50 949 132	
...	12 000 000	...	...	12 000 000	11 104 591	895 409	...	11 781 766
...	6 140 000	(300 000)	6 127 784	11 967 784	11 918 910	48 874	...	12 682 207	
...	3 209 000	...	16 985 786	20 194 786	16 003 531	4 191 255	...	22 644 370	
...	3 000 000	6 500 000	...	9 500 000	9 179 927	320 073	...	...

Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, signataires d'Entente sur le développement des ressources humaines autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publics, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences

(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*

Contributions pour aider les travailleurs âgés sans emploi dans les collectivités ayant un taux de chômage élevé et/ou affectées par des compressions de personnel

Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de la langue officielle

Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne

Contributions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions d'enseignement postsecondaire ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes

Contributions pour des projets de rénovation, de construction ou de réaménagement d'installations situés au Canada qui permettent aux organisations d'offrir de meilleurs services aux personnes handicapées dans le cadre du Fonds pour l'accessibilité

...	(14 065 514)	3 856 070	1 733 948	(8 475 496)	(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(8 475 496)	...	...	(7 570 680)
...	2 400 000	(46 000)	...	2 354 000	Contributions à l'intention des secteurs bénévoles, des organisations sans but lucratif, des organismes de bienfaisance enregistrés, des institutions et des gouvernements provinciaux et territoriaux, des municipalités et des établissements d'enseignement postsecondaire afin d'appuyer l'élaboration et la prestation d'activités de sensibilisation pour renseigner, encourager et enjoindre les Canadiens à épargner en prévision des études postsecondaires de leurs enfants au moyen de régimes enregistrés d'épargne-études et de mesures incitatives du Programme canadien pour l'épargne-études (la Subvention canadienne pour l'épargne-études et le Bon d'études canadien)	2 325 186	28 814	...	3 429 454
...	1 800 000	...	82 169	1 882 169	Paiements aux organismes sans but lucratif pour mettre au point des activités d'éducation et de sensibilisation de portée nationale ou provinciale/territoriale/régionale afin de réduire l'incidence de la violence et de la fraude à l'égard des aînés	1 882 169	...	...	3 157 518
...	400 000	...	...	400 000	Programme de partenariat syndical-patronal	83 664	316 336	...	83 578
...	110 108 141	...	...	110 108 141	Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	79 072 579	31 035 562	...	127 144 374
...	4 231	94 047	(91 752)	6 526	(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	6 526	...	...	13 276
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	16 020 000
...	1 206 173 071	96 093 925	27 860 676	1 330 127 672	Total—Contributions	1 203 919 196	126 208 476	...	1 338 713 280
Autres paiements de transfert									
...	543 418 500	...	...	543 418 500	Paiements aux provinces et aux territoires en vertu des ententes sur le marché du travail pour accroître la participation au marché du travail des membres des groupes sous-représentés et des travailleurs peu qualifiés	508 502 500	34 916 000	...	724 621 500
...	222 000 000	...	...	222 000 000	Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Cadre multilatéral pour les ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées	218 251 611	3 748 389	...	218 251 611
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 900 000 000
...	765 418 500	...	...	765 418 500	Total—Autres paiements de transfert	726 754 111	38 664 389	...	3 842 873 111
...	44 422 901 943	(2 704 746)	285 345 704	44 705 542 901	Total du ministère	44 484 063 496	221 479 405	...	45 170 549 696

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme ⁽²⁾									
Subventions									
					Programme de promotion de la femme—Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne				
...	...	...	14 750 000	14 750 000		14 750 000	...	...	14 750 000
Contributions									
					Programme de promotion de la femme—Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne				
...	...	1	4 200 000	4 200 001		3 535 051	664 950	...	4 795 445
...	...	1	18 950 000	18 950 001	Total de l'organisme	18 285 051	664 950	...	19 545 445 ⁽²⁾
...	44 422 901 943	(2 704 745)	304 295 704	44 724 492 902	Total du portefeuille ministériel	44 502 348 547	222 144 355	...	45 190 095 141 ⁽²⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Les répartitions des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.⁽²⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme a été transféré de Patrimoine canadien. Les montants de l'exercice précédents ont été redressés de 19 545 445 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère				Services internes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)				Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	107 917 297	103 911 287	87 187 932
Sécurité du revenu				Montants à recouvrer auprès de gouvernements des provinces et territoires pour l'aide à l'administration des programmes	2 000 000	1 260 318	1 887 206
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	39 379 214	37 189 907	36 035 867	Remboursable par d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	1 904 778	1 381 909	975 525
Apprentissage				Dépenses recouvrables—Assurance-emploi	501 851 418	500 346 647	561 564 350
Remboursable par d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	256 097	256 097	261 321		613 673 493	606 900 161	651 615 013
Compétences et emploi				Total budgétaire	1 962 085 543	1 940 925 850	1 920 674 685
Dépenses recouvrables—Assurance-emploi	245 612 290	245 586 935	238 879 014	Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Services axés sur la clientèle				Apprentissage			
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	47 722 077	44 165 585	39 796 659	Remboursement de prêts en espèce	...	1 346 018 692	1 249 906 882
Remboursable par d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	11 967 092	9 184 114	7 969 104	Remboursement en espèce d'autres avances	...	54 950	33 055
Dépenses recouvrables—Assurance-emploi	243 111 603	242 942 133	263 556 200	Total non budgétaire	...	1 346 073 642	1 249 939 937
	302 800 772	296 291 832	311 321 963	Total des ministères—			
Travail				Budgétaire	1 962 085 543	1 940 925 850	1 920 674 685
Sommes recouvrables des organismes de l'État et des autres ministères pour le paiement des indemnités aux accidenté(e)s du travail	113 488 645	113 488 645	121 967 670	Non-budgétaire	...	1 346 073 642	1 249 939 937
Remboursable par d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	806 000	735 192	571 538	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
	114 294 645	114 223 837	122 539 208	Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Intégrité et traitement				Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite	4 300 000	4 013 381	3 751 090
Dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i>	154 440 362	150 532 193	133 609 999	Total de l'organisme—Budgétaire	4 300 000	4 013 381	3 751 090
Dépenses recouvrables—Assurance-emploi	491 628 670	489 944 888	426 412 300	Total du portefeuille ministériel—			
	646 069 032	640 477 081	560 022 299	Budgétaire	1 966 385 543	1 944 939 231	1 924 425 775
				Non-budgétaire	...	1 346 073 642	1 249 939 937

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère					
Autres revenus—					
Revenus de placements—					
Trésorerie et créances—					
Intérêt des dépôts bancaires	96 163	65 465			
Autres comptes—					
Intérêt sur prêts canadiens aux étudiants	519 218 431	461 376 857			
	519 314 594	461 442 322			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	20 676 834	5 396 702			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	15 394 054	8 556 592			
	36 070 888	13 953 294			
Ventes de biens et de services—					
Services de nature non réglementaire	15 713 304	14 833 282			
Autres frais et droits—					
Accès à l'information	3 913	5 040			
	15 717 217	14 838 322			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État—					
Produits de la vente d'immobilisations	79 644	39 382			
Gain sur disposition d'actifs non immobilisés	75 854	35 628			
	155 498	75 010			
Revenus divers—					
Dons à l'État	5 000	...			
Bâtiments appartenant à l'État	163 329	180 906			
Recouvrement des frais d'administration—					
Assurance-emploi	1 616 665 880	1 638 304 828			
<i>Régime de pensions du Canada</i>	372 659 668	331 418 839			
Intérêts sur comptes débiteurs	241 097	161 836			
Amendes en vertu de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	364 261	376 434			
Amendes en vertu du <i>Code canadien du travail</i>	267 833	...			
Revenus divers des retenues salariales—					
Frais de stationnement	20 053	28 338			
Compte de rentes—Surplus actuariel	1 164 559	2 208 776			
Frais légaux	810 275	446 008			
Petits soldes des comptes créditeurs	198 260	69 556			
Gain sur devises étrangères	15 947	20 210			
			Recouvrement des frais d'administration—Bourses d'excellence de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire	568 092	347 488
			Ventes de biens et de produits d'information	...	65
			Divers	93 085 897	99 876
				2 086 230 151	1 973 663 160
			Total du ministère	2 657 488 348	2 463 972 108
			Conseil canadien des relations industrielles		
			Autres revenus—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	19 364	2 651
			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	4 648	140 463
				24 012	143 114
			Ventes de biens et de services—		
			Ventes de biens et de produits d'information	20	45
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	28	891
			Total de l'organisme	24 060	144 050
			Société canadienne d'hypothèques et de logement		
			Autres revenus—		
			Revenus de placements— ⁽¹⁾		
			Prêts, placements et avances—		
			Société canadienne d'hypothèques et de logement	338 537 020	356 456 082
			Revenus divers—		
			Bénéfices nets en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	11 058 399	9 884 108
			Autres recouvrements de tiers	13 519 178	4 073 931
			Revenus reportés	5 753 600	4 282 492
				30 331 177	18 240 531
			Total de l'organisme	368 868 197	374 696 613

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Autres revenus		
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	3 808 638	3 971 249
Autres frais et droits—		
Revenus reportés	72 271	(68 544)
Total de l'organisme	3 880 909	3 902 705
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme ⁽²⁾		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	28 817	72 210
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	53 793	264 144
	82 610	336 354
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	50	218
Revenus divers—		
Dons à l'État	...	462
Total de l'organisme	82 660	337 034 ⁽²⁾
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	857 851 614	817 898 404
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	36 177 510	14 432 762
Ventes de biens et de services	19 598 146	18 741 072
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	155 576	76 119
Revenus divers	2 116 561 328	1 991 904 153
Total du portefeuille ministériel	3 030 344 174	2 843 052 510 ⁽²⁾

⁽¹⁾ Intérêt sauf indication contraire.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme a été transféré de Patrimoine canadien. Les montants de l'exercice précédents ont été redressés de 337 034 \$.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 23

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Ressources naturelles

Ministère

Énergie atomique du Canada limitée

**Commission canadienne de sûreté
nucléaire**

Office national de l'énergie

Administration du pipe-line du Nord

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	23.2
Sommaire du portefeuille ministériel	23.6
Activités de programme	23.10
Paievements de transfert	23.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	23.15
Revenus	23.15

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Les secteurs des ressources naturelles sont concurrentiels à l'échelle internationale, productifs du point de vue économique et contribuent au bien-être social des Canadiens.

Description des activités de programme*Possibilités économiques pour les ressources naturelles*

L'activité de programme Possibilités économiques pour les ressources naturelles comprend des programmes conçus afin de promouvoir l'innovation, l'investissement, et l'amélioration de la compétitivité des ressources naturelles du Canada et des industries de produits connexes au moyen de la prestation de savoir faire et d'outils, y compris des données géoscientifi-

ques de base, ainsi que la promotion du commerce et l'acceptation par les marchés, au pays et à l'étranger. Ce groupe de programmes exécute aussi des travaux portant sur des politiques, des règlements et des lois afin de gérer les responsabilités fédérales associées à l'approvisionnement en pétrole et gaz naturel du Canada, à la protection des infrastructures énergétiques essentielles et à la gestion du programme législatif pour les zones extracôtières de l'Atlantique.

Collectivités tributaires des ressources naturelles

L'activité de programme Collectivités tributaires des ressources naturelles vise à augmenter les connaissances du Canada sur les incidences de l'évolution du secteur des ressources naturelles sur les collectivités qui dépendent fortement des industries axées sur les ressources et à améliorer la capacité et les connaissances pour augmenter le nombre de possibilités au moyen de produits et de services à valeur ajoutée. Ce groupe de programmes est conçu afin d'améliorer le bien-être social des Canadiens. Il vise aussi à promouvoir la participation autochtone et non autochtone, à améliorer les compétences, la capacité et la stabilité de la collectivité au moyen, par exemple, du Programme de foresterie des Premières nations et du Cadre d'action fédéral provincial et territorial des ministres des Mines.

Résultat stratégique

Le Canada est un chef de file mondial en matière de responsabilité environnementale sur le plan de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources naturelles.

Description des activités de programme*Énergie propre*

L'activité de programme Énergie propre comprend l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de programmes, de lois et de règlements sur la science et la technologie dans le domaine de l'énergie afin d'atténuer les émissions atmosphériques et de réduire les au-

tres incidences environnementales associées à la production et à la consommation d'énergie. L'un des principaux programmes comprend la série d'initiatives sur l'énergie propre annoncées sous la bannière écoÉNERGIE, qui vise à augmenter la production d'énergies renouvelables ayant peu d'impact sur l'environnement, à encourager et aider les Canadiens à améliorer leur consommation d'énergie dans tous les principaux secteurs de consommation finale, et à accélérer le développement et la commercialisation de solutions technologiques visant à réduire les incidences environnementales associées à la production et à la consommation d'énergie.

Gestion du risque lié aux écosystèmes

L'activité de programme Gestion du risque lié aux écosystèmes comprend des programmes qui aident à comprendre les risques pour notre environnement et la protection de ressources essentielles comme l'eau souterraine. L'une des initiatives majeures est la réponse fédérale à l'infestation de dendroctone du pin ponderosa (DPP) qui vise à atténuer la propagation du DDP qui menace la forêt boréale du Canada.

Résultat stratégique

Les connaissances sur les ressources naturelles et la masse continentale et les systèmes de gestion renforcent la sûreté et la sécurité des Canadiens et contribuent à l'intendance des ressources naturelles et des terres du Canada.

Description des activités de programme*Des connaissances sur les ressources naturelles et la masse continentale et les systèmes*

L'activité de programme Des connaissances sur les ressources naturelles et la masse continentale et les systèmes s'acquitte de l'obligation du Ministre de fournir une infrastructure de droits fonciers sur toutes les terres dont le Ministère détient la responsabilité, ainsi que la

diffusion de données géographiques exactes et précises sur la masse continentale du Canada et l'accès à ces données. Cette activité de programme fournit aussi des connaissances exactes, récentes et accessibles dans le but d'augmenter les efforts de collaboration avec d'autres sphères de compétence dans des domaines clés (p.ex., l'efficacité de la réglementation) afin de produire des approches améliorées envers les questions communes et de susciter des avantages considérables pour faire progresser les intérêts du secteur des ressources naturelles au pays et à l'étranger.

S'adapter au changement climatique et gestion du risque lié aux dangers

L'activité de programme S'adapter au changement climatique et gestion du risque lié aux dangers fournit des données géoscientifiques et géospatiales qui contribuent à la réduction des risques provenant des dangers naturels, comme les séismes, les tsunamis et les inondations, ainsi que les dangers découlant de l'activité humaine, et collabore avec les premiers intervenants afin de fournir des données géographiques en cas d'urgence. L'activité de programme fournit aussi de l'information qui aidera les Canadiens à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada a été créé en vertu de la *Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994*. Ce fonds permet à Géomatique Canada d'attribuer les coûts à certains utilisateurs qui bénéficient directement des biens et des services offerts, plutôt qu'à l'ensemble des contribuables. Ce mécanisme de retenue des recettes lui permet de récupérer tous les coûts auprès des clients canadiens et lui donne la liberté de facturer les prix du marché aux clients étrangers. Il donne la possibilité d'offrir davantage de produits et de services pour répondre aux besoins des clients canadiens, ainsi que d'aider l'industrie canadienne de la géomatique en lui

offrant les connaissances et les compétences dont elle a besoin pour être concurrentielle dans le marché international. À l'aide du fonds renouvelable, le ministère des Ressources naturelles produit des cartes et des publications aéronautiques exactes pour NavCanada, ce qui constitue une contribution essentielle à la sûreté et à la sécurité des voyageurs et des Canadiens.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Énergie atomique du Canada limitée

Résultat stratégique

Être le principal fournisseur mondial de produits et de services nucléaires. Protéger la santé et la sécurité du public, de notre personnel et de l'environnement. Réduire au minimum les obligations liées aux déchets nucléaires pour les générations futures.

Description des activités de programme

Installations et activités nucléaires

Cette activité de programme appuie les opérations d'Énergie atomique du Canada limitée (EACL) et exige des installations importantes telles que des réacteurs, des circuits expérimentaux, des cellules chaudes et des installations de gestion des déchets.

Recherche et développement

Activités de recherche et développement entreprises pour maintenir et améliorer l'expertise scientifique et technologique du Canada, pour appuyer la production d'une électricité écologique et rentable par les réacteurs CANDU, ainsi que pour les autres applications pacifiques de l'énergie nucléaire telles que la médecine nucléaire. Plus particulièrement, cela occasionne le maintien de la propriété intellectuelle développée au cours des 60 dernières années, incluant les connaissances de base relatives aux matières, à la physique des réacteurs, à la chimie, aux composants critiques, à l'irradiation et à l'environnement, et pouvant avoir une incidence sur la sûreté, l'obtention de permis et la base de conception de la technologie CANDU.

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Résultat stratégique

Installations et processus nucléaires sûrs et sécuritaires qui ne sont utilisés qu'à des fins pacifiques et confiance du public dans l'efficacité du régime de réglementation nucléaire.

Description des activités de programme

Programme de conformité

Le programme de conformité a pour objet de faire en sorte que les titulaires de permis présentent une conformité des plus rigoureuses du cadre de réglementation de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN). Avec ce programme, la CCSN peut garantir aux Canadiens que les titulaires de permis observent constamment la réglementation et exercent leurs activités en toute sécurité.

Les fonds de cette activité de programme servent à la promotion de la conformité, à l'épanouissement d'une culture de sécurité et à la transmission de valeurs communes en matière de sûreté, à des vérifications de la conformité, à des inspections et à des mesures d'application des règlements.

Le programme d'autorisation et d'accréditation

Le programme d'autorisation et d'accréditation a été instauré pour délivrer des permis ou accréditer des personnes ou des organismes qui souhaitent exercer au Canada des activités liées au domaine nucléaire.

Avec les fonds de cette activité, la CCSN peut obtenir des preuves de l'aptitude d'un demandeur à exercer ses activités en toute sécurité et à se conformer aux garanties nucléaires et aux exigences de non-prolifération.

La CCSN réalise ce travail pour s'assurer que les activités nucléaires pratiquées au Canada prévoient une protection adéquate de la santé, de la sûreté et de la sécurité des Canadiens, et de l'environnement, et mettre en oeuvre les engagements internationaux du Canada sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Programme du cadre de réglementation

Le programme du cadre de réglementation a été instauré pour permettre aux Canadiens en général et aux titulaires de permis en particulier de disposer d'un cadre de réglementation clair et pragmatique pour l'industrie nucléaire du Canada.

Les fonds servent à élaborer et à apporter des modifications aux règlements (comme la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires* (LSRN) et les règlements connexes; les documents de réglementation, tels que les politiques, les normes et les guides; l'accord relatif aux garanties et le protocole additionnel entre le Canada et l'Agence internationale de l'énergie atomique; et les accords bilatéraux de coopération nucléaire du Canada)

destinés à protéger la santé, la sécurité et l'environnement des Canadiens, et à permettre au Canada d'honorer ses engagements internationaux de non-prolifération des armes nucléaires.

La CCSN fait aussi observer la *Loi sur la responsabilité nucléaire* et, à titre d'autorité responsable en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, procède aux évaluations environnementales des projets nucléaires conformément à cette réglementation.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Office national de l'énergie

Résultat stratégique

Pipelines et lignes de transport d'électricité sûrs et sécuritaires construits et exploités de manière à protéger l'environnement et à favoriser des marchés efficaces.

Description des activités de programme

Programme Réglementation de l'énergie

Cette activité de programme fournit l'intention de la population canadienne, des promoteurs de projets et des autres organismes gouvernementaux, la réglementation à l'égard de ce qui suit : lignes internationales de transport d'électricité et lignes interprovinciales désignées; construction, exploitation, droits et tarifs des pipelines internationaux et interprovinciaux; commerce

de l'énergie; exploitation et mise en valeur dans certaines régions pionnières et zones extracôtières. Les sociétés réglementées par l'Office enrichissent la population canadienne par le transport de pétrole, de gaz naturel et de liquides de gaz naturel, de même que l'exportation d'hydrocarbures et d'électricité. À titre d'organisme de réglementation, l'Office a pour rôle de créer le cadre dans lequel ces activités économiques peuvent s'exercer lorsqu'elles sont conformes à l'intérêt public. L'intérêt public englobe les intérêts de tous les Canadiens; il s'agit d'un équilibre des intérêts économiques, environnementaux et sociaux qui change en fonction de l'évolution des valeurs et des préférences de la société.

Programme Information sur l'énergie

Ce programme offre une surveillance de l'industrie et des marchés énergétiques, y compris l'élaboration de perspectives sur l'offre et la demande des produits énergétiques au Canada, à l'intention de l'Office, de l'industrie, des décideurs et du public canadien, afin d'aider à la prise de décisions concernant l'infrastructure et les marchés énergétiques. Cette activité de programme répond aux exigences de la partie II de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* en renseignant la population canadienne sur les faits nouveaux et les enjeux du marché relevant du mandat de réglementation de l'Office, principalement dans les secteurs de marché du gaz, du pétrole et de l'électricité, et aux exigences de la partie VI de la Loi en réalisant des analyses de marché qui permettent de déterminer si les Canadiens ont accès à l'énergie à des prix équitables.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Administration du pipe-line du Nord**Résultat stratégique**

S'assurer que la planification et la construction du tronçon canadien du projet de gazoduc de la route de l'Alaska s'effectuent de façon efficiente et rapide tout en garantissant la protection de l'environnement et des retombées socioéconomiques pour les Canadiens.

Description des activités de programme

Surveiller la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska

La réglementation de la planification et de la construction de la portion canadienne du gazoduc de la route de l'Alaska.

Sommaire du portefeuille ministériel

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	569 941 887	...	...	569 941 887	1	Ministère			
...	...	129 400 000	...	129 400 000	1a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	100 432 549	...	100 432 549	1b	Virement de 2 111 289 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles)				
...	1c	Virement de 400 000 \$ du crédit 25 (Ressources naturelles) et 100 000 \$ du crédit 1 (Conseil du trésor)				
...	...	1	...	1		Virement du : crédit 1 (Conseil du trésor)				
...	100 000	100 000		crédit 5				
...	2 111 289	2 111 289		crédit 25				
...	400 000	400 000		CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	98 126	98 126		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	32 964 527	32 964 527		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	29 286 537	29 286 537		Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	(94 200)	(94 200)		crédit 1 (Industrie)				
...	(15 000)	(15 000)		crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	(146 532)	(146 532)		crédit 5				
...	(2 700 000)	(2 700 000)		crédit 25				
...	(2 000 000)	(2 000 000)		crédit 60 (Industrie)				
...	(220 600)	(220 600)		crédit 65 (Industrie)				
...	(248 100)	(248 100)		crédit 75 (Industrie)				
...	(30 000)	(30 000)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	(14 687 547)	(14 687 547)		Total—Crédit 1	755 418 094	89 174 843	...	
...	569 941 887	229 832 550	44 818 500	844 592 937					819 599 924	
...	13 892 000	...	...	13 892 000	5	Dépenses en capital			
...	...	6 000 000	...	6 000 000	5a	Virement de 902 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	...	1	...	1	5b	Virement de 2 700 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), et de 3 057 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	1	...	1	5c	Virement de 220 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)				
...	2 700 000	2 700 000		Virement du : crédit 1				
...	3 277 000	3 277 000		crédit 5 (Défense nationale)				
...	(2 111 289)	(2 111 289)		Virement au crédit 1				
...	13 892 000	6 000 002	3 865 711	23 757 713		Total—Crédit 5	21 361 585	2 396 128	...	

...	1 267 522 960	...	...	1 267 522 960	10	Subventions et contributions				
...	...	449 865 000	...	449 865 000	10b	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10c	Virement de 100 000 \$ du crédit 25 (Ressources naturelles)				
...	...	...	100 000	100 000		Virement du crédit 25				
...	...	...	(1 000 000)	(1 000 000)		Virement au crédit 80 (Industrie)				
...	1 267 522 960	449 865 001	(900 000)	1 716 487 961		Total—Crédit 10	1 285 909 038	430 578 923	...	1 346 549 666
...	58 743 067	...	5 391 745	64 134 812	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	64 134 812	...	...	66 104 298
...	77 516	...	...	77 516	(S)	Ministre des Ressources naturelles—Traitement et allocation pour automobile	77 516	...	...	77 638
...	1 423 982 000	(415 758 000)	51 529 176	1 059 753 176	(S)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	1 059 753 176	...	...	1 227 766 801
...	179 663 000	12 131 000	(34 505 114)	157 288 886	(S)	Paiements au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	157 288 886	...	...	225 172 847
...	6 825 000	...	(3 377 187)	3 447 813	(S)	Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve</i>)	3 447 813	...	...	6 306 911
...	3 400 000	...	(1 159 735)	2 240 265	(S)	Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	2 240 265	...	...	2 150 940
...	...	...	1 740 702	1 740 702	(S)	Conformément à l'article 2146 de la <i>Loi sur l'emploi et la croissance</i> , pour la dissolution d'Énergie atomique du Canada limitée	1 740 702	...	...	...
7 557 416	...	...	...	7 557 416	(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	448 096	...	7 109 320	(284 746)
304 072	...	...	444 202	748 274	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	304 742	...	443 532	497 956
...	...	...	43 266	43 266	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercice antérieurs	43 266	...	...	...
...	...	...	4 614	4 614	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	4 614	...	...	4 676
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	641 862 000
7 861 488	3 524 047 430	282 070 553	67 895 880	3 881 875 351		Total du ministère—Budgétaire	3 352 172 605	522 149 894	7 552 852	4 357 028 968
Énergie atomique du Canada limitée										
...	102 143 000	...	...	102 143 000	15	Dépenses de fonctionnement et en capital				
...	...	275 511 917	...	275 511 917	15b	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	...	95 000 000	...	95 000 000	15c	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	...	...	144 488 084	144 488 084		Mandats spéciaux du gouverneur général				
...	102 143 000	370 511 917	144 488 084	617 143 001		Total—Crédit 15	537 031 083	80 111 918	...	771 452 000
...	...	284 856 355	(102 856 355)	182 000 000	(S)	Conformément à l'article 2146 de la <i>Loi sur l'emploi et la croissance</i> , pour la dissolution d'Énergie atomique du Canada limitée	182 000 000	...	...	...
...	102 143 000	655 368 272	41 631 729	799 143 001		Total de l'organisme—Budgétaire	719 031 083	80 111 918	...	771 452 000

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	26 457 136	...	...	26 457 136	20	Commission canadienne de sûreté nucléaire			
...	...	13 107 396	...	13 107 396	20b	Dépenses du programme				
...	...	...	290 000	290 000		Virement de 290 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)			
...	...	...	1 130 599	1 130 599		Virement du : crédit 5 (Défense nationale)			
...	...	...	2 799 983	2 799 983		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	(35 000)	(35 000)		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	...	...	(318 845)	(318 845)		Virement au crédit 80 (Industrie)			
...	...	...	(318 845)	(318 845)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾			
...	26 457 136	13 107 396	3 866 737	43 431 269	(S)	39 864 044	3 567 225	...	43 485 173	
...	3 488 454	...	10 971 479	14 459 933	(S)	14 459 933	...	...	14 110 389
...	88 317 988	...	(4 314 548)	84 003 440	(S)	81 733 689	2 269 751	...	78 643 028	
11 498	...	...	12 504	24 002	(S)	11 498	...	12 504	...
11 498	118 263 578	13 107 396	10 536 172	141 918 644		136 069 164	5 836 976	12 504	136 238 590	
...	52 730 832	...	...	52 730 832	25	Office national de l'énergie			
...	...	1	...	1	25b	Dépenses du programme				
...	...	...	2 000 000	2 000 000		Virement de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles)			
...	...	...	1 142 445	1 142 445		Virement du : crédit 1			
...	...	...	2 293 084	2 293 084		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	3 011 892	3 011 892		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	(400 000)	(400 000)		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	...	...	(100 000)	(100 000)		Virement au : crédit 1			
...	52 730 832	1	7 947 421	60 678 254	(S)	57 099 363	3 578 891	...	52 034 195	
...	7 098 618	...	177 632	7 276 250	(S)	7 276 250	...	...	6 817 822
...	...	...	52	52	(S)	...	...	52	...
...	59 829 450	1	8 125 105	67 954 556		64 375 613	3 578 891	52	58 852 017	

					Administration du pipe-line du Nord					
...	1 203 000	...	...	1 203 000	30	Dépenses du programme				
...	...	1 700 000	...	1 700 000	30b	Dépenses du programme				
...	...	...	60 150	60 150		Virement du CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	1 203 000	1 700 000	60 150	2 963 150	(S)	Total—Crédit 30	1 995 695	967 455	...	1 043 034
...	125 100	...	(13 182)	111 918		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	111 918	...	...	81 522
...	1 328 100	1 700 000	46 968	3 075 068		Total de l'organisme—Budgétaire	2 107 613	967 455	...	1 124 556
7 872 986	3 805 611 558	952 246 222	128 235 854	4 893 966 620		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 273 756 078	612 645 134	7 565 408	5 324 696 131

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Possibilités économiques pour les ressources naturelles	143 093 450	127 127 062	8 894 112	6 968 443	1 331 886 558	1 308 463 153	2 741 000	3 066 167	...	...	1 481 133 120	1 439 492 491
Collectivités tributaires des ressources naturelles	145 932	23 288	...	...	...	...	...	...	...	...	145 932	23 288
Énergie propre	176 234 623	148 292 306	...	...	1 583 848 766	1 183 860 194	15 091 000	8 838 854	...	...	1 744 992 389	1 323 313 646
Gestion du risque lié aux écosystèmes	217 792 031	195 136 660	3 105 601	3 017 126	10 257 000	4 126 586	4 434 000	3 197 371	...	...	226 720 632	199 083 001
Des connaissances sur les ressources naturelles et la masse continentale et les systèmes	84 828 608	78 573 716	8 762 000	8 574 424	1 020 647	217 647	368 000	130 344	...	...	94 243 255	87 235 443
S'adapter au changement climatique et gestion du risque lié aux dangers	52 979 767	46 687 025	295 000	227 612	11 292 430	11 098 430	9 210 000	7 178 199	...	...	55 357 197	50 834 868
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	9 525 526	3 034 903	...	...	...	...	1 968 110	2 590 653	...	...	7 557 416	444 250
Services internes	268 211 710	248 360 631	2 701 000	2 573 980	912 700	873 168	100 000	62 161	...	...	271 725 410	251 745 618
Sous-total	952 811 647	847 235 591	23 757 713	21 361 585	2 939 218 101	2 508 639 178	33 912 110	25 063 749	...	...	3 881 875 351	3 352 172 605
Revenus affectés aux dépenses	(33 912 110)	(25 063 749)	...	...	...	...	(33 912 110)	(25 063 749)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	918 899 537	822 171 842	23 757 713	21 361 585	2 939 218 101	2 508 639 178	...	...	...	...	3 881 875 351	3 352 172 605
Énergie atomique du Canada limitée—												
Budgétaire	799 143 001	719 031 083	...	...	...	...	...	...	...	...	799 143 001	719 031 083
Commission canadienne de sûreté nucléaire												
Programme de conformité	43 320 448	38 302 145	...	...	...	...	...	...	...	...	43 320 448	38 302 145
Le programme d'autorisation et d'accréditation	32 348 547	33 124 938	...	...	...	86 252	...	...	...	...	32 348 547	33 211 190
Programme du cadre de réglementation	22 169 633	22 166 343	...	...	2 001 763	1 076 763	...	...	...	...	24 171 396	23 243 106
Services internes	42 078 253	41 312 723	...	...	...	...	...	...	...	...	42 078 253	41 312 723
Total de l'organisme—Budgétaire	139 916 881	134 906 149	...	...	2 001 763	1 163 015	...	...	...	...	141 918 644	136 069 164
Office national de l'énergie												
Programme Réglementation de l'énergie	37 400 908	34 665 620	...	...	1 366 195	201 886	...	...	...	...	38 767 103	34 867 506
Programme Information sur l'énergie	8 226 644	8 259 353	...	...	...	...	...	...	...	...	8 226 644	8 259 353
Services internes	20 960 809	21 248 754	...	...	...	...	...	...	...	...	20 960 809	21 248 754
Total de l'organisme—Budgétaire	66 588 361	64 173 727	...	...	1 366 195	201 886	...	...	...	...	67 954 556	64 375 613

Administration du pipe-line du Nord

Surveiller la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska

1 545 068	1 436 102	...	...	1 530 000	671 511	...	...	...	...	3 075 068	2 107 613
1 545 068	1 436 102	...	...	1 530 000	671 511	...	...	...	...	3 075 068	2 107 613
1 926 092 848	1 741 718 903	23 757 713	21 361 585	2 944 116 059	2 510 675 590	...	...	...	...	4 893 966 620	4 273 756 078

Paiements de transfert

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs			Employées au cours de l'exercice	Écart	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$		
Ministère										
Subventions										
...	...	386 630 000	...	386 630 000	Subventions à l'appui du Programme écoÉNERGIE Réno- vation—Maisons	197 978 338	188,651,662	...	355 129 695	
...	25 000 000	...	...	25 000 000	Subvention à la Fondation des technologies du développement durable du Canada	...	25,000,000	...	...
...	2 661 000	1	(116 612)	2 544 389	Subventions à l'appui des organismes s'occupant de recherche, de développement et d'activités de promotion qui contribuent aux objectifs du ministère	2 059 446	484,943	...	1 923 389	
...	250 000	1 170 000	...	1 420 000	Subventions à l'appui du Programme de protection d'évaluation des propriétés et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales, associés à l'élimination des déchets de faible radioactivité dans la région de Port Hope	1 334 000	86,000	...	600 700	
...	27 911 000	387 800 001	(116 612)	415 594 389	Total—Subventions	201 371 784	214,222,605	...	357 653 784	
Contributions										
...	1 423 982 000	(415 758 000)	51 529 176	1 059 753 176	(S) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	1 059 753 176	...	...	1 227 766 801
...	179 663 000	12 131 000	(34 505 114)	157 288 886	(S) Paiements au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	157 288 886	...	...	225 172 847
...	538 649 460	...	(19 030 801)	519 618 659	Programme d'écologisation des pâtes et papiers	513 930 235	5,688,424	...	388 493 123	
...	6 915 000	...	1 880 000	8 795 000	Programme de contribution destiné à l'Initiative pour un réseau de forêts modèles en Afrique	2 664 586	6,130,414	...	2 045 453	
...	258 200 000	...	135 000	258 335 000	Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour les biocarburants	156 766 128	101,568,872	...	147 082 610	
...	143 139 000	(1 170 000)	(4 149 202)	137 819 798	Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour l'électricité renouvelable	125 737 467	12,082,331	...	88 497 741	
...	141 600 000	...	4 704 000	146 304 000	Programme du Fonds pour l'énergie propre	90 640 884	55,663,116	...	104 302 212	
...	32 704 000	...	(4 000 000)	28 704 000	Programme de contribution pour l'encouragement à la production d'énergie éolienne	28 446 182	257,818	...	26 410 109	
...	48 108 000	...	2 069 000	50 177 000	Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE sur la technologie	41 541 087	8,635,913	...	48 575 991	
...	6 825 000	...	(3 377 187)	3 447 813	(S) Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	3 447 813	...	...	6 306 911
...	10 995 000	...	...	10 995 000	Initiatives d'adaptation aux changements climatiques	10 800 053	194,947	...	8 528 805
...	2 329 000	...	6 674 133	9 003 133	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	8 124 901	878,232	...	11 823 859	
...	4 000 000	...	12 000	4 012 000	Contributions à l'appui du Programme de promotion du leadership environnemental du Canada dans le secteur forestier (PPLECF)	4 012 000	...	...	6 000 000

...	...	13 800 000	(342 000)	13 458 000	Programme de contribution pou l'expansion des perspectives commerciales	13 449 694	8,306	...	...
...	4 728 000	...	150 000	4 878 000	Renouvellement et augmentation des fonds pour les instituts de recherche forestière	4 878 000	...	...	4 878 000
...	3 900 000	...	100 000	4 000 000	Programme des collectivités forestières	3 983 750	16,250	...	4 099 000
...	750 000	...	...	750 000	Programme GéoConnexions	197 400	552,600	...	573
...	3 400 000	...	(1 159 735)	2 240 265	(S) Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	2 240 265	...	...	2 150 940
...	...	1 805 000	40 000	1 845 000	Contributions pour appuyer le programme écoÉNERGIE pour efficacité énergétique	1 219 358	625,642	...	...
...	1 270 000	...	...	1 270 000	Contribution à la Saskatchewan Power/Maritime Electric Company	1 260 179	9,821	...	1 607 453
...	1 000 000	...	(344 413)	655 587	Contribution à l'appui du nettoyage des installations des Premières nations	371 000	284,587	...	3 741 498
...	558 000	...	...	558 000	Stratégie emploi jeunesse	533 468	24,532	...	649 974
...	23 366 500	...	16 856 895	40 223 395	Contribution à l'appui de programme des Investissements dans la transformation de l'industrie forestière	17 748 255	22,475,140	...	6 610 884
...	17 400 000	...	2 705 000	20 105 000	Programme de contribution financière à la production d'isotope ne nécessitant pas de réacteur	20 105 000	...	...	10 243 703
...	...	9 130 000	(8 000 000)	1 130 000	Contributions pour appuyer l'initiative écoÉNERGIE sur l'innovation	...	1,130,000	...	...
...	...	200 000	(135 000)	65 000	Contributions pour appuyer le programme écoÉnergie pour les carburants de remplacement	56 536	8,464	...	...
...	...	38 300 000	(108 000)	38 192 000	Contribution à l'appui du programme de promotion de l'innovation en foresterie	38 071 091	120,909	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	767 166 894
...	2 853 481 960	(341 562 000)	11 703 752	2 523 623 712	Total—Contributions	2 307 267 394	216,356,318	...	3 092 155 381
...	2 881 392 960	46 238 001	11 587 140	2 939 218 101	Total du ministère	2 508 639 178	430,578,923	...	3 449 809 165
Commission canadienne de sûreté nucléaire									
Subventions									
...	75 000	...	...	75 000	Des subventions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribuent à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien	73 300	1,700	...	74 629
Contributions									
...	770 000	...	231 763	1 001 763	Des contributions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribuent à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien, ainsi que le Programme canadien à l'appui des garanties	1 003 463	(1,700)	...	620 123
...	925 000	...	...	925 000	Programme d'aide financière aux participants	86 252	838,748	...	...
...	1 695 000	...	231 763	1 926 763	Total—Contributions	1 089 715	837,048	...	620 123
...	1 770 000	...	231 763	2 001 763	Total de l'organisme	1 163 015	838,748	...	694 752

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Office national de l'énergie				
					Contributions				
...	1 366 195	...	...	1 366 195	Programme d'aide financière aux participants	201 886	1,164,309	...	...
...	1 366 195	...	...	1 366 195	Total de l'organisme	201 886	1,164,309	...	...
					Administration du pipe-line du Nord				
					Contributions				
...	...	1 530 000	...	1 530 000	Contributions pour les consultations avec des groupes autochtones et autres sur le projet de Foothills pipe lines	671 511	858,489	...	...
...	...	1 530 000	...	1 530 000	Total de l'organisme	671 511	858,489	...	...
...	2 884 529 155	47 768 001	11 818 903	2 944 116 059	Total du portefeuille ministériel	2 510 675 590	433,440,469	...	3 450 503 917

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Possibilités économiques pour les ressources naturelles			
Vente de biens et de services	2 741 000	2 900 170	1 897 050
Revenus divers	...	165 997	65 089
	2 741 000	3 066 167	1 962 139
Énergie propre			
Vente de biens et de services	15 091 000	8 838 854	13 039 099
Gestion du risque lié aux écosystèmes			
Vente de biens et de services	4 434 000	3 105 595	4 318 993
Revenus divers	...	91 776	2 859
	4 434 000	3 197 371	4 321 852
Des connaissances sur les ressources naturelles et la masse continentale et les systèmes			
Vente de biens et de services	368 000	130 344	1 632 456
S'adapter au changement climatique et gestion du risque lié aux dangers			
Vente de biens et de services	8 831 000	6 916 892	6 284 711
Revenus divers	379 000	261 307	87 626
	9 210 000	7 178 199	6 372 337
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	1 968 110	2 590 653	4 294 085
Services internes			
Vente de biens et de services	...	1 078	1 070
Revenus divers	100 000	61 083	121 118
	100 000	62 161	122 188
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	33 912 110	25 063 749	31 744 156

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses—Achat de biens et de services	1 014 912	861 098
Recouvrements de dépenses—Achat en capital	9 437	2 249
Recouvrements de paiements de transfert—Subventions et assistance en capital	244 396	305 912
Recouvrements d'autres paiements de transfert	9 700 598	14 743 457
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent—		
Redressements se rapportant aux biens et services	10 972 130	8 831 713
	21 941 473	24 744 429
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur	1 149 401 987	1 185 625 349
Licences et permis	1 784 196	2 305 606
	1 151 186 183	1 187 930 955
Location et utilisation de biens publics	126 252	122 711
Services de nature réglementaire	1 370 218	1 242 456
Services de nature non réglementaire	20 191 796	22 228 265
Ventes de biens et de produits d'information—		
Graphiques, cartes et plans	2 772 952	3 073 158
Autres frais et droits	585 060 839	443 189 666
	1 760 708 240	1 657 787 211
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	444 202	394 119
Revenus divers—		
Intérêt sur arriérés de débiteurs	114 261	50 816
Total du ministère	1 783 208 176	1 682 976 575
Commission canadienne de sûreté nucléaire		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	96 611	190 178
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	131 576	321 337
	228 187	511 515

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ventes de biens et de services—			Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—			Droits et privilèges	27 594	27 594
Recouvrement de frais	104 469 436	98 227 957	Services de nature non réglementaire	1 730 752	1 319 775
Revenus reportés des services de nature réglementaire	152 355	442 730		1 758 346	1 347 369
	104 621 791	98 670 687	Total de l'organisme	1 761 740	1 358 974
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 504	11 498	Sommaire du portefeuille ministériel		
Revenus divers—			Autres revenus—		
Accès à l'information	1 384	1 510	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	22 226 909	25 666 801
Divers	1 131	1 570	Ventes de biens et de services	1 932 032 147	1 819 490 159
	2 515	3 080	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	456 758	405 617
Total de l'organisme	104 864 997	99 196 780	Revenus divers	116 776	53 896
			Total du portefeuille ministériel	1 954 832 590	1 845 616 473
Office national de l'énergie					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	47 279	146 162			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	6 576	253 090			
	53 855	399 252			
Ventes de biens et de services—					
Droits et privilèges	625	700			
Services de nature réglementaire	64 925 924	65 195 809			
Autres frais et droits—					
Intérêts sur débiteurs en souffrance	16 218	62 572			
Revenus reportés	...	(3 575 504)			
Divers	1 003	1 315			
	17 221	(3 511 617)			
	64 943 770	61 684 892			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	52	...			
Total de l'organisme	64 997 677	62 084 144			
Administration du pipe-line du Nord					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 857	188			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	537	11 417			
	3 394	11 605			

SECTION 24

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Santé

Ministère

**Agence canadienne de contrôle de la
procréation assistée**

Instituts de recherche en santé du Canada

**Agence canadienne de développement
économique du Nord**

**Conseil de contrôle des renseignements
relatifs aux matières dangereuses**

**Conseil d'examen du prix des médicaments
brevetés**

Agence de la santé publique du Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	24.2
Sommaire du portefeuille ministériel	24.9
Activités de programme	24.15
Paievements de transfert	24.18
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	24.22
Revenus	24.22

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

De meilleurs résultats en matière de santé et réduction des inégalités dans le domaine de la santé des Premières nations et Inuits et les autres Canadiens.

Description des activités de programme*Programmes et services liés à la santé des Premières nations et des Inuits*

La Politique fédérale sur la santé des Indiens est à l'origine de la prestation de programmes et de services de santé aux Premières nations et aux Inuits par Santé Canada. Le Ministère offre des programmes et des services de santé aux Premières nations et aux Inuits conformément à ses politiques, en ayant recours à la *Loi de crédits annuels* pour obtenir l'approbation du Parlement. En collaboration avec les Premières nations

et les Inuits ainsi que d'autres partenaires du domaine de la santé, la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux, assure l'exécution de programmes de santé communautaire et de santé publique dans les réserves notamment : des programmes d'hygiène du milieu et de prévention des maladies transmissibles et non transmissibles, et la prestation de soins de santé primaire par l'intermédiaire des postes de soins infirmiers et de centres de santé communautaires dans les communautés éloignées et/ou isolées pour suppléer aux services fournis par les autorités sanitaires provinciales, fédérales, territoriales et régionales. Santé Canada offre aussi son appui à des programmes de promotion de la santé ciblés, destinés aux Autochtones, peu importe leur lieu de résidence (p. ex. Initiative sur le diabète chez les Autochtones), ainsi que des services de counselling, des services de lutte contre les toxicomanies et des services favorisant le mieux-être mental. Une couverture pour certains soins de santé non assurés comme les médicaments, les soins dentaires, les soins de la vue, l'équipement médical et les fournitures médicales, les services d'intervention à court terme en santé mentale en situation de crise et le transport pour raison médicale, sont disponibles pour l'ensemble des Indiens inscrits ou Inuits reconnus au Canada, sans égard à leur lieu de résidence.

Résultat stratégique

Un système de santé accessible et durable qui répond aux besoins de santé des Canadiens.

Description des activités de programme*Le système de santé au Canada*

Cette activité de programme donne des avis stratégiques liés à la politique sur des questions de soins de santé comme l'amélioration de l'accès, de la qualité et de l'intégration des services de soins de santé afin de mieux répondre aux besoins en matière de santé des Canadiens, où qu'ils vivent et indépendamment de leur

situation financière. L'objectif est poursuivi conformément aux principes d'abordabilité, de durabilité et d'équité à long terme, et en étroite collaboration avec les provinces et les territoires, les professionnels de la santé, les administrateurs, les autres intervenants principaux et les citoyens. L'amélioration de l'accès, de la qualité et de l'intégration de l'administration des services de santé passe par des investissements dans le système de santé et dans le renouvellement du système de santé, où l'on s'emploie, par exemple, à réduire les temps d'attente pour des services essentiels, à travailler avec les provinces et les territoires pour s'assurer que les principes de la *Loi canadienne sur la santé* soient respectés, à mettre au point de l'information sur la santé et des mesures de l'état de santé à l'intention des Canadiens, à répondre aux besoins en matière de santé et d'accès aux services de santé de certains groupes, notamment les femmes et les communautés de langue officielle en situation minoritaire, et à veiller à la mise en œuvre d'accords entre les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de la Santé.

Les affaires internationales de santé

Dans le cadre de son mandat fédéral, Santé Canada œuvre à l'échelle internationale, dans un contexte de leadership, de partenariats et de collaboration, afin que la population canadienne soit parmi la plus en santé au monde. Les affaires internationales s'occupent, pour le Ministère, d'établir, de coordonner et de surveiller les politiques, les stratégies et les activités ministérielles de promotion des priorités et des valeurs du Canada au sein du programme international en matière de santé. La collaboration internationale aux dossiers de santé mondiale est importante, étant donné que les risques de santé publique provenant d'autres pays influent grandement sur la santé de la population canadienne. Les enjeux internationaux comme les préparatifs en cas de pandémie d'influenza, les stratégies de lutte contre le VIH/sida et la protection de la santé mondiale sont des initiatives essentielles examinées de concert avec les principaux partenaires externes en santé, notamment

l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation panaméricaine de la santé.

Les pays et les organismes internationaux veulent accéder rapidement à l'information sur le système et les initiatives de soins de santé au Canada. L'activité de programme sur les affaires internationales vise à communiquer les politiques et les pratiques exemplaires du Canada à d'autres pays, et à faciliter l'établissement d'ententes bilatérales avec de nombreux pays sur d'importantes questions de santé. Cette activité de programme donne des conseils stratégiques en matière de politique au ministre de la Santé, à la haute direction et au portefeuille de la Santé sur des questions de santé internationale, et assure une représentation appropriée dans des tribunes internationales qui concernent le portefeuille de la Santé. En outre, elle gère les subventions aux organismes sans but lucratif pour des projets en santé internationale qui correspondent aux priorités du Canada en matière de santé mondiale.

La procréation assistée au Canada

Cette activité de programme met en œuvre les dispositions de la *Loi sur la procréation assistée*, qui vise à protéger et à promouvoir la santé, la sécurité et la dignité humaines et les droits de la personne dans le cadre de l'utilisation des techniques de procréation assistée. Elle élabore des politiques et des règlements en matière de procréation assistée. Étant donné que la science de la procréation assistée évolue rapidement, l'activité de programme fait constamment appel aux intervenants pour trouver des moyens de concilier les besoins des patients qui utilisent ces techniques pour fonder une famille, les besoins des enfants issus de ces techniques et les besoins des fournisseurs de services de procréation assistée en tenant compte des facteurs prédominants que sont la santé et la sécurité. Les politiques et les règlements ont pour but d'établir un régime de réglementation souple qui ouvre la voie à la procréation assistée, tant au pays que dans le milieu international et qui tient compte des objectifs énoncés dans la *Loi sur la procréation assistée*. Cette activité de programme

recueille de l'information auprès des intervenants, dont les provinces, pour garantir une approche pancanadienne.

Résultat stratégique

Accès à des produits de santé et à des aliments efficaces et sûrs et à des renseignements en vue de choix de santé sains.

Description des activités de programme

Produits de santé

L'activité de programme relative aux produits de santé comprend une vaste gamme d'activités liées à la protection et à la promotion de la santé qui touchent la vie quotidienne des Canadiens. Relevant de l'instance fédérale responsable de la réglementation des produits de santé, cette activité de programme permet d'évaluer et de surveiller l'innocuité, la qualité et l'efficacité des médicaments (à usage humain et vétérinaire), des produits biologiques, des matériels médicaux et des produits de santé naturels, en vertu de la *Loi sur les aliments et drogues* et de son règlement d'application, ainsi que de la *Loi sur le ministère de la Santé*. Cette activité de programme permet également de diffuser des renseignements à jour, fondés sur des données probantes et faisant autorité aux intervenants (notamment les professionnels de la santé tels que les médecins, les pharmaciens, les praticiens de médecine traditionnelle chinoise, les phytothérapeutes, les docteurs en naturopathie) et aux membres du public pour qu'ils puissent prendre des décisions éclairées et faire des choix sains.

Aliments et nutrition

L'activité de programme relative aux aliments et à la nutrition porte sur la mise en œuvre de politiques, de normes et de règlements relatifs à la salubrité et à la valeur nutritive des aliments. L'Agence canadienne d'inspection des aliments est responsable de l'application des normes de salubrité et de qualité des aliments.

Le cadre de réglementation des aliments est fondé sur la *Loi sur les aliments et drogues* et son règlement d'application, la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* et la *Loi sur le ministère de la Santé*. Cette activité de programme permet également de promouvoir la santé nutritionnelle et le bien-être de la population canadienne grâce à la définition, à la promotion et à la mise en œuvre conjointes de politiques et de normes nutritionnelles fondées sur des données probantes. Relevant de l'entité responsable des politiques et de la promotion de la nutrition et de la saine alimentation, cette activité de programme permet de diffuser des renseignements à jour, fondés sur des données probantes et faisant autorité dont les Canadiens et les intervenants ont besoin pour prendre des décisions éclairées et faire des choix sains.

Résultat stratégique

Réduction des risques pour la santé et pour l'environnement causés par des substances et des produits réglementés, et milieux de vie et de travail plus sains.

Description des activités de programme

Consommation et abus de substances

Par l'entremise d'activités de réglementation, de programme et d'éducation, Santé Canada cherche à améliorer les résultats pour la santé par la réduction et la prévention de la consommation de tabac de même que par la lutte contre l'abus d'alcool et de drogue. En vertu de la *Loi sur le tabac* et de son règlement, Santé Canada réglemente certains aspects de la fabrication et de la vente du tabac. Il mène également la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme, qui poursuit les objectifs suivants: réduire la prévalence du tabagisme, réduire le nombre de cigarettes vendues, accroître la conformité aux lois régissant la vente de tabac aux jeunes, réduire l'exposition à la fumée secondaire et explorer de nouvelles façons de réglementer le produit.

Santé Canada administre la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (LRCDS) et son Règle-

ment. Grâce à ses quatre laboratoires régionaux, il offre des conseils d'experts scientifiques ainsi que des services d'analyse de drogues aux organismes d'application de la loi. Le Règlement sur l'accès à la marijuana à des fins médicales et les programmes connexes contrôlent l'autorisation de consommation et de culture de la marijuana par des personnes souffrant de maladies graves et débilitantes. Santé Canada est partenaire de la stratégie antidrogue du gouvernement qui comprend les éléments suivants : les programmes de prévention destinés aux jeunes, la facilitation de l'accès aux programmes de traitement, les activités de conformité et d'application de la loi liées aux substances contrôlées et aux précurseurs chimiques de même que l'augmentation du nombre de ressources du Service d'analyse des drogues en vue de tenir compte de celle survenue dans le domaine de l'application de la loi.

Hygiène de l'environnement durable

L'environnement demeure un déterminant clé de la santé pour tous les Canadiens. Cette activité de programme vise à promouvoir et à protéger l'état de santé des Canadiens en définissant, en évaluant et en gérant les risques que posent les facteurs environnementaux pour la santé dans les milieux de vie, de travail et de loisirs. La portée des activités de ce secteur clé comprend la recherche sur la qualité de l'eau potable, la qualité de l'air, les sites contaminés, la toxicologie et le changement climatique, les programmes et activités de réglementation en matière d'air pur, l'évaluation des risques et la gestion des éléments suivants : substances chimiques, bruit ambiant, fréquences électromagnétiques dans l'environnement, produits issus de la biotechnologie et d'autres technologies nouvelles (notamment la nanotechnologie), les rayons UV solaires, la préparation aux désastres nucléaires et écologiques de même que le travail en collaboration avec l'industrie du transport de passagers en vue de protéger les voyageurs.

En vertu du Plan de gestion des produits chimiques, Santé Canada évalue et réglemente les produits chimi-

ques utilisés dans les produits industriels et de consommation. Les autres activités qu'il réalise comprennent notamment les suivantes : mise en œuvre d'un système national de suivi biologique, établissement d'ententes de rendement sur la gestion des risques avec divers secteurs de l'industrie et amélioration de l'évaluation et de la gestion des risques pour la santé humaine que posent les produits pharmaceutiques, les produits d'hygiène et de beauté, les produits de consommation, les cosmétiques et les aliments. Enfin, l'amélioration de la communication et des activités de diffusion permet aux Canadiens de prendre des décisions plus éclairées en vue de limiter leur exposition aux risques environnementaux possibles. Parmi les lois pertinentes se trouve la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*.

Réglementation des pesticides

Afin d'aider à prévenir l'apparition de risques inacceptables pour la santé humaine ou l'environnement et faciliter l'accès à des outils de lutte antiparasitaire durable, Santé Canada, par l'intermédiaire de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire, réglemente l'importation, la vente et l'utilisation des pesticides en vertu de la *Loi sur les produits antiparasitaires* fédérale et de son règlement.

Produits de consommation

Santé Canada détermine, évalue, gère et communique aux Canadiens les risques pour la santé et la sécurité associés aux produits de consommation (notamment les produits domestiques, industriels et d'utilisation clinique), aux cosmétiques et aux dispositifs émettant des radiations. Il y parvient grâce à la recherche, à l'évaluation du risque et à l'élaboration de stratégies de gestion des risques visant à réduire l'exposition des Canadiens à des produits potentiellement dangereux. Santé Canada réalise également des activités de réglementation, de surveillance et de conformité, et offre des renseignements, des séances de formation et des directives à la fois aux représentants de l'industrie et au public.

Parmi les lois pertinentes se trouvent les suivantes : produits de consommation (*Loi sur les produits dangereux*), cosmétiques (*Loi sur les aliments et drogues*) et dispositifs émettant des radiations (*Loi sur les dispositifs émettant des radiations*).

Santé en milieu de travail

Cette activité de programme offre des services visant à protéger la santé et la sécurité du secteur public fédéral, des dignitaires de passage et autres. Parmi les programmes spécifiques se trouvent les suivants : la prestation de services de santé au travail à l'intention des fonctionnaires fédéraux, la prestation du Programme d'aide aux employés, la prestation de services d'urgence sanitaire aux personnes jouissant d'une protection internationale, la prestation de services de dosimétrie (la mesure de l'exposition personnelle et professionnelle aux rayonnements grâce à la lecture de dosimètres ou à l'aide de cartes insérées dans des boîtiers spéciaux et portées par un utilisateur pendant des périodes déterminées) et le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) qui constitue la norme nationale canadienne en matière de communication des renseignements sur les dangers et qui englobe notamment la formation des employés, celle des inspecteurs de même que les normes relatives aux étiquettes de sécurité.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée

Résultat stratégique

Protection et promotion de la santé, de la sécurité, de la dignité et des droits humains en ce qui a trait à la procréation assistée et aux travaux de recherche connexes, dans un cadre éthique rigoureux.

Description des activités de programme

Délivrance des autorisations et mise en application d'un cadre réglementaire de la procréation assistée

Pour réaliser cet objectif, l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée devra utiliser les moyens suivants: délivrer des autorisations pour les activités réglementées et pour les installations utilisées par des personnes et des organisations qualifiées; évaluer les demandes à la lumière des exigences d'autorisation, ainsi que de considérations scientifiques et éthiques; procéder à des inspections périodiques des cliniques de procréation assistée, des fournisseurs de service ou des activités de recherche pour assurer la conformité; obtenir la participation ou le soutien d'autres organisations reconnues en vue de l'élaboration d'autres moyens de soutien, par exemple, des normes, des lignes directrices et des modèles d'accréditation.

Information sur la santé et gestion des connaissances relatives à la procréation assistée

Pour réaliser cet objectif, l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée devra utiliser les moyens suivants : tenir un registre de renseignements personnels sur la santé afin d'intégrer l'information pertinente sur la santé des donneurs, des patients et des enfants nés des techniques de procréation assistée en vue d'avoir un mécanisme de recherche et de retraçage; fournir des rapports permanents sur les activités réglementées de procréation assistée, y compris les taux de réussite des cliniques de procréation assistée et les résultats de re-

cherche, afin de permettre aux utilisateurs de méthodes de procréation assistée de prendre des décisions éclairées; fournir de l'information publique sur les questions de procréation assistée par l'entremise d'un site Web ou tout autre moyen, tel que des brochures.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Instituts de recherche en santé du Canada

Résultat stratégique

Une entreprise de recherche en santé de renommée mondiale qui crée, dissémine et applique de nouvelles connaissances dans tous les domaines de la recherche en santé.

Description des activités de programme

Connaissances dans le domaine de la santé

Ces programmes visent à appuyer la création de nouvelles connaissances dans tous les domaines de santé en vue d'améliorer la santé et le système de santé. Cet objectif est atteint en gérant les concours ouverts des IRSC et les processus d'examen par les pairs connexes fondés sur les normes internationales reconnues de l'excellence scientifique.

Avancées en santé et dans les services de santé

Grâce au processus d'examen par les pairs concurrentiel fondés sur les normes internationales reconnues de l'excellence scientifique, ces programmes visent à ap-

puyer la création de nouvelles connaissances dans les domaines prioritaires stratégiques et leur application en vue d'améliorer la santé et de renforcer le système de santé.

Chercheurs en santé

Les programmes ont pour but de créer une capacité de recherche en santé afin d'améliorer la santé et le système de santé en appuyant la formation et la carrière d'excellents chercheurs en santé grâce à un processus d'examen par les pairs concurrentiel fondé sur les normes internationales reconnues de l'excellence scientifique.

Commercialisation de la recherche en santé

Ces programmes visent à appuyer et à faciliter la commercialisation des résultats de la recherche en santé en vue d'améliorer la santé et le système de santé. Cet objectif est atteint grâce à la gestion de concours de financement pour accorder des subventions, en partenariat avec le secteur privé, là où c'est pertinent, et à l'utilisation des processus d'examen par les pairs fondés sur les normes internationales reconnues de l'excellence scientifique, et grâce au développement et au renforcement de la capacité des chercheurs en santé canadiens à s'engager dans le processus de commercialisation.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence canadienne de développement économique du Nord

Résultat stratégique

Les économies territoriales développées et diversifiées qui soutiennent la prospérité de tous les résidents du Nord

Description des activités de programme

Développement communautaire

Soutient les investissements communautaires dans les infrastructures, ainsi que les investissements dans les organismes et les projets individuels de développement des compétences et de la capacité. L'objectif de cette activité de programme est la création de collectivités économiquement viables dans le Nord, assorties d'une qualité de vie élevée pour les résidents.

Développement commercial

Soutient la croissance et l'expansion des entreprises du Nord, y compris les petites et moyennes entreprises, par l'entremise de la formation, des services consultatifs et des subventions et contributions. L'objectif de l'activité de programme est d'encourager un secteur commercial compétitif et diversifié dans le Nord et de renforcer la capacité en matière d'innovation.

Politique, représentation et coordination

Soutient la recherche et l'analyse pour orienter les choix en matière de programmes et de politiques, la promotion des intérêts du Nord au sein et à l'extérieur du gouvernement fédéral et le développement de stratégies, d'initiatives et de projets horizontaux pour répondre aux défis du développement économique dans le Nord.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Résultat stratégique

Des dérogations touchant les secrets commerciaux sont fournies d'une façon qui concile le droit de l'industrie de protéger ses renseignements commerciaux confidentiels et le droit des travailleurs de recevoir de l'information précise sur les dangers liés à la santé et à la sécurité que posent les produits chimiques en milieu de travail.

Description des activités de programme

Processus de demandes de dérogation

Dans le cadre de cette activité, le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses enregistre les demandes de dérogation provenant d'un fournisseur ou d'un employeur qui souhaite garder confidentiels des renseignements commerciaux, décide de la validité des demandes, juge et émet des décisions sur la conformité de la fiche signalétique ou de l'étiquette associée à une demande et gère un processus d'appel de ces décisions.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Résultat stratégique

Les médicaments brevetés ne peuvent être vendus au Canada à des prix excessifs, afin de protéger les intérêts de la population canadienne et leur régime de soins de santé. La population canadienne est également tenue informée des tendances de l'industrie.

Description des activités de programme

Conformité et application de prix non excessifs pour les médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) exerce un contrôle sur les prix des médicaments brevetés vendus par les détenteurs de brevets au Canada pour usage humain ou pour usage vétérinaire. Au titre de cette activité de programme, le CEPMB passe en revue les prix demandés par les brevetés pour leurs médicaments brevetés en fonction des facteurs d'examen des prix prévus dans la *Loi sur les brevets* afin de s'assurer que ces prix ne sont pas excessifs. Lorsque, à l'issue d'une audience publique, il apparaît que le prix d'un médicament est excessif sur un marché, le Conseil peut rendre une ordonnance obligeant le breveté à réduire le prix de son médicament et à prendre les mesures qui lui sont dictées pour rembourser les recettes excessives qu'il a tirées de la vente de son médicament à des prix excessifs.

Rapports sur les tendances relatives aux produits pharmaceutiques

Au titre de cette activité de programme, le CEPMB analyse les tendances en matière de prix des produits pharmaceutiques ainsi que les dépenses en recherche et développement effectuées par les détenteurs de brevets pharmaceutiques. Il effectue également des analyses critiques des tendances des prix, de l'utilisation et des coûts des médicaments sous ordonnance et collige de l'information sur les prix des médicaments non breve-

tés distribués sous ordonnance. Dans le rapport annuel au Parlement qu'il soumet par l'intermédiaire du ministre de la Santé, le CEPMB fait rapport de ces études analytiques, des résultats de ses examens des prix des médicaments et de ses activités d'application de la loi relativement aux prix excessifs pour les médicaments brevetés.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence de la santé publique du Canada

Résultat stratégique

Un Canada capable de promouvoir la santé, de réduire les disparités en matière de santé et de prévenir et d'atténuer les maladies et les blessures.

Description des activités de programme

Promotion de la santé

Ce programme exerce un leadership et offre un soutien en vue de promouvoir la santé des Canadiens et de réduire les disparités en matière de santé au pays. Il appuie les Canadiens pour qu'ils fassent des choix judicieux relativement à la santé, à tous les stades de leur vie, par le biais d'initiatives ciblant notamment le développement des enfants, les familles, les modes de vie et le vieillissement. En outre, en vue de soutenir les conditions propices à de tels choix, le programme s'attaque aux facteurs et aux déterminants qui agissent sur la santé, y compris les connaissances en santé, la sécurité ali-

mentaire, les réseaux de soutien social et l'environnement aménagé, et ce, de concert avec des intervenants ou par l'entremise de ces derniers.

État de préparation et capacité en santé publique

Ce programme améliore les capacités et l'état de préparation du Canada en ce qui touche la santé publique. À cette fin, il offre des outils, une formation et des pratiques qui renforcent les capacités des particuliers et des organismes qui jouent un rôle dans le domaine de la santé publique au Canada. De plus, il renforce la capacité des ressources humaines en santé publique, cultive et enrichit la capacité de préparation du Canada pour réagir aux urgences en santé publique et contribue à l'établissement et au maintien de réseaux, au pays et à l'étranger. Le programme est nécessaire, car le Canada a besoin d'outils, de compétence et de réseaux de santé publique pour veiller à la santé de sa population.

Prévention et réduction des maladies et des blessures

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies, lance des initiatives et soutient les intervenants dans le but de prévenir et réduire les maladies chroniques et les blessures et de prévenir et contrôler les maladies infectieuses. Ce travail permet d'encadrer les interventions du gouvernement fédéral et d'assurer la mobilisation concertée des efforts nationaux. Le programme est nécessaire, étant donné l'incidence actuelle et potentielle des blessures, des maladies chroniques et des maladies infectieuses sur la santé des Canadiens et sur la viabilité du système de soins de santé canadien.

Sciences et technologie pour la santé publique

Ce programme vise la mise au point et l'utilisation d'outils novateurs et d'outils scientifiques d'avant-garde en matière de santé publique, à l'échelon national. Il prévoit la prestation de services spécialisés d'aiguillage et d'essais en laboratoire ainsi que la mobilisation des réseaux et des capacités des scientifiques

canadiens en vue d'aider le pays à améliorer la santé publique et à lutter efficacement contre les risques émergents pour la santé.

Surveillance et évaluation de la santé de la population

Ce programme favorise l'analyse, l'utilisation et le partage systématiques et continus de données couramment recueillies sur la santé, avec et parmi les instances provinciales ou territoriales, les autorités sanitaires locales et les autres ministères et organismes fédéraux, de façon à ce que tous puissent participer efficacement à l'effort de protection de la santé des Canadiens. Le programme est nécessaire, compte tenu du risque constant que font peser, sur la santé des Canadiens, les maladies infectieuses ou chroniques émergentes ainsi que les autres facteurs de risque pour la santé de la population auxquels cette dernière est exposée. Le programme mise sur la collaboration avec les ministères et organismes fédéraux, les autres ordres de gouvernement, les professionnels de la santé, les hôpitaux et les laboratoires à l'échelle du pays, en vue de faciliter la mise au point de programmes de surveillance de la santé de même que le partage de renseignements.

Exécution de la réglementation et interventions en cas d'urgence

En plus d'exécuter la réglementation, ce programme s'efforce de gérer les centres des opérations d'urgences du portefeuille de la santé, la Réserve nationale de secours (RNS) et les équipes d'intervention sanitaire d'urgence (EISU). En outre, le programme intervient en cas d'urgence nationales ou internationales en santé publique, qu'il s'agisse de désastres naturels, de situations d'urgence d'origine humaine ou d'éclousions graves de maladies infectieuses telles que la grippe pandémique.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
...	1 734 817 376	...	...	1 734 817 376					
...	...	279 992 776	...	279 992 776					
...	...	1	...	1					
...	...	...	9 825 000	9 825 000	1				
...	...	...	575 000	575 000					
...	...	...	4 491 290	4 491 290					
...	...	...	91 451 827	91 451 827					
...	...	...	62 530 048	62 530 048					
...	...	...	(106 900)	(106 900)					
...	...	...	(34 000 000)	(34 000 000)					
...	...	...	(50 000)	(50 000)					
...	...	...	(400 000)	(400 000)					
...	...	...	(575 000)	(575 000)					
...	...	...	(18 472 889)	(18 472 889)					
...	1 734 817 376	279 992 777	115 268 376	2 130 078 529					
...	30 043 000	...	...	30 043 000					
...	...	3 600 000	...	3 600 000					
...	...	...	1 394 800	1 394 800					
...	...	...	2 623 506	2 623 506					
...	...	...	(2 565 000)	(2 565 000)					
...	30 043 000	3 600 000	1 453 306	35 096 306					
...	1 444 698 166	...	...	1 444 698 166					
...	...	38 252 373	...	38 252 373					
...	...	22 250 000	...	22 250 000					
...	...	...	34 000 000	34 000 000					
...	...	...	50 000	50 000					
Ministère									
1	Dépenses de fonctionnement								
1b	Virement de 9 825 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)								
1c	Virement de 575 000 \$ du crédit 10 (Santé)								
	Virement du : crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)								
	crédit 10								
	CT, crédit 15 ⁽¹⁾								
	CT, crédit 25 ⁽¹⁾								
	CT, crédit 30 ⁽¹⁾								
	Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)								
	crédit 10								
	crédit 10 (Industrie)								
	crédit 25								
	crédit 50								
	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾								
						2 016 186 192	113 892 337	...	1 971 107 143
	Total—Crédit 1								
5	Dépenses en capital								
5b	Virement de 1 394 800 \$ du crédit 5 (Défense nationale)								
	Virement du : crédit 5 (Défense nationale)								
	CT, crédit 33 ⁽¹⁾								
	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾								
						32 940 862	2 155 444	...	37 288 793
	Total—Crédit 5								
10	Subventions et contributions								
10b	Virement de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Santé)								
10c	Virement de 30 000 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 50 000 \$ du crédit 50 (Santé)								
	Virement du : crédit 1								
	crédit 50								

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
...	...	...	(575 000)	(575 000)					
...	...	...	(46 100)	(46 100)	Virement au : crédit 1				
...	...	...	(100 000)	(100 000)	crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
...	...	...	(1 786 530)	(1 786 530)	crédit 5 (Sécurité publique et protection civile)				
...	...	...	(200 000)	(200 000)	crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	1 444 698 166	60 502 373	31 342 370	1 536 542 909	crédit 25					
...	134 150 561	...	2 333 384	136 483 945	Total—Crédit 10	1 511 881 318	24 661 591	...	1 518 261 007	
...	77 516	...	20	77 536	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	136 483 945	...	...	133 646 560
162 672	...	...	332 235	494 907	(S) Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile	77 536	...	...	77 638
...	...	...	687 771	687 771	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	122 594	40 078	332 235	40 822
...	...	...	87 880 640	87 880 640	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	687 771	...	...	297 383
...	...	...	25 909	25 909	(S) Inforoute Santé du Canada Inc.	87 880 640	...	...	91 837 792
...	...	...	12 919	12 919	(S) Montants adjugés par une cour	25 909	...	...	...
...	...	...	...	...	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	12 919	...	...	17 714
162 672	3 343 786 619	344 095 150	239 336 930	3 927 381 371	Total du ministère—Budgétaire	3 786 299 686	140 749 450	332 235	3 752 574 852	
...	9 925 968	...	...	9 925 968	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée				
...	...	...	496 457	496 457	15 Dépenses du programme				
...	9 925 968	...	496 457	10 422 425	Virement du CT, crédit 25 ⁽¹⁾					
...	628 554	...	(377 063)	251 491	Total—Crédit 15	3 212 347	7 210 078	...	4 764 036	
...	10 554 522	...	119 394	10 673 916	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	251 491	...	...	411 751
...	50 007 434	...	...	50 007 434	Total de l'organisme—Budgétaire	3 463 838	7 210 078	...	5 175 787
...	...	909 250	...	909 250	Instituts de recherche en santé du Canada					
...	...	...	...	...	20 Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	...	...	20b Virement de 15 000 \$ du crédit 40 (Santé) et 900 000 \$ du crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international)				

...	...	...	15 000	15 000	Virement du : crédit 40				
...	...	...	900 000	900 000	crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	4 076 767	4 076 767	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	50 007 434	909 250	4 991 767	55 908 451	Total—Crédit 20	51 699 069	4 209 382	...	53 589 168
...	928 064 897	...	...	928 064 897	25 Subventions				
...	...	24 040 000	...	24 040 000	25b Virement de 200 000 \$ du crédit 10 (Santé), de 50 000 \$ du crédit 40 (Santé), de 300 000 \$ du crédit 50 (Santé), de 220 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 58 438 \$ du crédit 80 (Industrie)				
...	...	1	...	1	25c Virement de 514 000 \$ du crédit 50 (Santé) et de 400 000 \$ du crédit 1 (Santé)				
...	...	...	400 000	400 000	Virement du : crédit 1				
...	...	...	220 000	220 000	crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	200 000	200 000	crédit 10				
...	...	...	50 000	50 000	crédit 40				
...	...	...	814 000	814 000	crédit 50				
...	...	...	58 438	58 438	crédit 80 (Industrie)				
...	...	...	(1 200 000)	(1 200 000)	Virement au crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	928 064 897	24 040 001	542 438	952 647 336	Total—Crédit 25	950 729 984	1 917 352	...	966 828 661
...	5 291 861	...	1 370 478	6 662 339	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 662 339	...	...	6 453 447
10 692	...	...	...	10 692	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	10 692	...	...
10 692	983 364 192	24 949 251	6 904 683	1 015 228 818	Total de l'organisme—Budgétaire	1 009 091 392	6 137 426	...	1 026 871 276
Agence canadienne de développement économique du Nord ⁽³⁾									
...	...	308 094	...	308 094	27b Dépenses de fonctionnement—Virement de 12 541 212 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 299 300 \$ du crédit 1 (Industrie)				
...	...	2 000 000	...	2 000 000	27c Dépenses de fonctionnement—Virement de 150 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	150 000	150 000	Virement du : crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	299 300	299 300	crédit 1 (Industrie)				
...	...	...	12 541 212	12 541 212	crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	658 720	658 720	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	1 326 454	1 326 454	Reclassé des Affaires indiennes et du Nord canadien pour fins de présentation (crédit 25)				
...	...	...	(45 850)	(45 850)	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	...	2 308 094	14 929 836	17 237 930	Total—Crédit 27	15 399 923	1 838 007	...	16 973 449

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	1 697 756	...	1 697 756	29b Contributions—Virement de 30 057 000 \$ du crédit 30 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	1	...	1	29c Contributions—Virement de 1 000 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	1 000 000	1 000 000	Virement du : crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	30 057 000	30 057 000	crédit 30 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	1 697 757	31 057 000	32 754 757	Total—Crédit 29	31 992 730	762 027	...	44 217 850
...	...	...	1 207 038	1 207 038	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 207 038	...	...	1 583 486
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 485 768
...	...	4 005 851	47 193 874	51 199 725	Total de l'organisme—Budgétaire	48 599 691	2 600 034	...	64 260 553⁽³⁾
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses									
...	3 925 209	...	...	3 925 209	30 Dépenses du programme				
...	...	...	946	946	Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	11 854	11 854	CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	273 442	273 442	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	3 925 209	...	286 242	4 211 451	Total—Crédit 30	3 937 785	273 666	...	5 440 827
...	609 984	...	(16 800)	593 184	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	593 184	...	...	625 542
...	4 535 193	...	269 442	4 804 635	Total de l'organisme—Budgétaire	4 530 969	273 666	...	6 066 369
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés									
...	10 778 476	...	...	10 778 476	35 Dépenses du programme				
...	...	...	1 152	1 152	Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	403 165	403 165	CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	552 797	552 797	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	10 778 476	...	957 114	11 735 590	Total—Crédit 35	8 241 046	3 494 544	...	8 527 960
...	1 076 486	...	(122 951)	953 535	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	953 535	...	...	942 648

...	...	...	46	46	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	46	...	...	99
...	...	...	2 512 878	2 512 878	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	2 512 878	...	...	...
...	...	...	46 870	46 870	(S) Montants adjugés par une cour	46 870	...	...	...
...	11 854 962	...	3 393 957	15 248 919	Total de l'organisme—Budgétaire	11 754 375	3 494 544	...	9 470 707
Agence de la santé publique du Canada									
...	369 225 667	...	...	369 225 667	40 Dépenses de fonctionnement				
...	...	27 276 580	...	27 276 580	40b Virement de 305 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	1	...	1	40c Virement de 20 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	305 000	305 000	Virement du : crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	20 000	20 000	crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	637 775	637 775	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	18 063 286	18 063 286	CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	19 126 866	19 126 866	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(15 000)	(15 000)	Virement au : crédit 20				
...	...	...	(50 000)	(50 000)	crédit 25				
...	...	...	(175 705)	(175 705)	crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(2 576 066)	(2 576 066)	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	369 225 667	27 276 581	35 336 156	431 838 404	Total—Crédit 40	379 391 177	52 447 227	...	368 197 623
...	22 898 787	...	...	22 898 787	45 Dépenses en capital				
...	...	1 597 412	...	1 597 412	45b Virement de 500 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	500 000	500 000	Virement du : crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	3 376 425	3 376 425	CT, crédit 33 ⁽¹⁾				
...	22 898 787	1 597 412	3 876 425	28 372 624	Total—Crédit 45	27 234 343	1 138 281	...	30 320 882
...	196 320 663	...	...	196 320 663	50 Subventions et contributions				
...	...	1 000 000	...	1 000 000	50b Virement de 575 000 \$ du crédit 1 (Santé)				
...	...	...	575 000	575 000	Virement du crédit 1				
...	...	...	(46 100)	(46 100)	Virement au : crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
...	...	...	(50 000)	(50 000)	crédit 10				
...	...	...	(814 000)	(814 000)	crédit 25				
...	196 320 663	1 000 000	(335 100)	196 985 563	Total—Crédit 50	193 291 760	3 693 803	...	184 115 437

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
...	34 214 206	...	2 308 365	36 522 571	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36 522 571	...	...	35 382 628
15 669	...	...	61 573	77 242	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	59 686	15 669	1 887	42 503
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	61 020
15 669	622 659 323	29 873 993	41 247 419	693 796 404	Total de l'organisme—Budgétaire	636 499 537	57 294 980	1 887	618 120 093		
189 033	4 976 754 811	402 924 245	338 465 699	5 718 333 788	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	5 500 239 488	217 760 178	334 122	5 482 539 637⁽³⁾		

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

- (1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
 Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
 Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
 Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.
 Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

(3) En vertu du décret C.P. 2011-0586, la ministre de la Santé, a été nommée à titre de ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord responsable de l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à compter du 18 mai 2011. Avant le transfert, des dépenses non législatives de 1 326 454 \$ ont été approuvées par le ministre des Affaires indiennes et du Nord Canadien. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 64 260 553 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Prestations supplémentaires en santé à l'intention des membres des Premières nations et des Inuits	945 923 622	924 250 151	125 000	124 467	191 429 783	187 122 431	...	...	...	...	1 137 478 405	1 111 497 049
Soins de santé primaires aux membres des Premières nations et des Inuits	262 248 828	252 174 226	2 181 593	2 142 674	698 852 522	698 521 456	5 450 000	3 790 127	...	...	957 832 943	949 048 229
Soutien à l'infrastructure de santé dans les collectivités des Premières nations et des Inuits	88 930 009	87 379 313	1 028 407	782 404	263 397 373	263 397 373	...	...	...	...	353 355 789	351 559 090
Produits de santé	266 472 375	232 004 016	3 050 000	3 041 931	8 580 000	8 580 000	100 777 090	66 393 694	...	...	177 325 285	177 232 253
Consommation et abus de substances	80 365 938	65 447 657	417 000	416 757	61 382 570	57 164 877	...	...	...	...	142 165 508	123 029 291
Salubrité des aliments et nutrition	67 246 590	67 236 695	750 000	639 857	...	...	...	25	...	...	67 996 590	67 876 527
Risques pour la santé liés à l'environnement	118 788 181	104 068 029	1 663 383	1 519 154	100 000	100 000	1 200 000	588 607	...	...	119 351 564	105 098 576
Sécurité des pesticides	54 703 004	54 698 986	400 000	399 575	...	...	6 975 000	8 277 056	...	...	48 128 004	46 821 505
Sécurité des produits de consommation	32 390 776	26 857 477	806 294	802 626	...	...	454 000	...	...	...	32 743 070	27 660 103
Radioprotection	19 145 427	17 921 258	923 323	919 300	5 000	...	6 036 000	4 805 637	...	...	14 037 750	14 034 921
Le système de santé au Canada	37 769 909	24 358 922	...	...	362 676 301	346 948 976	...	...	...	...	400 446 210	371 307 898
Développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire	1 377 815	1 027 206	...	...	38 000 000	37 926 845	...	...	...	...	39 377 815	38 954 051
Services de santé spécialisés	32 732 704	31 538 831	1 029 800	1 008 237	...	...	8 304 000	10 205 024	...	...	25 458 504	22 342 044
Services internes	388 962 428	358 908 164	22 721 506	21 143 880	...	...	...	213 895	...	...	411 683 934	379 838 149
Sous-total	2 397 057 606	2 247 870 931	35 096 306	32 940 862	1 624 423 549	1 599 761 958	129 196 090	94 274 065	...	...	3 927 381 371	3 786 299 686
Revenus affectés aux dépenses	(129 196 090)	(94 274 065)	...	...	...	...	(129 196 090)	(94 274 065)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	2 267 861 516	2 153 596 866	35 096 306	32 940 862	1 624 423 549	1 599 761 958	...	...	...	...	3 927 381 371	3 786 299 686
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée												
Programme de conformité à la réglementation	4 356 028	707 881	...	...	...	...	...	...	...	...	4 356 028	707 881
Programme de transfert des connaissances	2 591 678	841 791	...	...	...	...	...	...	...	...	2 591 678	841 791
Services internes	3 726 210	1 914 166	...	...	...	...	...	...	...	...	3 726 210	1 914 166
Total de l'organisme—Budgétaire	10 673 916	3 463 838	...	...	...	...	...	...	...	...	10 673 916	3 463 838

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Instituts de recherche en santé du Canada												
Connaissances dans le domaine de la santé Avancées en santé et dans les services de santé	12 822 677	10 790 147	...	...	437 438 119	459 737 966	...	...	...	...	450 260 796	470 528 113
Chercheurs en santé	3 343 845	3 035 760	...	...	201 638 010	179 720 844	...	...	...	...	204 981 855	182 756 604
Commercialisation de la recherche en santé	630 541	648 278	...	...	54 711 504	55 328 392	...	...	...	...	55 342 045	55 976 670
Services internes	29 914 169	31 818 849	...	...	...	...	...	...	...	...	29 914 169	31 818 849
Total de l'organisme—Budgétaire	62 581 482	58 361 408	...	...	952 647 336	950 729 984	...	...	...	...	1 015 228 818	1 009 091 392
Agence canadienne de développement économique du Nord												
Développement communautaire	2 227 244	2 365 796	...	...	12 197 757	11 618 436	...	...	...	...	14 425 001	13 984 232
Développement commercial	2 473 000	2 400 306	...	...	20 557 000	20 374 294	...	...	...	...	23 030 000	22 774 600
Politique, représentation et coordination	1 733 339	1 965 564	...	...	...	...	...	...	...	...	1 733 339	1 965 564
Services internes	12 011 385	9 875 295	...	...	...	...	...	...	...	...	12 011 385	9 875 295
Total de l'organisme—Budgétaire	18 444 968	16 606 961	...	...	32 754 757	31 992 730	...	...	...	...	51 199 725	48 599 691
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses												
Décisions statutaires et information conforme	2 963 336	2 192 007	...	...	...	...	...	...	...	...	2 963 336	2 192 007
Engagement des intervenants et partenariats stratégiques	569 527	427 293	...	...	...	...	...	...	...	...	569 527	427 293
Services internes	1 271 772	1 911 669	...	...	...	...	...	...	...	...	1 271 772	1 911 669
Total de l'organisme—Budgétaire	4 804 635	4 530 969	...	...	...	...	...	...	...	...	4 804 635	4 530 969
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés												
Conformité et application de prix non excessifs pour les médicaments brevetés	10 318 046	7 346 773	...	...	...	...	...	...	...	...	10 318 046	7 346 773
Rapports sur les tendances relatives aux produits pharmaceutiques	1 424 950	1 010 528	...	...	...	...	...	...	...	...	1 424 950	1 010 528
Services internes	3 505 923	3 397 074	...	...	...	...	...	...	...	...	3 505 923	3 397 074
Total de l'organisme—Budgétaire	15 248 919	11 754 375	...	...	...	...	...	...	...	...	15 248 919	11 754 375

Agence de la santé publique du Canada

Promotion de la santé	50 665 547	49 268 137	...	...	134 554 141	133 325 266	...	...	...	...	185 219 688	182 593 403
Prévention et réduction des maladies et des blessures	54 993 078	51 771 870	...	...	41 246 635	39 550 297	...	...	...	...	96 239 713	91 322 167
État de préparation et capacité en santé publique	96 054 273	55 933 771	...	...	11 030 750	10 743 257	...	...	...	...	107 085 023	66 677 028
Sciences et technologie pour la santé publique	54 439 915	53 353 761	25 723 837	25 250 187	...	...	...	...	...	...	80 163 752	78 603 948
Surveillance et évaluation de la santé de la population	68 440 215	66 842 160	...	...	10 154 037	9 672 940	...	...	...	...	78 594 252	76 515 100
Exécution de la réglementation et interventions en cas d'urgence	21 049 435	19 803 059	1 901 067	1 869 436	...	...	50 000	2 658	...	...	22 900 502	21 669 837
Services internes	122 845 754	119 003 334	747 720	114 720	...	...	...	...	...	...	123 593 474	119 118 054
Sous-total	468 488 217	415 976 092	28 372 624	27 234 343	196 985 563	193 291 760	50 000	2 658	...	...	693 796 404	636 499 537
Revenus affectés aux dépenses	(50 000)	(2 658)	...	...	...	...	(50 000)	(2 658)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	468 438 217	415 973 434	28 372 624	27 234 343	196 985 563	193 291 760	...	...	...	...	693 796 404	636 499 537
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 848 053 653	2 664 287 851	63 468 930	60 175 205	2 806 811 205	2 775 776 432	...	...	...	...	5 718 333 788	5 500 239 488

Paielements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	81 746 294	...	...	81 746 294	Subvention à l'Institut canadien d'information sur la santé	81 746 294	...	...	81 746 294
...	50 000 000	...	...	50 000 000	Subvention au Partenariat canadien contre le cancer	50 000 000	...	...	55 000 000
...	18 903 967	...	...	18 903 967	Subvention à l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé	18 903 967	...	...	17 903 967
...	15 000 000	...	...	15 000 000	Subvention pour appuyer la Commission de la santé mentale du Canada	15 000 000	...	...	15 000 000
...	10 000 000	...	...	10 000 000	Subvention au Conseil de la santé du Canada	5 072 160	4 927 840	...	6 447 000
...	8 000 000	...	...	8 000 000	Subvention à l'Institut canadien sur la sécurité des patients	8 000 000	...	...	8 000 000
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Subvention à la Société canadienne du sang : recherche et développement sur la sûreté du sang et l'efficacité de l'approvisionnement en sang	5 000 000	...	...	5 000 000
...	2 880 000	...	...	2 880 000	Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé	2 640 282	239 718	...	2 141 936
...	3 750 000	...	...	3 750 000	Subvention au Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies	3 750 000	...	...	3 750 000
...	5 000	...	...	5 000	Commission internationale de protection contre les radiations	...	5 000	...	...
...	14 533 333	...	...	14 533 333	Subvention accordée au gouvernement du Nunavut pour l'Initiative sur la viabilité des systèmes de santé territoriaux	14 533 333	...	...	14 533 333
...	7 933 333	...	...	7 933 333	Subvention accordée au gouvernement du Yukon pour l'Initiative sur la viabilité des systèmes de santé territoriaux	7 933 333	...	...	7 933 333
...	7 533 334	...	...	7 533 334	Subvention accordée au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour l'Initiative sur la viabilité des systèmes de santé territoriaux	7 533 334	...	...	7 533 334
...	...	...	87 880 640	87 880 640	(S) Subvention au profit de Inforoute Santé du Canada inc. dans le but d'accélérer le développement des télédossiers de santé et l'élaboration de normes communes de télématique dans l'ensemble du Canada, ainsi que de perfectionner les applications de télésanté	87 880 640	...	...	91 837 792
...	225 285 261	...	87 880 640	313 165 901	Total—Subventions	307 993 343	5 172 558	...	316 826 989
Contributions									
...	227 788 683	17 000 000	18 608 690	263 397 373	Contributions au soutien à l'infrastructure de santé des Premières nations et des Inuits	263 397 373	...	...	76 863 935
...	159 520 032	31 196 282	713 469	191 429 783	Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières nations et des Inuits	187 122 431	4 307 352	...	168 107 588
...	684 530 120	2 056 091	12 266 311	698 852 522	Contributions aux soins de santé primaires des Premières nations et des Inuits	698 521 456	331 066	...	103 255 331
...	...	10 000 000	...	10 000 000	Fonds canadien de recherche sur le cerveau pour faire progresser les connaissances sur le traitement des troubles du cerveau	10 000 000	...	...	...

...	38 000 000	...	...	38 000 000	Programme de contribution pour les langues officielles en santé de Santé Canada	37 926 845	73 155	...	36 774 997
...	33 511 500	250 000	(253 600)	33 507 900	Programme de contributions pour les politiques en matière de soins de santé	22 672 338	10 835 562	...	29 154 407
...	29 858 570	...	...	29 858 570	Programme de financement du traitement de la toxicomanie	27 702 134	2 156 436	...	16 485 332
...	15 759 000	...	...	15 759 000	Contributions à l'appui de la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme	15 541 004	217 996	...	15 674 142
...	12 500 000	...	...	12 500 000	Contribution établie versée à l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS)	12 375 290	124 710	...	13 221 614
...	11 515 000	...	...	11 515 000	Fonds des initiatives communautaires de la stratégie antidrogue	10 072 244	1 442 756	...	12 378 153
...	3 580 000	...	...	3 580 000	Contribution destinée à renforcer le système de don et de transplantation de tissus et d'organes au Canada	3 580 000	...	...	3 580 000
...	2 850 000	...	7 500	2 857 500	Programme de contributions pour la santé des femmes	2 857 500	...	...	2 924 732
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	814 851 579
...	1 219 412 905	60 502 373	31 342 370	1 311 257 648	Total—Contributions	1 291 768 615	19 489 033	...	1 293 271 810
...	1 444 698 166	60 502 373	119 223 010	1 624 423 549	Total du ministère	1 599 761 958	24 661 591	...	1 610 098 799
Instituts de recherche en santé du Canada									
Subventions									
...	840 827 497	14 700 001	484 000	856 011 498	Subventions aux projets de recherche et le soutien du personnel	855 711 960	299 538	...	869 964 737
...	27 500 400	(886 000)	...	26 614 400	Réseaux de centres d'excellence	26 614 000	400	...	27 100 000
...	28 250 000	...	...	28 250 000	Bourses d'études supérieures du Canada	27 960 185	289 815	...	35 183 591
...	13 000 000	...	...	13 000 000	Subventions aux instituts	13 000 000	...	...	13 000 000
...	8 350 000	...	...	8 350 000	Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	7 722 401	627 599	...	5 500 000
...	...	10 226 000	...	10 226 000	Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	10 226 000	...	...	9 760 000
...	1 737 000	...	...	1 737 000	Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises et Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	1 737 000	...	...	1 737 000
...	8 400 000	...	...	8 400 000	Chaires d'excellence en recherche du Canada	7 700 000	700 000	...	4 583 333
...	...	...	58 438	58 438	Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	58 438	...	...	...
...	928 064 897	24 040 001	542 438	952 647 336	Total de l'organisme	950 729 984	1 917 352	...	966 828 661
Agence canadienne de développement économique du Nord ⁽¹⁾									
Contributions									
...	...	21 800	...	21 800	Infrastructures de loisirs Canada	7 177	14 623	...	...
...	...	...	1 000 000	1 000 000	Initiative Nutrition Nord Canada	1 000 000	...	...	...
...	...	1 675 957	...	1 675 957	Education de base des adultes	1 675 580	377	...	...
...	18 257 000	...	...	18 257 000	Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	17 724 649	532 351	...	32 795 174
...	2 300 000	...	...	2 300 000	Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada	2 649 645	(349 645)	...	1 579 305
...	9 500 000	...	...	9 500 000	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique	8 935 679	564 321	...	8 589 856
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 739 283
...	30 057 000	1 697 757	1 000 000	32 754 757	Total de l'organisme	31 992 730	762 027	...	45 703 618 ⁽¹⁾

Paiements de transfert—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Agence de la santé publique du Canada									
Subventions									
...	16 549 000	...	(14 260 235)	2 288 765	Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	2 288 765	...	...	3 144 044
...	1 755 750	...	(1 269 000)	486 750	Subventions à des étudiants diplômés, à des étudiants au niveau post-doctoral et à des établissements d'enseignement postsecondaire pour augmenter les compétences et capacités professionnelles afin de renforcer le domaine de la santé publique	342 377	144 373	...	355 046
...	114 000	...	...	114 000	Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	114 000	...	...	114 000
...	18 418 750	...	(15 529 235)	2 889 515	Total—Subventions	2 745 142	144 373	...	3 613 090
Contributions									
...	82 088 000	...	1 141 040	83 229 040	Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	82 855 000	374 040	...	82 954 498
...	41 331 000	1 000 000	8 999 329	51 330 329	Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	49 666 898	1 663 431	...	38 515 592
...	32 134 000	...	103 393	32 237 393	Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	31 774 518	462 875	...	33 111 346
...	16 757 000	...	5 464 373	22 221 373	Contribution pour appuyer l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	21 853 470	367 903	...	19 891 892
...	2 438 913	...	286 000	2 724 913	Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	2 129 852	595 061	...	2 836 372
...	2 190 000	...	...	2 190 000	Contributions à la Société canadienne du sang ou à d'autres organismes de transfusion ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	2 150 000	40 000	...	1 490 000

...	963 000	...	(800 000)	163 000	Contributions à des organisations non gouvernementales, des sociétés, d'autres ordres de gouvernement, des établissements d'enseignement postsecondaires, et des personnes pour appuyer le développement et la création de produits et d'outils de perfectionnement de la main d'œuvre en santé publique	116 880	46 120	...	1 702 647
...	177 901 913	1 000 000	15 194 135	194 096 048	Total—Contributions	190 546 618	3 549 430	...	180 502 347
...	196 320 663	1 000 000	(335 100)	196 985 563	Total de l'organisme	193 291 760	3 693 803	...	184 115 437
...	2 599 140 726	87 240 131	120 430 348	2 806 811 205	Total du portefeuille ministériel	2 775 776 432	31 034 773	...	2 806 746 515⁽¹⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, l'Agence canadienne de développement économique du Nord a été transférée des Affaires indiennes et du Nord canadien. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 45 703 618 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi au cours de l'exercice	Autorisations employées au cours de l'exercice	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Soins de santé primaires aux membres des Premières nations et des Inuits	5 450 000	3 790 127	...
Produits de santé	100 777 090	66 393 694	45 803 956
Salubrité des aliments et nutrition	...	25	...
Risques pour la santé liés à l'environnement	1 200 000	588 607	...
Sécurité des pesticides	6 975 000	8 277 056	...
Sécurité des produits de consommation	454 000	...	...
Radioprotection	6 036 000	4 805 637	...
Services de santé spécialisés	8 304 000	10 205 024	...
Services internes	...	213 895	716 934
Programmes et services liés à la santé des Premières nations et des Inuits	...	...	4 269 599
Hygiène de l'environnement durable	...	...	6 370 584
Réglementation des pesticides	...	...	9 637 437
Santé en milieu de travail	...	...	9 539 401
Total du ministère—Budgétaire	129 196 090	94 274 065	76 337 911
Agence de la santé publique du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Exécution de la réglementation et interventions en cas d'urgence	50 000	2 658	40 212
Total de l'organisme—Budgétaire	50 000	2 658	40 212
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	129 246 090	94 276 723	76 378 123

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements des achats de biens et de services	3 592 688	1 674 551
Recouvrements des paiements de transfert	22 102 214	22 047 738
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	11 135 679	28 185 500
	36 830 581	51 907 789
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Règlement sur le prix à payer pour vendre des médicaments	3 887	5 063 587
Revenus provenant de la vente de médicaments	22 810 020	6 288 443
Matériel médical	14 550 746	5 728 256
Réglementation de la lutte antiparasitaire—Entretien	4 736 329	4 622 851
Redevances	10 936	5 338
Divers	(1 084 736)	1 820 046
	41 027 182	23 528 521
Location et utilisation de biens publics	180 796	192 739
Services de nature réglementaire—		
Revenus provenant de la vente de médicaments	28 249 776	21 734 143
Matériel médical	4 933 484	...
Réglementation de la lutte antiparasitaire	3 648 579	5 068 342
Divers	731 161	3 539 371
	37 563 000	30 341 856
Services de nature non réglementaire—		
Services d'hospitalisation	3 120 856	3 620 501
Services de santé	1 368 285	1 395 173
Service de dosimétrie	4 989 939	5 138 952
Programme d'aide aux employés	10 148 433	9 384 460
Revenus d'inspection	(488)	552 422
Revenus provenant de la vente de médicaments	842 491	795 664
Divers	579 200	1 292 870
	21 048 716	22 180 042
Ventes de biens et de produits d'information	1 686 799	1 246 544
Autres frais et droits—		
Revenus provenant d'amendes	2 848 165	2 609 342
Intérêts sur débiteurs en souffrance	627 046	374 230
Autres frais et droits	51 638	90 142
Divers	13 609 774	6 171 597
	17 136 623	9 245 311
	118 643 116	86 735 013

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	332 235	162 672			
Revenus divers	2 307 104	4 037 514			
Total du ministère	158 113 036	142 842 988			
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	532	65 218			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 155	1 062			
	1 687	66 280			
Total de l'organisme	1 687	66 280			
Instituts de recherche en santé du Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de bourses d'exercices antérieurs	5 824 748	4 202 755			
Recouvrements de services à des tiers d'exercices antérieurs	45 025	13 174			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	137 891	174 836			
	6 007 664	4 390 765			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	10 692			
Revenus divers	115	3 448			
Total de l'organisme	6 007 779	4 404 905			
Agence canadienne de développement économique du Nord⁽¹⁾					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements des achats de biens et de services	325 594	11 275			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 725 079	...			
	3 050 673	11 275			
Revenus divers	1 577	...			
Total de l'organisme	3 052 250	11 275⁽¹⁾			
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	52	...			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	1 415	14 895			
	1 467	14 895			
Ventes de biens et de services—					
Autres frais et droits—					
Intérêts sur débiteurs en souffrance	413	368			
Divers	638 966	485 315			
	639 379	485 683			
Total de l'organisme	640 846	500 578			
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	562	26 849			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	18 177	219			
	18 739	27 068			
Ventes de biens et de services—					
Autres frais et droits	13 708 304	23 272 543			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	46	99			
Total de l'organisme	13 727 089	23 299 710			
Agence de la santé publique du Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements des achats de biens et de services	406 988	5 446 946			
Recouvrements des paiements de transfert	618 343	1 213 126			
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	2 279 117	6 519 470			
	3 304 448	13 179 542			

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Redevances	21 003	80 439
Location et utilisation de biens publics	22 025	17 494
Services de nature non réglementaire—		
Trousse de premiers soins	2 658	40 212
Autres services de nature non réglementaire	25 321	33 902
	27 979	74 114
Autres frais et droits—		
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	1 555	2 044
Divers	771	886
	2 326	2 930
	73 333	174 977
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	61 573	42 503
Revenus divers—		
Frais d'inscription	729 926	...
Divers	59 961	13 725
	789 887	13 725
Total de l'organisme	4 229 241	13 410 747
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	49 215 259	69 597 614
Ventes de biens et de services	133 064 132	110 668 216
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	393 854	215 966
Revenus divers	3 098 683	4 054 687
Total du portefeuille ministériel	185 771 928	184 536 483⁽¹⁾

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, l'Agence canadienne de développement économique du Nord a été transférée des Affaires indiennes et du Nord canadien. Les montants de l'exercice précédent ont été redressés de 11 275 \$.

SECTION 25

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Sécurité publique et Protection civile

Ministère

Agence des services frontaliers du Canada

Service canadien du renseignement de sécurité

Service correctionnel du Canada

Commission nationale des libérations conditionnelles

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Gendarmerie royale du Canada

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	25.2
Sommaire du portefeuille ministériel	25.9
Activités de programme	25.15
Paiements de transfert	25.18
Détail des montants disponibles pour être dépensés	25.20
Revenus	25.21

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Un Canada sécuritaire et résilient.

Description des activités de programme*Lutte au crime*

La criminalité continue d'être une préoccupation de taille pour les Canadiens, lesquels reconnaissent l'importance du rôle que joue le gouvernement fédéral relativement aux questions de criminalité partout au pays. Grâce au programme de lutte au crime, il est possible d'offrir un leadership fédéral en matière de politiques, ainsi que de coordonner et de soutenir les programmes au moyen d'un ensemble d'activités liées à la prévention du crime, à l'application de la loi et à la réadaptation des personnes qui ont commis un acte criminel. L'objectif de cette activité de programme est de réduire les risques de criminalité en collaborant étroitement

avec les partenaires des provinces et des territoires dans le but de concevoir et d'exécuter des programmes particuliers appropriés aux régions et aux collectivités.

Gestion des mesures d'urgence

Sans un programme tous risques de gestion des urgences, les Canadiens seraient plus vulnérables à une multitude de menaces et de catastrophes, et les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ne seraient pas en mesure d'établir un plan ou encore d'intervenir de manière coordonnée et systématique en cas d'urgence. Sécurité publique Canada travaille en vue d'assurer la protection du Canada et des Canadiens en agissant à titre de leader national et en établissant une orientation claire pour la gestion des urgences et la protection des infrastructures essentielles pour le gouvernement du Canada, comme stipulé dans la *Loi sur la gestion des urgences de 2007*. Les politiques et la planification de la gestion des urgences, les activités de formation et les exercices, ainsi que les travaux de recherche qui appuient un système unifié de gestion des urgences permettent d'atteindre cet objectif. Le ministère forge et maintient la capacité du gouvernement à gérer les urgences. De plus, il surveille et coordonne l'intervention du gouvernement fédéral et apporte un soutien aux provinces et aux territoires lorsqu'une assistance fédérale est nécessaire. En outre, le ministère encourage la sensibilisation du public à l'égard de la gestion des urgences en intervenant directement auprès des Canadiens et des entreprises. En travaillant en étroite collaboration avec leurs homologues internationaux, ainsi qu'avec les ministères fédéraux, les provinces, les territoires, la communauté des premiers intervenants et l'industrie pour traiter l'ensemble des risques (naturels, technologiques et anthropiques), les responsables du programme favorisent la sécurité et la résilience du Canada au moyen de politiques et de coordination des urgences en fonction des quatre piliers de la gestion des urgences, soit la prévention et l'atténuation, la préparation, l'intervention et le rétablissement.

Sécurité nationale

Le programme de sécurité nationale de Sécurité publique Canada a pour but de s'assurer que le Canada est prêt à faire face à une multitude de menaces envers la sécurité nationale et à intervenir dans de telles situations. Les menaces auxquelles font face les Canadiens deviennent de plus en plus complexes et ceci souligne l'importance de ce programme pour la sécurité des Canadiens. Le programme de sécurité nationale permet de procéder à la coordination des efforts du portefeuille de la Sécurité publique et des ministères et organismes gouvernementaux en ce qui a trait aux questions inhérentes à la sécurité nationale. Pour ce faire, les responsables du programme coopèrent avec des partenaires en matière d'opérations et de politiques pour fournir au gouvernement du Canada des conseils stratégiques à l'égard des questions souvent sensibles qui évoluent très rapidement. Ces conseils constituent un complément aux conseils formulés par les organismes du Portefeuille dont l'expertise opérationnelle touche des domaines tels que la collecte et l'analyse du renseignement, les enquêtes et le contrôle frontalier. En plus de permettre au ministre et au sous-ministre de s'acquitter de leurs principales obligations statutaires, le programme permet de coordonner, d'analyser et d'élaborer des politiques pour des questions complexes telles que l'ajout et le retrait des listes d'entités terroristes, la violence issue de la radicalisation et la prolifération des armes de destruction massive, et de cerner et combler les lacunes inhérentes à la capacité du Canada à gérer les menaces à l'égard de la sécurité nationale. Étant donné leur complexité, leur importance et leurs répercussions potentielles sur les droits individuels, les mesures législatives, les programmes et les politiques doivent être bien fondés, bien administrés et bien exécutés. Le présent programme joue un rôle central en ce qui concerne le soutien offert aux décideurs dans l'atteinte de cet objectif au nom des Canadiens.

Stratégies frontalières

Le programme de stratégies frontalières de Sécurité publique Canada permet d'offrir un leadership fédéral en matière de politiques, ainsi que d'assurer la coordination et une certaine cohérence relativement à diverses questions touchant les frontières telles que les douanes, l'immigration et l'application transfrontalière de la loi de façon à ce que les objectifs en matière de sécurité soient atteints d'une manière facilitant le déroulement des activités commerciales et les déplacements légitimes, et que les risques liés à la sécurité diminuent. L'objectif de ce programme est de promouvoir la sécurité et le bien-être économique des Canadiens au moyen d'une gestion sûre et efficace des frontières du Canada. Le programme permet également de faire progresser les objectifs liés aux infrastructures essentielles grâce à une coordination efficace entre les ministères et les organismes fédéraux et à l'établissement de partenariats avec les secteurs de l'industrie. Pour ce faire, les responsables du programme élaborent et soutiennent des activités ciblées de gestion frontalière; dirigent le dialogue continu entre le Canada et les États-Unis sur les aspects stratégiques et opérationnels des politiques frontalières; mettent en oeuvre des mesures transfrontalières concernant la circulation de biens et de personnes en cas d'urgence; et fournissent un leadership et des conseils en matière de politique, ainsi qu'une coordination horizontale des organismes du portefeuille de Sécurité publique et d'autres ministères fédéraux pour les questions touchant les frontières. Ce programme joue un rôle central relativement au soutien offert au gouvernement en matière de prise de décisions éclairées concernant la politique frontalière, la gestion des frontières et l'application transfrontalière de la loi au profit des Canadiens.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Agence des services frontaliers du Canada

Résultat stratégique

Le commerce international et les déplacements sont favorisés à la frontière du Canada et la population du Canada est protégée contre les risques liés aux frontières.

Description des activités de programme

Détermination de l'admissibilité

Le Programme de détermination de l'admissibilité permet d'élaborer, de maintenir et d'administrer les politiques, les règlements, les procédures et les partenariats grâce auxquels les agents des services frontaliers sont en mesure d'intercepter les personnes et les marchandises inadmissibles au Canada, de procéder, conformément aux normes établies, au traitement des personnes et des biens marchandises légitimes en voie d'entrer au Canada, ainsi que d'administrer et d'appliquer les politiques et les lignes directrices qui régissent la déclaration et la vérification des marchandises exportées du Canada.

Dans le cadre du traitement de la filière des voyageurs, les agents des services frontaliers interrogent les personnes à leur arrivée pour déterminer si ces personnes, ainsi que leurs marchandises personnelles, satisfont aux exigences des lois et règlements applicables pour entrer au Canada. Les agents des services frontaliers décident ensuite s'ils doivent accorder l'entrée au pays de ces personnes ou les diriger vers un traitement plus poussé (p. ex., paiement de droits et taxes, délivrance d'un document) ou un examen physique.

Dans le cadre du traitement de la filière commerciale, les transporteurs et les importateurs doivent fournir des renseignements à l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à leur arrivée au Canada ou avant. Les agents des services frontaliers examinent l'état des décisions préalables à l'arrivée ou la documentation d'accompagnement fournie pour déterminer si les marchandises satisfont aux exigences des lois et règlements applicables pour entrer au Canada. Suivant cette détermination, l'agent des services frontaliers peut exiger que les marchandises soient soumises à un traitement plus poussé ou encore à un examen ou à une analyse scientifique ou technique. Une fois l'examen approfondi des marchandises terminé, les marchandises visées peuvent être saisies et des sanctions peuvent être imposées.

Programme d'évaluation des risques

Le Programme d'évaluation des risques permet de repousser les frontières en cherchant à repérer les personnes et les marchandises à risque élevé le plus tôt possible dans le continuum des voyages et du commerce afin d'empêcher leur départ vers le Canada.

ASFC maintient un réseau d'agents d'intégrité des mouvements migratoires (AIMM) à divers endroits à l'étranger. Les AIMM jouent un rôle important à l'étranger en ce qui a trait à l'examen des demandes de visa et à la réalisation d'enquêtes sur les fraudes. De plus, les AIMM aident les transporteurs internationaux et les autorités locales d'application de la loi à reconnaître les documents frauduleux et à interdire le départ vers le Canada des migrants en situation irrégulière.

Exécution relative à l'immigration

Le Programme d'exécution de la loi en matière d'immigration permet de déterminer si les ressortissants étrangers et les résidents permanents non admissibles au Canada ou susceptibles de l'être sont identifiés, assujettis à une enquête, détenus, surveillés ou expulsés du Canada.

Les ressortissants étrangers et les résidents permanents du Canada que l'on croit inadmissibles font l'objet d'enquêtes. D'ailleurs, les agents d'exécution de la loi dans les bureaux intérieurs de l'ASFC peuvent rédiger un rapport contre ces personnes. Selon le type d'inadmissibilité, le bien-fondé du rapport en question est examiné par un délégué du ministre ou un décideur indépendant de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), examen auquel prend part également un agent d'audiences de l'ASFC représentant le ministre de la Sécurité publique. Une fois l'examen terminé, une mesure de renvoi pourrait être prise à l'égard du ressortissant étranger ou du résident permanent concerné. Les mesures de renvoi concernant les revendicateurs du statut de réfugié sont conditionnelles et n'entrent pas en vigueur tant que la revendication n'a pas été abandonnée, retirée ou rejetée par la CISR.

Partenariats sûrs et fiables

Les responsables du Programme des partenariats sûrs et fiables travaillent en étroite collaboration avec les clients, les autres ministères et les partenaires internationaux de la gestion des frontières pour améliorer la sécurité de la chaîne commerciale et des voyageurs tout en mettant à la disposition des négociants et des voyageurs à faible risque préalablement approuvés des processus frontaliers simplifiés et efficaces. L'ASFC élabore et administre des programmes et des ententes de coopération avec ses partenaires pour assurer une conformité avec les normes internationales (p. ex., le Cadre de normes de l'Organisation mondiale des douanes) et encourager l'adoption de pratiques exemplaires dans la gestion des frontières à l'échelle mondiale. En augmentant le nombre de membres des programmes pour voyageurs ou entreprises dignes de confiance, l'ASFC peut rehausser sa capacité à atténuer les risques à l'avance et axer ses efforts d'examen sur l'identification des voyageurs et des négociants présentant un risque inconnu ou plus élevé.

Gestion du commerce et des revenus

Le Programme de gestion du commerce et des revenus permet de s'assurer que les droits et les taxes dus au gouvernement du Canada sont perçus conformément aux exigences canadiennes en matière de déclaration des échanges commerciaux et des importations. Aux fins de la présente description de programme, le terme « droits » désigne les droits et les taxes applicables ou imposés sur des marchandises importées en vertu de certaines lois que l'ASFC est chargée d'administrer. Le Programme permet également d'administrer les accords commerciaux internationaux et régionaux, ainsi que les lois et les règlements régissant le commerce des marchandises. Dans le cadre du Programme, les négociations inhérentes au libre-échange contribuent au renforcement des règles internationales relatives au commerce et à l'ouverture de nouveaux marchés pour les Canadiens.

Enquêtes criminelles

Le Programme des enquêtes criminelles vise à assurer l'intégrité de la législation frontalière. De plus, il contribue à la sécurité publique et à la sécurité économique du Canada en permettant de mener des enquêtes et de poursuivre les voyageurs, les importateurs, les exportateurs et toute autre personne ayant commis des infractions contrevenant à la législation frontalière du Canada.

Les enquêteurs de l'ASFC étudient les infractions potentielles à la législation frontalière et recueillent des preuves au moyen de diverses techniques d'enquête, notamment des mandats de perquisition et des ordonnances de communication. Les infractions dont il est question sont liées notamment à la *Loi sur les douanes*, à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR), à diverses lois régissant les aliments, les végétaux et les animaux, ainsi qu'à toute autre loi frontalière. De concert avec le Service des poursuites pénales du Canada, l'ASFC poursuit les personnes ou les entre-

prises qui enfreignent les lois frontalières du Canada. Les infractions potentielles inhérentes au Code criminel sont habituellement transmises à la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Recours

Le Programme des recours vise à mettre à la disposition des entreprises et des particuliers un mécanisme accessible pour bénéficier d'un examen impartial des plaintes liées au service, ainsi que des décisions commerciales et des mesures d'exécution prises par l'ASFC. Le Programme permet de s'assurer que les décisions prises par les fonctionnaires de l'ASFC sont justes et transparentes, et correspondent exactement aux politiques de l'ASFC et aux lois administrées par celle-ci. Les intéressés peuvent remplir une demande s'ils sont en désaccord avec une mesure d'exécution ou une décision commerciale de l'ASFC, ou s'ils souhaitent déposer une plainte au sujet des services fournis par l'ASFC.

Une fois la demande ou la plainte soumise, les clients reçoivent en temps opportun un accusé de réception de l'appel ou de la plainte. Les fonctionnaires de l'ASFC effectuent ensuite un examen de l'appel ou de la plainte en prenant en considération les lois administrées par l'ASFC, les politiques de l'ASFC, le point de vue du client et, s'il y a lieu, les opinions techniques des experts de l'ASFC ou les avis juridiques du ministère de la Justice Canada. Les personnes qui ne sont pas satisfaites de l'examen de l'ASFC peuvent en appeler auprès du tribunal ou de l'organisme d'examen externe à propos.

Le Programme de recours facilite également l'examen des plaintes externe de discrimination déposées auprès de la Commission canadienne des droits de la personne et il aide le ministère de la Justice à représenter l'Agence vis-à-vis des appels déposés auprès de la Cour fédérale, de tribunaux divers et d'autres organismes externes.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Service canadien du renseignement de sécurité

Résultat stratégique

Les renseignements servent à assurer la sécurité du Canada et des Canadiens.

Description des activités de programme

Programme de renseignement

Dans le cadre de ce programme, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) recueille, traite et analyse des informations et des renseignements sur les activités qui peuvent être soupçonnées de constituer des menaces envers la sécurité du Canada et des Canadiens, en fait rapport au gouvernement du Canada et le conseille à cet égard. Conformément à l'article 16 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* et pour soutenir les activités de la Défense nationale et des Affaires étrangères, le SCRS prête aussi assistance au ministre de la Défense nationale et au ministre des Affaires étrangères, dans les limites du Canada, en recueillant des informations ou des renseignements dans le cadre de ce programme.

Programme de filtrage de sécurité

Le programme de filtrage de sécurité est une des principales responsabilités du SCRS et une de ses fonctions les plus visibles. Il a pour but d'empêcher des personnes qui ne sont pas canadiennes et qui suscitent des préoccupations ou représentent des risques en matière

de sécurité d'entrer au Canada ou d'y obtenir la résidence permanente, ainsi que d'empêcher quiconque suscite des préoccupations en matière de sécurité d'avoir accès à des biens, à des sites ou à des informations sensibles du gouvernement. Par l'entremise de ses bureaux situés dans les missions canadiennes à l'étranger, le SCRS examine attentivement les dossiers des demandeurs et des immigrants éventuels dont les antécédents suscitent des préoccupations en matière de sécurité. Le SCRS fournit aussi des évaluations de sécurité à tous les ministères et organismes fédéraux (sauf à la Gendarmerie royale du Canada [GRC]) conformément aux dispositions de la Politique du gouvernement sur la sécurité. Les évaluations de sécurité entrent dans les activités de programmes suivantes : filtrage pour le gouvernement, filtrage lié aux sites sensibles, filtrage pour des pays étrangers, filtrage des demandes d'immigration et de citoyenneté et filtrage des demandes du statut de réfugié.

Service correctionnel du Canada

Résultat stratégique

La détention, les interventions correctionnelles et la supervision des délinquants, dans la collectivité et dans les établissements, contribuent à la sécurité publique.

Description des activités de programme

Garde

Cette activité de programme permet de veiller à ce que les délinquants soient détenus de manière raisonnable, sûre, sécuritaire et humaine pendant qu'ils purgent leur peine. Elle répond à la plupart des besoins quotidiens des détenus, y compris toute une gamme d'activités en matière de santé et de sécurité, ainsi qu'aux besoins essentiels comme l'alimentation, les vêtements, les services de santé mentale et les soins de santé. Elle comprend en outre des mesures de sécurité au sein des établissements, comme la répression des drogues, et

des pratiques de contrôle raisonnables visant à prévenir les incidents.

Interventions correctionnelles

Cette activité de programme, exercée tant dans les établissements que dans la collectivité, a pour but d'aider les délinquants à améliorer leur comportement et à réussir leur réinsertion sociale. Elle vise à répondre aux problèmes qui sont directement associés au comportement criminel des délinquants et qui les empêchent de devenir des citoyens respectueux des lois.

Surveillance dans la collectivité

L'activité de programme de surveillance dans la collectivité vise à assurer la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants admissibles dans les collectivités en leur offrant de l'hébergement et des services de santé, au besoin, de même qu'en les plaçant sous la surveillance du personnel pendant la durée de leur peine. Cette activité de programme a pour objectif de faciliter la réinsertion sociale des délinquants dans la collectivité en tant que citoyens respectueux des lois tout en maintenant un certain niveau de surveillance afin de contribuer à la sécurité du public.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Résultat stratégique

Décisions relatives à la mise en liberté sous condition et à la réhabilitation, et processus décisionnels visant à protéger les collectivités canadiennes.

Description des activités de programme

Décisions relatives à la mise en liberté sous condition

Cette activité de programme vise à protéger la population au moyen de la prise de décisions judiciaires sur le caractère opportun de la mise en liberté et sur les conditions à imposer aux délinquants qui retournent dans la collectivité. Dans le cadre de cette activité de programme, la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) fournit, dans les délais nécessaires, des renseignements exacts aux fins des décisions devant être rendues par les commissaires, et élabore des programmes de formation et des politiques constituant des outils essentiels pour une juste évaluation du risque et pour la prise de décisions de qualité. L'efficacité du processus décisionnel est mesurée par le suivi des résultats des délinquants mis en liberté conditionnelle.

Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition

Cette activité de programme a pour objet de veiller à ce que la CNLC mène ses opérations en toute transparence et d'une manière responsable, en conformité avec les dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Cette activité de programme comprend donc la communication d'informations aux victimes d'actes criminels, la prestation d'aide aux personnes qui doivent assister aux audiences à titre d'observateurs, le traitement des demandes d'accès au registre des décisions de la CNLC, la diffusion d'information au public, la promotion de la participation des citoyens, la conduite d'enquêtes por-

tant sur des incidents tragiques survenus dans la collectivité, de même que la surveillance du rendement du processus décisionnel touchant la mise en liberté sous condition et l'établissement de rapports à cet égard. Les résultats de cette activité de programme sont évalués au moyen du suivi des délais dans lesquels les informations sont transmises à leur destinataires et par la conduite de sondages auprès des personnes qui obtiennent de l'information et de l'assistance de la CNLC.

Décisions relatives à la réhabilitation et recommandations concernant l'exercice de la prérogative royale de clémence

Cette activité de programme sert à appuyer la réhabilitation et la réinsertion sociale au moyen de décisions judiciaires touchant la réhabilitation et de recommandations pertinentes en matière de clémence. Pour arriver à des décisions et des recommandations de qualité, la CNLC examine les demandes afin d'évaluer l'admissibilité des demandeurs et de vérifier que tous les renseignements y figurent, elle réunit l'information nécessaire pour la prise de décisions et elle élabore des politiques régissant l'application des processus décisionnels. Les résultats de cette activité de programme sont mesurés par l'examen continu du temps moyen requis pour mener à bien le traitement des demandes de réhabilitation, de même que des taux de révocation de la réhabilitation.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Résultat stratégique

Les problèmes des délinquants au sein du système correctionnel fédéral sont définis et traités au moment opportun et de façon raisonnable.

Description des activités de programme

Ombudsman pour les délinquants

Dans le cadre de cette activité de programme, le Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC) mène des enquêtes sur les plaintes déposées par les détenus concernant des agissements, des omissions, des décisions et des recommandations de Service correctionnel du Canada (SCC). Il a également la responsabilité d'examiner les politiques et les procédures applicables aux secteurs faisant l'objet de plaintes et de formuler des recommandations, de veiller à ce que les sujets de plaintes systémiques soient recensés et fassent l'objet des mesures appropriées et de revoir toutes les enquêtes effectuées par le SCC en application de l'article 19 en cas de décès ou de blessure grave d'un détenu.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique

Réduction des activités criminelles touchant les Canadiens

Description des activités de programme

Opérations policières

En vertu de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* (GRC), cette activité de programme fournit aux Canadiens des services de police aux niveaux fédéral, provincial et municipal et dans les collectivités autochtones. Ce programme contribue à assurer la sécurité des foyers et des collectivités grâce à des activités générales d'application de la loi qui viennent s'ajouter aux activités d'éducation et de sensibilisation menées par les employés de la GRC auprès du public, d'entreprises et d'autres ministères ou organismes du Canada. Les activités d'éducation et de sensibilisation de la GRC, comme les séances d'information portant sur la criminalité financière, la sécurité nationale, les drogues et le crime organisé, visent à prévenir la victimisation des Canadiens. En outre, ce programme voit à la protection des personnes désignées et à la sécurité lors d'événements majeurs, ce qui permet d'atténuer les menaces possibles à l'égard de la population canadienne. De plus, ce programme offre un soutien opérationnel et technique de haut niveau à l'appui du but ultime de la GRC qui est de réduire la criminalité dont sont victimes les Canadiens.

Services canadiens d'application de la loi

Cette activité de programme fournit à la collectivité canadienne d'application de la loi le soutien nécessaire sur le plan scientifique, technique, didactique et des enquêtes afin qu'elle puisse offrir à ses partenaires et aux collectivités qu'elle sert des services de police et d'application de la loi proactifs axés sur les renseignements. De plus, ce programme offre des occasions de

formation aux membres de la collectivité canadienne d'application de la loi afin de leur permettre de perfectionner leurs compétences et ainsi assurer plus efficacement la sécurité du Canada. Ce programme est essentiel afin de fournir aux collectivités canadiennes d'application de la loi les outils, les systèmes, la technologie (soutien et expertise judiciaires, renseignements criminels, registre des armes à feu, bases de données, etc.) et la formation nécessaire pour contribuer à réduire la criminalité dont sont victimes les Canadiens.

Résultat stratégique

Sécurité du revenu pour les membres de la GRC et leurs survivants en cas de décès ou d'invalidité

Description des activités de programme

Paiements législatifs

Ce programme apporte une sécurité du revenu aux employés de la GRC et à leur famille en cas d'invalidité ou de décès. Ce programme est essentiel afin de veiller à fournir un niveau adéquat de soutien aux personnes qui vivent une situation hors de leur contrôle en raison de leur emploi à la GRC. Les activités de ce programme visent à assurer le versement de prestations exigées par diverses lois, notamment, les prestations en vertu de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*.

Résultat stratégique

Collaboration et assistance de la police canadienne sur la scène internationale, tout en maintenant le riche patrimoine de la police nationale

Description des activités de programme

Opérations internationales

Cette activité de programme permet d'enrichir le programme pour la paix mondiale du Canada grâce à la

collaboration et au soutien de la collectivité internationale d'application de la loi, et assure ainsi la sécurité du Canada et du monde entier. Compte tenu de la portée transnationale d'activité terroriste criminelle d'autres activités criminelles, ce programme est essentiel car il permet d'établir des liens avec des partenaires de l'application de la loi à l'échelle mondiale, de participer au réseau mondial d'échange de renseignements d'INTERPOL et de mener des enquêtes criminelles extraterritoriales. De plus, la GRC participe activement à diverses missions de maintien de la paix à l'étranger où elle aide les pays à risque à renforcer leur capacité d'application de la loi. Grâce à cette coopération et collaboration à l'échelle internationale, ce programme contribue directement à faire du Canada et du monde entier un endroit plus sûr.

Culture et patrimoine de la police canadienne

Cette activité de programme fait la promotion du Canada, de la GRC et de divers partenaires et collectivités en offrant des services cérémoniels à tous les Canadiens de même qu'à la communauté internationale. Les activités de soutien aux cérémonies comprennent le Carrousel, qui effectue chaque année une tournée d'une durée de quatre à six mois au Canada et à l'étranger afin de mettre en valeur le patrimoine et la culture qui font la fierté du Canada. Ce programme répond aux demandes de renseignements historiques au sujet de la GRC qui proviennent d'ici et d'ailleurs. De plus, la GRC appuie et établit des partenariats gouvernementaux en affectant des membres en tenue de cérémonie à des événements spéciaux (p. ex., lors des Jeux olympiques, des expositions universelles ou des sommets) au pays et à l'étranger. Dans le cadre des activités de ce programme, la GRC apporte une contribution au patrimoine et à la culture dynamiques du Canada.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada**Résultat stratégique**

Analyse, conclusions et recommandations indépendantes, impartiales et exhaustives visant à assurer la transparence des griefs et des appels au sein de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Description des activités de programme*Examen des cas indépendant et impartial*

Le Comité externe d'examen (CEE) de la GRC procède à un examen indépendant des appels relatifs à des mesures disciplinaires et à des mesures de renvoi et de rétrogradation, ainsi que de certaines catégories de griefs qui peuvent être renvoyés devant lui par le commissaire de la GRC conformément à l'article 33 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* et à l'article 36 du Règlement de la Gendarmerie royale du Canada. Le CEE veille à ce que les principes du droit administratif et du droit du travail, et que les recours prévus par la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* soient respectés. Il remet, dans chaque cas, des rapports contenant ses conclusions et ses recommandations au commissaire de la GRC et aux parties en cause. Tous les intervenants ont accès aux rapports du CEE (y compris les parties, les arbitres de la GRC, les supervi-

seurs, les représentants des membres, les représentants des relations fonctionnelles et les experts des relations de travail et de l'emploi d'autres juridictions) par l'entremise de son site Web, de ses publications et de ses présentations.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada**Résultat stratégique**

Les membres de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) doivent rendre compte publiquement de leur conduite dans l'exercice de leurs fonctions.

Description des activités de programme*Examen civil de la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions*

La Commission examine les plaintes du public en ce qui concerne la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions. Si le plaignant n'est pas satisfait des conclusions de la GRC concernant sa plainte, il peut demander à la Commission d'effectuer un examen de la plainte. Dans le cadre d'un tel examen, la Commission peut convoquer des audiences et mener des enquêtes, à la suite de quoi elle énonce des conclusions et formule des recommandations à l'intention du commissaire de la GRC et du ministre de la Sécurité publique.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	136 709 360	...	...	136 709 360					
...	...	2 090 567	...	2 090 567					
...	...	1	...	1					
...	...	...	452 034	452 034					
...	...	...	14 938	14 938					
...	...	...	6 876 680	6 876 680					
...	...	...	12 403 767	12 403 767					
...	...	...	(328 200)	(328 200)					
...	...	...	(51 717)	(51 717)					
...	...	...	(700 000)	(700 000)					
...	...	...	(80 000)	(80 000)					
...	...	...	(127 190)	(127 190)					
...	...	...	(20 000)	(20 000)					
...	...	...	(46 960)	(46 960)					
...	...	...	(5 034 305)	(5 034 305)					
...	136 709 360	2 090 568	13 359 047	152 158 975					
...	263 561 791	...	...	263 561 791					
...	...	22 682 000	...	22 682 000					
...	...	1	...	1					
...	...	...	700 000	700 000					
...	...	...	100 000	100 000					
...	...	...	(41 000 000)	(41 000 000)					
...	263 561 791	22 682 001	(40 200 000)	246 043 792					
...	14 287 847	...	1 388 290	15 676 137					
...	77 516	...	20	77 536					
...	414 636 514	24 772 569	(25 452 643)	413 956 440					
Ministère									
1	Dépenses de fonctionnement								
1b	Virement de 452 034 \$ du crédit 1 (Transports)								
1c	Dépenses de fonctionnement								
	Virement du : crédit 1 (Transports)								
	CT, crédit 15 ⁽¹⁾								
	CT, crédit 25 ⁽¹⁾								
	CT, crédit 30 ⁽¹⁾								
	Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)								
	crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)								
	crédit 5								
	crédit 10								
	crédit 35 (Justice)								
	crédit 40 (Santé)								
	crédit 45								
	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾								
	Total—Crédit 1					141 648 763	10 510 212	...	140 564 048
5	Subventions et contributions								
5b	Subventions et contributions								
5c	Virement de 700 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) et de 100 000 \$ du crédit 10 (Santé)								
	Virement du : crédit 1								
	crédit 10 (Santé)								
	Virement au crédit 45								
	Total—Crédit 5					244 162 360	1 881 432	...	376 766 793
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés					15 676 137	...	...	15 188 676
(S)	Ministre de la Sécurité publique—Traitement et allocation pour automobile					77 536	...	...	77 638
Total du ministère—Budgétaire						401 564 796	12 391 644	...	532 597 155

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
\$	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses			\$					\$
Commission nationale des libérations conditionnelles										
...	43 219 791	...	...	43 219 791	35	Dépenses du programme			
...	...	440 000	...	440 000	35b	Dépenses du programme				
...	...	...	11 091	11 091		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	2 036 162	2 036 162		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	5 082 468	5 082 468		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	...	...	(13 786)	(13 786)		Virement au crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)			
...	43 219 791	440 000	7 115 935	50 775 726		Total—Crédit 35	45 895 829	4 879 897	...	
...	6 014 876	...	261 397	6 276 273	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 276 273	...	...
15 681	...	...	51 458	67 139	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	15 680	1	51 458
...	...	...	650	650	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	650	...	...
15 681	49 234 667	440 000	7 429 440	57 119 788		Total de l'organisme—Budgétaire	52 188 432	4 879 898	51 458	45 994 847
Bureau de l'enquêteur correctionnel										
...	3 780 465	...	...	3 780 465	40	Dépenses du programme			
...	...	...	139 615	139 615		Virement du : CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	555 559	555 559		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	...	...	(1 341)	(1 341)		Virement au crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)			
...	3 780 465	...	693 833	4 474 298		Total—Crédit 40	4 399 240	75 058	...	
...	537 427	...	...	537 427	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	537 427	...	...
...	4 317 892	...	693 833	5 011 725		Total de l'organisme—Budgétaire	4 936 667	75 058	...	4 078 579
Gendarmerie royale du Canada										
...	2 009 383 982	...	...	2 009 383 982	45	Dépenses de fonctionnement			
...	...	38 988 891	...	38 988 891	45b	Virement de 35 000 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 2 681 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 549 776 \$ du crédit 1 (Transports)				
...	...	1	...	1	45c	Virement de 6 000 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 46 960 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	2 681 000	2 681 000		Virement du : crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)			

...	...	...	46 960	46 960	crédit 1				
...	...	...	549 776	549 776	crédit 1 (Transports)				
...	...	...	41 000 000	41 000 000	crédit 5				
...	...	...	372 045	372 045	CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	93 860 938	93 860 938	CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	120 094 132	120 094 132	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	(30 000)	(30 000)	Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(81 898)	(81 898)	crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	(1 700 000)	(1 700 000)	crédit 10				
...	...	...	(480 000)	(480 000)	crédit 60				
...	...	...	(68 075 177)	(68 075 177)	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	2 009 383 982	38 988 892	188 237 776	2 236 610 650	Total—Crédit 45	2 119 252 589	117 358 061	...	2 308 771 609
...	279 359 403	...	...	279 359 403	50 Dépenses en capital				
...	...	15 264 248	...	15 264 248	50b Virement de 49 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	1	...	1	50c Virement de 500 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	549 000	549 000	Virement du : crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	59 636 000	59 636 000	CT, crédit 33 ⁽¹⁾				
...	...	...	(8 611 631)	(8 611 631)	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	279 359 403	15 264 249	51 573 369	346 197 021	Total—Crédit 50	275 948 698	70 248 323	...	237 188 430
...	120 362 517	...	...	120 362 517	55 Subventions et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor				
...	...	8 074 272	...	8 074 272	55b Subventions et contributions				
...	120 362 517	8 074 272	...	128 436 789	Total—Crédit 55	122 798 710	5 638 079	...	110 595 599
...	91 276 888	...	(9 839 255)	81 437 633	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 437 633	...	...	79 354 456
...	365 107 552	...	(12 593 621)	352 513 931	(S) Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	352 513 931	...	...	346 584 999
...	17 500 000	...	(2 326 030)	15 173 970	(S) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	15 173 970	...	...	16 480 442
...	...	...	122 077	122 077	(S) Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	122 077	...	...	194 012
5 785 130	...	...	7 007 738	12 792 868	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 206 149	...	5 586 719	8 241 095
...	...	...	122 054	122 054	(S) Montants adjugés par une cour	122 054	...	...	...
5 785 130	2 882 990 342	62 327 413	222 304 108	3 173 406 993	Total de l'organisme—Budgétaire	2 974 575 811	193 244 463	5 586 719	3 107 410 642
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada									
...	1 287 893	...	...	1 287 893	60 Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	60b Virement de 480 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	480 000	480 000	Virement du : crédit 45				
...	...	...	79 708	79 708	CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	5 159	5 159	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	(431)	(431)					
...	1 287 893	1	564 436	1 852 330					
...	181 574	...	...	181 574	(S)	Virement au crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)			
...	1 469 467	1	564 436	2 033 904		Total—Crédit 60	1 510 318	342 012	...
						Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	181 574	...	...
						Total de l'organisme—Budgétaire	1 691 892	342 012	...
									1 784 367
						Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada			
...	4 822 531	...	...	4 822 531	65	Dépenses du programme			
...	...	2 660 673	...	2 660 673	65a	Dépenses du programme			
...	...	...	2 816	2 816		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	241 497	241 497		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	370 184	370 184		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	...	...	(2 723)	(2 723)		Virement au crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)			
...	4 822 531	2 660 673	611 774	8 094 978		Total—Crédit 65	7 291 687	803 291	...
...	589 215	...	...	589 215	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	589 215	...	...
...	5 411 746	2 660 673	611 774	8 684 193		Total de l'organisme—Budgétaire	7 880 902	803 291	...
									7 464 003
						Total du portefeuille ministériel—			
200 804 035	8 695 405 537	135 573 252	504 114 993	9 535 897 817		Budgétaire	8 484 875 253	764 193 352	286 829 212
46 057	...	...	...	46 057		Non budgétaire	313	...	45 744
									8 285 114 216
									942

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

⁽²⁾ Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Lutte au crime	36 180 009	34 950 688	...	...	136 740 791	135 169 463	...	...	...	...	172 920 800	170 120 151
Gestion des mesures d'urgence	36 458 020	34 845 430	...	...	109 198 301	108 889 560	...	...	...	...	145 656 321	143 734 990
Sécurité nationale	18 359 681	17 581 770	...	...	104 700	103 337	...	...	...	...	18 464 381	17 685 107
Stratégies frontalières	2 855 265	2 946 130	...	...	...	...	...	...	...	...	2 855 265	2 946 130
Services internes	76 059 673	68 674 571	...	...	...	...	2 000 000	1 596 153	...	...	74 059 673	67 078 418
Sous-total	169 912 648	158 998 589	...	...	246 043 792	244 162 360	2 000 000	1 596 153	...	...	413 956 440	401 564 796
Revenus affectés aux dépenses	(2 000 000)	(1 596 153)	...	...	...	...	(2 000 000)	(1 596 153)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	167 912 648	157 402 436	...	...	246 043 792	244 162 360	...	...	...	...	413 956 440	401 564 796
Agence des services frontaliers du Canada												
Détermination de l'admissibilité	685 879 165	582 271 993	8 660 000	441 155	...	...	...	...	...	...	694 539 165	582 713 148
Programme d'évaluation des risques	172 939 291	116 862 512	2 299 213	395 716	...	...	...	...	...	...	175 238 504	117 258 228
Exécution relative à l'immigration	178 493 471	149 121 360	5 351 451	1 395 036	...	...	...	...	...	...	183 844 922	150 516 396
Partenariats sûrs et fiables	73 512 923	37 834 988	87 000	...	...	...	2 999 626	4 588 396	...	...	70 600 297	33 246 592
Gestion du commerce et des revenus	80 180 980	80 310 166	2 883 760	3 197 547	...	...	9 131 305	7 542 535	...	...	73 933 435	75 965 178
Enquêtes criminelles	24 987 270	27 119 078	...	65 745	...	...	...	...	...	...	24 987 270	27 184 823
Recours	11 400 211	12 674 105	...	...	...	...	...	...	...	...	11 400 211	12 674 105
Services internes	654 096 781	718 485 085	219 910 992	117 253 395	...	...	...	...	...	...	874 007 773	835 738 480
Sous-total	1 881 490 092	1 724 679 287	239 192 416	122 748 594	...	...	12 130 931	12 130 931	...	...	2 108 551 577	1 835 296 950
Revenus affectés aux dépenses	(12 130 931)	(12 130 931)	...	...	...	...	(12 130 931)	(12 130 931)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	1 869 359 161	1 712 548 356	239 192 416	122 748 594	...	...	...	...	...	...	2 108 551 577	1 835 296 950
Service canadien du renseignement de sécurité												
Programme de renseignement	495 899 149	491 690 996	...	...	...	...	...	...	...	...	495 899 149	491 690 996
Programme de filtrage de sécurité	76 715 486	48 194 701	...	...	...	...	...	...	...	...	76 715 486	48 194 701
Total de l'organisme—Budgétaire	572 614 635	539 885 697	...	...	...	...	...	...	...	...	572 614 635	539 885 697

Activités de programme—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Service correctionnel du Canada												
Garde	1 703 864 887	1 320 226 474	558 221 115	329 581 885	233 565	231 565	...	...	...	...	2 262 319 567	1 650 039 924
Interventions correctionnelles—												
Budgétaire	543 805 404	504 954 578	8 649 000	1 326 397	1 269 000	1 036 442	...	...	...	...	553 723 404	507 317 417
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	46 057	313	46 057	313
Surveillance dans la collectivité	163 845 781	112 193 237	550 000	...	82 000	215 542	...	...	...	...	164 477 781	112 408 779
CORCAN (OSS)	95 305 029	96 502 288	...	...	...	...	80 460 350	88 398 023	...	...	14 844 679	8 104 265
Services internes	199 021 269	374 564 658	131 862	14 419 063	...	...	...	...	...	...	199 153 131	388 983 721
Sous-total—												
Budgétaire	2 705 842 370	2 408 441 235	567 551 977	345 327 345	1 584 565	1 483 549	80 460 350	88 398 023	...	...	3 194 518 562	2 666 854 106
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	46 057	313	46 057	313
Revenus affectés aux dépenses	(80 460 350)	(88 398 023)	...	...	...	...	(80 460 350)	(88 398 023)	...	...	...	...
Total de l'organisme—												
Budgétaire	2 625 382 020	2 320 043 212	567 551 977	345 327 345	1 584 565	1 483 549	...	...	...	...	3 194 518 562	2 666 854 106
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	46 057	313	46 057	313
Commission nationale des libérations conditionnelles												
Décisions relatives à la mise en liberté sous condition	41 885 745	38 243 876	...	...	...	...	...	...	...	...	41 885 745	38 243 876
Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition	8 051 003	7 087 170	...	...	...	...	...	...	...	...	8 051 003	7 087 170
Décisions relatives à la réhabilitation et recommandations concernant l'exercice de la prérogative royale de clémence	3 589 988	3 504 004	...	...	...	...	2 436 000	2 350 016	...	...	1 153 988	1 153 988
Services internes	6 029 052	5 703 398	...	...	...	...	...	...	...	...	6 029 052	5 703 398
Sous-total—												
Budgétaire	59 555 788	54 538 448	...	...	...	...	2 436 000	2 350 016	...	...	57 119 788	52 188 432
Revenus affectés aux dépenses	(2 436 000)	(2 350 016)	...	...	...	...	(2 436 000)	(2 350 016)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	57 119 788	52 188 432	...	...	...	...	...	...	...	...	57 119 788	52 188 432
Bureau de l'enquêteur correctionnel												
Ombudsman pour les délinquants	3 909 145	3 715 962	...	...	...	...	...	...	...	...	3 909 145	3 715 962
Services internes	1 102 580	1 220 705	...	...	...	...	...	...	...	...	1 102 580	1 220 705
Total de l'organisme—Budgétaire	5 011 725	4 936 667	...	...	...	...	...	...	...	...	5 011 725	4 936 667

Gendarmerie royale du Canada												
Opérations policières	3 303 454 347	3 193 145 421	154 826 287	133 213 301	...	...	1 672 846 534	1 659 062 695	...	...	1 785 434 100	1 667 296 027
Services canadiens d'application de la loi	253 212 690	242 449 013	3 183 250	4 266 291	16 787 000	15 154 444	4 500 000	5 666 348	...	...	268 682 940	256 203 400
Paielements législatifs	...	...	...	...	126 823 759	122 818 236	...	...	...	...	126 823 759	122 818 236
Opérations internationales	78 478 945	60 941 323	...	137	...	...	...	...	...	...	78 478 945	60 941 460
Culture et patrimoine de la police canadienne	12 049 473	12 190 684	...	139 588	...	...	...	...	...	...	12 049 473	12 330 272
Services internes	756 865 352	738 580 602	188 187 484	138 329 381	...	...	43 115 060	21 923 567	...	...	901 937 776	854 986 416
Sous-total	4 404 060 807	4 247 307 043	346 197 021	275 948 698	143 610 759	137 972 680	1 720 461 594	1 686 652 610	...	...	3 173 406 993	2 974 575 811
Revenus affectés aux dépenses	(1 720 461 594)	(1 686 652 610)	...	...	...	...	(1 720 461 594)	(1 686 652 610)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	2 683 599 213	2 560 654 433	346 197 021	275 948 698	143 610 759	137 972 680	...	...	...	...	3 173 406 993	2 974 575 811
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada												
Examen des cas indépendant et impartial	1 627 124	1 691 892	...	...	...	...	...	...	...	...	1 627 124	1 691 892
Services internes	406 780	...	...	...	...	...	...	...	...	...	406 780	...
Total de l'organisme—Budgétaire	2 033 904	1 691 892	...	...	...	...	...	...	...	...	2 033 904	1 691 892
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada												
Examen civil de la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions	3 792 193	3 453 073	...	...	...	...	...	...	...	...	3 792 193	3 453 073
Services internes	4 892 000	4 427 829	...	...	...	...	...	...	...	...	4 892 000	4 427 829
Total de l'organisme—Budgétaire	8 684 193	7 880 902	...	...	...	...	...	...	...	...	8 684 193	7 880 902
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	7 991 717 287	7 357 232 027	1 152 941 414	744 024 637	391 239 116	383 618 589	...	...	...	...	9 535 897 817	8 484 875 253
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	46 057	313	46 057	313

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	2 960 000	...	(2 020 479)	939 521	Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	939 518	3	...	1 004 545
...	1 796 144	...	...	1 796 144	Autres organismes nationaux de bénévolat actifs dans le secteur de la justice pénale	1 796 143	1	...	1 796 143
...	500 000	...	...	500 000	Subventions aux partenaires provinciaux pour le Système national de repérage afin de repérer et de surveiller les délinquants violents à risque élevé qui mettent en péril la sécurité publique	500 000	...	...	500 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	499 618
...	5 256 144	...	(2 020 479)	3 235 665	Total—Subventions	3 235 661	4	...	3 800 306
Contributions									
...	106 234 148	15 000 000	(41 000 000)	80 234 148	Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières nations	79 505 807	728 341	...	80 110 612
...	100 000 000	...	...	100 000 000	Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	99 970 212	29 788	...	88 768 508
...	34 907 899	6 132 000	2 020 479	43 060 378	Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	42 279 554	780 824	...	38 731 836
...	6 471 000	...	(251 128)	6 219 872	Contributions versées aux provinces et aux municipalités en vertu de la <i>Loi sur la protection civile</i>	6 030 875	188 997	...	7 967 814
...	1 915 600	...	20 000	1 935 600	Programme de contribution visant à combattre l'exploitation sexuelle et la traite des enfants	1 924 365	11 235	...	2 257 743
...	897 000	...	(20 000)	877 000	Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	863 443	13 557	...	1 491 613
...	500 000	...	...	500 000	Association internationale des pompiers (Bureau au Canada)	410 775	89 225	...	315 710
...	6 900 000	...	...	6 900 000	Programme de contributions pour les analyses génétiques	6 900 000	...	...	6 900 000
...	...	1 500 001	716 000	2 216 001	Aide financière aux provinces et territoires pour les coûts occasionnés par le rapatriement des Canadiens en Haïti	2 216 000	1	...	...
...	480 000	...	100 000	580 000	Programme de contributions à l'amélioration de la sécurité des collectivités autochtones	541 903	38 097	...	425 509

...	...	...	235 128	235 128	Indemnisation des accidents du travail	235 128	...	...	187 500
...	...	50 000	...	50 000	Initiative de recherche pour le projet Kanishka	48 637	1 363	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	145 809 642
...	258 305 647	22 682 001	(38 179 521)	242 808 127	Total—Contributions	240 926 699	1 881 428	...	372 966 487
...	263 561 791	22 682 001	(40 200 000)	246 043 792	Total du ministère	244 162 360	1 881 432	...	376 766 793
Service correctionnel du Canada									
Subventions									
...	122 000	...	...	122 000	Subvention à l'Université de la Saskatchewan pour un Centre de recherche judiciaire	120 000	2 000	...	120 000
...	100 000	...	11 565	111 565	Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan, subvention pour l'obtention d'une place en psychiatrie	111 565	...	...	25 000
...	222 000	...	11 565	233 565	Total—Subventions	231 565	2 000	...	145 000
Contributions									
...	1 351 000	...	...	1 351 000	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	1 251 984	99 016	...	1 333 355
...	1 573 000	...	11 565	1 584 565	Total de l'organisme	1 483 549	101 016	...	1 478 355
Gendarmerie royale du Canada									
Subventions									
...	100 862 306	8 074 272	...	108 936 578	Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	105 500 739	3 435 839	...	93 289 285
...	17 500 000	...	(2 326 030)	15 173 970	(S) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	15 173 970	...	...	16 480 442
...	2 713 211	...	...	2 713 211	Plan de prestations des survivants de la GRC	2 143 527	569 684	...	2 173 544
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques	668 224	331 776	...	645 770
...	122 075 517	8 074 272	(2 326 030)	127 823 759	Total—Subventions	123 486 460	4 337 299	...	112 589 041
Contributions									
...	15 787 000	...	...	15 787 000	Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	14 486 220	1 300 780	...	14 487 000
...	137 862 517	8 074 272	(2 326 030)	143 610 759	Total de l'organisme	137 972 680	5 638 079	...	127 076 041
...	402 997 308	30 756 273	(42 514 465)	391 239 116	Total du portefeuille ministériel	383 618 589	7 620 527	...	505 321 189

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Sécurité publique et Protection Civile					Commission nationale des libérations conditionnelles		
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)					Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)		
Services de soutien internes fournis à d'autres ministères	2 000 000	1 596 153	...	Décisions relatives à la réhabilitation et recommandations concernant l'exercice de la prérogative royale de clémence (Un nouveau frais de service de 531 \$ est entré en vigueur le 23 février 2012)	...	231 855	...
Total de l'organisme—Budgétaire	2 000 000	1 596 153	...	(frais de service 150 \$)	2 436 000	2 118 161	837 621
Agence des services frontaliers du Canada					Total de l'organisme—Budgétaire		
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)					2 436 000		
Détermination de l'admissibilité	...	...	80	Gendarmerie royale du Canada			
Partenariats sûrs et fiables	2 999 626	4 588 396	3 322 245	Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Gestion du commerce et des revenus	9 131 305	7 542 535	1 983	Opérations policières	1 672 846 534	1 659 062 695	1 569 138 376
Services internes	...	...	607 461	Services canadiens d'application de la loi	4 500 000	5 666 348	6 729 083
Programme conventionnel à la frontière	...	...	8 707 649	Services internes	43 115 060	21 923 567	14 968 725
Total de l'organisme—Budgétaire	12 130 931	12 130 931	12 639 418	Total de l'organisme—Budgétaire	1 720 461 594	1 686 652 610	1 590 836 184
Service correctionnel du Canada					Total du portefeuille ministériel—		
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)					Budgétaire		
CORCAN (OSS)	80 460 350	88 398 023	85 974 971		Non budgétaire		
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)					1 817 488 875		
Compte des prêts aux libérés conditionnels	...	1 118	1 360		...		
Total de l'organisme—					1 791 127 733		
Budgétaire	80 460 350	88 398 023	85 974 971		1 690 288 194		
Non budgétaire	...	1 118	1 360		1 118		

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère			Autres revenus—		
Autres revenus—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	368 706	651 729
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 294 076	3 275 664	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	314 959	322 905
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	12 358 181	6 710 730		683 665	974 634
	14 652 257	9 986 394	Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de services—			Droits et privilèges	1 239 716	1 664 159
Services de nature non réglementaire			Location et utilisation de biens publics	...	1 850
Revenu disponible	1 596 153	...	Services de nature réglementaire	8 908 359	8 864 091
Revenus divers	88 827	109 859	Services de nature non réglementaire	4 846 743	4 983 563
			Autres frais et droits	315 450	2 456 141
Total du ministère	16 337 237	10 096 253		15 310 268	17 969 804
Agence des services frontaliers du Canada			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	213 177	224 780
Revenus fiscaux—			Revenus divers—		
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	19 911 637 822	18 228 052 540	Intérêts et pénalités	11 761 996	5 219 380
Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale	57 105 848	42 145 617	Divers—		
	19 854 531 974	18 185 906 923	Amendes imposées par le tribunal	1 022 494	726 588
Taxe d'accise—Carburant moteur—Essence	59 633 252	43 754 794	Saisies	10 007 819	9 937 141
Droits de douane à l'importation	3 861 607 284	3 519 961 254	Autre	2 145 483	2 538 287
Droits d'accise—				24 937 792	18 421 396
Spiritueux parvenus à maturité	13 735	12 938	Total des autres revenus	41 144 902	37 590 614
Spiritueux non parvenus à maturité	291 492	291 115	Total de l'organisme	25 154 504 426	23 237 287 799
Bière	20 980	20 660	Service canadien du renseignement de sécurité		
Cigarettes	1 241 454 330	1 308 436 744	Autres revenus—		
Cigares	31 977 373	63 474 998	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Tabac naturel canadien en feuilles	51 250 702	59 808 336	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	225 348	156 295
	1 325 008 612	1 432 044 791	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	361 804	1 325 870
Autres taxes et droits d'accise—				587 152	1 482 165
Taxes à la fabrication—			Ventes de biens et de services—		
Bijoux	4 223	(13 831)	Location et utilisation de biens publics	62 190	62 190
Automobiles	527 971	5 759 942	Services de nature réglementaire	1 581 050	2 233 845
Climatiseurs pour automobiles	26 746 781	26 645 489	Autres frais et droits	812 326	718 679
Vins	3 182 880	2 838 693		2 455 566	3 014 714
Divers	(17 883 453)	(17 200 870)			
	12 578 402	18 029 423			
Total des revenus fiscaux	25 113 359 524	23 199 697 185			

Revenus—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	315 917	360 044			
Revenus divers	18 219	37 821			
Total de l'organisme	3 376 854	4 894 744			
Service correctionnel du Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 147 044	1 417 188			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	7 915 759	15 387 853			
	9 062 803	16 805 041			
Ventes de biens et de services—					
Location et utilisation de biens publics—					
Locations	285 584	168 478			
Chambre et pension—Détenus	603 618	595 292			
	889 202	763 770			
Services de nature non réglementaire—					
Vente de repas	6 717	10 399			
Services psychiatriques—Contrat	1 319 088	1 673 833			
Entretien des détenus—Contrat (accords fédéraux-provinciaux)	270 307	97 962			
Frais d'accès à l'information	3 338	6 365			
Vente CORCAN—Frais de formation	19 694 556	24 201 457			
	21 294 006	25 990 016			
Ventes de biens et de produits d'information—					
Vente de produits manufacturés	1 272 867	1 305 216			
Vente CORCAN—Vente de produits manufacturés	67 907 651	61 944 158			
	69 180 518	63 249 374			
Autres frais et droits—					
Revenus différés	547 640	49 336			
	91 911 366	90 052 496			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 392 643	1 338 797			
Revenus divers—					
Amendes et confiscations	184 189	182 443			
Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale	451	198			
Commandes téléphoniques	691	911			
Réclamations de l'État	66 499	21 270			
Divers	247 977	202 108			
	499 807	406 930			
Total de l'organisme	102 866 619	108 603 264			
			Commission nationale des libérations conditionnelles		
			Autres revenus—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	56 859	14 678
			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	69 119	58 958
				125 978	73 636
			Ventes de biens et de services—		
			Services de nature non réglementaire	3 148 127	1 147 605
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	51 458	17 838
			Revenus divers	10 197	10 311
			Total de l'organisme	3 335 760	1 249 390
			Bureau de l'enquêteur correctionnel		
			Autres revenus—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 161	5 126
			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 355	10 239
				5 516	15 365
			Revenus divers	223	323
			Total de l'organisme	5 739	15 688
			Gendarmerie royale du Canada		
			Autres revenus—		
			Revenus de placements—		
			Autres comptes—		
			Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—		
			Intérêt	14 658	16 918
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
			Remboursement des dépenses de fonctionnement de biens ou services	12 930 667	20 169 557
			Remboursement pour réparation à des véhicules automobiles	1 148 114	550 865
			Divers	662 571	683 150
			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	3 657 591	1 494 035
				18 398 943	22 897 607

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ventes de biens et de services—					
Services de nature réglementaire—					
Droits applicables aux armes à feu—Accès à l'information	7 435 732	7 292 993			
Services de nature non réglementaire—					
Services de police aux gouvernements locaux	622 907 032	560 577 530			
Services de police aux gouvernements provinciaux et territoriaux	1 158 644 049	1 119 598 644			
Autres frais	4 244 017	3 403 021			
Autres revenus provenant de droits et redevances	2 260	428 669			
Frais de licence	1 386	1 845			
Stationnement payé	87 228	71 069			
Location de bâtiments résidentiels	9 825 231	9 613 753			
Location de bâtiments non résidentiels	158 024	82 588			
Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres	248 629	241 669			
Ventes de produits d'information	113 171	102 489			
Ventes d'autres biens	3 304 821	3 628 867			
Divers	22 392 670	15 343 101			
	<i>1 821 928 518</i>	<i>1 713 093 245</i>			
Autres frais et droits—					
Revenus reportés	15 939 516	1 955 009			
Divers	5 472 729	3 481 924			
	<i>21 412 245</i>	<i>5 436 933</i>			
	1 850 776 495	1 725 823 171			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 007 738	9 569 660			
Revenus divers	...	156 446			
Total de l'organisme	1 876 197 834	1 758 463 802			
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada					
Autres revenus—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	502	25			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	96 076	5 245			
	96 578	5 270			
Revenus divers	...	5			
Total de l'organisme	96 578	5 275			
			Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
			Autres revenus—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 708	1 021
			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	71 662	21 668
				78 370	22 689
			Revenus divers	7 993	13 767
			Total de l'organisme	86 363	36 456
			Sommaire du portefeuille ministériel		
			Revenus fiscaux	25 113 359 524	23 199 697 185
			Autres revenus—		
			Revenus de placements	14 658	16 918
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	43 691 262	52 262 801
			Ventes de biens et de services	1 965 197 975	1 838 007 790
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	8 980 933	11 511 119
			Revenus divers	25 563 058	19 156 858
			Total des autres revenus	2 043 447 886	1 920 955 486
			Total du portefeuille ministériel	27 156 807 410	25 120 652 671

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 26

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Transports

Ministère

Société canadienne des postes

Administration canadienne de la sûreté
du transport aérien

Office des transports du Canada

La Société des ponts fédéraux Limitée

Marine Atlantique SCC

Bureau de l'infrastructure du Canada

Monnaie royale canadienne

Les ponts Jacques-Cartier et Champlain
Incorporée

Tribunal d'appel des transports du
Canada

VIA Rail Canada Inc.

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	26.2
Sommaire du portefeuille ministériel.	26.10
Activités de programme.	26.16
Paiements de transfert	26.18
Détail des montants disponibles pour être dépensés	26.21
Revenus	26.22

Services internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Un réseau de transport efficient.

Description des activités de programme*Portes d'entrée et corridors*

Inspiré par le Cadre de politique national sur les portes d'entrée et les corridors commerciaux stratégiques, l'activité de programme Portes d'entrée et corridors vise à appuyer le commerce international du Canada et les chaînes d'approvisionnement internationales en créant des réseaux de transport liés au commerce plus efficaces, fiables et homogènes au Canada. L'activité de programme a comme fonction de : définir des stratégies et des cadres pour améliorer et intégrer des réseaux de transport dans les principales régions; favoriser les partenariats entre tous les ordres de gouvernement et le

secteur privé; appuyer et surveiller les projets qui contribuent à améliorer la capacité et l'efficacité de l'infrastructure des portes d'entrée et des corridors; élaborer et mettre en place des mesures qui éliminent les obstacles au développement efficace des portes d'entrée et des corridors; encourager l'utilisation des portes d'entrée et des corridors.

Infrastructures de transport

L'activité de programme Infrastructures de transport est responsable des infrastructures de transport au Canada, et vise à améliorer l'efficacité et la prestation des services. Ses fonctions comprennent les suivantes : assurer la gestion de certains biens liés au transport commercial exploités par des tierces parties pour le compte du gouvernement fédéral (administrations aéroportuaires, administrations portuaires, ponts fédéraux, VIA Rail, Voie maritime, Marine Atlantique); fournir le financement pour des infrastructures stratégiques de transport au Canada qui appuie les objectifs fédéraux; soutenir les services essentiels à certaines collectivités éloignées; gérer les engagements existants; procéder à la cession des biens et donner en sous-traitance l'exploitation, au besoin.

Innovation dans le secteur des transports

L'activité de programme Innovation dans le secteur des transports a pour objectif d'améliorer l'efficacité et la compétitivité du réseau de transport du Canada. Au moyen de partenariats avec les intervenants, le programme vise à renforcer la capacité du secteur des transports à trouver des solutions novatrices et à les mettre en œuvre pour relever les défis actuels et nouveaux liés au transport. Les fonctions du programme sont d'établir et de mettre en œuvre des politiques et une orientation stratégique pour la recherche, le développement et le déploiement de la technologie ainsi que d'élaborer et de gérer des programmes de recherche et développement du Ministère. Ces fonctions comprennent ce qui suit : promouvoir l'acquisition des connaissances scientifiques et l'application des technologies

liées au transport; établir des partenariats et collaborer avec d'autres ministères, les provinces et les territoires, le milieu universitaire et d'autres intervenants nationaux et internationaux; appuyer les projets de perfectionnement des compétences et de renforcement des capacités en vue de créer une main d'œuvre hautement qualifiée dans le domaine des transports.

Cadres qui appuient le marché des transports

L'activité de programme Cadres qui appuient le marché des transports encourage l'efficacité des transports en favorisant un secteur des transports concurrentiel et viable. Cette activité de programme comporte : l'établissement de régimes qui régissent le comportement économique des transporteurs pour tous les modes de transport; la définition des règles de gouvernance pour tous les fournisseurs d'infrastructures de transport qui relèvent de l'autorité du Parlement; la surveillance du réseau de transport; la représentation des intérêts du Canada auprès des tribunes internationales sur les transports et d'autres organismes internationaux.

Résultat stratégique

Un réseau de transport sécuritaire.

Description des activités de programme*Sécurité aérienne*

Dans le cadre de l'activité de programme Sécurité aérienne on élabore, applique et surveille les politiques, les règlements et les normes nécessaires à la sécurité des opérations de l'aviation civile à l'intérieur des frontières canadiennes en harmonie avec la communauté aérienne internationale.

Sécurité maritime

L'activité de programme Sécurité maritime vise à protéger la vie et la santé des Canadiens en offrant un réseau de transport maritime sécuritaire et efficient. Cette activité de programme tire ses pouvoirs de certains tex-

tes législatifs, notamment la *Loi de 2001 sur la marine marchande* du Canada, la *Loi sur la protection des eaux navigables*, la *Loi sur le cabotage* et la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques* afin d'élaborer et de mettre en oeuvre un cadre réglementaire de sécurité maritime pour les navires battant pavillon canadiens et étrangers, ainsi que pour les embarcations de plaisance, de mettre en application les conventions internationales signées par le Canada et de protéger le droit du public à naviguer dans les eaux canadiennes.

Sécurité ferroviaire

En vertu de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, l'activité de programme Sécurité ferroviaire permet l'élaboration, la mise en oeuvre et la promotion des politiques, des règlements, des normes et de la recherche en matière de sécurité. Elle permet d'assurer la surveillance de l'industrie ferroviaire, d'encourager la sécurité publique aux passages à niveau et de déceler les risques d'intrusion. Des fonds sont également fournis pour accroître la sécurité aux passages à niveau.

Sécurité routière

L'activité de programme Sécurité routière, qui repose sur la *Loi sur la sécurité automobile* et sur la *Loi sur les transports routiers*, permet l'élaboration de normes et de règlements, la surveillance et la sensibilisation du public en vue de : réduire le nombre de décès et de blessures ainsi que les coûts sociaux qui découlent de l'utilisation de l'automobile; accroître la confiance du public à l'égard de la sécurité du réseau de transport routier canadien.

Transport des marchandises dangereuses

Une exigence de la *Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses*, l'activité de programme Transport des marchandises dangereuses, fondée sur les risques, permet d'élaborer des normes et des règlements en matière de sécurité, d'assurer la surveillance et de fournir des conseils d'experts [par ex., le Centre canadien d'urgence transport (CANUTEC)] sur les in-

cidents mettant en cause des marchandises dangereuses aux fins suivantes de promouvoir la sécurité du public dans le transport des marchandises dangereuses par tous les modes de transport au Canada; de déterminer les menaces à la sécurité du public et d'appliquer la Loi et son règlement; d'orienter les interventions d'urgence et de limiter les répercussions des incidents survenus lors du transport de marchandises dangereuses; d'élaborer des politiques et d'entreprendre des recherches en vue de renforcer la sécurité.

Résultat stratégique

Un réseau de transport sûr.

Description des activités de programme

Sûreté aérienne

Dans le cadre de l'activité de programme Sûreté aérienne on élabore, applique et surveille les politiques, les programmes, les règlements et les normes nécessaires à un système d'aviation canadien qui soit sûr et en harmonie avec la collectivité aérienne internationale.

Sûreté maritime

L'activité de programme Sûreté maritime, en collaboration avec ses partenaires, veille à l'application de la *Loi sur la sûreté du transport maritime* pour protéger le Canada et ses citoyens tout en respectant les valeurs canadiennes. Elle protège l'intégrité et la sûreté ainsi que l'efficacité du réseau de transport maritime du Canada contre des interventions illicites, des attentats terroristes ou l'exploitation du réseau comme moyen d'attaquer nos alliés.

Sûreté du transport terrestre et du transport intermodal

L'activité de programme Sûreté du transport terrestre et du transport intermodal, qui prend appui sur la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, la *Loi sur les ponts et tunnels internationaux* et la *Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses* et le mandat en matière de

sûreté des transports du gouvernement fédéral, permet de renforcer la sûreté du transport terrestre et du transport intermodal, notamment celle du transport ferroviaire et urbain et celles des ponts et des tunnels. En collaboration avec des partenaires pour protéger le Canada et les Canadiens d'une façon qui respecte les valeurs canadiennes et qui assure l'efficacité du réseau de transport, l'activité de programme permet de veiller au leadership du gouvernement fédéral et d'élaborer et de mettre en oeuvre les cadres réglementaires et volontaires (règlements, codes de pratique, protocoles d'entente).

Résultat stratégique

Un réseau de transport respectueux de l'environnement.

Description des activités de programme

Gérance de l'environnement—Transport

L'activité de programme Gérance de l'environnement—Transport permet à TC de remplir les responsabilités à l'égard de ses propres activités en vue d'établir un environnement plus propre et plus sain pour les Canadiens. Ces responsabilités comprennent : l'élaboration d'une stratégie ministérielle de développement durable; la gestion des sites contaminés; la satisfaction des responsabilités en matière d'environnement dans les ports et les aéroports que possède ou gère TC; l'écologisation des activités de TC (interne).

L'activité de programme permet : d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques et des programmes pour les activités de TC qui approfondissent les objectifs environnementaux et encouragent le transport durable; d'offrir un soutien fonctionnel aux évaluations environnementales, y compris pour les projets majeurs relatifs aux ressources; de favoriser la conformité des activités de gestion de TC avec les lois environnementales, ainsi qu'avec les politiques et les pratiques exemplaires du gouvernement fédéral.

Eau propre—Transport

Relevant de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, de la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*, de la *Loi sur la responsabilité en matière maritime* et des conventions internationales, l'activité de programme Eau propre—Transport contribue à protéger le milieu marin et la santé des Canadiens en réduisant la pollution de l'eau provenant des activités du secteur des transports. Les fonctions suivantes sont exercées : réglementer et surveiller les répercussions des déversements provenant des navires dans le milieu marin; réglementer les eaux de ballast; contribuer à établir des règles nationales et internationales qui régissent les restrictions touchant la responsabilité en cas d'incidents de pollution marine.

Air pur—Transport

L'activité de programme Air pur—Transport de TC fait progresser le Programme de la qualité de l'air du gouvernement fédéral dans le secteur des transports et complète d'autres programmes fédéraux visant à réduire les émissions atmosphériques pour protéger la santé des Canadiens et l'environnement pour les générations à venir. Les objectifs sont les suivants : réglementer les émissions atmosphériques provenant du secteur des transports; surveiller les obligations et les engagements pris dans le cadre du Programme de Air pur de TC; faire la démonstration des technologies propres du domaine des transports et en encourager l'utilisation; favoriser des pratiques exemplaires et des comportements responsables en matière d'environnement; accroître les connaissances des intervenants et leur capacité à réduire les émissions atmosphériques.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme*Services internes*

Voir le texte d'introduction.

Société canadienne des postes**Résultat stratégique**

Prestation de services postaux parlementaires, de services aux aveugles, et paiements décroissants pendant la période de transition pour la mise en œuvre du régime de pension de la Société canadienne des postes.

Description des activités de programme*Paiements concernant les programmes publics*

Paiements concernant des services que la Société assure en franchise en vue d'appuyer les programmes publics du gouvernement : le courrier parlementaire franc de port et les documents à l'usage des aveugles.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien**Résultat stratégique**

La sûreté des aspects critiques du système de transport aérien tels qu'ils ont été confiés par le gouvernement.

Description des activités de programme*Assurer la sûreté des aspects critiques du système de transport aérien canadien*

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) est une société d'État mère responsable du contrôle efficace et efficient des personnes qui

montent à bord d'un aéronef ou qui accèdent aux zones réglementées, de la vérification des biens en leur possession ou contrôle, ainsi que les articles ou les bagages personnels qu'elles confient à un transporteur aérien.

Office des transports du Canada**Résultat stratégique**

Règlement des différends transparent, juste et rapide et réglementation économique du réseau de transport national.

Description des activités de programme*Réglementation économique*

L'Office aide à protéger les intérêts des utilisateurs, des fournisseurs de services et des autres parties concernées par le réseau de transport fédéral par l'entremise de la réglementation économique des modes de transport aérien, ferroviaire et maritime. Il réglemente le transport aérien et aide à protéger les intérêts des voyageurs, des expéditeurs et des transporteurs canadiens en mettant en application la *Loi sur les transports au Canada et ses règlements*, en administrant un système de délivrance de licences, en participant aux négociations inhérentes aux accords bilatéraux et en s'assurant que les conditions de transport sont conformes à la législation canadienne. Il élabore des règlements, des codes de pratiques, des normes et des programmes d'information et de sensibilisation pour veiller à ce que les obstacles abusifs aux possibilités de déplacement des personnes ayant une déficience soient éliminés du réseau de transport fédéral. L'Office réglemente le transport ferroviaire au Canada par la délivrance de certificats d'aptitude permettant aux transporteurs d'effectuer leurs activités, l'approbation de la construction de lignes de chemin de fer et la surveillance de la procédure visant l'interruption de l'exploitation des

lignes. Il exerce aussi des fonctions d'ordre économique, telles que l'établissement des prix d'interconnexion des chemins de fer et du plafond de revenu que génère le transport du grain de l'Ouest. En matière de transport maritime, il agit principalement en tant qu'organisme de réglementation économique en appliquant la législation qui régit les conférences maritimes et en autorisant l'utilisation de navires étrangers pour les activités de cabotage, uniquement lorsqu'aucun navire canadien n'est disponible.

Arbitrage et règlement extrajudiciaire des différends

L'Office aide à protéger les intérêts des utilisateurs, des fournisseurs de services et des autres parties concernées par le réseau de transport fédéral en offrant un système spécialisé de règlement des différends composé de processus formels et informels pour les dossiers en matière de transport ferroviaire, maritime et aérien afférents au réseau de transport fédéral. Dans la mesure du possible, l'Office encourage le règlement des différends au moyen de processus informels comme la facilitation, la médiation et l'arbitrage. En tant que tribunal quasi judiciaire, l'Office a également le pouvoir de rendre des décisions et des arrêtés sur toutes les questions qui relèvent de sa compétence en ce qui a trait aux modes de transport sous réglementation fédérale par l'intermédiaire du processus décisionnel formel. Il règle les différends entre les voyageurs, les expéditeurs et les transporteurs aériens canadiens au sujet des conditions de transport aérien et des redevances, nouvelles ou révisées, de services de navigation aérienne imposées par NAV CANADA; les différends entre les voyageurs et les transporteurs concernant les obstacles abusifs aux possibilités de déplacement des personnes ayant une déficience au sein du réseau de transport fédéral; les différends entre les compagnies de chemin de fer, les expéditeurs, les municipalités, les administrations routières et les propriétaires fonciers concernant des questions d'infrastructure ferroviaire et de niveau de service; les différends entre les exploitants de navires et les administrations portuaires et les administrations de pilotage au sujet des droits de

pilotage ou des frais établis par les administrations portuaires.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

La Société des ponts fédéraux Limitée

Résultat stratégique

Le transport sécuritaire et efficace sur l'infrastructure est maintenu, exploité et géré par la Société des ponts fédéraux Limitée.

Description des activités de programme

Construction du nouveau pont à bas niveau à Cornwall, Ontario, ainsi que les améliorations d'infrastructure connexes

Cette activité de programme englobe la construction du nouveau pont à bas niveau à Cornwall, Ontario, afin de remplacer le pont détérioré du chenal Nord du Pont international de la voie maritime, ainsi que les améliorations d'infrastructure connexes sur l'île Cornwall.

Marine Atlantique SCC

Résultat stratégique

Un service de traversier sûr, fiable, efficace, abordable et écologique entre l'île de Terre-Neuve et la province de la Nouvelle-Écosse.

Description des activités de programme

Services de traversier

Marine Atlantique SCC est une société d'État mère qui remplit l'obligation constitutionnelle du Canada envers Terre-Neuve-et-Labrador (T-N-L) de fournir un service de traversier à longueur d'année entre North Sydney (Nouvelle-Écosse) et Port aux Basques (T-N-L). Elle exploite également un service saisonnier non prévu par la Constitution entre North Sydney et Argentia (T-N-L).

Bureau de l'infrastructure du Canada

Résultat stratégique

Du financement est versé pour une infrastructure publique rentable et de qualité qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie concurrentielle, un environnement propre et des milieux vivables.

Description des activités de programme

Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures

L'activité de programme du volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada cible les projets stratégiques de plus grande envergure à l'échelle nationale et régionale. Il permet d'accroître l'investissement global dans l'infrastructure publique et de contribuer aux grands objectifs fédéraux liés à la croissance économique, à un environnement plus propre et à des collectivités dynamiques et prospères. L'objectif est de faire que les deux tiers du financement ciblent les priorités nationales suivantes : l'eau, les eaux usées, le transport en commun, le réseau routier national de base et l'énergie verte. Le volet Grandes infrastructures compte 11 catégories admissibles additionnelles d'investissement, et les projets prioritaires sont déterminés au moyen de discussions avec les provinces. En four-

nissant un financement fédéral pouvant atteindre 50 p. 100 selon une formule de coûts partagés, il favorise les contributions supplémentaires d'autres partenaires afin de promouvoir un investissement accru dans les infrastructures stratégiques. Les bénéficiaires admissibles comprennent les provinces, les administrations locales ou régionales, les organismes du secteur public, les organismes sans but lucratif et les entreprises privées. Les projets jugés prioritaires doivent être appuyés par une analyse de rentabilisation examinée en fonction des critères de programmes clés. Une fois que l'examen du projet est terminé et que celui-ci est approuvé, les fonds sont versés par l'entremise d'ententes de contribution avec les bénéficiaires admissibles pour le remboursement des coûts engagés. Les projets s'inscrivant dans cette activité de programme contribuent à la construction, au renouvellement et/ou à l'amélioration de l'infrastructure publique. Dans le cadre du Plan d'action économique, le gouvernement s'est engagé à accélérer le financement ayant trait au plan Chantiers Canada; ainsi, le Ministère a simplifié l'évaluation et l'approbation fédérales des projets s'inscrivant dans le volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada, en élaborant un processus d'examen plus simple et efficace pour aider les projets à démarrer plus tôt.

Fonds pour l'infrastructure verte

Cette activité de programme fournit du financement pour les projets d'infrastructure publique qui favorisent l'assainissement de l'air, de l'eau et du sol et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les catégories d'infrastructure des projets comprennent le traitement des eaux usées, la production et le transport d'énergie verte, le traitement des déchets solides et le transport et le stockage de dioxyde de carbone. L'objectif du Fonds pour l'infrastructure verte est d'améliorer la qualité de l'environnement et d'appuyer une économie plus durable à long terme. Le Fonds fournit jusqu'à 50 p. 100 des coûts admissibles des projets pour favoriser l'augmentation de l'investissement dans

l'infrastructure à l'appui d'une économie plus durable. Le financement est fourni, selon une formule de coûts partagés, aux provinces, aux territoires, aux administrations locales ou régionales, aux organismes du secteur public, à d'autres organismes sans but lucratif et aux entreprises du secteur privé, que ce soit de façon individuelle ou en partenariat avec une province, un territoire ou un organisme gouvernemental. Les projets sont évalués en fonction de critères tels que l'admissibilité, les investissements financiers engendrés et les avantages des projets.

Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique

Cette activité de programme fournit du financement pour les projets de grande envergure dans les domaines qui sont essentiels pour soutenir la croissance économique et améliorer la qualité de vie des Canadiens. Elle appuie les projets d'infrastructure dans les catégories suivantes : les routes et les chemins de fer, le transport local, le tourisme ou le développement urbain, l'eau ou les eaux usées et la large bande (connectivité liée aux télécommunications). Les investissements sont faits en collaboration avec les provinces, les territoires, les municipalités et le secteur privé pour appuyer la construction, le renouvellement ou l'amélioration de l'infrastructure publique en vue de renforcer la capacité de l'infrastructure en partenariat avec les bénéficiaires. Le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique favorise les contributions supplémentaires provenant d'autres partenaires en versant jusqu'à 50 p. 100 des coûts financés pour les projets admissibles. Le Fonds bénéficie aux Canadiens en favorisant le transport plus sécuritaire et rapide des gens et des biens dans les réseaux de transport du Canada, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants, ainsi que l'augmentation de l'activité économique et des technologies innovatrices.

Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités

L'activité de programme du volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada fournit du financement pour répondre aux pressions uniques auxquelles font face les petites collectivités au chapitre de l'infrastructure, en mettant l'accent sur les investissements dans les projets mis en oeuvre dans les collectivités dont la population est inférieure à 100 000 personnes. Effectué en partenariat avec des bénéficiaires et des partenaires d'exécution fédéraux, le financement du programme soutient la construction, le renouvellement et l'amélioration des priorités en infrastructure de base comme l'eau potable, le traitement des eaux usées, les routes locales et d'autres besoins en infrastructure des petites collectivités. Le Fonds favorise les contributions supplémentaires d'autres partenaires en fournissant en général un financement fédéral d'un tiers des coûts admissibles. Le Fonds Chantiers Canada vise les projets qui offrent des avantages économiques, environnementaux et sociaux à tous les Canadiens. Les catégories de financement prioritaires pour le Fonds sont le réseau routier national de base, l'eau potable, les eaux usées, le transport en commun et l'énergie verte. D'autres secteurs d'investissement prioritaires admissibles comprennent les projets environnementaux (gestion des déchets solides), les projets qui soutiennent le développement et la croissance économiques (lignes ferroviaires sur courtes distances et transport maritime à courte distance, connectivité et large bande, tourisme et aéroports régionaux et locaux), ainsi que les projets qui contribuent au développement continu de collectivités solides et sécuritaires (atténuation des effets des catastrophes, culture, sport, routes et ponts locaux et réaménagement des friches industrielles). Le financement est utilisé pour soutenir les infrastructures publiques appartenant aux organismes et aux gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, ainsi qu'au secteur privé.

Fonds sur l'infrastructure frontalière

Cette activité de programme fournit du financement pour les investissements dans les capacités relatives à l'infrastructure matérielle, l'infrastructure des systèmes de transport intelligents aux plus gros postes frontaliers entre le Canada et les États-Unis, ainsi qu'à plusieurs autres postes frontaliers au Canada. Ces investissements contribuent à réduire la congestion et appuient la mise en oeuvre du Plan d'action pour une frontière intelligente, en plus d'améliorer la sécurité aux postes frontaliers. Le Fonds est essentiel à l'économie croissante du Canada et à ses relations commerciales avec les États-Unis. Établi en 2002, le Fonds fournit jusqu'à 50 p. 100 du financement pour les coûts des projets admissibles. Les projets s'inscrivant dans cette activité de programme sont exécutés en partenariat avec les bénéficiaires du financement et comprennent la construction, le renouvellement ou l'amélioration de l'infrastructure publique pour renforcer l'infrastructure afin d'améliorer les capacités aux frontières. Le Fonds sur l'infrastructure frontalière profite aux Canadiens en réduisant le temps nécessaire pour traverser la frontière pour les camions et les voitures qui voyagent entre le Canada et les États-Unis, ainsi qu'en améliorant l'efficacité des mouvements des biens, ce qui contribue à l'augmentation du commerce et de la production, au renforcement de la sécurité et à l'amélioration des relations entre le Canada et les États-Unis.

Fonds sur l'infrastructure municipale rurale

Cette activité de programme fournit du financement pour les projets de moindre envergure liés à l'infrastructure municipale conçus pour favoriser et améliorer la qualité de vie des collectivités urbaines comme rurales. Au moins de 80 p. 100 du financement dans le cadre du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale a été attribué aux municipalités dont la population est inférieure à 250 000 personnes. Les catégories de projets admissibles aux termes du Fonds comprennent l'eau et le traitement des eaux usées et les projets récréatifs et

culturels pour les collectivités plus petites. En mai 2007, le gouvernement du Canada a annoncé que 200 millions de dollars supplémentaires s'ajoutaient au 1 milliard de dollars initial du programme. Pour la plupart des projets, le Fonds fournit jusqu'à un tiers du financement fédéral pour les projets admissibles, ce qui permettra de promouvoir l'augmentation des investissements en infrastructure. Les projets financés aux termes de cette activité de programme contribuent à la construction, au renouvellement et/ou à l'amélioration de l'infrastructure publique, ce qui permet d'améliorer les infrastructures publiques de base et d'en accroître le nombre. Le programme vise à promouvoir la croissance économique durable, l'innovation et la création de collectivités saines.

Analyse économique et recherche

Cette activité de programme aide à faire en sorte que les investissements prioritaires dans l'infrastructure et les activités au Canada englobent le développement, la mise en réseau et le partage des connaissances pratiques ainsi que celles tirées de la recherche sur les questions d'infrastructure, les projets et les programmes. Cette activité de programme cible les principaux écarts quant à la connaissance et l'information. Elle favorise la mise en place d'une base de connaissances solides servant à la prise de décisions à tous les ordres de gouvernement. Elle contribue également à l'amélioration de la mesure des répercussions relatives aux politiques et aux décisions d'investissements en matière d'infrastructure. Cette activité de programme appuie le renforcement de la capacité de recherche stratégique, la génération du savoir et ses applications à l'échelle nationale de même que la collaboration avec d'autres ordres de gouvernement lorsqu'il s'agit de répondre à des besoins particuliers en matière de recherche et de renforcement de la capacité. Elle remet les ressources de recherche et l'expertise à niveau dans tous les ordres de gouvernement et dans les groupes d'intervenants afin de répondre aux défis en matière d'infrastructure et de proposer des solutions pour l'économie, l'environnement et les collectivités du Canada.

Résultat stratégique

Les provinces, les territoires et les municipalités reçoivent un soutien financier du gouvernement fédéral pour leurs priorités au chapitre de l'infrastructure.

Description des activités de programme

Fonds de la taxe sur l'essence

Cette activité de programme fournit aux municipalités un financement à long terme prévisible combine à une prise de décisions locales pour leur permettre de bâtir et de remettre en état leur infrastructure publique de base. Dans le cadre de cette activité de programme, le Canada a conclu des ententes aux termes du Fonds de la taxe sur l'essence avec les provinces, les territoires, l'Association des municipalités de l'Ontario, l'Union des municipalités de la Colombie-Britannique et la Ville de Toronto. Ces ententes établissent un cadre de responsabilisation permettant au Canada de verser un montant du Fonds de la taxe sur l'essence deux fois par année aux signataires, qui, à leur tour, verseront les fonds aux bénéficiaires municipaux en fonction d'une formule d'attribution ayant fait l'objet d'une entente. De leur cote, les bénéficiaires municipaux détermineront quels projets seront prioritaires parmi les catégories d'investissement établies qui contribuent à la réalisation des objectifs nationaux communs, notamment l'assainissement de l'air et de l'eau, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le renforcement des capacités des collectivités d'entreprendre une planification à long terme. Les municipalités peuvent mettre en commun ces fonds, les accumuler ou emprunter en fonction de ceux-ci, ce qui leur fournit une flexibilité financière supplémentaire importante. Les bénéficiaires admissibles sont tenus d'établir des rapports annuels sur leur utilisation des fonds et leur respect des conditions établies dans les ententes aux termes du Fonds de la taxe sur l'essence. Dans le cadre du budget fédéral de 2007, un nouveau financement de 8 milliards de dollars a été ajouté et le Fonds de la taxe sur l'essence a été prolongé de 2010 à 2014, doublant

ainsi le montant annuel pour qu'il atteigne 2 milliards de dollars. Le gouvernement a annoncé dans le budget fédéral de 2008 que le Fonds serait permanent.

Financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires

Cette activité de programme fournit aux provinces et aux territoires un niveau prédéterminé de financement de base pour les initiatives d'infrastructure, créant ainsi un équilibre à l'égard des affectations du Fonds Chantiers Canada fondées sur la population. Un montant de financement équivalent est versé pour soutenir le plan d'immobilisation annuel de chaque administration accepté par le ministre, sauf lorsque les provinces et territoires se sont entendus pour verser un montant de contrepartie équivalent à celui du financement accéléré du gouvernement fédéral. Ces plans d'immobilisations présentent les initiatives d'infrastructure qui appuient les priorités d'une administration donnée dans le cadre d'une série de catégories d'investissement fédéral admissibles, y compris la construction ou la remise en état des infrastructures dans toutes les catégories de projet jugées admissibles aux termes du Fonds Chantiers Canada, y compris l'infrastructure des routes secondaires provinciales. Même si les paiements sont versés aux provinces et aux territoires, le bénéficiaire final peut être une administration locale ou régionale, ou encore un organisme du secteur privé. Le Fonds accorde une grande souplesse aux provinces et aux territoires. Les versements sont effectués à l'avance, et les provinces et les territoires peuvent mettre ces ressources financières en commun, les accumuler ou les gérer, ce qui leur accorde une plus grande souplesse en ce qui a trait à la mise en oeuvre de leurs plans d'immobilisation annuels. Le financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires a été conçu pour contribuer à rétablir l'équilibre financier tout en contribuant à améliorer le système d'infrastructure publique du Canada, en favorisant une concurrence et une productivité économiques renforcées, de l'air, de l'eau et des sols plus propres ainsi que des collectivités plus solides

et en santé. Un montant de financement de contrepartie sera versé par les provinces (50 p. 100 de la contribution fédérale) et les territoires (75 p. 100 de la contribution fédérale) pour maximiser les investissements faits par tous les ordres de gouvernement. Toutes les provinces et tous les territoires bénéficient de cet investissement dans l'infrastructure publique moderne, en particulier les administrations dont les populations sont plus petites.

Résultat stratégique

Les projets d'infrastructure prêts à être construits reçoivent un financement fédéral.

Description des activités de programme

Fonds de stimulation de l'infrastructure

Cette activité de programme vise à accélérer et à accroître le nombre de projets d'infrastructure provinciaux, territoriaux et municipaux, ainsi que les projets d'infrastructure soumis par des organismes sans but lucratif et à but lucratif. Elle met l'accent sur la remise en état des biens existants et sur les nouveaux projets d'infrastructure qui peuvent être sensiblement terminés d'ici le 31 mars 2011. Les catégories comprennent l'eau, les eaux usées, le transport en commun, la gestion des déchets solides, les autoroutes, les routes, la culture, les centres et les services communautaires, l'infrastructure des abris temporaires, les parcs et les sentiers et l'infrastructure ferroviaire et portuaire. Dans le cadre du Plan d'action économique, le Fonds de stimulation de l'infrastructure permet de fournir une stimulation à court terme ciblée et opportune pour l'économie canadienne en augmentant le nombre total de projets de construction au Canada durant 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 par l'entremise du financement de projets et l'obtention de financement d'autres ordres de gouvernement et du secteur privé. Le Fonds de stimulation de l'infrastructure est un programme vaste et souple conçu de façon à inclure les nouvelles infrastructures et la remise en état des infras-

tructures en place. En fournissant jusqu'à 50 p. 100 du financement fédéral pour les projets pouvant être exécutés d'ici mars 2011, le Fonds favorise le financement provenant d'autres partenaires.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Monnaie royale canadienne

Résultat stratégique

Les résultats stratégiques de la Monnaie royale canadienne (MRC) sont les suivants : élever la MRC au rang de marque de classe mondiale reconnue pour la qualité, l'innovation et le dépassement des attentes des clients; s'assurer que les pièces de circulation canadiennes et les services sont rentables, accessibles, pertinents et qu'ils incitent les Canadiens à célébrer leur histoire, leur culture et leurs valeurs; s'assurer que les pièces de circulation étrangères, les produits d'investissement et les services d'affinage, les pièces de collection et les autres produits et services connexes sont les meilleurs dans leurs marchés respectifs; générer un profit et maintenir la viabilité à long terme de l'entreprise grâce à un engagement continu à satisfaire les besoins des clients, à susciter la croissance et à être rentable; créer un milieu de travail où les employés font valoir les valeurs de l'entreprise et célèbrent leur succès; et s'assurer que la santé, la sécurité et l'environnement sont des critères prépondérants dans la création d'un milieu de travail idéal.

Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée

Résultat stratégique

Passage efficace et sécuritaire sur les infrastructures entretenues, exploitées et gérées par Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée.

Description des activités de programme

Gestion d'infrastructures telles que des ponts, des autoroutes et des tunnels ainsi que des propriétés de la région de Montréal

Cette activité de programme comprend l'exploitation et l'entretien des ponts Jacques-Cartier et Champlain, de la partie fédérale du pont Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, du tunnel de Melocheville et de l'estacade du pont Champlain, en y effectuant des travaux d'entretien régulier et d'entretien majeur.

Tribunal d'appel des transports du Canada

Résultat stratégique

Le milieu des transports du Canada a accès à un processus équitable et impartial de révision des décisions relatives à l'application des règlements ou à la délivrance des permis prises par le ministre des Transports.

Description des activités de programme

Audience en révision et en appel

Assure le fonctionnement d'un tribunal indépendant chargé de répondre aux demandes provenant du milieu des transports concernant la révision des décisions relatives à l'application des règlements ou à la délivrance des permis prises par le ministre des Transports aux termes de diverses lois relatives au transport et tenir des audiences pour les appels. À la suite d'une au-

dience, le Tribunal peut, selon le cas, confirmer la décision du ministre, y substituer sa propre décision, ou encore renvoyer l'affaire au ministre pour réexamen.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

VIA Rail Canada Inc.

Résultat stratégique

Un service ferroviaire voyageur national sûr, sécuritaire, efficace, fiable et durable sur le plan de l'environnement qui répond aux besoins des voyageurs canadiens.

Description des activités de programme

Exploitation d'un réseau national de services ferroviaires voyageurs

Exploitation de services à longueur d'année à l'intérieur du corridor Québec-Windsor, de services voyageurs transcontinentaux entre Halifax et Montréal et entre Toronto et Vancouver, et de services dans les régions et les localités éloignées situées dans le Nord et les zones périphériques du pays.

...	669 077 485	...	...	669 077 485	10	Subventions et contributions				
...	...	45 820 034	...	45 820 034	10b	Virement de 7 400 000 \$ du crédit 5 (Transports)				
...	...	1	...	1	10c	Subventions et contributions				
...	...	...	7 400 000	7 400 000		Virement du crédit 5				
...	...	...	(75 000)	(75 000)		Virement au : crédit 10 (Environnement)				
...	...	...	(1 000 000)	(1 000 000)		crédit 15 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	669 077 485	45 820 035	6 325 000	721 222 520		Total—Crédit 10	365 023 967	356 198 553	...	351 197 635
...	...	22 646 108	...	22 646 108	17a	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , renoncer à certaines dettes et à certains intérêts courus dus à Sa Majesté chef du Canada totalisant 22 646 108 \$ à l'égard de l'Administration du pont du port de Saint John	22 646 108	...	...	...
...	74 380 197	...	541 300	74 921 497	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 921 497	...	...	75 855 370
...	77 516	...	(2 191)	75 325	(S)	Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités—Traitement et allocation pour automobile	75 325	...	...	77 638
...	2 000	...	21	2 021	(S)	Ministre d'État—Allocation pour automobile	2 021	...	...	2 122
...	79 593 000	...	4 356 521	83 949 521	(S)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>	83 949 521	...	...	67 272 663
...	58 974 669	...	100 560	59 075 229	(S)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	59 075 229	...	...	57 721 021
...	3 300 000	...	(715 974)	2 584 026	(S)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont	2 584 026	...	...	2 041 239
4 683 162	...	...	4 347 004	9 030 166	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 030 166	...	...	2 433 696
4 683 162	1 530 457 479	100 714 602	57 829 944	1 693 685 187		Total du ministère—Budgétaire	1 281 190 965	412 494 222	...	1 287 997 603
Société canadienne des postes										
...	22 210 000	...	...	22 210 000	15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	22 210 000	...	...	22 210 000
...	22 210 000	...	...	22 210 000		Total budgétaire	22 210 000	...	...	22 210 000
500 000 000	...	...	...	500 000 000	(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> , articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 \$ (Net)	...	...	500 000 000	...
...	22 210 000	...	...	22 210 000		Total de l'organisme—	22 210 000	...	...	22 210 000
500 000 000	...	...	...	500 000 000		Budgétaire	...	...	...	...
						Non budgétaire	...	...	500 000 000	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses									\$
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien											
...	582 727 000	...	...	582 727 000	20	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	515 006 000	67 721 000	...	573 146 000
...	582 727 000	...	...	582 727 000		Total de l'organisme—Budgétaire	515 006 000	67 721 000	...	573 146 000
Office des transports du Canada											
...	23 806 376	...	...	23 806 376	25	Dépenses du programme				
...	...	...	8 794	8 794		Virement du : CT, crédit 15 ⁽¹⁾				
...	...	...	817 108	817 108		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	2 387 642	2 387 642		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	23 806 376	...	3 213 544	27 019 920		Total—Crédit 25	25 846 976	1 172 944	...	25 300 749	
...	3 565 688	...	(105 141)	3 460 547	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 460 547	...	...	3 487 196
768	...	...	164	932	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	164	768	...	1 677
768	27 372 064	...	3 108 567	30 481 399		Total de l'organisme—Budgétaire	29 307 687	1 173 712	...	28 789 622	
La Société des ponts fédéraux Limitée											
...	64 699 000	...	...	64 699 000	30	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée	13 994 307	50 704 693	...	417 103
...	64 699 000	...	...	64 699 000		Total de l'organisme—Budgétaire	13 994 307	50 704 693	...	417 103
Marine Atlantique SCC											
...	200 585 000	...	...	200 585 000	35	Paiements à Marine Atlantique SCC				
...	...	1 500 000	...	1 500 000	35b	Paiements à Marine Atlantique SCC					
...	200 585 000	1 500 000	...	202 085 000		Total—Crédit 35	183 290 595	18 794 405	...	210 927 022	
...	200 585 000	1 500 000	...	202 085 000		Total de l'organisme—Budgétaire	183 290 595	18 794 405	...	210 927 022	

...	78 398 834	...	...	78 398 834	40	Commission de la capitale nationale ⁽³⁾			
...	...	...	(65 157 730)	(65 157 730)		Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement			
...	...	...	(13 241 104)	(13 241 104)		Virement au crédit 52b (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	78 398 834	...	(78 398 834)	...		Reclassé sous Affaires étrangères et Commerce international pour fins de présentation				
<hr/>						Total—Crédit 40				
...	28 473 000	...	...	28 473 000	45	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital			
...	...	3 490 000	...	3 490 000	45a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital				
...	...	...	(27 778 875)	(27 778 875)		Virement au crédit 54b (Affaires étrangères et Commerce international)			
...	...	...	(4 184 125)	(4 184 125)		Reclassé sous Affaires étrangères et Commerce International pour fins de présentation			
...	28 473 000	3 490 000	(31 963 000)	...		Total—Crédit 45				
<hr/>						Total de l'organisme—Budgétaire				
...	106 871 834	3 490 000	(110 361 834)	⁽³⁾
<hr/>						Bureau de l'infrastructure du Canada				
...	50 031 062	...	...	50 031 062	50	Dépenses de fonctionnement			
...	...	1	...	1	50b	Virement de 9 687 732 \$ du crédit 55 (Transports)				
...	...	1	...	1	50c	Virement de 20 959 \$ du crédit 55 (Transports)				
...	...	...	9 708 691	9 708 691		Virement du : crédit 55			
...	...	...	7 956	7 956		CT, crédit 15 ⁽¹⁾			
...	...	...	2 094 018	2 094 018		CT, crédit 25 ⁽¹⁾			
...	...	...	3 138 120	3 138 120		CT, crédit 30 ⁽¹⁾			
...	...	...	(1 600 155)	(1 600 155)		Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾			
...	50 031 062	2	13 348 630	63 379 694		58 587 522	4 792 172	...	63 435 552	
<hr/>						Total—Crédit 50				
...	4 693 333 359	...	...	4 693 333 359	55	Contributions			
...	...	990 810 218	...	990 810 218	55b	Contributions				
...	...	282 146 000	...	282 146 000	55c	Contributions				
...	...	...	(9 708 691)	(9 708 691)		Virement au crédit 50			
...	4 693 333 359	1 272 956 218	(9 708 691)	5 956 580 886		4 197 098 781	1 759 482 105	...	4 310 126 278	
<hr/>						Total—Crédit 55				
...	5 038 042	...	69 954	5 107 996	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
...	70 117 555	(4 982 622)	(35 368 461)	29 766 472	(S)	5 107 996	4 962 414	
...	62 652 000	94 856 000	...	157 508 000	(S)	29 766 472	33 537 280	
...	...	92 041 502	...	92 041 502	(S)	Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires				
...	(S)	157 508 000	158 109 000	
...	(S)	92 041 502	1 461 665 573	

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								
\$	\$	\$	\$	\$	(S)		\$	\$	\$	\$
125	...	...	83	208	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	125	83	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	219 954 637
125	4 881 172 018	1 454 871 100	(31 658 485)	6 304 384 758		Total de l'organisme—Budgétaire	4 540 110 273	1 764 274 402	83	6 251 790 734
Monnaie royale canadienne										
75 000 000	...	...	...	75 000 000	(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la <i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i> : Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 \$, le 11 mars 1999 (Net)	...	...	75 000 000	...
75 000 000	...	...	...	75 000 000		Total de l'organisme—Non budgétaire	...	...	75 000 000	...
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée										
...	98 944 000	...	...	98 944 000	60	Paievements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
...	...	31 808 000	...	31 808 000	60a	Paievements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
...	...	23 135 000	...	23 135 000	60b	Paievements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
...	98 944 000	54 943 000	...	153 887 000		Total—Crédit 60	97 329 991	56 557 009	...	89 999 001
...	98 944 000	54 943 000	...	153 887 000		Total de l'organisme—Budgétaire	97 329 991	56 557 009	...	89 999 001
Tribunal d'appel des transports du Canada										
...	1 284 898	...	...	1 284 898	65	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	65b	Virement de 310 698 \$ du crédit 1 (Transports)				
...	...	...	310 698	310 698		Virement du : crédit 1				
...	...	...	47 191	47 191		CT, crédit 25 ⁽¹⁾				
...	...	...	87 400	87 400		CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	1 284 898	1	445 289	1 730 188	(S)	Total—Crédit 65	1 730 023	165	...	1 611 161
...	129 762	...	(3 580)	126 182		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	126 182	...	...	120 843
...	1 414 660	1	441 709	1 856 370		Total de l'organisme—Budgétaire	1 856 205	165	...	1 732 004

					VIA Rail Canada Inc.					
...	458 309 000	...	...	458 309 000	70	Paiements à VIA Rail Canada Inc.				
...	...	48 000 000	...	48 000 000	70a	Paiements à VIA Rail Canada Inc.				
...	...	50 000 000	...	50 000 000	70b	Paiements à VIA Rail Canada Inc.				
...	458 309 000	98 000 000	...	556 309 000		Total—Crédit 70	493 795 244	62 513 756	...	527 200 000
...	458 309 000	98 000 000	...	556 309 000		Total de l'organisme—Budgétaire	493 795 244	62 513 756	...	527 200 000
4 684 055	7 974 762 055	1 713 518 703	(80 640 099)	9 612 324 714		Total du portefeuille ministériel—				
575 000 000	...	...	...	575 000 000		Budgétaire	7 178 091 267	2 434 233 364	83	8 994 209 089⁽³⁾
						Non budgétaire	...	...	575 000 000	...

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

⁽²⁾ Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

⁽³⁾ En vertu du décret C.P. 2011-0583, le ministre des Affaires étrangères, membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été désigné ministre responsable de la *Loi sur la capitale nationale*, à compter du 18 mai 2011. Avant le transfert, des dépenses de 17 425 229 \$ ont été approuvées par le ministre des Transports. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 158 315 314 \$.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Portes d'entrée et corridors	15 111 068	14 915 965	27 243 427	3 561 190	499 951 612	181 735 220	...	...	...	...	542 306 107	200 212 375
Infrastructures de transport	167 966 447	161 993 220	38 502 060	40 444 398	207 788 996	193 725 847	30 319 533	30 319 533	...	...	383 937 970	365 843 932
Innovation dans le secteur des transports	8 832 954	8 791 433	444 936	214 404	5 278 868	1 952 418	...	...	...	...	14 556 758	10 958 255
Cadres qui appuient le marché des transports	9 556 199	9 543 627	...	...	534 000	454 236	...	...	...	...	10 090 199	9 997 863
Sécurité aérienne	237 098 156	231 901 864	4 269 634	3 927 771	46 767 580	30 565 325	44 474 775	44 474 775	...	...	243 660 595	221 920 185
Sécurité maritime	77 673 942	78 938 730	2 167 129	2 004 911	1 935 000	1 784 672	7 134 112	7 134 112	...	...	74 641 959	75 594 201
Sécurité ferroviaire	22 356 696	21 153 439	3 038 847	2 617 140	12 945 000	9 027 528	137 336	137 336	...	...	38 203 207	32 660 771
Sécurité routière	23 634 611	22 457 968	2 967 710	1 859 827	4 692 681	4 686 789	5 166 530	5 166 530	...	...	26 128 472	23 838 054
Transport des marchandises dangereuses	14 028 018	13 664 197	391 016	297 363	...	...	...	...	...	...	14 419 034	13 961 560
Sûreté aérienne	43 119 578	40 719 287	1 791 905	1 090 790	1 256 360	1 231 500	30 489	30 489	...	...	46 137 354	43 011 088
Sûreté maritime	20 137 828	17 980 270	99 097	46 132	...	...	...	...	...	...	20 236 925	18 026 402
Sûreté du transport terrestre et du transport intermodal	6 256 235	5 618 868	...	...	...	...	...	...	...	...	6 256 235	5 618 868
Gérance de l'environnement— Transport	33 799 550	23 206 885	...	...	...	...	...	...	...	...	33 799 550	23 206 885
Eau propre—Transport	6 247 037	7 331 839	93 886	80 000	...	...	...	...	...	...	6 340 923	7 411 839
Air pur—Transport	13 908 007	12 193 780	273 748	164 677	1 714 678	1 502 687	...	...	...	...	15 896 433	13 861 144
Services internes	205 445 772	203 155 571	12 574 226	12 858 504	17 000	17 000	963 532	963 532	...	...	217 073 466	215 067 543
Sous-total	905 172 098	873 566 943	93 857 621	69 167 107	782 881 775	426 683 222	88 226 307	88 226 307	...	...	1 693 685 187	1 281 190 965
Revenus affectés aux dépenses	(88 226 307)	(88 226 307)	...	...	...	...	(88 226 307)	(88 226 307)	...	...	...	...
Total du ministère— Budgétaire	816 945 791	785 340 636	93 857 621	69 167 107	782 881 775	426 683 222	...	...	...	...	1 693 685 187	1 281 190 965
Société canadienne des postes— Budgétaire	22 210 000	22 210 000	...	...	...	...	...	...	...	...	22 210 000	22 210 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	500 000 000	...	500 000 000	...
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien— Budgétaire	582 727 000	515 006 000	...	...	...	...	...	...	...	...	582 727 000	515 006 000
Office des transports du Canada												
Réglementation économique	13 481 209	12 918 028	...	...	...	...	...	...	...	...	13 481 209	12 918 028
Arbitrage et règlement extrajudiciaire des différends	8 545 316	8 190 454	...	...	...	...	...	...	...	...	8 545 316	8 190 454
Services internes	8 454 874	8 199 205	...	...	...	...	...	...	...	...	8 454 874	8 199 205
Total de l'organisme—Budgétaire	30 481 399	29 307 687	...	...	...	...	...	...	...	...	30 481 399	29 307 687

La Société des ponts fédéraux Limitée—												
Budgétaire	64 699 000	13 994 307	...	...	...	...	...	...	...	...	64 699 000	13 994 307
Marine Atlantique SCC—												
Budgétaire	202 085 000	183 290 595	...	...	...	...	...	...	...	...	202 085 000	183 290 595
Bureau de l'infrastructure du Canada												
Fonds Chantiers Canada—Volet												
Grandes infrastructures	3 050 873	1 309 731	...	...	1 222 180 962	758 518 037	...	...	...	...	1 225 231 835	759 827 768
Fonds pour l'infrastructure verte	1 500 000	507 268	...	...	389 211 818	29 766 472	...	...	...	...	390 711 818	30 273 740
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	612 633	284 971	...	...	480 385 318	188 096 927	...	...	...	...	480 997 951	188 381 898
Fonds Chantiers Canada—Volet												
Collectivités	1 501 442	552 434	...	...	299 348 736	213 331 095	...	...	...	...	300 850 178	213 883 529
Fonds sur l'infrastructure frontalière	100 000	15 324	...	...	44 254 661	35 026 220	...	...	...	...	44 354 661	35 041 544
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	605 498	177 915	...	...	127 742 365	87 865 116	...	...	...	...	128 347 863	88 043 031
Analyse économique et recherche	1 955 878	3 143 090	...	...	...	...	...	...	...	...	1 955 878	3 143 090
Fonds de la taxe sur l'essence	1 532 625	398 284	...	...	2 327 848 000	2 205 848 069	...	...	...	...	2 329 380 625	2 206 246 353
Financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	200 000	20 432	...	...	390 925 000	188 675 000	...	...	...	...	391 125 000	188 695 432
Fonds de stimulation de l'infrastructure	12 140 112	1 663 697	...	...	791 000 000	633 263 676	...	...	...	...	803 140 112	634 927 373
Fonds Chantiers Canada—Volet												
Collectivités - ajout	...	97 616	...	...	163 000 000	136 024 143	...	...	...	...	163 000 000	136 121 759
Services internes	45 288 837	55 524 756	...	...	...	...	...	...	...	...	45 288 837	55 524 756
Total de l'organisme—Budgétaire	68 487 898	63 695 518	...	...	6 235 896 860	4 476 414 755	...	...	...	...	6 304 384 758	4 540 110 273
Monnaie royale canadienne—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	75 000 000	...	75 000 000
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée—												
Budgétaire	153 887 000	97 329 991	...	...	...	...	...	...	...	...	153 887 000	97 329 991
Tribunal d'appel des transports du Canada												
Audience en révision et en appel	1 375 240	1 375 240	...	...	...	...	...	...	...	...	1 375 240	1 375 240
Services internes	481 130	480 965	...	...	...	...	...	...	...	...	481 130	480 965
Total de l'organisme—Budgétaire	1 856 370	1 856 205	...	...	...	...	...	...	...	...	1 856 370	1 856 205
VIA Rail Canada Inc.—												
Budgétaire	556 309 000	493 795 244	...	...	...	...	...	...	...	...	556 309 000	493 795 244
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	2 499 688 458	2 205 826 183	93 857 621	69 167 107	7 018 778 635	4 903 097 977	...	...	...	...	9 612 324 714	7 178 091 267
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	575 000 000	575 000 000	...

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
...	27 697 100	...	...	27 697 100	Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	27 486 919	210 181	...	26 923 979
...	300 000	...	...	300 000	Subvention pour la fermeture de passages à niveau	195 000	105 000	...	225 000
...	130 000	...	...	130 000	Subvention au Programme de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et de maintien de la navigabilité (COSCAP) de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	130 000	...	...	...
...	...	12 317 500	...	12 317 500	Subvention aux Tsimshian de la côte pour le développement du port de Prince Rupert	12 317 500	...	...	...
...	...	1 950 000	...	1 950 000	Subvention à la Première Nation Kitselas pour le développement du port de Prince Rupert	1 950 000	...	...	...
...	...	1 950 000	...	1 950 000	Subvention à la première Nation Kitsumkalum pour le développement du port de Prince Rupert	1 950 000	...	...	...
...	...	5 782 500	...	5 782 500	Subvention à la Première Nation Gitxaala pour le développement du port de Prince Rupert	5 782 500	...	...	...
...	28 127 100	22 000 000	...	50 127 100	Total—Subventions	49 811 919	315 181	...	27 148 979
Contributions									
...	162 887 575	...	(1 000 000)	161 887 575	Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	100 806 288	61 081 287	...	100 016 416
...	337 614 037	...	...	337 614 037	Fonds d'infrastructure de transport de la porte d'entrée et du corridor de l'Asie-Pacifique	80 928 932	256 685 105	...	122 337 618
...	58 974 669	...	100 560	59 075 229	(S) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	59 075 229	...	...	57 721 021
...	60 000 000	...	(13 462 420)	46 537 580	Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	30 402 923	16 134 657	...	9 616 179
...	6 600 000	...	21 595 710	28 195 710	Fonds de cession des ports	28 180 664	15 046	...	14 462 276
...	16 720 000	11 954 500	...	28 674 500	Programme de contributions aux services de traversier	26 268 228	2 406 272	...	24 475 633
...	...	16 100 000	...	16 100 000	Programme de contributions aux fonds d'exploitation, d'immobilisations et de lancement nécessaires pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées	14 623 242	1 476 758	...	17 922 804
...	1 331 360	...	(75 000)	1 256 360	Programme de contribution aux services de police dans les aéroports	1 231 500	24 860	...	1 185 880
...	12 345 000	...	...	12 345 000	Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvés aux termes de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>	8 532 529	3 812 471	...	7 440 251
...	4 392 681	...	...	4 392 681	Code canadien de sécurité	4 392 661	20	...	8 785 362
...	1 435 000	...	...	1 435 000	Contributions aux provinces pour la modernisation des simulateurs de formation maritime	1 435 000	...	...	3 535 253

					(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal et pour la réfection de la voie de circulation du pont	2 584 026	...	...	2 041 239
...	3 300 000	...	(715 974)	2 584 026		2 584 026	...	...	2 041 239
...	2 617 000	...	...	2 617 000	Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité	672 291	1 944 709	...	1 134 134
					Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	9 447 115	6 727 885	...	1 825 215
...	21 195 000	(5 020 000)	...	16 175 000					
...	2 400 000	...	...	2 400 000	Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres aéroports : Programme initial	2 259 455	140 545	...	2 381 062
					Terre-Neuve—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Nain, Davis Inlet, Hopedale, Postville, Makkovik, Rigolet, Cartwright, Black Tickle, Charlottetown, Port Hope Simpson, Mary's Harbour, Fox Harbour et Williams Harbour)	851 784	930 717	...	832 195
...	2 545 000	(762 499)	...	1 782 501					
...	1 100 000	898 968	(1 498 968)	500 000	Stratégie écoTRANSPORTS—Programme écoMOBILITÉ	449 236	50 764	...	861 137
...	325 000	...	(309 290)	15 710	Sur la route du transport durable	15 710	...	...	187 718
...	300 000	...	898 968	1 198 968	Stratégie écoTRANSPORTS—Programme d'alimentation à quai des navires	1 037 741	161 227	...	644 532
					Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	454 236	79 764	...	512 752
...	608 000	...	(74 000)	534 000					
...	710 894	...	...	710 894	Association des transports du Canada	538 224	172 670	...	976 666
					Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour des services de maintien de l'ordre à l'égard du pont de la Confédération	275 000	...	...	268 000
...	275 000	...	...	275 000					
...	300 000	...	...	300 000	Contributions à l'Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du Programme Opération Gareautrain	300 000	...	...	300 000
...	500 000	...	...	500 000	Contribution à l'appui de la sécurité nautique	349 672	150 328	...	385 200
...	...	...	250 000	250 000	Programme national Vision sécurité routière du Canada	244 128	5 872	...	200 856
					Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	32 402	67 598	...	30 193
...	100 000	...	...	100 000					
					Contribution au Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé—Alliance pour la sécurité des véhicules commerciaux (ASVC)	50 000	...	...	100 000
...	50 000	...	...	50 000					
...	18 000	...	...	18 000	Programme de bourses pour le Groupe de recherches sur les transports au Canada	18 000	...	...	12 000
...	2 490 838	...	...	2 490 838	Programme stratégique d'infrastructures routières : Système de transport intelligent	1 109 097	1 381 741	...	131 327
					Contribution à des groupes d'intervenants choisis en Colombie-Britannique pour appuyer une stratégie de mobilisation régionale du public	...	450 000	...	...
...	450 000	...	...	450 000					
...	1 640 000	649 066	...	2 289 066	Contribution au Projet de regroupement portuaire du port d'Oshawa	305 990	1 983 076	...	934
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3 487 063
...	703 225 054	23 820 035	5 709 586	732 754 675	Total—Contributions	376 871 303	355 883 372	...	383 810 916
...	731 352 154	45 820 035	5 709 586	782 881 775	Total du ministère	426 683 222	356 198 553	...	410 959 895

Paiements de transfert—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Bureau de l'infrastructure du Canada									
Contributions									
...	1 267 429 749	36 134 546	(81 383 333)	1 222 180 962	Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada— Volet grandes infrastructures	758 518 037	463 662 925	...	403 754 265
...	378 191 071	28 967 479	73 226 768	480 385 318	Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	188 096 927	292 288 391	...	335 291 118
...	46 625 914	81 117 451	(1 000)	127 742 365	Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	87 865 116	39 877 249	...	146 085 958
...	51 637 898	(4 457 469)	(2 925 768)	44 254 661	Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière (S) Contributions en vertu du Fonds de stimulation de l'infrastructure	35 026 220	9 228 441	...	67 783 158
...	...	92 041 502	...	92 041 502	Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte	92 041 502	...	...	1 461 665 573
...	359 466 305	...	(20 959)	359 445 346	(S) Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte	...	359 445 346	...	...
...	70 117 555	(4 982 622)	(35 368 461)	29 766 472	Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada— Recherches et partenariats stratégiques	29 766 472	...	...	33 537 280
...	2 450 000	(9 450 000)	7 000 000	...	Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada— Volet Collectivités	...	...	...	...
...	321 890 755	(22 542 019)	...	299 348 736	Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada— Volet Collectivités, ajout	213 331 094	86 017 642	...	223 547 896
...	...	163 000 000	...	163 000 000	Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada— Études de faisabilités et de planifications	136 024 144	26 975 856	...	83 514 605
...	6 666 667	(10 750 000)	4 083 333	...	Contribution en vertu du Fonds de Stimulation de l'infrastructure	...	...	...	136 000
...	...	708 646 230	(9 687 732)	698 958 498	Éléments non requis pour l'exercice en cours	541 222 174	157 736 324	...	1 005 160 402
...	...	...	...	...		...	...	...	234 627 252
...	2 504 475 914	1 057 725 098	(45 077 152)	3 517 123 860	Total—Contributions	2 081 891 686	1 435 232 174	...	3 995 103 507
Autres paiements de transfert									
...	1 974 452 000	353 396 000	...	2 327 848 000	Programme d'autres paiements de transfert du Fonds de la taxe sur l'essence	2 205 848 069	121 999 931	...	1 750 984 261
...	284 523 000	(51 106 000)	...	233 417 000	Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	31 167 000	202 250 000	...	279 196 000
...	62 652 000	94 856 000	...	157 508 000	(S) Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	157 508 000	...	...	158 109 000
...	2 321 627 000	397 146 000	...	2 718 773 000	Total—Autres paiements de transfert	2 394 523 069	324 249 931	...	2 188 289 261
...	4 826 102 914	1 454 871 098	(45 077 152)	6 235 896 860	Total de l'organisme	4 476 414 755	1 759 482 105	...	6 183 392 768
...	5 557 455 068	1 500 691 133	(39 367 566)	7 018 778 635	Total du portefeuille ministériel	4 903 097 977	2 115 680 658	...	6 594 352 663

(S) Paiement de transferts législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent		Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère							
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)							
Infrastructures de transport				Sécurité routière			
Administrations aéroportuaires—Paiements de loyer	7 322 682	7 322 682	7 322 682	Recettes provenant du Programme du registraire des véhicules importés	4 827 480	4 827 480	5 005 350
Recettes des ports publics provenant des frais d'utilisation et des permis d'utilisation de quais	8 980 398	8 980 398	8 269 471	Paiements de loyer du Centre d'essais pour véhicules automobiles	332 549	332 549	200 000
Recettes provenant de locations et concessions	7 081 048	7 081 048	7 176 368	Recettes provenant de locations et concessions	6 501	6 501	...
Recettes des aéroports provenant des frais d'utilisation et des contrats de service	6 680 398	6 680 398	5 734 730		5 166 530	5 166 530	5 205 350
Produit des ventes et de la formation	103 831	103 831	98 054	Sûreté aérienne			
Inspections et certifications	1 385	1 385	3 402	Recettes provenant de locations et concessions	654	654	458
Recettes diverses	149 791	149 791	259 861	Inspections et certifications	29 835	29 835	...
	30 319 533	30 319 533	28 864 568		30 489	30 489	458
Innovation dans le secteur des transports				Services internes			
Recherche et développement	...	...	276 000	Locations et concessions	451 762	451 762	296 758
Sécurité aérienne				Revenus des prévisions des services de l'air	376 234	376 234	349 678
Entretien des aéronefs et services de vol	34 457 506	34 457 506	35 932 714	Produit des ventes et de la formation	4 454	4 454	30 923
Frais d'utilisation en vertu du Règlement de l'aviation canadien	7 289 077	7 289 077	7 612 788	Recettes diverses	131 082	131 082	224 659
Inspections et certifications	1 858 506	1 858 506	1 249 614		963 532	963 532	902 018
Produit des ventes et de la formation	569 296	569 296	461 349	Total du portefeuille ministériel—			
Locations et concessions	300 365	300 365	2 288 782	Budgétaire	88 226 307	88 226 307	90 318 925
Recettes diverses	25	25	95 020				
	44 474 775	44 474 775	47 640 267				
Sécurité maritime							
Frais d'utilisation en vertu du Règlement sur la sûreté maritime	7 106 020	7 106 020	7 267 565				
Inspections et certifications	5 322	5 322	30 886				
Produit des ventes et de la formation	12 759	12 759	16 985				
Recettes provenant de locations et concessions	...	...	28				
Recettes diverses	10 011	10 011	130				
	7 134 112	7 134 112	7 315 594				
Sécurité ferroviaire							
Inspections et certifications	137 336	137 336	114 670				

Revenus

	Exercice en cours		Exercice précédent	
	\$	\$	\$	\$
Ministère				
Autres revenus—⁽¹⁾				
Revenus de placements—				
Prêts, placements et avances—				
Monnaie royale canadienne—Dividendes	10 000 000	7 000 000		
Andrew Ferri—Voie maritime du Saint-Laurent	...	14 712		
Administration portuaire de Saint John	448 661	434 510		
Administration portuaire de Prince Rupert	980 554	587 969		
Administration portuaire de St John's	114 830	113 574		
Administration portuaire de Halifax	1 195 152	1 144 828		
Administration portuaire de Trois-Rivières	128 597	112 091		
Administration portuaire Vancouver Fraser	5 664 979	5 579 449		
Administration portuaire de Port Alberni	103 395	87 242		
Administration portuaire de Toronto	1 930 069	1 317 746		
Administration portuaire de Sept-Îles	683 740	359 115		
Administration portuaire de Québec	1 051 823	908 923		
Administration portuaire de Montréal	3 824 430	3 853 904		
Administration portuaire de Thunder Bay	68 564	60 694		
Administration portuaire de Windsor	35 603	32 766		
Administration portuaire de Hamilton	502 816	575 605		
Administration portuaire de Nanaïmo	163 486	122 799		
Administration portuaire de Belledune	159 778	152 351		
Administration portuaire de Saguenay	36 003	57 089		
	27 092 480	22 515 367		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—				
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 038 018	715 652		
Bay Ferries Limited	...	1 456 855		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA)	...	15 721 715		
Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	599 882	...		
Redressements des créateurs de l'exercice précédent	3 139 480	2 215 575		
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	...	835 863		
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour le pont Victoria	...	2 195 096		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA)	5 962 930	...		
Ministère des Transports du Québec	...	928 850		
NAV Canada	...	2 365 538		
Province de la Colombie-Britannique	...	2 061 676		
Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée	7 234 712	1 742 236		
Gouvernement du Québec	511 915	...		
Province du Manitoba	513 059	...		
Province de l'Ontario	1 148 282	...		
	20 148 278	30 239 056		
Ventes de biens et de services—				
Droits et privilèges—				
Revenus de redevances	...	21 519		
Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent	6 829 061	7 535 409		
	<i>6 829 061</i>	<i>7 556 928</i>		
Location et utilisation de biens publics—				
Location à bail de wagons-trémies—CN	3 696 136	3 432 608		
Location à bail de wagons-trémies—CP	8 000 000	8 000 000		
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	1 216 515	1 003 522		
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	7 178 236	9 134 391		
Administrations aéroportuaires—Paiements de loyer	274 487 294	244 495 150		
	<i>294 578 181</i>	<i>266 065 671</i>		
Services de nature réglementaire—				
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères—Frais d'utilisation imposés	19 801 617	19 849 571		
Services de nature non réglementaire—				
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères—Frais d'utilisation imposés	16 145 781	15 100 310		
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	166 503	163 342		
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats	34 889 252	37 049 448		
	<i>51 201 536</i>	<i>52 313 100</i>		
Ventes de biens et de produits d'information—				
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	824 241	738 978		
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	730 045	562 476		
	<i>1 554 286</i>	<i>1 301 454</i>		
Autres frais et droits—				
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 435	1 627		
Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CN	2 856 397	1 943 961		

Revenus—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent	
	\$	\$		\$	\$	
Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CP	849 624	351 498	Bureau de l'infrastructure du Canada	Autres revenus—		
Revenus d'intérêts des administrations aéroportuaires	36	...		Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats	(284)	(1 058)		Recouvrements de traitements, biens et services	34 393	36 592
	3 707 208	2 296 028		Autres transferts à des organismes sans but lucratif	42 613	2 128 389
	377 671 889	349 382 752	Taxe sur les transferts de fonds	1 119	...	
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 347 004	5 980 327	Transferts à d'autres ordres de gouvernement	184 255	4 469 231	
Revenus divers—			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	125 531 331	94 690 890	
Dons à l'État	...	11 000 000		125 793 711	101 325 102	
Amendes, pénalités et produits d'autres montants adjugés par une cour	1 500 236	1 382 789	Ventes de biens et de services—			
Produits de cession des ventes de biens immobiliers	7 414 591	2 965 523	Autres frais et droits	325	265	
Divers	2 555 756	692 584	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	83	125	
	11 470 583	16 040 896	Revenus divers	...	6 544	
Total du ministère	440 730 234	424 158 398	Total de l'organisme	125 794 119	101 332 036	
Office des transports du Canada			Tribunal d'appel des transports du Canada			
Autres revenus—			Autres revenus—			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 617	7 702	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	479	
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	61 370	80 715	Ajustement des créiteurs d'exercice précédents	30 308	...	
	63 987	88 417	Total de l'organisme	30 308	479	
Ventes de biens et de services—			Sommaire du portefeuille ministériel			
Services de nature réglementaire	...	30 000	Autres revenus—			
Autres frais et droits—			Revenus de placements	27 092 480	22 515 367	
Frais pour services rendus à des compagnies	125	45	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	146 036 284	131 653 054	
	125	30 045	Ventes de biens et de services	377 672 339	349 413 062	
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	164	2 220	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 347 251	5 982 672	
Revenus divers	18 821	92 909	Revenus divers	11 489 404	16 140 349	
Total de l'organisme	83 097	213 591	Total du portefeuille ministériel	566 637 758	525 704 504	

⁽¹⁾ Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 27

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2011-2012

Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Services partagés Canada

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Résultat stratégique et description des activités de programme	27.2
Sommaire du portefeuille ministériel	27.4
Activités de programme	27.10
Paiements de transfert	27.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	27.13
Revenus	27.13

Services Internes

L'activité de programme des services internes appuie tous les résultats stratégiques et est commun dans l'ensemble des ministères. Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ministère**Résultat stratégique**

Services et programmes centraux de haute qualité qui répondent aux besoins des organisations fédérales, assurant ainsi l'intendance et de meilleurs résultats à la population canadienne.

Description des activités de programme*Gestion des locaux et des biens immobiliers*

TPSGC fournit aux ministères et aux organismes fédéraux des locaux à bureaux sécuritaires, sains et abordables et des installations à utilisation commune qui appuient la prestation efficace de leurs programmes et services. Le ministère assure l'intendance de divers travaux publics, par exemple des immeubles, des ponts et des barrages, et de trésors nationaux tels que la Cité parlementaire ainsi que d'autres biens patrimoniaux dans l'ensemble du

Canada. TPSGC fournit également aux ministères et aux organismes fédéraux des services immobiliers souples et économiques.

Approvisionnement

Cette activité de programme présente TPSGC en tant que le principal fournisseur de services d'achat du gouvernement offrant aux organisations fédérales une vaste gamme de solutions en matière d'approvisionnement, comme des contrats spécialisés, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement. Le rôle de TPSGC dans ce domaine consiste à fournir à la population canadienne et au gouvernement fédéral des services d'achat et des services communs connexes à valeur ajoutée, en temps opportun.

Receveur général du Canada

Cette activité de programme vise à gérer les opérations du Trésor fédéral et à tenir à jour les Comptes du Canada. Elle vise également à offrir aux ministères fédéraux un système facultatif de gestion financière de même que des services facultatifs de paiement de factures et d'imagerie documentaire.

Services linguistiques et gestion connexe

Cette activité de programme présente le Bureau de traduction en sa qualité d'autorité du gouvernement en matière de terminologie et de services linguistiques ayant le mandat d'établir, de normaliser et de diffuser la terminologie. En outre, Le Bureau s'assure qu'un bassin durable et fiable de ressources linguistiques compétentes est en place pour répondre aux besoins linguistiques du gouvernement et pour appuyer le programme économique et social du Canada. Le Bureau de la traduction, seul fournisseur interne de services linguistiques, offre aux organisations fédérales une vaste gamme de solutions linguistiques, comme des services de traduction, d'interprétation et de terminologie. Cette activité de programme découle de la *Loi sur le Bureau de la traduction*.

Programmes et services spécialisés

Cette activité de programme assure la prestation en temps opportun de programmes et de services spécialisés de haute qualité et accessibles aux institutions fédérales pour appuyer une gestion et des opérations saines, prudentes et éthiques.

Administration de la paye et des pensions fédérales

Cette activité de programme vise à offrir aux autres ministères et organismes fédéraux des systèmes et des processus centraux fiables pour l'administration de la paye et des pensions. Les services d'administration de la paye et des pensions de TPSGC permettent au Ministère de s'assurer que les employés et les pensionnés du gouvernement du Canada reçoivent en temps opportun les montants qui leur sont dus.

Services d'infrastructure de technologie de l'information

Cette activité de programme assure un leadership pour appuyer les initiatives pangouvernementales en matière de technologie de l'information (TI). Dans le cadre de cette activité de programme, le Ministère collabore étroitement avec les organisations fédérales clientes en vue de comprendre leurs besoins en matière de TI et d'y donner suite, et d'assurer en même temps la prestation de services et de solutions en TI sécurisés. Elle inclut le courtage, le développement et/ou la gestion de produits et de services pour les environnements d'informatique répartie, les centres de données, les télécommunications et la sécurité de la TI.

Ombudsman de l'approvisionnement

Cette activité de programme, qui opère de façon indépendante du gouvernement, examine les pratiques d'approvisionnement pour l'ensemble des ministères et des organismes fédéraux, enquête sur les plaintes des fournisseurs éventuels concernant l'adjudication des contrats d'achat de biens et de services en deçà d'un certain seuil et

enquête sur les plaintes au sujet de l'administration des contrats; elle assure la proposition d'une solution de rechange dans le règlement des différends liés aux contrats. Cette activité aide à promouvoir l'équité et la transparence dans le processus d'approvisionnement.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Résultat stratégique

Un parc urbain consacré aux loisirs et aux activités touristiques et culturelles en vue de sauvegarder le patrimoine culturel du Vieux-Port de Montréal et d'en faire la promotion tout en facilitant l'accès du public au bord de l'eau.

Description des activités de programme

Gestion du Vieux-Port de Montréal en tant que parc urbain, une destination touristique offrant des activités de loisir et des activités culturelles

La Société du Vieux-Port de Montréal inc. (SVPM) a pour mandat de promouvoir et développer les terrains du Vieux-Port de Montréal selon le Plan principal de développement approuvé. Le Plan vise, entre autres, à assurer aux piétons un libre accès au site, le contrôle par le secteur public de son développement et le développement du caractère historique, maritime et portuaire du site. La SVPM administre, gère et maintient les propriétés de Sa Majesté selon une entente de gestion avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui a la garde de la propriété.

Résultat stratégique

Les services obligatoires sont fournis de manière regroupée et normalisée pour appuyer la prestation de programmes et de services gouvernementaux à la population canadienne.

Description des activités de programme

Fournir des services d'infrastructure de technologie de l'information efficaces et efficaces dans tout le gouvernement du Canada

Un regroupement global dans les domaines du courrier électronique, des centres de données et des télécommunications afin d'améliorer la fiabilité et la sécurité générales de l'infrastructure de Technologie de l'information.

Services partagés Canada

Résultat stratégique

Les services obligatoires sont fournis de manière regroupée et normalisée pour appuyer la prestation de programmes et de services gouvernementaux à la population canadienne.

Description des activités de programme

Fournir des services d'infrastructure de technologie de l'information efficaces et efficaces dans tout le gouvernement du Canada

Un regroupement global dans les domaines du courrier électronique, des centres de données et des télécommunications afin d'améliorer la fiabilité et la sécurité générales de l'infrastructure de Technologie de l'information.

Résultat stratégique

L'activité de programme suivante appuie tous les résultats stratégiques de cette organisation.

Description des activités de programme

Services internes

Voir le texte d'introduction.

...	...	...	(27 257 626)	(27 257 626)	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	2 117 845 756	120 154 082	28 031 260	2 266 031 098	Total—Crédit 1	2 175 092 763	90 938 335	...	2 292 411 148
...	344 511 826	...	...	344 511 826	5 Dépenses en capital				
...	...	46 849 389	...	46 849 389	5b Virement de 42 318 625 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	12 210 116	...	12 210 116	5c Dépenses en capital				
...	...	...	42 318 625	42 318 625	Virement du : crédit 1				
...	...	...	42 526	42 526	CT, crédit 30 ⁽¹⁾				
...	...	...	68 276 539	68 276 539	CT, crédit 33 ⁽¹⁾				
...	...	...	(4 890 207)	(4 890 207)	Affectations réputées au crédit 17 (Services partagés Canada) ⁽²⁾				
...	344 511 826	59 059 505	105 747 483	509 318 814	Total—Crédit 5	489 566 916	19 751 898	...	688 531 837
...	...	1	...	1	6a Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—En vertu de l'article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour augmenter de 10 000 000 \$ à 20 000 000 \$, à compter du 1 ^{er} avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds, établi aux termes du crédit 23d, <i>Loi de crédits n° 4</i> pour 1994-95 peut excéder les recettes	...	1	...	...
...	...	1	...	1	7c Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , pour abroger l'article 5.4 de la même loi, à compter du 31 mars 2012	...	1	...	...
...	5 210 000	...	...	5 210 000	10 Contributions	5 053 348	156 652	...	...
...	99 871 902	...	15 279 826	115 151 728	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	115 151 728	...	...	115 283 089
...	77 516	...	20	77 536	(S) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux—Traitement et allocation pour automobile	77 536	...	...	77 638
6 454 852	(4 854 000)	...	4 854 000	6 454 852	(S) Fonds renouvelable d'alinéation des biens immobiliers				
...	...	...	(5 990 404)	(5 990 404)	Virement au-delà du surplus accumulé ⁽³⁾				
6 454 852	(4 854 000)	...	(1 136 404)	464 448	Total	(6 880 838)	...	7 345 286	(6 525 999)
40 900 918	...	...	...	40 900 918	(S) Fonds renouvelable des services optionnels				
...	...	...	2 015 634	2 015 634	Autorité pour accéder à son autorité inutilisée, moins sa limite d'autorisation de prélèvement				
...	...	...	(2 015 634)	(2 015 634)	Autorité pour accéder à son autorité inutilisée, moins sa limite d'autorisation de prélèvement				
40 900 918	...	...	...	40 900 918	Total	2 015 634	...	38 885 284	(1 707 617)
22 500 972	(198 850)	...	198 850	22 500 972	(S) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada				
...	...	...	2 500 972	2 500 972	Autorisation inutilisée, moins sa limite d'autorisation de prélèvement pour réduire progressivement les coûts				
...	...	...	(2 500 972)	(2 500 972)	Autorisation inutilisée, moins sa limite d'autorisation de prélèvement pour réduire progressivement les coûts				
...	...	...	198 850	198 850	Modification du volume d'activité				
...	...	...	(198 850)	(198 850)	Modification du volume d'activité—Redressement				

5 916 824	...	...	...	5 916 824	L15b	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 22 000 000 \$ (Net)	1 779 869	...	4 136 955	(471 513)
57 059 556	...	...	...	57 059 556	(S)	(L) <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	(9 650 155)	...	66 709 711	(10 373 547)
62 976 380	...	...	...	62 976 380		Total non budgétaire	(7 870 286)	...	70 846 666	(10 845 060)
587 837 526	2 581 746 150	179 213 589	(79 441 386)	3 269 355 879		Total du ministère—	2 793 508 544	110 846 887	365 000 448	3 080 566 821
62 976 380	...	...	...	62 976 380		Budgétaire	(7 870 286)	...	70 846 666	(10 845 060)
						Non budgétaire				
						Société du Vieux-Port de Montréal inc. ⁽⁴⁾				
...	...	1	...	1	13b	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital—Virement de 24 826 375 \$ du crédit 25 (Conseil privé)				
...	...	2 000 000	...	2 000 000	13c	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
...	...	...	24 826 375	24 826 375		Virement du crédit 25 (Conseil privé)				
...	...	...	3 546 625	3 546 625		Reclassé de Conseil privé pour fins de présentation (crédit 25)				
...	...	2 000 001	28 373 000	30 373 001		Total—Crédit 13b	30 373 000	1	...	28 986 795
...	...	2 000 001	28 373 000	30 373 001		Total de l'organisme—Budgétaire	30 373 000	1	...	28 986 795 ⁽⁴⁾
						Services partagés Canada ⁽⁵⁾				
...	...	1	...	1	17c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	11 603 373	11 603 373		Affectations réputées, conformément à l'article 31.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , du :				
...	...	...	1 479 565	1 479 565		crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)				
...	...	...	62 889 348	62 889 348		crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)				
...	...	...	5 994 091	5 994 091		crédit 1 (Agence du revenu du Canada)				
...	...	...	8 293 103	8 293 103		crédit 1 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	720 368	720 368		crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)				
...	...	...	21 723 877	21 723 877		crédit 1 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)				
...	...	...	1 232 603	1 232 603		crédit 1 (Environnement)				
...	...	...	9 795 426	9 795 426		crédit 1 (Finances)				
...	...	...	25 199 673	25 199 673		crédit 1 (Pêches et Océans)				
...	...	...	18 472 889	18 472 889		crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	19 054 284	19 054 284		crédit 1 (Santé)				
...	...	...	9 606 251	9 606 251		crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
...	...	...	11 636 387	11 636 387		crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
...	...	...	9 927 735	9 927 735		crédit 1 (Industrie)				
...	...	...	107 495 584	107 495 584		crédit 1 (Justice)				
...	...	...	14 687 547	14 687 547		crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	4 112 526	4 112 526		crédit 1 (Ressources naturelles)				
...	...	...	5 034 305	5 034 305		crédit 1 (Conseil privé)				
...	...	...	27 257 626	27 257 626		crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)				
...	...	...	12 311 692	12 311 692		crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
...	...	...	4 013 500	4 013 500		crédit 1 (Transports)				
						crédit 1 (Conseil du Trésor)				

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses								\$
...	6 745 498	6 745 498	crédit 1 (Anciens Combattants)					
...	984 435	984 435	crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)					
...	557 000	557 000	crédit 10 (Citoyenneté et Immigration)					
...	37 091 203	37 091 203	crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)					
...	6 609 352	6 609 352	crédit 20 (Agriculture et Agroalimentaire)					
...	318 845	318 845	crédit 20 (Ressources naturelles)					
...	7 308 428	7 308 428	crédit 25 (Environnement)					
...	4 908 565	4 908 565	crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international)					
...	2 550 037	2 550 037	crédit 25 (Industrie)					
...	16 397 055	16 397 055	crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile)					
...	45 850	45 850	crédit 27 (Santé)					
...	2 651 522	2 651 522	crédit 30 (Finances)					
...	2 576 066	2 576 066	crédit 40 (Santé)					
...	1 139 806	1 139 806	crédit 40 (Conseil du Trésor)					
...	68 075 177	68 075 177	crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile)					
...	1 341 141	1 341 141	crédit 50 (Patrimoine canadien)					
...	511 841	511 841	crédit 50 (Industrie)					
...	1 600 155	1 600 155	crédit 50 (Transports)					
...	8 850 072	8 850 072	crédit 60 (Industrie)					
...	1 807 253	1 807 253	crédit 100 (Patrimoine canadien)					
...	17 431 462	17 431 462	crédit 105 (Industrie)					
...	3 944 136	3 944 136	CT, crédit 30 ⁽¹⁾					
...	...	1	585 986 652	585 986 653	Total—Crédit 17	530 061 391	55 925 262	...	...
...	9 377 136	9 377 136	19 Dépenses en capital					
...	480 000	480 000	Affectations réputées, conformément à l'article 31.1 de					
...	4 188 235	4 188 235	la Loi sur la gestion des finances publiques, du :					
...	2 565 000	2 565 000	crédit 5 (Agence du revenu du Canada)					
...	1 078 762	1 078 762	crédit 5 (Pêches et Océans)					
...	16 733 026	16 733 026	crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)					
...	4 890 207	4 890 207	crédit 5 (Santé)					
...	5 761 316	5 761 316	crédit 5 (Industrie)					
...	477 605	477 605	crédit 5 (Défense nationale)					
...	746 041	746 041	crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux)					
...	4 429 138	4 429 138	crédit 5 (Transports)					
...	8 611 631	8 611 631	crédit 25 (Agriculture et Agroalimentaire)					
...	59 338 097	59 338 097	crédit 30 (Industrie)					
...			crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile)					
...			crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)					
...			Total—Crédit 19	54 660 910	4 677 187	...	...

...	...	1	...	1	21c	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , pour abroger l'article 5.2 de la même loi, à compter du 31 mars 2012	...	1	...	...
...	...	...	62 017 209	62 017 209	(S)	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique				
...	...	...	8 037 000	8 037 000		Le pouvoir permettant d'accéder à son autorisation inutilisée, d'un montant net de la limite d'autorisation de prélèvement, soit 8 037 000\$ en 2011-2012, afin de fournir les fonds nécessaires pour les activités et les investissements courants qui sont essentiels				
...	...	...	(8 037 000)	(8 037 000)		Le pouvoir permettant d'accéder à son autorisation inutilisée, d'un montant net de la limite d'autorisation de prélèvement, soit 8 037 000\$ en 2011-2012, afin de fournir les fonds nécessaires pour les activités et les investissements courants qui sont essentiels—Redressement				
...	...	...	(13 609 419)	(13 609 419)		Autorisation inutilisée abrogée				
...	...	...	(40 000 000)	(40 000 000)		Limite d'autorisation abrogée				
...	...	...	8 407 790	8 407 790		Total	8 407 790	...	...	...
...	...	...	1 243 731	1 243 731	(S)	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	1 243 731	...	...	...
...	...	...	27 970 401	27 970 401	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27 970 401	...	...	...
...	...	...	329	329	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	...	329	...
...	...	2	682 947 000	682 947 002		Total de l'organisme—Budgétaire	622 344 223	60 602 450	329	...
587 837 526	2 581 746 150	181 213 592	631 878 614	3 982 675 882		Total du portefeuille ministériel—				
62 976 380	...	...	...	62 976 380		Budgétaire	3 446 225 767	171 449 338	365 000 777	3 109 553 616⁽⁴⁾
						Non budgétaire	(7 870 286)	...	70 846 666	(10 845 060)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.

Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.

Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Conseil du Trésor, crédit 33—Report du budget des dépenses en capital.

(2) Affectations réputées au crédit 17, Services partagés Canada, conformément à l'article 31.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (décret 2011-1297).

(3) Conformément à la décision du Conseil du Trésor le 19 janvier 1995, un montant de 5 915 957 \$, représentant le surplus accumulé à la fin de l'exercice excédant 5 000 000 \$, a permis de réduire l'autorisation du Fonds.

(4) En vertu du décret 2011-0585, la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, a été désignée à titre de ministre de tutelle de la Société immobilière du Canada Limitée pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques* à partir du 18 mai 2011. Avant le transfert, des dépenses de 3 546 625 \$ ont été approuvées par le leader du gouvernement à la chambre des communes. Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de 28 986 795 \$.

(5) En vertu du décret 2011-0877, place Services partagés Canada sous l'autorité du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, ces mesures prennent effet le 4 août 2011.

En vertu du décret 2011-1297, sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 2a) de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, Son Excellence le Gouverneur général en conseil transfère à Services partagés Canada la responsabilité à l'égard des secteurs ci-après de l'administration publique fédérale qui font partie de chaque ministère ou secteur de l'administration publique fédérale visé à l'annexe ci-jointe et qui sont connus sous les noms suivants : a) Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau; b) Unité de soutien à l'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Gestion des locaux et des biens immobiliers	4 521 178 890	4 130 237 882	479 916 022	463 644 711	158 371	158 371	2 776 762 430	2 630 441 066	...	...	2 224 490 853	1 963 599 898
Approvisionnement	481 992 631	345 393 166	...	...	...	...	182 160 772	187 615 202	...	...	299 831 859	157 777 964
Receveur général du Canada	161 106 017	158 815 029	1 170 000	888 000	...	...	36 561 833	36 561 833	...	...	125 714 184	123 141 196
Services linguistiques et gestion connexe	313 189 357	265 119 836	...	...	5 210 000	5 053 348	205 806 622	196 057 026	...	...	112 592 735	74 116 158
Programmes et services spécialisés	151 558 309	117 551 262	...	...	...	...	90 942 824	63 718 153	...	...	60 615 485	53 833 109
Administration de la paye et des pensions fédérales	157 200 236	156 077 251	19 028 630	17 257 971	...	...	105 653 696	105 653 696	...	...	70 575 170	67 681 526
Services d'infrastructure de technologie de l'information	111 019 161	112 088 622	4 051 962	3 505 867	...	...	106 762 915	107 850 334	...	...	8 308 208	7 744 155
Ombudsman de l'approvisionnement	4 290 177	3 667 301	...	...	...	...	...	...	...	...	4 290 177	3 667 301
Services internes	533 472 909	513 364 771	5 152 200	4 270 367	...	...	175 687 901	175 687 901	...	...	362 937 208	341 947 237
Fonds de caisse à montant fixe, avances à justifier et avances remboursables	...	...	...	...	...	...	...	...	5 916 824	1 779 869	5 916 824	1 779 869
Administration des biens saisis	...	...	...	...	...	...	...	...	57 059 556	(9 650 155)	57 059 556	(9 650 155)
Sous-total—												
Budgétaire	6 435 007 687	5 802 315 120	509 318 814	489 566 916	5 368 371	5 211 719	3 680 338 993	3 503 585 211	...	...	3 269 355 879	2 793 508 544
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	62 976 380	(7 870 286)	62 976 380	(7 870 286)
Revenus affectés aux dépenses	(3 680 338 993)	(3 503 585 211)	...	...	...	...	(3 680 338 993)	(3 503 585 211)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	2 754 668 694	2 298 729 909	509 318 814	489 566 916	5 368 371	5 211 719	...	...	...	...	3 269 355 879	2 793 508 544
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	62 976 380	(7 870 286)	62 976 380	(7 870 286)
Société du Vieux-Port de Montréal inc.—Budgétaire	19 123 001	30 373 000	11 250 000	...	...	...	...	...	...	...	30 373 001	30 373 000
Total de l'organisme—Budgétaire	19 123 001	30 373 000	11 250 000	...	...	...	...	...	...	...	30 373 001	30 373 000

Services partagés Canada

Fournir des services d'infrastructure
de technologie de l'information
efficaces et efficaces dans tout le
gouvernement du Canada

Services internes	1 075 936 188	896 465 852	59 338 097	54 660 910	...	...	513 395 008	389 820 934	...	...	621 879 277	561 305 828
	61 067 725	61 038 395	...	...	...	...	...	...	...	...	61 067 725	61 038 395

Sous-total—												
Budgétaire	1 137 003 913	957 504 247	59 338 097	54 660 910	...	...	513 395 008	389 820 934	...	...	682 947 002	622 344 223
Revenus affectés aux dépenses	(513 395 008)	(389 820 934)	...	...	...	...	(513 395 008)	(389 820 934)	...	...	...	...
Total de l'organisme—Budgétaire	623 608 905	567 683 313	59 338 097	54 660 910	...	...	...	...	...	...	682 947 002	622 344 223
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	3 397 400 600	2 896 786 222	579 906 911	544 227 826	5 368 371	5 211 719	...	...	...	...	3 982 675 882	3 446 225 767
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	62 976 380	(7 870 286)	62 976 380	(7 870 286)

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Subventions				
...	506 290 000	...	2 896 346	509 186 346	(S) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	509 186 346	...	...	491 614 147
...	(506 290 000)	...	(2 737 975)	(509 027 975)	(S) Recouvrement auprès des ministères ayant la garde des biens immobiliers	(509 027 975)	...	...	(492 444 793)
...	...	...	158 371	158 371	Total—Subventions	158 371	...	...	(830 646)
					Contributions				
...	5 210 000	...	...	5 210 000	Programme de renforcement du secteur langagier au Canada	5 053 348	156 652	...	4 214 111
...	5 210 000	...	158 371	5 368 371	Total du portefeuille ministériel	5 211 719	156 652	...	3 383 465

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	\$	\$	\$
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Gestion des locaux et des biens immobiliers	2 776 762 430	2 630 441 066	2 772 830 553
Approvisionnement	182 160 772	187 615 202	140 691 888
Receveur général du Canada	36 561 833	36 561 833	28 463 207
Services linguistiques et gestion connexe	205 806 622	196 057 026	215 031 498
Programmes et services spécialisés	90 942 824	63 718 153	105 885 886
Administration de la paye et des pensions fédérales	105 653 696	105 653 696	109 710 764
Services d'infrastructure de technologie de l'information	106 762 915	107 850 334	400 637 611
Services internes	175 687 901	175 687 901	153 299 690
Total budgétaire	3 680 338 993	3 503 585 211	3 926 551 097
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Recouvrement—Caisse d'avance fixe	5 916 824	...	(471 513)
Recouvrement—Biens saisis	...	54 210 502	55 385 924
Total non budgétaire	5 916 824	54 210 502	54 914 411
Total du ministère—			
Budgétaire	3 680 338 993	3 503 585 211	3 926 551 097
Non budgétaire	5 916 824	54 210 502	54 914 411
Services partagés Canada			
Fournir des services d'infrastructure de technologie de l'information efficaces et efficaces dans tout le gouvernement du Canada	513 395 008	389 820 934	...
Total de l'organisme—Budgétaire	513 395 008	389 820 934	...
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	4 193 734 001	3 893 406 145	3 926 551 097
Non budgétaire	5 916 824	54 210 502	54 914 411

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Société immobilière du Canada limitée	20 800 000	...
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 509 542	5 987 899
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	6 907 474	3 905 803
	17 417 016	9 893 702
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	893 250 289	846 453 845
Services de nature réglementaire—		
Bénéfices de bassins de radoub	7 652 263	6 859 456
Divers	143 533 665	144 111 629
	151 185 928	150 971 085
Services de nature non réglementaire—		
Location, licences et permis	791 597 346	1 065 757 773
Ventes de biens et de produits d'information—		
Ventes de biens et de produits d'information	10 263 915	9 074 763
Publications	5 572 975	5 135 690
Divers	1 326 787 352	1 538 548 637
	1 342 624 242	1 552 759 090
Autres frais et droits	323 575 394	311 435 833
	3 502 233 199	3 927 377 626
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	352 851	294 484
Revenus divers—		
Dons à l'État	52 713	240 826
Gain sur opération de change	...	16 303
Divers	61 419 477	76 128 204
	61 472 190	76 385 333
Total du ministère	3 602 275 256	4 013 951 145

Revenus —Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Services partagés Canada		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	15 721	...
Services de nature réglementaire	20 318	...
Services de nature non réglementaire	385 003 228	...
Ventes de biens et de produits d'information	1 406 493	...
Autres frais et droits	1 867 647	...
	388 313 406	...
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	329	...
Revenus divers	2 353 406	...
Total de l'organisme	390 667 141	...
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	20 800 000	...
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 417 016	9 893 702
Ventes de biens et de services	3 890 546 605	3 927 377 626
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	353 180	294 484
Revenus divers	63 825 596	76 385 333
Total du portefeuille ministériel	3 992 942 397	4 013 951 145

SECTION 28

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2011-2012

Index

A

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, *voir volume III, section 5*

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, *voir volume III, section 4*

ACTIFS NON FINANCIERS, *voir volume I, section 10*

Activités de programme—*Voir section ministérielle appropriée*

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, 26

Administration du pipe-line du Nord, 23

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL, 2

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, 3

Agence canadienne d'évaluation environnementale, 14

Agence canadienne d'inspection des aliments, 7

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée, 24

Agence canadienne de développement économique du Nord, 3, 24

Agence canadienne de développement international, 2

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC, 4

Agence de la consommation en matière financière du Canada, 15

Agence de la santé publique du Canada, 24

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE, 5

Agence des services frontaliers du Canada, 25

AGENCE DU REVENU DU CANADA, 6

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, 17

Agence Parcs Canada, 14

Agence spatiale canadienne, 17

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE, 7

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS, *voir volume I, section 1*

ANCIENS COMBATTANTS, 8

A—Fin

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, 1.50

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, 1.89

Autorisations disponibles des exercices antérieurs, 1.103

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, 1.111

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, 1.113

AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, *voir volume III, section 11*

AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, *voir volume III, section 10*

B

Bibliothèque du Parlement, 19

Bibliothèque et Archives du Canada, 20

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, 11

Bureau de l'enquêteur correctionnel, 25

Bureau de l'infrastructure du Canada, 26

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme, 20, 22

Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications, 12

Bureau du directeur des poursuites pénales, 18

Bureau du surintendant des institutions financières, 15

C

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, 22

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, 15

Centre de la sécurité des télécommunications, 12

Centre de recherches pour le développement international, 2

Chambre des communes, 19

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION, 9

C—Suite

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, 11

Comité des griefs des Forces canadiennes, 12

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, 25

Commissariat à l'intégrité du secteur public, 10

Commissaire à la magistrature fédérale, 18

Commissariat au lobbying, 10

Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique, 19

Commissariat aux langues officielles, 11

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada, 18

Commission canadienne de sûreté nucléaire, 23

Commission canadienne des affaires polaires, 3

Commission canadienne des droits de la personne, 18

Commission canadienne des grains, 7

Commission canadienne du lait, 7

Commission canadienne du tourisme, 17

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire, 12

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 9

Commission de la capitale nationale, 2, 26

Commission de la fonction publique, 20

Commission des champs de bataille nationaux, 20

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, 25

Commission des relations de travail dans la fonction publique, 20

Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens, 3

Commission du droit d'auteur, 17

Commission mixte internationale (section canadienne), 2

Commission nationale des libérations conditionnelles, 25

COMPTES CONSOLIDÉS, *voir volume I, section 4*

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, *voir volume I, section 8*

C—Fin

Conseil canadien des normes, 17
Conseil canadien des relations industrielles, 22
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, 24
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, 24
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 20
Conseil de recherches en sciences humaines, 17
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 17
Conseil des Arts du Canada, 20
CONSEIL DU TRÉSOR, 10
Conseil national de recherches du Canada, 17
CONSEIL PRIVÉ, 11
Conseiller sénatorial en éthique, 19
Corporation commerciale canadienne, 2
Cour suprême du Canada, 18
CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER, *voir volume I, section 5*

D

DÉFENSE NATIONALE, 12
Dépenses ministérielles par article courant, 1.13
Dépenses ministérielles par catégorie, 1.4
Description des activités de programme, Résultat stratégique et—*Voir section ministérielle appropriée*
Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, 1.12
Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel, 1.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés—*Voir section ministérielle appropriée*
DETTE PORTANT INTÉRÊT, *voir volume I, section 6*
Directeur général des élections, 11
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, 13

E

École de la fonction publique du Canada, 10
Énergie atomique du Canada limitée, 23
ENVIRONNEMENT, 14
État consolidé des revenus et charges, 1.3
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES, *voir volume III, section 1*
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET RAPPORT ET OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA, *voir volume I, section 2*
Exportation et développement Canada (Compte du Canada), 2

F

Financement agricole Canada, 7
FINANCES, 15
FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, *voir volume III, section 7*

G

Gendarmerie royale du Canada, 25
GOUVERNEUR GÉNÉRAL, 16
Greffé du Tribunal de la concurrence, 17
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles, 20
Greffé du Tribunal des revendications particulières, 3

I

INDUSTRIE, 17
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, *voir volume III, section 2*
Institut de la statistique des Premières nations, 3
Instituts de recherche en santé du Canada, 24

J

JUSTICE, 18

M

Marine Atlantique SCC, 26
Monnaie royale canadienne, 26
Musée canadien de la nature, 20
Musée canadien de l'immigration du Quai 21, 20
Musée canadien des civilisations, 20
Musée canadien des droits de la personne, 20
Musée des beaux-arts du Canada, 20
Musée national des sciences et de la technologie, 20

O

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET PASSIF ÉVENTUEL, *voir volume I, section 11*
Office de commercialisation du poisson d'eau douce, 21
Office des transports du Canada, 26
Office national de l'énergie, 23
Office national du film, 20

P

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, *voir volume III, section 8*
Paiements de transfert—*Voir section ministérielle appropriée*
PAIEMENTS DE TRANSFERT, *voir volume III, section 6*
PARLEMENT, 19
PATRIMOINE CANADIEN, 20
PÊCHES ET OCÉANS, 21
Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, Les, 26
PPP Canada Inc., 15
PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, *voir volume I, section 9*
PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, *voir volume III, section 9*
Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, 1.35
Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, 1.42

P—Fin

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), 1.44

R

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, 1.22

Récapitulation des charges externes par catégorie, 1.10

Récapitulation des revenus externes par provenance, 1.29

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, 22

RESSOURCES NATURELLES, 23

Résultat stratégique et description des activités de programme—*Voir section ministérielle appropriée*

Revenus—*Voir section ministérielle appropriée*

REVENUS, CHARGES ET DÉFICIT ACCUMULÉ, *voir volume I, section 3*

Revenus ministériels, 1.23

S

SANTÉ, 24

Secrétariat de la Commission des nominations publiques, 11

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 11

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE, 25

Sénat, 19

Service administratif des tribunaux judiciaires, 18

Service canadien du renseignement de sécurité, 25

Service correctionnel du Canada, 25

Service partagés Canada, 27

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, *voir volume III, section 3*

Société canadienne d'hypothèques et de logement, 22

Société canadienne des postes, 26

Société d'assurance-dépôts du Canada, 15

Société d'expansion du Cap-Breton, 5

Société des ponts fédéraux Limitée, La, 26

S—Fin

Société du Centre national des Arts, 20

Société du Vieux-Port de Montréal inc., 11, 27

Société Radio-Canada, 20

Sommaire du portefeuille ministériel (de la provenance et de l'utilisation des autorisations)—*Voir section ministérielle appropriée*

Statistique Canada, 17

T

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 14

TABLEAUX SOMMAIRES ET APPENDICES, 1

Téléfilm Canada, 20

TRANSPORTS, 26

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX, 27

TRÉSORERIE ET CRÉANCES, *voir volume I, section 7*

Tribunal canadien des droits de la personne, 18

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs, 22

Tribunal canadien du commerce extérieur, 15

Tribunal d'appel des transports du Canada, 26

Tribunal de la dotation de la fonction publique, 20

Tribunal des anciens combattants (révision et appel), 8

V

Ventes de biens et de services, 1.31

Vérificateur général, 15

VIA Rail Canada Inc., 26